U d'/of OTTAWA
39003001217487

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lagographiede00brun

LA GÉOGRAPHIE DE L'HISTOIRE

PRINCIPALES PUBLICATIONS

DES MÊMES AUTEURS

JEAN BRUNHES

Professeur de géographie humaine au Collège de France.

Michelet. 1 vol. in-16, 63 p. (Académie française, Prix d'éloquence). Paris, Perrin, 1898.

L'Irrigation : *ses conditions géographiques, ses modes et son organisation dans la Péninsule Ibérique et dans l'Afrique du Nord* (Société de géographie de Paris, prix Pierre-Félix Fournier ; Société de géographie commerciale, médaille Berge). 1 vol. in-8°, xx-580 p., 7 cartes et 63 fig. Paris, C. Naud, 1902 et Masson, 1904.

Le travail des eaux courantes : la tactique des tourbillons (Mémoires de la Société Fribourgeoise des Sciences naturelles, série : Géologie et géographie, II, fasc. 4), 71 p. et 5 planches hors texte. Fribourg, 1902.

Les relations actuelles entre la France et la Suisse et la question des voies d'accès au Simplon. 1 broch. in-8°, 55 p. et 9 cartes ou cartons. Bruxelles, *Revue économique internationale*, 1906.

Les différents systèmes d'irrigation, tome III, *Espagne*, Documents officiels publiés en espagnol et en français avec une Introduction (Sens et valeur sociale de quelques règlements d'irrigation de la Péninsule Ibérique). (Bibliothèque coloniale internationale). 1 vol. in-8°, 692 p. et 1 carte. Bruxelles, Institut colonial international, 1908.

La Géographie humaine : *Essai de classification positive, principes et exemples* (Société de Géographie de Paris, médaille d'or ; Académie Française, prix Halphen), 2e édition. 1 vol. in-8°, xv-802 p., 272 gravures et cartes dans le texte ou hors texte. Paris, Félix Alcan. 1912. (La deuxième édition est épuisée, mais une troisième édition est en préparation et paraîtra en 1922.)

Human Geography, An Attempt at a positive Classification, Principles and Examples, translated by T. C. Le Compte, edited by Isaiah Bowman and R. E. Dodge. 1 vol. in-8°, xvi-648 p., 77 maps and diagrams and 146 half-tones. Chicago et New-York, Rand Mc Nally, 1920.

Géographie humaine de la France, premier volume (G. Hanotaux, *Histoire de la Nation française*, tome I). 1 vol. in-4°, 495 p., 10 hors-texte en couleurs et 154 gravures, d'Auguste Lepère. 101 cartes ou plans de Besson. Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1920.

CAMILLE VALLAUX

Professeur d'histoire au lycée Janson-de-Sailly
et de géographie à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales.
Examinateur d'admission à l'Ecole navale.

Les campagnes des armées françaises (1792-1815). 1 vol. in-18 de la *Bibliothèque d'histoire contemporaine*. Paris, Alcan, 1899.

La Basse-Bretagne, *Étude de géographie humaine*. 1 vol. in-8°. Paris, Ed. Cornély, 1907 (*Epuisé*).

Couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, prix Audiffred.

Penmarch aux XVIe et XVIIe siècles. 1 vol. in-8°. Paris, Ed. Cornély, 1907.

Géographie sociale : la Mer. 1 vol. in-18 de l'*Encyclopédie scientifique*. Paris, O. Doin, 1908.

Géographie sociale : le Sol et l'État. 1 vol. in-18 de l'*Encyclopédie scientifique*. Paris, O. Doin, 1911.

La Norvège, la nature et l'homme. (Publication de la *Revue générale des Sciences*). 1 vol. in-18. Paris, 1913.

L'Archipel de la Manche. 1 vol. in-12 de la *Collection des Voyages illustrés*. Paris, Hachette, 1913.

Etude économique sur le projet de canal de la Loire à la Manche. (Publication du Ministère des Travaux publics). 1 broch. in-4°. Paris. Léon Eyrolles, 1920.

LA GÉOGRAPHIE DE L'HISTOIRE

GÉOGRAPHIE DE LA PAIX ET DE LA GUERRE SUR TERRE ET SUR MER

PAR

JEAN BRUNHES ET CAMILLE VALLAUX

Avec 36 cartes ou diagrammes.

UNIVERSITAS O. M. I. OTTAWIENSIS

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1921

Universitas BIBLIOTHECA Ottaviensis

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Nineteen hundred twenty one, copyright by Félix Alcan and R. Lisbonne,
proprietors of Librairie Félix Alcan.

D
21.5
.B7
1921
v.1

AVANT-PROPOS

Voici le livre qu'annonçaient déjà le dernier chapitre de la Géographie Humaine, *la leçon d'inauguration de la chaire de géographie humaine au Collège de France en 1912 et le mémoire de 1913 qui portait ce même titre de* Géographie de l'Histoire. *A côté d'un bien plus grand nombre de pages nouvelles, on retrouvera quelques pages antérieures témoignant à dessein de la continuité de la pensée directrice.*

Notre Géographie de l'Histoire *était donc construite et en partie rédigée lorsque l'auteur de la* Basse-Bretagne, *de la* Mer *et du* Sol et l'État *a proposé spontanément une collaboration qui est devenue un contrôle permanent de la marche du raisonnement et de l'élaboration des conclusions. Il s'est chargé de la rédaction des chapitres concernant les faits de peuplement et les problèmes maritimes, ainsi que des exposés de la géographie proprement politique, puisqu'il était sans conteste en France l'initiateur de cet ordre d'études.*

Quel sens émouvant ont pris depuis lors pour chacun de nous les mots et surtout les réalités de la Guerre et de la Paix! Cette géographie des sociétés et des États que d'aucuns regardaient, pour l'Europe du moins, comme fixée à toujours dans ses grandes lignes a été bouleversée jusques en ses fondements, et certaines formes essentielles de notre civilisation ont risqué d'être anéanties. Les lecteurs comprendront encore mieux de

quelle portée sont les études présentes et nous apporteront le concours bien plus chaleureux de leur attention et de toute leur critique sympathie.

A tous ceux qui veulent créer une ou des Associations de Nations, fortes et loyales, c'est-à-dire fondées sur les réalités de la géographie politique, et qui ne risquent pas d'exercer, sous l'apparence fallacieuse des mots, une insupportable tyrannie au profit des plus riches, — nous dédions ces pages où deux pensées concordent en se complétant l'une l'autre : ce livre a été écrit par deux hommes de bonne foi, indépendants l'un vis-à-vis de l'autre et tous deux indépendants vis-à-vis de tous.

Paris, 1917-1921.

JEAN BRUNHES ET CAMILLE VALLAUX.

LA GÉOGRAPHIE DE L'HISTOIRE

PREMIÈRE PARTIE

LES RELATIONS ENTRE LA GÉOGRAPHIE ET L'HISTOIRE

CHAPITRE PREMIER

COMMENT SE PRÉSENTE, A LA PREMIÈRE OBSERVATION, LE PROBLÈME DES RAPPORTS GÉNÉRAUX ENTRE LA GÉOGRAPHIE ET L'HISTOIRE

1. — L'histoire se traduisant dans la géographie.
2. — La géographie se traduisant dans l'histoire.
3. — Les hommes comme agents géographiques.

L'un dit, — et c'est Taine : « Jetons les yeux sur une carte. La Grèce est une péninsule en forme de triangle, qui, appuyé par sa base sur la Turquie d'Europe, s'en détache, s'allonge vers le midi, s'enfonce dans la mer, s'effile dans l'isthme de Corinthe, pour former au delà une seconde presqu'île plus méridionale encore, le Péloponèse, sorte de feuille de mûrier qu'un mince pédoncule relie au continent. Joignez-y une centaine d'îles, avec la côte asiatique qui fait face : une frange de petits pays cousue aux gros continents barbares, et un semis d'îles éparses sur une mer bleue que la frange enserre, voilà la contrée qui a nourri et formé ce peuple si précoce et si intelligent. Elle était singulièrement propre à cette œuvre... Un peuple formé par un semblable climat se développe plus vite et plus harmonieusement qu'un autre ; l'homme n'est pas

accablé ou amolli par la chaleur excessive, ni raidi et figé par la rigueur du froid. Il n'est pas condamné à l'inertie rêveuse, ni à l'exercice continu : il ne s'attarde pas dans les contemplations mystiques ni dans la barbarie brutale[1]. »

L'autre dit, comme pour répliquer, — et c'est Hegel : « Que l'on ne vienne point me parler du ciel de la Grèce, puisque ce sont des Turcs qui habitent maintenant où autrefois habitaient les Grecs : qu'il n'en soit plus question, et qu'on nous laisse tranquille[2]. »

Les deux jugements s'affrontent. Il ne faudrait certes pas réduire la *Philosophie de l'Art* à cette seule géographie explicative, mais on sait comment la préoccupation déterministe de Taine l'a conduit à concevoir que les lois des sciences de l'homme sont les mêmes que celles des sciences naturelles : « La philosophie de l'histoire répète comme une fidèle image la philosophie de l'histoire naturelle[3]. »

Pour d'autres, au contraire, l'homme est complètement indépendant du milieu physique : tantôt c'est la « suite » de l'esprit, tantôt c'est la race qui porte le secret de tout le développement économique, historique et géographique des divers groupes humains. Gobineau a déclaré : « Le groupe blanc,

1. H. Taine, *Philosophie de l'Art*. 4e éd., Paris, 1885, II, p. 102, 104, 105. Voici la suite de ce développement : « Comparez un Napolitain ou un Provençal à un Breton, un Hollandais à un Indou ; vous sentirez comment la douceur et la modération de la nature physique mettent dans l'âme la vivacité et l'équilibre, pour conduire l'esprit dispos et agile vers la pensée et vers l'action. » (*Ibid.*, p. 105.) Et plus loin : « Voilà les circonstances physiques qui, dès l'origine, ont été propices à l'éveil de l'esprit. On peut comparer ce peuple à une ruche d'abeilles, qui, née sous un ciel clément, mais sur un sol maigre, profite des routes de l'air qui lui sont ouvertes, récolte, butine, essaime, se défend par sa dextérité et son aiguillon, construit des édifices délicats, compose un miel exquis, toujours en quête, agitée, bourdonnante au milieu des massives créatures qui l'environnent et qui ne savent que paître sous un maître ou s'entre-choquer au hasard ». (*Ibid.*, p. 111.)

2. Cette citation et celle de Gobineau qui suit sont données et discutées par L. Gumplowicz, *Der Rassenkampf*, Innsbrück, 1883, p. 15 et suiv. Elles sont partiellement reproduites et aussi critiquées dans C. Vallaux, *Géographie sociale, Le Sol et l'Etat*, Paris, O. Doin, 1911, p. 8. — W. Bagehot a dit : « Vous ne sauriez montrer que les obstacles naturels opposés à la vie humaine différaient beaucoup entre Athènes et Sparte,... et cependant Spartiates et Athéniens sont séparés par des différences essentielles ! » (*Lois scientifiques du développement des nations dans leurs rapports avec les principes de sélection naturelle et de l'hérédité*, Paris, Alcan, 4e éd., 1882, p. 93.)

3. Taine, *Essais de critique et d'histoire*, p. 26. — On chercherait en vain cette phrase dans la Préface de la 1re édition (1858). La Préface définitive, qui parut en tête de la 2e édition (1866), est à peu près le double de la Préface primitive.

résidât-il au fond des glaces polaires ou sous les rayons de feu de l'Équateur, c'est de ce côté que le monde intellectuel inclinerait. C'est là que toutes les idées, toutes les tendances, tous les efforts ne manqueraient pas de converger, et il n'y aurait pas d'obstacles naturels qui pussent empêcher les denrées, les produits les plus lointains d'y arriver à travers les mers, les fleuves et les montagnes. »

Revendiquer ou plutôt établir les droits de la géographie humaine à devenir, par son développement logique, une géographie de l'histoire ou géographie politique, exige qu'on échappe à la séduction du style magnifique et de l'explication trop simpliste et systématique de Taine, et qu'on échappe pareillement aux doctrinaires des influences ethniques.

Il importait de confronter d'abord et d'opposer ces interprétations extrêmes des modalités de l'activité humaine à la surface de notre terre, interprétations qui se recommandent pourtant de si grand noms : on conviendra plus aisément que tout ce que nous cherchons à exposer et à préciser n'est pas aussi évident que d'aucuns le pourraient croire et l'on considérera comme légitime notre premier devoir, qui est de suggérer brièvement, par quelques faits très clairs : comment l'histoire se traduit par la géographie; en second lieu, comment la géographie se traduit dans l'histoire; en troisième lieu, comment, dans quelle mesure et sous quelles formes les êtres humains sont des facteurs géographiques.

1. — *L'HISTOIRE SE TRADUISANT DANS LA GÉOGRAPHIE*

Les hommes, en faisant l'histoire sur la terre, y font aussi de la géographie. L'histoire est ici comprise dans son sens le plus large, englobant toute l'histoire, rurale et industrielle, militaire et technique, économique et sociale, scientifique et religieuse.

Les archéologues et les épigraphistes s'attachent à reconstituer les civilisations révolues à l'aide de ces débris de temples

et de pierres que nous pourrions justement appeler la poussière géographique de l'histoire.

Dès le premier regard jeté sur notre planète, les routes pavées de la Chine et la Grande Muraille, les voies romaines de notre Gaule, les routes napoléoniennes de notre Europe, les transcontinentaux des États-Unis, le réseau des câbles anglais, le réseau plus récent et de plus en plus important des câbles américains (*Commercial Cable Company*, *Mackay Companies System*), etc., nous apparaissent non seulement comme des figures ou comme des allégories de l'histoire, mais bien plus et bien mieux, comme des réalités géographiques qui sont des expressions adéquates, locales ou mondiales, des expressions de puissance d'autant de types divers de très fortes sociétés politiques.

Toutes les grandes civilisations de l'Asie, mère de nos civilisations à nous, se sont exprimées, tantôt par de magnifiques et complexes réseaux de canaux d'irrigation, tantôt par d'innombrables troupeaux de moutons ou de chevaux, tantôt, — et ce furent les plus belliqueuses, — par des oasis de cultures associées à des richesses animales que gouvernèrent de hardis pasteurs sur les étendues herbeuses de steppes immenses[1].

En petit comme en grand, l'histoire opère ainsi. — Des églises fortifiées, comme celle de Royat en Auvergne ou celle des Saintes-Maries-de-la-Mer en Camargue ou celle d'Hunawihr dans la Haute-Alsace, sont des documents pareils qui racontent chacune une période de l'histoire. — Dans les environs de Trèves et dans tout le Massif Schisteux Rhénan,

1. « Chaque fois que, dans l'histoire, nous trouvons la Mésopotamie au pouvoir d'un peuple qui sait la défendre contre les nomades, l'administrer et y établir un bon régime des eaux, une prospérité inouïe s'y développe : la terre généreuse rend au centuple le grain qui lui est confié. Quand le Turc y règne, l'anarchie s'y installe avec lui, les canaux s'engorgent, les Arabes du désert y font la loi, et le pays tombe dans l'état d'insécurité, de misère et de stérilité où nous le voyons aujourd'hui. Il suffirait d'une bonne police et d'une remise en état du réseau d'irrigation, dont l'ingénieur Willcoks a établi le devis, pour que cette terre, qui a vu Babylone, Ninive, Ctésiphon, Bagdad, redevienne l'une des plus luxuriantes du globe. Ainsi l'intervention de l'homme modifie profondément l'aspect géographique d'un même pays : son action est tantôt conquérante, tantôt conservatrice, tantôt destructive. » (René Pinon, *La Géographie Humaine*, dans la *Revue Hebdomadaire*, 1911, p. 180.)

le gouvernement prussien a replanté les zones qui avaient été déboisées soit par les anciens princes, soit par les armées de la grande période révolutionnaire, et les paysans appellent les Epicéas *Preussenbäume*. — Des territoires qui produisaient autrefois des céréales seraient aujourd'hui, dans l'état historique et économique général, voués à une infériorité de plus en plus croissante ; mais ils se sont heureusement transformés en zones plutôt pastorales. Dans les villages qui sont les centres naturels de ces régions, l'ancienne « halle au grain », ou « grenette », ferme ses portes ou est démolie, à Saint-Flour comme à Lausanne. — Des puissances politiques, qui se rendent compte de l'impérieuse nécessité d'être des puissances maritimes, se créent à tout prix des ports : Trieste et Fiume sont des villes de volonté, auxquelles a seule permis de se développer la tactique des ports francs ; or, elles survivent et survivront à l'Empire austro-hongrois pour toujours disparu.

L'histoire nous raconte une vie de l'humanité de plus en plus coordonnée, subordonnée et collective, et la géographie reçoit mission de nous illustrer cette démonstration.

Une ville, plus exactement une ville commençante, un hameau, un village a été déterminé par un puits, par une source, par un marché, etc., et s'est cristallisé autour d'un carrefour, sur le bord d'un chemin ; certains villages procèdent si bien du chemin que les Allemands ont inventé les mots légitimes de *Gassendorf* ou de *Strassendorf*. A mesure que l'agglomération de maisons se développe, le réseau de la circulation s'accroît. Dans l'immense ville moderne, la maison devient collective : la maison-caserne des quartiers ouvriers de Paris et de Londres ou le grand hôtel à 25 étages de Chicago et de New-York représentent, par excellence, le caractère collectif de l'habitation. Mais c'est surtout par la circulation multiforme que s'exprime le caractère collectif de la grande agglomération moderne : celle-ci ne peut exister que par celle-là ; c'est la circulation seule qui lui permet de vivre. Elle doit être réseau de circulation, mieux encore qu'amas

de bâtisses. Elle s'exprime sur la terre, elle se projette par une véritable trame, par un système circulatoire très compliqué, non pas seulement de lignes d'accès et de gares, de voies de fer ou de voies d'eau, mais d'artères et de veines qui conditionnent et qui règlent la vie intérieure. Tâchons d'apercevoir un instant Paris dans sa réalité de circulation : que de réseaux superposés et entre-croisés! Ceintures de chemins de fer, réseaux de trains, de tramways et d'autobus, réseaux souterrains et aériens du Métropolitain et du Nord-Sud, réseaux de fils télégraphiques et de fils téléphoniques, réseau pneumatique, réseaux des secteurs électriques de force et de lumière, réseau des conduites d'eau et réseau des égouts, qui ne sont certes pas les deux moins indispensables à la vie et à l'hygiène de la splendide cité. De quelque côté que nous nous tournions, où que nous marchions, où que nous descendions, où que nous montions, nous franchissons des écheveaux de tuyaux et de fils, qui, pour nous relier aux autres êtres vivants, nous enserrent, nous recouvrent, nous enveloppent d'une série de filets à mailles plus ou moins étroites. Or ces filets enchevêtrés, apparents ou dissimulés, mais dont la réalité, si elle était partout visible, nous apparaîtrait comme un « tissu » énorme et inégal de fer, de fonte, de cuivre ou de plomb, plus compliqué et plus ordonné tout à la fois que la plus emmêlée des toiles d'araignée, voilà par excellence l'expression matérielle de ce qu'il y a de commun, de lié, de solidaire dans ces amas de vies individuelles et de cellules familiales, qui, juxtaposées et serrées en un point de l'espace, créent cette excroissance de surface, cette tache bigarrée, cette espèce de tumeur géographique que nous appelons une ville.

Si l'on veut en appeler à un exemple typique des relations entre l'histoire et la géographie économique, nous n'aurons garde d'oublier cette tentative napoléonienne qui date de plus d'un siècle et dont le blocus maritime de la grande guerre aura tant de fois évoqué l'exemple et le souvenir, le *blocus continental*. Songeons dès à présent au retentissement

de ce grand fait politique, même suivi d'un insuccès partiel, jusque dans l'économie générale de nos champs cultivés. Il n'y a pas un d'entre nous dont la nourriture substantielle journalière ne soit aujourd'hui, par la qualité ou la quantité de sucre consommé, tributaire du plan politique dirigé contre l'Angleterre par cette extraordinaire volonté individuelle d'un moment de l'histoire, Napoléon.

Ainsi notre vie quotidienne est mêlée de mille petits faits matériels, qui expriment en raccourci quelques-uns des plus décisifs épisodes de l'histoire universelle. Le Yankee croise dans les rues de New-York ou de Chicago un nègre : s'il daignait le regarder, il devrait songer à cette Afrique noire à laquelle les traitants sont venus demander la main-d'œuvre exigée par les planteurs de coton et de canne à sucre; que d'histoire en ces cheveux crépus, en ces lèvres lippues, dans un tel pays, sous une telle latitude ! Les maïs dont sont gorgées les plaines basses de la Save ou du Danube, les pommes de terre qui s'étendent sur tant d'hectares de l'Irlande, de la France ou de l'Allemagne, constituent, sur notre ancien continent, de très vastes taches, qui sont à leur manière, — la manière géographique, — les témoins permanents de la découverte de l'Amérique.

Il dépend de l'homme d'être asservi plus ou moins au cadre terrestre selon les progrès qu'il réalise. Sans les sous-marins et sans la télégraphie sans fil, les Empires Centraux eussent été de 1914 à 1918 beaucoup plus tôt cernés et vaincus. De telles découvertes si récentes et les interprétations pratiques de telles découvertes modifient si profondément les rapports entre les hommes et les mers, entre les hommes et les espaces continentaux que la résistance militaire de l'Allemagne et sa vie économique et sa vie politique ont pu s'assurer une durée beaucoup plus longue grâce à ce bouleversement historique, d'origine théorique et intellectuelle, de la géographie de la circulation.

Au vrai, les grands faits géographiques de l'heure présente, ce ne sont pas les découvertes du pôle Nord et du pôle Sud.

Nous avons, pour les hardis ou savants pionniers de la recherche polaire, l'admiration la plus enthousiaste. Mais les plus grands faits, sinon les plus hauts faits de l'histoire du monde, ce sont des événements comme le percement de l'isthme de Suez ou l'ouverture du canal de Panama. Et si toute l'histoire politique, économique et sociale du monde est modifiée par des initiatives humaines comme celles-là, c'est précisément parce qu'elles coopèrent à transformer d'une manière définitive la surface terrestre elle-même, et qu'elles « s'incarnent », pour ainsi dire, dans la géographie.

2. — *LA GÉOGRAPHIE SE TRADUISANT DANS L'HISTOIRE*

Que des faits, si imposants par rapport aux puissances de l'effort humain, mais qui sont des traits si ténus et de dimensions si réduites par rapport à la terre, soient la cause et le commencement de changements si radicaux et si multiples dans la vie des hommes et dans leurs rapports entre eux, cela prouve à quel point les sociétés humaines dépendent, les unes et les autres et les unes par rapport aux autres, de la répartition des terres et des mers, de la distribution et de la forme des continents, de la nature des couloirs de circulation marine ou fluviale et, pour tout dire d'un seul mot, de la position. Il ne convient pas d'entrer dès ces premières pages dans des détails assez circonstanciés pour rénover cette notion de la position et pour dire à quel point nous sommes tous, individus, ensembles de citoyens, grandes sociétés politiques, masses grouillantes représentant des civilisations entières, fonctions du point de l'espace où nous sommes nés, fonctions du point de l'espace où nous vivons, fonctions de la position.

En parlant de la Sicile, et résumant son antique influence politique en ce style ramassé et vif qui est l'image de la vie, un maître de l'histoire, Gabriel Hanotaux, écrivait en trois lignes : « Palerme regarde l'Europe, Agrigente regarde l'Afrique, Syracuse regarde la Grèce ; la Trinacrie réalise

ainsi sa formule complète, sa triple orientation et sa triple destinée[1]. »

La configuration à son tour correspond à une autre série de faits, lesquels servent souvent à mettre en valeur les faits bruts de position.

Lorsque, en venant de Paris, on franchit les derniers plateaux de l'Ile-de-France[2], on aperçoit, se dressant à l'hori-

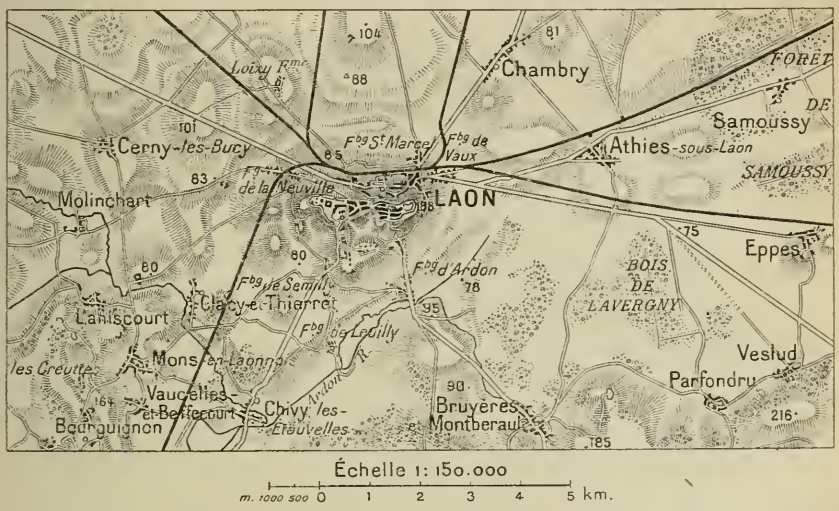


Fig. 1. — Position et configuration de la butte isolée qui porte la ville de Laon.

zon, la silhouette de la colline et de la ville de Laon, table naturelle qu'une couche résistante de 12 mètres de Calcaire grossier maintient plane et haute au-dessus de couches sableuses ; c'est, en plan, une sorte d'accent circonflexe, limité de toutes parts par l'abrupt de la pente et qui dominait autrefois une zone malsaine, mais très protectrice, de marécages (fig. 1). On ne peut s'empêcher de se remémorer toute l'histoire de Laon, boulevard avancé du christianisme dans

1. G. Hanotaux, *En Méditerranée. La Paix Latine*, Paris, s. d., p. 175.

2. Voir Jean Brunhes, *Géographie humaine de la France* (Paris, Plon, 1920), p. 374, 384, 385 et fig. 140.

le Nord de la Gaule, îlot fort échappant aux Vandales, refuge des derniers Carolingiens. Est-ce que cette configuration

FIG. 2. — PAR L'ACCÉLÉRATION DES TRANSPORTS TERRESTRES, LA FIGURE RÉELLE DE LA FRANCE EST COMME TRANSFORMÉE.

Cette figure et les trois suivantes (qui sont destinées à rendre concrètes et saisissantes les modifications des rapports entre les diverses parties de la terre par l'accélération des vitesses nécessaires pour franchir les mêmes distances) sont inspirées de figurations de l'*Album de Statistique graphique de* 1900 (Paris, Imprimerie Nationale, 1906) ; mais tous les calculs ont été repris et les dessins refaits par l'auteur de presque toutes les cartes de notre livre, le géographe-cartographe Besson.

exceptionnelle n'était pas prédestinée à porter une ville forte,

très forte ? Allons même plus loin. N'est-il pas logique que cette commune aussi nettement délimitée, qui trouvait à ses portes immédiates une pente raide qu'on pouvait si bien utiliser pour la défense, ait été la première douée d'assez d'audace et d'une assez forte conscience de sa réalité collective pour se rebeller contre son évêque suzerain ? N'est-ce pas un cas admirable de l'influence exercée sur l'histoire non seulement par la position, mais par la structure et la configuration du sol ?

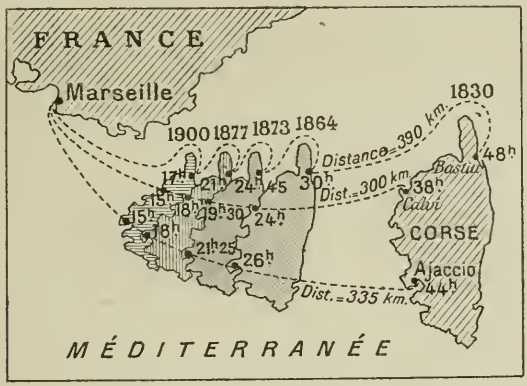


Fig. 3. — Par l'accélération des transports maritimes, tout se passe comme si la Corse devenait plus petite et marchait progressivement a la rencontre de la côte de Provence.

Pourtant, même en cet exemple, si les hommes ont dépendu manifestement de la terre, ils ont aussi dépendu de ce qu'ils ont créé eux-mêmes sur ce point de l'espace. Une fois le site choisi par de premiers habitants, ce qui exerce une action sur les suivants, ce sont tout à la fois la nature géographique et l'œuvre géographique initiée par l'homme. Le rapport n'est pas simple ; retenons bien la conclusion de ce fait analysé : les hommes se rattachent au cadre naturel non seulement en fonction des aptitudes originelles de ce cadre, mais en fonction des faits géographiques humains qui procèdent de leur choix et de leur propre activité [1]

1. De la sorte, on parvient à substituer au faux « déterminisme hétérogène », comme

Les routes ont joué dans l'histoire un très grand rôle, selon qu'elles ont plus ou moins modifié les « valeurs relatives » de la position. Les routes ont bien à la lettre rapproché les hommes, car elles ont opéré entre les groupes humains des effets analogues à ceux qui auraient été l'équivalent de la suppression de tranches de terre ou de mer, à la réduction de la distance brutale. Elles donnent pratiquement aux contrées terrestres comme une forme nouvelle et des contours nouveaux (voir fig. 2, 3, 4 et 5).

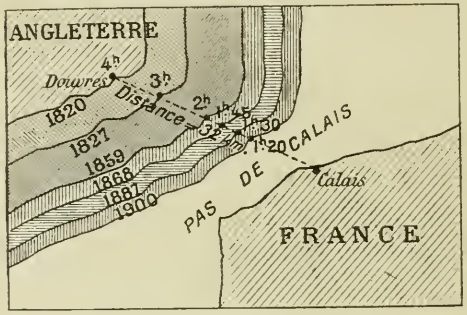


Fig. 4. — Par l'accélération des transports maritimes, le Pas de Calais est peu a peu réduit de largeur.

Mais qu'est-ce qui crée la route ? Il y faut divers facteurs : des produits demandés et transportables, des groupes demandant ces produits et aussi des conditions favorables à la circulation. Un des sillons les mieux indiqués dans la nature pour la circulation humaine est ce *transportation belt* qui va de New-York au lac Erié : les lignes ferrées suivent d'abord l'Hudson et passent à l'Ouest du Mohawh Pass. Les régions en bordure de ces voies comprennent 30 p. 100 des terres cultivables et comptent 77 p. 100 de la population de l'Etat ; elles contiennent toutes les villes de plus de 100 000 hab., New-York, Syracuse, Rochester et Buffalo, et même, à une

celui de Taine, un déterminisme qui peut être « homogène ». J'emprunte ces expressions ingénieuses et justes à M. Paolo Arcari (*La classification des contenus de l'œuvre littéraire au point de vue de l'histoire comparée des littératures*, dans *Germanisch-Romanische Monatsschrift*, 1910, p. 142).

exception près, toutes celles qui dépassent 50 000. C'est aussi la route de communication par voie d'eau de la mer aux lacs. Elle possède encore le double privilège de riches sols alluviaux et d'un climat hivernal modéré : comment une telle zone n'arriverait-elle pas à l'emporter tôt ou tard sur toutes celles qui l'avoisinent[1] ?

Depuis que l'Autriche-Hongrie s'était installée en Bosnie-Herzégovine par le ministère de l'Europe réunie en Congrès à Berlin en 1878, son grand effort avait tendu à cerner le royaume proche de la Serbie et à le rendre commercialement dépendant de la monarchie dualiste. L'une des manifestations

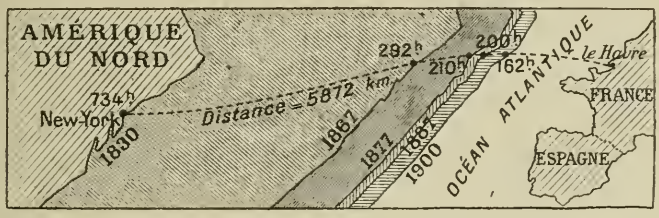


Fig. 5. — Par l'accélération des transports maritimes, l'Océan Atlantique est peu a peu comme rétréci.

les plus frappantes de cette tactique devait être cherchée dans le Sud de la Bosnie-Herzégovine. Il y a là une grande route naturelle qui va de l'ancienne frontière serbe, de Mkora-Gora, par Višegrad, jusqu'à Foča et Bileč, pour aboutir à Raguse (Dubrovnic) sur l'Adriatique. Par ce chemin, le bétail serbe pouvait atteindre la mer en quatre ou cinq jours ; c'était une grande voie d'exportation. On l'avait fermée. Elle s'était trouvée de plus en plus fermée à mesure que s'accentuait la tension des rapports entre l'empire austro-hongrois et le royaume de Serbie : durant plus de dix ans, de 1900 à 1912, la Serbie avait cherché par tous les moyens à reconquérir l' « indépendance économique », — c'est là l'expression des diplomates, — mais disons, nous, une *via pecuaria*,

1. Voir : Albert Perry Brigham, *The Distribution of Population in the United States* (*Geog. Journ.*, XXXII. 1908, p. 384).

un chemin qui concédât la libre circulation à ses troupeaux et notamment à ses troupeaux de porcs. Elle avait tout tenté : elle avait essayé de faire traverser à ses animaux la Hongrie par voie ferrée ; mais l'Autriche avait tantôt augmenté ses tarifs, tantôt barré rigoureusement la frontière, sous prétexte de maladies épizootiques. Elle avait tenté la voie du Danube : mais les Portes de Fer sont mal régularisées, et, là encore, la « portière » du passage, déléguée par l'Europe, était alors cette Autriche-Hongrie qui imposait des taxes telles que la circulation n'était plus possible. C'est donc les yeux attachés sur les routes qu'il faut suivre toutes les crises balkaniques des quinze années qui ont précédé la grande guerre, et c'est notamment ainsi qu'il faut suivre toute la politique serbe. On avait voulu « embouteiller » la Serbie. On avait cadenassé cette grande voie naturelle qui conduisait de la vallée de la Morava jusqu'au libre débouché de l'Adriatique, et, un jour, ce sont les armées serbes qui se sont ruées de force pour atteindre le rivage cherché et pour recréer la route [1].

Comment ces faits de géographie réelle et profonde se traduisent-ils d'abord par des malaises économiques ? Comment ces malaises économiques, plus ou moins confusément sentis, plus ou moins aigus, se traduisent-ils par des formules souvent enveloppées, contradictoires même, dans le langage des gouvernants et dans celui des diplomates ? C'est affaire à nos historiens de nous l'établir ; mais c'est notre affaire, à nous, géographes, de dire aux historiens : « Sans la fermeture du chemin bosniaque et herzégovinien par lequel, traditionnellement, le bétail de Serbie était conduit jusqu'à la mer, les événements actuels auraient été assurément différents. » La géographie se revanche tôt ou tard des politiques : elle y met le temps, parce qu'elle dure plus qu'eux-mêmes, mais il arrive souvent qu'elle a le dernier mot.

Qu'il nous soit aussi permis de rappeler sobrement ce que nous avons avec quelque ampleur exposé ailleurs : les gise-

1. Cvijič, *Der Zugang Serbiens zur Adria* (*Pet. Mit.*, LVIII, 1912, p. 361-364, et T. 57).

ments de houille ont créé pour les États les possédant une richesse matérielle et une réserve de possibilités économiques qui se sont traduites en efficientes puissances et en causes de rivalités politiques. L'énergie calorique, emmagasinée par le soleil, aux très lointains âges, dans les masses d'origine végétale de la précieuse roche noire qui brûle, est devenue un singulier facteur de l'énergie humaine pour de petites comme pour de très grandes collectivités.

Les problèmes des combustibles dominent toute la vie économique et politique de l'Europe et de l'Amérique au lendemain du traité de Versailles. L'épuisement des stocks durant la guerre 1914-1918 et la consommation surexcitée durant toute cette période ont laissé nos sociétés en face des besoins qu'il est impossible de ne pas satisfaire : la famine de charbon, c'est une des plus graves misères et qui menace toujours de susciter une révolution.

La crise de vie chère qui sévit dans toute l'Europe occidentale et centrale a l'une de ses origines profondes dans le déficit mondial de l'extraction de la houille [1]. Car il n'y a pour ainsi dire pas de produits essentiels, acier, papier, tissu de coton, pain, qui n'ait eu besoin pour être fabriqué et pour arriver jusqu'à nous de consommer un poids de charbon de beaucoup supérieur à son propre poids.

Les gisements de pétrole marquaient dès avant la guerre, l'emplacement de redoutables convoitises et de conflits latents : en Galicie, en Roumanie, à Bakou... Mais la multiplication des voitures et des tracteurs automobiles et la pénurie de la houille ont accru les besoins d'essence et partant de naphte, au point de pousser de tels besoins jusqu'au plan supérieur de ces nécessités vitales qui déterminent la politique des Etats [2].

1. On a calculé que le déficit mondial serait pour 1920 d'au moins 72 millions de tonnes sur la consommation normale. Pour la France le déficit, malgré les livraisons de charbon allemand imposées par le traité de paix, serait encore de 24 millions de tonnes.

2. F. Delaisi nous annonce une série de monographies sur *Le Charbon, L'Acier*, etc., dont la première *Le Pétrole* vient de paraître en novembre 1920 à Paris, chez Payot. Voir la remarquable étude publiée par Louis Le Page dans le n° du 15 octobre 1920 de la *Revue Universelle*.

En ce qui concerne la France, pour la seule année 1920, les importations de pétrole représentent un total d'un milliard et demi de francs. Il ne faut pas oublier que le maréchal Foch n'a pu terminer la guerre par la victoire que grâce aux 50 000 tonnes mensuelles d'essence qui lui permettaient de ravitailler les 92 000 camions automobiles nécessaires aux dernières offensives. Aussi bien l'ancien Commissaire aux essences et combustibles, Henry Bérenger, préconisait le remplacement de l'essence par un mélange d'alcool, de benzol et d'éther, en invoquant les trois raisons suivantes: 1° réduire la dépense d'importation ; 2° intéresser notre industrie nationale puisqu'on produit le benzol par la carbonisation de la houille ; 3° améliorer le rendement de l'agriculture nationale en donnant une utilisation nouvelle à ses alcools. Tout cela fait aussi comprendre l'importance qu'a pour la France le gisement de pétrole de Pechelbronn, en Basse-Alsace, les gisements de l'Algérie occidentale et les espoirs heureux que l'on met dans les recherches et forages du géologue Glangeaud en Limagne, entre le puy de Crouelle et le puy de la Poix, près de Clermont-Ferrand.

On a déjà fait la guerre et la révolution au Mexique pour le pétrole. Les pétroles de Mésopotamie ont eu une influence décisive sur les accords anglo-français de 1919. La *Standard Oil* (américaine) et la *Royal Dutch Shell* (hollando-anglaise), sont en train de se livrer une lutte sans merci pour la possession ou le contrôle de tous les pétroles de la planète. Les États seront entraînés dans la lutte, si même ils n'ont pas été les instigateurs intéressés des plus récents épisodes entre les deux puissances pétrolières.

Il y a certes aussi une politique du fer ; et pour la France, la reconquête de la Lorraine, inscrite au traité de Versailles, marque, par la richesse de son sous-sol en *minette*, une des parts capitales du bénéfice géographique et réel de la victoire. Mais il faut encore ici considérer et commenter le développement des événements géographiques dans le même sens où nous l'avons fait pour le site et l'histoire de Laon.

En 1871, au traité de Francfort, le tracé de la nouvelle frontière avait été tel que presque tous les minerais de fer alors connus s'étaient trouvés sur le territoire de la Lorraine annexée : presque tous les puits d'extraction avaient été saisis par l'Allemagne, à l'exception de quelques

points comme Villerupt ; or, à cette époque, ce minerai lorrain, phosphoreux, était de qualité inférieure au point de vue de la production ; pour cela on l'avait appelé « minette », petit minerai, minerai secondaire. Voilà qu'en 1879 on découvre un procédé nouveau qui permet d'utiliser ces minerais phosphoreux, qui permet en outre par la déphosphoration de livrer des produits de premier ordre à l'agriculture. Par le fait d'une découverte d'ordre scientifique et technique, ces minerais mauvais deviennent presque les plus riches et les plus précieux du monde.

Exemple mémorable des révolutions que peuvent subir les rapports entre l'homme et les matières terrestres. Une découverte change la carte du fer par rapport à l'homme ; tout se passe comme si on avait créé de nouveaux gîtes de fer là où se trouvait ce minerai de médiocre qualité.

Le minerai lorrain acquiert une telle importance que tout le monde cherche à le retrouver ; à peu près vers la même époque, dix ans après le traité de Francfort, les recherches patientes et magnifiquement fécondes de nos ingénieurs découvrent en profondeur la continuation des schistes gris liasiques sous les grands plateaux jurassiques qui viennent mourir en face de la Moselle. On repère en profondeur la suite de ces mêmes minerais qu'avait pour ainsi dire déblayés la Moselle elle-même en creusant son lit ; de part et d'autre se constituent des mines et toutes les usines, toutes les métallurgies afférentes à ces mines. Et voilà que ce minerai de fer constitue une telle réserve et de telles activités qu'avant la guerre il représente, lui, gisement lorrain entendu dans son ensemble, les quatre cinquièmes de la production totale de la France et de l'Allemagne réunies. En 1913, pour la France, le minerai lorrain était représenté en Meurthe-et-Moselle par 19 813 000 tonnes, et les autres régions n'en fournissaient que 1 912 000 tonnes. Dans l'Empire allemand, la Lorraine annexée donnait 21 millions de tonnes de minerai de fer, et les autres régions ne donnaient que 7 465 000. L'addition nous démontre que sur une production totale en minerai de fer de l'Allemagne et de la France réunies, production qui n'atteignait pas tout à fait 50 millions de tonnes, le bassin lorrain, ce bassin méprisé en 1870, qui n'était presque rien alors sur la carte du monde, était en 1913 représenté par 41 millions de tonnes[1].

1. Il importe de consulter, avant tout autre livre, le volume récent publié par le Comité des Forges de France : *La Sidérurgie française 1864-1914, Paris, 1921*. Préparé avant la guerre, il n'a pu être édité que plus tard. C'est une histoire complète, et un tableau précis qui a comme complément un fascicule de *tableaux statistiques sur la production minière et sidérurgique des principaux pays, 1864-1913*. Qui s'occupe de minerais de fer pose immédiatement le problème fondamental des combustibles, et de fait le chapitre I de la *Sidérurgie française* est intitulé : *Les Combustibles*. Voir par ailleurs un remarquable exposé critique publié par C. Robert-Muller pour l'Association nationale d'expansion économique : *Le charbon, nos besoins et les moyens d'y répondre* (Paris, 1917 : une édition nouvelle est en préparation).

De même, lorsqu'il s'agit du climat, tout le monde, — au moins depuis Montesquieu, — a l'impression que les modalités de l'activité des hommes sont en rapport avec les faits climatiques; mais quels sont au juste ces rapports? Comment le climat agit-il sur nous? Il agit d'abord sur notre organisme: il agit par les hôtes intermédiaires dont il permet le développement, et qui sont les agents transporteurs de telles et telles maladies; il agit encore par les cultures et par le moyen de la nourriture que ces cultures nous fournissent. Là, tout autant et peut-être plus qu'en d'autres domaines, il faut renouveler par l'analyse les données trop courantes, trop faciles et trop superficielles. Il existe de certains rapports entre le total et la suite des événements climatiques d'une année et la production en quantité et en qualité des récoltes de telle ou telle céréale. « La preuve est faite, disent Martin Knudsen et Johan Gehrke, qu'il est possible de tracer les oscillations annuelles des récoltes en Norvège, l'importance de la pêche à la morue aux Lofoten, la distribution de la glace au printemps dans la mer de Barentz, et d'autres faits semblables, en rapport avec les variations thermiques des eaux du Gulf-Stream pendant les années précédentes dans la mer de Norvège »[1].

Toutefois il y a blé et blé, et chacun de ces blés s'adapte au sol et a un tempérament climatique, qui en fait presque une autre plante et qui en fait, en tout cas, une autre plante au point de vue de la géographie humaine. Les Américains ignoraient tout à fait les blés durs; ils ont découvert, il y a dix ou douze ans, le blé de Cherson. La région de Cherson, ce ne sont plus les terres noires, c'est déjà la steppe sèche; ce blé leur a fait gagner, pour la culture de la grande plante nourricière, cent milles sur le Grand Désert. Avant 1914, les États-Unis produisaient déjà soixante millions de boisseaux de blé dur par année[2].

1. Cité par Camille Vallaux dans *L'Océan Atlantique d'après Gerhard Schott* (*La Géographie*, XXX, 1914, p. 24).

2. Renseignement fourni par le Dr Aaronsohn, le savant si regretté qui a découvert le blé sauvage dans la région palestinienne de l'Hermon.

Aux premiers jours de juin 1917, le blé achevait de mûrir dans les plaines de Thessalie. La moisson approchait. Le blé ne pouvait être neutre. Il fallait qu'il entrât sous forme de farine et de pain dans les estomacs des soldats et des alliés de l'Entente ou dans ceux des Hellènes de la Grèce officielle d'alors, de la Grèce germanophile. Ce fut la fin de la prétendue neutralité de la Grèce. La moisson a été pour les puissances protectrices la bonne récolte. Sans le blé, la fiction de la prétendue neutralité de l'ex-roi Constantin, beau-frère de Guillaume II, se serait prolongée sans aucun doute quelques mois de plus. Tandis qu'avec la moisson triompha la politique réalisatrice et clairvoyante de Venizelos.... Dans les plaines de Thessalie, en 1917, se joua donc en un sens le destin glorieux de la Grèce, que la paix de 1919 avait fait et consacré d'une telle grandeur et sur une aussi vaste étendue.

Dans toute la région désertique qui environne le canal de Suez du côté de l'Est, les ressources en eau douce sont pour ainsi dire nulles ; de simples pistes de caravanes jalonnées par quelques rares points d'eau, comme celle du littoral, de Gaza à El Arich et à Katia, ou celle du Sud, dite des pèlerins, venant d'Akaba et aboutissant par Nakl à la vieille Suez, ne peuvent être suivies par de vraies armées d'attaque et d'invasion, soutenues par le matériel d'artillerie indispensable. Pourtant les Turcs ont, le 3 février 1915, dirigé une action habile qui aurait pu faire tomber entre leurs mains le canal de Suez (ce qui eût été pour eux une bien grande victoire) sans la défense énergique des patrouilleurs du canal et des navires de guerre français, le garde-côtes *Requin* et le *D'Entrecasteaux*, ainsi que du croiseur protégé anglais le *Hardinge*. Les Turcs n'ont pu tenter ce coup de main qu'en installant le gros de leurs forces dans la région intermédiaire entre les pistes mentionnées, et cela grâce à un fait géographique exceptionnel et d'ailleurs éphémère : durant l'hiver de 1914-1915, les pluies avaient formé une flaque d'eau assez vaste à une vingtaine de kilomètres à l'Est du canal, au large

du Serapeum : les troupes turques ont pu user de cette eau sinon très pure, du moins très abondante. Encore un coup, ce n'est pas la flaque nouvelle qui a déterminé l'attaque contre le canal de Suez, mais c'est un plan humain qui a su habilement interpréter le fait naturel.

On pourrait, on devrait en dire autant de toute la tactique de défense qui a consisté, ici ou là, à « organiser » ou à « tendre » l'inondation : d'abord sur les bords mêmes du canal de Suez, dans la région septentrionale ; et puis sur tant d'autres points des multiples fronts de bataille de la guerre de 1914-1918, tout spécialement, on le sait, dans la Flandre belge. Les hommes ont créé entre les armées adverses des nappes artificielles, parfois de vraies petites mers intérieures.

Ainsi, par toutes les avenues de l'observation, sommes-nous amenés à poser autrement le problème des relations entre la géographie et l'histoire et à considérer avant tout les hommes comme de vrais agents géographiques au même titre que les cours d'eau et les glaciers.

3. — *LES HOMMES COMME AGENTS GÉOGRAPHIQUES*

La surface de la terre offre à notre observation des aspérités continentales et des nappes liquides, des vagues figées de pierre, qui sont les montagnes plissées, et des ondulations passagères et renouvelées des parties constituées d'éléments plus mobiles, eaux ou sables; les glaciers, les torrents et les fleuves, les phénomènes éruptifs, non seulement accidentent par leur présence même la croûte terrestre, mais la modifient, la sculptent et, en un sens, la reconstituent incessamment. Mais, à côté et au milieu de tous ces agents, dont les actions, rationnellement analysées ou expliquées, sont l'objet même de la géographie physique, il est un autre agent modificateur de la surface terrestre, et qui, sans doute, surpasse tous les autres, — sinon par la puissance maximum dont il dispose,

du moins par l'effet global qu'il réalise; sinon par la définition rigoureuse de son mode d'opérer, du moins par la souplesse de l'adaptation de son action propre aux divers cadres naturels; sinon par le caractère localisé d'une manifestation prodigieuse, du moins par la généralité et l'indéfinie multiplication d'une série de petits gestes, dont la somme renouvelle, elle aussi, sans trêve et avec puissance, les surfaces continentales : c'est la multitude des hommes, ce sont les seize cents millions d'êtres humains en continue activité et en perpétuel accroissement.

Au total, il y a une très grande part de la surface du globe qu'on pourrait appeller une « surface humaine ». La géographie humaine peut se définir, sous la forme la plus simple et la plus claire : l'étude de cette surface humaine, ou plus exactement encore, humanisée de notre planète.

La géographie physique est aujourd'hui constituée, grâce au développement des sciences voisines, géologie, météorologie, botanique, biologie générale. A leur tour, l'histoire, l'archéologie, la préhistoire, l'anthropologie, l'ethnologie, les sciences économiques et statistiques deviennent de plus en plus et de mieux en mieux riches de documents vrais et maîtresses de leurs méthodes propres; elles comprennent et expriment toutes que le fait isolé peut être susceptible d'interprétations si contradictoires qu'il ne doit pas être étudié isolément; il faut le replacer dans le courant de vie qui l'a créé; il est le chaînon d'une chaîne, et la matière dont est faite cette chaîne, si l'on permet cette expression voulue, est toujours, sous des formes diverses, cet impondérable, ce je ne sais quoi qui n'est réductible à aucune formule simpliste, et qui est la vie.

Émile Boutroux a noté très justement : « Un illustre philologue, l'un de nos maîtres les plus aimés, Michel Bréal, dans son célèbre *Essai sur la Sémantique*, expose qu'il ne faut pas considérer le langage comme une chose existant en soi et évoluant par soi, selon des lois indépendantes de l'homme. Tout ce qui est condition extérieure, estime-t-il,

joue uniquement, dans l'évolution du langage, un rôle de cause seconde et occasionnelle. La seule cause vraie, c'est l'intelligence et la volonté humaines[1]. » Il en est de même *a fortiori* pour la géographie humaine. Tous les phénomènes vivants dépendent d'un milieu, mais d'un milieu qui évolue et évoluera toujours. Suivant cette conception, et sous l'impulsion de ceux qui, voulant être autre chose que des accumulateurs de fiches, visent à opérer en tous domaines la merveilleuse « résurrection » dont parle Michelet, les sciences d'observation, économiques, morales et sociales, doivent devenir des études de milieux, de milieux que modifie et réforme sans cesse la vie.

A la clarté de cette illumination générale des sciences qui touchent à la vie, et spécialement à la vie humaine, doivent être abordées les études de géographie se rapportant à l'homme. Mais on doit commencer, comme il convient, par l'observation la plus positive; la rigueur de l'observation doit être la prime et fondamentale garantie de la justesse possible de l'explication ultérieure.

L'un des plus vrais géographes contemporains, le professeur Woeikof, de Petrograd (mort naguère), a formulé l'exacte remarque que l'homme exerce surtout son action sur la terre parce qu'il a prise sur les corps meubles[2]. On peut pousser cette observation à son extrême limite. Une des grandes parts de l'œuvre humaine consiste à manier les molécules d'eau, c'est-à-dire à diriger la répartition des gouttelettes de pluie, à barrer les cours d'eau, à construire des canaux, à mener l'eau courante ou stagnante, gouttes à gouttes, sur la surface des champs pour les irriguer, ou dans les couloirs profonds des drains pour assécher les terres. Il en est de même pour les corps solides : la culture véritable est toujours un ameublissement plus ou moins perfectionné des couches supérieures;

1. Discours prononcé par Emile Boutroux, le 14 juin 1911, lors de l'Assemblée constitutive de l'Institut Français aux Etats-Unis.

2. A. Woeikof, *De l'influence de l'homme sur la terre* (*Annales de Géographie*, X, 1901, p. 98).

construire des routes, des maisons ou des mines, c'est d'abord débiter des blocs ou des bois, rendre mobiles, et l'on pourrait presque dire meubles, les masses minérales ou les troncs et les branches des végétaux que les racines ancrent au sol. Partout, l'homme brise des mottes, — les mottes sont quelquefois des collines ou des montagnes, — il découpe, déplace et entasse des cailloux et des pierres. Partout, il cherche prise sur les particules des sables, et il réduit les roches en particules. Inversement, il ressaisit ces pârticules, il ramasse des poussières, et il en compose des blocs. Il fond des minerais pour en fabriquer des lingots. Somme toute, l'œuvre totale de la civilisation matérielle, c'est faire du grenu, des amalgames et des agglomérés.

En un livre dont il nous sera permis de rappeler brièvement le dessin d'ensemble, on s'est efforcé de répondre aux exigences primordiales de l'observation et de fournir le modeste cadre d'une classification positive[1].

Il nous a semblé que tous les faits humains de la surface terrestre pouvaient se ramener à six types essentiels : 1° les maisons et 2° les chemins qui sont toujours liés et qui s'entremêlent et se combinent, pour composer non seulement les villages et les villes, mais, comme nous l'avons précédemment indiqué, les expressions matérielles de ces touts politiques plus complexes, États et empires; ces deux premiers types de faits forment un premier groupe, auquel on peut donner le nom de « faits d'occupation improductive du sol ». Puis viennent : 3° les jardins et les champs et 4° les bêtes attelées et les troupeaux, plantes cultivées, animaux domestiques, qui constituent le second groupe : « faits de conquête végétale et animale ». Enfin, les hommes détruisent et déplacent sans esprit de retour des richesses organiques ou inorganiques : 5° dévastations végétales ou animales et 6° exploitations miné-

1. Jean Brunhes, *La Géographie humaine*, Paris, Félix Alcan, 2e édition, 1912. Ce livre a été traduit en anglais par T.-C. Le Compte, sous la direction de deux professeurs américains, Isaiah Bowman et Richard Elwood Dodge, sous le titre *Human Geography*, Chicago et New York, Rand Mc Nally, 1920, xvi + 648 p., 77 cartes et 146 fig.

rales composent le troisième et dernier groupe des faits essentiels, ceux d' « économie destructive ».

Occupation improductive du sol, conquête végétale ou animale, économie destructive. Ne pourrions-nous pas dire encore plus simplement et d'une manière plus antithétique : occupation stérile, occupation productive, occupation destructive[1] ? L'occupation destructive marque, en général, le premier moment de l'installation humaine en un point du globe; l'occupation productive est la condition permanente de la subsistance, et l'occupation stérile ou improductive est le dernier terme et constitue la révélation la plus stable et la plus caractérisée de son activité.

Cette classification, — qui était le premier essai de ce genre, — a été proposée sans aucun dogmatisme, comme un « moyen », à titre de procédé commode pour démêler l'écheveau des empreintes de l'activité humaine à la surface du sol. Mais ce à quoi nous devons tenir, avec tout l'acharnement de notre pensée convaincue, c'est au principe inspirateur et au résultat objectif de cette classification. On doit se rendre compte, en toute bonne foi, que l'on n'a jamais voulu réduire la géographie humaine à ce seul ordre de faits « visibles et photographiables » ; il faut néanmoins répéter une fois de plus au seuil de ce nouveau livre : faits d'occupation stérile du sol, faits de conquête végétale et animale et faits d'économie destructive sont, d'une part, les intermédiaires et comme les truchements indispensables qui confèrent la consécration humaine à tous les autres faits de la géographie naturelle, et, d'autre part, ils sont les points de départ ou les signes visibles de tout ce qui, dans la sphère de l'activité humaine, doit légitimement être rattaché à la géographie. Toutes les sciences morales et sociales s'occupent, au fond, des mêmes complexes d'activité humaine; mais les ethnographes ou statisticiens ne font pas l'œuvre des historiens, ni les historiens celle des sta-

1. Quelques-uns, après avoir lu attentivement *La Géographie Humaine*, ont d'eux-mêmes deviné ces formules plus simples ; voir le très intéressant article de Ph. Gidel, dans *L'Enseignement secondaire*, juillet 1912, p. 211.

tisticiens ou des ethnographes. Bien que les travaux des uns doivent aider les autres, les géographes ne doivent répéter ni les uns ni les autres. Ils doivent avoir un domaine d'examen et d'analyse qui leur soit bien propre. La géographie est placée à un carrefour, où se rencontrent bien des faits provenant de diverses directions; cependant, elle doit être un comptoir très distinct, où seront seuls admis les faits qui y auront légitime droit d'accès.

Il faut donc sortir résolument des généralités et des rapports vagues entre la nature et les hommes. Il est juste, mais insuffisant de dire avec Napoléon : « La politique des États est dans leur géographie[1] ». C'est pourquoi nous essaierons à notre tour de jeter ici les fondements d'une véritable et nouvelle géographie politique.

1. *Correspondance de Napoléon*, lettre du 10 novembre 1804, adressée au roi de Prusse (édition in-4, p. 59, n° 8170).

CHAPITRE II

GÉOGRAPHIE ET HISTOIRE DES ORIGINES

1. — La géographie et les études préhistoriques.
2. — La géographie et la première histoire ou protohistoire.

1. — *LA GÉOGRAPHIE ET LES ÉTUDES PRÉHISTORIQUES*

Le temps n'est plus heureusement où toute l'histoire des origines était dominée par ce qu'on aurait pu appeler « la fausse logique de l'imitation ».

L'archéologue et préhistorien Déchelette a noté à plus d'une reprise dans son *Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine* cette très sage transformation des esprits [1].

« C'est en vain qu'on a noté certains traits d'analogie de l'art et de l'industrie de l'époque du Renne. Toutes tribus fixées au nord de l'Asie et de l'Amérique, les Tchouktchis, les Aléoutes, les Esquimaux, sculptent et gravent, en effet, l'os, la corne et l'ivoire. De plus, l'art hyperboréen, comme l'art magdalénien, est un art réaliste et naturaliste. Ses figurations du renne rappellent parfois, dans une certaine mesure, celle des artistes de la Dordogne. Mais de telles analogies s'expliquent aisément par la parité des conditions de la vie matérielle. Les Hyperboréens modernes mènent la même existence que les chasseurs de rennes préhistoriques. Il est donc naturel que leurs mœurs et leurs coutumes présentent des points de similitude, sans qu'il y ait lieu de recourir ici à l'hypothèse d'une filiation. Au surplus il est historiquement établi que l'art esquimau n'a pas plus de deux siècles d'existence » (I, *Archéologie préhistorique*, p. 312)...

« Il suffit de parcourir les galeries d'un musée d'ethnographie com-

1. Paris, Alphonse Picard, 1910, 1912. Joseph Déchelette, savant d'une si droite conscience et d'une si vaste information, s'est engagé à 52 ans en 1914 ; il a été tué : c'est une des très nobles et très regrettées victimes de la guerre de 1914-1918.

parée pour constater que la période initiale de la civilisation chez tous les peuples du globe terrestre présente partout, sinon un facies uniforme, du moins bien des traits fondamentaux identiques. Partout une même industrie correspond à une même phase de culture. Plus on avance dans la connaissance des civilisations primitives, plus on reconnaît les effets constants du déterminisme qui régit le développement de l'industrie humaine. Quel préhistorien serait assez hardi pour expliquer par une théorie monogéniste les mains rouges des cavernes australiennes et les mains rouges des grottes pyrénéennes, les momies du Pérou et les momies d'Égypte, les sépultures en jarres du Nouveau Monde et celles de la Péninsule Ibérique, l'attitude repliée des squelettes dans les sépultures de l'Europe préhistorique et de l'Amérique, le culte superstitieux des pierres à cupules apparaissant tout à la fois au delà de l'Atlantique et dans tant de régions de l'Europe et de l'Asie? Et cependant la plupart de ces analogies sembleraient offrir un critérum plus net et plus caractéristique que le polissage des instruments de pierre ou la forme circulaire d'une hutte.

« Nous ne saurions donc nous montrer trop circonspects dans toute conclusion relative aux influences extérieures. La difficulté réside dans la délimitation des faits que le déterminisme de l'évolution régissant la marche de la civilisation humaine ne saurait, à lui seul, expliquer. » (*Idem*, p. 314.)

Mais il ne s'agit pas seulement d'échapper aux interprétations simplistes d'un déterminisme trop abstrait et trop logique : il importe d'apercevoir sans cesse, sous une forme réelle et constante, ce qu'on pourrait appeler les zones d'épanouissement et les zones-limites des divers faits qui caractérisent les origines de l'activité humaine [1].

En ce domaine scientifique, qui n'est pas proprement le nôtre, il importe que nous notions avec exactitude les orientations nouvelles qui se révèlent chez les maîtres de ces sciences diverses. Or depuis plusieurs années déjà, nous

1. Joseph Déchelette a été dominé par cette double préoccupation spécialement dans le dernier volume que nous lui devons, et qu'il avait rédigé avec une si rare compétence ; cet ouvrage de 800 pages, accompagné de 5 cartes et de tableaux, *Second âge du fer aux époques de la Tène* concernait d'ailleurs des temps beaucoup plus proches des nôtres ; c'est alors que la préhistoire n'est plus que de la protohistoire et qu'elle plonge même tout entière dans l'histoire, puisqu'il s'agit principalement du second âge du fer. c'est-à-dire de la magnifique période du rayonnement celtique, durant les cinq siècles qui précèdent immédiatement l'ère chrétienne.

avons remarqué, en essayant toujours d'en souligner l'extrême opportunité, comment la pensée des anthropologistes et des préhistoriens se faisait hardiment beaucoup plus géographique [1].

Un extrait de la récente *Géographie humaine de la France* (chapitre III, *Comment s'est formé le peuple de France, ses plus lointaines origines : de la diversité des races vers l'unité de la nation*) en sera une autre preuve démonstrative.

« Durant les derniers millénaires avant Jésus-Christ, le territoire de la Gaule subit des influences très diverses : si « l'Europe est une petite presqu'île accolée à l'Asie et à l'Afrique », « la partie occidentale est un cul-de-sac vers lequel les vagues humaines, arrivées de l'Est ou du Sud sous des impulsions inconnues, sont venues mêler et superposer leurs sédiments [2] ». Même en parlant des temps paléolithiques, le savant que nous venons de citer, l'abbé H. Breuil croit pouvoir discerner deux vastes provinces, l'une *Méditerranéenne* et l'autre *Atlantique*. « Celle-ci s'étend sur toute l'Europe centrale et occidentale, des confins de la Pologne aux Pyrénées et aux Cantabres ; celle-là comprend sans doute les côtes phéniciennes, l'Afrique du Nord, la Sicile, les péninsules Italique et Ibérique, sauf la région pyrénéenne et cantabrique, et notre Provence dans sa plus grande partie. »

« Le talus des Cévennes, qui n'est que le rebord du Massif central brutalement relevé par le contre-coup de la surrection du grand arc des Alpes, nous paraît avec sa raideur, ses vallées étroites et encaissées, et, vers les sources de ces cours d'eau, ses grands plateaux assez inhospitaliers, avoir été, dès l'origine, c'est-à-dire pour le moins dès les derniers âges de la pierre taillée, comme une zone séparative entre une Gaule alpino-méditerranéenne et une Gaule de l'Ouest et du Nord à laquelle se rattachent les régions très vivantes du Massif central (Périgord et Auvergne), et même les régions du Nord-Est, les régions rhénanes.

« En tous cas, beaucoup plus tard, à l'âge du bronze, il y a bien au moins deux Gaules, avec deux peuples distincts et deux civilisations. Les populations de la région ibéro-armoricaine dressent encore des dolmens

1. Voir dans *La Géographie humaine*, 2e édition, p. 716 ce qu'il est dit notamment de Marcellin Boule, *Les grottes de Grimaldi*. Il faudrait encore signaler du même auteur un autre mémoire, très important au point de vue de la méthode critique : *L'Age des derniers volcans de la France* (publié dans *La Géographie*, XIII, 1906).

2. Nous nous en référons ici à un mémoire de tout premier ordre de l'abbé H. Breuil, *Les subdivisions du paléolithique supérieur et leur signification*, publié dans *Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques, Compte rendu de la XIVe session*, Genève, 1912, t. I, p. 174.

comme à l'époque néolithique et inhument les cadavres couchés et allongés ; chez les autres, peu de dolmens, et les squelettes sont accroupis, repliés dans des cists ou dans des jarres Les Ibéro-Armoricains sont des pasteurs et des marins ; les autres qui sont des ancêtres des Ligures proprement dits, à coup sûr apparentés aux Thraces et aux Illyriens, sont des agriculteurs ; ils ont la faucille de bronze. La carte générale des dépôts d'objets de bronze (fig. 6) montre la prédominance des sites placés dans la zone bordière des mers occidentales ; mais la répartition des faucilles de bronze rattache de toute évidence la vallée du Rhône et le Jura qui presque seules les possèdent à l'Europe centrale. Les constructeurs des monuments mégalithiques continuent, semble-t-il, à créer du rêve ; les agriculteurs ligures font de la culture et du commerce.

« Une circulation, de plus en plus active, est issue de ce commerce ; elle est issue également de tous les progrès de la technique qui créent en divers points de la Gaule, de l'Ibérie, de la Scandinavie, des « ateliers », de véritables « ateliers » spécialisés, dont la réputation et la clientèle s'étendent jusqu'aux extrémités du monde connu.

« Par les Colonnes d'Hercule, la grande et importante voie maritime de Gadès (Cadiz) établit des liens permanents entre tous les rivages atlantiques, et, d'autre part, l'Europe continentale est sillonnée de routes nombreuses et très fréquentées... »

Un de nos meilleurs disciples, Pierre Deffontaines, vient de systématiser, plus nettement qu'on ne l'avait encore fait, les principes qui doivent être ceux de cette géographie préhistorique ou de cette préhistoire géographique et quelques alinéas de ces pages, brèves mais substantielles, doivent être à coup sûr cités ici.

« La préhistoire s'est surtout employée jusqu'à ces dernières années à rechercher les stades superposés des plus anciennes civilisations, à découvrir et préciser une classification chronologique. Il semble qu'une nouvelle direction s'offre à elle : étudier les traces de l'homme non plus dans le temps, mais en surface, dans leur extension à travers l'espace.

« L'homme n'a jamais été plus dépendant du milieu physique qu'à cette époque lointaine : habitation dans des grottes, utilisation d'un matériel lithique spécial, association à une faune déterminée, limitation de la zone habitable (de l'œkoumène) par les invasions glaciaires. L'on est loin d'avoir montré toutes les conséquences qu'ont entrainées pour l'homme des faits géographiques comme l'établissement d'un climat, d'une flore et d'une faune steppique et froide, le retour de l'humidité et de la forêt,

L'analyse détaillée de ces faits éclairera bien des grandes énigmes de la préhistoire : l'extension de l'aurignacien, du solutréen, le fameux hiatus, l'origine du néolithique.....

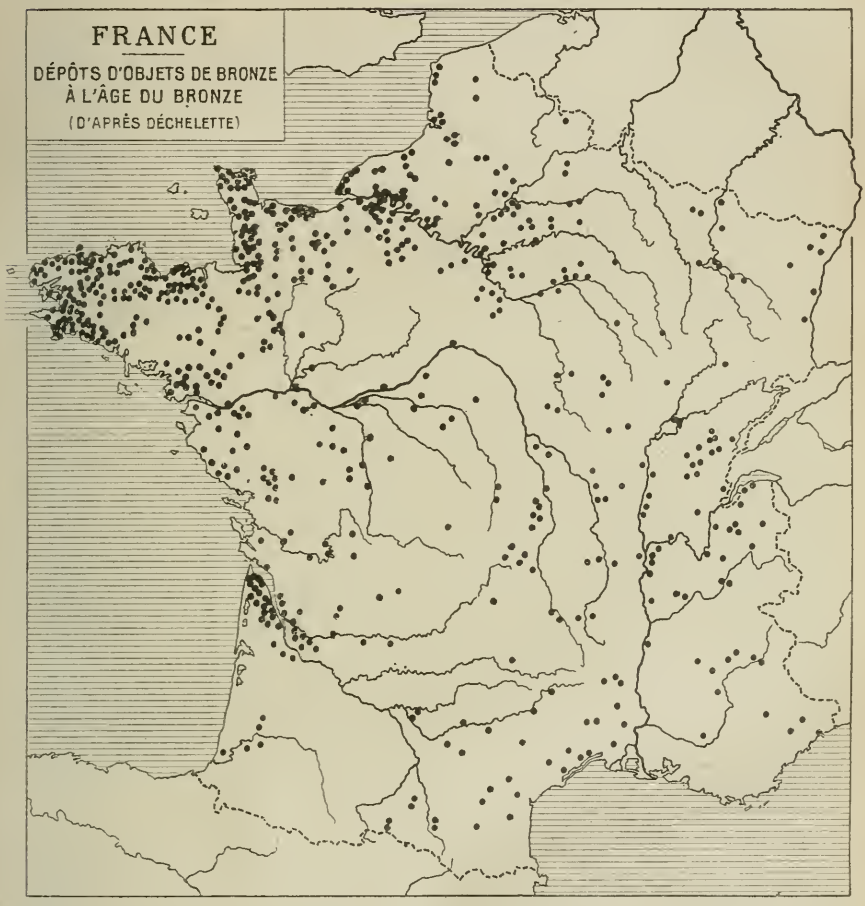


Fig. 6. — Les principaux dépôts d'objets de bronze sur le territoire qui est aujourd'hui celui de la France, y compris l'Alsace-Lorraine.

Or l'on n'a trouvé des faucilles de bronze que vers l'Est, c'est-à-dire dans la zone où les dépôts sont de beaucoup les moins nombreux.

« Le premier principe géographique que doit utiliser la préhistoire est le principe d'étendue. Dans l'étude de l'évolution des faits préhistoriques, on ne tient pas assez compte de l'idée d'espace ; on fait dériver,

par exemple, tel harpon azilien trouvé en Écosse de pièces du même genre des Pyrénées. Il importe, avant de supposer ces filiations lointaines, de bien délimiter chacune des formes, de trouver des jalons entre les points éloignés, de tracer la zone optimum où tel fait est normal et la zone limite où ce fait devient anormal et sporadique.

« La préhistoire a donc besoin de cartographie : carte de l'extension de tel outil ou de telle forme d'art ; par exemple, carte des microsilex géométriques, carte des gravures à contours découpés (fréquentes surtout dans les Pyrénées, tout à fait exceptionnelles dans le Nord : le poisson du Chaffaud)..... cartes reproduisant le peuplement de chaque époque et sous-époque suivant la méthode des cartes paléogéographiques d'A. de Lapparent ; cartes successives et séparées montrant les modifications dans le peuplement ; les époques à peuplement plus dispersé (chelléen, acheuléen) ; celles au contraire où les hommes s'amassaient dans des coins privilégiés, versants bien exposés, petits bassins abrités (les Eyzies, Brive, Bruniquel, vallée de la Cure au paléolithique supérieur). On y verrait encore l'importance des terrains calcaires, du fameux 8 des calcaires jurassiques et des calcaires crétacés, comme zones d'habitation et de circulation ; voire même cartes de densité dressées après des recherches aussi complètes que possible sur un espace restreint qui seraient comme des échantillons-témoins : telle la carte que nous avons exécutée du peuplement néolithique sur l'étendue de deux communes limousines. Certaines époques apparaîtraient comme ayant un peuplement relativement faible (solutréen, azilien) soit à cause de leur peu de durée, soit à cause d'un réel dépeuplement ; cartes aussi des grottes où tel et tel niveaux ne sont pas représentés. On cherchera la cause de ces dépeuplements partiels et momentanés. Comment expliquer : l'absence du paléolithique supérieur sur les côtes, le manque à peu près complet du même paléolithique supérieur sur les terrains cristallins (Bretagne, Vendée, Limousin, Morvan)... — altitude ? absence de silex ? etc... — la rareté du magdalénien dans le bassin de Brive, et au contraire l'abondance de l'aurignacien ?...

« Sont-elles de vraies époques ou de simples civilisations locales toutes ces petites industries qui préludent au néolithique : azilien, tardenoisien, campignien, industrie des Kjökkenmoddings, et même, peut-être, le solutréen qui est étrangement lié en France au pourtour du Massif Central.

« La préhistoire a donc, elle aussi, ses frontières correspondant sans doute à des réalités naturelles ; il faut les découvrir et surtout en rechercher les déplacements. Peut-être serait-il fructueux d'utiliser ici la grande classification des zones d'humanité basée sur les zones climatériques (voir Jean Brunhes, *La Géographie humaine*, 2e édit., p. 315, fig. 118 et 119). »

2. — LA GÉOGRAPHIE ET LA PREMIÈRE HISTOIRE OU PROTOHISTOIRE

Il y a toujours une géographie qui devance l'histoire ; les hommes ont mangé et ont bu, ils ont labouré la terre et bâti des maisons, ils ont sélectionné des plantes et domestiqué des animaux, ils ont cherché de l'or et fondu des métaux, ils ont chassé et pêché bien avant qu'aucun document d'histoire ne nous en fournisse la preuve ; à la lumière de la géographie peut s'éclairer l'aube confuse de ces temps de plus en plus lointains que nous commençons à entrevoir, et qui nous permettront de relier peut-être un jour avec quelque précision la préhistoire à la protohistoire.

Nous connaissons Fribourg depuis sa fondation par Berthold de Zæhringen, mais cette cité libre et neuve a été créée non seulement en un point qui était un point fort, défendu par des falaises à pic et par des ravins profonds, mais en un endroit où le passage de la Sarine était possible, peut-être même facile. Sur quarante kilomètres de son cours, la Sarine coule encore aujourd'hui solitaire entre de hautes parois de molasse qui atteignent par place quatre-vingts et cent mètres de hauteur ; c'est un gigantesque fossé à méandres qui est une vraie ligne de séparation ; les hommes qui habitaient en deçà et au delà et qui voulaient franchir cette étroite et raide dépression ont dû chercher de tout temps un point tel que la pente plus douce d'un promontoire correspondît à peu près exactement à une voie d'accès plus aisée sur l'autre rive et que l'une et l'autre fussent réunies par un gué ; un gué de la Sarine est certainement lié à la protohistoire de Fribourg. Au gué a succédé un pont rudimentaire, à celui-ci un pont de bois un peu plus perfectionné, prédécesseur du pont couvert qui servit si longtemps à la route de Berne, et qui s'aperçoit encore là-bas, tout proche des eaux de la rivière, à ce niveau inférieur de circulation qu'a fait délaisser la construction des hardis ponts suspendus.

De même, le lac des Quatre-Cantons a joué le rôle de car-

refour naturel, de place publique où aboutissaient ces rues physiques des Aa, de la Muota et de la Reuss qui drainaient les vallées des cantons primitifs. Sans cette agora où la circulation et les échanges étaient commodes, la Confédération suisse n'aurait sans doute pas pris naissance ni à cette date ni de cette sorte. On doit ajouter que la question du blé, le problème du pain, ont joué un rôle qui disparaît dans l'histoire écrite, mais qui apparaît dans l'histoire réelle, disons dans la géographie. L'union avec Lucerne, c'est la participation au marché où l'on trouve le grain, et il y aurait sans doute une singulière continuité à établir dans les faits de circulation qui se sont déroulés sur le lac et tout autour de ce lac depuis le temps où, sur les eaux bleu-vert de l'émissaire qui s'échappe non sans difficultés ni détours vers le plateau, on venait s'assurer la fourniture de blé, d'épeautre ou de seigle, jusqu'à nos temps contemporains où les rives orientales du même lac, en face de Lucerne, portent dans les grands élévateurs de Brunnen les principales réserves nourricières de la Confédération.

Une remarque essentielle doit être ici rappelée :

Les forces et les conditions naturelles restant les mêmes deviennent autres pour les hommes qui les interprètent et qui les utilisent autrement, idée sur laquelle nous avons insisté si amplement que nous ne voulons pas y revenir encore. A titre de confirmation, ajoutons à notre dossier ce fait que signale avec tant de justesse Victor Bérard dans les *Phéniciens et l'Odyssée* [1] :

Nous donnons aujourd'hui le nom de port, de refuge, de mouillage, etc., à des stations de nos flottes qui ne conviennent en aucune façon aux flottes primitives et qui ne peuvent pas avoir été vraiment des ports homériques. Un port homérique n'est pas une grande rade enfoncée dans la terre ; il faudrait, à l'entrée et à la sortie, un trop dur effort des rameurs pour gagner la haute mer ou pour reprendre le mouillage. Un port homérique n'est pas même un grand bassin d'eau profonde ; il n'a que faire d'une vaste superficie de mer ; ses bateaux ne restent pas à flot : mais il lui faut une assez grande étendue de plages pour tirer les navires

1. *Les Phéniciens et l'Odyssée*. Paris, Armand Colin, 1902, p. 506-507.

à sec. Un « bon port » homérique est presque le contraire de nos bons ports ; il n'a besoin ni de la même capacité ni de la même profondeur. Mais il doit remplir certaines conditions qui ne sont pas facilement conciliables ; il doit être abrité du vent et couvert par les terres voisines ; il doit avoir nombre de petites plages où chaque vaisseau aura sa remise, et pourtant il ne doit pas s'allonger démesurément en terre ferme et donner aux rameurs trop de chemin entre le goulet et la remise de halage. Bref, sous un promontoire qui porte la ville, une petite crique suffit, à condition qu'elle soit bien couverte par la haute mer et qu'à l'intérieur du goulet elle renfle sa panse et présente, sur la courbure de ses plages, le maximum de dentelles, de festons et de petites anses, avec des bandes de sable pour recevoir les vaisseaux halés.

De là cette conséquence que ce ne sont pas les mêmes côtes ni les mêmes parties de côtes qui ont été fréquentées par les marines des temps primitifs et par celles d'aujourd'hui.

Cette réserve faite, l'histoire des origines ne peut être entendue que surbordonnée à l'interprétation géographique. Comment comprendre toute l'histoire de la Grèce et toute l'histoire de l'art grec, si les origines de l'histoire grecque proprement dite ne sont pas précédées des lueurs éclairantes que jette sur elles l'examen du cadre naturel de toute la Méditerranée orientale, et qui sont devenues une éclatante lumière, grâce aux recherches et aux découvertes archéologiques poursuivies et faites dans l'île de Crète.

Le centre de la vie, les zones de rayonnement, ne peuvent se trouver que dans les îles semées en pleine mer Egée ou sur les rives toutes proches de la mer. La Méditerranée n'est pas une limite ; les conceptions abstraites et purement politiques ont créé des frontières fantaisistes, ont séparé l'Europe de l'Asie. Là où l'on a placé cette séparation en deux parties du monde, des multitudes d'îles, de presqu'îles et d'heureuses articulations littorales sont liées les unes aux autres par les nappes tantôt paisibles, tantôt bouleversées de la mer bleue. Que l'Asie centrale soit envisagée comme ayant dû être naturellement le siège de grandes puissances continentales, fort bien. Mais rien de tel n'a pu se produire aux origines de l'histoire de la Méditerranée orientale.

Les centres n'ont pu être que dans les îles. La géographie nous affirme qu'avant toute l'histoire de l'Hellade continentale doit s'être déroulée l'histoire plus ou moins confuse, plus ou moins troublée de « thalassocraties ». Or, voilà que toute l'histoire connue de la Grèce est effectivement précédée par l'histoire de la Crète ; l'empire de Minos n'est plus un mythe ; c'est une réalité que nous nous permettrons de déclarer encore plus géographique qu'historique.

Avant l'art si vieux de Mycènes, que l'on a cru d'abord l'art le plus ancien des terres helléniques, s'était développé le grand et magnifique et exubérant art crétois, dont l'art mycénien n'est que le dernier retentissement, et un retentissement transformé. A Mycènes, à Tirynthe, l'archéologie nous a révélé d'énormes fortifications, lesquelles avaient été regardées comme une des caractéristiques essentielles de cet art plus antique. Erreur : Mycènes et Tirynthe étaient non pas des centres de rayonnement, mais des zones périphériques et limites de l'art qui avait son domaine propre dans la grande île dominatrice de la mer, l'île de Crète. C'étaient des « marches » de l'empire crétois, et, comme il est advenu aux confins de toute domination s'avançant sur un continent, des fortifications y ont été nécessaires ; l'art crétois vrai, c'est en Crète qu'il faut aller le chercher, à Knossos, à Phaestos, là où les fouilles d'Evans ont fait surgir de terre de multiples témoignages que l'on a pu chronologiquement classer[1]. Art réaliste et presque naturaliste, qui attribue à la forme humaine une sveltesse et un dégagé dont nos arts contemporains seuls pourraient donner une idée et qui interprète avec tant d'ingéniosité et de vigueur, non seulement les plantes et les fleurs terrestres, mais les plantes aquatiques, mais les animaux et les invertébrés marins. Peut-on rêver une plus parlante illustration d'une thalassocratie ?

1. Outre les Mémoires originaux d'Evans, et les mises au point synthétiques d'archéologues tels que Georges Perrot, on sait quelles précieuses informations sont utilement rassemblées même sur ces problèmes de la Méditerranée orientale dans le *Manuel d'archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine* de Joseph Déchelette.

A une époque plus rapprochée de l'ère chrétienne, au ve siècle avant J.-C., l'art si parfait de Phidias paraît succéder brusquement en quarante ou cinquante ans à un art beaucoup plus fruste. Le sagace Directeur de l'École française d'Athènes a démontré que ce progrès de l'art s'est élaboré d'abord dans les îles : les découvertes dues aux fouilles les plus récentes confirment cette conception insulaire.

La mer est un chemin ; elle forme une trame indéfinie de routes qui se croisent ; elle explique tout cet échange de faits, d'idées et de croyances qui, en passant, au cours de longs siècles, des hauts plateaux de l'Asie centrale, des rives de l'Euphrate ou du Nil, des croupes calcaires de Judée ou des prairies de Galilée, des rivages de Phénicie jusqu'au littoral atlantique de notre Europe occidentale, ont constitué l'histoire de notre civilisation.

Les petits dieux autochtones de la Grèce insulaire ou péninsulaire ont cédé devant l'invasion des dieux asiatiques que des migrations déjà plus anciennes avaient faits plus forts, plus résistants, plus conquérants ; le culte du serpent Erechtée, l'un des plus anciens dieux de l'Acropole d'Athènes, personnification locale des eaux terrestres, a été absorbé par le culte de Poseidon, qui est devenu Poseidon-Erechtée ; puis ce dieu lui-même fut attaqué par la déesse étrangère Athéna, la déesse de la guerre, devenue la déesse de la sagesse. Lorsqu'on franchit aujourd'hui les admirables Propylées, on voit se dresser au-dessus de la jonchée de blocs de marbre et de fûts de colonnes les deux seuls temples qui, sur l'Acropole dévastée, restent encore debout, comme pour vouloir signifier le passé le plus passé : à droite, le Parthénon, l'œuvre de Phidias, le temple impeccable dédié à Athéna Polias ; à gauche l'Erechteion qui, riche de plus de souvenirs et de plus de piété, riche aussi de plus de charme et de plus de fantaisie, gardait la première place sinon dans l'orgueil et dans l'esthétique rationnelle, du moins dans l'affection religieuse des anciens Athéniens.

A Delphes, c'est encore une évolution parallèle, et l'on

serait presque tenté de dire : la même. Le culte autochtone du serpent Python fut remplacé par le nouveau venu d'Asie, par le dieu Apollon, qui devint l'Apollon Pythien.

Ainsi toute la plus vieille et obscure histoire des origines méditerranéennes est pleine des migrations qui ont suivi en divers sens les routes de la Méditerranée. Reprenons-la, résumons-la.

Par le rayonnement de l'art égéo-crétois, le premier art méditerranéen, — par l'expansion circum-égéenne d'un curieux et élégant motif décoratif, tel que la spirale, caractéristique de l'art crétois, — nous pouvons saisir sur le vif une domination de la mer qui nous permet de remonter jusqu'au troisième millénaire avant notre ère. Puis au deuxième millénaire, se succèdent et s'entremêlent les thalassocraties crétoise et phénicienne ; enfin les marines grecques apparaissent, et tandis que, vers le dernier siècle du second millénaire, les barbares doriens — disons les Albanais — descendent des montagnes du Nord pour envahir la Grèce proprement dite, les Grecs sont déjà assez maîtres de la mer pour aller coloniser les rives asiatiques. C'est alors que règne et s'épanouit en Asie l'hellénisme *littéraire* débutant, et débutant par des œuvres aussi affinées, aussi mûres, aussi peu primitives que les poèmes homériques. L'*Iliade* et l'*Odyssée* sont des témoins admirables d'une Grèce d'Asie déjà plus qu'adolescente.

Comment comprendre tout cela dans sa vraie justesse sans l'interprétation qu'autorise de ces faits la géographie ? On ne pourrait plus, on n'oserait plus écrire une phrase comme celle-ci : « Les grandes navigations n'ont commencé qu'au neuvième ou au dixième siècle avant notre ère, avec les Grecs, avec les populations actuelles ou leurs ancêtres directs. »

Tout au contraire, le sens de cette circulation méditerranéenne qui se perd à la lettre dans la nuit des temps a permis de restituer leur vraie signification aux documents les plus anciens. C'est ainsi que le savant helléniste, administrateur du Collège de France, Maurice Croiset, étudiant *les dieux d'Homère*, a montré avec finesse à quel point ces dieux

étaient déjà des dieux qui avaient voyagé, ayant pris çà et là, en des stations diverses, ou de nouveaux compagnons ou de nouveaux costumes, ayant aussi abandonné en cours de route d'anciens voisins peu transportables ou de malheureux amis qui n'avaient été ni assez forts ni assez riches pour faire avec eux la traversée :

Ceux des Grecs qui abandonnèrent le continent et vinrent s'établir en Asie vers la fin du second millénaire avant notre ère, y portèrent naturellement avec eux leurs croyances et leurs cultes. Mais il n'est pas douteux que, dans des conditions d'existence nouvelles, ces cultes et ces croyances déracinés n'aient subi des changements assez importants. N'oublions pas que les religions de ces émigrants n'étaient pas de celles que l'on transporte partout avec soi. Un grand nombre de cultes d'alors avaient un caractère local très prononcé. Le dieu qu'on adorait dans tel ou tel canton n'était pas un dieu universel, partout présent ; c'était le dieu du cours d'eau voisin, ou celui de la montagne qui dominait le pays, ou l'habitant mystérieux de l'antre ou de la forêt dans lesquels on ne pénétrait pas sans effroi. Ces esprits ou ces génies avaient donc des demeures fixes, qu'il leur était impossible de quitter. On ne pouvait pas plus les emporter en pays lointains qu'on ne pouvait y emporter l'arbre sacré ou la caverne mystérieuse. De gré ou de force, il fallut bien se séparer d'eux, le jour où on s'exila. Et ainsi, par le seul fait de cet exode, la religion des émigrés, c'est-à-dire celle qui allait se refléter dans la poésie homérique, dut tout d'abord se différencier de celle qu'ils laissaient derrière eux. Elle tendit nécessairement à donner le premier rang aux divinités plus ou moins universelles qu'on pouvait adorer partout, tandis que les autres, plus locales, passaient pour eux à l'état de souvenir. Et ces divinités universelles elles-mêmes, subissant les mêmes nécessités, se dépouillèrent des formes et des caractères trop spéciaux qui les rattachaient à certains lieux, et développèrent, au contraire, les traits généraux qui s'adaptaient indifféremment à toutes les étapes et à toutes les phases de la colonisation. Nous avons affaire, dans l'*Iliade* et dans l'*Odyssée*, à des dieux émigrés : il est clair, *a priori*, qu'ils ne pouvaient pas être tout à fait identiques à ceux qui étaient restés au pays natal.

Cet *a priori* est une sorte d'affirmation géographique.

Ajoutons que ces Grecs, chassés de chez eux, n'étaient pas tous de même origine. Sous les noms d'Eoliens et d'Ioniens, qui prévalurent plus tard, se groupaient des hommes venus de divers lieux. La colonisation

ionienne, en particulier, nous apparaît de plus en plus comme un mélange fort disparate, qui ne se donna que peu à peu une certaine unité. Pourtant, groupés et associés en vue d'établissements communs, ces émigrants ne pouvaient manquer d'entremêler et de confondre plus ou moins leurs conceptions religieuses, qui, en somme, provenaient d'un même fonds primitif. Vous devinez ce qui en résulta. Les traits de détail, où se marquaient les différences, durent s'effacer, tandis que les caractères communs s'accusaient de plus en plus. Ainsi la fusion des tribus produisit le même effet que l'abandon du pays natal. Peu à peu se constitua un monde divin qui ne fut plus, à proprement parler, ni thessalien, ni béotien, ni chalcidien, ni péloponnésien, mais qu'on pourrait appeler assez justement achéen, puisque les poèmes homériques donnent à ses adorateurs le nom d'Achéens[1].

L'amalgame nouveau que note ici l'helléniste à propos du « monde divin » des poèmes homériques est aussi pour tous les « mondes humains » la résultante fatale des migrations mélangées. Une considération aussi juste doit présider, nous le montrerons dans la deuxième partie de ce livre, à l'examen de tous les problèmes ethnographiques inclus dans l'histoire sociale et politique.

1. Maurice Croiset, *Les Dieux d'Homère, valeur et nature des témoignages homériques en matière de religion* (*Revue politique et littéraire*, 4 janvier 1913).

CHAPITRE III

LES FONDEMENTS DE LA GÉOGRAPHIE SOCIALE

1. — **Les faits sociaux révélés ou déterminés par les faits de géographie humaine.**
2. — **Le coefficient statistique de tout fait de géographie humaine.**
3. — **Les faits psychologiques qui commandent les faits de géographie humaine.**

Dès que l'on examine des faits de géographie humaine, on atteint forcément à des faits sociaux : qu'on le veuille ou non, il est constant, à l'encontre de certaines théories *a priori*, que l'homme n'est pas un être abstrait, indépendant et isolé. Nous ne sommes pas des automates fatalement dirigés, mais nous ne sommes pas non plus des autonomes capricieusement arbitraires.

L'homme vit sur les parties superficielles de l'écorce terrestre et dans les couches de l'atmosphère les plus voisines du sol; l'air et la terre ne sont pas seulement les cadres, mais ils déterminent les conditions physiques de son existence. La géographie, qui est tout entière fondée sur ces données premières, est chargée d'en introduire la notion concrète dans toutes les sciences qui s'occupent de l'homme. D'autre part il est des faits qui se rattachent à la politique, à l'histoire, à l'art, à la linguistique, à l'ethnographie, à l'économie politique, à la sociologie, et qui n'appartiennent pas uniquement aux unes ou aux autres de ces disciplines : ce sont ces faits dont le caractère propre a été défini, et qui doivent être l'objet des études premières des anthropogéographes.

Mais les anthropogéographes, par ces faits mêmes, sont

contraints à s'occuper de faits plus complexes, et ils doivent les étudier dans la mesure même où ces faits proprement géographiques nous introduisent, par la porte de la réalité la plus positive, jusqu'en des domaines plus vastes et aussi, reconnaissons-le nettement, plus vagues.

1. — *LES FAITS SOCIAUX RÉVÉLÉS OU DÉTERMINÉS PAR LES FAITS DE GÉOGRAPHIE HUMAINE*

Considérons en effet que les géographes ne doivent pas seulement en appeler aux résultats de l'ethnographie, de l'histoire ou de la statistique, pour manifester certaines connexions générales. Il leur faut faire un pas de plus. Dans l'analyse profonde de tout fait de géographie humaine est inclus, en premier lieu, un problème non seulement d'ordre économique, mais d'ordre social. Si nous dénombrons un troupeau de chevaux ou de chameaux, si nous descendons au fond d'une mine de cuivre ou de houille, si nous examinons le butin de la chasse d'un Fang ou les marchés au poisson de Bergen, nous ne pouvons pas ne pas faire sortir de notre observation ou de notre analyse des faits d'ordre social. Ces faits y sont non seulement juxtaposés, mais ils ont comme pénétré cette réalité matérielle, à tel point qu'il est impossible de la comprendre, au sens profond de ce mot, sans discerner le fait social qui y est enveloppé.

Dis-moi quelle est ta charrue et comment tu traces ton sillon : je te dirai si ton soc, qui écorne à peine la terre, est celui d'un nomade pasteur, dont la propriété première est un troupeau, et qui vient à la hâte et presque à la dérobée ensemencer un champ qu'il retrouvera seulement à l'époque de la moisson ; — je te dirai si ton soc de bois, encore faiblement pénétrant (bien adapté à un limon chargé de sels, qu'il faut craindre de retourner trop profondément, si l'on n'a pas assez d'eau pour le laver abondamment et dissoudre tous les sels) est celui du fellah égyptien et correspond à un certain type d'organisa-

tion de l'irrigation ; — je te dirai si tu es un paysan de nos plus vieilles terres à blé, des plateaux beaucerons ou briards, ou des *goldene Auen*, révélant tout à la fois, par la tradition millénaire de tes sillons, l'occupation à forme de propriété privée, grande ou petite, et l'un des modes les plus opiniâtres et les plus parfaits de la conquête culturale ; — je te dirai si tu défonces plus que tout autre la terre riche pour y enfouir des betteraves que te fournit le groupe capitaliste possesseur de la sucrerie voisine, et pour en tirer des plantes sucrières, dont le total est par avance, acheté et vendu ; — je te dirai, enfin, que, à montrer la rangée et quasiment la batterie des socs assemblés et travaillant ensemble à côté des semoirs — labourage à vapeur ou labourage électrique — tu nous exprimes la main-d'œuvre rare ou raréfiée, car tu appartiens aux vastes étendues de culture hâtive et perfectionnée des pays neufs ou aux îlots modèles des anciens pays.

L'Utah et le Colorado sont peuplés de la même manière, surtout par des Mormons (c'est dans l'Utah que se trouve l'un des plus fervents apôtres du *dry farming*, Widtsoe) ; il y a pourtant une grande différence entre les deux États au point de vue de la culture. Le Colorado est beaucoup plus prospère, car les terres ont été distribuées avec plus de discernement. Il y a entre le Colorado et l'Utah, la différence qu'il y a entre la Tunisie et l'Algérie. Dans le Colorado, les terres n'ont pas été distribuées d'office à des gens qui, trop souvent n'avaient pas « les reins assez solides », mais on a attendu que les terres fussent demandées par des hommes ayant le désir, l'intérêt et les moyens de conduire à bien une exploitation neuve.

A dessein, nous choisissons des exemples de géographie sociale qui se rattachent à la géographie de l'alimentation ; car cela légitime par avance l'importance exceptionnelle que nous estimons qu'il convient de lui assigner, et dont notre chapitre IV fournira la preuve démonstrative.

Le total de quelques-uns de ces faits doit être, dès ces premières pages, envisagé dans ses répercussions de masse

sur les sociétés humaines au même titre que les faits singuliers qui viennent d'être invoqués.

Essayons de nous représenter la valeur totalisée des récoltes alimentaires qui servent chaque année à entretenir et à propager la vie des 1 600 millions d'êtres humains. Même en comparaison des dépenses anormalement surélevées qui ont été celles de l'immense guerre quasi universelle, ces totaux annuels sont en vérité saisissants et laissent deviner à quel point les groupes humains sont dépendants de telles matières premières.

Dans un numéro de janvier 1913 du *Journal de la Société de Statistique de Paris*, Yves Guyot avait essayé de calculer cette valeur — valeur d'ailleurs perpétuellement et quotidiennement changeante — de l'ensemble des céréales. Il avait établi le tableau suivant, auquel nous avons apporté quelques corrections personnelles, après nous être mis d'accord avec l'auteur :

	1912 Valeur en millions de francs.	En plus relativement à **1911** millions de francs.
Froment	18 283	1 081
Seigle	7 491	1 382
Orge	5 101	273
Avoine	8 463	1 491
Maïs	9 302	1 670
Total	48 640	5 897

Notons qu'il ne s'agit ici que des récoltes de céréales dans le seul hémisphère septentrional. On évalue de la sorte à environ 48 milliards et demi la production de 1912; il faut remarquer que n'est pas compris dans cette liste le riz, qui est une céréale pourtant importante pour l'humanité, mais, comme nous l'avons indiqué dans la *Géographie humaine*, la récolte totale de riz n'est pas susceptible d'être évaluée même approximativement.

Yves Guyot ajoute :

On ne donne pas non plus la récolte des pommes de terre ; cependant, elle a une importance de premier ordre ; d'après l'*Annuaire interna-*

tional de statistique agricole, la production a été en moyenne pendant les années 1906-1907 à 1910-1911, de 1 312 millions de quintaux ; à 5 francs le quintal, c'est une production valant 6 560 millions de francs ; une partie est transformée en alcool et l'autre en viande de porc. La récolte de betterave à sucre, de 1906 à 1910, a représenté, année moyenne, 331 millions de quintaux. La canne à sucre, à Cuba, donne 2 millions de tonnes de sucre, chiffre qu'elle n'avait pas atteint.

Les renseignements pour la vigne publiés par le *Journal officiel* du 14 décembre 1912 indiquent, pour la France, une production de 59 339 000 hectolitres de vin, tandis que l'année dernière elle était de 44 885 000 ; soit une augmentation de 14 454 000 hectolitres.

La production de vin pour l'Europe et l'Afrique a été en moyenne, de 1906-1907 à 1910-1911, de 134 millions d'hectolitres. Enfin, voyez le café, dont la production au Brésil a été, de 1906-1907 à 1910-1911, en moyenne de 11 millions et quart de quintaux, etc. [1].

Constatons (puisque c'est la seule évaluation précise qui ait pu être faite) que la production des cinq céréales mentionnées est pour l'hémisphère Nord de 48 milliards et demi. Notons encore que l'ensemble de la production agricole, pour une seule année et pour les seuls États-Unis et la France, pouvait être considérée comme atteignant avant la guerre à peu près 55 milliards de francs. C'est en face de ces chiffres formidables qu'il faut placer la valeur de la production annuelle de l'or, — laquelle ne dépasse 2 milliards de francs que depuis 1907, et qui n'a pas encore atteint 2 milliards et demi ! Qu'est donc la richesse or en comparaison de la richesse blé !

Enfin, dans quelques parties de son étude, Yves Guyot souligne l'importance des variations que subit, d'une année à l'autre, la production des matières alimentaires. C'est un point sur lequel on ne saurait trop insister, sur lequel il faudrait même revenir. Reportons-nous au tableau qui a été cité un peu plus haut : entre deux années consécutives, la production des cinq céréales, pour l'hémisphère Nord, variait de 5 897 millions, disons 6 milliards de francs.

1. Voir Yves Guyot, *le Rôle économique des récoltes* (*Journal de la Société de Statistique de Paris*, année 1913, n° 1, janvier, p. 18-21).

D'une année à une autre, même en dehors des crises de désorganisation mondiale, la production agricole totale d'un seul pays comme la France variait d'un milliard. Encore une fois, prenons comme terme de comparaison cette valeur de 2 milliards à 2 milliards et demi qui correspondait à la production annuelle de l'or. et nous verrons dans quelle mesure la fortune universelle de la terre peut être éprouvée ou déséquilibrée par les masses plus ou moins grandes qui sont produites en vue de l'alimentation humaine. Quels enseignements confirmatifs vient de nous apporter la terrible leçon de la guerre ! Tous les chiffres d'avant-guerre, toutes les évaluations en milliards devraient être multipliés au moins par 3, souvent par 5 ; et cela mettrait encore davantage en lumière les vérités économiques et sociales que nous avons dégagées.

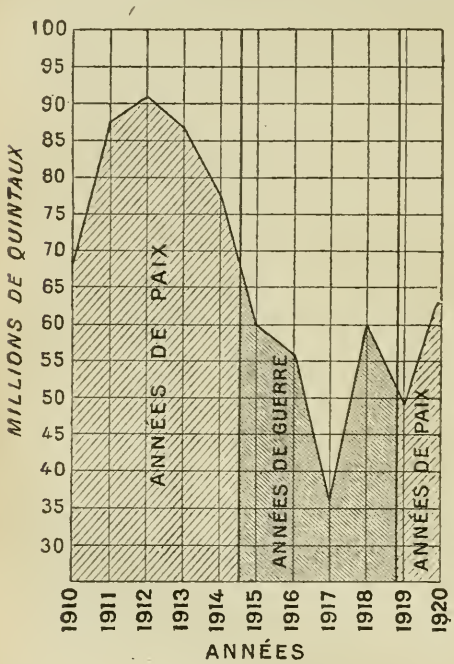


FIG. 7. — LES VARIATIONS DE LA PRODUCTION DU FROMENT EN FRANCE DE 1910 A 1920.

Considérons pour la France seule et pour le froment seul les variations des récoltes de 1910 à 1920 ; la courbe de la figure 7 nous dispense de tout commentaire étendu. Et voilà que la valeur de tous les produits du sol a cru en proportion de l'inflation monétaire et de la dépréciation du papier. Pour l'année 1920, il nous est facile de préciser la valeur de la récolte française de froment, puisqu'une loi a fixé à 100 francs le prix du quintal de blé. Cette récolte a atteint environ 63 millions de quintaux, ce qui fait qu'elle

sera payée par l'État français à nos agriculteurs six milliards 300 millions de francs [1].

En ayant dans l'esprit et, pour ainsi dire, devant les yeux ces variations de plusieurs milliards qui sont celles des récoltes d'une année à l'autre, on a le sentiment de la primauté qui revient à tout ce que nous mangeons ; l'on formule le souhait qu'un historien entreprenne une étude approfondie des répercussions de ces faits d'ordre économique sur le développement des relations ou des luttes sociales entre les hommes. Une année qui donne aux pays civilisés de l'hémisphère Nord 8 ou 10 milliards de plus que l'année précédente doit être représentée non seulement par un bilan économique, mais encore par une sorte de bilan social.

Qui analysera un jour ce que représente et, nous pourrions dire, ce que détermine dans la vie sociale une série de bonnes années ou un enrichissement rapide de ceux qui travaillent la terre ? N'est-ce pas un fait presque universel que, sous l'influence de l'enrichissement des classes rurales, se développe une sorte de radicalisme patriote, à la fois éclairé et plus ou moins sectaire ? C'est la domination du paysan cossu qui est brusquement devenu riche et qui s'impose aux vieilles bourgeoisies urbaines au nom de l'aisance qu'il a ainsi conquise.

Ne retrouvons-nous pas ce fait dans toutes les sociétés ?

1. Comparaison des récoltes des principales céréales en France en 1919 et en 1920 :

	1919	1920
Froment.	49 653 700 quintaux	62 706 270 quintaux
Avoine	24 935 840 —	42 228 010 —
Seigle.	7 299 370 —	8 426 600 —
Orge	4 999 840 —	7 707 310 —

Quelle progression de 1919 à 1920 ! La récolte de froment est supérieure de 25 p. 100 à celle de 1919 ; la récolte d'avoine dépasse de 40 p. 100, celle de l'année précédente. — Hyacinthe Philouze a calculé la valeur de quelques-unes de nos dernières récoltes : « Combien de milliards auront encaissé, de 1918 à 1920, nos cultivateurs rien que pour la vente de trois catégories de céréales : le froment, l'orge et l'avoine ? 18 milliards 266 millions, dont plus de 9 milliards et demi pour la dernière récolte. Or, en 1913, avec une récolte bien supérieure à la moyenne de ces trois dernières années, le produit total de la vente de ces céréales s'était élevé à environ 3 milliards et demi. De 1913 à 1920, le rendement brut de la récolte des céréales a donc quadruplé, le rendement net plus que triplé. » De son côté, le Marquis de Vogüé, dans un très remarquable article paru dans le *Correspondant* du 25 avril 1920, *La politique du blé*, a montré, par l'histoire de la guerre, à quel point la surface des emblavures et le total des récoltes ont été réglés par les prix arbitrairement fixés.

Nous prenons le mot de « radicalisme » dans son sens originel plutôt que dans le sens précis qu'il a dans son application à tel ou tel pays. Tantôt ce sont des paysans conservateurs, tantôt des paysans rattachés au parti dit libéral, tantôt des masses à tendances socialistes ; mais tous, historiquement et géographiquement, ont l'attitude et je dirais presque l'allure de cette classe sociale précise que nous désignons ici sous le nom de « radicaux paysans ».

Nous commençons à nous défier à tel point des trop hâtives généralisations philosophiques qui n'ont pas été et qui n'ont pas pu être jusqu'ici fondées sur d'assez précises et nombreuses notations de géographie vraie ! Les grandes thèses géographico-sociales de l'*Esprit des Lois* de Montesquieu ou de l'*Essai sur les Mœurs* de Voltaire sont devenues caduques, car elles ont prétendu à synthétiser l'histoire des sociétés, avant que l'on ait pu dresser le bilan géographique de l'histoire sociale.

Au mois de septembre 1913, dans le *Political Science Quarterly* de New-York, Wladimir G. Simkhovitch, professeur d'histoire économique à l'Université Columbia, a publié un travail fort curieux intitulé *Foin et Histoire* (*Hay and History*) ; il montre toutes les répercussions de la révolution agronomique qui a commencé dans la seconde partie du XVIIe siècle et qui a consisté à semer pour faire des herbages et à obtenir ainsi des prairies artificielles. Jusque-là, les seuls prés naturels étaient constitués par des terrains voisins des rivières ou des rivages maritimes qui étaient souvent éloignés des terrains de culture et qui étaient soumis à toutes les vicissitudes des inondations, des érosions et des déplacements de cours d'eau. C'est par l'introduction des prairies artificielles qu'on a mis un terme à l'appauvrissement progressif de la terre ; jusqu'alors les territoires même les plus riches étaient tôt ou tard voués à devenir stériles et par conséquent déserts ; toute une économie et, disons-le hardiment, une histoire sociale nouvelle sont nées de cette conquête culturale.

Avec esprit, Simkhovitch remarque que les économistes

ne se sont avisés de formuler la loi de la diminution progressive de la rente du sol que le jour où cette loi, par la révolution dont nous parlons, a été contredite et est devenue caduque.

Ailleurs cet auteur, qui s'est spécialement occupé des communautés de villages en Russie, ne craint pas d'écrire, en contradiction avec tous les travaux dont l'inspiration générale domine nos esprits : « La communauté de villages n'est pas plus une caractéristique de la race slave ou teutonne ou de la race aryenne en général, que l'argile ou le sable, ou les collines pierreuses, ou les riches prairies, ne sont des caractéristiques de la culture chrétienne et germanique[1]. »

On peut déclarer fermement que toute l'histoire des civilisations doit être refaite sur une base géographique plus approfondie et plus sûre, et ce n'est pas un des médiocres intérêts de notre temps que de voir s'accentuer de plus en plus cette orientation à la fois géographique et sociale des recherches historiques.

De la sorte et par toutes ces répercussions d'ordre social s'établissent les rapports entre la géographie humaine et cette très intelligente discipline spécialisée, indépendante de la géographie, qui a pris le nom de *Science sociale*[2].

1. W. G. Simkhovitch, *Hay and History* (*Political Science Quarterly*, XXVIII, n° 3, sept. 1913, p. 398).

2. La *Science Sociale* est le nom d'une École et d'une Revue, organe de cette École. Sous la direction d'Henri de Tourville et d'Edmond Demolins, s'est constitué un groupe dissident de disciples de Le Play ; ceux-ci ont poussé à l'extrême perfection la méthode monographique inaugurée par le grand maître (voir le début du chapitre IV) et ont mis au point avec patience le moyen d'investigation et de synthèse de la Nomenclature. Par leur étude du « lieu », ils font appel à la géographie : mais ils ont une tendance à simplifier les conditions générales du « lieu » pour en tirer des conséquences qui soient également très générales : de là une systématique, au point de départ et au point d'arrivée, qui distingue nettement cette phalange de vrais initiateurs et de bons observateurs de nos écoles géographiques, beaucoup plus préoccupées, comme on le verra dans tout notre livre, de constater la variété et les variations des effets humains en des cadres pareils ainsi que de noter avec précision tout ce qui contredit soit un déterminisme soit un finalisme trop simplistes. — Outre la collection de la *Science Sociale*, et les livres bien connus d'Edmond Demolins, *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons*, *Comment la route crée le type social*, *Les Français d'aujourd'hui*, etc. consulter de G. Melin, chargé du cours de science sociale à l'Université de Nancy, *La Science Sociale et sa Constitution indépendante*, Paris, Berger-Levrault, 1901, et *Henri de Tourville et son œuvre sociale*, Paris, Berger-Levrault, 1907. L'Appendice I de ce dernier travail, p. 36-48, donne in extenso *La Classification sociale* de la *Science Sociale*. Voir encore Paul Bureau, *L'Œuvre d'Henri de Tourville*, dans la *Science Sociale*, XXXV, 1903, n° de juin.

Quant à l'histoire sociale, c'est pour nous, l'histoire la plus profonde et, au vrai, l'histoire totale.

Or l'histoire sociale, sans se confondre ni avec la géographie humaine, ni avec la sociologie, dépend étroitement : 1° des modalités de production et du développement des ressources économiques ; 2° du total des variations et des modalités de distribution du peuplement humain ; 3° de tout l'ensemble de l'histoire et de la géographie politiques.

Et tels seront les sujets successifs qui seront traités dans les chapitres suivants *au point de vue géographique*.

Nous entendons par là démontrer que l'histoire sociale n'est uniquement déterminée ni par l'histoire économique ni par l'histoire politique. L'histoire politique dépend bien souvent des caractères originels et de l'évolution des faits sociaux, qui sont eux-mêmes liés à des faits économiques. Toutefois, à mesure que les sociétés humaines tendent plus fortement pour se défendre et partant pour vivre à consolider l'architecture de l'État, l'État administrateur et législateur est revêtu d'une telle puissance que la société politique tend à gouverner à son tour et plus que jamais — soit pour les confirmer et les consolider, soit pour les corriger, soit pour les contredire et les fausser, — les faits économiques et les faits sociaux.

2. — *LE COEFFICIENT STATISTIQUE DE TOUT FAIT DE GÉOGRAPHIE HUMAINE*

Un fait de géographie humaine, quelque curieux qu'il puisse être, n'acquiert à nos yeux la parfaite signification de donnée scientifique que lorsque nous connaissons et pouvons apprécier son coefficient de valeur statistique.

Combien de voyageurs et même d'observateurs exagèrent la portée d'un fait isolé et faussent ainsi la vision de la réalité ! Ils jugent une race d'après un individu rigoureusement mensuré et photographié ; ils représentent tout un peuple

comme hospitalier, parce qu'ils ont été, en un lieu, bien reçus par quelques habitants, et, à l'inverse, ils maugréent contre telle autre nation, parce que leur propre mauvaise humeur ou leur maladresse leur ont créé de véritables ennuis : exemples d'ordre moral, mais qui nous font pressentir toutes les erreurs qui peuvent s'accumuler derrière le voile mystificateur d'une photographie rigoureusement authentique ou d'une indiscutable observation individuelle ou locale.

On ne saurait assez le répéter : ce qui nous intéresse par-dessus tout en géographie, ce n'est pas le fait exceptionnel, c'est le fait courant ; ce n'est pas le poids de tel épi de blé anormal, c'est le nombre d'hectolitres à l'hectare ; ce n'est pas l'échantillon rare d'un minerai, c'est la teneur moyenne. « Faits courants »,« valeurs moyennes », qu'est-ce à dire, sinon qu'une sage et rationnelle mesure statistique des faits observés à l'état singulier doit leur conférer l'importance complémentaire et indispensable de leur exact caractère de généralité ?

Mais tant valent les bases et les méthodes des supputations statistiques, tant valent leurs résultats[1].

Cette réserve faite sur les qualités intrinsèques, parfois insuffisantes, des évaluations statistiques, nous devons reconnaître que toute la géographie humaine doit être étudiée avec l'aide de cet auxiliaire précieux qui est la statistique. Ce sont là souvent points de vue presque antinomiques : le point de vue de l'observation monographique détaillée et le point de de vue de la considération totale : mais l'un corrige l'autre.

N'imaginons pas d'ailleurs que cette opposition ne soit qu'apparente : de l'un on passe et l'on doit passer à l'autre ; toute vue est incomplète qui ne les associe l'un à l'autre ; pourtant ils sont si distants et si distincts qu'il faut beaucoup de science et de loyauté pour s'accommoder successivement à ces deux perspectives.

Émile Levasseur, qui a si longtemps enseigné au Col-

1. On se permet de renvoyer aux discussions de la *Géographie Humaine*, 2e édit., Paris, 1912, p. 623 et suiv.

lège de France la géographie économique, nous est le témoin et a été le théoricien de ces connexions, à la fois intimes et hétérogènes, entre la géographie et la statistique.

Émile Levasseur, géographe, historien et statisticien, a eu le mérite de garder toujours de ses études premières le sens des réalités vivantes, et de ne jamais perdre le souci de vérifier les valeurs moyennes et abstraites par la confrontation avec les faits réels de la surface terrestre. Il avait écrit, dans sa très remarquable *Introduction sur la statistique*, qui est la préface de son ouvrage sur la population française : « La statistique fournit des chiffres qui ont le défaut d'être des abstractions. » Mais ces abstractions elles-mêmes correspondent à de telles réalités qu'on ne peut pas s'empêcher de les traiter presque à l'égal des faits. Hors les crises violentes rares ou exceptionnelles, telles que la guerre de 1914-1918, les moyennes de natalité, de mortalité, de nuptialité, etc., les moyennes de rendement à l'hectare des récoltes de blé, de seigle ou d'orge pour tout un pays, etc., ont dans leurs variations, et malgré leurs variations, une telle continuité qu'on se prend à être frappé, par-dessus tout, des causes globales, générales et jusqu'à un certain point fatales, qui paraissent gouverner les sociétés et les activités humaines ; et l'on risque d'être tenté de négliger les causes accidentelles, locales, particulières, qui expliquent les manifestations positives de tel groupe d'individus, de tels et tels individus, comme les raisons qui modifient, d'un champ à l'autre, d'un district à un autre tout voisin, les conditions de la production. On est saisi par cette harmonie un peu supraréelle qui s'exprime par le chiffre, et l'on aperçoit moins le détail analytique qui ressortit, par excellence, de disciplines telles que l'histoire et la géographie. Dilemme qui doit se présenter à l'esprit de tous ceux qui passent des méthodes d'observation directe des faits détaillés aux méthodes de supputation d'ensemble des faits groupés : les lois générales qui gouvernent les modalités et les caprices individuels ne sont-elles pas d'une rigueur qui diminue l'intérêt qu'on doit accorder à l'examen de ces libres

modalités individuelles ou locales ? La courbe ne se manifeste-t-elle pas quelquefois comme inflexible ?

L'habitude de l'interpolation n'est-elle pas comme une protestation implicite contre la variabilité géographique ? C'est bien le propre de la statistique que de légitimer les méthodes d'interpolation et de souligner l'inflexibilité apparente ou du moins relative de ces courbes.

Cependant, telles et telles conditions géographiques bien ordonnées, tout autant que des volontés historiques fortes, ne font-elles pas souvent fléchir et même se briser les courbes qui furent les plus régulières ? Il faut donc savoir unir la statistique à l'examen du processus évolutif que nous révèle l'histoire et à l'étude critique et comparative de toutes les combinaisons variées de l'espace. Entre ces trois termes s'est développée et se place toute l'œuvre savante de Levasseur, expression de ce complexe de hautes préoccupations, tour à tour contradictoires et convergentes. Il a su tempérer les calculs de la statistique par les recherches de l'histoire et par les enquêtes de la géographie[1].

En fin de compte, la statistique est faite pour discipliner et grouper à sa manière, sous le verbe illustrateur du nombre ou sous l'éclairante figuration du graphique, tous ces mêmes modes et faits d'activité, qui, aperçus sous un autre angle de vision scientifique, se retrouvent dans l'histoire et aussi dans la géographie. Mais en tout ce qui concerne les « faits essentiels » de la surface terrestre, qu'est-elle, que peut-elle être sans la géographie humaine, qui tout à la fois l'appelle et la commande ?

Il importe de recourir, autant que faire se pourra, à l'esprit de finesse, et d'osciller par la pensée, avec une extrême

1. Celui qui a si fort combattu pour la réforme de la pédagogie géographique et qui a été l'historien des classes ouvrières a été aussi le géographe statisticien de la population française. Le deuxième volume posthume de cette belle *Histoire du Commerce de la France*, volume que nous devons au labeur dévoué d'Auguste Deschamps, est venu démontrer ce que nous disons. Le clair esprit de Levasseur, son intelligent bon sens a su concilier ces oppositions. C'est là qu'il convient de chercher la signification profonde et explicative de son œuvre multiple et complexe. Et voilà qui en assure le durable mérite.

prudence, des faits, toujours en nombre restreint, qu'auront enregistrés les yeux, à ces calculs totalisateurs, qui, isolés, pourraient être si souvent décevants. La vérité résulte toujours de la confrontation des uns et des autres : ce ne sera pas une vérité géométrique, mais ce sera une sorte de vérité relative, qui vaudra ce qu'auront valu les observations et ce que vaudra le jugement critique chargé d'établir le compromis entre les réalités directement aperçues et les chiffres d'ensemble, sommes ou moyennes. Nous disons hardiment et nettement que toute vérité concernant les connexions entre le cadre de la nature et l'activité humaine ne peut être que d'ordre approximatif : en vouloir exagérer la précision, c'est la fausser, c'est faire œuvre anti-scientifique au premier chef. C'est pourquoi ont été viciés dès le principe les systèmes qui ont exagéré la dépendance des faits humains et qui ont fait d'une sorte de déduction logique le mécanisme d'explication des événements de l'histoire ou des faits sociaux.

C'est par un étrange abus de mots que l'on parle de la vérité d'un fait ; un fait a des dimensions, il a des couleurs, il a une durée ; il n'a pas une vérité : c'est la perception que nous avons de ce fait qui est fausse ou vraie, c'est le jugement que nous portons sur ce fait qui est plus ou moins juste. Il n'y a de science que des rapports que nous établissons entre les faits. « Il n'y a de science que du général. » Or toute vérité scientifique est semblable par sa nature, à un degré plus ou moins haut, à ce que nous appelons ici une vérité de géographie humaine. Et loin de demander à la statistique, comme tant d'esprits superficiels, l'illusion de la fausse arithmétique, entraînant l'illusion de la fausse rigueur déductive, demandons-lui ce sens juste de la vérité objective, laquelle est certes très réelle ; mais qui repose toujours, confusément ou clairement, consciemment ou non, sur un calcul des probabilités.

Un des plus remarquables mathématiciens de ce pays et de ce temps, Émile Borel, a écrit plusieurs articles que les géographes doivent spécialement méditer : *Le calcul des*

probabilités et la méthode des majorités[1] ; *Le calcul des probabilités et la mentalité individualiste*[2] ; *Un paradoxe économique, le sophisme du tas de blé et les vérités statistiques*[3]. Dès que les statisticiens ne se contentent plus de compter, et dès qu'ils essaient de prévoir, ils formulent des vérités qui ont cette singulière et non moins réelle valeur de prendre appui sur la théorie des probabilités.

« L'idée que je voudrais dégager, dit É. Borel, c'est que la réponse mathématique à donner à bien des questions pratiques est un coefficient de probabilité. Une telle réponse ne paraîtra pas satisfaisante à bien des esprits, qui attendent des mathématiques la certitude. C'est là une tendance très fâcheuse ; il est extrêmement regrettable que l'éducation du public soit, à ce point de vue, si peu avancée ; cela tient sans doute à ce que le calcul des probabilités est à peu près universellement ignoré, bien qu'il pénètre chaque jour davantage dans la vie de chacun (assurances diverses, mutualités, retraites, etc.) Un coefficient de probabilité constitue une réponse tout à fait claire, correspondant à une réalité absolument tangible. Certains esprits maintiendront qu'ils « préfèrent » la certitude ; ils préféreraient peut-être aussi que 2 et 2 fissent 5.

« Si la notion de vérité statistique devenait familière à tous ceux qui parlent ou écrivent au sujet de questions où la vérité statistique est la seule vraie, bien des sophismes et bien des paradoxes seraient évités[4]. »

Il ajoute même : « Beaucoup d'esprits, par ailleurs excellents, s'imaginent qu'il n'est de vérités que des vérités particulières, auxquelles ils donnent le nom de faits : en débarquant à Douvres j'ai aperçu trois Anglais dont la taille dépassait deux mètres, ceci est un fait ; mais c'est un fait sans intérêt, tandis que la proposition suivante : la taille des

1. *L'Année psychologique*, XIV, 1908, p. 125-151.
2. *La Revue du Mois*, VI, 1908, p. 641-650.
3. *La Revue du Mois*, IV, 1907, p. 688-699.
4. *Un paradoxe économique*, art. cité, p. 698.

Anglais est inférieure à deux mètres, n'exprime pas un fait, mais la moyenne d'un ensemble de faits, et c'est vraiment une vérité scientifique. »

Dans un autre mémoire, Émile Borel écrit encore : « Le développement des théories physiques modernes met en évidence chaque jour davantage cette vérité, d'abord entrevue par Maxwell, que la plupart des lois physiques, sinon toutes, sont des vérités statistiques, c'est-à-dire exprimant un résultat global relatif à des phénomènes trop nombreux et trop complexes pour que l'analyse détaillée en soit possible. Si ces lois statistiques sont plus précises que les lois de la statistique démographique, c'est simplement parce que le nombre des individus, qui sont les molécules ou les électrons, est autrement grand que le nombre des individus humains, et l'on sait que la précision d'une évaluation statistique est, en gros, proportionnelle à la racine carrée du nombre des individus. C'est ainsi qu'un statisticien pourra prévoir avec certitude combien il y aura de naissances à Paris la semaine prochaine à 10 p. 100 près, tandis qu'un physicien connaîtra la masse de gaz occupant un volume donné à une température et à une pression donnée, avec une précision de 0,1 ou 0,01 p. 100... » Et, déplorant justement la persistance avec laquelle on critique, au nom de la vérité absolue, une foule de méthodes ou d'institutions qui ne peuvent prétendre au mieux qu'à la « vérité statistique », É. Borel conclut : « Dans les sciences sociales, au sens le plus large du mot, la méthode statistique s'impose le plus souvent comme la seule possible et rend assez de services pour qu'on n'ait pas à regretter de n'avoir point, dans bien des cas, d'autre méthode scientifique. Et cela est vrai, non seulement dans les questions innombrables qui se rattachent à la prévoyance sociale, mais aussi dans les sciences plus désintéressées, plus éloignées de la pratique, telles que la philologie, la linguistique, l'histoire de l'art, l'histoire littéraire, etc. » [1].

1. E. Borel, *La théorie des probabilités et l'éducation* (dans le volume : *Hommage à Louis Olivier*, Paris, 1911, p. 37-40).

Ajoutons, de toute évidence, la géographie humaine.

Toutes les connexions biologiques, toutes les vérités œcologiques ne sont et ne peuvent être que des vérités statistiques. Un exemple, emprunté à la botanique, va nous faire comprendre à quel point une vérité d'ordre approximatif est une vérité, de quel ordre elle est, et comment en vouloir exagérer la précision, c'est en altérer la nature même.

Tandis que nous escaladons les versants des Alpes, la flore se modifie, et l'on peut ainsi résumer les particularités les plus générales, significatives et décisives de la flore d'altitude : 1° organes aériens réduits, aboutissant en bien des cas à des types nains; 2° organes souterrains, racines et rhizomes, proportionnellement plus développés ; 3° dispositifs variés, ayant pour effet de ralentir la transpiration, c'est-à-dire la perte d'eau, et de soustraire les parties aériennes aux dangers que font courir à la plante, soit le gel, soit le rayonnement nocturne, soit l'insolation diurne trop intense (villosité, carnosité, épidermes renforcés, diamètre des cellules réduit, tension osmotique du suc cellulaire accrue) ; enfin, 4° fleurs de taille fréquemment plus grande et de coloration plus foncée et plus forte. C'est avec des yeux pleins de ce bleu profond, velouté, intense, éclatant, des gentianes des hautes altitudes que l'on prend connaissance de toute la vérité de ces transformations végétales. Est-ce pourtant un ensemble de transformations qui obéisse à une loi simple et rigoureuse ? Certes non. A mesure que l'on s'élève, le tapis végétal se modifie peu à peu, sans transition brusque et radicale ; il n'y a pas une ligne limite où ces phénomènes commencent et où ils finissent. Il n'en est pas moins certain que ces modifications capricieuses, bigarrées, variables représentent, dans leur ensemble *total*, l'un des plus saisissants faits progressifs qui se puissent constater dans la nature. C'est là une vérité statistique dans l'ordre de la physiologie et de la géographie végétales, qui est en tout semblable à ce que nous pourrons appeler vérités, en parlant des connexions dans l'ordre de la géographie humaine.

3. — LES FAITS PSYCHOLOGIQUES QUI COMMANDENT LES FAITS DE GÉOGRAPHIE HUMAINE

Bien convaincus de ces principes, nous recueillerons et amasserons, en géographie humaine, une multitude de vérités : elles n'iront à rien moins qu'à nous éclairer sur le problème énigmatique et le plus obscur, celui qui se dessine à peine dans les profondeurs presque inaccessibles de toute l'histoire et de la préhistoire, et de l'ethnologie et de la sociologie, à savoir le problème des conditions de l'implantation progressive de l'homme sur la terre et de cette part de transformation de la planète qui lui revient en propre : premières cultures, premiers alliages, premières industries, premières cités... Mais nous saurons l'exact degré de vérité de ces vérités. Nous ne serons ni crédules ni dupes, car rien en ce domaine n'est absolu, ni permanent. Toute connexion de l'activité humaine avec la nature, et partant, tout fait de géographie humaine, résultat et figure de cette connexion, dépendent de cet agent en perpétuelle mobilité, voulue ou déterminée, l'être humain.

Pour faire œuvre objective, nous avons d'abord supposé, dans *La Géographie Humaine*, que nous nous élevions en ballon au-dessus de la surface terrestre, et nous avons tenté de discerner et de classer tous les faits « visibles et photographiables » qui procèdent de la présence du genre humain. Mais dès que nous avons repris terre et qu'au primordial effort d'observation directe et de classification positive nous avons eu le devoir de faire succéder l'analyse causale, nous avons constaté, de toutes parts, et sous toutes formes, que les faits de géographie humaine tiraient leur spécification originelle, — je n'ai dit ni leur caractère dominant, ni leur aspect essentiel, — d'un fait humain lié soit aux nécessités physiologiques de nos corps, soit à nos désirs ou à nos conceptions, soit même à nos illusions changeantes.

Rappelons quelques faits évidents, trop évidents, qui sont à dessein choisis comme tels.

Le thé et le café n'ont de valeur économique que parce que nous les aimons ; nous les aimons que parce qu'on nous les a fait connaître, et parce qu'on nous a persuadés qu'il était bon de les consommer. Les causes géographiques originelles et persistantes de la culture en grand du thé et du café sont en nous.

La houille a été pour l'homme comme n'existant pas tant que l'homme ne l'a pas « comprise », c'est-à-dire qu'il n'a pas su que cette roche noire, à la différence des basaltes ou des grès noirs, pouvait brûler et constituait une incomparable réserve d'énergie. Il est devenu, depuis lors, le serf industriel des champs de houille ; il a construit ou transporté ses usines près des puits de charbonnages ; mais, encore une fois, il n'a été lié à la houille que parce qu'il s'y est lié ! La houille n'est devenue la souveraine dominatrice des quelques-unes des manifestations de son activité, que parce qu'il a commencé par savoir et par vouloir la dominer, la « domestiquer ». C'est l'*adaptation active* du sociologue Gaston Richard.

Il en sera des plus grands faits complexes de la géographie politique comme de ces faits élémentaires ; conquérir un pays, c'est en dépendre davantage ; mais on en dépend parce qu'on l'a conquis[1].

Essayons de classer les « points de départ » humains desquels est issue toute la bio-géographie de l'homme.

D'abord, les nécessités physiologiques fondamentales dont il a été amplement question dans la *Géographie Humaine :* le besoin de s'alimenter, avec toutes ses modalités annexes. le besoin de boire, le curieux appétit physiologique du sel. etc. ; le besoin de dormir qui engendre la nécessité de choisir un abri ou de construire une maison ; le besoin de se défendre

1. C'est en ce sens qu'il faut prendre la phrase de Marcel Dubois : « La nature ne promet rien, il lui faut tout prendre à force de labeur et de science » (*La crise maritime*, p. 21).

contre les variations brusques ou extrêmes de la température, qui entraîne la nécessité de se couvrir de vêtements. La plus grande part des faits économiques sur la terre ne doivent leur naissance et leur croissant développement qu'à l'impérieuse tyrannie de ces besoins premiers, dont les exigences sont de plus en plus variées et répétées.

On a parlé, pour les divers groupes humains, de l'horizon géographique de leurs connaissances, qui va s'élargissant à mesure que le groupe devient plus cultivé et plus puissant : *Räumliche Anschauung, enge oder weite Horizonte*[1].

On pourrait parler, pour chaque petit groupe, de l'horizon de son libre choix. Un paysan pour fonder sa maison, cherche le point le plus favorable par rapport au soleil, par rapport à l'eau, par rapport au vent. Mais l'espace dans lequel il est contraint de chercher la solution est le plus souvent très restreint. Son « horizon de libre choix » est tout proche de lui. Sur les plateaux crayeux de la Normandie, les premiers colons cherchent des emplacements, et les « valleuses », plus abritées des vents, plus riches en sources, et plus proches du champ de nourriture, de la mer, s'offrent tout naturellement à eux : partout se sont fondés les villages dans ces dépressions plus verdoyantes ; cette désertion des plateaux découverts et cette recherche des petits thalwegs qui se terminent par une plage impliquent une sorte de vue collective, plus ou moins consciente, d'une assez vaste contrée, et l'on est obligé de concevoir une semblable critallisation humaine régulière comme un fait d'hommes ayant un « horizon de libre choix » assez étendu. A mesure que les villes ont dû leur origine à des fondateurs conscients, — seigneurs, évêques, conquérants, — elles ont été vouées à des lieux d'élection qui étaient préférés à tous les autres en vertu d'une comparaison embrassant de vrais territoires. Plus l'histoire avance, plus la culture des groupes humains se perfectionne, plus il semble que notre horizon de

1. Voir Fr. Ratzel, *Anthropogeographie*, I. Theil, 3. Aufl. Stuttgart, 1909, p. 148 et suiv., II. Theil, 2. Aufl. Stuttgart, 1912, p. 29 et suiv. ; et voir Jean Brunhes, *La Géographie humaine de la France :* chapitre liminaire, *Le Visage de la France*, p. 27 et 28.

libre choix atteigne les limites mêmes de la terre habitée; tout progrès des communications se traduit par une puissance d'élection pour chaque groupe et même souvent pour des individus isolés : double élection de son point d'implantation terrestre et de son mode d'activité. L'archiduc Louis Salvator, après avoir promené son humeur voyageuse et ses regards d'observateur sur tant de rivages méditerranéens, s'installe à mi-versant sur les magnifiques pentes de la côte Nord-Ouest de Majorque et y fonde le « Miramar » des Baléares. Tout un État, la Confédération australienne, poursuit une longue enquête comparative, pour fixer le lieu de sa future capitale et ouvre un concours entre les architectes des deux continents pour déterminer le dessin et la structure de la cité à venir. Dans la vie pratique, le vrai pouvoir d'un certain nombre d'Anglo-Saxons est, sans doute, qu'ils ont considéré cet horizon de libre choix que nous permet la civilisation présente et qu'ils ont tenté de bénéficier plus que d'autres de la diversité des solutions qui en résultent.

Le fait psychologique capital est donc celui-ci, qui est l'antithèse d'une exacte détermination fataliste des actes humains par le climat et par le sol : tous les ensembles et tous les détails du cadre naturel agissent sur nous dans la mesure et dans le sens où nous les choisissons, et où nous les interprétons.

Un fleuve, une montagne ne sont des frontières que dans la mesure où nous avons telles ou telles conceptions économiques et politiques de la frontière, conceptions qui se modifient au cours de l'histoire. Un de nos chapitres entiers sera la démonstration de cette vérité positive. Le Mont Blanc : voilà par excellence une borne majestueuse et séparative, pour les esprits qui sont dominés par la conception toute récente (elle ne date pas de deux siècles) des lignes de partage des eaux, et pourtant, aujourd'hui encore, dans la réalité, le massif du Mont Blanc et ses alentours, constituent si peu une limite qu'une même langue, la langue française, occupe et garde les vallées de tous ses versants, aussi bien la vallée d'Aoste qui

appartient à l'Italie, que le Bas-Valais suisse et les vallées savoisiennes : ce sont les deux routes si fréquentées, si importantes, du Grand et du Petit Saint-Bernard qui ont maintenu, contre toutes les prétentions et les hasards de la vie politique, l'unité naturelle de ce grand ensemble.

Il n'y a dans la nature que les frontières que nous y cherchons. Au lieu de poursuivre le mirage d'une classification entre frontières naturelles et frontières artificielles, au lieu d'être tentés de nous perdre dans les distinctions, encore plus factices entre les *Naturgrenzen* et les *natürliche Grenzen*, nous serons obligés de constater que, selon les temps et selon les lieux, les mêmes faits de la nature ont été ou n'ont plus été des limites : *antinomies des frontières* (chap. VIII).

Des îles à tempérament physique et climatique analogue sont les unes surpeuplées, comme Java, et d'autres plus ou moins désertes, comme Sumatra et Bornéo : *antinomies des îles* (chap. V).

Des lieux ont paru prédestinés à porter de grandes capitales, qui sont devenus déserts, et inversement, en des steppes arides et vides d'hommes ont été placés Pékin et Madrid : *antinomies des villes* (chap. IX).

Entre les possibilités multiples, mais définies, qu'offrent à notre activité chaque contrée, et chaque parcelle de la terre, les hommes doivent, selon l'expression de P. Vidal de la Blache, « prendre parti ». Et comme les faits qu'ils créent sur la surface du globe contribuent à transformer, d'une manière souvent insensible mais continue, les conditions originelles du cadre naturel, il ne faut plus être surpris des apparentes contradictions de la vie historique et géographique. Ils s'avisent tout à coup d'interpréter une part de la réalité qui pour eux était restée dormante. Les Espagnols deviennent presque subitement des marins, après la découverte de l'Amérique. Les Hollandais marins et urbains, habitués aux grandes œuvres collectives, deviennent, transportés dans un autre cadre, pasteurs et individualistes. Les highlanders d'Ecosse chassés de leurs fermes agricoles auxquelles des maîtres

inhumains mettent le feu, se réfugient sur le rivage et deviennent des pêcheurs : *antinomies des races*, *antinomies sociales* (Deuxième partie).

Voilà sous quel point de vue nous devrons suivre, en géographes, les vicissitudes, petites ou grandes, de l'histoire économique. Sur les terres siliceuses et humides de l'intérieur du pays de Léon, en Bretagne, ne venaient jadis que de médiocres céréales; aujourd'hui l'élevage en a fait un verdoyant pays de prairies. Dans le Vannetais et la Cornouaille, la voie ferrée a développé le pommier à cidre, dont l'industrie würtembergeoise utilise les fruits à plus de mille kilomètres de distance [1].

A coup sûr le même processus d'observation et de pensée nous permettra de comprendre de moindres mais aussi réelles contradictions, telles que nous en ont signalées A. Demangeon pour des faits d'habitation [2] et R. Blanchard pour des faits de culture [3]. En deux articles substantiels qu'il a publiés dans les *Annales de Géographie*, Paul Vidal de la Blache a mis en claire lumière la notion et les conséquences de ce qu'il appelle les « genres de vie » [4]. De la lecture de cette étude on peut dégager en somme les faits suivants :

La vie d'un pays, telle que nous pouvons la constater aujourd'hui, est faite de compartiments juxtaposés, dans lesquels les genres de vie sont très nettement distincts.

« Si une civilisation agricole très perfectionnée l'a emporté définitivement dans cette immense oasis du Nil qu'est l'Egypte, malgré tout la victoire de l'agriculture n'est ni sans retour, ni sans partage. A 20 ou 30 kilomètres de la mer, dans le classique delta du Nil, la pente à peu près annulée s'opposait à l'évacuation : elle a laissé remonter par capillarité le sel à

1. Camille Vallaux, *La Basse-Bretagne, Etude de Géographie humaine*. Paris, Cornély, [1907].

2. A. Demangeon, *La Montagne en Limousin*. Etude de géographie humaine (*Annales de géographie*, XX, 1911, p. 329).

3. R. Blanchard, *La limite septentrionale de l'olivier dans les Alpes françaises* (*La Géographie*, XXII, 1910, p. 324).

4. H. P. Vidal de la Blache, *Les genres de vie dans la géographie humaine* (*Annales de géographie*, XX, 1911, p. 193-212 et 289-304).

la surface. Les terres salines dites *bararis* font suite au désert[1]. Dans ce domaine le pêcheur de lagunes et le bédouin nomade remplacent le fellah. Même spectacle autour de ces marais voisins de Kerbela, où se perd aujourd'hui le bras occidental de l'Euphrate, par suite de la négligence des hommes. Les genres de vie subissent ainsi toutes les péripéties de la vie même du fleuve. Sven Hedin nous donne en raccourci une image expressive de cette correspondance entre la dégradation des modes d'existence et les phases pathologiques des cours d'eau en régions arides[2]. Aux grandes oasis d'Yarkand et de Kachgar succède une population clairsemée de bergers, entre les bois de saules et de peupliers qui bordent le Tarim, dans son cours à travers les sables. Tout se termine enfin par d'immenses fourrés de roseaux, dans les éclaircies desquels quelques tribus demandent leur existence à la pêche. On pourrait presque appliquer mot pour mot cette histoire à celle du Chari dans sa course vers le Tchad. »

Bien mieux, en un même territoire, ou, si on préfère, en un territoire qui constitue une sorte d'unité soit naturelle, soit politique, des types d'activité, correspondant à des « genres de vie » tout à fait différenciés, non seulement se succèdent dans l'espace, mais se compénètrent et se complètent.

La carte des *domaines congéables*, reproduite ci-contre (fig. 8) d'après le livre de C. Vallaux, la *Basse-Bretagne*, illustre bien cette vérité. Le domaine congéable, dont le lecteur verra la définition dans la légende de la figure, paraît au premier abord une institution d'ordre purement juridique, historique et social. Après avoir lu le chapitre de la *Basse-Bretagne* consacré à ce mode de tenure, Vidal de la Blache disait à C. Vallaux : « Mais c'est de la jurisprudence. » En réalité, comme Vidal de la Blache le reconnut bientôt lui-même, le domaine congéable tenait par toutes ses racines au sol de l'ancienne Basse-Bretagne privée de communications

1. Jean Brunhes, *L'irrigation*, Paris, 1902, p. 324 et suiv.

2. Sven Hedin, *Scientific Results of a Journey in Central Asia*, 1899-1902, vol. II, Lop-Nor, Stockolm-London-Leipzig, 1905, p. 609 et suiv., carte, pl. 63.

avec l'extérieur et de capital circulant : c'était, par excellence, un *produit géographique*, une institution de pays stérile et de pays de grande propriété, resté au stade de l'agronomie demi-pastorale. Sans les garanties relatives données par cette

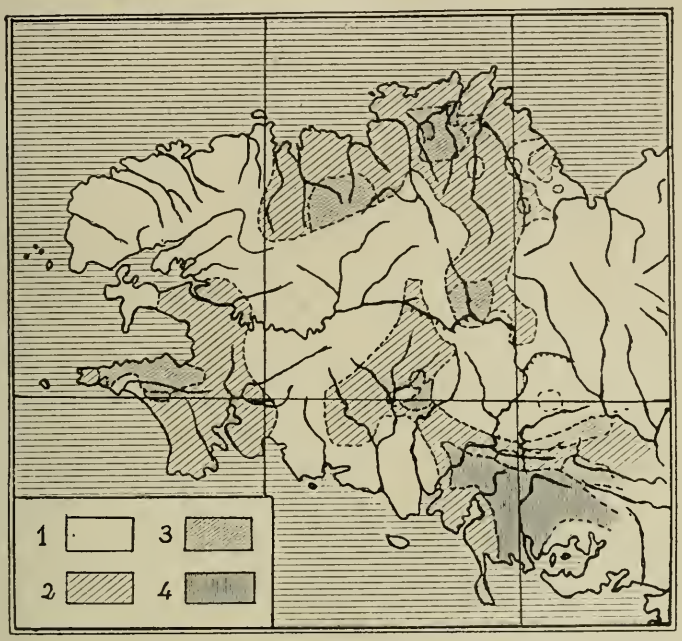


Fig. 8. — La répartition des domaines congéables en Basse-Bretagne, d'après Camille Vallaux.

1. Pays où le domaine congéable a disparu.
2. » » » forme moins de 3 % des exploitations.
3. » » » » de 3 à 10 %. »
4. » » » » plus de 10 % »

On appelle « domaine congéable » un mode de tenure rurale où le terrain était donné *à bail* et où les édifices étaient *vendus* au preneur. Le propriétaire du terrain pouvait à toute époque congédier son « domanier » et rentrer dans la propriété des édifices, à condition d'en rembourser la valeur ainsi que la valeur des améliorations éventuellement faites par le « domanier ».

institution, aucun propriétaire n'eût trouvé les bras nécessaires pour lutter contre les cailloux des landes. Les pays bas-bretons où ont subsisté des domaines congéables sont encore ceux où les grandes propriétés sont nombreuses et où subsistent les cultures à base de seigle et de sarrazin (Van-

netais, parties du Rohan, du Tréguier et de la Cornouaille).

Lorsque les bergers amènent leurs troupeaux de moutons brouter les restes des chaumes sur les grands plateaux à céréales de la Beauce, l'économie des pasteurs se trouve étroitement liée à l'économie des agriculteurs. Dans tous les « pays du mouton », il y a une association intime et comme organique entre l'art pastoral et l'agriculture.

Comme nous sommes loin des divisions simplistes de certaines écoles sociologiques, qui nous présentaient les hommes comme distribués en catégories irréductibles et fatales, pasteurs, cultivateurs, chasseurs, pêcheurs, etc. ! Il est évidemment des groupes humains qui ont eu et qui ont encore une sorte d'activité strictement monopolisée ; mais, en général, ce qui existe, ce que révèle la géographie, ce sont des groupes humains ayant une forme d'activité prédominante, culture ou chasse, et qui associent dans leur genre de vie une ou plusieurs autres formes d'activité à celle-là. Le Fang ou Pahouin de l'Afrique équatoriale est avant tout un chasseur, mais il est aussi un pêcheur, et il fait encore des cultures de bananiers.

Sur notre vieille terre européenne, nos ancêtres qui ont défriché soit les forêts proprement dites, soit les taillis marécageux, ont ouvert çà et là des clairières quasi circulaires, dont les cartes d'Etat-Major de France ou d'Allemagne nous révèlent encore le dessin ; et que faisaient donc ces hommes ? Ils ont défriché la forêt, et ils ont continué à l'exploiter, travail de cueillette ; ils ont surtout labouré le sol et cultivé les céréales indispensables à leur nourriture, travail de culture ; et enfin, ils ont élevé quelques chevaux, quelques bœufs ou vaches, quelques porcs, qu'ils faisaient brouter aux confins indécis ou plus exactement variables de la forêt, travail pastoral.

Il est enfin des cas où les modes d'activité varient avec les saisons, constituant un genre de vie très complexe, à périodicités saisonnières.

La plupart des arbres de nos climats sont des arbres à feuilles caduques, c'est-à-dire que, pour s'adapter aux condi-

tions climatiques, ils multiplient par les feuilles, durant les mois chauds et humides, les organes et les surfaces de transpiration, et ils perdent ces organes qui seraient inutiles et même dangereux pendant la période froide ; ils sont en réalité des plantes physiologiquement différentes en été et en hiver : d'hydrophiles en été ils deviennent xérophiles en hiver : et de même on peut dire de nombreux groupes de paysans de notre Jura qu'ils sont, durant l'été, des agriculteurs ou des pasteurs, et deviennent durant l'hiver, de véritables ouvriers industriels, travaillant le bois, voire horlogers ou pierristes. Ailleurs, dans les zones encore boisées de notre France, les cultivateurs très spécialisés du printemps, de l'été et de l'automne s'installent durant l'hiver dans la forêt et deviennent des bûcherons. Il est des groupes humains très actifs, homogènes, ayant une vie à eux, — tout aussi bien que les hêtres, les chênes ou les pommiers, pour reprendre la même comparaison, — et dont le genre de vie unit au cours de l'année des modalités hétérogènes.

Aussi bien, des hommes ayant le même mode d'activité et les mêmes moyens de subsistance d'un bout de l'année à l'autre adoptent selon les saisons, les modalités très distinctes de vie familiale et sociale. Nous songeons ici tout spécialement aux Esquimaux. Ces hyperboréens n'ont pas domestiqué le Renne. Ils vivent de la chasse et de la pêche. Or, en été, ils se dispersent en des tentes qui sont strictement familiales ; en hiver au contraire, ils se réunissent en des maisons plus ou moins souterraines, qui groupent plusieurs logettes, et l'on pourrait dire plusieurs cellules familiales [1].

Il y a donc des faits psychologiques à la base et à la suite de tous les faits essentiels : un nouvel exemple typique va nous permettre de préciser notre pensée en la concluant.

On connaît les méthodes de *Dry Farming* [2] qui sont des-

1. Voir notamment la très remarquable étude de M. Mauss et H. Beuchat, *Essai sur les variations saisonnières des sociétés Eskimos*. Etude de morphologie sociale (*L'Année sociologique*, 1904-1905, Paris, 1906, p. 39-130).

2. Voir Augustin Bernard, *le « Dry-Farming » et ses applications dans l'Afrique du Nord* (*Annales de Géographie*, XX, 1911, p. 411-430).

tinées à étendre la culture dans les pays arides et semi-arides, et qui s'opposent aux méthodes de *Wet Farming*, ou culture irriguée.

La « culture à sec » a été de tous temps pratiquée dans le laborieux domaine du monde méditerranéen ; mais c'est dans les États-Unis de l'Amérique que le *Dry Farming* a été principalement étudié, préconisé et prôné durant ces vingt dernières années. L'idée-mère du *Dry Farming* est celle-ci : plus on travaille la terre, plus on l'ameublit, plus on maintient à l'état grenu la couche tout à fait superficielle du sol, le *mulch*, plus on évite les tassements, et plus on garantit la terre contre la formation de cette petite couche durcie qui empêche l'infiltration des eaux de pluie et qui active l'évaporation. La fin du *Dry Farming* est de corriger l'insuffisance des pluies, en faisant bénéficier le sol au maximum de toutes les précipitations ; dès que des gouttes de pluie tombent, il convient que la terre soit toute prête à les boire, à les emmagasiner en profondeur, avec d'autant plus de sécurité que ces richesses sont rares. Par définition, les chutes de pluie en pays sec sont irrégulières et capricieuses à l'extrême ; pour que le sol soit toujours prêt, il faut que les hommes le travaillent incessamment, il faut qu'ils passent et repassent la charrue, la herse et la bêche, sans même être certains que la pluie surviendra. Quelle pénible série d'efforts matériels, quelle admirable suite de persévérance morale représentent de telles manières de cultiver la terre ! Au reste, la terre s'entraîne comme les hommes : elle devient de plus en plus facile à travailler, elle prend l'habitude d'être meuble. On pourrait presque dire pareillement que les gouttes de pluie prennent l'habitude de ne plus rester à la surface, mais d'aller se cacher dans le sol, pour y produire leur maximum d'efficacité sur les racines des plantes cultivées. Bref, au bout de dix ans d'un semblable labeur, la même chute de pluie produit un effet tel que tout se passe comme si elle avait été doublée. L'énergie acharnée de l'homme a obtenu un résultat qui est l'équivalent d'un changement de climat.

Voilà à quoi peut aboutir ce fait psychologique qui est la « direction de l'attention », l'orientation réfléchie et poursuivie du vouloir humain. Si l'on interprétait tous les faits de géographie humaine d'une telle région de *Dry Farming* en fonction des conditions naturelles seules, on ne pourrait en comprendre le sens ; c'est l'effort coordonné de l'homme qui modifie les données du pluviomètre. C'est la volonté humaine qui est le véritable pluviomètre.

Inversement, les hommes qui, pendant dix ans, se sont livrés à ce travail opiniâtre auront été modifiés par l'accoutumance à l'effort, dans une mesure tout à fait certaine. Ils seront, quant à leur tempérament moral, différents de ce qu'ils étaient dix ans plus tôt. Au bout de dix ans, il y a donc transformation des hommes, en même temps que transformation réelle, sinon apparente, du cadre naturel. C'est une ère nouvelle, ce sont des hommes nouveaux.

Tels sont les fondements du relativisme psychologique sur lesquels doit s'établir l'étude de toute la géographie de l'histoire; la nature du sol, sa composition chimique, la configuration des lieux, l'allure du relief, les articulations d'un littoral, les conditions météorologiques d'un pays, le régime des cours d'eau ont et garderont toujours leur influence. On verra dans quelle mesure nous chercherons sans trêve à leur faire leur place; c'est le travail propre des géographes que de savoir ce qui revient au cadre naturel dans les responsabilités de nos actes terrestres. Mais ces responsabilités dépendent aussi plus ou moins de notre responsabilité à nous. Dans ce contact entre l'homme et la terre, c'est l'homme qui fait jaillir l'étincelle.

Ainsi se conçoit aisément que les hommes parviennent à forcer les conditions naturelles. Ce n'est pas dans les pays naturellement les plus fertiles et les plus arrosés que les récoltes sont les plus productives ; cette notion de simple bon sens doit être transformée en vérité capitale. Nous dirons dans le chapitre suivant quelle fut la portée et quels furent les effets de l'immense révolution agronomique du XIXe siècle.

Allons plus loin. Il est des cas extrêmes où il semble même

que ce sont les conditions défavorables de la nature qui ont obligé l'homme à un effort plus calculé, plus opiniâtre, et qui. en excluant la vie dans des conditions médiocres, ont déterminé, pour ainsi parler, la volonté humaine à se faire plus forte et l'activité culturale à se rapprocher de la perfection.

Il est en plein Sahara des régions de sables naturellement infertiles, où les Soafas ont réussi à implanter les plus riches palmeraies du désert : sans eau jaillissante et sans eau courante. ils ont trouvé les moyens d'utiliser les ressources de nappes aquifères souterraines, pour cultiver cet arbre si délicat et si exigeant qu'est le palmier-dattier. Un peu plus à l'Ouest, dans ce même Sahara, la grande plaque blanche, âpre, chauve, inhospitalière de la Chebka est parsemée de quelques oasis. aux jardins de céréales, d'arbres fruitiers et de palmiers mêlés, dont les eaux d'arrosage sont péniblement tirées de puits qui ont jusqu'à 40, 50 et 70 mètres de profondeur. — jardins admirables cultivés par des gens pauvres comme des jardins de luxe, — les oasis du M'Zab[1].

Dans les îles Baléares, les deux petits villages où les cultures étagées sur des terrasses atteignent la plus grande perfection sont, dans l'île de Majorque, Estallenchs et Bañalbufar. Or, là, par exception, les pêcheurs et les cultivateurs, au lieu de former deux groupe tranchés ou même, comme il arrive souvent, deux villes ou villages séparés par des kilomètres, sont rapprochés à tel point que ce sont les mêmes hommes qui cultivent la vigne et qui pêchent, qui labourent les terrasses d'oliviers et qui sont marins et caboteurs. Plus l'homme s'oblige ou est obligé à l'effort productif, plus s'accroissent la fécondité et souvent la perfection de cet effort.

A la surface des terrains que les hommes ont conquis péniblement sur la mer, sur les marécages, sur les tourbières, — hortillonages ou polders, — s'étale une culture digne d'une exceptionnelle admiration[2].

1. Voir l'étude détaillée de ces divers exemples typiques dans Jean Brunhes, *L'Irrigation dans la péninsule Ibérique et dans l'Afrique du Nord*, et *La Géographie humaine*.

2. Voir E. Coquidé. *Recherches sur les propriétés des sols tourbeux de la Picardie*, Paris. 1912.

Sans quitter la surface de notre terre, sans perdre pied, — les géographes doivent être toujours des réalistes positifs, — on sent dans quelle mesure nous devons faire appel de plus en plus à l'idée pour expliquer la coopération de la terre et des hommes. En fait d'histoire sociale, il est patent que tout à coup des impulsions immatérielles collectives arrivent, sans qu'on sache trop encore ni comment, ni pourquoi, à conférer un caractère d'intensité et de perfection jusqu'aux manifestations les plus matérielles de cette collectivité.

Il y a, sur notre globe, des territoires, et il y a, dans la vie des sociétés humaines, des moments, où chacun des faits essentiels de la géographie humaine, — l'entretien d'une route, le creusement d'un sillon, la greffe d'un arbre, le coup de pic dans une carrière ou le coup de filet dans la mer, — atteint par une série d'efforts minuscules et presque inconscients, à une perfection générale saisissante. Pourquoi ?

Parce que sur cet espace du globe et à ce moment de l'histoire, une impulsion collective, toujours de caractère psychique, — cohésion d'une nationalité qui naît ou qui se défend, orgueil d'un peuple qui fait son histoire ou qui veut faire l'histoire, puissance traditionnelle d'un sentiment impérieux du devoir, zèle apostolique pour le triomphe d'une foi, — accroît le sens de la solidarité des efforts de tous et multiplie par là même la puissance effective de chacun des moindres actes individuels ; ainsi, au terme de cet examen, peut-on aller jusqu'à dire que la « psychologie des foules », la psychologie des masses nous révélera seule parfois le secret d'une exceptionnelle productivité de la terre.

CHAPITRE IV

LA GÉOGRAPHIE DES RESSOURCES ALIMENTAIRES ET LES PROGRÈS DE LA CULTURE

1. — La signification et l'importance géographiques de l'alimentation.
2. — La révolution économique des cultures nouvelles et des idées nouvelles.
3. — Meilleure économie des forces et des richesses naturelles.

1. — LA SIGNIFICATION ET L'IMPORTANCE GÉOGRAPHIQUES DE L'ALIMENTATION

C'était une des idées les plus chères à Le Play et aux fidèles disciples de son école que toute forme, toute modalité de l'activité normale d'un individu ou d'une famille se traduit d'une manière directe ou indirecte dans son budget : curiosité intellectuelle, convictions religieuses, etc., tout ce qui est même le plus éloigné des besoins premiers de la vie se trouve représenté par une ou plusieurs lignes sur le livre des dépenses. C'est pourquoi le chef de cette école sociale a consacré tout son effort remarquable de recherche positive et d'observation à l'établissement de budgets familiaux ; il regardait le budget comme une sorte de projection réelle et mesurable de la vie individuelle, familiale et sociale. De là, ces séries si précieuses de monographies qui sont rassemblées dans les collections des *Ouvriers européens* et des *Ouvriers des deux mondes* [1].

1. Voir, au sujet de Le Play, outre les collections signalées, le volume publié par Albert Le Play, à Paris, chez Plon, Nourrit, en 1899 sous le titre : *Frédéric Le Play, Voyages en Europe*, 1829-1854, *Extraits de sa correspondance*. Voir dans la revue *La Réforme Sociale* (ne pas confondre avec la *Science Sociale*, note 2, page 49, au § 1 du chapitre précédent), qui a été fondée par Frédéric Le Play lui-même, le n° du 1er-16 janvier 1917, consacré au « soixantenaire », et spécialement le discours précis et vivant de P. du Maroussem intitulé :

En un sens tout pareil, nous pouvons considérer que les orientations politiques et sociales d'un groupe ethnique ou d'un peuple se traduisent un jour ou l'autre, tôt ou tard, sur la surface de la terre, par un fait qui tombe, à ce titre même, dans le domaine de la géographie. Les Pyramides égyptiennes comme nos cathédrales sont une expression géographique de certaines conceptions religieuses, et l'admirable développement contemporain de la vie scientifique se traduit aussi par un certain nombre d'installations et de monuments qui sont comme l'incarnation terrestre de nos soucis de haute pensée et de forte culture.

Dans les budgets familiaux de Le Play, les principales dépenses se rapportent toujours à ce que nous avons appelé les besoins essentiels : manger et boire, dormir, enfin se vêtir. Semblablement, ce sont ces fonctions essentielles de toute l'humanité vivante qui se traduisent par le plus grand nombre de faits dans l'ordre de la géographie humaine. Faits les plus nombreux, sinon les plus saillants, ni les plus durables. Le village passe, mais le tombeau reste. Le champ disparaît, le temple subsiste. Il n'en est pas moins rigoureusement vrai que les besoins premiers des êtres humains déterminent la plus grande masse des faits qui expriment notre activité d'espèce animale à la surface du globe. Le village remplace le village ; et sur le champ incessamment renouvelé se succèdent les cultures. Si l'on effaçait de cette surface tout ce qui doit directement ou indirectement son origine et son développement à nos besoins de manger et de boire, à notre besoin de nous abriter, à notre besoin de défendre l'épiderme

Soixante années d'enquêtes et de doctrine. Comme études antérieures, lire : A. Delaire, *F. Le Play et la Science sociale* (*Nouvelle Revue*, 15 février 1896) ; A. Béchaux, *Frédéric Le Play à l'occasion de son centenaire* (*Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1906) ; Henri Joly, *La Statue de F. Le Play* (*Correspondant*, 10 juin 1906) ; et le livre d'Auburtin, *Frédéric Le Play d'après lui même* (*vie, méthode, doctrine*), (Paris, Girard et Brière, 1906). — Enfin on pourra se faire une idée des relations intellectuelles et des différences entre l'école de Le Play et celle de la *Science Sociale* en consultant : Philippe Champault, *La Science Sociale d'après Le Play et de Tourville* (n° de la *Science Sociale* d'octobre 1913, 127 pages).

1. Voir, par exemple, Pierre Clerget, *la Géographie des textiles* (*la Géographie*, 15 février 1911, p. 109-132, et 11 fig.).

de notre corps contre les variations des faits atmosphériques[1], il resterait encore quelques traits proprement géographiques de la présence des hommes sur la planète, mais combien peu nombreux seraient-ils ! — Par excellence, nous sommes de puissants agents géographiques parce que nous sommes des « êtres mangeants ».

On ne saurait trop insister sur l'intérêt des études consacrées à l'alimentation en matière de géographie. Victor Bérard a remarqué avec justesse que, dans les anciens temps des épopées homériques, les hommes se classaient les uns par rapport aux autres, non point d'après des caractères somatiques tels que la couleur de la peau, la couleur des yeux ou la taille, ni d'après les caractères des langues ou des dialectes qu'ils parlaient, mais d'après leur nourriture courante ; il ne s'agissait pas alors de noirs, de bronzés, de jaunes ou de blancs, mais de mangeurs de blé, de mangeurs de poissons, de mangeurs de lotus, sitophages, ichtyophages, lotophages, etc. ; et Bérard ajoute que cette classification en « phages » est somme toute plus réaliste et plus vraie qu'une classification en « phones » fondée sur la langue qu'on parle[1].

Le géographe russe Woeikof a publié dans la *Géographie* en 1909 deux articles sur la géographie de l'alimentation qui méritent d'être non seulement rappelés, mais résumés[2].

Après avoir indiqué les caractéristiques des sept principales céréales : d'abord des quatre céréales des pays tempérés (orge, avoine, seigle et froment), puis du maïs, du riz et du sorgho, Woeikof examine les modalités de l'alimentation par les céréales.

Les ceréales sont consommées sous forme de *pain*, sous forme de *bouillies* ou sous forme de *galettes*. C'est l'Europe qui est par excellence le *pays à pain*, et, en Europe, c'est la France[3].

1. Dans le premier numéro de l'*Ethnographie*, Charles Moynac confirme tout à fait la thèse de Bérard et démontre par quelques textes significatifs que l'auteur ou les auteurs des poèmes homériques n'avaient aucun préjugé de couleur (*Homère et la race noire. L'Ethnographie*, nouv. série, n° 1. 15 oct. 1913, p. 71-80). Voir aussi J. Brunhes, *la Géographie humaine*, 2e édit., 1912, p. 680 et 681.

2. *La Géographie de l'Alimentation humaine* (*La Géographie*, XX, 1909, 15 oct. et 15 nov.).

3. En France même, il y a quelques pays à bouillie, notamment la Bretagne du Morbihan.

Hors d'Europe, tous les pays de colonisation ou de civilisation européenne connaissent et consomment le pain. Les *pays à bouillies* sont : la Russie (bouillie de sarrasin et de millet) ; l'Angleterre, surtout l'Écosse (bouillie d'avoine, porridge), les États-Unis, le Sud et l'Est de l'Asie (où le riz, le sorgho, le froment et l'orge sont en général mangés ainsi). Enfin, presque toute l'Afrique, sauf le Sud, ainsi que l'Amérique tropicale, sont des *pays à galettes*. Le grain de sorgho en Afrique et le grain de maïs en Amérique sont écrasés entre deux pierres, et la farine ainsi obtenue est cuite sous la cendre chaude. « J'ai pu observer, dit Woeikof, cette manière de procéder pendant mon voyage au Mexique. Les moulins à pain qui servaient aux Romains à moudre le grain étaient, relativement à ceux-là, des instruments très perfectionnés. »

Le seigle est la céréale à pain par excellence ; le froment est aussi consommé plutôt sous forme de pain, mais l'Afrique du Nord et l'Asie occidentale en font des galettes ; les Chinois et les Japonais le consomment sous forme de bouillie[1]. On fabrique du pain d'orge dans les régions où l'agriculture, en Europe, atteint sa limite septentrionale, et même jusqu'au Sud de la Scandinavie ; les habitants du Caucase et des Andes mangent cette céréale sous forme de galettes ; en dehors de ces pays, elle est consommée sous forme de bouillie.

L'avoine est mangée à peu près exclusivement comme bouillie ; il en est de même du riz partout, et du sorgho dans l'Inde et dans l'Asie occidentale.

Enfin, le maïs est mangé sous forme de pain et de bouillie aux Etats-Unis, de galettes (tortillas) depuis le Mexique jusqu'à l'Argentine ; de bouillie en Europe (Italie du Nord, Roumanie) ainsi qu'en Chine et au Japon[2].

Les céréales composent dans leur ensemble la plus grande masse de nourriture qu'absorbe l'humanité. Après les céréales, prend place l'alimentation carnée. Il est vrai que des centaines de millions d'hommes s'abstiennent entièrement depuis des siècles, de manger la viande des mammifères et

1. D'après le P. Huc, les Chinois du Kan-Sou fabriquent et mangent du pain.
2. Woeikof, *art. cité*, p. 231.

des oiseaux ; ils ne sont pourtant que la minorité, et ces pseudo-végétariens mangent eux-mêmes des poissons et autres animaux aquatiques.

Tous les peuples que nous appelons sauvages se nourrissent plus ou moins de la chair des animaux qu'ils réussissent à capturer ; nous ne connaissons aucun peuple sauvage qui se nourrisse entièrement de végétaux; beaucoup de peuples vivent principalement, quelquefois même entièrement, de poissons et de mammifères. Les peuples polaires (Eskimos, Tchouktchis pêcheurs), viennent, sous ce rapport, au premier rang. La nourriture de ces peuples contient une très forte quantité de graisse. Passant des heures entières à la pêche ou à la chasse des mammifères marins par de grands froids, ils ont besoin d'une alimentation réconfortante ; or, la graisse, comme on sait, est l'aliment calorifique par excellence.

En plusieurs régions du globe, des luttes très curieuses se sont produites entre les prescriptions de certaines religions et les conditions de travail ou les nécessités de la vie. A Ceylan, en Birmanie, au Siam même, des bouddhistes mangent du poisson. Ces bouddhistes ont trouvé un biais pour avoir l'air de ne pas transgresser le précepte de Çakya Mouni : ne tuer aucun être vivant. Les pêcheurs, ayant pris un poisson, le posent à terre; il crève, mais ce n'est pas leur faute, ils ne l'ont pas tué. « Quant au reste du peuple, il méprise les pêcheurs, mais mange les poissons. »

Il n'en reste pas moins certain que près de 200 millions d'habitants de l'Inde s'abstiennent entièrement de viande.

Tous les pasteurs nomades sont carnivores, et ceux qui sont bouddhistes, comme les Tibétains, ne font pas exception à la règle.

C'est dans les pays anglo-saxons et, entre tous, dans l'Australie, que la consommation de la viande par tête d'habitant est la plus forte. L'accroissement de la consommation générale de viande est effectivement en rapport avec les progrès de l'élevage et avec la grande révolution agronomique dont nous avons parlé plus haut (chap. III).

L'alimentation carnée a soulevé de violentes discussions

théoriques et pratiques : Woeikof, qui était un végétarien convaincu et militant, signale au passage ces divers problèmes. Parmi les conclusions du remarquable géographe russe, citons celles-ci :

Des expériences récentes extrêmement exactes ont prouvé que l'homme a besoin de beaucoup moins d'albumine que l'on ne l'admettait auparavant ; les médecins et hygiénistes préconisaient l'usage de la nourriture animale, parce qu'elle est plus riche en albumine ; puisqu'il est prouvé qu'il nous faut bien moins d'albumine, le règne végétal suffit parfaitement à notre alimentation.

La viande contient des poisons, et l'homme s'en passera de plus en plus ; la nourriture végétale se prête beaucoup plus que la nourriture animale, soit à être mangée crue, soit à être transformée en des usines, dans un état immédiatement comestible et durable...

Le lait et le laitage ne contiennent pas les poisons que contient la viande, mais c'est une nourriture chère, et l'homme à l'avenir s'en passera probablement et les remplacera par des produits végétaux riches en albumine et en graisse, et donnant la graisse à l'état d'émulsion. Le lait maternel est indispensable à l'enfant pour une bonne santé, mais le lait d'animal ne lui est pas nécessaire après le sevrage...

Woeikoff attend le jour prochain où « les immenses espaces réservés à la nourriture des animaux donnant du lait et de la viande ainsi qu'à la production de l'alcool, seront réservés à la production de nourriture végétale immédiatement comestible ». « L'application de la science à la production agricole nous procurera une nourriture végétale de bonne qualité, variée et peu coûteuse [1]. »

Le lait nous paraît indispensable à nous autres, peuples de l'Europe, comme constituant une partie essentielle de la nourriture. Il faut pourtant constater que des centaines de milliers d'hommes ne font usage d'aucun lait, ni d'aucun produit dérivé du lait, et cela même dans des régions où sont élevés de très grands troupeaux. Les groupes humains qui consomment le plus régulièrement les laits et laitages sont d'abord les pasteurs de rennes des régions polaires ; en second lieu, presque tous les grands nomades de l'Asie et de l'Afrique ; enfin les peuples qui ont une agriculture moderne et avancée faisant une part de plus en plus grande à l'élevage.

1. Id., *ibid.*, p. 295-296.

On a déjà noté comment, dans certaines conditions physiques défavorables, l'effort humain atteint une réelle perfection.

Une étude comparative des résultats obtenus pour la culture du blé dans les différents pays du monde exprime en très grand ce que l'on peut observer dans un certain nombre de cas nettement localisés. Si l'on consulte, en effet, l'Annuaire statistique publié par l'Institut international d'agriculture de Rome[1] et si l'on y examine le rendement à l'hectare dans les principales régions productives, on découvre que le blé est mieux cultivé et donne une plus abondante récolte par hectare là où les conditions géographiques sont le moins favorables :

PRODUCTION DU FROMENT PAR HECTARE

Quintaux métriques.

	MOYENNE DES ANNÉES	
	1909 à 1913 (1909-10 à 1913-14)	1914 à 1918 (1914-15 à 1918-19)
Algérie	6,8	(6,9)
Allemagne	21,4	18,1
Argentine	6,2	6,6
Australie	8,1	6,9
Autriche	13,6	(12,2)
Belgique	25,3	?
Bulgarie	10,6	8,2
Canada	13,3	11,9
Danemark	31,9	28,2
Egypte	17,5	17,1
Espagne	9,2	9,1
Etats-Unis	9,8	10,1
France	13,2	11,0
Grande-Bretagne et Irlande	21,3	21,2
Inde	8,1	7,5
Italie	10,5	9,9
Maroc	?	(8,1)
Norvège	16,6	15,4
Pays-Bas	23,8	24,8
Roumanie	12,9	(8,2)
Russie d'Europe	(7,0)	(7,2)
Suède	21,3	18,1
Suisse	21,3	21,8
Tunisie	3,2	3,3
Nouvelle-Zélande	20,1	17,5

1. *Annuaire international de Statistique agricole 1917 et 1918*. Rome, 1920. p. 30-31.

C'est dans les territoires comme ceux de la Belgique ou des Iles Britanniques, qui sont à la limite de la zone du blé. qui sont situées au delà de la zone d'optimum biologique, que les rendements à l'hectare atteignent plus de 20 quintaux métriques : aussi bien, seules les terres les meilleures sont, en de tels cadres naturels, réservées au froment. Les pays qui bénéficient, au contraire, de conditions optima et qui sont aujourd'hui les grands fournisseurs de blé du monde entier, ne sont représentés que par des rendements beaucoup plus faibles :

Etats-Unis	10,1 quint. métriques	par hectare.
Argentine	6,6 —	—

Que se passe-t-il, en effet, dans les pays moins bien doués ? La culture tend à se restreindre et, en même temps, à se perfectionner. Elle ne peut y subsister et y être rémunératrice que dans la mesure où elle se rapproche de la perfection, la perfection résultant, en un sens, de ces conditions spéciales à la géographie humaine.

C'est bien pénétrer au cœur des études géographiques que de chercher de quels produits nous avons besoin pour nous nourrir et d'où nous viennent nos aliments. Dans un livre qui a paru en 1913, le professeur Lichtenfelt a essayé de reconstituer l'histoire de l'alimentation. Dans cet ouvrage documenté, *Die Geschichte der Ernaehrung*, les historiens trouveront encore plus de faits à recueillir que les géographes, mais les géographes eux-mêmes auront grand profit à lire ces pages qui révèlent toute l'importance économique et sociale du problème de la nourriture[1].

1. Prof. Dr Lichtenfelt, *Die Geschichte der Ernaehrung*, Berlin, G. Reimer, 1913, in-8°, XVII + 365 p. Lichtenfelt fait remarquer que les différences d'alimentation augmentent les différences physiques entre les deux sexes. Les muscles masculins se développent d'autant plus que le régime courant de l'homme comprend plus de produits animaux que celui de la femme, condamnée à une vie en général plus sédentaire et à une alimentation beaucoup plus végétale. N'est-il pas curieux de constater que le mouvement féministe est originaire de pays, Amérique du Nord, Australie et Angleterre, où le régime carné prédomine, et où les femmes mangent incontestablement plus de viande que partout ailleurs ? — Au point de vue social par-dessus tout, le problème du régime carné mérite

L'auteur a heureusement combiné les informations contrôlées d'un chercheur tel que Moriz Heyne (dont on connaît les études sur l'histoire économique de l'Allemagne jusqu'au XVIe siècle, et notamment sur la question même de l'alimentation) [1], avec des données d'un tout autre ordre telles que celles qui résultent des travaux des biologistes [2], des découvertes dues aux préhistoriens ou des observations recueillies par les ethnographes. Dans les *Kjökkenmöddings* scandinaves, on n'a trouvé que des restes de nourriture animale; dans les stations lacustres, les restes de nourriture végétale se mêlent aux débris animaux : le seigle manque, mais le blé est représenté par trois variétés, et il s'associe à des haricots et à des pois.

Lorsqu'il en arrive aux peuples historiques, Lichtenfelt insiste sur les caractères primitifs de la nourriture faite avec les grains de blé, cette sorte de bouillie de grains concassés (analogue au gruau d'avoine que l'on consomme encore aujourd'hui, surtout en Angleterre). Puis les meules manœuvrées à main d'homme permirent de faire de la farine grossière; elles furent remplacées par des meules mues par des animaux; enfin, l'on eut l'ingéniosité d'utiliser, pour moudre le grain, la force de l'eau courante; les premiers moulins à eau, beaucoup plus antiques dans une contrée traversée de canaux comme la Mésopotamie, ne furent connus des Romains, d'après Strabon, qu'au Ier siècle avant J.-C. (sans doute après la guerre contre Mithridate). Le pain, tel que nous le mangeons, n'était pas encore fabriqué : c'était de la farine mêlée d'eau et desséchée; — l'histoire religieuse nous rappelle ce stade de l'histoire du pain sous la forme des hosties; et la géographie nous montre de grands peuples, vigoureux et prolifiques, se nourrissant encore aujourd'hui par excellence de pâtes qui ne sont pas du pain (Italiens).

Au même titre que l'histoire des céréales, l'histoire des

l'examen : les classes les plus affinées succombent à une consommation exagérée de viande et aux suites de cette consommation qui entraînent goutte, maladies du cœur, maladies nerveuses; tandis que les classes sociales les moins fortunées s'épuisent par manque d'une alimentation qui reconstitue suffisamment les forces dépensées.

1. Moriz Heyne, *Das deutsche Nahrungswesen*, Leipzig, Hirzel, 1901, in-8°, VI-408 p. et 75 fig.

2. Un exemple : Lichtenfelt rappelle quelques-unes des conclusions du physiologiste Bunge au sujet des sels de potasse prédominant dans l'alimentation végétale, et des sels de soude prédominant dans l'alimentation animale, p. 5, ce qui explique pour les peuples à nourriture végétale un besoin encore plus grand de chlorure de sodium.

légumes est révélatrice de telles séries de petites conquêtes successives dues à l'opiniâtreté industrieuse de l'homme [1].

Que de vicissitudes différentes ont subies les divers légumes au cours de ce qu'on aurait le droit d'appeler *leur histoire humaine !* L'asperge et le céleri sont restés identiques ou à peu près à leur type primitif, tandis que le chou s'est prêté à toutes les fantaisies heureuses de la sélection. Depuis quatre mille ans, le chou est utilisé par l'homme pour sa nourriture, et il serait difficile de reconnaître l'ancêtre sauvage de notre opulent *Brassica oleracea* dans la pauvre herbe crucifère que nous rencontrons encore çà et là sur les falaises ou les plages littorales de Normandie, d'Angleterre ou du Danemark, aux îles Baléares ou en Sardaigne ! La plante amie du vieux Caton a été une des premières compagnes des hommes de l'ancien monde, et surtout de l'ancienne Europe.

Bien plus, on a exploité avec succès les monstruosités de cette espèce et on les a rendues héréditaires. Dans le chou pommé, la tige est atrophiée et les feuilles s'imbriquent pour faire la « pomme ». On a développé les bourgeons latéraux placés à l'aisselle des feuilles et on a obtenu le « chou de Bruxelles ». On force les organes floraux au détriment des autres parties du chou, et c'est le « chou-fleur ». On tire parti d'un renflement de la tige au niveau du sol, et c'est le « chou-rave »...

Réfléchissons un instant à tout ce que résume de patients efforts, d'essais répétés, d'expériences victorieuses, une simple histoire comme celle du chou.

On pourrait y ajouter tout de suite l'histoire de ses très proches parents, qui sont le navet et la rave, — le navet adapté aux climats humides et brumeux du Nord-ouest de l'Europe et qui, sous le nom de Turnep, est la principale richesse agricole de l'Angleterre et de la Norvège, — la rave dont on doit signaler la très grande importance alimentaire dans un pays septentrional et rude tel que la Finlande et qui, sous la forme de légume cuit sous la cendre, a nourri tant de générations de nos ancêtres latins ou de nos ancêtres gaulois. La rave, ressource des pays pauvres et des sols ingrats, est encore cultivée en Savoie, en Auvergne, dans le Limousin ; dans le temps que le Limousin était pauvre, on appelait la Rabioule « la denrée de Limoges », et les Limousins qui les mangeaient étaient plaisamment dénommés par Rabelais les « mâche-rabes ».

Le genre *Brassica* de la famille des Crucifères compte encore des

1. Un ouvrage nous sert de guide, celui du bibliothécaire de la Société nationale d'horticulture : Georges Gibault, *Histoire des Légumes*, Paris, Librairie Horticole, 1912, in-8°, IX + 404 p. et fig. Sur combien de plantes alimentaires ajoute-t-il de neuves monographies ou de nouveaux détails au dossier qu'a dressé, il y a plusieurs années déjà, A. de Candolle dans son livre *De l'origine des plantes cultivées !* Voir Jean Brunhes, *La Géographie humaine*, 2e édition, chapitre IV.

plantes à graines oléagineuses, la navette et surtout le colza : botaniquement ce sont encore des choux[1] !

Pourquoi et dans quelle mesure les Français cultivent-ils et aiment-ils la carotte et l'oseille, tandis que les Anglais et les Américains du Nord ont une prédilection culturale et alimentaire pour la rhubarbe ?

La culture intensive de la rhubarbe ne remonte pas à plus d'un siècle.

Il est curieux de constater comment s'introduisent tout à coup dans l'usage une nouvelle culture et un nouvel aliment.

Le sous-sol de Paris, avec ses catacombes et ses carrières abandonnées, est devenu — non pas sous le soleil, mais, à dessein, loin du soleil — un très fertile territoire agricole. Ce sont là des champs de culture du champignon de couche, *Agaricus campestris ;* la production quotidienne des champignonnières parisiennes atteignait, en pleine saison, avant la guerre, 25 000 kilogrammes, et l'on évaluait à dix millions de francs la valeur annuelle de la vente des champignons de couche de Paris, — qui restera encore par excellence le centre de cette culture essentiellement française. — De même sous cette avancée de la craie de Picardie qui constitue la Couture, au sud de Lille, se sont creusées des champignonnières étendues qui se développent de plus en plus jusqu'au-dessous de la grande cité du Nord.

En 1882, — ce n'est pas une date lointaine — un horticulteur français, M. Paillieux, recevait des tubercules d'une plante de la Chine septentrionale, le *Stachys affinis ;* il les planta et cultiva dans sa propriété de Crosne, et il les appela, pour aguicher le public, les « Crosnes du Japon ». Sous ce nom d'emprunt mi-français, mi-japonais, le légume chinois a fait fortune avec une surprenante rapidité.

La préface d'un livre fort intelligent paru il y a quelques années renferme un tableau géographique sinon de la nourriture élémentaire et courante, du moins de la cuisine proprement dite. La cuisine n'est pas tout à fait la nourriture, mais il y a aussi une géographie de la cuisine, et quelques-uns des traits caractéristiques qu'a notés l'auteur font bien saisir les conditions et les causes géographiques de la répartition de tels et tels mets.

1. *Ouvr. cité*, p. 199.

Sous le pseudonyme d'Ali-Bab se dissimule le nom d'un ingénieur qui a été un infatigable voyageur, qui « a pris goût à la cuisine dans ses voyages », et qui a su être, dans le vrai sens du mot, un observateur. Témoin ses remarques sur le feu et la Terre de Feu[1] :

Une longue introduction est intitulée *la Gastronomie à travers les âges ;* elle comprend deux parties : une histoire des diverses cuisines [2] et un tableau des cuisines étrangères actuelles[3]. C'est une esquisse historique, mais c'est aussi une esquisse géographique. Ali-Bab se révèle le digne successeur du premier auteur d'une « Gastronomie », le grec Archestrate [4].

1. Ali-Bab, *Gastronomie pratique, Études culinaires*, 2e édition, Paris, Ernest Flammarion, 1912, in-4°, 636 p. La citation que nous faisons ici est à la p. 10 :

« On conçoit que les habitants de certaines contrées isolées aient pu ignorer le feu pendant très longtemps. C'est ainsi que les indigènes des îles Mariannes, par exemple, le connurent seulement en 1521, lors de la découverte du pays par Magellan.

« Aujourd'hui la plupart des sauvages savent faire du feu. J'ai vu les Hottentots battre le briquet ; j'ai vu, dans l'intérieur de l'Amérique du Sud, les Indiens allumer de la moelle d'arbre desséchée en la frottant entre leurs mains contre une pièce de bois sec, procédé qui, par parenthèse, demande un certain doigté pour être couronné de succès.

« Néanmoins, il existe encore des peuplades très arriérées pour lesquelles la production du feu constitue une véritable difficulté ; les indigènes de la Terre de Feu sont dans ce cas. Il est vrai qu'au point de vue intellectuel il n'y a guère d'être humain inférieur au Fuégien. J'en ai rencontré, tremblant de froid par une température de — 15° C. et portant sur la tête des peaux qu'ils allaient échanger à la côte contre des verroteries ou de l'alcool, sans qu'il leur soit venu à l'esprit de se couvrir avec une partie de leur charge.

« Ces misérables représentants de notre espèce connaissent pourtant le feu, qui leur est probablement tombé du ciel. Ils l'apprécient et s'en servent, mais ils ne savent généralement pas le produire ; leur intelligence se borne à l'entretenir, et c'est en cela qu'ils se montrent supérieurs aux singes. C'est ainsi que dans tous leurs canots (et chaque famille a le sien qui lui est indispensable pour la pêche) il existe un compartiment garni de terre damée dans lequel on entretient du feu. Lorsque, par malheur, le feu s'éteint faute de combustible, ou pour toute autre cause, les canotiers fuégiens en sont réduits à attendre le passage d'un autre canot pour lui en emprunter. Enfin, dans les villages de l'intérieur, il y a des feux entretenus en permanence.

« Comme beaucoup de personnes, je croyais, avant d'être allé dans ce pays, que la Terre de Feu devait son nom à des volcans visibles du large ; depuis, j'ai changé d'avis et je suis persuadé qu'il le doit tout simplement aux feux des canots, qui, semblables à des feux follets, jalonnant tout le pourtour de l'île, ont dû frapper l'attention des premiers navigateurs qui ont doublé le cap Horn. »

2. P. 9-54.

3. P. 34-55.

4. Voir encore un très joli et très intéressant article historique signé Claude. *Mangeons-nous mieux qu'autrefois ?* publié dans *La Revue*, de Jean Finot (15 juin, 1er juillet 1914), et un livre bien informé d'Edmond Richardin, *La Géographie des gourmets au pays de France*, publié à la demande du Touring-Club de France, avec une Préface de Paul Margueritte.

Lorsqu'on parle de cuisine, il semble qu'on descende des régions supérieures de la pensée pour s'occuper de problèmes dont la finalité n'est que terre à terre. Pour chasser d'aussi superficiels scrupules, il n'y a qu'à songer un instant à ce qu'on appelait jadis « l'histoire des religions et des mœurs [1] ». Sur les mœurs de nos plus anciens ancêtres, rien ne nous renseigne mieux que ces débris de cuisine auxquels les savants ont conféré une imposante, une vénérable appellation étrangère, les « Kjökkenmöddings ». Au sujet des plus anciennes croyances, nous avons beaucoup appris par les aliments qui devaient servir aux voyages ou à la vie posthumes des morts et dont nous avons retrouvé les restes ou les traces dans les tombeaux. Aussi bien il n'y a pas encore aujourd'hui une seule religion positive, qui soit une religion digne de ce nom, tendant à établir entre ses fidèles non seulement une certaine communauté des pensées et une commune orientation des volontés, mais encore des vertus, c'est-à dire des habitudes pratiques communes, et qui ne se traduisent par quelques rites alimentaires ou par quelques règles d'alimentation.

Par ailleurs Charles Fourier, cet esprit puissant, brumeux et violent, dont tant d'idées ont été reprises par des hommes qui en ignorent même l'origine, a pressenti la place qui reviendrait à la nourriture, sagement dirigée, comme stimulant et norme de l'activité économique. Son ouvrage *le Nouveau Monde industriel et sociétaire*, qui est un abrégé de la *Théorie sociétaire*, porte comme sous-titre : « Invention du procédé d'industrie attrayante et naturelle distribuée en séries passionnées » ; il y fait une place de choix à la « gastrosophie » ou sagesse des séries gastronomiques. « La gastronomie ne sera louable qu'à deux conditions : 1° lorsqu'elle sera appliquée directement aux fonctions productives, engrenée, mariée avec le travail de culture et préparation, entraînant le gastronome à cultiver et à cuisiner ; 2° lorsqu'elle coopérera au bien-être

1. Voici, par exemple, le titre exact du livre de J.-F. Bernard : *Histoire des Religions et des Mœurs de tous les Peuples du Monde*, 2e édition, 6 vol. in-4°, Paris, 1819, avec 600 gravures « dessinées et gravées par le célèbre B. Picart ».

de la multitude ouvrière, et qu'elle fera participer le peuple à ces raffinements de bonne chère que la civilisation réserve aux oisifs[1]. »

Il y a non seulement des groupes ethniques, mais parfois même des nations qui sont définis — partiellement définis, on en convient, mais tout de même avec exactitude — par leur nourriture courante ou par telle part prépondérante de cette nourriture. Nous savons tous qui sont les « mangeurs de pain » ou les « buveurs de bière » ou les « buveurs de thé ». Un mets national comme le *cocido* espagnol, la *polenta* italienne, la *tortilla* mexicaine, la *mamaliga* roumaine, le *couscouss* arabe de l'Afrique du Nord, etc., sont comme des espèces de signes nationaux qui éveillent en nos esprits d'excellentes représentations d'un certain nombre de traits déterminants de ces collectivités.

Combien de régions de notre France pourraient arborer comme symbole sur leur étendard provincial un plat ou un produit particulier !

Et tandis que ces mots nous viennent à l'esprit, nous songeons que, par une coïncidence qui n'est pas sans raison, le plus grand nombre des groupements provinciaux de Paris ont choisi comme titres significatifs le nom d'un mets régional ; ils ont obéi à cette inspiration spontanée qui veut que notre nourriture quotidienne soit une des meilleures expressions historiques et géographiques de connexions terriennes entre les hommes[2].

1. *Œuvres complètes* de Charles Fourier, tome VI, *le Nouveau Monde industriel et sociétaire*, 2e édition, Paris, Librairie Sociétaire, 1845, p. 259.

2. Nous tenons à insister sur ces vérifications spontanées des vérités de géographie humaine que nous signalons ici, en citant les noms adoptés par ces sociétés provinciales de notre capitale ; quelques-uns de ces noms ne s'appliquent qu'au dîner périodique, mais plusieurs s'appliquent en même temps au dîner et à l'association elle-même :

La Châtaigne (Association corrézienne) ;
Le Tourtou (dîner de la Ruche corrézienne) ;
La Truffe (Périgord) ;
La Crêpe (Finistère) ;
Les Gaudes (Doubs) ;
La Soupe aux Choux (Puy-de-Dôme et Cantal) ;
La Betterave (Nord et Pas-de-Calais) ;
Le Gratin (Isère) ;

Peut-on encore imaginer une « plus parlante » figuration de la puissance de consommation d'un centre urbain énorme et colossal que la carte de la zone sur laquelle Paris exerce son

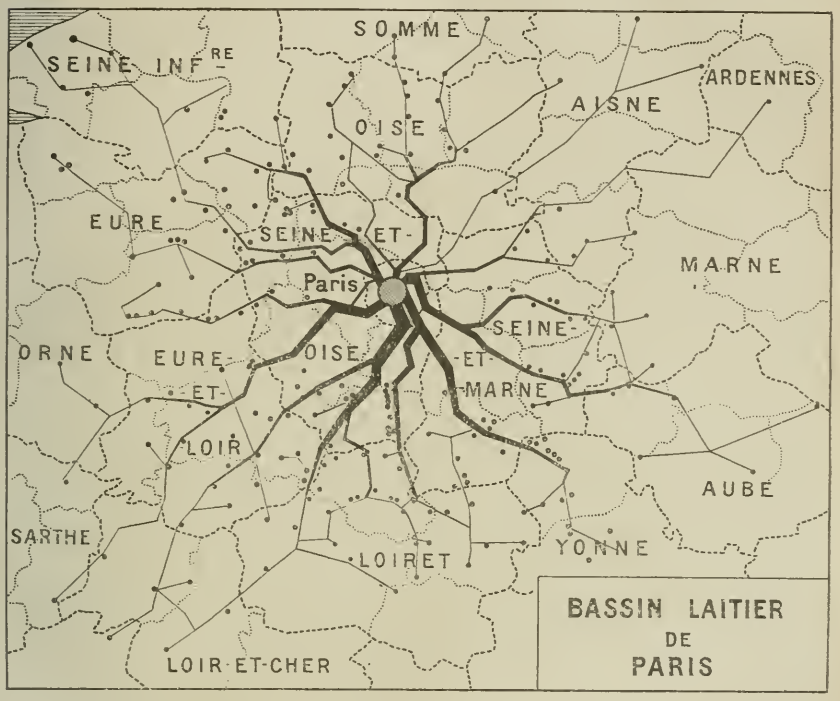


FIG. 9. — LES PRINCIPAUX POINTS D'ALIMENTATION ET LES PRINCIPALES VOIES DE TRANSPORT DU LAIT, QUOTIDIENNEMENT CONSOMMÉ, DANS L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE.

attraction journalière pour un produit alimentaire tel que le lait ? Qu'on veuille bien considérer la figure 9, empruntée à

Le Clafoutis (Haute-Vienne, et par extension Creuse et Corrèze) ;
La Pomme (Bretagne et Normandie) ;
Le Pruneau (Indre-et-Loire).
La Prune (Lot et Lot-et-Garonne) ;
Le Chabichou (Poitou) ;
La Garbure (Gers) ;
Le Matafan (Savoie et Haute-Savoie) ;
Citons encore *Le Vin d'Anjou* (Maine-et-Loire) ;
Lou Peiorou (ce qui veut dire *Le Chaudron*) (Vaucluse) ; etc., qui sont expressions sinon proprement culinaires, du moins très proches parentes des précédentes.

une étude très précise de l'ancien chef du service d'Inspection de la Répression des fraudes, Paul Guichard, devenu depuis lors Directeur de la Police municipale de l'immense cité. Cette figure représente ce fait ; bien mieux, elle suggère cette exacte image que l'agglomération parisienne est une sorte de pieuvre qui aspire toutes les ressources nourricières du pays environnant[1].

Quelle signification expressive, économique et historique devons-nous donc attacher à tout ce qui constitue la nourriture coutumière, les aliments traditionnels et le genre de vie ! Tandis que l'un de nous se promenait, avant la guerre, au mois de mai 1913, dans les rues de Belgrade, il aperçut devant une très modeste boutique une table chargée d'un *samovar* et d'un *kanta :* le *samovar* est l'ustensile de cuivre qui sert à faire le thé ; le *kanta* est le boisseau serti de cuivre dans lequel on fabrique et on vend la *boza* qui est une boisson de farine de maïs fermentée. Or le *samovar* et le thé expriment une coutume russe, tandis que la *boza* est d'origine turque. Dans ce pays slave qui fut si longtemps sous la domination turque, les influences rivales et contraires de la Russie et de la Turquie étaient figurées par la juxtaposition inattendue, mais assez fréquente, du *samovar* et du *kanta*.

2. — LA RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES CULTURES NOUVELLES ET DES IDÉES NOUVELLES

S'il est impossible qu'un géographe ignore aujourd'hui les épisodes de l'histoire géologique et de l'histoire politique, peut-on concevoir qu'il ignore les lois et les découvertes de l'agronomie qui expliquent la transformation du tapis végétal, et

1. Guichard, *Le bassin laitier de Paris* (*Annales des falsifications*, déc. 1912, p. 555-558, et une carte originale dont nous reproduisons ici une réduction). Voir aussi J.-E. Lucas, ingénieur-agronome. *L'approvisionnement en lait de Paris* (*Le Musée Social, Mémoires et Documents*, janvier 1913, p. 1-13).

par suite du peuplement animal, et déterminent la physionomie actuelle de la terre ? Notre dessein est d'indiquer ici les seules idées maîtresses et les seuls faits saillants qui ont été susceptibles de bouleverser les conditions du peuplement végétal et les rapports économiques entre les groupes humains. Nous insistons sur ces grands faits culturaux, car ils sont capitaux pour l'histoire : or l'histoire totalement les oublie.

Les végétaux, comme les animaux et comme les hommes, se disputent entre eux la surface du globe ; les espèces les plus résistantes, c'est-à-dire les mieux adaptées au climat et au sol des diverses régions, s'étendent au détriment des plus faibles. Mais l'homme est intervenu, depuis les origines, pour bouleverser à son profit les résultats et parfois même les conditions de cette lutte ; il a développé et protégé les espèces utiles, puis il a recherché et « élevé » les variétés les mieux appropriées à ses besoins : *choix des espèces* et *sélection des variétés*, deux moments successifs d'une même tactique, qui s'appelle la *culture*. Cultiver c'est modifier le tapis végétal naturel. En propageant et accélérant une telle modification, nul siècle autant que celui qui a précédé le nôtre n'a contribué à établir sur la terre l'empire de l'homme.

Si l'on dressait deux cartes des cultures du monde en 1800 et en 1900, on serait frappé des changements survenus, surtout dans les régions habitées par les peuples civilisés : si, bornant plus spécialement notre examen à la France, et nous appuyant sur le magnifique dossier agricole laissé par le voyageur Arthur Young, qui parcourut ce pays peu de temps avant la Révolution, nous dressions une carte géographique indiquant la distribution des principales plantes cultivées à la fin du XVIIIe siècle, et si nous la comparions à une carte récente des cultures en France, nous constaterions déjà avec évidence quelques faits généraux : apparition de cultures nouvelles, telles que la betterave, développement énorme de la culture maraîchère autour des grandes villes, disparition croissante des céréales peu rémunératrices, telles que le seigle, etc. Les espaces improductifs se sont réduits ; les genêts et

les bruyères des landes infertiles ont fait place à de riches plantes cultivées.

Cultures abandonnées, cultures développées et cultures inaugurées : ce que nous voyons sur le sol français est une indication et un témoignage de la transformation générale qui s'est partout opérée, principalement en Europe et aux Etats-Unis ; les plantes utiles et rémunératrices tendent aujourd'hui à atteindre leur maximum d'extension, et les zones des plantes cultivées tendent à représenter de plus en plus des zones naturelles de climat et de sol. Si nous supposions toutes les cultures indiquées par des teintes, ce qui nous frapperait tout d'abord ce serait une moindre dispersion des taches. A la fin du XVIIIe siècle, la vigne, par exemple, s'étendait beaucoup plus au Nord, et la limite de cette culture allait, à travers la Prusse, jusqu'aux provinces baltiques ; on buvait alors un vin dont on ne voudrait plus aujourd'hui ![1] Et, dans la zone plus naturellement favorable à la vigne, la vigne s'est pour ainsi dire plus largement étalée. Les teintes en une même région tendent à être moins nombreuses, moins bigarrées. Les cultures ou les associations normales de cultures qui constituent les assolements coutumiers correspondent de plus en plus à de grandes zones étendues et simplifiées. Ce fait est plus saillant encore dans les pays nouvellement exploités : Amérique et Australie. Or, c'est l'inverse qui caractérise les pays d'Extrême-Orient ; en Chine, notamment, chaque cultivateur entretient autour de sa maison, dans son minuscule jardin parsemé de canaux et de mares, tout ce dont il a besoin pour se nourrir et pour se vêtir : du riz, de la ramie ou du coton, quelques mûriers et des vers à soie, des bambous, des poissons et des canards, quelques porcs ; et chaque culture répète la voisine[2]. Entre ces deux types, le type de culture de la

1. Ceux qui nous ont précédés sur le sol de Paris ont bu abondamment du suresnes et de l'argenteuil : François 1er buvait du vin de Normandie et Philippe Auguste du vin Picard !

2. Voir J. Machat. *Les bases scientifiques de la question chinoise* (*Revue générale des Sciences*, 1898, 15 juillet, p. 521). — « Rien n'est plus aisé maintenant que de se faire une idée de l'aspect sous lequel se présente la propriété rurale et de la physionomie qu'elle

vieille civilisation et le type de l'exploitation tout à fait moderne, nos pays de l'Europe occidentale représentent, pour l'instant, un type de transition ; ils n'ont jamais pu réaliser au même degré que les pays tropicaux et les pays de moussons, cette exploitation qui fournit à chacun tout ce dont il a besoin ; et, d'autre part, les complications géologiques et la diversité géographique des compartiments de nos territoires ne nous permettront jamais, sans doute, d'aboutir à ces exploitations unifiées et simplifiées auxquelles se prêtent si bien les larges et simples divisions naturelles de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud. Il est certain que ce sont surtout ces pays, — les nôtres, — qui doivent ici retenir notre attention : dans notre vieille Europe, il ne s'agit pas seulement de rendre plus de terres productives, il importe de faire produire davantage aux anciennes terres productrices.

L'homme est parvenu à ce double résultat, en utilisant les découvertes des sciences de la terre et des sciences de la vie. L'agriculture, au XIXe siècle, s'est enrichie de *cultures nouvelles* et d'*idées nouvelles*. Puis, les faits et les idées ont entraîné une *meilleure économie des forces et des richesses naturelles*.

La pomme de terre est, on le sait, avec le maïs, au nombre des plantes les plus répandues aujourd'hui dont l'Ancien Continent est redevable au Nouveau Monde. Apportée sur nos vieilles terres de civilisation et de cultures asiatiques, après la découverte de l'Amérique, d'abord par les Espagnols, puis par Walter Raleigh et ses compagnons, transportée de l'Allemagne en France et préconisée par Parmentier avec un zèle et une persévérance infatigables[1], elle était encore très peu

donne à la campagne chinoise. Les forêts, sous l'effort d'une population d'une densité extraordinaire, ont disparu. Des villages aussi nombreux et aussi pressés que ceux des environs de nos grandes villes les ont remplacées. Dans les intervalles, une foule de petits hameaux, formés de petits domaines, dont l'étendue ne dépasse guère trois hectares, se sont élevés, au centre desquels on aperçoit les maisons entourées du champ patrimonial, tout planté d'arbres et d'arbrisseaux. » (E. Simon, *La Cité chinoise*, cité dans Rudolf Meyer et G. Ardant, *La Question agraire, Etude sur l'histoire politique de la petite propriété*, Paris, Retaux-Bray, 1887, 2e édition, p. 35).

1. Parmentier, qui demeure un grand initiateur et un généreux philanthrope, n'a pas

cultivée en Europe à la fin du XVIIIe siècle ; elle n'y était cultivée qu'à regret par les cultivateurs les plus pauvres et sur les terres les plus pauvres[1]. Elle couvrait en 1914, de sa délicate fleur mauve et blanche 1 488 000 hectares du sol français[2].

été le découvreur de la pomme de terre ; il a cherché — vainement d'ailleurs — à fabriquer du pain avec la fécule de ce tubercule ; et il a ainsi contribué plus que quiconque à populariser en France l'usage de cette solanée. GEORGES GIBAULT, dans l'*Histoire des Légumes* que nous avons citée plus haut, a longuement discuté, d'une manière critique ce qu'il a appelé, peut-être avec quelque exagération de sévérité, « la légende de Parmentier ». Cet érudit a eu la bonne fortune de mettre la main sur une brochure rarissime de 1777 : *Lettre d'un garçon apothicaire dans la rue Saint-Antoine* (Paris, 1777, in-12.) Le pain de pomme de terre avait eu le don de soulever un grand tapage parmi tous les apothicaires (pharmaciens) du royaume. car Parmentier lui-même était « apothicaire aux armées ». « Vous voulez attribuer à M. Parmentier, apothicaire, les notions que nous avons aujourd'hui sur les qualités nutritives de la pomme de terre ; vous supposez qu'avant lui on la regardait comme nuisible..., mais ce chimiste lui-même a convenu que les qualités nutritives de ce végétal étaient connues avant lui... et a cité Ellis, M. Tissot, M. Falguet, M. Réville, le chevalier Mustel, etc. Il a convenu que les pommes de terre avaient été d'un grand secours en Irlande, pendant la famine de 1740, qu'elles entrent dans la soupe des pauvres de la Charité de Lyon et qu'elles sont la base du riz économique qu'on distribue aux pauvres chez les sœurs de la Charité, de la paroisse Saint-Roch (à Paris)... Mais il en est encore beaucoup d'autres qui ont précédé M. Parmentier, etc... » Il convient de placer bien au-dessus de Parmentier un contemporain d'Henri IV, Charles de l'Écluse, d'Arras (lequel signait *Clusius* ses ouvrages en latin). Aussi bien. dès les premières pages de son principal ouvrage consacré à la pomme de terre, l'*Examen chymique des pommes de terre* (Paris, 1773), PARMENTIER lui-même fait des constatations et des remarques qui ne peuvent souffrir la discussion. Il déclare à la page 1 que « l'usage de cette plante alimentaire est adopté depuis un siècle ». Il ajoute plus loin : « Elle s'est tellement répandue, qu'il y a des provinces où les pommes de terre sont devenues une partie de la nourriture des pauvres gens ; on en voit, depuis quelques années, des champs entiers dans le voisinage de la capitale, *où elles sont si communes que tous ses marchés en sont remplis, et qu'elles se vendent au coin des rues, cuites ou crues, comme on y vend depuis longtemps des châtaignes.* » Déjà, les « frites » au coin des rues ! Et cela, de l'aveu même de Parmentier, que l'on représente parfois comme ayant apporté de terres inconnues un tubercule inconnu à des gens récalcitrants ! Récalcitrants, ils l'ont été, non pas à la pomme de terre, mais, ne l'oublions pas, au *pain de pomme de terre.* Parmentier a eu l'idée de s'occuper de la pomme de terre parce que, à la suite de la terrible disette de 1769-1770, l'Académie de Besançon avait mis au concours le sujet suivant : « Indiquer les végétaux qui pourraient suppléer, en cas de disette, à ceux qu'on emploie communément. » Parmentier obtint le prix, puis il continua, s'acharna... Il eut de la persévérance. Il eut du dévouement. Il eut le rare courage de répéter durant quarante années la même chose. Son rôle a été grand. De sa campagne en faveur du pain de pomme de terre est résulté un développement extraordinaire de la réputation morale, si l'on peut ainsi dire, de cet exceptionnel tubercule. Et la diffusion culturale s'en est suivie. Tout est là. Les plantes elles-mêmes dépendent de l'opinion publique, et surtout du goût public, qui exige une éducation.

1. On peut suivre de près les rapports si frappants entre l'histoire économique générale d'un pays de l'Europe au XIXe siècle, et les progrès et vicissitudes de la culture de la pomme de terre, en consultant un ouvrage qui prouve combien une étude économique et sociale gagne à être bien comprise et justement située dans son cadre géographique : CHARLES GUERNIER, *Les Crofters écossais*, Paris, Rousseau 1897, voir notamment p. 73 et suiv., p. 86 et suiv.

2. Superficie plantée en pommes de terre en France : Moyenne des années 1909-10 à 1913-14 : 1 553 022 hectares : — des années 1914-15 à 1918-19 : 1 373 146 (*Annuaire international de Statistique agricole*, 1917 et 1918. Rome, 1920, p. 77).

Nourriture économique pour les paysans, nourriture de plus en plus indispensable pour les habitants des villes, elle est même devenue aliment de première utilité pour le bétail, et l'on ne saurait prévoir quelle extension géographique elle atteindra.

La pomme de terre se contente de terres maigres et légères, quoiqu'elle puisse et doive profiter de mieux en mieux d'une culture intelligente et soignée en bonne terre. Elle redoute les gelées, et une température de —4° cause un préjudice très grave même aux parties souterraines de la plante ; mais elle est plantée une fois l'hiver passé, et, si elle demande une humidité assez considérable. c'est d'avril à juin qu'elle est exigeante, c'est-à-dire au moment où. dans nos pays de l'Europe occidentale, les pluies de printemps et les eaux de ruissellement sont presque partout abondantes. Dans les zones abritées et humides, comme Jersey et les cantons de primeurs de la côte bretonne, ainsi que dans les pays où l'hiver est doux, sans qu'il y ait à craindre disette d'eau, en Provence, en Algérie-Tunisie, dans le Sud-Algérien, comme à Biskra, ou dans le Delta du Nil, elle a des variétés qui sont cultivées comme pommes de terre de primeur. à destination des grandes agglomérations humaines, et arrivant ainsi prématurément sur les marchés urbains, elle décuple de valeur et peut atteindre le prix plus que rémunérateur de 100 ou 150 francs les 100 kilos.

Ainsi, cette dernière venue, véritable conquête du XIXe siècle, a, parmi les plantes alimentaires, un avenir exceptionnel. Elle est celle qui fournit la plus grande quantité de matière nutritive sur un espace donné [2] et la précieuse fécule que ren-

1. Prix du quintal de pommes de terre au marché des Innocents, à Paris, le 28 février 1920 :

Ronde jaune	40 à 45 francs.	Longues	30 à 35 francs.
Hollande commune	65 à 72 —	Chair blanche	30 à 35 —
Saucisse rouge	47 à —	Institut de Beauvais	43 —

(*Les Tablettes statistiques*, Paris, 5 mars 1920.)

2. Voir P.-P. Dehérain, *Les plantes de grande culture*, Paris, Carré, p. 61. La pomme de terre est infiniment moins nutritive, à poids égal, que le blé et que toutes les céréales ; mais un hectare cultivé en pommes de terre fournit une récolte très supérieure en poids à la récolte de ce même hectare cultivé en froment.

Voici, à titre documentaire. quelques chiffres précis. concernant la Suisse, et puisés dans le *Statistisches Jahrbuch der Schweiz* (*Annuaire statistique de la Suisse*) publié par le Bureau de statistique du Département fédéral de l'Intérieur (Berne. in-8°).

CANTON DE BERNE. 1915

	Poids de la récolte.	Valeur.
Céréales réunies froment. seigle, méteil, orge, avoine, maïs	770 935 quintaux.	24 116 201 francs.
Pommes de terre	2 583 317 —	29 068 755 —

(*Stat. Jahrbuch*, 25e année, 1916, p. 50.)

On ne nous fait pas connaître quelles étaient. en 1915, les superficies cultivées respec-

ferment ses tubercules trouve des débouchés industriels faciles dans les féculeries et les distilleries. Riche et prodigieusement variée, la pomme de terre peut jouer à la fois le rôle de culture peu coûteuse et sans grand aléa, ressource des plus modestes exploitations rurales, et de plante de grande culture permettant les plus riches rendements et de très belles affaires commerciales.

La betterave, qui couvrait avant les dévastations de la guerre de si grands espaces dans les départements du Nord de la France[1], en Belgique, en Allemagne, en Bohême, en Russie, etc.[2] et qui est un des types les meilleurs de la culture industrielle, est aussi l'une des plantes tard venues, une de celles qui ont récemment ajouté à des étendues considérables du sol européen une caractéristique géographique qui n'existait pas autrefois. Cette culture a un acte de naissance précis : la betterave a dû, sinon son origine, du moins sa destinée culturale, au blocus continental. Cette plante, qui est à

tivement en céréales et en pommes de terre, mais nous savons que, deux ans plus tard, les surfaces couvertes en céréales dans le canton de Berne atteignaient 32 111 hectares, contre 17 103 hectares affectés aux pommes de terre (*Stat. Jahrbuch*, 27e année, 1918, p. 73). Les pommes de terre, tout en occupant dans le canton une surface égale à environ la moitié de celle qui était affectée aux céréales, avaient un poids de récolte trois fois plus fort, et leur valeur dépassait celle des céréales de près de 5 millions de francs.

Autre exemple :

CANTON DE VAUD, 1915

	Poids de la récolte.	Valeur.
Céréales réunies	536 516 quintaux.	18 189 636 francs.
Pommes de terre	698 233 —	8 274 061 —

(*Stat. Jahrbuch*, 25e année, 1916, p. 50.)

Les superficies cultivées dans le canton de Vaud atteignaient, en 1917, 19 516 hectares pour les céréales et 5 920 hectares pour les pommes de terre. Sur une surface n'atteignant pas le tiers de celle qu'occupaient les céréales, les pommes de terre ont donné un poids de récolte supérieur, et leur valeur atteignait près de la moitié de celle de toutes les céréales réunies. C'est par des chiffres, se rapportant ainsi à de petites étendues territoriales, et obtenus avec une exactitude relativement très grande pour des statistiques, qu'on peut se rendre compte de l'importance de ces faits fondamentaux.

1. Voir en ce qui concerne la situation antérieure de la France : A. Larbalétrier et L. Malpeaux, *Culture de la betterave en France* (*Revue générale des Sciences*, 1896, 30 juillet, p. 633-650, et 15 août, p. 675-683) ; voir spécialement les cartes des pages 647 et 679.

2. Superficie moyenne occupée par la culture de la betterave de 1909-10 à 1913-14.

Russie	687 633 hectares.	Etats-Unis	196 474 hectares.
Allemagne	504 167 —	Hongrie	146 508 —
Autriche	246 858 —	Pays-Bas	58 372 —
France	246 342 —	Belgique	58 342 —

(*Annuaire international de Statistique agricole*, 1917 et 1918. Rome, 1920, p. 85.)

la fois plante alimentaire, plante fourragère et plante industrielle, a joué un rôle spécial dans l'histoire de la culture moderne. Elle a eu, si nous osons dire, une histoire psychologique capitale. Elle est une des cultures qui récompensent le plus vite et le plus manifestement le cultivateur des sacrifices d'amendements et d'engrais faits pour elle. Aussi, a-t-elle, en bien des cas, amené les agriculteurs à comprendre et à pratiquer les nouvelles méthodes. Rendant en proportion de ce qu'on lui a donné, la betterave a été une initiatrice. Mais à cela ne se borne pas son importance. Elle a aussi contribué à établir un lien aisé entre l'exploitation uniquement agricole et l'exploitation industrielle : dans certains pays, en France, en Allemagne, elle a réalisé la première cette association de la culture et de l'industrie qui, par la réduction au minimum des frais de transport et par la suppression des intermédiaires, représente l'idéal vers lequel doit tendre toute culture industrielle. Enfin, même lorsque les riches racines de la betterave vont à l'usine, cette culture n'est pas complètement perdue pour la ferme ; soit par les feuilles, soit par les résidus de la fabrication du sucre ou de l'alcool, elle fournit une nourriture excellente pour le bétail, ou un engrais riche pour le sol ; elle rentre ainsi dans le cycle d'activité d'une terre sagement exploitée et ne constitue pas, au profit de l'industrie, une déperdition sans retour et sans restriction, comme sa rivale des pays chauds et humides, la canne à sucre.

Comment parler des cultures renouvelées ? Une très vieille culture, d'une importance exceptionnelle pour la France, pour la Suisse, pour la région rhénane, pour les pays méditerranéens, frappée presque à mort plusieurs fois, atteinte par des fléaux qui paraissaient invincibles, a pourtant été sauvée. Successivement, un champignon, l'oïdium ; un insecte, le phylloxéra ; deux autres champignons, le mildew, puis le black-rot, ont failli détruire la vigne pour toujours ; mais l'acharnement des savants et l'acharnement des cultivateurs se sont coalisés pour triompher de ces maux répétés. Par malheur, ces efforts admirables n'ont pas pu annihiler les

mauvais effets des ruines successives de nos vignobles, et la plus néfaste de ces conséquences a subsisté et s'aggrave chaque jour : la production et la multiplication des alcools de grains et aussi des alcools de betteraves et de pommes de terre ; on a commencé à les fabriquer au moment même où la vigne, affaiblie et épuisée, ne donnait plus que des produits insuffisants. La vigne n'en reste pas moins un admirable témoin des guérisons, des résurrections qu'a opérées l'agronomie [1].

En considérant surtout l'Europe et la France, nous sommes également frappés de l'extension nouvelle prise par certaines cultures qui sont pourtant plus vieilles que le XIXe siècle : telles sont, par exemple, les cultures fourragères, principalement les cultures fourragères artificielles dont Simkhovitch étudiait les conséquences économiques (page 48). C'est en effet au XVIIIe siècle que la révolution s'est opérée de l'introduction des légumineuses dans l'assolement, mais sans qu'on connût encore la raison profonde de cette « vertu »

1. D'autres cultures non alimentaires ont été elles aussi si bien précisées et propagées depuis 70 ou 80 ans, qu'elles ont pris une vie nouvelle ; elles ont conquis une importance et une extension inattendues : l'histoire du coton est, en ce genre, tout à fait significative. C'est une histoire qui nous touche directement. Si le coton est produit loin de nous, c'est dans l'Europe occidentale qu'il était presque exclusivement travaillé jusqu'en ce dernier quart de siècle. Aujourd'hui, le premier centre cotonnier du monde, Liverpool-Manchester tend à perdre lui-même son hégémonie souveraine : c'est un fait qu'expliquent seuls l'extension progressive et le perfectionnement continu de la culture dans l'Inde et aux Etats Unis. Le cotonnier a besoin de chaleur et d'humidité : il appartient, par droit de naissance, aux pays chauds et humides, aux pays de moussons ; il s'accommode également des pays chauds et secs, où l'irrigation, habilement organisée, supplée à l'insuffisance ou à la disette des pluies ; ainsi a-t-il été introduit en Egypte par Méhémet-Ali, et il y a prospéré. Cependant, le cotonnier, arbuste vivace, redoutait, ici comme là, les hivers trop rigoureux ; voilà qu'à la suite d'expériences et d'observations, il fut reconnu que le coton produit dès la première année par certains types de cotonnier, par certaines espèces du genre *Gossypium*, était supérieur à tout autre, et l'on résolut de détruire l'arbuste et de le replanter tous les ans : le cotonnier put être ainsi traité comme une plante annuelle. Qu'importent alors les températures de l'hiver, pourvu que le printemps et l'été soient assez chauds et assez humides ? Le cotonnier affronte des zones qui lui auraient été jadis interdites, et se propage, par exemple, dans les Etats-Unis, beaucoup plus loin vers le Nord qu'on ne l'aurait pu penser en 1850. Or, les Etats-Unis sont devenus, parmi tous les pays de la terre, le plus fécond producteur de coton.

Production du coton égrené aux Etats-Unis : Moyenne des années 1909-10 à 1913-14 : 28 258 194 quintaux. Des années 1914-15 à 1918-19 : 26 937 476 quintaux.

L'Inde anglaise, qui vient immédiatement après, n'arrive, pour les périodes ci-dessus considérées, qu'à 8 670 874 quintaux et 8 385 111 quintaux (*Annuaire international de Statistique agricole*, 1917 et 1918. Rome, 1920, p. 135).

exceptionnelle des légumineuses dont nous parlerons plus loin ; ces cultures ont pris, depuis cent ans, un développement qui modifie jusqu'au paysage de certaines régions ; le trèfle est d'ailleurs presque une nouveauté culturale du siècle dernier ; or, le trèfle est, aujourd'hui, la plante la plus répandue des prairies artificielles ; associons le trèfle à la luzerne et au sainfoin ; ces trois plantes ont étendu, depuis cinquante ans, la superficie de leur domaine en France de plus d'un million d'hectares[1]. Il faudrait encore parler des plantes fourragères dites plantes sarclées, fèves, vesces, etc., et des progrès réalisés dans l'entretien des prairies naturelles où les fourrages sont plus variés, où des plantes diverses vivent côte à côte (prairies *polyphytes*) ; mais il est plus important de rappeler que tous ces développements correspondent à une évolution nécessaire liée à l'accroissement de la population, et notamment de la population urbaine : les habitants des villes exigent une nourriture plus fortifiante que l'ancienne population des campagnes. Ils consomment plus de viande et plus de lait, et les paysans devant élever, puis apporter ou expédier sur les marchés, plus de bétail, ont dû multiplier leurs fourrages et les améliorer.

Les marchés urbains doivent être aussi fournis en beaucoup plus grande quantité que jadis, de légumes et de fruits. Les cultures maraîchères qui, par les soins multipliés, par les arrosages répétés et par les engrais, arrivent à faire produire à une même terre toute une série de récoltes successives, se massent tout naturellement à proximité des marchés où les produits doivent s'écouler. Ces cultures modèles arrivent à constituer comme une banlieue de culture intensive sur toute la périphérie de nos énormes villes modernes. Autour de Londres, de Paris, de Bruxelles ou de Berlin, nous devrions marquer d'une teinte spéciale des espaces plus ou moins étendus et qui correspondraient à ces cultures directement destinées

1. En 1916, par exemple, le trèfle, le sainfoin et la luzerne couvraient en France une superficie de plus de 2 707 520 hectares, produisant 108 864 840 quintaux de fourrage, d'une valeur de 994 462 760 francs (Ministère de l'Agriculture, *Statistique agricole annuelle*, année 1916. Paris, 1918).

aux approvisionnements de l'agglomération centrale[1]; dans le paysage, ces cultures de jardins apparaissent avec une physionomie bien connue : longues lignes rigoureusement tracées et soignées, cloches de verre, serres multipliées, tous caractères qui témoignent d'une épargne prudente et minutieuse de tous les facteurs de la culture, aussi bien de l'espace que de la chaleur.

La géographie culturale est dans un rapport d'étroite solidarité avec le fait dominant de la géographie au XIXe et au XXe siècle : la prodigieuse croissance et la multiplication des villes. En 1801, la plus énorme ville du monde, Londres, nous le dirons ailleurs, ne comptait pas encore un million d'habitants[2]. On n'avait pas encore vu une seule fois ce phénomène aujourd'hui si fortement dépassé et plus de dix fois reproduit, d'une accumulation d'un million de vies humaines en un seul point du globe, en une seule cité. La population totale du monde a cru dans des proportions que nous tenterons de préciser (chap. V). Aussi la révolution et la rénovation agricoles n'ont pas dû seulement consister à découvrir des aliments mieux appropriés et plus assimilables, mais surtout à mieux connaître le mécanisme secret de la germination, de la croissance des végétaux et de l'élaboration des matières végétales.

« Quand on écrira l'histoire de nos travaux, disait Boussingault en 1884, il faudra se rappeler où l'on en était quand

1. Sur l'importance des cultures maraîchères, des cultures d'arbres fruitiers, etc., aux environs de Paris, consulter : Ministère de l'Agriculture, Préfecture de la Seine. *Album de statistique agricole et agronomique du département de la Seine. Résultats généraux de l'enquête décennale de 1892*, revisée en 1894 par F. Vincey, 1897. 15 pl. et une notice. Il convient de ne pas oublier que, même dans le tout petit département de la Seine, le territoire agricole occupe plus de la moitié de la surface (56 p. 100).

2. Londres qui était depuis cent ans au moins la plus grande ville de l'Europe, n'avait que 958 000 habitants en 1801. Sa population atteint aujourd'hui le chiffre de 4 millions et demi ; et si l'on considère toute l'agglomération dont elle est le centre, on arrive au chiffre de 5 millions et demi ou 6 millions. Londres est particulièrement intéressante à étudier comme représentant le type actuellement le plus colossal des agglomérations urbaines. Voir les deux articles de D. Pasquet : *Le développement de Londres* (*Annales de géog.*, VII, 1898. 15 juillet, p. 329-350, et VIII, 1899, 15 janvier, p. 22-48, avec cartons dans le texte) et son ouvrage de tous points remarquables sur *Londres et les ouvriers de Londres*. Paris, Armand Colin, 1914.

j'ai commencé. On ignorait que le foin renfermât de l'azote[1]. » Il faudra surtout se rappeler où l'on en était au siècle dernier, avant les travaux de Lavoisier. De toutes les expériences entreprises depuis lors et de toutes les recherches poursuivies sur la combustion d'abord, puis sur les fonctions de respiration et d'assimilation chez les animaux et les végétaux s'est dégagée une nouvelle conception du monde de la vie. En somme, les êtres vivants peuvent être divisés en deux groupes : ceux qui empruntent l'énergie dont ils ont besoin aux combustions dont ils sont le siège et ceux qui l'empruntent aussi au soleil dont ils fixent l'énergie lumineuse sous forme d'énergie chimique, grâce à la chlorophylle de leurs tissus ; ces derniers décomposent l'acide carbonique de l'atmosphère, retiennent le carbone et dégagent l'oxygène. De très nombreux végétaux sont des êtres à chlorophylle, et le plus grand nombre des êtres à chlorophylle sont des végétaux[2]. En tout cas, la très grande majorité des plantes cultivées rentrent dans ce groupe d'êtres vivants ; ainsi l'homme, par la culture, raffermit ou développe des organismes qui, aux dépens de l'acide carbonique de l'air, lui fournissent cet oxygène indispensable à sa propre vie et à la vie des animaux.

Nous venons de dire que les êtres à chlorophylle, sous l'influence des rayons solaires, réduisent l'acide carbonique de l'air. Il convient d'ajouter que les plantes ont besoin d'eau pour produire cette assimilation du carbone et que l'acide carbonique et l'hydrogène de l'eau entrent en combinaison pour former des hydrates de carbone. Donnez de l'eau aux plantes et assurez-leur une insolation suffisante, les plantes acquièrent le carbone qui leur est nécessaire.

Les plantes assimilent encore l'azote, mais le problème de l'assimilation de l'azote est bien plus complexe que celui de l'assimilation du carbone, et il a donné lieu à de longues

1. Paroles rapportées par P.-P. Dehérain, *L'enseignement agricole à propos d'un décret récent* (*Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1898, p. 345).

2. Il convient de ne pas oublier ici que les champignons, plantes *thallophytes* si nombreuses, n'ont pas de chlorophylle, ni que certains animaux, comme l'ont prouvé les beaux travaux du professeur Giard, possèdent, par contre, de la chlorophylle.

Universitas
BIBLIOTHECA

et violentes discussions. Il fut reconnu que « presque tous les végétaux contiennent des azotates, au moins pendant une certaine période de leur végétation : aussi bien les Dicotylédones que les Monocotylédones et les plantes des autres classes (Mousses, Fougères, Equisétacées, etc.) ; aussi bien les plantes terrestres que les plantes aquatiques, aussi bien les plantes annuelles que les plantes vivaces, et les arbres même (Pin, Prunier, Poirier)[1] ». L'on savait, d'autre part, que les substances mélangées et combinées qui constituent ce que nous appelons d'un terme peu précis, mais courant, l'*humus* des terres arables, contenaient aussi de l'azote ; bref on fut amené à conclure que les plantes tiraient du sol l'azote nécessaire et qu'il était bon d'approvisionner le sol de matières capables d'y introduire de l'azote.

En fait, on s'était déjà efforcé de donner à la terre des engrais azotés : sulfate d'ammoniaque, nitrate de soude, dont le succès avait été manifeste. Mais c'étaient des engrais chers et rares, et l'on pouvait toujours craindre d'avoir bientôt épuisé les stocks disponibles. Jusques à quand, par exemple, pourrait-on approvisionner la France de cette réserve précieuse de nitrate de soude que les cultivateurs de l'Ancien Monde devaient envoyer chercher sur les côtes occidentales ou sur le haut plateau bolivien de l'Amérique du Sud ?

Depuis une trentaine d'années, le problème de l'azote s'est trouvé admirablement éclairci et élucidé. Les observations et expériences successives de Berthelot, Hellriegel, Wilfarth, Schlaesing et Muntz, Winogradsky, Schlaesing fils et Laurent, etc., ont révélé comment et pourquoi certaines familles du monde végétal ont la merveilleuse propriété de puiser l'azote dans le grand réservoir d'azote, inépuisable et gratuit, que constitue l'air atmosphérique[2]. Les hommes aujourd'hui

1. Berthelot et André, *Sur l'existence et la formation des azotes dans le règne végétal. Deuxième mémoire : Les azotates dans les végétaux ; leur présence universelle* (*Annales de chimie et de physique*, 6e série. 1886, t. VIII, p. 31).

2. Depuis plusieurs siècles, on avait observé, en certains pays, que certaines cultures, succédant à des cultures de céréales, étaient des cultures améliorantes. C'est pourquoi, dans le Delta du Nil, par exemple, on avait la coutume de semer, après la récolte du blé ou de

essaient d'en faire autant et fabriquent des nitrates avec l'azote de l'air. Très grande découverte, d'une portée agronomique, économique et même politique incalculable !

Par ailleurs, pour que la nitrification se produise, il importe de toute nécessité que la terre soit librement ouverte à la circulation de l'air et de l'eau, et que cette terre soit pourvue des matières que les ferments doivent transformer. Une fois ces conditions remplies, l'enrichissement de la terre en azote, puis l'assimilation de l'azote par les végétaux se produisent avec cette précision admirable et compliquée de l'économie naturelle que rien n'a mieux révélé que l'étude des infiniment petits. Et l'animal qui se nourrit de la plante et qui, tout en étant inapte à prendre à l'air l'azote indispen-

l'orge, cette variété de trèfle qui se nomme le *bersim*. Et c'était en vertu de cette même observation, qu'au XVIIe siècle, dans toute l'Europe occidentale, on s'était mis à cultiver la luzerne ou le sainfoin après le blé ou l'avoine, et même à enfouir la récolte dans le sol sous forme d'engrais vert. L'introduction de ces cultures de légumineuses pouvant fournir de très beaux fourrages et rendant à la terre une partie de la force perdue fut une innovation décisive, empiriquement découverte. Elle a été l'un des principaux facteurs du progrès agricole, avant même que l'on ne se doutât de la fonction mystérieuse et féconde dont ces plantes sont l'occasion et la condition. En 1886, un Allemand, HERMANN HELLRIEGEL, s'inspirant des découvertes pastoriennes, avait tenté d'expliquer cette action bienfaisante de la culture des légumineuses. Ces plantes, luzerne, sainfoin, lupin, etc., n'agissent point par elles-mêmes ; mais c'est sur ces plantes que se développent les agents utiles. Sur leurs racines, des nodosités se forment, qui sont produites par des infiniment petits, des micro-organismes, des bactéries, et ces bactéries exécutent le travail compensateur de fixer l'azote de l'air et de l'emmagasiner à nouveau dans la terre. Dans la réalité, comme l'ont montré des recherches plus récentes, le phénomène est bien plus délicat, car le travail se trouve divisé en trois sortes de ferments figurés qui correspondent chacun à une phase spéciale tout en se trouvant collaborer à une même œuvre finale : *a*) un ferment ammoniacal agissant sur la matière organique pour en dégager l'ammoniaque ; *b*) un ferment nitreux brûlant l'ammoniaque et l'amenant à l'état d'acide nitreux ou de nitrite, quand il agit en présence de bases salifiables ; *c*) un ferment nitrique complétant l'action oxydante du précédent et transformant les nitrites en nitrates. (Voir P.-P. DEHÉRAIN, *Traité de Chimie agricole*, p. 404). De plus, il semble que chacune des légumineuses ait ses bactéries attitrées qui travaillent pour elle et avec elle. Si vous semez du lupin après du trèfle, il se peut que les lupins ne se développent point, parce qu'ils ont trouvé dans la terre les bactéries du trèfle et non les leurs. Que faudra-t-il faire pour rendre le lupin florissant et agissant ? Il suffira de traiter la terre comme on traite un animal sur lequel on veut faire la culture d'un microbe : on l'inoculera, c'est-à-dire qu'on l'arrosera avec de l'eau dans laquelle aura séjourné de la terre chargée des bactéries du lupin, ou, plus simplement encore, on répandra à la volée, sur la terre à ensemencer, de la terre prise dans un beau champ de lupin, et l'infiniment petit, ainsi semé, se multipliera, se développera, prendra à l'air l'azote nécessaire et le rendra assimilable à la plante. Le jour est prochain où l'on vendra ces microbes en tubes fermés, comme on vend de la levure de bière, de la présure, des sérums ou du vaccin. Si les essais tentés jusqu'ici avec la nitragine n'ont pas été aussi satisfaisants qu'on l'espérait, il n'y a pas à douter que la voie ouverte et déjà suivie n'aboutisse à d'heureux résultats.

sable, exige des aliments azotés, va, en somme, par ce détour si ingénieux, puiser dans l'air même, qui est la seule source indéfinie d'azote et qui est déjà pour lui le grand réservoir d'oxygène, les provisions d'azote dont son organisme a besoin.

Tous les microbes fixateurs d'azote ne vivent dans le sol qu'aux dépens des matières carbonées, et celles-ci résultent de l'action des cellules de chlorophylle. Ainsi, une étroite solidarité s'établit entre les fixateurs d'azote et les fixateurs de carbone. Entre le carbone et l'azote, empruntés tous deux à l'air atmosphérique, l'un par les végétaux, l'autre par les bactéries, il existe une étroite communauté d'origine et de destinée. Ils forment les éléments constitutifs de tout *humus*.

Le problème de l'azote et la question des azotates nous amènent à reconnaître un fait capital : les végétaux ont la faculté de se nourrir d'éléments minéraux ; ils s'assimilent les sels de la terre ; tel est le grand principe qui a été définitivement mis en lumière durant le XIXe siècle et qui est devenu l'un des fondements de toute la science agronomique moderne. Quelques esprits, étonnamment sagaces, avaient prévu et prédit l'énoncé de cette vérité, mais c'est à Liebig qu'on doit de l'avoir formulée et démontrée[1].

Quelles sont ces matières minérales qui sont indispensables à la vie des végétaux ? Outre les éléments dont nous avons déjà parlé, il faut que la plante trouve à sa disposition, dans la terre, des phosphates, des sels de potasse, des sels de chaux et quelques autres sels, par exemple des sels de magnésie.

1. Lavoisier, on le sait, avait eu l'intuition de ce fait. Bien avant lui, Bernard Palissy avait écrit, sur l'assimilation du « sel de la terre » par les plantes des lignes surprenantes d'exactitude. On les trouvera publiées dès juillet 1878 dans la *Revue des questions scientifiques* (Bruxelles) par A. Proost, *Hist. de la doctrine de la restitution*, p. 12 et 13 ; on peut lire aussi le chapitre curieux : *Un précurseur de Lavoisier et de Liebig* dans L. Grandeau, *Études agronomiques*, 6e série (1890-91), Paris, Hachette, 1892, p. 1-10. A coup sûr, Liebig, généralisant et exagérant ses idées, a erré sur des points importants : il a cru que la composition de la plante (et non du sol) devait indiquer à elle seule les éléments à restituer au sol : trouvant, d'autre part, un stock quasi indéfini d'azotes combinés dans les terres arables, il a proscrit les engrais azotés ; il s'est opposé à Lawes et à Boussingault, méconnaissant le rôle des cultures améliorantes ; il a enfin constitué cette théorie de la restitution, aujourd'hui reconnue trop absolue. Mais Liebig n'en reste pas moins un des maîtres de l'agronomie moderne ; il est bien vrai que les végétaux possèdent ces deux prérogatives connexes d'avoir besoin pour leur alimentation de matières minérales et de transformer ces matières minérales en matières organiques.

Le phosphore est un des aliments de toutes nos plantes cultivées, et les terres trop pauvres en acide phosphorique sont des terres infertiles ; telles sont, notamment, les terres qui recouvrent les zones de roches granitiques et gneissiques, les terres de la Bretagne ou du Limousin. A ces terres, ajoutez des phosphates et les terres, si maigres, couvertes de genêts et de bruyères, donnent des rendements supérieurs aux terres arables moyennes. A la différence de l'azote qui est en perpétuelle transformation et en perpétuel renouvellement dans la terre, produit par l'action bienfaisante des micro-organismes, mais aisément emporté par les eaux ruisselantes et filtrantes, le phosphore reste fidèlement enchâssé dans le sol, et c'est le végétal seul qui, en se développant, en mûrissant et en devenant lui-même la nourriture des animaux, l'enlève à la terre et l'emporte. Voilà comment certaines terres, la fameuse *terre noire* (*tchernozion*) de la Russie[1], les terres du Vésuve ou de l'Etna et généralement les terres volcaniques[2] riches, par leur nature originelle, en phosphore, peuvent, durant des années, fournir des récoltes florissantes, sans qu'aucune restitution d'acide phosphorique leur ait été jamais faite. Au reste, cette quantité inhérente aux terres favorisées doit toujours avoir une limite, et un jour viendra, s'il n'est déjà venu, où l'appauvrissement progressif devra être réparé. Avec le phosphore, le cultivateur peut savoir à quoi s'en tenir, et la terre étant, par ailleurs, suffisamment pourvue des autres éléments et aliments, en particulier d'azote, il peut traiter le sol à coup sûr, sachant la proportion originelle d'acide phosphorique, la proportion qu'en emporte la récolte et, par suite, la dose qu'il doit ajouter et qui sera compensatrice des récoltes faites.

La compensation s'opère au moyen des phosphates ; ce fût au début du XIXe siècle qu'on devina et expérimenta la valeur agricole des os et de la poudre d'os ; puis on utilisa le

1. Sibirtzev, *Etude des sols de la Russie* (*Mémoires présentés au Congrès géologique international, V*) Saint-Pétersbourg, 1897, p. 102, 104 et suiv.

2. E. Risler, *Géologie agricole*, I, p. 126 et suiv.

noir animal des raffineries et l'on répandit aussi sur les terres du phosphate de chaux sous forme d'os calcinés. Mais les réserves d'os s'épuisaient rapidement, et l'on pouvait craindre que bientôt l'agriculture n'eût plus de phosphates à utiliser, lorsqu'on découvrit les phosphates minéraux. Les gisements naturels de phosphate fossile ou de phosphorite aujourd'hui reconnus, sont très abondants et très nombreux, et les traitements des phosphates et superphosphates sont si bien étudiés et si variés, que le cultivateur peut être rassuré sur la question du phosphore. En ce qui concerne les phosphates, le territoire français, et surtout ceux de la Tunisie et du Maroc sont favorisés entre tous.

L'histoire agricole du phosphore et des phosphates coïncide exactement avec le XIXe siècle ; l'histoire agricole de la potasse et des sels de potasse remonte un peu plus haut, et cependant, les problèmes en semblent aujourd'hui moins définitivement élucidés. Les cendres des végétaux contiennent toutes de la potasse. Les terres dépourvues de potasse sont infertiles, mais presque toutes les terres végétales ont quelque teneur en potasse. L'emploi des sels potassiques est, par ailleurs, très précieux en des terrains pauvres, comme ceux des plateaux crayeux de la Champagne. En outre, certaines cultures, comme celles du blé ou des légumineuses, bénéficient beaucoup plus que d'autres des sels de potasse. Enfin les engrais potassiques peuvent être fournis avec une abondance très suffisante par les résidus des distilleries, par les eaux-mères des marais salants ou par les cendres de varechs. La découverte des immenses richesses en sels de potasse dans la Haute-Alsace à Nonnenbruck a produit ce double effet, de mettre à la disposition de l'agriculture des quantités nouvelles de potasse, et d'assigner à une partie du territoire de notre Alsace reconquise une extraordinaire valeur économique.

Les terres arables ont besoin d'autres matières, telles que la chaux, mais nous n'insisterons pas sur ces marnages et ces chaulages, qui constituent quelques-uns des plus anciens usages agricoles du monde européen et méditerranéen. La

chaux sous forme de marne, de tangue, etc., a été donnée depuis de longs siècles au sol cultivé. La chaux sert d'abord, pour une part, à l'alimentation de la plante et surtout de la plante jeune, mais la plus grande partie de la chaux est surtout utile par ses effets multiples : elle améliore les conditions physiques de la terre, en même temps qu'elle active certaines réactions chimiques. La chaux est encore plus un amendement qu'un engrais. Elle nous permet d'établir nettement la différence entre les deux termes. On appelle amendement toute substance qui est destinée à améliorer la culture ou les conditions de la terre, tel le plâtre pour la culture des légumineuses. On réserve le nom d'engrais à toute matière complémentaire qui manque au sol et qui est destinée à être plus ou moins directement assimilée par la plante.

Ainsi, les terrains naturels sont de très inégale valeur et très inégalement prédisposés à telle ou telle culture. Il ne s'agit pas seulement de leur restituer les corps emportés par les récoltes, il faut encore les compléter et les améliorer. Il ne s'agit pas non plus d'attendre du hasard, c'est-à-dire du repos de la terre, une amélioration lente et confuse. Il faut travailler nous-mêmes à cette amélioration. La *jachère* a eu sa raison d'être ; dans l'ignorance où l'on était des phénomènes complexes et parfois contradictoires dont la terre était le théâtre, il était bon qu'on laissât à cette terre le soin, et par conséquent, le temps de donner libre jeu à ces phénomènes naturels ; la jachère, par exemple, pouvait grandement seconder le recouvrement de l'azote perdu ; aujourd'hui, nous avons en notre puissance le secret de rendre à la terre tout l'azote qui lui est nécessaire [1].

De la doctrine de la restitution, il reste des principes vrais. Quand on connaît les éléments qui sont nécessaires à la formation et au développement de certaines plantes, comme le blé, il est exact qu'on peut les

1. On doit éviter que la terre ne reste jamais nue et découverte, surtout dans nos climats et surtout en automne. Lorsque, par exemple, nos récoltes de céréales sont emportées, on doit tâcher, par des cultures dérobées de légumineuses, de préserver la terre contre le ruissellement et les infiltrations qui pourraient, à cause de la solubilité des azotates, entraîner de si précieuses quantités d'azote.

élever dans un bocal d'eau claire sans qu'elles aient jamais touché le sol, à condition de mettre dans ce bocal les minéraux qui leur permettent de vivre. Mais ce procédé ne peut être généralisé, car il n'est certes pas le plus pratique. La doctrine de Liebig, fondée sur de très belles expériences de laboratoire, ne peut plus, sous sa forme rigoureuse, expliquer et dominer toute la réalité. La terre, cette créatrice mystérieuse et infatigable, agit autrement ; l'intervention des micro-organismes est un auxiliaire incomparable sur lequel ne comptaient point les partisans de la théorie absolue et brutale de la restitution !

Il importe de le constater et de le rappeler ici. Tous les progrès de l'agriculture n'ont été rendus possibles que par l'usage de la *balance* et la pratique de l'*analyse*. C'est Lavoisier qui a établi par la balance le principe de la conservation de la matière et qui a fait de la balance l'outil indispensable à tout laboratoire de chimie : la balance de précision est devenue la condition même de toute analyse. Et l'analyse, l'analyse des matières organiques, cette méthode imaginée au XIXe siècle, solidement établie par les travaux de Jean-Baptiste Dumas, a permis de décomposer les corps les plus complexes en éléments simples et de pouvoir, dès lors, les alimenter, les compléter, les développer ou même les reconstituer de toutes pièces au moyen de ces éléments simples volontairement mis en présence et combinés. L'analyse a été la préface nécessaire de la synthèse organique. C'est encore par l'analyse qu'on reconnaît les aliments qui manquent à la terre pour telle ou telle culture : c'est par l'analyse des terres qu'on est parvenu à organiser vraiment la culture scientifique et intensive.

Au reste, l'analyse, méthode de laboratoire, doit être complétée et pour ainsi dire vérifiée par l'épreuve expérimentale, directement appropriée aux faits de la culture, le *champ d'expériences*. On tente expérimentalement, dans des carrés de terre variés ou analogues, des essais dosés et réguliers, et l'on corrige les enseignements théoriques et les conclusions toujours un peu hypothétiques d'une analyse par les données réelles que fournit la consultation de la terre elle-même.

Au terme de tous les grands travaux accomplis depuis cinq quarts de siècle nous devons considérer les plantes comme de véritables appareils qui nous servent à fabriquer ces produits complexes et essentiels que nous appelons fécule, amidon, huile, sucre, ou des produits moins essentiels, mais précieux aussi : morphine, quinine... Ces appareils de synthèse fonctionnent depuis longtemps à la surface de notre globe, mais nous ignorions les véritables lois de leur fonctionnement.

Nous sommes devenus aujourd'hui des mécaniciens experts, capables de seconder la marche normale de ces machines vivantes, de réparer les malheurs produits par des accidents ou des maladies, et même de développer, en dehors des conditions traditionnelles, celles de ces plantes dont les produits nous paraissent répondre à nos besoins primordiaux. Rien ne vaut pour l'homme ou pour l'économie de la terre ces appareils de synthèse dont la direction et l'utilisation raisonnées ont si profondément modifié les rapports réels entre les êtres vivants et le cadre naturel de leur vie et de leur activité.

Tel est ce bouleversement radical, telle est cette révolution réelle, en toute vérité créatrice, qu'il faut prendre en très exacte considération, si l'on prétend atteindre à une conception supérieure et à une supputation approximative des chances d'entente ou de lutte qui peuvent désormais exister entre les divers groupes humains à la surface de notre planète.

3. — *MEILLEURE ÉCONOMIE DES RICHESSES ET DES FORCES NATURELLES*

Cependant, le laboratoire a révélé les richesses et les énergies cachées de la terre, mais la terre n'est pas le laboratoire, et l'esprit critique qui se développe dans le laboratoire doit aboutir à une meilleure intelligence des conditions générales qu'impose la terre.

A un certain moment, durant le siècle dernier, on peut concéder que l'agronomie s'est faite trop abstraite et paraissait s'éloigner un peu trop de l'agriculture courante, mais grâce aux découvertes les plus récentes, grâce à l'organisation et à la diffusion de l'enseignement agricole, et grâce enfin au développement des syndicats agricoles, il s'est opéré un rapprochement plus grand et plus étroit entre l'homme de science qui fait des essais et le cultivateur qui, trop souvent, n'a ni le loisir ni les moyens de tenter des innovations de pure curiosité. Il semble que l'homme comprenne mieux aujourd'hui

UNIVERSITAS O. M. I. OTTAWIENSIS

que le vrai progrès consiste en une interprétation habile et méthodique, mais docile aussi, des forces que la nature lui fournit gratuitement et souvent à discrétion.

User des agents naturels et rétablir entre eux la connexion la plus profitable, tel est l'idéal qui doit présider aujourd'hui à l'exploitation de la terre. Des forces bien diverses, mais chacune à leur tour trop négligées, reconquièrent, auprès des savants comme auprès des praticiens, toute leur valeur propre, et l'on s'efforce, par des méthodes plus précises, d'assurer à chacune de ces forces le maximum d'utilité et de faire rendre à chacune le maximum d'effet.

L'eau est une richesse incomparable ; elle est la condition de toute culture et de toute vie ; là où il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de végétaux et l'homme ne peut vivre. Les végétaux consomment un volume d'eau qu'on a peine à imaginer ; l'évaporation qui se produit sur les parties aériennes de la plante a été mesurée : on estime à plus d'un million de kilogrammes l'eau ainsi rejetée durant leur croissance entière par les orges ou les blés qui couvrent un hectare, à plus de deux millions de kilogrammes l'eau rejetée par un hectare d'avoine. Toute terre végétale doit donc être arrosée et doit permettre aisément la circulation de l'eau [1].

Par un mécanisme admirable, l'eau qui est en perpétuelle circulation dans les mers et sur les terres, est changée en vapeur sous l'influence de la chaleur solaire. L'eau liquide est sans cesse ramenée, par la pesanteur, dans les cavités superficielles de l'écorce terrestre où elle forme les grandes nappes marines ; mais l'eau, sous forme de vapeur, est, en partie du moins, sans cesse rejetée à nouveau sur les parties saillantes de la surface de la terre. Si la terre est vivante et si la terre porte des êtres vivants, c'est grâce à ce va-et-vient

1. « Les déserts ne sont tels que par manque d'humidité. Ce n'est pas le soleil qui les frappe de mort ; ce n'est pas la mer qui les a dépouillés de leurs plantes, ce n'est pas le sol infécond qui se refuse à produire : c'est le climat qui les condamne à la stérilité. Qu'ils soient de roc, d'alluvions ou de sable, peu importe, si le ciel ne leur verse pas l'eau nécessaire. Otez à un pays fertile quelques centimètres de pluie annuelle, et vous aurez une steppe ; encore quelques centimètres de moins et vous aurez le désert ». (SCHIRMER, *Le Sahara*. Paris, Hachette, 1893, 1 vol. in-8°, p. 23.)

indéfini de l'eau et de la vapeur d'eau, à cette lutte ininterrompue entre la chaleur solaire et l'attraction terrestre.

Sur l'ensemble du globe, les grandes zones de culture, qui sont aussi les grandes zones de civilisation, correspondent à des zones climatiques ; ce sont les zones des pluies : pluies tempérées et températures modérées dont bénéficie notamment notre Europe occidentale et centrale ; pluies saisonnières, pluies de moussons, dont bénéficient certaines régions tropicales, celles qui sont devenues précisément de grands foyers de population (voir chap. v et vi). Les terres à céréales, les terres à blé, et plus encore les terres à riz, ont d'abord à compter avec l'eau.

Mais il ne suffit pas que l'eau soit donnée aux habitants et aux cultivateurs d'un pays ; il ne suffit pas que les pluies, les sources ou les fleuves leur apportent la première cause de fertilité. C'est à eux de savoir tirer de cette eau le parti le meilleur, c'est à eux de l'aménager. Or, il s'est souvent rencontré que l'homme apprécie cette richesse souveraine là surtout où elle lui est le plus parcimonieusement accordée : dans les régions pauvres en eau, dans les zones arides et surtout dans les déserts, l'eau est l'objet de soins exceptionnels, et dès qu'elle apparaît, qu'elle tombe ou qu'elle jaillit, elle est recueillie et distribuée avec autant de méthode que de joie. Il faut avoir visité une oasis, ou contemplé, du haut des falaises libyque ou arabique, cette longue oasis qui s'appelle l'Égypte et qui doit toute sa vie aux eaux du Nil, pour comprendre la valeur et la puissance de l'eau[1].

Partout, sur la terre, on cherche aujourd'hui à faire ce qu'ont su faire les premiers peuples historiques qui vivaient sur les confins ou sur la bordure des vastes territoires désertiques de l'Ancien Monde. La population du globe s'accroissant tous les jours, en même temps que les ambitions et les appétits des peuples, il faut gagner des terres cultivables sur les régions naturellement arides ; le moyen de conquête est

1. Voir Jean Brunhes, *L'irrigation dans la péninsule Ibérique et dans l'Afrique du Nord.* Paris, C. Naud, 1902, et Masson, 1904.

l'irrigation. Et sur tous les points du globe, toutes les grandes œuvres actuelles de colonisation se trouvent liées à de vastes entreprises d'irrigation : dans le Far West américain comme dans le Sud-Algérien et Tunisien, en Egypte comme en Australie, dans l'Inde anglaise comme dans l'Asie centrale russe.

Par une coïncidence qui n'est pas sans raison, le rôle de l'eau est aussi de mieux en mieux compris dans nos pays à nous. L'aménagement rationnel des eaux de pluie, des eaux jaillissantes et des eaux courantes est de plus en plus l'objet des préoccupations et des soins de nos cultivateurs ; on les recueille et on les met en réserve, puis on dispose le sol à les recevoir ; enfin, on les distribue selon la mesure et aux époques convenables. Certaines provinces de France, comme le Limousin[1], ont donné depuis longtemps l'exemple ; et l'exemple est aujourd'hui suivi en plus d'une région. L'eau ne coule plus à l'aventure dans les herbages ou dans les champs : elle est recueillie et « conduite ». Ou bien elle sert d'engrais comme dans le Nord, en recouvrant la terre durant de longues semaines d'une couche perpétuellement renouvelée ; ou bien elle est destinée à l'irrigation proprement dite, comme dans le Centre et le Midi de la France ; ou bien elle est employée, par la submersion des terres, à des traitements de guérison ou de sauvegarde. L'eau commence à obtenir, dans l'ordre des intérêts agricoles, la place prépondérante à laquelle elle a droit. Mais c'est encore un simple commencement. Les irrigations doivent être partout propagées et organisées. C'est une œuvre générale qui s'impose, une œuvre d'imminente nécessité. L'eau est le premier des biens agricoles. Au moment où l'industrie utilise l'énergie des chutes d'eau, l'agriculture doit se soucier plus que jamais de ne perdre aucune goutte de cette force vivifiante[2].

1. Voir J.-A. Barral, *L'Agriculture, les prairies et les irrigations de la Haute-Vienne*. Paris, Imp. Nationale, 1884, gr. in-8°, 771 p. et XII planches hors texte, ouvrage très remarquable, plein de renseignements précis, publié par le Ministère de l'Agriculture de France.

2. La distribution et l'organisation de l'eau en vue de l'irrigation a une contre-partie : la captation et l'organisation de l'eau en vue du desséchement. Il s'agit toujours de donner à la terre la quantité d'eau qui lui est nécessaire et qui lui suffit ; l'excès n'est pas meilleur

Une autre force naturelle semble rentrer en grâce : le vent. Le vent a été un précieux auxiliaire au temps où l'homme était moins gâté qu'aujourd'hui et avait à sa disposition de bien plus faibles sources d'énergie ; dans toute notre Europe occidentale, en Hollande comme en Espagne, les grandes ailes des moulins à vent se dessinent encore partout sur l'horizon : c'est au vent, en effet, que nos pères demandaient le plus souvent la force nécessaire pour moudre leurs grains[1]. Et c'est au vent seul que l'homme avait recours pour s'aider à naviguer. Le siècle de la vapeur et de l'électricité avait fait négliger et presque oublier cette force du vent. C'est, il est vrai, une force capricieuse et irrégulière, mais c'est une force gratuite et inépuisable. De nos jours, on revient au vent. On associe, par exemple, à une machine à vapeur destinée à élever l'eau en vue de l'irrigation un moteur à vent; ce moteur économiserait-il, pendant quatre-vingts jours seulement, la houille que doit brûler la machine à vapeur, c'est un bénéfice net pour l'exploitation ; et les moteurs à vent qui couvrent les grandes plaines du Dakota, dans le centre des Etats-Unis, se multiplient aussi en France, en particulier dans quelques départements du Sud-Est[2]. De même, la marine à voiles, loin de disparaître, se développe ; les voiliers perfectionnés s'assurent, par la présence d'une machine à vapeur ou d'un moteur à essence, contre les caprices exagérés des courants atmosphériques. Sur la mer comme sur la terre, l'homme s'avise de reprendre à son profit cette force momentanément dédaignée : un nouvel âge du vent va commencer.

que la disette. Entre les entreprises d'irrigation et celles de desséchement, il y a des rapports nombreux. On sait les travaux qui ont été exécutés sur le territoire français dans la Dombes (voir L. Gallois, *La Dombes, Annales de Géographie*, I, p. 121-131) ; en Sologne (L. Gallouédec, *La Sologne, Annales de Géog.*, I, p. 379-389) ou encore en Vendée (D. Zolla, *Les Polders de la Vendée, L'Illustration*, 26 février 1899, p. 122 et 123, avec figures, cartes et croquis). On connait les grands travaux exécutés en Hollande ; nous signalerons seulement : Müller, *Das Wasserwesen der Niederländischen Provinz Zeeland*. Berlin, W. Ernst, 1898, 1 vol. in-8°, 612 p., avec un *Atlas* de X planches.

1. Les moulins à vent de Hollande sont aujourd'hui presque uniquement destinés au desséchement.

2. Il est beaucoup de pays où les moteurs à vent servent à élever l'eau qui est nécessaire pour les cultures maraîchères ; peu de régions sont aussi caractéristiques à ce point de vue que les environs immédiats de Dresde et l'île de Guernesey.

Les végétaux ne fournissent pas seulement à l'homme la nourriture et le vêtement. L'homme peut en faire des forces auxiliaires qui réalisent ses desseins à lui en vertu de leur énergie propre. Les forêts inextricables des régions équatoriales, « Silve » du Congo ou « Selva » de l'Amazonie, aussi bien que le « Scrub » buissonneux des steppes australiennes sont, on doit le reconnaître, un des obstacles les plus invincibles que l'homme puisse rencontrer à la surface du globe, et la grande forêt de l'Europe Centrale, qui couvre encore une si vaste surface dans la Russie, a dû être défrichée lorsque la civilisation s'est installée sur cette terre; mais il n'en est pas moins vrai que si l'homme sait discipliner la puissance de germination et de croissance des végétaux, il arrive à disposer d'une force irrésistible. A bon droit, l'on recourt de plus en plus à cette force naturelle.

Le défrichement nécessaire a trop souvent abouti au déboisement déraisonnable. Et, sur les versants montagneux, dépossédés de toute végétation, les eaux fluviales et torrentielles ont multiplié leurs ravages, emportant la terre végétale et détruisant tout sur leur passage. Causes de ruine pour la montagne, les eaux violentes apportent aussi la ruine dans les plaines. Partout où l'on s'efforce de reconquérir les versants par les gazonnements et les plantations, on arrive, d'un seul coup, à améliorer la montagne et à protéger les vallées, à rendre plus de sol cultivable et à diminuer le nombre et l'intensité des inondations.

Double office que le végétal peut remplir et qu'il est seul à remplir. C'est à l'homme de s'adresser à lui ! Dans les Alpes françaises, comme dans les Alpes suisses, on voit, par la patience de l'homme, les arbres gravir de nouveau les pentes et en reprendre possession.

L'homme, par les végétaux, reconquiert aussi les lieux malsains et inhabitables; il purifie l'air empesté, et certains arbres, — entre tous l'eucalyptus, ce don de l'Australie aux vieilles terres, — se chargent de protéger la vie humaine dans les régions où la fièvre des marais rendait toute vie impos-

sible ; c'est un bois d'eucalyptus qui abrite cette oasis-type de la fiévreuse campagne romaine, la Trappe de Tre Fontane, au delà de Saint-Paul-hors-les-Murs[1].

Si le desséchement est impossible ou impraticable ou inopportun, on peut, après avoir assaini la région et concentré les eaux, tirer parti de l'eau des étangs, non seulement pour la pisciculture, mais même pour la culture des végétaux : Henri Coupin a proposé de cultiver toute une série de plantes aquatiques nourrissantes : l'*aponogeton,* dont les tubercules pourraient rivaliser avec ceux de la pomme de terre, le *lotus du Nil,* qui se consomme en grande quantité au Japon et dans l'Indo-Chine, etc., c'est encore là une heureuse méthode de tirer parti, par la végétation, de conditions qui semblent, *a priori*, défavorables à l'homme.

Dans les contrées arides où les vents soulèvent et emportent les sables et les amassent en dunes mobiles, comment l'homme peut-il parvenir à se protéger contre cette force envahissante ? L'effort de l'homme n'est rien contre cette marche continue. Les lignes de défense les plus solides sont aussi éphémères que les petites haies de roseaux liés ! Elles sont même plus dangereuses, car le vent se sert de l'obstacle qui brise son effort pour accumuler son effet et le multiplier là où l'homme a prétendu l'arrêter. Mais l'arbre ou l'arbuste, forces vivantes, pourront faire ce que ne peuvent faire les murs de défense. C'est à la fin du XVIIIe siècle que Brémontier a tenté les premiers essais de plantations défensives dans les Landes ; ses plans, suivis et appliqués par Chambrelent, ont abouti à un plein succès ; notre siècle a fait la preuve de cette idée et justifié cette tactique : les dunes du Boulonnais sont aujourd'hui plantées et fixées comme celles des Landes de nos littoraux méridionaux. — Les végétaux servent pareillement à arrêter les dunes dans le Sud-Algérien. — Le long du Canal de Suez, qui court en plein désert, le problème est particulièrement grave : il faut se protéger contre l'envahisse-

1. Voir G. Schmid, *Die Wirtschaftliche Bedeutung der Eukalypten* (*Mitteil. Ostschweizerischen Geog, Kommerc. Gesellschaft,* 1887) : cette étude montre bien le rôle qu'a joué l'eucalyptus depuis que nous savons l'utiliser, c'est-à-dire précisément depuis un siècle ; elle fournit des détails sur plus de 200 variétés d'eucalyptus, et d'abondants renseignements sur leur distribution, leur naturalisation, et sur les usages auxquels on peut les destiner.

ment des sables qui viennent de l'Ouest et qui comblent le canal. On a longtemps essayé d'empêcher l'effet du vent à l'aide de roseaux liés, mais ces haies devaient être renouvelées tous les trois ans; les dunes les ensevelissaient et leur survivaient. Des essais de plantations ont été faits depuis vingt-cinq ans et donnent les meilleurs résultats. La plante est la force vivante qui grandit et peut tenir tête à l'effet grandissant d'une force incessante. Certaines plantes même sont sûres de pouvoir résister toujours; un tamaris, envahi par les sables, a des branches qui poussent des racines au contact du sol : à mesure que les sables de la dune couvrent le tronc primitif, de nouveaux tamaris naissent au ras du sable, qui maintiennent toujours l'arbre plus haut que la dune.

Ici encore, il faut tenir compte de la terre, si l'on veut lui demander le secours de sa puissance créatrice, et ce ne sont pas les mêmes essences, ni les mêmes variétés qui pourront lutter contre les sables des Landes françaises ou contre ceux des déserts africains et australiens. L'activité de l'homme doit intervenir, ingénieuse et docile, pour choisir les végétaux qui sont susceptibles de la plus heureuse adaptation.

Les produits spontanés du sol créent une richesse que l'homme peut non seulement exploiter directement, mais qu'il peut employer en vue de la culture même. L'activité microbienne que déterminent les légumineuses devient l'équivalent des plus riches engrais azotés; les cultures dérobées, cultures vertes destinées à être enfouies dans le sol, sont également un engrais précieux; les plantes spontanées, et notamment les plantes marines, varechs ou goémons, servent d'engrais dans toutes les terres qui sont voisines de la mer, comme en Bretagne et dans l'île de Jersey, incomparables au point de vue agricole[1].

Combien encore de produits divers que la nature nous

1. On sait encore qu'en ajoutant au sol de certaines mauvaises prairies des phosphates, des sels de potasse et de la chaux, on seconde, dans la lutte pour la vie, les bonnes graminées et les légumineuses qui arrivent ainsi à supplanter et à éliminer les plantes médiocres. Nourrissez bien les prairies, et, d'elles-mêmes, les plantes utiles deviendront assez vigoureuses pour vous débarrasser des mauvaises graminées, des crucifères, des ombellifères, etc.

fournit gratuitement et que nous devons travailler à faire entrer de plus en plus à titre de facteurs rationnels dans l'exploitation de la terre ! Au reste, toute la culture ne repose-t-elle pas sur les propriétés de ce complexe inégal, mais toujours si précieux, qu'on appelle *l'humus* ? L'humus apporte un témoignage souverain en faveur du rôle joué par les forces confuses et mêlées qui agissent en dehors de l'action humaine. Il résulte d'altérations, de décompositions et de désagrégations, multiples et successives, poursuivies et renouvelées durant des siècles ! Et, sans parler encore un coup de l'action microbienne, les vers de terre, par exemple, travaillent, eux aussi, à la formation de cet humus plus habilement et utilement que l'homme ne le saurait faire : leur précieuse activité est bien connue depuis qu'elle a été observée et décrite par Charles Darwin ! Ce sont là des collaborations naturelles dont nous devons apprécier de plus en plus l'efficacité.

Un autre produit complexe et varié, le fumier de ferme, après avoir été durant de longs siècles le seul engrais universellement employé, a été très attaqué et méprisé lors des premières grandes découvertes agronomiques du siècle passé ; quelques savants en conseillaient même l'abandon radical. Il est aujourd'hui réhabilité. A lui seul, il ne peut pas suffire pour rendre fertiles des terres pauvres ou appauvries et, d'autre part, avec des engrais heureusement combinés, il est possible de s'en passer, mais il n'en est pas moins incontestable que, riche en débris organiques et riche en sels, il est l'une des plus heureuses et des plus utiles nourritures de la terre ; il représente, en tout cas, un très bon engrais azoté et il devient le véhicule naturel de certains engrais ou amendements difficilement solubles dans la terre et assimilables par la plante ; il est réconnu aujourd'hui que l'un des meilleurs moyens de donner à la terre les superphosphates, par exemple, est de les mélanger quotidiennement à la litière des bêtes et de les répandre ainsi sur le sol unis au fumier. En outre, le fumier est, par sa constitution même, un énergique promoteur de l'activité des bactéries, et il contribue

à améliorer le milieu dans lequel elles doivent se développer. C'est pourquoi toute grande exploitation sagement dirigée doit tendre, lorsqu'elle le peut, à avoir son bétail vivant de ses propres fourrages, puisque ces fourrages fournissent l'occasion de rendre à la terre l'azote emporté par les autres cultures, et le bétail élevé ainsi avec les produits de la terre même, fournit un fumier qui doit, en bien des cas, être complété, mais qui toujours remplace certains engrais coûteux. Ainsi, l'exploitation repose sur un ensemble d'opérations qui forment un cycle fermé, et la terre s'assure son renouvellement d'énergie avec le minimum d'effort et le maximum d'économie.

Aussi bien tout cela n'est possible et tout cela n'est vrai, ne l'oublions jamais, qu'avec le concours constant de cette force qu'a fait parfois déprécier la multiplication des énergies mises à la disposition de l'homme par les découvertes industrielles. Sans méconnaître certes l'importance des découvertes scientifiques, il convient de ne pas oublier l'énergie physique du corps humain, le travail de l'homme; car c'est un des plus réconfortants résultats des recherches des savants que cette explication théorique de l'utilité et de la nécessité de beaucoup d'usages agricoles anciens, que cette confirmation parfaite de l'effort donné par l'homme à la terre ; les expériences sur la nitrification ont montré que le meilleur moyen de l'activer était de retourner la terre par des labours sérieux, dès l'automne ; le binage correspond à un engrais azoté. Ameublissement répété de la terre, disposition régulière et méthodique des cultures, choix des semences, en un mot, soins minutieux et continus donnés à la terre productrice, voilà le vieux secret de la richesse des pays prospères d'ancienne culture, voilà aussi la condition de toute culture rémunératrice, du moins dans nos pays où le terrain est toujours très limité et doit produire le maximum sur un petit espace. La science a expliqué les procédés empiriques bien connus ; elle a démontré comment et pourquoi c'est la première et non la moindre des habiletés pour le cultivateur que d'être

un laborieux et de travailler la terre avec amour et avec constance.

Cette force patiente et souple des muscles humains, que nous appelons la main-d'œuvre, donne aux pays agricoles de population très dense, comme la Chine, l'Inde, le Delta du Nil, un avantage considérable sur nos pays à nous ; dans nos régions, où la population agricole n'est jamais aussi forte, où les grandes villes sont des centres d'attraction de plus en plus actifs, où l'industrie a besoin de bras, nous ne pourrions lutter, si précisément à l'époque où l'amélioration et la multiplication des moyens de transport nous ont forcés et nous forcent de plus en plus à compter avec les plus lointains pays de production, les instruments agricoles perfectionnés n'étaient venus aider l'homme, simplifier son travail en exigeant moins de bras. A coup sûr, une révolution comme celle de l'introduction des machines a eu des conséquences graves dans telle ou telle contrée, mais il ne faut pas oublier combien, dans l'ensemble, les bras manquent pour les travaux des champs, combien de mouvements d'émigration temporaire sont devenus nécessaires pour fournir aux besoins d'hommes des régions où l'agriculture est active, et l'on jugera comme un indiscutable bienfait social les progrès réalisés par les machines. La motoculture, qui tend à se généraliser de plus en plus en France, survient parmi nous à l'époque précise où les vides humains résultant de la guerre auraient constitué une menace d'irrémédiable infériorité. Les instruments agricoles, et surtout les plus perfectionnés, en donnant à notre agriculture un moyen plus efficace de lutter contre les pays où la main-d'œuvre abonde, ont relevé la main-d'œuvre et contribué à maintenir la richesse agricole de nos contrées. L'effort humain est une force exceptionnellement utile et vigoureuse, et dans cette utilisation de toutes les forces en vue de l'exploitation de la terre, il convient qu'on attribue à cette force le plus important coefficient de valeur et qu'on lui assure par toutes les méthodes possibles le meilleur rendement.

Ainsi se dégage de tous les faits contemporains une plus habile et plus sage interprétation des forces naturelles. La discipline scientifique a conduit à une plus exacte connaissance et à une économie plus rationnelle des énergies actives à la surface de notre globe. Tandis que l'industrie tend trop souvent à épuiser des richesses qui ne se renouvelleront plus, on peut dire que l'agriculture, en assurant aux énergies de la terre une action plus féconde, a développé la force créatrice de la terre ; tandis que l'industrie doit se demander avec quelque anxiété si les provisions de houille ou de cuivre ne s'épuiseront pas trop tôt, l'agriculture est mère de son avenir, puisqu'elle s'appuie sur des forces qui, loin de se détruire par l'usage, acquièrent plus de vigueur à mesure que leur rôle est précisé. L'homme, au début du XXe siècle, est devenu sans conteste à un plus haut degré, un bon ménager de la terre.

En ce qui regarde la France, la guerre de 1914-1918 a eu un autre résultat économique et social inattendu[1].

1. A l'appui de cette affirmation, on doit citer la récente statistique des droits sur ventes d'immeubles depuis 1913, publiée par le Ministère des Finances. Alors que le montant de ces droits ne s'élevait en 1913 qu'à 183 208 500 francs, il passe en 1918 à 204 813 000 francs pour atteindre le chiffre de 538 296 000 francs en 1919. Or, comme la crise des loyers n'a guère favorisé les transactions immobilières urbaines, il faut bien penser, avec CAZIOT (*La valeur d'après-guerre de la terre*, Paris, 1919), que l'énorme progression des droits intéresse les propriétés rurales. Dans quelle proportion doivent se compter les nouveaux propriétaires ? Il n'est guère possible de le dire avec précision. CAZIOT a montré que, dans la presque totalité des régions, les fermiers achetaient la terre qu'ils cultivent. En Bretagne, les acquéreurs sont des cultivateurs. Dans le Nivernais et en Bourbonnais les acquéreurs sont également des fermiers et des métayers ; de même dans les régions du Centre. En Auvergne, les propriétaires sont expropriés par leurs fermiers ; en Bourgogne, les deux tiers des propriétés passent aux mains des fermiers. Dans la Dombes et la Bresse, dans la région lyonnaise les petits domaines de 10 à 30 hectares exploités par une famille sans le concours de domestiques se vendent parfois 60 p. 100 au-dessus de leur valeur en 1914. En Provence et dans la région du Midi, le mouvement immobilier se traduit d'une manière générale par une division plus grande de la propriété ; les paysans convertissent en terres leurs billets de banque. En Languedoc et en Roussillon, à part quelques spéculateurs qui achètent les grands domaines, les acquéreurs sont également les locataires du sol. Il en résulte que si le nombre des propriétaires n'augmente pas d'une manière absolue, puisque les anciens propriétaires sont remplacés par leurs fermiers, il s'opère néanmoins une transformation profonde dans la possession de la terre. Des centaines de milliers de paysans ont accédé à la propriété. Aucune transformation sociale n'est plus profonde en France que celle qui se sera passée en 1919. La hausse des produits du sol aura eu cette répercussion heureuse de rendre propriétaires ceux qui sont restés aux champs. De ces faits, CHARLES MAURRAS a conclu : « Le paysan s'est affranchi... Je ne sais pas si c'est une révolution, comme on le dit... Ce qui est sûr, c'est que jamais les promesses de prospérité n'ont été plus solides en France... Les bases morales de l'ordre sont fournies par une population rurale travailleuse et prospère. Que ce brillant retour d'abondance réussisse à repeupler les campagnes : tout est sauvé. »

Cette terre que les contingents paysans ont défendue le plus continûment, s'est enrichie à un point tel que dans les environs de Limoges, par exemple, une seule récolte de pommes de terre a pu payer le prix de la terre. L'augmentation du prix des denrées agricoles a abouti à cet effet général que les paysans ont racheté leurs hypothèques, et qu'au Sud d'une ligne Le Havre-Belfort la terre est entièrement libérée. C'est une libération sociale capitale qui n'a eu son équivalent dans aucun des quinze siècles d'histoire qui précèdent; et de cet ensemble de faits, à la fois géographiques et historiques, se dégageront peu à peu des conséquences humaines d'une portée illimitée.

CHAPITRE V

LE PEUPLEMENT DU GLOBE : LES FAITS DE FIXATION[1]

1. — Les groupes humains sur la carte.
2. — Zones de concentration passive : les terres de l'eau et du soleil.
3. — Zones de concentration active : archipels et lisières maritimes.
4. — Zones de concentration active : conquête de la forêt et du steppe ; les terres du blé et de la houille.
5. — L'urbanisme et le déplacement des masses vers le Nord.

1. — *LES GROUPES HUMAINS SUR LA CARTE*

Que ce soit pour la préhistoire, pour l'histoire économique ou pour l'histoire sociale, l'interprétation géographique des faits étudiés nous a souvent conduits à mettre en lumière l'importance primordiale du *peuplement* du globe : nous entendons par là non seulement la répartition des masses humaines sur la planète, dans le présent et dans le passé, mais leurs mouvements continus d'expansion, de glissement, d'interpénétration et de restriction qui modifient sans cesse l'équilibre des groupes. Il est temps d'esquisser une vue synthétique du peuplement. Il faut en dégager les caractères de fixation et les caractères de mouvement : l'étude des cartes de densité fournit les premiers et l'histoire les seconds.

Les documents sont défectueux dans les deux cas. Les cartes de densité ne donnent qu'un instantané vrai pour un fugitif moment, et d'une vérité partielle, puisqu'elles masquent la notion de l'incessant mouvement des masses. L'histoire, elle, est muette sur ce mouvement, quand il n'est point lié à

1. Voir fig. 20, à la fin du chap. VI.

d'éclatants changements dans l'ordre politique ou social. Pourtant il est nécessaire d'essayer de comprendre les lois du peuplement du globe, *sur la carte* et *à travers les siècles*. Car ces lois sont à la base de toute géographie politique.

Pour interpréter les mouvements des masses humaines organisées en Etats, les ruptures d'équilibre entre ceux-ci et leurs transformations, il faut avoir présents à l'esprit les rapports numériques des masses, la pléthore des unes, l'appauvrissement des autres, et les courants généraux qui s'établissent entre elles. Certes, le nombre n'est pas l'unique loi de l'histoire. Mais il est une des lois souveraines. Ses effets, souvent contrecarrés, se font toujours sentir d'une manière complète ou d'une manière partielle. La concentration humaine détermine la force de résistance et la force d'expansion des grands groupes : elle a fait la force de résistance de la Chine ; elle fait la force d'expansion de l'Europe.

Au premier coup d'œil, deux faits essentiels apparaissent et sur la carte et sur les documents statistiques les plus récents : la population de la planète augmente très rapidement, au moins depuis un siècle [1], c'est-à-dire depuis l'époque où nous avons commencé à avoir des renseignements dignes de foi et d'une généralité suffisante ; ensuite, cette population est très inégalement répartie sur la surface habitable ; plus les cartes se font précises, plus cette inégalité s'accuse.

Selon les tables statistiques d'Otto Hübner, la population

1. Au commencement du XVIIIe siècle, MONTESQUIEU niait cet accroissement dans les *Lettres Persanes* ; il penchait même pour une diminution rapide de l'espèce. Il pouvait le faire, en l'absence de statistiques, sans être contredit positivement par les choses. De nos jours, on est plus étonné de voir L. GUMPLOWICZ pousser le paradoxe jusqu'à soutenir que la population de la terre n'augmente pas ; il est vrai qu'il le fait à la suite de GOBINEAU, le seul penseur français contemporain auquel les Allemands aient accordé quelque considération. « Il n'est aucunement établi, assure GUMPLOWICZ, que le nombre des hommes sur la terre augmente. Il est vrai que la plupart des statisticiens admettent que ce nombre s'accroît : ils raisonnent par analogie, après avoir constaté que, de nos jours, telle ou telle population ne cesse d'augmenter. D'autres savants, GOBINEAU par exemple, sont d'avis que le nombre des hommes sur la terre était bien plus considérable autrefois qu'il ne l'est à présent... Certains groupes humains s'augmentent aux dépens d'autres groupes, le nombre des hommes sur la terre restant toujours égal à lui-même. » (L. GUMPLOWICZ, *La Lutte des Races*, trad. franç., 1895, p. 63-64.) Il y a bien des contre-vérités dans ce peu de mots.

du globe s'élevait en 1913 à 1 631 517 000 habitants[1]. Laissons de côté une précision inutile et illusoire ici : il demeure que plus d'un *milliard et demi* d'hommes vivaient à cette date. Un siècle auparavant, selon toute vraisemblance, il n'y avait guère plus d'*un milliard* d'hommes. L'augmentation a donc été d'environ 50 p. 100 ; elle serait due tout entière, d'après W-F. Wilcox, à l'augmentation de la population européenne ou d'origine européenne, tandis que les deux autres grands foyers du peuplement, la Chine et l'Inde, demeuraient stationnaires, et que l'Afrique intertropicale décroissait. De 1750 à 1914, l'Europe se serait accrue tous les ans d'environ 2 millions d'hommes, sans tenir compte des foules qui l'ont quittée pour peupler les deux Amériques et l'Australasie[2].

Cette donnée nous indique déjà ce qu'une étude géographique détaillée de la répartition et des progrès du peuplement ne fera que confirmer : l'humanité traverse, depuis un siècle environ, un stade exceptionnel de son histoire. Jamais, au cours des nombreux siècles qu'elle a vécus avant le nôtre, elle n'a vu ses masses s'enfler de cette manière rapide et prodigieuse : car une seule phase antérieure d'accroissement semblable aurait abouti à une extension soudaine du peuplement dont les traditions historiques, si vagues qu'elles soient, porteraient une trace au moins légère, et cette trace n'est nulle part visible. Jamais sans doute l'humanité ne reverra une phase d'accroissement pareille sans subir au préalable une forte oscillation dans le sens inverse, celui de la réduction numérique des groupes. Car il serait absurde de penser que la crue du peuplement puisse continuer sans secousse dans les mêmes proportions : l'effort d'exploitation qui arrache au sol des ressources de nourriture sans cesse plus abondantes ne saurait, malgré les trouvailles du génie humain, suivre d'un pas égal l'accroissement de l'espèce, si celle-ci devait se développer dans l'avenir selon le même rythme que depuis un

1. P. Vidal de la Blache, *La répartition des hommes sur le globe* (*Ann. de Géog.*, XXVI, 1917, p. 81-82).

2. W. F. Wilcox, *The expansion of Europe in population* (*Amer. Econom. Review*, vol. V, 1915, n° 4, p. 737-752).

siècle. William Crookes, étudiant en 1898 la culture du blé et son extension possible sur le globe, estimait que les emblavures en blé pouvaient s'étendre à 100 millions d'acres nouveaux (41 millions d'hectares), ce qui, au taux de production moyenne de 12,7 boisseaux par an et par acre, donnait une production accrue au maximum de 1 270 000 000 de boisseaux, « juste assez pour nourrir l'excédent de la population parmi les mangeurs de pain jusqu'à l'an 1931 », en supposant la continuation de l'accroissement des hommes au taux des dernières décades du XIXe siècle[1]. On pourrait faire un calcul semblable pour tous les produits, animaux et végétaux, qui sont les bases essentielles de l'existence humaine, selon les genres de vie et selon les climats. Nombre de ces produits ressentent déjà les effets de l'économie destructive, qu'aucune chimie alimentaire ne suffit à combattre. Si donc des forces de l'ordre intellectuel et social n'agissent pas pour ralentir l'accroissement total de l'espèce, et si le fer des hommes acharnés à se détruire n'y suffit pas, la famine y pourvoira. Ces déductions, basées sur des chiffres positifs et émouvants, conduisent à concevoir la guerre non comme une catastrophe, mais comme un phénomène naturel et normal[2].

Toutefois, si l'accroissement par masses énormes, tel que nous le connaissons, se heurte à des impossibilités prochaines, il y a encore une marge assez grande pour un accroissement modéré. L'étude même de la carte nous le montre. Elle nous fait voir, dans les parties habitables de la terre, des surfaces libres pour le peuplement. Les espaces blancs ou les zones de population éparse entre les masses de densité ne coïncident pas nécessairement avec des pays stériles et rebelles à l'installation humaine : loin de là.

Un déterminisme géographique étroit nous ferait penser

1. D'après H.-N. Dickson, *The redistribution of mankind* (*Geogr. Journ.*, XLII, juil.-déc. 1913, p. 372-385).

2. Pourtant, il serait vain de s'effrayer trop tôt des calculs de Crookes, adoptés par Dickson. Des calculs de prévision à base arithmétique et simpliste ne tiennent pas compte d'une multitude de contingences qui les empêcheront de se réaliser. V. plus loin, chap. x, § 1.

que les masses humaines s'ordonnent en densité croissante ou décroissante sur les territoires, selon que ceux-ci présentent une plus ou moins grande quantité de ressources utilisables pour la nourriture, pour l'habitat et pour le commerce, soit par la cueillette, soit par la culture, soit par les matières employées dans les industries. Il suffit d'étudier de près la répartition des groupes pour comprendre que les choses ne se passent pas ainsi. On pourrait le préjuger avant tout examen. Car, si la terre fait l'homme, l'homme fait aussi la terre par son travail. A la réserve de quelques zones désertiques absolument inhospitalières, — et encore ces zones ne sont-elles pas tout à fait désertes, — l'homme peut vivre, se nourrir et se multiplier partout. Tel pays au grand renom de fécondité n'est devenu nourricier et populeux que par un effort obstiné de nombreuses générations : la Flandre en offre un exemple[1]. Au contraire, il existe aujourd'hui encore sur le globe, — et il existait surtout il y a cent ans à peine, — d'immenses pays où un climat doux, une terre profonde et riche, des eaux abondantes et la croissance presque spontanée des végétaux utiles offraient à l'homme des centres tout préparés de multiplication, sans que l'homme en profitât ; à peine depuis quelques décades commence-t-il à y pousser sa charrue et ses troupeaux ; les places à prendre sont encore plus nombreuses que les places prises. Tel est le cas des belles régions tempérées de l'hémisphère Sud, l'ancien *vide austral*, les terres riches de l'Argentine, de la Nouvelle-Zélande et de quelques parties de l'Afrique du Sud et de l'Australie. Ces terres, sur 15 millions de kilomètres carrés, ne sont peuplées aujourd'hui que de 26 à 27 millions d'habitants[2], dont les neuf dixièmes viennent d'arriver ou descendent de gens qui se sont fixés depuis cinquante ans à peine dans ces régions.

1. « La plantureuse Flandre est une légende, si l'on entend par là un pays naturellement gras et fertile, la terre de l'abondance et de la bonne chère ; la prospérité du pays est l'œuvre exclusive de sa population. » (R. Blanchard, *La Flandre, étude géographique de la plaine flamande*, Lille, 1906, p. 520-521).

2. P. Vidal de la Blache. *La répartition des hommes sur le globe* (*Ann. de Géogr.*, XXVI, 1917, p. 82).

Autres exemples typiques, qu'il faut encore rappeler : par les qualités propres de leur sol, Sumatra et Bornéo valent autant que Java ; ce ne sont pourtant, auprès de Java, que des déserts. La Birmanie vaut le Bengale ; cependant elle n'a qu'une population éparse, tandis que le Bengale est une des fourmilières les plus populeuses du monde.

Pendant que l'homme néglige ou a longtemps négligé de vastes territoires où une vie facile lui était promise, il s'est obstiné à s'implanter de très bonne heure (et cela est souvent antérieur à toute tradition historique), sur des terres rebelles où il s'est groupé par associations éparses, mais parfois assez denses et résistantes, comme ces rudes plantes que l'on voit croître, dans les montagnes, au moindre creux de rocher, avec tout juste un soupçon de terre végétale autour de leurs racines. Les populations des déserts d'altitude comme les pasteurs du Tibet et du Pamir, des déserts sans eau comme les nomades arabes et sahariens, et des latitudes arctiques comme les Eskimos, les Lapons et les Samoyèdes ne présentent nulle part des masses homogènes et nombreuses comparables à celles des pays civilisés ; mais, dans leur éparpillement, elles atteignent et souvent dépassent le taux de peuplement compatible avec les ressources du pays, tandis que de nombreuses masses humaines, vivant dans les régions nourricières du globe, ne parviennent pas au taux que les conditions naturelles paraissent indiquer.

Il est vrai que les zones inhospitalières peuplées sont parfois des régions de refoulement, comme ce Pamir qu'on a longtemps et sérieusement représenté comme le berceau des races indo-européennes, et qui, dans ses hautes et froides vallées au sol stérile, nourrit tout au plus 1 500 Karakirghizes sur 7 millions d'hectares. « Les Kirghizes du Pamir y ont été chassés par la vindicte sociale. Car la plupart, tous peut-être, descendent de brigands. Quelle race abjecte, s'écrie Capus. Ils vivent de lait, de fromage et de chair de bêtes mortes, connaissant à peine le pain de nom. Pour accepter des conditions d'existence aussi précaires, il faut n'avoir jamais connu un état meilleur ou avoir été forcé de l'abandonner pour des raisons péremptoires. Le Pamir est souvent de la sorte un *refugium peccatorum* où vont se retirer pour vivre mal, mais à l'abri des

vendetta et des représailles sociales, les *outlaw* des contrées environnantes, prisonniers échappés d'une civilisation avancée, pour aller respirer sur le *toit du monde* l'air raréfié d'une liberté de fauve[1]. »

Mais il importe peu pour nous que les Karakirghizes du Pamir y soient venus contre leur gré ; il importe peu qu'ils y vivent mal. L'essentiel, c'est qu'ils y vivent, y restent et s'y perpétuent ; ils montrent ainsi la faculté d'acclimatation presque sans limites de l'animal humain. Un pays qui, selon les conditions naturelles, devrait être une tache blanche sur les cartes de densité, n'est pas dépourvu d'occupants. Opposons aux rochers du Pamir les terres de l'Amazonie. On croit généralement que c'est l'épaisse forêt équatoriale qui, à elle seule, fait un désert de la plus grande partie de l'Amazonie ; on croit aussi que le vide ne comprend que les fourrés inextricables de l'intérieur, loin de la côte. Double inexactitude. Le désert ne se trouve pas seulement à l'intérieur, mais sur la côte ; il ne comprend pas seulement la forêt, il comprend aussi les savanes, les *campos*. Dans la partie orientale de la province de Para, pays accessible entre tous, la forêt vierge et le *campo* sont également déserts : le pays n'est même pas exploré, sa nomenclature géographique n'existe pas. Une terre qui, selon les conditions naturelles, devrait nourrir un peuple nombreux, est encore aujourd'hui à l'état de vide absolu[2].

Si les conditions d'existence faciles déterminaient seules la fixation et la multiplication des masses, les zones de densité les plus anciennement occupées seraient toutes des zones de concentration sur la carte actuelle, puisque ni les conditions physiques des grandes régions du globe, ni les éléments de base de la nourriture humaine n'ont sensiblement changé depuis la préhistoire. En fait, certains foyers de concentration, comme la Chine, ont conservé ou accru leur peuplement à travers les siècles. Mais il y en a d'autres où la population s'est éclaircie. Ni l'Anatolie, ni la Syrie, ni la Mésopotamie, ni la Cyrénaïque, ni les plateaux de l'Amérique tropicale ne sont aujourd'hui peuplés comme ils le furent à un ou à plusieurs moments de leur histoire.

1. S. Zaborowski, *Les peuples aryens d'Asie et d'Europe*. Paris, O. Doin, 1908, p. 24-25.

2. Snethlage, *Nature and man in Eastern Para Brazil* (*Geogr. Rev.*, juillet 1917. p. 41-50).

Pour arriver à une juste estimation des mouvements des masses et de la cristallisation du peuplement, il faut nous défaire des habitudes d'esprit de l'homme civilisé, outillé et informé. Celui-ci considère le globe comme un champ de colonisation dont il classe les différentes régions selon une échelle des valeurs. De nos jours même, la masse des émigrants n'a pas un horizon si large : poussée par la faim ou par le désir du lucre, elle cherche à tâtons au dehors un endroit où elle vise à retrouver les mêmes conditions d'existence, matériellement ou du moins pécuniairement améliorées, et elle se laisse aisément aiguiller sur les voies routinières. A plus forte raison les migrations historiques, dirigées vers des pays inconnus ou vus à travers les légendes, ont souvent tâtonné. Parfois elles n'ont pas atteint, parfois elles ont dépassé les régions où les conditions géographiques leur eussent offert l'*optimum* de la vie matérielle. Ajoutez à cela les migrations de contrainte qui entassent sur des zones de refoulement et de refuge, bien protégées, mais peu fertiles, les populations vaincues ; ajoutez encore que les terres les plus riches concentrent périodiquement sur elles les forces de pillage et de dévastation : cela nous fait comprendre pourquoi le déterminisme géographique des conditions d'existence *optima* est si souvent masqué ou formellement démenti par la réalité des faits. La répartition et le mouvement des masses humaines obéissent à des lois d'un mécanisme plus complexe et plus délicat. A côté des conditions naturelles, la spontanéité humaine y a sa place.

Aucune condition géographique ne suffirait, à elle seule, à expliquer l'extrême inégalité de la répartition des hommes sur la terre.

C'est un fait bien frappant que les *deux tiers* de l'humanité vivent sur un espace qui ne dépasse pas le *septième* de l'étendue des continents[1]. L'Europe, l'Inde et la Chine comptent à elles trois un milliard d'hommes ; un demi-milliard

1. P. Vidal de la Blache, art. cité, p. 81-82.

seulement vivent dans les étendues immenses du reste de l'Asie, de l'Afrique, des deux Amériques et de l'Australasie, toutes accueillantes et nourricières pour l'homme, sauf les régions de *débilitation équatoriale* et les *régions de la faim*[1] : déserts de sécheresse, déserts d'altitude et déserts subarctiques.

Le tiers de l'humanité qui ne vit pas dans les trois grandes zones de concentration est lui-même condensé, soit sur des zones plus petites, soit sur des zones assez étendues avec une moindre densité relative : ce sont le Japon, Java, l'Egypte, le Soudan et la partie orientale des Etats-Unis. En dehors de ces zones existent encore quelques foyers très restreints de grande densité, souvent réduits à une ville et à sa banlieue, comme en Australasie et dans l'Amérique du Sud : Melbourne, Sydney, Rio de Janeiro, Buenos Aires. Tout le reste des continents correspond à de vastes zones de dispersion, où les groupes s'éparpillent jusqu'à l'extrême ténuité, et où même les îlots de solitude absolue ne sont pas rares.

Mais aussi se font sans relâche, d'un foyer de peuplement à l'autre, à travers les zones de dispersion et à travers les mers, des échanges d'hommes par va-et-vient ou par départs et arrivées à titre définitif ou temporaire. Ces mouvements extérieurs aux zones de concentration sont accompagnés, dans les mêmes zones, de mouvements intérieurs : ceux-ci changent sans cesse les pôles principaux de densité ainsi que le sens et la portée du fourmillement. La succession des générations et le défaut constant d'équilibre, dans un sens ou dans l'autre, entre les naissances et les décès, modifient d'heure en heure la valeur et l'importance relatives des foyers de concentration.

Pour nous guider à travers ces apparences sans cesse changeantes, nous irons du plus stable au moins stable. Nous commencerons par les zones de concentration les plus anciennement assises et les moins variables comme étendue géographique et comme valeur numérique des groupes. Nous

1. Termes heureux employés dans un travail du reste superficiel. Voir H. J. Fleure, *Régions humaines* (*Ann. de Géog.*, XXVI, 1918, p. 161-174).

continuerons par les zones et foyers de concentration plus récemment établis, géographiquement et numériquement plus extensibles. Nous terminerons par les routes de mobillté et de dispersion où les hommes passent sans se fixer. Nous chercherons aussi leurs centres de départ et leurs points de distribution à l'arrivée. Ce procédé est une méthode, à condition de ne point trop le systématiser, ce dont nous gardera une préoccupation constante de la réalité.

Les zones de la première catégorie sont les zones de concentration *passive*, où l'importance numérique et l'encadrement géographique des groupes se trouvent sous la dépendance directe des lois naturelles. Ce sont la Chine, l'Inde, l'Egypte et le Soudan : les terres de l'eau et du soleil. Ce ne sont pas les pays de la paresse, mais ceux de l'effort *limité* et *incomplet*.

Les zones de la deuxième catégorie sont les zones de concentration *active*, où l'effort humain corrige sans cesse à son profit les conditions générales du milieu. Ce sont les pays de la lutte et de l'effort *triomphant :* lutte contre la mer, contre la forêt, contre le steppe ; extension graduelle des cultures nourricières et forage du sous-sol.

Les *zones d'origine* de la mobilité et de la dispersion se confondent maintenant avec des zones de concentration active, ou sont en marge de ces zones et tout près d'elles. La puissance d'expansion des masses humaines dépend de forces très diverses : tantôt elle paraît développée en raison de la puissance de travail et de production des peuples ; tantôt, au contraire, elle paraît en relation avec la rupture d'équilibre entre une prolifération active et un travail languissant ou un sol ingrat.

Les *routes* de la mobilité et de la dispersion ont été autrefois le steppe et les mers côtières ; aujourd'hui, c'est l'Océan qui a remplacé le steppe et les routes maritimes de lisière.

2. — ZONES DE CONCENTRATION PASSIVE : LES TERRES DE L'EAU ET DU SOLEIL

De l'Himalaya à la mer des Indes, les vastes terres de l'Inde gangétique et du Dekkan, illuminées pendant six mois par un soleil aux rayons presque verticaux, et, pendant six mois ou presque, arrosées par la condensation des abondantes vapeurs de l'Océan Indien, ont donné à la plante humaine un milieu de serre chaude où elle semble s'être multipliée de très bonne heure et avant toute histoire. L'Inde demeure aujourd'hui un des principaux foyers de concentration ; elle est un des plus stables. Bien que son importance relative ait sûrement diminué depuis un siècle, elle contient encore le cinquième de la population du globe, plus de 300 millions[1]. Elle a paru autrefois, plus qu'aujourd'hui, la mère des races humaines, *mater gentium*. Aux hommes d'Occident, relativement dispersés et peu nombreux, soit dans la grande zone de steppes et de déserts qui borne à l'Ouest le monde hindou, soit même dans les presqu'îles d'Europe où la population a été clairsemée jusqu'au dernier siècle, l'Hindoustan donnait l'impression d'un fourmillement de races et de peuples d'une luxuriance égale à celle de la nature tropicale qui les encadrait. De ce contraste et de cette impression grandis par l'éloignement sont nées les vues théoriques qui ont régné longtemps sur la science, et qui ont prétendu faire de l'Inde, après les plateaux du Pamir, les réservoirs d'origine et le centre d'expansion des races essaimées plus tard sur tout le monde occidental. Vues spéculatives, dédaigneuses de la réalité. Dans le peuplement de l'Inde, les conditions géographiques sont souveraines. Région de concentration passive, l'Inde a très peu reçu du dehors ; elle lui a très peu donné.

1. La population de l'Inde anglaise en 1911 était de 315 156 000 habitants, soit 65 au kilomètre carré (Résultats du *Census* de 1911). De 1901 à 1911, l'Inde et la Birmanie avaient gagné 21 millions d'habitants. Cela était directement contraire aux prévisions un peu pessimistes de P. Vidal de la Blache (*Le peuple de l'Inde d'après la série des recensements*, *in Ann. de Géogr.*, XV, 1906, p. 353-375 et 419-442).

Ici les hommes se sont multipliés par suite de l'action fertilisante de l'eau et du soleil, dont les effets simultanés ou alternés ne se font sentir nulle part avec autant de puissance sur une région aussi étendue. Comparez pour l'Inde trois cartes : celle des pluies de la mousson, celle de la densité de la population, et celle des cultures alimentaires de base (blé, riz et

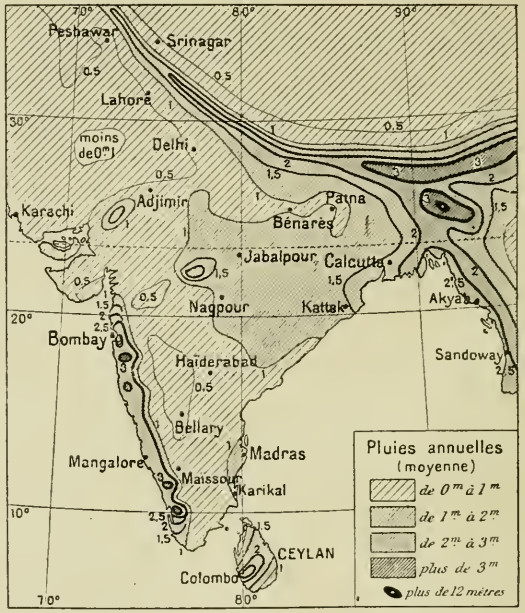


Fig. 10. — Trois cartes presque superposables de l'Inde : chute des pluies, densité de la population, production des céréales : *A*) Pluies annuelles.

Excès de précipitations dans le Bengale, le long de l'Himalaya et sur la côte de Malabar (*voir la figure suivante*).

millet). Ces trois cartes se superposent avec une exactitude frappante. Particulièrement suggestifs sont les rapports de la première et de la deuxième : les teintes foncées de l'une correspondent aux teintes foncées de l'autre. C'est que les pluies très abondantes permettent deux et parfois trois récoltes par an, tandis que les pluies moyennes n'en donnent qu'une. Une région à trois récoltes pourra compter 200 habi-

tants au kilomètre carré, une région à deux récoltes en aura encore plus de 100, tandis qu'une récolte unique nourrira une population inférieure à ce chiffre (fig. 10, 11, 12).

C'est sur les cartes de pluies, de production et de densité que l'on saisit la raison de l'impression de fourmillement populeux donné par l'Inde, tandis que les chiffres généraux des

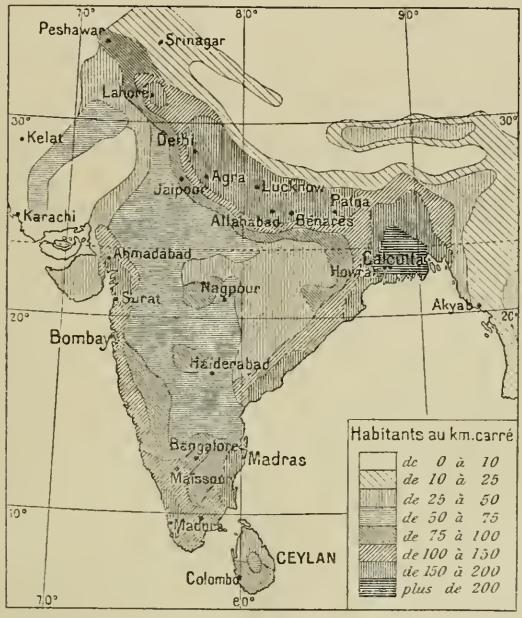


FIG. 11. — INDE : *B*) DENSITÉ DE LA POPULATION.

Forte densité dans le Bengale, la vallée du Gange, et sur les côtes de Malabar et d'une partie du Coromandel, où il y a, grâce aux pluies et à l'ensoleillement, deux et parfois trois récoltes par an.

recensements ne s'accordent qu'à demi avec cette impression. Pour l'espace immense qui va de l'Himalaya au cap Comorin, les 315 millions d'hommes dénombrés (1911) donnent une densité moyenne de 65 au kil. carré. Ce chiffre n'a qu'une signification générale. Il a toutefois l'avantage de nous faire préjuger l'existence, dans l'Inde même, de vastes régions de dispersion, puisque les terres favorisées de l'eau et du soleil ont des densités bien supérieures. C'est que l'eau et le soleil

ne produisent leur plein effet de fertilité que dans la plaine. Sur les plateaux, l'eau est dévastatrice, et le soleil ne favorise que la jungle hostile. La population, rare sur les plateaux du centre, s'entasse sur les plaines basses de la périphérie, le long du Gange et sur les côtes, c'est-à-dire sur tous les points où, depuis les Arabes, les navigateurs et les commerçants

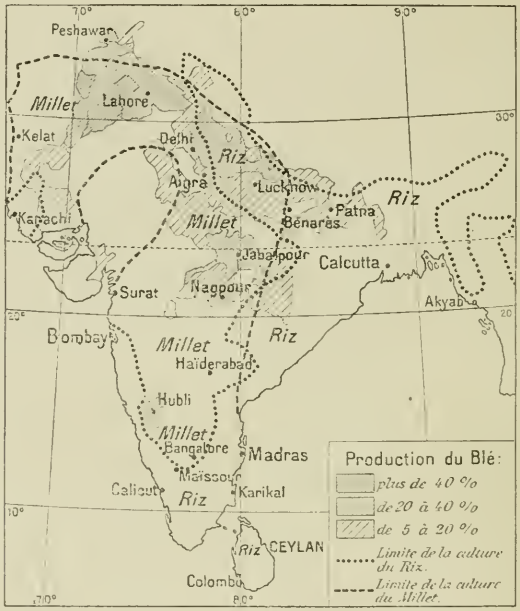


FIG. 12. — INDE : C) PRODUCTION DES CÉRÉALES.

Le riz est la culture dominante des terres basses très arrosées. Le millet l'emporte sur les plateaux de l'intérieur et dans les pays de l'Indus. Le blé occupe une situation intermédiaire.

étrangers sont entrés en contact avec l'Inde. C'est donc en partie à une impression de façade que l'Inde doit sa renommée de mère féconde des races.

Les Européens n'ont jamais pensé à attribuer à la Chine une force de rayonnement analogue à celle qu'ils prêtaient à l'Inde. La Chine est pourtant un foyer de concentration plus étendu encore et probablement plus peuplé. On peut selon toute vraisemblance fixer sa population aux environs de 350

millions, soit près du quart de l'espèce humaine[1]. Mais les Européens ont connu la Chine bien plus tard que l'Inde ; les caractères somatiques de la race chinoise suffisaient à montrer que la Chine n'avait jamais eu aucune part notable au peuplement des steppes asiatiques et surtout de l'Occident européen. La Chine, connue des Byzantins par ouï-dire, seulement entrevue par Marco Polo et entrebâillée un instant vers l'Ouest par les Mongols, se révéla aux navigateurs du XVIe siècle comme un monde presque aussi nouveau que l'Amérique : c'était la Chine que Colomb cherchait, lorsqu'il se heurta en route au continent dont il ignora toujours la vraie position et la vraie nature.

Cette Chine ignorée des Européens était cependant un foyer d'expansion humaine plus actif que l'Inde : de tout temps elle s'est signalée à l'intérieur par une réaction plus vive contre les lois naturelles, tandis que sur les frontières les colons et les pionniers chinois « grignotaient » le steppe et étendaient peu à peu leurs défrichements et leurs villages. L'agriculture chinoise est plus active et plus progressive que ne le fut jamais l'agriculture hindoue. Il y a des colons chinois dans le steppe mongol ; il n'y eut jamais de colons hindous sur la bordure extérieure de l'Inde. Ces différences se reflètent clairement dans la différence des destinées politiques de l'Inde et de la Chine. Cependant, en tenant compte des nuances qui font que l'Inde et la Chine ne sont pas plus exactement superposables que deux êtres géographiques quelconques, le foyer de concentration chinois mérite de figurer, comme le foyer hindou, parmi les zones de concentration *passive* où les conditions naturelles déterminent d'une manière assez étroite les

1. Il y a peu de questions où il soit aussi malaisé d'arriver à la vérité que la question de la population de la Chine. Jamais ceux qui ont tenté de la chiffrer, depuis lord Macartney (1793) n'ont réussi à se mettre d'accord ; parfois leurs estimations varient du simple au double. M. Rockhill, ancien ministre des Etats-Unis à Pékin, attribue une grande valeur au document officiel chinois publié dans la *Gazette de Pékin*, du 27 février 1911 ; d'après ce document, la population des 18 provinces serait de 302 millions, celle des possessions extérieures de 18 millions, soit 320 millions au total. Mais les estimations des Douanes maritimes chinoises donnent le chiffre de 439 millions. Si le premier chiffre est peut-être un peu faible, le second est presque certainement trop fort. Voir *The Statesman's Year Book*, 1919, p. 742-743.

modes généraux d'existence et de développement des masses humaines. Le peuplement chinois a fait preuve à travers les siècles de la même stabilité que le peuplement hindou. Le premier dépend, comme le second, de la chaleur et des pluies abondamment dispensés à ses terres : le versant Pacifique de l'Asie, du 20e au 40e de latitude nord, est une terre de soleil et de grands fleuves nourriciers ; le sol chinois possède même une supériorité, celle d'être moins encombré par la jungle, car il se trouve presque tout entier au Nord du tropique et au delà des limites de la végétation surabondante, hostile à l'homme par son excès. En Chine comme dans l'Inde, ce sont le soc et la houe qui ont fait les groupes humains et qui les ont multipliés. Les aptitudes commerciales de la race ne doivent pas faire illusion : la civilisation chinoise est avant tout une civilisation agricole, et la plus agricole qui soit au monde. Dans les anciennes institutions du pays, l'empereur était tenu tous les ans de labourer un champ avec un soc d'or, acte symbolique d'une haute portée. Si l'Inde n'est qu'un vaste assemblage de communautés de villages, comme l'a montré Sumner Maine, la Chine fut de tout temps une immense réunion de villages familiaux liés ensemble par les fortes traditions de la piété filiale et du culte des ancêtres. Le sol de la Chine ne donne pas seulement au peuple chinois ses éléments de travail et son genre de vie : il lui a donné les éléments principaux de sa formation sociale et morale ; de combien de peuples pourrait-on en dire autant ?

Nous regardons ainsi la Chine et l'Inde, non comme superposables, mais comme scientifiquement comparables. Les différences qui les distinguent ne doivent pas masquer à nos yeux leurs ressemblances profondes. Ce qui les rapproche d'abord, au point de vue qui est présentement le nôtre, c'est leur masse : à elles deux elles comptent aujourd'hui presque la moitié de la population du globe ; elles comptaient, il y a cent ans, bien plus de la moitié. Ce qui est comparable aussi dans l'une et dans l'autre, c'est la stabilité relative de leurs masses à travers l'histoire. Aussi loin que nous remontions

dans le passé, malgré les catastrophes et les révolutions sanglantes, nous n'arrivons jamais à une époque où nous puissions nous figurer une Inde et une Chine méridionale, non pas désertes, mais même habitées par une population éparse comme celle des zones de parcours de l'Asie centrale. *Matres gentium*, non certes ; mais terres d'éclosion et de progrès de l'agriculture, qui nourrit les hommes, qui les multiplie et qui les fixe : ainsi se présentent à nous la Chine et l'Inde.

Elles sont encore comparables dans les lois particulières, de l'ordre géographique et de l'ordre historique, qui régissent le peuplement de l'une et de l'autre.

Habitués à voir, dans nos riches régions agricoles d'Europe, la population rurale assez uniformément répartie sur un sol presque tout entier ameubli ou transformé, nous croyons volontiers qu'il en est de même dans les fourmilières agricoles d'Asie. Il n'en est rien. Pour l'Inde, les cartes de densité, dressées aussi exactement que le permettent nos procédés grossiers, montrent déjà des taches désertiques ou semi-désertiques au cœur des zones de peuplement. Mais ces indications mêmes ne rendent pas assez nettement l'extrême inégalité de répartition du peuplement rural.

Nous savons bien par les cartes qu'entre l'Indus et les rivières du Gange le désert de Thar forme une tache de solitude de 48 000 kilomètres carrés, que détermine uniquement l'absence de pluie et d'eau courante ; c'est un morceau du désert d'Iran incrusté dans l'Inde ; l'effort britannique commence à peine, les travaux d'irrigation aidant, à lui donner des cultures et des habitants. Nous savons aussi par les cartes que les jungles des monts Vindhya et du Bundelcund et une grande partie du sultanat d'Haïderabad n'ont qu'une population très clairsemée. Mais ce que les cartes de densité même les plus détaillées n'indiquent pas, ce sont les îlots de solitude qui à chaque instant paraissent brusquement au cœur de pays aussi peuplés que le Bihar, l'Assam, le Bengale lui-même et les côtes du Malabar et de Coromandel. Dans les terres à demi noyées du Bengale, les marais déserts succèdent brusquement aux rizières peuplées de travailleurs. Au pied de l'Himalaya, la zone insalubre et à demi noyée, elle aussi, du *teraï* avoisine de près les groupes les plus denses. La ligne des étangs côtiers du Malabar fait succéder des rubans de côtes sans villes

ni villages aux champs de millet, d'indigo et de canne à sucre des environs de Pondichéry et de Madras.

On constate en Chine les mêmes inégalités de répartition. En Chine, comme dans l'Inde, le désert presque absolu voisine de très près avec les pays surpeuplés. Les cartes de répartition et de densité sont quelque peu hypothétiques dans un pays qui ne dispose pas encore de statistiques régulières et détaillées. Mais le témoignage de ceux qui ont parcouru l'intérieur de la Chine ne laisse pas de doute sur ce point. Un fait frappant, c'est que les limites des Dix-huit Provinces, ces limites que nous serions tentés de comparer à nos démarcations administratives entre départements, correspondent presque toujours à des zones relativement ou absolument désertes. Cela atteste la survivance tenace de conditions de peuplement et d'existence très anciennes, qui datent du temps où les provinces chinoises formaient autant d'États rivaux et ennemis. A l'intérieur même des provinces, les îlots de presque absolue solitude succèdent sans transition, à l'étonnement du voyageur, aux banlieues populeuses des villes et aux villages agricoles entourés d'une ceinture de vergers et de maisons.

« La province du Kiang-Si, dit le P. Huc, est réputée pour être une des plus populeuses de la Chine. Aussi fûmes-nous étrangement surpris de rencontrer sur notre route de vastes plaines sans culture, sans habitants, et dont l'aspect sauvage nous rappelait les steppes et les déserts de la Mongolie... Ces friches se remarquent principalement aux environs des grands lacs et dans le voisinage des fleuves. Les hommes abandonnent volontiers la terre pour aller passer leur vie sur des barques, ce qui a fait croire, malgré les encouragements donnés à l'agriculture, que la Chine pourrait fournir plus complètement aux besoins de ses habitants, ou en nourrir encore un plus grand nombre [1]. »

Un autre caractère du peuplement rapproche encore la Chine et l'Inde et les sépare de l'Europe et de l'Amérique. Dans l'Inde, comme dans la Chine, il semble que le peuplement soit arrivé plusieurs fois déjà au *point de refus* au delà duquel la multiplication de la plante humaine est impossible. Dans ce cas, le peuplement subit une régression lente ou brusque, pour reprendre ensuite sa marche ascendante. Au lieu d'une courbe d'accroissement régulière ou à peu près, comme en Europe, des documents précis nous montreraient sans doute pour l'Inde et pour la Chine, depuis deux siècles,

1. Le P. Huc, *L'Empire chinois*, 3e éd., II, 364.

une série d'oscillations avec des saillies et des creux assez prononcés. Dans l'un et dans l'autre pays, l'accroissement naturel du peuple rural a été enrayé par des forces que les Européens connaissent peu ou ne connaissent plus. La famine a pratiqué périodiquement des coupes sombres dans le peuple de l'Inde : il suffisait d'une mousson pauvre en pluies pour faire manquer la récolte de riz et de millet ; des milliers d'hommes périssaient ; il en périssait surtout aux temps où il n'y avait ni chemins de fer, ni réserves de grains. Les maladies épidémiques sèment de temps en temps la mort parmi ces populations insoucieuses de toute hygiène. Un raz de marée comme celui d'octobre 1876 balaie les basses terres du Bengale et enlève du coup 200 000 personnes. A ces fléaux se joint la sourde et constante intervention de vices sociaux aussi développés que dans l'Europe surpeuplée, par exemple l'infanticide et l'avortement[1], et d'autres vices que l'Europe ne connaît pas, tels que le meurtre des gens âgés et infirmes et le suicide individuel ou collectif tenu pour honorable. Les veuves qui montaient sur le bûcher où se consumait le corps de leur mari, les illuminés qui se faisaient broyer sous les roues du char de Jaggernàt obéissaient à ces forces d'arrêt du peuplement qui semblent, depuis longtemps, faire équilibre aux forces d'accroissement naturel du peuple de l'Inde. Les pluies insuffisantes, la peste, les typhons, les mœurs et les institutions sociales et religieuses concouraient à la même fin. De nos jours où l'administration britannique a mis un terme à quelques-unes des causes de dépopulation, l'émigration et le malthusianisme (au sens vulgaire de ce mot) viennent à leur tour enrayer l'accroissement.

Miss E. Semple remarque avec raison, à la suite de Malthus, qu'en dehors des îles polynésiennes où l'étroitesse de l'espace fait de l'infanticide et du cannibalisme des sortes de nécessités sociales, les pays qui ont suivi une politique

1. P. Vidal de la Blache, art. cit.

d'isolement, tels que la Chine et le Japon féodal, semblables en cela à de vastes îles, ont recouru aux mêmes pratiques pour enrayer l'accroissement, quand les causes naturelles n'y suffisaient pas[1]. Cela est vrai de l'Inde autant que de la Chine et de l'ancien Japon.

En Chine, toutefois, une sorte de « soupape de sûreté » a été ouverte de tout temps : il s'agit des épouvantables guerres civiles qui ont dévasté périodiquement l'empire. Elles sont mentionnées dans les annales chinoises avec une sorte de régularité qui permet de les comparer aux lois naturelles. Elles sont souvent accompagnées du massacre des habitants de provinces entières, sans distinction d'âge ni de sexe. Il est bien significatif qu'il s'y passe des épisodes de suicides collectifs, demi-libres, demi-contraints, qui entraînent dans la mort les femmes de tout un pays, comme il arriva dans la région de Nankin en 1858, pendant la révolte des Taï-Pings. Dans cette suppression du principal agent de l'accroissement de l'espèce, on ne peut s'empêcher de voir les effets d'un déterminisme rigoureux, supérieur même aux caprices de la cruauté humaine.

Il paraît certain que ce va-et-vient du peuplement, chez les nations des deux plus anciens foyers de concentration du globe, est contenu entre des limites assez étroites. Les traces des cataclysmes s'effacent vite ; les vides sont rapidement comblés. Pour l'Inde comme pour la Chine, la masse agricole demeure numériquement assez stable à travers l'histoire. Jamais elle ne s'est accrue comme a fait la population de l'Europe depuis cent ans ; jamais non plus elle n'a connu des phases de dépeuplement prolongé comme celle qui, après la chute de l'empire romain, a éclairci la population de la « zone des ruines » de l'Ancien Monde, de la Mauritanie à l'Iran.

Voici une dernière et importante analogie entre l'Inde et la Chine. Leurs peuples ne subissent pas, malgré leur nombre, l'impulsion d'un instinct d'expansion énergique semblable à celui qui pousse les foules d'Europe à une émi-

1. Miss E. Semple, *Influences of geographic environment*, London and New-York, 1911, p. 67.

gration volontaire, en masse, et sans esprit de retour. Ils semblent bien plus attachés à la glèbe, quoique les émigrants d'Europe, des paysans irlandais aux paysans slaves, soient presque tous des ruraux comme eux. Les migrations des Hindous et des Chinois ont un caractère tout spécial qu'il serait impossible de retrouver chez les peuples d'Europe[1].

D'abord, les foyers de peuplement de l'Inde et de la Chine sont encadrés par des limites géographiques à peu près immuables. Rien de pareil, en Asie, à l'expansion par glissement, ou par tache d'huile, en dehors des foyers de concentration : c'est celle-là dont le peuplement de l'Europe et de l'Amérique nous offre de si frappants exemples. Les limites de l'Inde, considérée comme masse de densité humaine, sont presque aussi fixes et aussi stables que des limites physiques telles que l'Indus et l'Himalaya. Nulle part les peuples de l'Inde n'ont essaimé sur leurs frontières continentales et immédiatement au delà ; ils n'ont point colonisé les terres de dispersion qui leur étaient ouvertes au Nord-Ouest ; ce sont eux, au contraire, qui ont été colonisés : les Mogols se sont implantés dans l'Inde par les armes, les Parsis par le commerce. Il est bien remarquable aussi que l'Océan appelé si inexactement Océan Indien n'a jamais été un domaine maritime des peuples de l'Inde[2] : cet Océan a été successivement arabe, portugais, hollandais et franco-anglais, avant de devenir un Océan britannique. Ni expansion par terre, ni expansion par mer. Ce ne sont pas les départs modernes des *coolies*, engagés de travail soi-disant volontaires pour les plantations de Maurice ou pour les mines de l'Afrique du

1. Plus loin nous reviendrons sur ce point et nous le développerons. V. ch. VI. *Le peuplement du globe, les faits de mouvement*, au § 3. *Migrations de masses et migrations d'infiltration.*

2. Il n'y a qu'une exception un peu notable à cette permanence d'habitat des peuples de l'Inde : c'est l'expansion hindoue vers le Cambodge, où s'est épanouie la civilisation Khmère, et vers Java. Mais il s'agit ici bien plutôt de l'expansion du bouddhisme par refoulement que de l'expansion d'une race. C'est un *courant de culture*, pour parler comme A. Haddon (*cultural drift*), et non un *courant de race* (*racial drift*). Ce qui le montre, c'est que dans cette île de Java où se trouvent quelques-uns des plus beaux temples bouddhiques, et en général en Indonésie, on ne trouve chez la population à peu près aucun caractère physique qui l'apparente aux races de l'Inde.

Sud, qui changent beaucoup ce caractère si saillant des peuples de l'Inde. Ces peuples n'ont aucune puissance d'expansion.

Le cas de la Chine est assez différent. Ici encore, nous voyons que la Chine et l'Inde ne sont pas superposables d'une manière exacte. Les Chinois sont capables d'expansion volontaire et de colonisation agricole sur leurs frontières terrestres. Au delà de la Grande Muraille, témoignage encore subsistant quoiqu'à demi ruiné de la limite historique du peuplement chinois et de sa ligne de défense contre les incursions des nomades pillards, la Chine a poussé des avant-postes de laboureurs et de négociants laborieux et avisés. La province du Kan-Sou déborde en partie la Grande Muraille. Au nord, vers la Mongolie orientale et vers la Mandchourie, la Grande Muraille et la *barrière de pieux* ont été franchies de toutes parts : la Mandchourie est en grande partie chinoisée. Cependant, en comparant la masse de la Chine et le fourmillement de sa population avec la faible étendue de terrain gagné au cours des deux mille ans et plus écoulés depuis la construction de la Muraille (214-204 av. J.-C.), on est frappé de la lenteur et de la mesquinerie de cette expansion [1], qui contraste avec l'énergique poussée colonisatrice des peuples d'Europe dans les deux Amériques, en Australie et en Sibérie. Et pourtant les bonnes terres de colonisation ne manquent pas en Mongolie. Au fond, le Chinois, comme l'Hindou, est un rural sédentaire, même quand il y a excès de population sur ses terres. Chez l'un, comme chez l'autre, il y a concentration passive du peuplement attaché à la glèbe, étroitement dépendant de sa terre, de ses eaux et de son soleil.

L'émigration chinoise moderne au delà des mers du Pacifique ne

1. Il y a même des régions où cette expansion chinoise semble avoir perdu du terrain, soit par suite du déplacement des routes commerciales, soit pour toute autre raison. La vieille route des caravanes du Lob Nor, longtemps colonisée, a été rendue au désert. AUREL STEIN, *Exploration in Central Asia from* 1906 *to* 1908, (*Geogr. Journ.*, XXXIV, july-dec. 1909, p. 5-36 et 241-264). Voir C. VALLAUX, *La découverte de l'Asie centrale, explorations d'Aurel Stein, de Koslov et de Pelliot* (*Revue du Mois*, 15 septembre 1911).

dément pas nos vues. Cette émigration est d'hier ; elle a été faite par les Européens. Avant les guerres des puissances maritimes d'Europe contre la Chine, les Chinois ne connaissaient que leurs mers littorales, du Japon à Java. L'Océan de l'Est était pour eux un grand vide, comme les déserts de l'Ouest. Les canons européens, dit Hepworth Dixon, firent voler en éclats les portes en porcelaine de ce paradis de buveurs de thé et de fumeurs d'opium [1]. Les Chinois sortirent de chez eux ; ils allèrent aux États-Unis, dans la Colombie britannique, et en Australie. Mais considérez de quelle manière ils y allèrent, et de quelle manière ils y vont encore. Cette émigration chinoise n'est point une transplantation de population, comme celle des peuples d'Europe, car les femmes chinoises n'émigrent que fort peu. Ce ne sont point des familles qui s'en vont, ce sont des travailleurs qui vont gagner de l'argent au dehors, et qui comptent bien revenir un jour dans leur patrie. S'il n'y reviennent pas vivants, ils veulent y revenir morts ; ils veulent que leurs os reposent en terre de Chine, dans la terre des ancêtres. Les six compagnies chinoises qui transportaient les émigrants de Hong Kong à San-Francisco, avant les lois restrictives, prenaient l'engagement de ramener en Chine les cadavres des Chinois morts sur le sol d'Amérique : les bateaux amenaient des vivants à San-Francisco ; ils repartaient chargés de cercueils. Mêmes engagements ont été pris vis-à-vis des Chinois transportés comme mineurs dans l'Afrique du Sud.

Tels sont les traits généraux des deux plus anciens foyers de concentration du globe, qui furent aussi les plus peuplés jusqu'au cours du dernier siècle.

Deux autres terres « de l'eau et du soleil » sont d'anciens centres de groupement : ce sont l'Égypte et le Soudan occidental avec la côte de Guinée. Leur masse est infiniment moindre que l'Inde ou la Chine : l'Égypte compte 12 millions d'habitants sur un petit espace ; les terres du Niger avec la côte guinéenne, beaucoup plus étendues, ont une population moins dense et très difficile à évaluer en chiffres. Ces deux groupes, si peu importants qu'ils soient relativement, méritent mieux qu'une mention de nomenclature, car à leur étude apparaissent quelques caractères intéressants et nouveaux du peuplement.

Les crues du Nil sont pour l'Egypte ce que les pluies de

1. H. Dixon, *La Conquête Blanche*, trad. franç., Paris, 1877, p. 431.

mousson sont pour l'Inde et pour le midi de la Chine. A cette terre du soleil, les crues du fleuve ont donné les eaux abondantes dont l'oscillation régulière faisait éclore deux fois par an les céréales et les légumineuses utiles à l'homme. Le Nil, par les 30 millions de mètres cubes de limon qu'il charrie, a constitué réellement le sol, vrai présent du fleuve, selon le mot toujours exact d'Hérodote. Aussi l'Egypte a-t-elle été une zone de concentration au cours de tous les siècles de l'histoire, et probablement même avant toute histoire. Comme l'Hindou et comme le Chinois, le fellah est une plante humaine : c'est le sol humide, surchauffé et fécond qui fait la population dense. Mais depuis un demi-siècle la destinée du peuplement égyptien se sépare des autres. Après avoir été longtemps, selon toute vraisemblance, stationnaire avec oscillations compensées, depuis les Pharaons jusqu'à Mehemet Ali, il s'est mis à croître rapidement : en cinquante ans, il a passé de 5 millions à 12 millions. A la vieille concentration agricole déterminée par l'eau, par le limon et par le soleil, s'est superposée l'exploitation intensive des cultures industrielles, coton et canne à sucre, introduites ou développées par les techniciens d'Europe, Français et Anglais. Ceux-ci ont fait plus encore : au moyen des barrages, ils ont régularisé les crues, étendu leur domaine et accru leur efficacité. Ils ont transformé la *submersion* en *irrigation* proprement dite, c'est-à-dire en irrigation pérenne[1]. Les bonds d'accroissement de la population ont accompagné les méthodes nouvelles de mise en valeur. Ancienne terre de peuplement spontané et stable, l'Egypte est devenue une terre de peuplement stimulé et croissant. Autrefois, elle ressemblait à un fragment de Chine ; elle ressemble aujourd'hui à Java.

Une comparaison intéressante s'impose entre les destinées du peuplement égyptien et celles de la Mésopotamie. A travers toutes les secousses

1. Voir Jean Brunhes, *L'irrigation dans la Péninsule Ibérique et dans l'Afrique du Nord* ; toute la troisième partie est l'exposé même des conditions et des conséquences de cette révolution technique, devenue révolution économique et sociale, et en voie de passer au stade de révolution politique.

de l'histoire, l'Égypte a toujours gardé sa masse de peuplement ; il y a longtemps que la Mésopotamie a perdu la sienne. Les deux terres se ressemblent pourtant ; à l'aurore de l'histoire, pendant de nombreux siècles, leurs destinées se ressemblèrent. Le sol d'Assur et de Chaldée est fait du limon de deux fleuves ; ceux-ci ont leurs crues comme le fleuve égyptien; la Mésopotamie, comme l'Égypte, bénéficie d'un fécond ensoleillement. Pourtant, la Mésopotamie est devenue un désert à la chute de la domination arabe ; elle l'est demeurée, ou à peu près, depuis sept siècles. Elle a encore des villes, mais entre ces villes la population s'éparpille parmi de vastes îles de solitude. Bagdad et Mossoul ont remplacé Babylone et Ninive, comme le Caire a remplacé Memphis. Mais le village mésopotamien a disparu, tandis que le village égyptien a subsisté. Nous trouvons ici un premier exemple des forces destructives acharnées sur les zones de concentration, de ces forces qui sont capables, à la longue, d'anéantir le peuplement des régions favorisées par la nature. Les causes essentielles du dépeuplement mésopotamien dérivent de l'histoire, c'est-à-dire des guerres. Certes, l'Euphrate et le Tigre ne valent pas le Nil au point de vue de l'irrigation régulière des terres ; la Mésopotamie n'a jamais été aussi bien arrosée que l'Égypte [1] ; pour la Mésopotamie, les eaux ne deviendraient régulièrement bienfaisantes que le jour où seraient réalisés les vastes projets de barrages de sir William Willcocks [2]. Mais là n'est point la cause de son dépeuplement, car l'irrigation par canaux de brique venant de l'Euphrate et du Tigre valait bien les pluies de mousson de l'Inde, où se maintient la forte densité du peuplement agricole, malgré les caprices saisonniers. La Mésopotamie a été dépeuplée parce qu'elle était un plat pays ouvert au beau milieu de la route des invasions ; pendant des siècles, celles-ci ont passé, des Parthes à Tamerlan, en couchant à terre les plantes humaines qui s'obtinaient à repousser sur le sol ; puis la Mésopotamie est devenue une marche-frontière sans cesse disputée entre des États du steppe et du désert, aux limites inconsistantes : c'est ainsi que cette terre autrefois féconde en hommes est tombée à la stérilité. L'Égypte était mieux protégée. Bien qu'elle ait été souvent envahie, elle aussi, elle a connu moins de désastres : le goulot de l'isthme de Suez filtrait les invasions et leur imposait une direction uniforme vers le Delta ; le reste du pays était respecté ou ne recevait qu'un contre-coup affaibli du premier choc.

1. Nous entendons par là que la Mésopotamie ne bénéficiait pas de l'arrosage naturel dû au balancement régulier des crues et des maigres. Dans la plaine du Tigre et de l'Euphrate il avait fallu dès le début faire de l'arrosage artificiel au moyen de canaux de brique et de pompes de refoulement. Et ce sont ces travaux que des guerres fréquentes détruisirent et empêchèrent de rétablir.

2. W. Willcocks, *Mesopotamia : past, present and future* (*Geogr. Journ.*, XXXV, jan. june 1910, p. 1-15).

Ensuite l'Égypte ne fut jamais une marche-frontière entre des groupes acharnés à guerroyer. Entre les invasions, elle connut de longues périodes de paix intérieure.

Les côtes de Guinée et le Soudan nigérien font encore partie des régions terrestres où l'eau et le soleil ont fixé l'homme à la terre féconde et ont multiplié la race. Cette zone africaine participe à la fois des caractères de l'Egypte et de ceux de l'Inde ; elle les reproduit les uns et les autres en les atténuant. Le Niger est un Nil soudanien dont les crues répandent entre Bamako et Say des boues alluviales fécondes ; la côte de Guinée est un pays de mousson comme l'Inde, où, comme dans l'Inde, le déplacement de l'équateur thermique[1] combiné avec la disposition des masses continentales et des masses maritimes produit les pluies saisonnières, et, par elles, les moissons abondantes et répétées. Mais la Guinée et le Soudan ne donnent que des répliques affaiblies de l'Inde et de l'Egypte. Le Niger à l'état de nature ne vaut pas le Nil au même état, avant les barrages : le Niger ne dispose, ni des pluies d'origine équatoriale, ni des réservoirs et régulateurs naturels formés par les grands lacs. La mousson des côtes de Guinée est plus limitée et plus capricieuse que celle de l'Océan Indien : elle ne constitue pas en Guinée la dominante exclusive du climat[2]. Il y a donc des raisons naturelles pour que la zone de concentration ne nourrisse pas ici un peuple aussi nombreux qu'en Egypte et en Asie. Entre Timbouctou, le cap des Palmes et les bouches du Niger, les évaluations vraisemblables de densité donnent des moyennes oscillant entre 25 et 50 habitants au kilomètre carré, c'est-à-dire moins que pour toutes les autres terres de l'eau et du soleil. Cependant, nous ne devons pas méconnaître la fécondité

1. L'équateur thermique est la ligne joignant les points de tous les méridiens où l'on observe la plus forte chaleur relative selon les saisons. Ce n'est donc pas une ligne isotherme ; mais, par ses oscillations, il dessine la zone de chaleur maxima du globe et détermine, pour tous les pays situés entre les tropiques, les différences générales de pression et la direction des vents.

2. Comparer les cartes de la mousson contenues dans les *Atlas* publiés par la *Deutsche Seewarte* de Hambourg : *Indischer Ozean* (1891) et *Atlantischer Ozean* (2te Aufl., 1902).

humaine de ce morceau de sol africain. Il faut que cette fécondité soit réelle et robuste, pour avoir résisté aux forces anarchiques de dépeuplement qui, depuis des siècles, ont sévi sur cette terre. Nulle part et à aucun moment de l'histoire, sauf peut-être à certaines périodes de l'histoire chinoise, la vie humaine n'a eu si peu de prix. L'extrême dispersion du pays en petits Etats sans cesse aux prises les uns avec les autres faisait de la région entière un domaine de mort. Une foule d'institutions politiques et sociales conspiraient à enrayer l'accroissement de la race : infanticides, avortements, meurtres rituels. Une de ces institutions a symbolisé et résumé à nos yeux toutes les autres : ce sont les anciennes Grandes Coutumes du Dahomey, où, à chaque changement de souverain, tout un peuple en folie furieuse faisait couler le sang à flots et entassait des monceaux de têtes coupées. Enfin, pendant plus de trois siècles les traitants européens ont exporté de Guinée et du Soudan des esclaves mâles et femelles vers les plantations d'Amérique. Il faut que les forces primitives et déterminantes du peuplement, imposées par les conditions géographiques, aient été bien résistantes pour que le Soudan et la Guinée ne se soient pas dépeuplés comme la Mésopotamie. C'est à ce titre que les pays du Niger et la côte guinéenne méritent toujours, malgré leur population clairsemée, de figurer parmi les zones de concentration où la race humaine renaît inlassablement des désastres et des massacres. Mais ici, la population a diminué depuis un siècle, tandis qu'elle croissait en Egypte et se maintenait au moins dans la Chine et dans l'Inde.

3. — *ZONES DE CONCENTRATION ACTIVE : ARCHIPELS ET LISIÈRES MARITIMES*

Sur les terres de l'eau et du soleil, les hommes croissent et se multiplient comme croissent les plantes sous l'influence fécondante du milieu. Les récoltes de riz, de millet et de

dourah, conquises au prix d'un labeur modéré et routinier, suffisent en temps normal à nourrir les nouvelles bouches ; la croissance du peuplement prend une allure presque aussi régulière et mécanique que le retour saisonnier des plantes nourricières ; lorsque la croissance humaine va plus vite que l'œuvre des saisons, le freinage s'opère et l'harmonie se rétablit, au moyen des forces mesurables que nous avons décrites, et aussi au moyen des forces impondérables que la géographie ne peut atteindre. Tout autre est le spectacle sur les zones de peuplement où l'effort humain est stimulé par la lutte contre la nature, et où la croissance numérique de l'espèce, loin de cadrer avec les influences générales d'un milieu fécondant, paraît résulter de l'âpreté même de la lutte pour la vie et d'une sorte de défi collectif aux forces naturelles conjurées contre la vie des hommes. C'est la lutte contre la mer qui donne l'exemple le plus ancien, et toujours vivant et actuel, de cette concentration *active* du peuplement où les hommes se multiplient, non pour jouir passivement des ressources offertes par la nature, mais pour créer de nouveaux moyens d'existence aux dépens de celle-ci. La mer est éducatrice d'effort. Elle est créatrice de groupes qui, sans occuper sur le globe une étendue aussi vaste que les groupes agricoles des tropiques ou des moussons, présentent une densité au moins égale à ceux-ci et une cohésion souvent supérieure.

Avant de le montrer, il est nécessaire de faire deux observations.

La première est que lorsque nous parlons de la mer, nous n'entendons pas signifier, au début de notre étude, l'immense masse océanique demeurée, jusqu'à une date récente, à l'état de vide absolu au point de vue humain, mais avant tout les lisières marines que les géographes réunissent sous le nom de mers secondaires (méditerranées, mers en bordure, mers fermées par des îles). Ce sont là les mers éducatrices de l'humanité depuis plusieurs millénaires [1] ; autour d'elles ou

1. Elles n'occupent cependant que 12 p. 100 de l'étendue marine totale (42 millions de km² sur 365).

au milieu d'elles se sont disposées pendant longtemps les masses de peuplement maritime.

En second lieu, on pourrait suggérer que les groupes maritimes élémentaires, qui sont ceux des pêcheurs côtiers réunis pour l'exploitation d'un étroit morceau de mer en face de leurs cases ou de leur village, semblent dépendre aussi étroitement de la nature que le paysan des rizières indiennes ou le jardinier chinois, et plus étroitement même. Car, tandis que le paysan, même sur les terres de l'eau et du soleil, doit travailler et féconder la terre par son effort, le pêcheur côtier est demeuré au stade de la cueillette simple : il se place, semble-t-il, au niveau de ces chasseurs de la forêt et du steppe qui, tout en subjuguant souvent les populations agricoles, leur sont inférieures en stabilité et en densité. Nous verrions, en étudiant à fond les choses, qu'il n'y a là qu'une apparence. Qu'il nous suffise de dire maintenant que la plus rudimentaire des pêches côtières n'est pas assimilable à une simple cueillette[1]. Elle exige toujours de l'outillage, de la stabilité, des efforts collectifs et cohérents et une suite d'observations et de traditions qui font du pêcheur le plus grossier un homme doué de plus d'initiative que la moyenne des ruraux. Le pêcheur breton, alcoolique et souvent paresseux, est moralement et socialement inférieur au paysan breton[2]. Il lui est supérieur par cette promptitude de coup d'œil et de décision qui dénote, chez les esprits obscurs qui la possèdent, un très vif pouvoir de réaction contre les forces naturelles.

Une chose demeure vraie : c'est que de toutes les formes de la vie maritime des hommes, la vie du pêcheur est celle qui s'affranchit *le plus malaisément* des sujétions naturelles. C'est donc par elle qu'il conviendrait de commencer l'étude des groupements nés de la mer. Mais une classification trop absolue n'est pas de mise ici. Un pêcheur n'est pas

1. M. A. Hérubel, *Pêches maritimes d'autrefois et d'aujourd'hui*, Paris, Guilmoto [1909]. G. Roché, *Les grandes pêches maritimes modernes de la France*, Paris, Masson, s. d. [vers 1895]. L. de Seilhac, *La pêche de la sardine*, Paris, Masson, s. d. [vers 1903].

2. C. Vallaux, *La Basse-Bretagne*, Paris, 1907, p. 250, 257, 258.

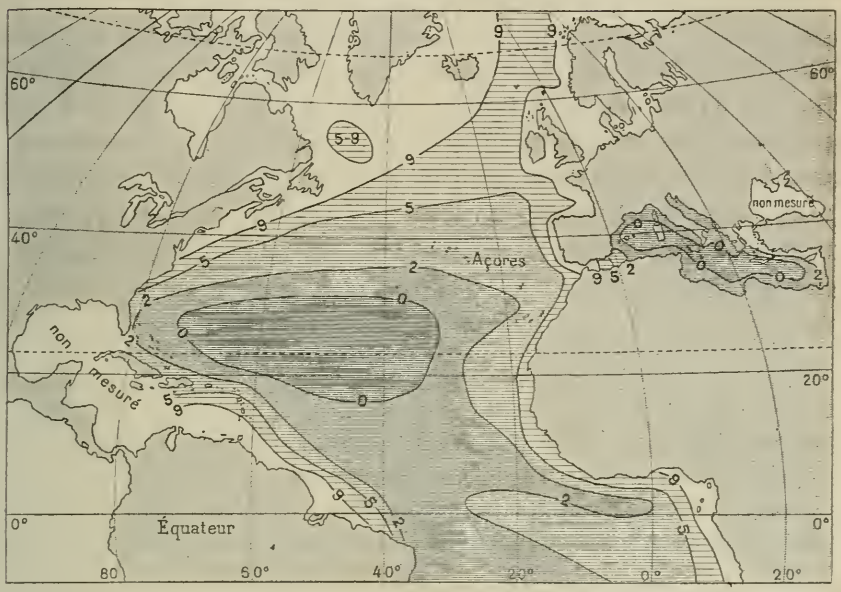
seulement un homme qui prend du poisson : c'est aussi, neuf fois sur dix, un homme qui se déplace et dont le bateau peut servir au transport, donc au commerce, aussi bien qu'à la pêche. A la naissance des groupes maritimes, les choses se sont passées ainsi ; la spécialisation est venue plus tard. Les mers qui fournissaient à l'homme une abondante nourriture animale ont vu aussi de bonne heure un actif déplacement par mer des hommes et des choses.

Depuis que nous connaissons les mouvements généraux des mers ou ce qu'on peut appeler la *dynamique* marine de surface, ainsi que les conditions d'existence *optima* des animaux marins utilisés par l'homme pour sa nourriture, les cartes des mers, comparées aux rubans et aux nœuds de groupement des populations côtières, sont devenues très significatives. Dans l'hémisphère Nord, les côtes Ouest des continents d'Europe et d'Amérique sont baignées par un afflux d'eaux tièdes venues des tropiques, élargies en milliers de stries à la surface des mers boréales, où elles côtoient les filets d'eaux froides venus des environs de la banquise polaire sans se mélanger avec eux : cette lutte et la prépondérance des eaux tièdes donnent à la France, à l'Archipel britannique, aux pays de la mer du Nord, à la Norvège et à la Colombie britannique leur climat brumeux et relativement chaud, et leurs eaux côtières poissonneuses où les glaces ne paraissent jamais. Sur la côte Est des continents d'Asie et d'Amérique s'accusent encore davantage le contact et la lutte des eaux chaudes et des eaux froides, les eaux bleues et les eaux vertes[1] : ce sont ici les eaux vertes qui l'emportent sur les côtes, car le courant du Labrador rejette le Gulf Stream au large de Terre-Neuve, et les courants froids du Pacifique Nord écartent le Kuro-Shivo des côtes du Japon (voir fig. 13); mais le résultat est le même ; la zone de contact fortement accusée donne les poissons innombrables, les pluies côtières fertilisantes et le climat doux et brumeux propre à un grand

1. Comparer les couleurs des eaux de surface d'après l'échelle de Forel dans G. Schott, *Geographie des Atlantischen Ozeans*, Hambourg, 1912, Tafel VIII, p. 128. C. Vallaux, *Les Eaux vertes et les Eaux bleues* (*Ligue maritime*, n° spécial L, 25 octobre 1910).

nombre de cultures utiles. La terre et la mer bénéficient donc à la fois du caractère essentiel de la dynamique marine dans les mers de l'hémisphère Nord.

A la faveur de la lutte des eaux bleues et des eaux vertes, l'homme prospère et se multiplie. Mais il ne peut le faire



0 %	=	*Bleu foncé*
0 – 2 %	=	*Bleu*
2 – 5 %	=	*Bleu-verdâtre*
5 – 9 %	=	*Vert-bleuâtre*
plus de 9 %	=	*Vert*

Echelle classique de colorimétrie de Forel ; le pourcentage répond à un mélange gradué du jaune et du bleu : ce mélange donne les différentes tonalités du vert : 0 % correspond au bleu sans mélange.

FIG. 13. — LES EAUX VERTES ET LES EAUX BLEUES DANS L'ATLANTIQUE NORD.

qu'au prix d'un dur et continuel effort : car la zone de contact n'est pas seulement la zone des pêches et des tièdes effluves, elle est aussi celle des brumes et des coups de vent contre lesquels s'est lentement armée, au prix de millions de naufrages, l'expérience nautique des marins et des constructeurs de navires. Ici vraiment la vie se fait, se maintient et se développe grâce aux coups répétés d'une mort délibéré-

ment affrontée, et non passivement subie comme aux pays de l'eau et du soleil. Les brumes de Terre-Neuve, les coups de vent du Gulf Stream et la grosse houle d'Islande et de Norvège font plus que fortifier le moral des races, elles font plus qu'aiguiser leur intelligence pour la lutte : elles accroissent le nombre des hommes. Avec et peut-être avant les paysans de l'Inde et de la Chine, les populations maritimes sont les plus prolifiques du monde. Des physiologistes ont pensé qu'il y avait une aptitude spéciale de fécondité propre aux populations ichthyophages. Quelle que soit l'importance extrême du genre de nourriture pour toutes les communautés humaines, nous pensons qu'ici les causes morales, et avant tout la surabondance d'énergie et l'insouciance provoquées par l'habitude du danger, importent plus que le genre de nourriture.

La comparaison des deux hémisphères Nord et Sud montre combien la lutte des eaux vertes et des eaux bleues, avec tous les faits naturels qui en résultent, constitue pour le peuplement humain un élément d'explication essentiel. Dans l'hémisphère Nord, où les eaux marines sont encaissées entre de grandes masses terrestres, les pulsations thermiques sont accentuées, les courants sont rapides, les contrastes de zones sont tranchés. Dans l'hémisphère Sud, les mêmes phénomènes se diluent et s'affaiblissent dans l'Océan largement ouvert : les eaux froides et les eaux chaudes se rencontrent à l'Ouest de l'Afrique australe et de l'Amérique du Sud, mais les contrastes s'affaiblissent, la vie marine est moins fourmillante, et les terres en lisière portent des populations éparses et pour la plupart étangères à la mer. Résultat : à l'Est de l'Amérique du Nord, dans l'archipel du Japon et au Nord-ouest de l'Europe, 150 millions d'hommes vivent sur les terres en bordure des eaux vertes et des eaux bleues ; sur les côtes australes, en dehors de quelques grandes villes nées de la colonisation moderne, les groupes sont dispersés et peu nombreux.

Bien que les contrastes thermiques des eaux chaudes et des eaux froides et les phénomènes climatiques et biologiques qui en résultent soient les forces essentielles et déterminantes du peuplement maritime dans l'hémisphère du Nord, ces forces ne jouent librement que si d'autres conditions géogra-

phiques s'y ajoutent. Il faut, avant tout, que le peuplement dispose de plaines basses et d'accès facile en bordure de la mer. Autrement, on ne comprendrait pas pourquoi la Colombie britannique, favorisée par les eaux et par les vents autant que le Nord-ouest de l'Europe, n'est encore qu'une terre de dispersion avec ses 363 000 habitants sur un million de kilomètres carrés ; on ne comprendrait pas non plus pourquoi les terres désertes de l'Archipel britannique, au nord-ouest de l'Ecosse et de l'Irlande, sont précisément celles qui sont baignées de toutes parts par le Gulf-Stream. Mais en Colombie, en Ecosse et en Irlande, ce sont de hautes terres sans plaines littorales qui tombent verticalement ou se prolongent par des récifs abrupts dans les eaux de l'Atlantique et du Pacifique. Quiconque a vu les colonnes de basalte de Staffa et de Mull et le dyke vertigineux de l'île de Skye a senti que les hommes ne pouvaient vivre là en grand nombre, même si les landlords d'Ecosse n'avaient pas dépeuplé méthodiquement les *glens*, rasé les chaumières et détruit les murs en pierres sèches pour faire des terrains de chasse [1]. Au contraire, sur les plaines basses du pourtour de la mer d'Irlande et des côtes anglaises de la mer du Nord, profondément pénétrées par les estuaires à marées qui prolongent loin à l'intérieur les routes marines, les forces de vie et d'activité nées de la terre et de la mer se joignent pour faire éclore un peuple nombreux. Essayons de nous représenter la Grande-Bretagne avant l'âge de la houille, qui a déposé sur ce sol de nouvelles et puissantes stratifications de peuplement. « Cette bonne et solide terre verte où poussaient le blé et diverses autres choses » (Carlyle) prospérait surtout par les moissons de l'Est, par les harengs de la mer du Nord et par les marées qui poussaient lentement les bateaux de mer jusqu'au fond des grandes rivières aisément accessibles, Tamise, Severn, Forth, et qui les ramenaient de

1. Rien de plus saisissant que l'aspect de solitude des côtes d'Ecosse, du cap Wrath à la presqu'île de Cantyre. Point de villes, sauf Oban, qui n'est peuplée qu'en été, et Tobermory, capitale de l'île de Mull, qui n'est qu'une bourgade. A Staffa et à Mull, les célèbres colonnades basaltiques se déroulent sur des côtes désertes. Il semblerait que tant de détroits et d'abris eussent dû favoriser le développement de la vie maritime : il n'en a rien été.

même. Aussi l'Angleterre orientale et celle des grands estuaires étaient les parties les plus peuplées ; Londres, Bristol et Edimbourg étaient les principaux points de cristallisation du peuplement, où celui-ci a pris de bonne heure la forme urbaine. L'Angleterre rurale et pastorale était née de la mer et vivait par la mer, même quand le commerce maritime y tenait une place modeste et quand l'Etat anglais n'avait aucune prétention à la domination de l'Océan. Avec les 10 ou 12 millions d'habitants du XVIIIe siècle, avant la grande industrie, l'Archipel britannique était déjà et relativement une des terres les plus peuplées de l'Europe [1].

C'est aussi à sa plaine littorale en bordure, que l'on ne voit pas sur nos cartes et qui existe tout de même, déchiquetée en presqu'îles et en îles innombrables, que la Norvège doit son ruban long et mince de population relativement dense, qui se prolonge avec des villages et même des villes sur 12 degrés de latitude, jusqu'à s'approcher du pôle à moins de 20 degrés, c'est-à-dire à un parallèle où partout ailleurs sur le globe on ne voit aucune trace de vie urbaine ni même de vie civilisée. L'homme se blottit ici sur d'étroites plaines au niveau de l'eau tiède et nourricière, riche en morues. Au 70e degré, Hammerfest, avec ses 2 300 habitants, est la ville la plus septentrionale du globe. Et c'est une ville, avec ses hautes lampes électriques, sa large rue principale, ses trottoirs et ses maisons de bois toutes pareilles aux maisons scandinaves des pays tempérés. Mais elle est dominée, à 50 mètres seulement d'altitude, par une colline aux pentes raides qu'elle ne peut gravir. Car la modeste hauteur de cet *Udsigten* suffit pour en faire un sol polaire où rien ne peut plus vivre [2]. Ainsi,

1. Cela d'ailleurs n'est pas en contradiction avec le fait économique et social que nous n'avons garde d'oublier : la naissance en Angleterre, dès le XVIIIe siècle, c'est à-dire avant le puissant avènement industriel de la houille, de la première grande industrie moderne. C'est ce qu'a étudié et décrit Paul Mantoux dans sa thèse devenue classique : *La révolution industrielle en Angleterre au XVIIIe siècle, Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre*, Paris, E. Cornély, 1906, in-8°, 544 p. et 10 fig.

2. « Le désert arctique vient aux portes d'Hammerfest. A peine a-t-on dépassé la dernière maison ou gravi les lacets du sentier d'Udsigten, à 60 mètres au-dessus de la ville, qu'on est entouré de toutes parts par le fjeld stérile. Le froid devient très vif, même au

à mesure qu'on avance vers le Nord, le long des côtes de Norvège, la zone de peuplement diminue, non seulement en largeur, mais en hauteur, jusqu'à ne plus faire qu'une mince bande habitable au ras du niveau de la mer. De même le courant d'eaux bleues et salées des tropiques vient finir en filets menus au Nord de la Norvège, sur le sol sous-marin de la mer de Barentz. Le courant marin et le courant de peuplement humain se comportent d'une manière analogue.

La rencontre des courants, avec les faits connexes, a été aussi un agent puissant du peuplement primitif sur la côte Nord-est des Etats-Unis, du cap Hatteras à la Nouvelle-Ecosse. Pour la Nouvelle-Angleterre, comme pour l'ancienne, d'énergiques agents de concentration dus au machinisme et à la grande industrie se sont depuis un siècle superposés à ceux qui ont déterminé le dépôt des premières stratifications humaines. Mais on reconnaît toujours l'action passée des premiers agents qui se prolonge, quoique affaiblie, jusque dans le présent. Les Américains du Nord ont commencé par être un peuple de pêcheurs, de marins, de commerçants et de pionniers de la savane et de la forêt. Au XVIIIe siècle, ils pêchaient en grand nombre, comme ils le font encore, sur les bancs de Terre-Neuve. En 1772, Franklin leur avait enseigné la valeur commerciale du Gulf-Stream comme route d'aller vers l'Europe ou comme route de retour des Antilles. Les nombreux et spacieux estuaires à marée assuraient aux colons des avantages du même ordre qu'aux Anglais demeurés au vieux pays. Les rivières larges et profondes donnaient des bases pour l'attaque de la forêt et pour le défrichement. En 1756, 1 200 000 Anglo-Américains, solidement fixés au sol et à la côte, tant par leurs villes nées de bonne heure et par leurs *townships* régulièrement découpées que par leurs bateaux de pêche et de commerce, s'opposaient à 60 000 Franco-Cana-

cœur de l'été, si l'on s'élève, si peu que ce soit, au-dessus du niveau de la mer. A cette altitude, non seulement les hommes ne peuvent vivre que de la mer, mais ils ne peuvent vivre qu'auprès d'elle ». (C. Vallaux, *La Norvège, la nature et l'homme*. Paris, éd. de la Revue générale des Sciences, 1913, p. 83).

diens, dispersés le long du Saint-Laurent et dans l'immense Louisiane, et plutôt trappeurs et chasseurs de fourrures que colons ou marins[1]. La lutte entre deux groupes si inégaux ne pouvait pas finir autrement qu'elle n'a fini.

Le peuple fécond et robuste de l'Archipel japonais est également un peuple de la mer. A peine arrivé sur la scène du monde, il s'est placé au premier rang. Ce développement si brillant et si rapide n'a surpris que ceux qui méconnaissaient l'action de la mer comme école d'énergie. La puissante Armada équipée contre le Japon, en 1274, sous Khoubilaï, par les Mongols maîtres de la Chine, eut le même sort que l'Armada de Philippe II contre l'Angleterre[2]. Même replié sur lui-même, pendant une très longue période, le peuple japonais avait eu l'occasion de montrer de quoi il était capable[3]. Aujourd'hui, sur un espace resserré, l'Archipel japonais compte 55 millions d'habitants; cette population déborde tous

1. Les Américains d'aujourd'hui rendent hommage à ces pionniers aventureux et héroïques qui ont frayé les voies des forêts du Far West et du grand fleuve (J. Finley, *les Français au cœur de l'Amérique*, trad. Mme Emile Boutroux, Paris 1916). Mais il demeure vrai que s'ils étaient capables d'ouvrir ces vastes terres à la colonisation d'Europe, ils n'étaient ni assez nombreux, ni assez outillés, ni assez soutenus par la métropole: ils ne pouvaient fonder un établissement durable.

2. « L'Armada de 1274 ne comptait pas moins de 900 vaisseaux, qui portaient 70000 Chinois et Coréens, et 30000 Mongols ; les généraux ne s'entendaient pas ; un ouragan dispersa la flotte; des vaisseaux qui furent jetés sur les îles Ping-Hou, personne jamais n'entendit plus parler, racontent les Japonais. Ceux qui purent débarquer au Japon, sans vivres, sans communications, assaillis de toutes parts par les hardis insulaires, durent mettre bas les armes. » (L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie*, Paris, 1896, p. 404). Six cent trente ans plus tard, l'armada russe de Rodjestvensky sombrait dans les mêmes eaux et sous les coups des mêmes adversaires.

3. Un des livres qui nous révèlent le mieux le Japon et les Japonais est celui où Jenny Serruys a traduit deux ouvrages du Japonais Okakura (Kakuzo) sous le double titre : *Les Idéaux de l'Orient, Le Réveil du Japon* (Paris, Payot, 1917), avec une substantielle Préface d'Auguste Gérard, ancien ambassadeur de France au Japon. Voici une page caractéristique. « Le Japon s'étant montré à la hauteur de sa tâche en repoussant l'invasion mongole, n'éprouve guère de difficulté pour résister à l'empiètement occidental qui, au début du XVIIe siècle, se manifeste sous la forme de la rébellion de Shimabara, provoquée par les Jésuites. C'est notre orgueil que jamais conquérant étranger ne souilla le sol du Japon, et que les essais d'agression du dehors ne firent que fortifier notre préjugé insulaire, le transformant en une volonté de nous isoler complètement du reste du monde. Bientôt après la guerre des Jésuites, la construction des vaisseaux assez puissants pour gagner la haute mer fut interdite, et personne ne fut plus autorisé à quitter nos rives. Notre seul point de contact avec le monde du dehors fut le port de Nagasaki, où les Chinois et les Hollandais étaient admis, sous une stricte surveillance, à venir commercer. Pendant une période *de plus de deux cent soixante-dix ans* nous fûmes enterrés vivants. » (Okakura, p. 223, 224.)

les jours davantage hors de ses étroites limites. Le vrai noyau du peuplement s'est constitué probablement au Japon lorsqu'à la population primitive des Aïno, aussi inerte et passive que les Indiens de l'Amérique du Nord, se sont substituées des races énergiques, capables d'entreprendre avec profit la lutte contre la mer. Ces races furent composées sans doute par un mélange de Coréens venus de l'Est et de Malais venus du Sud[1]. La nation japonaise sortit de leur juxtaposition ; elle relégua les Aïno au nord de Nippon et dans Hokkaïdo. Grâce à son travail séculaire et à la fécondité de la race, elle apprit à tirer du sol et de la mer tout ce qu'ils peuvent donner, depuis les pêcheries de la baie de Sagami jusqu'aux cultures florales et jusqu'aux cultures nourricières du blé, du riz et du thé, développées sur les étroites mais fertiles plaines et sur les gradins de débris volcaniques. Le Japon n'a pas les estuaires à marées. Mais il possède, avec la Méditerranée japonaise, tout un réseau de routes marines intérieures. En outre, les émissions volcaniques lui ont procuré, avec un sol sans cesse tremblant, les parties les plus fertiles de son terroir. Ce n'est pas sans raison que la piété nationale des artistes japonais figure, comme décor de fond d'une quantité de tableaux, d'estampes et de dessins, le cône régulier du Fuji-Yama.

Les grandes lisières marines d'Europe, d'Asie et d'Amérique, où l'homme a appris à vivre de la mer, à lutter contre elle et à tirer profit des effets bienfaisants et fertilisants de son climat ainsi que des facilités qu'elle offre aux relations, se trouvent toutes au nord du 30e degré de latitude Nord. Nous avons vu pourquoi les zones côtières correspondantes de l'hémisphère austral sont à peu près vides. Entre les tropiques, il y a encore des centres de peuplement maritime ; ils

1. « Schurtz, suivant Bälz, dit que les qualités propres des Japonais s'expliquent le mieux par un mélange de sang malais ; en effet, il n'est pas inconcevable que l'évolution politique qui a commencé dans le Sud fut due à des Malais venus par mer, qui mirent d'abord le pied dans les îles du Sud et se mélangèrent avec les habitants existants et avec des immigrants de Corée. » (A. C. Haddon, *The Wanderings of peoples*. Cambridge, University Press, 1912, p. 33).

sont même fort nombreux. Mais nulle part ils ne se présentent par masses analogues à celles des peuples des mers tempérées et subpolaires du nord. Les peuples des mers intertropicales vivent à l'état de groupes fragmentaires d'une texture assez lâche : ils ont été aisément subjugués par les peuples doués d'une cohésion supérieure; tous les empires coloniaux ont commencé par les côtes et par les îles ; certains même, comme l'empire portugais, s'y bornèrent toujours. C'est que les mers intertropicales ne soumettent pas les hommes qui sont en contact avec elles à la rude école de l'effort journalier, qui apprend à faire la vie aussi bien qu'à la défendre et à la discipliner. Il est vrai que les difficultés de navigation spéciales aux mers de la mousson, avec leurs brusques renverses de courants aériens et leurs cyclones, ont aiguisé le sens marin des Arabes et des Malais : c'est ainsi que ces navigateurs adroits ont étendu à toutes les côtes de l'Océan Indien et de la Chine leurs opérations de commerce et de piraterie. Mais considérez ce qui se passe partout ailleurs sur les eaux ensoleillées de l'équateur et des tropiques. Les zones de l'alizé valent à nos marins des traversées de flânerie où on peut, sans risques, abandonner le bateau à lui-même. Sur les mers transparentes et calmes des coraux, les Polynésiens réussissaient de longues navigations avec les moyens les plus médiocres. Les eaux de surface, trop uniformément tièdes, sont relativement pauvres en poissons, en mollusques et en crustacés : rien de comparable, entre les tropiques, aux inépuisables terrains de pêche où se rencontrent dans nos mers les eaux vertes et les eaux bleues. Il y a des déserts d'eau intertropicaux, comme il y a des déserts terrestres aux mêmes latitudes : déserts de sable ou déserts de la jungle équatoriale[1].

Pourtant, le peuplement stimulé par la mer existe encore sous ces latitudes, mais sous une forme qui le prédispose à la dispersion et à l'impuissance. Là se trouvent les terres à cultures spéciales et à monoculture, qui ont reçu cette destination

1. C. Vallaux, *L'Océan Atlantique, d'après Gehrard Schott* (*La Géographie*, t. XXX, 1914. p. 18).

à cause de la fertilité et de la douceur de leur climat, qu'elles doivent en partie à l'Océan, et à cause de la facilité des relations, qu'elles lui doivent toute. Ces terres sont presque toujours des îles, et surtout de petites îles, volcaniques ou coralliennes. Pendant plusieurs siècles les vaisseaux d'Europe sont venus y chercher le sucre, le café et les épices. C'étaient des terres à monopole, aussi bien qu'à monoculture. Car beaucoup d'autres sols des tropiques auraient été capables de produire les denrées coloniales aussi bien que les Iles, comme on disait au XVIIIe siècle : mais la position maritime et resserrée des Iles donnait une grande facilité de surveillance, au temps du commerce monopolisé, et les vaisseaux pouvaient charger à la lisière même des plantations. Aussi ces terres, telles que les Antilles, les Mascareignes, les îles de la Sonde et les Moluques, devinrent des centres de peuplement stimulé et forcé, grâce aux spéculateurs qui s'y abattirent et à la main-d'œuvre esclave qu'on y transporta[1]. Bien que de nombreuses et rapides révolutions économiques aient conduit la plupart d'entre elles à la ruine, elles ont conservé un surpeuplement remarquable, mais inerte et passif, qui rappelle l'excès de population de certains cantons agricoles de l'Inde et de la Chine.

Parmi ces îles mortes, quoique toujours très peuplées, il n'y a plus guère que Java et les Sandwich qui fassent figure moderne et vivante. A Java, le système d'exploitation coloniale hollandais, inauguré par van den Bosch en 1832, a été supprimé soixante ans plus tard ; mais l'impulsion donnée et les mesures qui ont suivi ont déterminé une des crues de peuplement les plus remarquables du globe. Tout s'est rencontré ici pour pousser à l'accroissement : sécurité et paix nouvellement établies, fatalisme et insouciance de races imprévoyantes, répartition intelligente des subsistances. En cent ans, l'île a passé de 2 à 32 millions d'habitants[2]. Aux Sandwich, l'évolution est autre : la population indigène disparaît et fond rapidement ; ce sont les Japonais et les Américains du Nord qui prennent sa place ; les uns et les autres, rivaux ou associés, sont amenés là par la culture de la canne à sucre ; aux Sandwich, on ne connaît que le roi-sucre, *King Sugar*.

1. C. Vallaux, *Géographie Sociale, la Mer*, Iles de monoculture.
2. A. Cabaton, *Les Indes néerlandaises*, Paris, Guilmoto, 1910.

Aux causes générales de moindre peuplement, sur les côtes intertropicales, s'ajoutent des causes de dépopulation positives. Elles résultent des maladies nombreuses et mortelles qui sourdent, sur les côtes basses et plates des zones chaudes, par suite de l'action totalisée du soleil ardent, des eaux stagnantes, des alluvions déposés et des pourritures animales et végétales. La fièvre jaune dépeuple les côtes du Golfe du Mexique, ce beau bassin maritime si bien placé pour le commerce d'intercourse entre les pays américains. « Partout où vous voyez l'*herbe de la fièvre*, disait à Hepworth Dixon un habitant de Brashear, sellez votre cheval et fuyez au galop[1]. » Tout le monde connaît l'insalubrité du littoral des Guyanes et de la Guinée. La dyssenterie tropicale sévit sur tous les littoraux entre les deux tropiques. La malaria étend ses ravages jusqu'aux zones méditerranéennes : il n'y a que de rares villages, habités par des gens étiolés et grelottants de fièvre, sur la plaine d'Aleria en Corse, dans les Maremmes et dans les Marais Pontins[2]. La malaria a empêché le peuplement de notre Camargue. « En été, les étangs fumaient au soleil comme d'immenses cuves, gardant tout au fond un reste de vie qui s'agitait, un grouillement de salamandres, d'araignées, de mouches d'eau cherchant des coins humides. Il y avait là un air de peste, une brume de miasmes lourdement flottante qu'épaississaient encore d'innombrables tourbillons de moustiques. Chez le garde, tout le monde grelottait, tout le monde avait la fièvre, et c'était pitié de voir les visages jaunes, tirés, les yeux cerclés, trop grands, de ces malheureux condamnés à se traîner pendant trois mois, sous ce plein soleil inexorable qui brûle les fiévreux sans les réchauffer[3]. »

La plupart des faits de concentration active, déterminés par la mer, que nous avons jusqu'ici analysés, appartiennent

1. H. Dixon. *La Conquête Blanche*, p. 256.

2. Le gouvernement italien a organisé avec un rare succès la lutte contre la malaria, c'est-à-dire la lutte contre les moustiques anophèles ; et les progrès réalisés depuis vingt ans ont dans une très large mesure modifié les conditions d'habitabilité des régions insalubres de la Péninsule.

3. A. Daudet. *Lettres de mon moulin*, En Camargue.

au passé. Ceux qui jouent encore n'ont plus qu'un rôle subordonné dans la croissance du peuplement. Avant la grande industrie, les lisières littorales peuplées de pêcheurs et de marins du commerce et du cabotage étaient, — hormis la Chine et l'Inde —, les zones de plus forte densité. Elles sont aujourd'hui largement dépassées. Un vieux pays de pêcheurs et de marins de toute sorte, comme la Bretagne française, compte sur son pourtour côtier plus de 100 habitants au kilomètre carré et ne se dépeuple pas : mais la Flandre industrielle possède une population trois ou quatre fois plus dense, et augmente plus vite. Sur bien des points, comme aux Etats-Unis et en Angleterre, les forces de peuplement nées de la mer sont recouvertes ou masquées, depuis un siècle, par d'autres forces plus puissantes. Et que dire des centres de peuplement fossiles, comme les îles de monoculture intertropicale, où créoles, métis et nègres, encore trop nombreux, usent dans la paresse le cours de leurs vies presque inutiles ?

Mais il y a un autre agent du peuplement maritime qui a conservé toute sa force, et l'accroît même encore tous les jours, au cours de l'âge où nous vivons. C'est le commerce de mer : non pas celui qui se fait de port en port le long des côtes, mais celui qui trace ses grandes routes soit au large de l'Atlantique et du Pacifique, entre les continents, soit de l'Europe occidentale en Chine, par la Méditerranée et par l'Océan Indien. Ce commerce fait entrer les mers du large dans le domaine commun des hommes : il appelle autour de ses têtes de ligne, de ses carrefours, de ses points de rayonnement et de ses entrepôts, une population sans cesse croissante. C'est une population presque exclusivement urbaine. Plus que la grande industrie de l'âge de la houille, et plus que la grande industrie de demain, le commerce de mer est un puissant agent d'urbanisme et de mélange complexe des races les plus hétérogènes. Seul, peut-être, il pousse les hommes, par des voies naturelles, vers le cosmopolitisme, dans un monde où l'accroissement de la population et les causes de friction morale et économique constamment accrues dressent de plus en plus les uns contre

les autres les groupes nationaux et ethniques. On ne fait pas assez attention que les plus grandes villes du monde, Londres et New-York, sont des ports[1]. Des populations compliquées dans leur filiation et dépourvues de racines territoriales, comme les Levantins, les Maltais et les Bougi de l'Insulinde, sont des produits du commerce de mer. La ville de Singapour est le musée d'ethnologie le plus complet qu'on puisse rêver : les races de toutes couleurs s'y coudoient et s'y mélangent.

Notre Méditerranée d'Europe est un microcosme maritime dont l'histoire offre un raccourci intéressant des faits de peuplement en rapport avec le commerce de mer. Avec son étendue médiocre, elle a constitué longtemps l'univers marin, tel que pouvait le concevoir et le dominer la civilisation ancienne pourvue d'un outillage modeste ; elle a eu en outre l'heureuse fortune de recevoir de l'outillage moderne une vie nouvelle : elle a donc suivi une évolution complète où la série des faits de peuplement ou de dépeuplement présente un intérêt particulier. A l'aube de l'histoire, elle a offert des routes d'un parcours facile aux premières populations maritimes pourvues d'un outillage et d'une expérience nautique élémentaires, dès que les marins ont été assez hardis pour se risquer au large et pour rompre avec les traditions du périple côtier d'Enée. Avec ses presqu'îles lancées comme des môles vers *la côte en face*, avec ses grandes îles, ses étranglements et ses détroits, avec ses terres nombreuses de l'Archipel jetées comme un pont d'Europe en Asie, la Méditerranée a été pour notre civilisation ce que furent pour les Jaunes les chenaux de l'Insulinde : elle a été la première éducatrice de l'habileté nautique et du commerce de mer. Les astronomes de Chaldée, instituteurs des Phéniciens, et les astronomes d'Ionie, instituteurs des Grecs, trouvèrent dans l'univers stellaire les points de repère nécessaires au marin, entre le moment où le port de départ s'abaissait derrière l'horizon et celui où le port d'arri-

1. D. Paquet, *Le développement de Londres* (*Ann. de Géogr.*, VII, p. 438-459 et IX, p. 56-64). E. P. Goodrich, *Some geographic problems incident to the growth of New York City* (*Geogr. Review*, sept. 1916, p. 184-205).

vée surgissait devant la proue. Les commerçants de Tyr, d'Athènes et de Milet apprirent empiriquement à se servir des vents étésiens et des courants. Alors s'établirent autour du bassin oriental de nombreux centres de groupement qui prirent tout de suite la forme des Cités-villes, et qui par leurs colonies essaimèrent d'un côté vers le bassin occidental où se fondèrent Marseille et Carthage, et de l'autre jusqu'au fond de l'Euxin. Toutes ces villes maritimes formaient une masse très vivante, mais amorphe : l'Empire romain leur donna un solide ciment d'agglutination. Rome n'était pas à l'origine une ville maritime : elle le devint, quand elle fut la capitale d'un empire fondé sur la convergence des routes de mer. Au temps de sa plus grande puissance, l'Empire romain était, au point de vue du peuplement, formé de deux zones concentriques développées autour de la Méditerranée : la zone centrale, en bordure des rivages, était urbaine, pacifique, commerçante et possédait une population relativement dense ; la zone extérieure, face à la barbarie d'Europe, d'Asie et d'Afrique, était rurale, coloniale, militaire, et n'avait que de petites villes et une population éparse : Trèves n'était pas comparable à Marseille, ni Lambèse à la Carthage romaine[1].

Les invasions barbares, puis l'Islam, mirent fin à la première concentration de peuplement autour de la Méditerranée. L'Islam fit plus en ce sens que les invasions : pour plus de dix siècles, il coupa la Méditerranée en deux parties étrangères l'une à l'autre et mortellement ennemies. La Mer Intérieure cessa d'être le centre de convergence pacifique des routes du commerce de mer, pour devenir un repaire de pirates et de corsaires ; du XVe au XVIIe siècle surtout, ses côtes furent méthodiquement ravagées et dépeuplées par les chasseurs de chair humaine. Les villes maritimes dépérirent ou disparurent ; les

1. Nous avons visité en 1918 les ruines de Volubilis, colonie romaine de la Mauritanie Tingitane (Maroc, 30 km au nord de Meknès). C'était le principal centre du pays sous l'Empire ; il n'en était pas moins assez modeste. La partie déblayée couvrait une médiocre étendue de quelques hectares, il en restait autant à mettre au jour. Tout y était de proportions étriquées ; rien dans ce petit municipe ne rappelait la grande architecture des villes méditerranéennes.

ports s'ensablèrent ; les entrepôts tombèrent en ruine et en poussière. Le fatalisme de l'Islam turc, succédant rapidement au feu d'artifice éphémère de la civilisation arabe, ne permit plus à la civilisation urbaine, sur la zone musulmane, qu'une existence misérable et étriquée. Sur la zone chrétienne commença à se produire au cours du moyen âge le grand fait du déplacement vers le Nord de l'axe de densité de la population européenne. C'est en vain que Gênes et Venise maintinrent ouvertes, du XIe au XVe siècle, quelques routes de commerce entre la chrétienté et l'Islam. La découverte des routes océaniques porta au XVe siècle le coup de mort à la plupart des villes de la Méditerranée. Cette mer devenait une impasse : elle ne menait qu'à des pays en léthargie. A partir de ce moment, ce fut sur la face atlantique de l'Europe que se développèrent le peuplement et les grandes routes maritimes. Colomb et Gama achevèrent ce que les Barbares et l'Islam avaient commencé.

Il était réservé au XIXe siècle de réveiller de leur torpeur les routes et les villes de la Méditerranée. L'ouverture du canal de Suez fit de l'impasse méditerranéenne une des grandes voies maritimes du monde. L'Islam affaibli ne formait plus écran entre l'Europe d'un côté, l'Inde et l'Extrême-Orient de l'autre. Les villes se peuplèrent et grandirent, même dans la zone musulmane constamment écornée et diminuée. D'anciennes métropoles maritimes, comme Gênes, Alexandrie, Messine, Athènes, virent l'activité bruyante se ranimer sur leurs quais. D'autres qui n'avaient jamais cessé d'être vivantes, comme Marseille et Constantinople, purent espérer un développement égal à celui des grands ports atlantiques. D'autres sortirent d'un nid de pirates comme Alger, d'un poste militaire comme Gibraltar, ou furent créées de toutes pièces comme Port Saïd. Des îles comme Malte et Syra devinrent des escales fréquentées et des villes populeuses. Ainsi se reforme, autour de la Méditerranée, l'anneau de peuplement maritime et urbain qui l'entourait tout entière au temps de l'Empire romain. L'anneau sera complet quand la domination

politique de l'Islam aura disparu. A ce moment, les rivages méditerranéens ne seront plus le pays des ruines, ou, pour mieux dire, à côté ou au-dessus de toutes les ruines, la civilisation urbaine et maritime aura repris ses droits. La Méditerranée n'est plus la mer du passé : la vie y est revenue ; sur toutes ses côtes la population augmente ; le pays méditerranéen entre tous, l'Italie, est un des principaux foyers d'accroissement de la population européenne. Et cela est dû avant tout à l'existence et à la correspondance de ces deux grands carrefours du globe que sont le canal de Suez et le détroit de Gibraltar.

L'étude des grandes îles méditerranéennes montre bien que la disposition des routes, des entrepôts, des escales et des centres de rayonnement forme la condition déterminante essentielle du peuplement maritime en Méditerranée. Deux grandes îles, la Corse et la Sardaigne, sont à l'écart des routes principales et trop près des points de départ pour servir d'escales. Aussi ni les Corses, ni les Sardes ne sont des peuples de la mer. Les côtes de la Corse sont désertes, malgré les riches articulations littorales qui auraient dû en faire un pays de marins, si les vues superficielles de Karl Ritter avaient répondu à la réalité [1]. Le peuple de la Sardaigne est un des plus isolés et des plus arriérés de l'Europe. La Corse et la Sardaigne n'ont que de petites villes et une population très dispersée. Ce sont des pays où règne la vie de clan, résultat du terrain coupé et du maquis, et d'où est absente la vie marine, génératrice de peuplement concentré, de grosses bourgades et de villes. Comparez à la Corse et à la Sardaigne la Sicile, grande terre située en plein passage : la Sicile est une île populeuse et riche en cités. On peut objecter qu'il en est ainsi parce qu'elle est fertile grâce à ses plaines, tandis que la Corse et la Sardaigne ont un sol montueux et ingrat. Mais les plaines côtières, comme nous l'avons vu plus haut, sont une des conditions générales du peuplement maritime. Et ce n'est pas la fertilité de la Sicile qui lui a donné des ports comme Syracuse autrefois, et Messine aujourd'hui.

1. Le peu de valeur de la théorie des *articulations littorales* comme causes déterminantes de peuplement a été mis en lumière dans une des meilleures études de Ratzel. Voir Fr. Ratzel, *La Corse, étude anthropogéographique* (*Ann. de Géogr.*, VIII, 1899, p. 304-329). Voir encore pour la Corse J. Brunhes, *Géographie humaine de la France*, Paris, 1920, t. I, p. 471 (*La Corse : une île sans vie maritime*).

4. — ZONES DE CONCENTRATION ACTIVE : CONQUÊTE DE LA FORÊT ET DU STEPPE[1] ; LES TERRES DU BLÉ ET DE LA HOUILLE

L'évolution des groupes à peuplement serré, dans l'Ancien Monde, nous montre que les masses immobiles de l'Inde et de la Chine mises à part, il y a eu depuis l'aube de l'histoire une sorte de glissement continu du peuplement du Sud-Est au Nord-Ouest, des lisières désertiques d'Afrique et d'Asie aux bords de la Méditerranée, et des bords de la Méditerranée aux rivages et aux archipels de l'Europe atlantique. Pour les peuples et races de civilisation blanche, l'axe de plus grande densité a passé d'abord par les vallées du Nil, du Tigre et de l'Euphrate, puis par les presqu'îles et les îles de la Méditerranée, puis par les plaines à blé de l'Europe du Centre et de l'Ouest ; il suit maintenant d'une manière exacte le fossé houiller dont la ligne sinueuse est tracée de la Silésie au Lancashire[2]. Dans le Nouveau Monde, un déplacement analogue et beaucoup plus tranché (car le Nouveau Monde ne possède aucune terre de stabilité comme l'Inde et comme la Chine), s'est produit depuis l'Amérique précolombienne : alors les plateaux du Mexique et du Pérou, sous les tropiques, étaient les centres du peuplement stable et relativement dense ; aujourd'hui, c'est autour du 40e de latitude Nord et Sud qu'il faut chercher, aux États Unis et en Argentine en particulier, les groupes nombreux et en voie d'accroissement rapide. Ici comme en toutes choses, l'évolution du Nouveau Monde se fait sur une échelle de temps plus courte que celle de l'Ancien : cinq siècles pour le premier, vingt et plus pour le second. Mais, en tenant compte de cette différence capitale

1. Nous faisons le mot *steppe* du genre masculin quand il s'agit du steppe russe et du steppe sibérien, pour lesquels ce masculin est devenu classique ; mais nous reconnaissons que le féminin paraît plus de mise quand le mot a son sens général.

2. On pourrait appeler cette zone la *Zone du 50e degré* ; les grandes villes de l'Ancien Monde se groupent maintenant autour d'elle ; les grands groupements remontent du Sud au Nord. P. Clerget, *L'Urbanisme* (*Bull. de la Soc. de Géogr. de Neuchâtel*, XX, 1909-1910, p. 214-231). Voir aussi Jean Brunhes, *La Géographie humaine*, 2e édition, chapitre v.

et d'autres fort nombreuses et moins importantes, il demeure constant que nous sommes ici devant une des lois les plus générales et les mieux dégagées du peuplement humain de race blanche. Depuis deux millénaires, des groupes serrés et sédentaires se sont substitués, dans les zones tempérées et subpolaires de l'Ancien Monde et du Nouveau, aux groupes dispersés et mobiles qui y menaient la vie des nomades ou des demi-nomades ; les régions de parcours sont devenues des terres de culture ; les villes et les villages de bois et de pierre ont remplacé les tentes et les groupes de huttes ; aux pistes forestières indistinctes ont succédé les routes empierrées. Nous devons expliquer comment les pays tempérés et subpolaires, au climat souvent froid, brumeux ou hostile, sont devenus les terres d'élection des familles humaines qui se distinguent entre toutes par leur activité et par leur énergie.

Il faut d'abord rappeler, à ce sujet, la lutte contre la mer que nous avons retracée. Les mers septentrionales, dangereuses, mais nourricières et ouvertes aux communications, étaient au fond moins hostiles à l'homme que les terres de marais et de forêts. Pour le peuplement des plaines côtières, la mer a été un grand agent de répartition et de fécondité, même à une époque récente et même sur des « rivages de fer » comme ceux de la Baltique et de la mer du Nord : c'est par mer et le long des côtes que le peuplement nordique a allongé ses tentacules, du IXe au XIIIe siècle, du golfe de Finlande aux côtes de Flandre. Et, comme nous l'avons indiqué, les bases de peuplement de l'Amérique du Nord et du Japon sont maritimes ; les Français ont perdu le Canada faute d'une solide base de fixation littorale[1]. De vastes étendues nouvelles se sont ouvertes aux hommes, non seulement sur mer,

1. Cette base de fixation existait, au contraire, pour les Anglo-Américains de la Nouvelle-Angleterre et des colonies situées plus au Sud. La vie du marin s'y mêla de bonne heure, et très étroitement, à celle de l'agriculteur et du pionnier de la forêt. Quelques monographies américaines sont intéressantes à étudier à ce sujet. Voir par exemple MARTHA KRUG GENTHE, *Valley Towns of Connecticut* (*Bull. Americ. Geogr. Soc.*, XXXIX, 1907, p. 513-544).

mais sur terre, du jour où les marins n'ont pas craint de partir à la recherche des Thulé brumeuses.

Toutefois, ce peuplement se dispose en franges le long des plaines côtières ; il n'ouvre pas aux groupements denses l'intérieur des continents. Sur ces continents des latitudes tempérées Nord et Sud, les forces nouvelles d'accroissement des hommes ont agi dès le début de l'histoire de l'Europe ; depuis un siècle, par elles et par d'autres forces qui sont venues ajouter aux premières leur action propre, les masses humaines se sont accrues de moitié. Ces forces ont appliqué à leurs fins, avant tout et primitivement, les outils essentiels de l'aménagement du sol : la tente du pasteur, le soc du laboureur et la hache du pionnier. Aux pays de l'eau et du soleil, l'outillage ne fait qu'achever la préparation d'une terre dont la fécondité est acquise à l'avance. Aux pays tempérés et subpolaires, c'est la terre nourricière elle-même qu'il s'agit de constituer d'abord. Il faut la conquérir sur la forêt primitive et sur le steppe à graminées. Plus tard, un labeur mieux armé dompte encore le marais et même le roc à demi dépouillé des pentes montagneuses. Mais la forêt et le steppe sont les premiers sols façonnés, démembrés et cultivés.

L'Europe du Centre, de l'Ouest et du Nord a été conquise graduellement sur la forêt. Les masses forestières se sont peu à peu éclaircies et réduites. A voir les densités relatives de la forêt dans l'Europe moderne, plus fortes en général à mesure qu'on avance du Sud au Nord, on se rend compte que le mouvement de colonisation et de fixation rurale s'est étendu de la même manière à travers l'Europe de l'histoire : la France est le plus ancien, le Nord scandinave est le plus jeune des pays gagnés sur la forêt. La plupart des grands pays de labour de l'Europe orientale et de la Sibérie ont été gagnés sur le steppe, paysage naturel des climats secs. L'Amérique du Nord présente sur ce point une image renversée et en raccourci de l'Ancien Monde : de l'Atlantique au Mississipi, le pionnier a précédé le laboureur, car dans cette zone il a fallu morceler la forêt ; du Mississipi aux Rocheuses,

à travers la Prairie, les cow-boys et les troupeaux innombrables sont les éclaireurs de la motoculture qui de plus en plus les talonne et dévore l'espace derrière eux. Ceci montre à quel point, dans l'Ancien et dans le Nouveau Monde, l'humidité atlantique s'associe à la forêt, non point immédiatement sur les côtes trop brûlées par les efflorescences salines, mais dans toutes les vastes zones, inclinées vers l'Océan, où les effluves de mer soutiennent la végétation arborescente ; au contraire, au cœur des masses continentales, loin vers l'Ouest et vers l'Est, l'air sec engendre le steppe à graminées.

Dans l'hémisphère austral, les continents faiblement développés ne dépassent guère au Sud la limite des zones de sécheresse subtropicales, sauf dans la pointe effilée de l'Amérique du Sud. Aussi le steppe est-il ici l'unique forme de la nature primitive aménagée par le peuplement humain; encore celui-ci ne fait-il que commencer dans cette voie ; il entame peu à peu la *pampa* d'Argentine, le *veldt* de l'Afrique australe et le *bush* d'Australie.

Laissons pour quelque temps de côté la colonisation, toute moderne et encore en voie de gestation, de l'hémisphère austral. Considérons uniquement l'éclaircissement et la mise en culture de la forêt, ainsi que la mise en culture du steppe dans toute la couronne terrestre de l'hémisphère boréal, du 40e au 60e degré en Eurasie, du 35e au 50e en Amérique du Nord. Là se trouve le socle solide de toute l'histoire de la race blanche et de la géographie politique du monde entier depuis deux millénaires. Une remarque essentielle s'impose. Ce sont les anciennes zones de forêts qui contiennent aujourd'hui encore, en Europe et en Amérique, les populations agricoles les plus denses, même en faisant abstraction des groupes industriels ou commerçants qui, sur de nombreux points, se sont superposés ou juxtaposés à elles. Au contraire, les anciens steppes à graminées, même changés en riches terres à céréales, ne portent qu'une population plus clairsemée ; si cette population augmente plus vite que dans l'ancienne zone forestière, c'est, visiblement, parce qu'il y a plus

de place à prendre et que l'aménagement du sol est plus récent[1]. Cela est évident pour le long ruban agricole de la Sibérie méridionale, où la colonisation russe ne s'est faite large et méthodique que depuis une vingtaine d'années, ainsi que pour la Prairie américaine. Mais cela est vrai aussi pour les anciens steppes à graminées de la Russie du Sud, de la Galicie et de la Hongrie, où le soc de la charrue déchire le sol depuis plusieurs siècles déjà. Toutes ces terres à blé, sauf la Galicie qui se trouve dans une situation particulière, portent des populations moins denses que les vieilles terres de forêts du Centre et de l'Ouest européen devenues terres à céréales ou à cheptel : les plaines d'Autriche et de Bohême, la Silésie, la plaine rhénane, la Belgique rurale, la Picardie, les plaines anglaises, la Vendée, les terres vertes de Normandie et de Bretagne.

Cette population moins dense de l'ancien steppe à graminées surprend de prime abord. Le steppe ouvert, fait en général de terres meubles, douces et faciles, semble-t-il, se prête, bien plus aisément que la forêt à l'aménagement rural et à la multiplication des hommes. Terre de parcours d'accès commode, il attire les tribus pastorales avec leurs troupeaux et leurs tentes de toile ou de feutre ; il a été, d'Europe en Asie, le faisceau de grandes routes et le carrefour du noma-

1. Ce point de vue est opposé, en ce qui concerne les zones découvertes de l'Europe centrale (Hongrie et Galicie), à celui de P. Vidal de la Blache, qui écrit : « Ces terrains peuvent avoir leurs égaux ou même leurs supérieurs en fertilité, mais nulle part ne s'offraient des conditions plus favorables aux débuts de l'agriculture... La charrue se promène à l'aise sur ces plateaux ou ces molles ondulations naturellement drainées, etc. ». (*Tableau de la géographie de la France*, p. 35). Selon nous, Vidal de la Blache fait une part trop faible au long stade de *terres de parcours* et de *terres pastorales* vécu par ces régions, où les établissements fixes et la lente constitution du capital agricole étaient précaires précisément à cause de leur facilité d'accès et de la fréquence des invasions. Au temps des invasions mongoles, le *plat pays* de Galicie et de Hongrie était encore, avant tout, un steppe herbeux dont la *Pusṣta* sablonneuse est un dernier et vaste débris. Les nomadisants d'Asie centrale s'y trouvaient chez eux ; ils n'allèrent pas plus loin à l'Ouest, parce qu'à l'Ouest commençait, dans la zone des anciennes forêts, la population rurale fixée à un vrai sol agricole. « Aux Turcs et aux Mongols, la Hongrie plaisait infiniment; la *Pusṣta*, la lande hongroise, telle qu'ils l'avaient vue, au lendemain de la victoire, au soleil de mai, verdoyante et bariolée de fleurs, c'était l'*Otlak*, l'herbage du Pé-Lou. Le pré, l'herbe, leur parlaient ; tout leur était familier ; ces menades que le *cṣikos* magyar, le pâtre demi-nomade, lançait au galop, à travers la *Pusṣta* bariolée à perte de vue, c'était le *Taboun*, le troupeau de chevaux demi-sauvages avec lequel ils avaient couru, dans leur enfance, sur le steppe. » (L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie*, p. 375-376).

disme et des migrations. On peut y mettre de suite la charrue dans le sol, sans les longs et pénibles efforts exigés par le défrichement de l'inextricable sous-bois de la forêt primitive. Le steppe, zone ancienne du peuplement mobile, paraît tout désigné pour l'établissement du peuplement fixe. Comment donc ce peuplement s'est-il établi de préférence et pendant longtemps sur le sol de la forêt, au point que de l'Ancien au Nouveau Monde toutes les terres neuves et en voie de peuplement actuel sont des steppes, tandis que toutes les vieilles terres, à peuplement agricole saturé, sont des zones d'anciennes forêts ?

La forêt, comme la mer, est éducatrice d'énergie [1] ; comme la mer, elle est féconde en ressources, pourvu que l'homme sache les lui arracher par son travail et par son obstination ; comme la mer, elle provoque l'accroissement des groupes humains, par la richesse même de l'effort et par les récompenses promises. Tandis que sur le steppe l'homme se contente aisément du moindre effort d'une vie pastorale à demi-contemplative, où le lait et la viande des troupeaux subviennent à tous les besoins et où les facilités de déplacement font abandonner sans regret les cantons où l'herbe s'épuise, le terrain gagné sur la forêt, au prix de durs efforts, récompense le pionnier. Celui-ci fait son pré carré, à condition de demeurer stable, de fonder une famille et de multiplier les bras pour cette amélioration lente et continue du sol agricole où la production augmente et où la zone de défrichement s'accroît à mesure que la famille rurale augmente elle-même. Les faits qui se passent aujourd'hui sur le front de défrichement des dernières grandes forêts d'Europe, dans le Nord scandinave, nous donnent une impression très vivante de la manière dont les choses se passèrent dans l'Europe du Centre et de l'Ouest, lorsque commencèrent à croître, au milieu de la zone forestière, les robustes popula-

1. Il s'agit ici uniquement de la forêt des régions tempérées et subpolaires. La sylve équatoriale a une action absolument contraire sur le peuplement humain et sur la psychologie collective des groupes. Voir plus loin, ch. VII, § 2.

tions agricoles qui, à force de peupler et d'aménager leur sol, ont enlevé dès le moyen âge aux pays de la Méditerranée la direction politique de l'Europe, et, plus tard, ont pris la direction du monde.

La forêt paraît hostile : il n'en est rien. Brûlez-la, comme on fait en Finlande, et vous aurez à la fois le sol agricole et l'engrais ; car les cendres de la bruyère et du sous-bois incendiés donneront aisément une ou deux moissons de seigle, d'orge ou de pommes de terre, ce qu'il faut pour la subsistance du paysan jusqu'au moment d'une culture plus soignée. Cette pratique de l'écobuage ou du brûlis est générale aujourd'hui sur la lisière de la forêt finlandaise, au point d'avoir donné son nom à la vaste province de Savolaks, mot qui, en finnois, signifie « golfe des fumées » [1]. Mais c'est dans toute l'Europe aussi qu'elle a été générale, lorsque l'Europe forestière était au point de vue agricole un pays aussi neuf que la Finlande de nos jours. Cette habitude s'est perpétuée, presque jusqu'à nos jours, sur les parties ingrates du sol où l'appropriation individuelle a été longue à s'établir, et où la brousse et la forêt ont résisté plus longtemps. A l'extrémité de l'Europe opposée à la Finlande, dans la Bretagne française, les pratiques du brûlis subsistaient encore il y a vingt ans sur les landes intérieures, dernier refuge des propriétés collectives de village et des vieilles formes de l'agronomie [2]. On trouverait des pratiques analogues vivantes, aujourd'hui même, sur quelques terres déshéritées de l'Angleterre rurale, comme au Dartmoor, image prolongée et affaiblie des anciennes friches fécondées par le travail obstiné des paysans d'Europe [3].

Ce n'est pas tout. La forêt, avec ses matériaux solides et inépuisables, donne à l'homme les éléments de sa maison. Elle le stabilise. Elle provoque naturellement la formation du

1. N. C. Frederiksen, *La Finlande, économie publique et privée*, trad. franç., Paris, 1902, p. 31.

2. C. Vallaux, *La Basse-Bretagne*, p. 89-90.

3. C. Vallaux, *La « Dartmoor Forest »* (*Ann. de Géogr.*, XXII, 1914, p. 325-338).

groupe de cabanes qui deviendra le village, tandis que le steppe, lui, ne donne rien pour la fixation des familles au sol : le steppe est la terre des groupes de tentes éphémères. De plus, la cueillette et la chasse sont infiniment plus fécondes dans la forêt et sur ses lisières que dans le steppe. « Dans les forêts de la Finlande, dit Frederiksen, il y a une extraordinaire richesse de baies ou fruits sauvages : framboises, mûres de ronces, fraises, airelles ou myrtilles noires, myrtilles rouges ou canneberges, mûres naines ou *moultes*. Dans beaucoup d'endroits, les paysans et les petits métayers payaient et paient encore avec ces fruits une partie de leurs rentes ou redevances[1]. »

On n'a pas assez insisté sur ce point : il est bon de le mettre en lumière. Le peuplement agricole ne se fait pas seulement avec le travail de la houe et de la charrue. Il est aidé d'une manière puissante par les produits de la cueillette, de la pêche et de la chasse. Souvent les bords des rivières, spongieux, semés de joncs et de plantes aquatiques, impropres à la culture et même à la pâture, ont été colonisés par des groupes stables et assez denses, à cause des ressources de la pêche. Là est l'origine de villages et même de certaines villes de nos vallées. La géographie courante explique ces groupements soit par la fertilité des vallées, soit par leur position à des carrefours de voies ou sur un point stratégique intéressant. Ces explications sont souvent en défaut, notamment la première. La fertilité des vallées fluviales est un trait saillant de la géographie française ; mais hors de France, c'est un fait beaucoup moins général, et, en France même, c'est surtout un résultat acquis par un travail multiséculaire. Telle ville de rivière, connue comme point stratégique ou comme nœud de route, doit son origine à un village de pêcheurs. Tel est le cas de Péronne, sur la Somme. Ce sont les poissons de la Somme qui ont déterminé le groupement primitif de Péronne : il y avait là une vingtaine de huttes de pêcheurs

1. N. C. Frederiksen, *La Finlande*, p. 129.

qui s'appelaient Sobotécluse[1]. L'importance stratégique de la vieille et célèbre ville forte n'est venue qu'après ; le carrefour de routes a surgi plus tard encore. Les routes sont venues se croiser à Péronne ; Péronne n'a pas été faite par elles.

Si la pêche fluviale a déterminé souvent les premiers noyaux de concentration le long des rivières, la cueillette et la chasse ont attiré des groupes nombreux sur les lisières des forêts et dans les clairières nouvellement pratiquées. Autour des masses boisées, toutes les causes se sont réunies pour déterminer un peuplement agricole plus dense et plus varié. Du bûcheron au chasseur, du laboureur au charbonnier, les formes les plus variées du travail rural s'y sont rencontrées. Aussi remarque-t-on qu'un ruban de population dense existe dans tous les pays d'Europe sur la lisière des massifs forestiers. Les forêts semblent attirer et concentrer le peuplement rural, non pas en elles, mais autour d'elles. Cela donne du poids à la remarque de R. Tronnier, que la façon de procéder des statistiques qui excluent les surfaces forestières des évaluations de densité moyenne part d'un point de vue très superficiel et très inexact[2]. Car les partisans de cette méthode considèrent la forêt, au point de vue du peuplement, comme une surface sans valeur et comme un pôle de répulsion, tandis qu'en réalité elle est tout le contraire. Autant que le plat pays ouvert, et dans une plus forte proportion peut-être, la forêt fait les hommes[3].

A travers les forêts disloquées et réduites, à travers le steppe peu à peu mis en valeur, le peuplement agricole gagne en étendue et en densité. De proche en proche il conquiert des régions nouvelles à la civilisation et à la stabilité rurales ; sur les régions déjà conquises, il croît en densité à mesure que le perfectionnement des méthodes et de l'outillage agricoles et la somme croissante des amendements annuels permettent de demander à la terre des récoltes plus abondantes et plus riches. C'est ainsi qu'avant le développe-

1. J. Dournel, *Histoire générale de Péronne*, Péronne, 1879, p. 2. C. Vallaux, *Les cités dévastées par la guerre, Péronne* (*La Vie Urbaine*, nos 1-2, mars-juin 1919, p. 77-96).

2. R. Tronnier, *Beitrage zum Problem der Volksdichte*, Stuttgart, 1908.

3. En France, le sol est aujourd'hui presque deux fois plus boisé sur l'ensemble des départements à population croissante que sur les autres (L.-A. Fabre, *L'exode montagneux en France, Bull. Soc. Géogr. histor. et descrip.*, 1908, p. 227). Dans l'Erzgebirge, où la forêt couvre les 3/4 du territoire la forte densité de la population est surprenante (65 en Saxe, 115 en Bohême) ; de 1840 à 1900, celle-ci s'est accrue de 1/3 sans immigration (*ibid.*).

ment excessif des communications et de la civilisation urbaine et les déviations économiques et morales qui en ont été les conséquences, les paysans d'Europe se sont multipliés, lorsque dans les intervalles des guerres, des révolutions, des épidémies et des famines, ils pouvaient respirer et travailler en paix. Cependant, nous devons éviter la vue simpliste qui nous montrerait dans le peuplement rural d'Europe une croissance uniforme et automatique comme celle du peuplement de l'Inde et de la Chine. Par elle-même, en dehors de toute influence de l'urbanisme, de l'industrie et des communications modernes, la civilisation rurale des Européens est plus riche en germes de différences et d'accidents, soit en raison de la spontanéité plus grande de nos races aiguisée par une lutte plus difficile contre la nature, soit en raison des conditions géographiques elles-mêmes. Parmi celles-ci, la plus importante au point de vue de la distribution et de la densité du peuplement est l'aménagement des eaux utilisables, eaux courantes, eaux stagnantes et eaux de puits. Cette question ne se pose pas dans les pays de l'eau et du soleil où l'eau est partout à profusion comme la lumière solaire. Au contraire, elle est souveraine sur la zone méditerranéenne, où l'aménagement de l'eau est la base essentielle de l'existence rurale. Elle conserve une importance de premier ordre dans toute la zone tempérée, où la dispersion et la concentration de l'eau correspondent d'une manière exacte à la dispersion et à la concentration des populations agricoles. A cette action sur la distribution des paysans fait suite une autre action sur le développement et la vitalité de leurs groupes.

Nous avons vu que, sur les côtes de la Méditerranée, la naissance et les progrès précoces de la vie et du commerce maritime, non moins que le cloisonnement des pays de montagnes coupés en tranches d'habitabilité étroites et séparées, ont amené de bonne heure les peuples à se grouper en cités-villes : première forme d'une vie politique vraiment organisée, qui pendant longtemps s'imposa par sa cohésion supérieure aux masses amorphes et confuses de la barbarie. La

Cité-ville a été encore fortifiée, sur de nombreux points, par les conditions culturales et par la distribution de l'eau. Dans les pays méditerranéens, l'eau paraît et disparaît vite. Elle tombe en averses torrentielles en une seule ou en deux saisons de l'année ; les pentes rapides et les porosités calcaires la font disparaître aussi promptement qu'elle est venue. Et souvent elle entraîne avec elle la terre végétale. Si on ne retenait pas l'eau, si on ne la conservait pas, si on ne la distribuait pas rationnellement, aucune culture ne serait possible, pas plus sur les terrasses étagées de l'Italie que sur les plaines côtières de Valence, de Campanie et de Sicile[1]. De là sont venues les pratiques de l'irrigation organisée, avec tous les travaux et toutes les mesures d'ordre administratif qu'elles comportent. A ces méthodes sont venues s'ajouter celles du *dry farming* ou culture profonde en terrain sec[2]. De bonne heure, ces pratiques ont donné aux populations agricoles de la Méditerranée des habitudes de vie collective fortement cohérente, bien éloignée de l'individualisme paysan que nous connaissons sur tant de terres de l'Europe tempérée. Ces habitudes se sont étendues de proche en proche dans les pays méditerranéens, même dans les régions où l'irrigation organisée n'était pas une nécessité pressante. Dans toute la péninsule, les paysans d'Italie vivent, non point dispersés en fermes isolées et en petits hameaux, mais groupés en *borghi* qui pour nous seraient presque de petites villes. Cette tendance au groupement nombreux s'accentue à mesure qu'on avance vers le Sud : en Campanie, et plus encore en Basilicate et en Calabre, les paysans vivent par milliers et même par dizaine de milliers en groupes entassés qui ne sont des villes que sur les cartes,

1. Jean Brunhes, *L'Irrigation dans la péninsule Ibérique et dans l'Afrique du Nord*, Paris, 1902.

2. L'exemple des succès et de l'extension du *dry farming* et de l'irrigation a été donné aux pays secs de la Méditerranée, à notre époque, par les pays secs des Etats-Unis. « Non contents de faire vivre sur leurs maigres pâturages 8 millions et demi de bêtes à cornes et 33 millions de moutons, les 1 723 000 colons des Etats arides ont déjà soumis à l'irrigation 2 900 000 hectares de terres, soit une surface égale à celle de cinq départements français ; et les récoltes produites par ces terres en 1899 ont atteint une valeur de 437 millions de francs. » (Paul Leroy-Beaulieu, *Les Etats-Unis au XXe siècle*, p. 178.)

car ils n'ont aucun des caractères urbains : ni les nœuds de communications, ni les facilités d'existence, ni les commerces.

Dans l'Europe tempérée des anciennes forêts et des anciens steppes, les faits de distribution du peuplement gouvernés par l'eau ont une valeur égale, supérieure même à certains points de vue, car au lieu de porter sur des cantons fractionnés ou sur des plaines d'étendue restreinte, ils déterminent les modes de groupement des hommes sur des régions souvent très vastes. Là où les sols perméables absorbent rapidement les eaux pluviales et où les nappes aquifères arrêtées par l'argile se trouvent à une grande profondeur, les eaux sont rares à la surface, et les puits sont profonds : le réseau des ruisseaux et des rivières est pauvre en articulations; en revanche, chaque cours d'eau est relativement puissant. Dans ces conditions, la difficulté d'obtenir les eaux de puits et l'assurance d'avoir l'eau en quantité pratiquement illimitée au bord des ruisseaux et des rivières déterminent les paysans à bâtir leurs maisons presque exclusivement sur les lignes d'eau. Si le forage des puits est possible, comme il serait trop coûteux de les multiplier, les maisons se groupent également en villages autour de puits souvent très profonds. Entre les lignes et les points d'eau s'étendent d'immenses surfaces cultivées et complètement dépourvues d'habitations. Au contraire, là où les sols imperméables laissent l'eau ruisseler à la surface en filets nombreux, là où elle sort en sources menues au moindre creux du terrain, le réseau des ruisseaux et des rivières forme un chevelu extrêmement complexe; l'eau est partout; lorsqu'elle n'est pas à la surface même, elle se trouve tout près ; les puits sont peu profonds. Affranchies de la préoccupation de l'eau, les maisons paysannes se dispersent sur toute la surface du sol ; les bords des rivières ne sont pas recherchés; les bourgs et villages sont petits et ne contiennent que la moindre partie de la population, qui vit surtout en petits hameaux et en fermes isolées[1].

1. Les études de géographie régionale qui ont renouvelé depuis une quinzaine d'années la géographie de la France, et en particulier la géographie de la France du Nord, mettent

C'est ainsi que s'opposent si nettement les populations rurales de la Champagne sèche et de la Picardie, par exemple, à celles de la Basse-Normandie, de la Bretagne et de la Vendée ; la différence de distribution entre les unes et les autres entraîne des conséquences sociales et démographiques de premier ordre. En Champagne, les villages s'ordonnent en

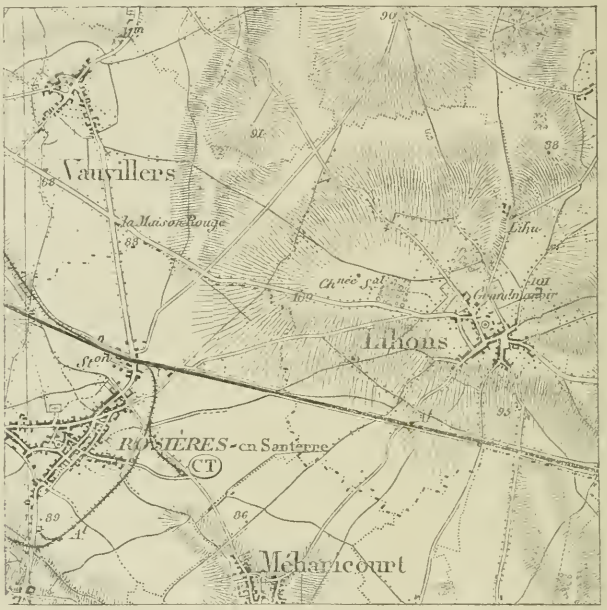


Fig. 14. — Type de peuplement concentré en Picardie.
Extrait de la Carte du Dépôt de la Guerre à 1 : 80 000, publié avec l'autorisation du Service géographique de l'Armée.

longues rues, parallèles aux rares et abondants ruisseaux de la craie ; entre les maisons et l'eau se développent les prés, les courtils et les vergers ; d'un ruisseau à l'autre s'étendent des plaines absolument désertes, autrefois composées de landes maigres ou de maigres cultures, et maintenant presque

bien en lumière le rapport de la distribution de l'eau et des groupements de population dans les régions rurales. Voir notamment : A. Demangeon, *la Picardie ;* E. Chantriot, *la Champagne ;* R. de Felice, *la Basse-Normandie ;* C. Vallaux, *la Basse-Bretagne.* Vues d'ensemble dans P. Vidal de la Blache, *Tableau de la géographie de la France,* et Jean Brunhes, *la Géographie humaine,* 2e édition, chapitre ii, et *Géographie humaine de la France,* surtout chap. xv, *Le « semis fondamental » du peuplement.*

recouvertes d'un damier de bois de pins. En Picardie, il y a une variante. La Picardie est faite comme la Champagne d'un sol de craie où les eaux courantes sont rares, et où les nappes sont profondes. Mais cette craie pauvre est recouverte d'un limon fertile. Aussi la population plus dense n'a pu se contenter des bords de ruisseaux. Elle s'est groupée également sur

Fig. 15. — Type de peuplement dispersé en Bretagne.
Extrait de la Carte du Dépôt de la Guerre à 1 : 80 000, publié avec l'autorisation du Service géographique de l'Armée.

les plateaux, loin de toute eau courante, autour des puits profonds qui donnent l'eau aux hommes, et des abreuvoirs murés de briques qui donnent l'eau aux bêtes. Le résultat est le même en Picardie et en Champagne : dans les deux pays, la population vit groupée en villages, et très souvent en gros villages. Picards et Champenois sont des *villageois* (fig. 14).

Au contraire, la Basse-Normandie, toute la Bretagne et toute la Vendée, terres à socles de granites et de schistes où

les eaux ruissellent de toutes parts à la surface, ne possèdent que très peu de gros bourgs et de gros villages. Les maisons y sont associées par petites familles de deux ou trois; les maisons isolées sont très nombreuses; la maison isolée ou le petit groupe possèdent toujours leur point d'eau, soit sous la forme du petit bassin d'où sort un mince filet d'eau fraîche et qu'on appelle *doué* en Bretagne, soit sous la forme d'un puits où le niveau d'eau est presque à fleur de sol. La majeure partie de la population vit ainsi, loin des groupements, souvent loin des routes et des chemins fréquentés. Normands, Bretons et Vendéens sont des *paysans* (fig. 15).

Ce ne sont pas là seulement des faits de distribution : le développement et la densité des groupes s'en ressentent. Si, sur les bords de la Méditerranée où il y a encore peu de bien-être rural et peu de voies de communication, l'existence des paysans en masses serrées dans les *borghi* n'a jusqu'ici aucune répercussion sensible sur la fécondité de la race, il n'en est pas de même chez les populations rurales de France, pourvues de relations nombreuses entre elles et avec les villes, et parvenues à un assez haut degré d'aisance. On remarque aisément une densité moyenne supérieure et une fécondité plus grande de la race là où domine le type *paysan*, et un dépérissement plus ou moins rapide là où domine le type *villageois*. Car, dans les riches campagnes françaises, le village n'est autre chose qu'une image réduite de la ville, dont il possède en petit les commerces, les relations et les carrefours de routes. Et si la ville stérilise la race au point de compromettre son avenir, le village, sur de moindres proportions, la stérilise aussi, tandis que la famille paysanne isolée ou vivant par petits groupes conserve sa fécondité. La Champagne sèche n'a que 25 habitants au kilomètre carré ; ce n'est pas seulement parce qu'elle est stérile. La Picardie, autrefois riche en hommes, décroît. Au contraire, si la Basse-Normandie décroît aussi, surtout à cause de la substitution de l'herbage à la culture, la Bretagne et la Vendée, où l'*urbanisme de village* ne fait pas sentir son action nuisible, voient s'augmenter tou-

jours leur peuple paysan. Telle est la répercussion lointaine, mais certaine, de la distribution de l'eau.

Dans l'immense masse rurale de l'Est de l'Europe, arrachée à la forêt dans le Nord et au steppe dans le Sud, on remarque des faits de distribution de même ordre. Les régions où l'eau est abondante ont une population dispersée, celles où elle est rare ont une population concentrée. A. Woeikof remarque qu'en Russie, le nombre d'individus par lieu habité augmente en général à mesure qu'on avance du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est. Cela veut dire qu'en suivant ces deux directions, on voit le hameau remplacer la ferme isolée, puis le village remplacer le hameau, puis le gros bourg remplacer le village. Tandis que dans les gouvernements baltiques et en particulier en Esthonie domine, à un bout de la série, la grosse ferme isolée, à l'autre bout de la série, sur la basse Volga et dans l'Oural, le nombre moyen d'individus par lieu habité arrive à 700[1]. Cela est en rapport avec la raréfaction croissante de l'eau vers l'Est et vers le Sud. Cette raréfaction provient, dans l'Europe orientale, non d'une perméabilité supérieure des sols, mais de la sécheresse accrue du climat à mesure que celui-ci devient plus continental et plus éloigné des influences marines.

Ainsi se sont répartis et distribués pendant des siècles, dans leurs phases de lent accroissement, les peuples de l'Europe, tant que pour eux le labour et l'élevage ont été les sources presque exclusives de la vie. Mais depuis le début de la phase d'accroissement rapide, commencée il y a un siècle, il n'en est plus de même. Deux faits considérables sont venus modifier et parfois bouleverser de fond en comble l'équilibre numérique des groupes ainsi que leur importance absolue et relative : c'est la grande industrie fondée sur l'exploitation de la houille ; et c'est en second lieu le développement pléthorique des villes.

Beaucoup d'anciennes terres à blé sont devenues des terres de houille. La prépondérance numérique, sociale et politique des meilleures terres à blé a passé aux terres de houille.

Le long du grand fossé houiller d'Europe, des charbons

1. A. Woeikof, *Le groupement de la population rurale en Russie* (*Ann. de Géogr.*, XVIII, 1909, p. 13, 23).

de Glasgow à ceux de la Silésie, en passant par les points cardinaux d'exploitation du Lancashire, du West Riding, des Midlands, de Flandre, de Wallonie, de Westphalie et de Saxe, s'est produite depuis un siècle la concentration décisive. Elle a fixé jusqu'à maintenant, et peut-être pour longtemps encore, le peuplement, l'activité, la richesse et la puissance de l'Europe sur la zone du 50e degré, depuis les bords de l'Atlantique où les galeries houillères s'aventurent sous les eaux littorales, jusqu'aux grands steppes de l'Est sous lesquels les gisements de charbon se diluent et se perdent. Autour des mines de houille sont venues peu à peu s'entasser toutes les industries, à mesure qu'en substituant le bras d'acier de la machine au bras de l'ouvrier elles avaient davantage besoin du charbon dispensateur de la force, et à mesure qu'en se concentrant en puissantes usines elles réduisaient, par leur installation près des houillères, leurs frais généraux dans une proportion plus forte.

D'où viennent toutes ces masses ouvrières qui ont accru, jusqu'à des taux de densité ignorés sur le globe avant l'âge de la grande industrie, la population des régions industrielles peu à peu constituées et élargies autour des mines de houille ? La première explication qui vient à l'esprit est celle du machinisme houiller et industriel agissant comme foyer d'appel et aspirant à lui l'excédent de population des pays agricoles voisins, grâce à la supériorité des salaires offerts par l'industrie par rapport à la moyenne des salaires ruraux. C'est l'explication courante donnée par les économistes. Elle contient une part de vérité, mais non toute la vérité. Elle est trop mécanique et trop simple ; elle ne tient pas compte des lois d'évolution délicates et complexes du peuplement industriel. Celui-ci n'a pas agi brusquement, dès l'origine, sur les zones rurales pour en épuiser le sang à son profit. En se reportant aux débuts des grands foyers de concentration du peuplement industriel, on constate qu'il y avait entre eux et les populations rurales une séparation très nette : les ruraux ne venaient à l'industrie qu'en petit nombre et avec défiance ;

les ouvriers étaient surtout des fils d'ouvriers ; la main-d'œuvre demandée en quantité de plus en plus grande était fournie par les familles ouvrières elles-mêmes qui ne restreignaient nulle part leur fécondité, aux époques de jeunesse et de maturité de la grande industrie, — au point que la croissance numérique des classes ouvrières de France et d'Angleterre dépassa pendant longtemps celle des populations rurales, comme elle le fait encore aujourd'hui en Allemagne, pays venu sur le tard au grand développement industriel. En étudiant les comtés de Nottingham, de Derby et de Stafford, B.-C. Wallis a constaté que de 1801 à 1851, le taux de migration des zones rurales aux zones d'industrie demeura fort petit : dans toute cette période, les groupes d'industrie *sont demeurés isolés* par rapport à la masse agricole où ils s'enchâssaient. De 1851 à 1901, grand changement : « la *vie paroissiale cesse* » ; les ruraux émigrent aux usines ; la production agricole subsistante s'adapte aux besoins spéciaux du pays, soit pour les fournitures industrielles, soit pour la nourriture des populations ouvrières : ainsi on fait beaucoup d'avoine, dont la paille est nécessaire au paquetage des poteries du district de Stoke ; et la production alimentaire s'oriente vers le lait et le fromage que l'on peut produire sans beaucoup de main-d'œuvre, et qui sont nécessaires en quantité croissante au peuple ouvrier de plus en plus dense et de plus en plus exigeant[1].

Des phénomènes analogues se sont produits sur le sol de la France industrielle. Pendant longtemps, l'essor des régions d'usines et de fabriques n'a pas dépeuplé les campagnes voisines. Le peuple ouvrier croissait de lui-même, à mesure que la production plus active demandait plus de bras. Au cours des cinquante premières années du XIXe siècle, c'est seulement en Normandie qu'il est possible de constater un dépeuplement des campagnes au profit des industries : dès le règne de Louis-Philippe, les plaines de l'Eure étaient déser-

1. B. C. Wallis, *L'Angleterre centrale pendant le XIXe siècle* (*Geogr. Review*, janv. 1917, p. 32-52).

tées par les ruraux qui émigraient vers les fabriques de Rouen et d'Elbeuf, et des familles paysannes bretonnes venaient combler les vides [1]. Et cela est bien significatif. Car la Normandie a précédé de loin tous les pays de France et leur a montré la voie, dans le système social de la raréfaction voulue de la race, qui est provenue ici du souci de ne pas diviser les héritages. « Les grandes familles, dit un proverbe anglo-normand de Jersey, font les petits lots [2]. » Bourgeois, paysans et ouvriers se conduisaient de longue date selon ce précepte utilitaire. Aussi, dès le début, l'industrie normande a manqué de bras ; elle n'a pu s'en procurer de nouveaux chez une race volontairement stérile. Elle a dépeuplé les campagnes voisines par ses offres de hauts salaires. Sur ce point, la règle posée par les économistes a reçu son application.

Mais dans nos autres régions industrielles, le peuplement ouvrier s'est longtemps accru sur place sans que la population agricole voisine en souffrît : au contraire, celle-ci, incitée à produire plus de denrées alimentaires et à les vendre à plus haut prix, continuait à croître selon un taux normal tout en augmentant son bien-être. Pendant longtemps et jusqu'à une date très récente, le foyer d'appel des multiples industries flamandes n'a dépeuplé ni la Flandre rurale ni la Picardie. Dans la grande région métallurgique et industrielle de l'Est, dont les progrès depuis trente ans ont été si rapides, on ne saurait rendre l'usine responsable de la désertion des cantons agricoles à population raréfiée : comme l'a montré Vidal de la Blache, ces cantons perdaient déjà leurs hommes lorsque la *minette* demeurait encore presque entièrement inexploitée dans le sous-sol lorrain [3]. C'est en vertu de causes profondes et lui appartenant en propre que le peuple rural divorçait peu à peu d'avec la terre. La grande industrie y fut pour peu

1. J. Sion, *Les paysans de la Normandie orientale*, Paris, 1909.

2. C. Vallaux, *L'Archipel de la Manche*. Paris, 1913, p. 223.

3. P. Vidal de la Blache, *Evolution de la population en Alsace-Lorraine et dans le départements limitrophes* (*Ann. de Géogr.*, XXV, 1916, p. 97-115 et 161-180).

de chose. Allons plus loin : aujourd'hui encore, elle y est pour peu de chose.

Il est vrai que les populations ouvrières de la zone du 50e degré ne trouvent plus en elles une force d'accroissement suffisante, au moins sur de nombreux points, pour répondre à l'activité croissante et à la surproduction fiévreuse de l'industrie. Ni en France, ni en Angleterre, ni même en Allemagne, au moins dans les foyers de concentration dont l'essor est déjà ancien, comme la Westphalie, les familles de mineurs et d'ouvriers de fabrique n'ont maintenant la prolificité débordante d'autrefois ; l'auraient-elles encore, que les lois sociales sur le travail des enfants et des femmes interdiraient à l'industrie les ressources de main-d'œuvre abondantes et au meilleur marché où elle puisait libéralement naguère. Il faut donc que l'industrie aille chercher au dehors le matériel humain qui lui manque à pied-d'œuvre. Mais où se le procure-t-elle ? Dans les régions agricoles limitrophes ? Oui, pour une faible part seulement. Car la communication constante entre les régions voisines tend à établir une égalisation des salaires, de l'industrie à l'agriculture et de celle-ci au commerce. Pour les ruraux voisins, la fabrique et la mine ne sont pas si tentantes que les économistes le prétendent. Elles ne le sont ni par les conditions de vie, ni par les taux de rémunération du travail. Aussi l'industrie, qui cherche des bras à bon marché, ne peut les trouver et ne les trouve en effet qu'au loin : les foyers de population industrielle de l'Europe s'alimentent, non par l'apport des populations rurales voisines, mais surtout par l'apport de populations lointaines, auxquelles l'industrie manufacturière offre des salaires et un genre de vie de beaucoup supérieurs à ceux qu'elles connaissent chez eux. *L'industrie européenne, comme la plantation coloniale, a ses coolies et ses engagés recrutés au loin et transplantés en masse.*

Nous avons vu, en 1908, les compagnies houillères du Nord de la France en quête de main-d'œuvre en Basse-Bretagne. A la suite du désastre de Courrières, qui avait creusé

brusquement un vide dans la population des mineurs, les directeurs des mines cherchèrent des ouvriers de remplacement parmi les pêcheurs sardiniers, parce que ceux-ci passaient pour souffrir d'une crise économique aiguë. Après s'être adressés en vain aux sardiniers, qui demeurèrent sourds à toutes les invites [1], les recruteurs se rabattirent sur les ouvriers agricoles de Quimperlé et de Scaër. Ces Bretons terriens vinrent en troupes dans le Nord, mais ils n'y restèrent pas. Si différente que soit la Bretagne de la Flandre et de la Picardie au point de vue de la richesse, elle n'en diffère pas encore assez pour que les paysans d'Ar-Mor consentent à s'engouffrer dans les puits de mines du Nord. Les recruteurs des houillères s'étaient trompés : ils n'avaient pas cherché assez loin.

Au contraire, ceux qui s'adressent au loin, le plus loin possible, réussissent. De plus en plus, les faubourgs industriels anglais se peuplent de Juifs polonais et russes : ceux-ci pullulent dans l'East End de Londres, qui est un centre de distribution pour l'Angleterre, comme les quartiers populaires de New-York le sont pour les États-Unis. Dès 1901, le quartier londonien de Stepney comptait 54 310 étrangers contre 244 290 sujets britanniques [2]. Le nouveau bassin métallurgique de Normandie n'a pu être mis en valeur que grâce à la main-d'œuvre kabyle et espagnole. De même, le bassin ferrifère de Briey et de Longwy est exploité surtout par des ouvriers italiens : avant 1914, l'arrondissement de Briey ne comptait que 65 000 nationaux français contre 120 000 étrangers. En Allemagne, l'industrie rhénane-westphalienne ne peut se passer des ouvriers polonais : ceux-ci sont assez nombreux pour avoir à Dortmund, à Bochum et à Essen des journaux polonais et des écoles nationales. Non seulement on

1. Cela n'est pas étonnant : les pêcheurs sardiniers sont inscrits maritimes et ne voulaient pas perdre leurs droits à la retraite ; de plus, leur misère et *les crises sardinières* ont été fort exagérées ; il y a eu là des calculs politiques et de la surenchère électorale. Voir le petit livre courageux et sincère de L. de Seilhac, *la Pêche de la sardine*.

2. A. Monnier, *L'immigration étrangère et la surpopulation en Angleterre* (*Revue d'économie politique*, mai 1907, p. 347-361).

ne peut considérer la pléthore industrielle comme créée uniquement par une attraction agissant de proche en proche ; mais, de plus en plus. les forces de concentration agissent par d'autres moyens. Pour renouveler le sang appauvri des populations ouvrières, elles ne s'adressent plus au sang également appauvri des riches populations agricoles qui les avoisinent : elles vont chercher au loin une matière humaine plus abondante, plus fruste, plus docile, plus frugale.

Tous les foyers de concentration humaine de la zone houillère de l'Europe sont associés à de grandes villes. Cependant, la grande industrie minière et manufacturière n'est pas spécifiquement urbaine. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les cartes nous trompent souvent. Elles nous font prendre toutes les agglomérations pour des villes, et toutes les concentrations du peuple ouvrier pour des centres de vie urbaine. Bien que ce développement pléthorique des grandes villes accompagne souvent la grande industrie, il n'est point causé directement par elle ; il n'en est pas inséparable ; il dérive d'un faisceau de forces plus lointaines, plus complexes et plus étendues : il est l'œuvre commune du commerce, de la route, du bien-être, de la sécurité et de la hiérarchie d'État. Par elle-même, l'industrie minière et manufacturière n'engendre que l'assemblage géométrique de cases numérotées qu'on appelle la cité ouvrière, le *coron* des mines du Nord ; elle allonge les rues boueuses de faubourgs qu'elle enlaidit des murs lépreux de ses fabriques et qu'elle hérisse de ses cheminées. Loin d'être appelée à grossir les vraies villes, elle en est soigneusement tenue à l'écart par les municipalités désireuses d'air pur et hostiles à la laideur industrielle. Et il se peut que le caractère antiurbain de l'industrie s'accentue avec le développement des usines hydro-électriques des pays de montagnes. Alors, et dans un avenir assez rapproché, l'industrie sera peut-être appelée à guérir les maux provenant de la surpopulation et de l'entassement sur des espaces restreints, maux affreux qu'elle a contribué à aggraver jusqu'à l'exaspération, tant que la mine de houille lui a été indispensable pour

créer l'énergie. Mais nous parlerons plus loin du peuplement surconcentré des grandes villes (§ 5).

Il nous faudrait maintenant traverser l'Atlantique et l'Équateur, et montrer l'extension moderne du peuplement, soit sous la double forme agricole et industrielle dans les États-Unis de l'Amérique du Nord, soit sous la forme de l'exploitation agro-pastorale, à la fois extensive et pourvue d'un machinisme puissant, sur les zones tempérées et subtropicales de l'ancien Vide austral. Mais ces deux aspects du peuplement du globe, où les premières assises sont à peine posées aujourd'hui, relèvent pour la majeure partie, dans l'état présent des choses, des faits de mouvement que nous étudierons bientôt (chapitre VI). Nous nous contenterons d'indiquer ici quelques points essentiels qui permettent de discerner déjà, pour le Nouveau Monde et pour le monde austral, des lois futures de répartition de l'espèce qui les distingueront de l'Europe autant que celle-ci se distingue de l'Asie hindoue et chinoise.

Au Nouveau Monde et dans le monde austral, les points de saturation du peuplement, même dans les régions où s'accumulent toutes les ressources de vie, se fixent à un taux de densité plus faible que sur les terres d'Europe où existent des ressources agricoles. En d'autres termes, l'habitant néo-Européen du Nouveau Monde, de l'Afrique du Sud et de l'Australie semble avoir besoin d'un espace bien plus étendu que son cousin demeuré dans la vieille Europe. Aux États-Unis, les États de l'Est, où le peuplement évolue depuis deux siècles, paraissent arrivés à leur point d'arrêt, en dehors des grandes villes qui croissent toujours ; il y en a même quelques-uns, comme le Maine, où le dépérissement se fait déjà sentir, comme si le peuplement avait dépassé son point de refus : la natalité est plus faible dans le Maine que sur les terres les plus stériles d'Europe, les émigrants ne viennent pas s'y établir : ils évitent la bande orientale pour courir plus à l'Ouest. Et pourtant, les comtés du Maine n'ont encore que 7 à

20 habitants au kilomètre carré[1]. Même phénomène, plus ou moins accentué, sur toute la côte atlantique. A notre taux d'Europe, ce sont là des terres à moitié vides. Pourtant, les Américains ne les jugent pas ainsi, les émigrants qui affluent dans l'Union sont de même avis, et le *centre de population* déterminé par chaque recensement décennal ne cesse de se déplacer vers l'Ouest : il est maintenant au Sud de Chicago. La lenteur de l'accroissement de la population en Australie et en Afrique australe, le profit démesuré que tire à elle seule la ville de Buenos Aires du peuplement de l'Argentine dessinent déjà au Sud de l'Équateur des phénomènes du même ordre ; ils démentent les prévisions de ceux qui croyaient que les nouvelles terres connaîtraient un jour les fortes densités du peuplement d'Europe.

Non seulement le nombre absolu et relatif des hommes, mais l'allure et le mécanisme du peuplement donnent aussi la notion de différences profondes dans le développement de la race blanche en Europe et dans les mondes nouveaux. En Europe, les peuplements de l'ordre agricole, de l'ordre commercial et de l'ordre industriel se sont déposés lentement et en stratifications distinctes au cours des âges, au point que, malgré le mélange actif des classes, des peuples et des races amené par la circulation moderne, on discerne toujours les différents étages superposés par l'histoire. Au delà de l'Atlantique et de l'Équateur, rien de pareil. Maître à la fois des procédés et du machinisme appliqués à l'agriculture et à l'industrie, l'homme des mondes nouveaux les a utilisés en même temps. Aux États-Unis, les foyers industriels nouveaux sortent de terre en même temps que l'on défriche les champs ; l'agriculture est armée de machines puissantes comme les usines elles-mêmes ; les usines s'installent en pays absolument neufs, en même temps que les pionniers agricoles. Les fosses et usines du bassin houiller, pétrolifère et métallurgique de Pennsylvanie ont surgi de toutes parts dans les

1. Leonard G. Packard, *Décroissance de la population le long de la côte du Maine* (*Geogr. Rev.*, nov. 1916, p. 334-341).

premières clairières de la forêt vierge à peine éclaircie et entre les premiers champs ensemencés du *Corn Belt*[1]. Les pays du Sud de l'Équateur, moins aptes à l'industrie puisque les plus favorisés, comme l'Australie et l'Afrique du Sud, n'ont guère que des métaux et des minéraux précieux, sont avant tout des terres à blé et à viande : mais, pour la culture comme pour le cheptel, l'emploi de l'outillage et des procédés d'organisation modernes, en réduisant au minimum le nombre des hommes nécessaires à une production même intensive, contribue à réduire le rôle de ces régions comme foyers d'appel du peuplement, de sorte que le taux de saturation semble devoir y être plus faible encore qu'aux États-Unis. Pour ces terres agro-pastorales, les facilités de transport dues aux voies ferrées sans cesse multipliées contribuent dans une forte mesure à rendre superflue toute forte croissance ou toute densité élevée du peuplement.

§ 5. — *L'URBANISME*[2] *ET LE DÉPLACEMENT DES MASSES VERS LE NORD*

Sur toutes les terres du domaine ancien et nouveau de la race blanche, que le taux d'accroissement soit rapide ou lent, les hommes ont une tendance toujours plus marquée, non seulement à vivre de la vie urbaine, mais à délaisser les petites villes et les moyennes pour les grandes. Aux vieux pays, la population des campagnes se raréfie, les bourgades et les petites villes décroissent et meurent, tandis que les

1. Dans son remarquable et récent ouvrage, J. Finley représente le peuplement du désert aux Etats-Unis comme fait d'une stratification *successive* de professions : du chasseur marchand de fourrures au pionnier, du pionnier à l'agriculteur de l'agriculteur au spéculateur, du spéculateur au manufacturier (J. Finley, *Les Français au cœur de l'Amérique*, trad. Mme Emile Boutroux. Paris, 1916, p. 165). Les choses se sont passées ainsi autrefois ; mais depuis un demi-siècle, c'est-à-dire depuis le début de la fièvre industrielle, toutes les occupations sont menées de front dans les pays encore vierges, sauf la première que les autres évincent.

2. Dans notre terminologie encore si mal fixée, le mot *urbanisme* a deux sens : il signifie, 1° la concentration des hommes dans les groupes urbains ; 2° la transformation des villes suivant des plans d'hygiène ou d'art. Nous employons ici le mot dans son premier sens ; d'après le contexte, aucun lecteur ne s'y trompera.

grandes cités entassent étages sur étages dans leurs anciens quartiers et poussent au loin leurs quartiers nouveaux et leurs faubourgs. Aux pays neufs, la ville en damier, prévue pour une population nombreuse, accompagne et précède parfois la première mise en valeur du sol et la pose des voies ferrées ; les voies de la colonisation sont ouvertes par des groupes entassés sur des espaces relativement étroits et séparés par de grandes espaces vides, plutôt que par des pionniers essaimés en proportions égales sur de grandes étendues. Cette orientation du peuplement est devenue depuis un siècle un des phénomènes essentiels de la vie des hommes : phénomène que l'on constate dans toutes les régions d'accroissement et qui est borné à celles-ci, de sorte que la multiplication des foules se traduit avant tout, sur la carte, par la croissance du nombre et du peuplement des grandes villes. Cette croissance, en s'accentuant de plus en plus, tend à faire de nos calculs de densité kilométrique une vaine logomachie de chiffres dépourvue de réalité. Déjà, comme nous l'avons vu, les calculs et les représentations de densité nous trompent pour les contrées où la plante humaine paraît bien fixée au sol, comme l'Inde et la Chine. Que dirons-nous pour nos terres d'Europe où des centaines de milliers et des millions d'hommes s'entassent sur quelques kilomètres carrés, et pour ces pays d'Australie et d'Argentine où des zones de dispersion presque désertiques commencent aux portes mêmes de cités de 500 000 âmes ? Nous sommes ici en présence de faits tout nouveaux, qui ne se laissent pas saisir et encadrer par nos méthodes habituelles. Comme la multiplication des hommes depuis un siècle, l'extraordinaire accroissement des grandes villes fait une géographie toute neuve et sans précédent comparable dans l'histoire.

Les pays de très grande activité économique, comme l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis, s'enorgueillissent non sans raison de la croissance rapide de leurs populations. Mais ce sont les grandes villes qui absorbent la totalité ou la majeure partie de cet accroissement. Dans la prolifique

Allemagne, où la population a passé depuis 1871 de 40 à 68 millions, le chiffre de la population rurale est demeuré immobile aux environs des 25 millions de cette même année 1871. En Angleterre, où l'accroissement total est moins rapide depuis quarante ans, les villes n'ont pas cessé de croître, mais ici la campagne ne demeure pas stationnaire, elle se dépeuple. Aux Etats-Unis, les proportions relatives de la population rurale et de la population urbaine changent d'année en année au profit de celle-ci. En France, où l'accroissement normal de la population est arrêté depuis deux décades et tend à faire place à une régression constante, toutes les grandes villes ont continué de s'agrandir. Pour avoir une idée nette de ce phénomène, il convient de ne pas limiter la grande ville au chiffre uniforme et conventionnel de 100 000 habitants qui est adopté d'ordinaire. Une vie urbaine intense peut commencer au-dessous de ce chiffre ou n'éclore que bien au delà. Il serait plus exact d'opposer les régions urbaines aux régions rurales : les premières seraient définies par le fait que la majeure partie des habitants y mènent la vie urbaine ; les secondes se définiraient par une majorité d'habitants consacrés à la vie et aux travaux des champs ou aux industries dispersées. Pour les populations françaises groupées de cette manière, on constate une croissance rapide de toutes les régions urbaines, un stationnement ou une décroissance de presque toutes les régions rurales, bien que le peuple rural français soit un des plus stables qui existent. Les foyers d'accroissement continuent à s'accroître, les foyers de dépeuplement continuent à se dépeupler. Plus les hommes sont nombreux sur un point, plus ils persistent à s'y entasser, tandis que les pays au peuplement pauvre et rare s'appauvrissent toujours. Ainsi, dans la région urbaine parisienne où la densité spatiale propre à la grande ville est arrivée à un point de saturation qui n'est dépassé nulle part, sauf sur l'étroit rocher de Manhattan où poussent en hauteur les *sky-scrapers* de New-York, la ville continue d'accroître et de ramifier ses multiples faubourgs sur les territoires de la

Seine et de Seine-et-Oise ; et, au contraire, dans les Alpes françaises déjà si pauvres en hommes, avec leurs 15 à 20 habitants au kilomètre carré, les vallées se dépeuplent, les hameaux tombent en ruines, et de temps en temps des communes disparaissent, comme Chaudun, tout entière cédée à l'État pour le reboisement. C'est ainsi que, même en France, s'accentue de jour en jour l'inégalité de répartition du peuplement. Cette inégalité est encore bien plus accusée hors de France et hors d'Europe. Elle accompagne les progrès des grandes villes, ou plutôt des groupes de grandes villes ou régions urbaines ; elle est essentiellement leur œuvre (fig. 16 et 17).

L'urbanisme, comme la multiplication rapide des hommes, est un fait tout moderne. Aujourd'hui, les grandes villes sont très nombreuses : elles chargent nos cartes d'un fourmillement de points noirs de plus en plus serré. Avant le XIXe siècle, elles étaient rares et même exceptionnelles en Europe, inexistantes en Amérique, en Australie et en Afrique (sauf le Caire). Aux premiers recensements précis, en 1801, l'Europe n'avait que vingt et une villes de plus de 100 000 habitants : elle en a compté cent soixante, cent ans plus tard (1901) ; à la première date, on trouve seulement en Europe deux villes de plus de 500 000 habitants, contre vingt-trois à la seconde. Et toutes les autres cités géantes des pays neufs sont sorties tout entières et presque soudainement d'un sol vierge [1].

Cette croissance rapide des grandes cités appartient-elle uniquement à l'Europe moderne et aux civilisations blanches qui en sont issues ? L'antiquité classique, ainsi que les vieilles terres de l'Inde et de la Chine, n'ont-elles pas eu aussi leurs grandes villes, ruinées dans le premier cas et encore vivantes dans le second ? Il faut se garder ici, soit des illusions d'optique de l'histoire, soit des erreurs de proportion. Ni l'antiquité classique, ni l'Inde, ni la Chine n'ont connu des cités et des groupes de cités semblables aux nôtres, tant au point de vue du chiffre absolu de leur population qu'au point de vue du chiffre proportionnel des groupes urbains et des groupes ruraux.

1. P. Clerget, *L'Urbanisme* (*Bull. de la Soc. de Géogr. de Neuchâtel*, XX, 1910, p. 214-231).

A travers les récits des historiens, la Rome impériale du Ier au IIIe siècle nous paraît une capitale géante. Gibbon, historien consciencieux, n'hésite pas à lui attribuer douze cent mille habitants. Mais ce chiffre ne repose sur aucun fait

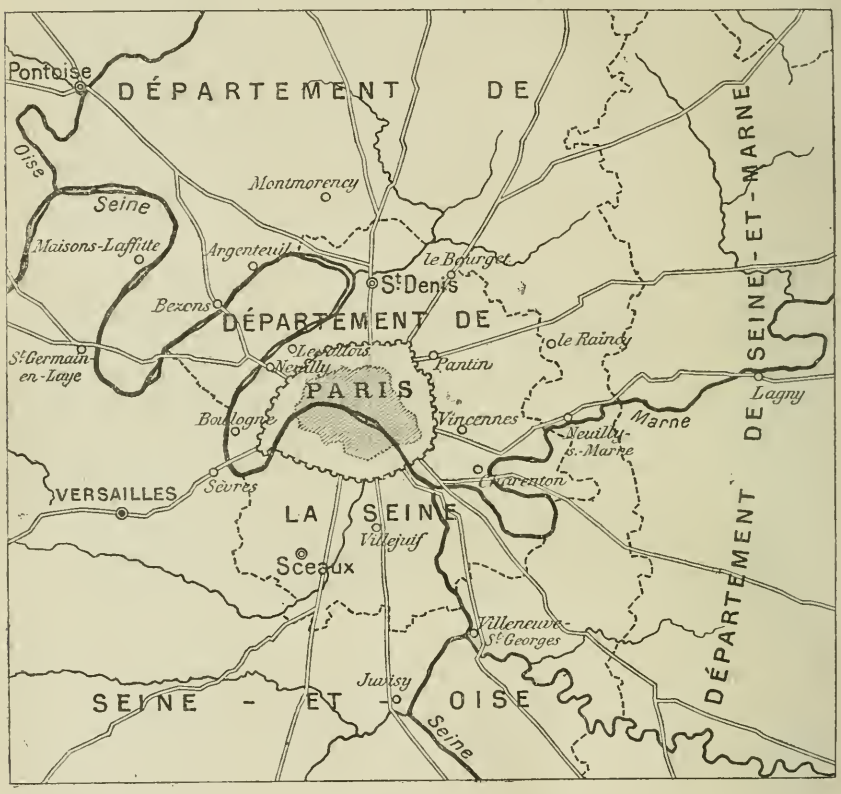


FIG. 16. — L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE EN 1801.
Le grisé indique les surfaces où il y avait au moins 100 habitants par hectare.
(D'après L. Bonnier, dans la *Vie Urbaine*.)

précis, et un simple calcul de Mark Jefferson montre combien il est exagéré. A défaut d'une statistique de population exacte, nous avons l'étendue de Rome, telle qu'elle fut circonscrite par la muraille d'Aurélien (270-275), à l'époque de son plus grand éclat et à la veille de son déclin comme capitale

impériale. Jefferson démontre qu'en appliquant à la Rome d'Aurélien le chiffre de densité de Paris, la ville du monde où, après New-York, les hommes sont le plus entassés, Rome n'aurait compté encore que 404 000 habitants[1]. Et il est

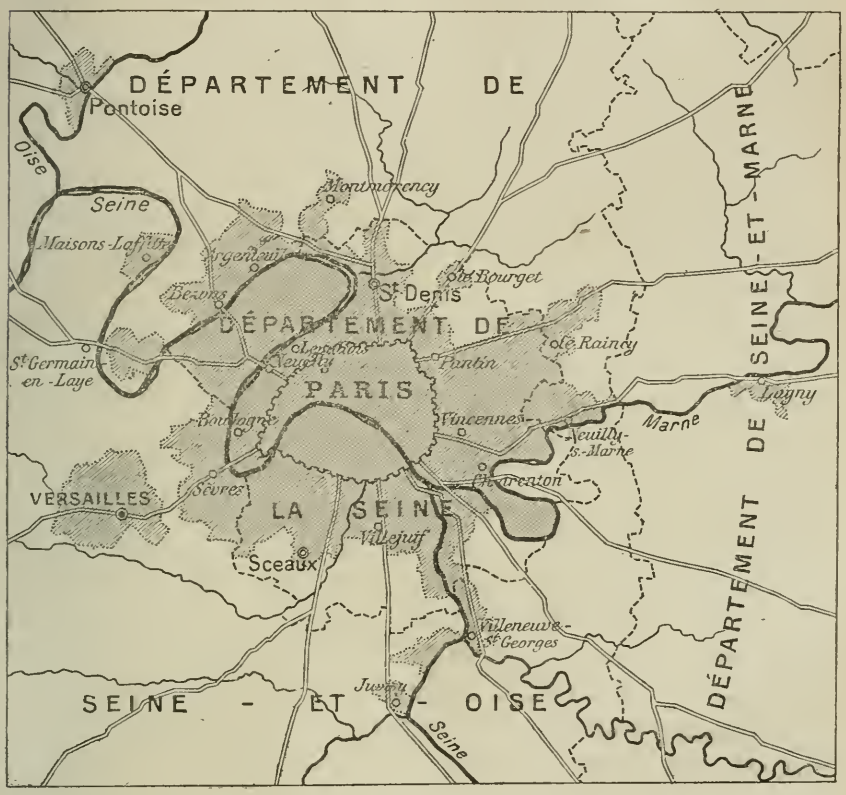


FIG. 17. — L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE EN 1911.
Le grisé indique les surfaces où il y a au moins 100 habitants par hectare.

certain qu'elle n'arrivait pas à ce chiffre, car en aucun cas les maisons antiques, même celles de Suburre, ne comportaient des superpositions d'alvéoles comparables à celles de Belleville et de Ménilmontant. Remarquons en outre que les

1. MARK JEFFERSON, *The Anthropogeography of some great cities, a study on the distribution of population* (*Bull. Amer. Geogr. Soc.*, XLI, 1909, p. 537-566).

édifices civils et religieux occupaient à Rome une superficie relativement bien plus considérable qu'à Paris.

Or, la Rome d'Aurélien, comparable sans doute à une de nos villes moyennes, était la plus étendue des capitales antiques, à l'exception de Babylone : mais l'enceinte quadrangulaire de Babylone comprenait de vastes espaces découverts et sans constructions. La conclusion s'impose : les villes les plus fameuses de l'antiquité classique étaient toutes, Rome et Babylone elles-mêmes comprises, peuplées comme nos villes de second et de troisième ordre,et souvent moins encore.

Pour l'Inde et pour la Chine, qui nous paraissent semées de grandes villes, il faut faire aussi la part du mirage : mais le mirage est d'une autre nature. Il provient ici de notre négligence à comparer la population urbaine et la population rurale. Cette notion est au fond celle qui importe, bien plus que le nombre et la population absolue des grandes villes. Les métropoles de l'Inde, Bombay, Calcutta, Madras, Delhi, font un certain effet sur les tableaux statistiques ; il faut avouer qu'elles feraient partout figure de villes considérables. Mais il n'en est pas moins vrai que la population urbaine ne fait en tout que les *deux pour cent* de la population totale de l'Inde[1] : rien ne montre mieux combien comptent peu dans la vie de l'Inde tant de vieilles et illustres cités. Le cas de la Chine est le même. Et dans ce pays, pour lequel nous manquons de statistiques précises, il est probable que les récits des voyageurs ont fort exagéré la population des grandes villes, comme ceux des historiens ont enflé outre mesure les métropoles antiques du monde occidental. Il paraît au moins démontré que Pékin n'a pas et n'eut jamais les 2 millions d'habitants qu'on lui attribuait autrefois, que même elle ne saurait passer pour une cité simplement « millionnaire ».

Les cités authentiquement millionnaires sont toutes modernes. Londres, la plus grande de toutes, est aussi la plus ancienne : elle est

1. P. Vidal de la Blache, *Le peuple de l'Inde d'après la série des recensements* (*Ann. de Géogr.*, XV, 1906, p. 353-375 et 419-442).

arrivée à son premier million en 1802 ; neuf autres cités ont dépassé ce chiffre dans le siècle qui a suivi, jusqu'à Buenos-Aires (1906). Quatre sont en Europe, Londres, Paris, Vienne et Berlin ; quatre en Amérique, New-York, Chicago, Philadelphie et Buenos-Aires ; deux en Asie, Tokio et Calcutta[1].

Les grandes villes modernes, qui comptent des habitants par centaines de mille et par millions, et qui concentrent en elles la majeure partie du surnombre d'hommes éclos depuis un siècle, ne favorisent en rien l'accroissement numérique dont elles profitent. Elles jouent au contraire, dans l'organisme général des sociétés humaines, le rôle d'agents de destruction destinés à neutraliser les effets de l'accroissement des hommes et à dévorer les générations en surnombre. Ce sont des « mangeuses d'hommes ».

Les grandes villes modernes sont des produits de complexité sociale et économique qui n'ont presque plus que le nom de commun avec les anciennes cités dont elles sont sorties, et dont quelques vieilles bâtisses demeurent parfois enchâssées dans leur noyau. En Europe et dans le monde civilisé des vieux âges, les cités étaient des réduits de défense et les points de concentration des métiers et des commerces que l'insécurité générale obligeait à s'abriter derrière des murailles. Ce qui constituait essentiellement la vieille ville, c'était le mur d'enceinte. Ce qui constitue essentiellement la ville moderne, c'est le carrefour de routes maritimes ou terrestres, et le nœud des chemins de fer. Ce qui faisait la vie de l'ancienne ville, c'était le marché périodique ou la foire intermittente ; ce qui fait la vie de la ville moderne, c'est le commerce continu. Deux agents puissants, de l'ordre psychologique, ont déterminé cette évolution : le premier est l'établissement graduel de la sécurité, œuvre des sociétés politiques organisées ; le second est le développement même de la civilisation matérielle, avec la complexité croissante des besoins et les exigences sans cesse agrandies de bien-être et

1. P. Clerget, *art. cité.*

de luxe qu'elle entraîne. A mesure que les échanges portent sur de plus nombreuses séries d'objets, les commerces se spécialisent et se diversifient, les industries urbaines se séparent les unes des autres, ou, par réaction, les échanges d'objets variés se concentrent dans de grands magasins pourvus d'un nombreux personnel : dans tous les cas, les villes s'accroissent toujours par l'accroissement du nombre des hommes voués aux occupations commerciales. Les statistiques professionnelles, significatives entre toutes, montrent qu'en Europe et en Amérique les professions commerciales, plus que l'industrie et plus que les emplois d'Etat ou les professions libérales, accroissent leur contingent humain à mesure que décroît le contingent des professions rurales. Le paysan français devient boutiquier ; le paysan allemand se fait commis voyageur ; l'ouvrier et le paysan anglais se font employés de banque ; le pionnier américain devient *business man*. Tel est le moteur essentiel de la concentration humaine dans les grandes villes : le reste est secondaire. Cependant, cette concentration n'aurait pu atteindre les chiffres élevés où elle est parvenue aujourd'hui, si les voies ferrées ne donnaient pas aux grandes cités des facilités d'approvisionnement rapide, en leur permettant de drainer tous les jours, et sur un territoire très étendu, les vivres et les provisions nécessaires à tant de millions d'hommes entassés sur un étroit espace[1].

Le lien très étroit de la grande ville avec les complexes de routes et de voies ferrées et avec les riches régions de production intensive, ainsi que le développement continu des besoins et des formes extérieures de la vie sociale que satisfait l'urbanisme, indiquent pourquoi les grandes cités sont peu nombreuses dans la zone intertropicale, où les voies de la circulation sont encore peu développées, et où, même si elles l'étaient, la complexité moindre des besoins et l'âpreté moindre de la lutte pour le bien-être et pour le luxe suffiraient

1. Emory R. Johnson, *A study of London, an essay in human geography* (*Bull. Geogr. Soc. Philadelphia*, V, n° 1, janv. 1907, p. 15-29) et voir ci-dessus fig. 9, p. 87.

à réduire la congestion urbaine. La zone intertropicale, bien qu'elle soit fort peuplée sur quelques-unes de ses parties, ne compte que 24 villes de plus de 100.000 habitants sur son épaisseur de 47 degrés de latitude : 15 de ces villes se trouvent en Asie, 6 en Amérique, 2 en Océanie, 1 en Afrique.

Au contraire, les villes forment une sorte de réseau urbain serré dans l'hémisphère Nord, sur l'axe de plus grande densité qui coïncide, comme le remarque P. Clerget, avec l'isotherme de + 10°, et qui passe par conséquent vers le 45e degré dans l'Amérique du Nord, et vers le 50e en Europe[1]. C'est en Europe surtout que leur groupement actuel est intéressant à étudier : car, sur les vieilles terres historiques de l'Europe et de la Méditerranée, les foyers urbains se sont déplacés vers le Nord, à mesure que la masse du peuplement ainsi que la puissance économique et politique gravitaient de ce côté. Nous savons que les anciennes cités et les nôtres ne sont pas comparables, ni au point de vue du chiffre absolu de leur population, ni au point de vue de leur importance relativement à l'ensemble des masses humaines. Toutefois, les anciennes cités étaient, comme les nôtres, les centres vitaux essentiels des civilisations et des Etats. Aussi leur disparition totale et partielle et leur remplacement par des villes situées plus au Nord constituent les indices les plus frappants de ce déplacement lent du centre de gravité du monde vers le cercle polaire, qui n'est comparable en rien aux migrations, et qui s'est fait par une sorte de glissement imperceptible et prolongé au cours de l'histoire. Comparez la position des grandes villes de la civilisation méditerranéenne et européenne à trois époques différentes, à la fin du 2e millénaire avant notre ère, au cours du 1er millénaire de notre ère, et enfin maintenant, c'est-à-dire à des intervalles de mille à quinze cents ans. Nous avons comme principales cités, à la première époque, Thèbes, Memphis, Babylone et Ninive, situées entre 25° et 36° de latitude; à la deuxième époque,

1. P. Clerget, *art. cité.*

Byzance, Carthage, Rome, Athènes, Cordoue, Tolède, du 33e au 42e degré ; à la troisième, enfin, Paris, Londres, Vienne, Berlin, Petrograd et Stockholm s'échelonnent du 48e au 60e de latitude. Dans l'hémisphère Sud, les nouvelles grandes cités ne sauraient s'avancer si loin vers le pôle, faute de terres : mais plusieurs, comme Le Cap et Melbourne, sont à l'extrême avancée Sud ; inversement, une seule est située sous le tropique, Rio de Janeiro.

Toutes ces villes nourrissent leur peuplement par la concentration, sur un sol étroit, des éléments les plus divers et les plus hétérogènes. Après avoir recruté leur population, d'abord dans leur banlieue immédiate, puis sur une zone de plus en plus grande et élargie de proche en proche, elles agissent à distance, comme foyers d'appel, sur des groupements très éloignés et très différents de leur première base ethnique, lorsqu'elles deviennent capitales mondiales. Ainsi peu à peu leur peuple devient cosmopolite. Les grands ports maritimes donnent les exemples les plus accusés de cette bigarrure ; mais la facilité moderne des communications fait qu'aujourd'hui toutes les grosses villes ressemblent de plus en plus aux grands ports. Les groupes les plus différents du groupe primitif par leur civilisation sont ceux qui maintiennent le plus longtemps leur fécondité au milieu du peuplement concentré de la grande ville : ces apports de sang étranger et neuf font parfois illusion sur l'action des foyers urbains comme destructeurs de la race. Les Juifs polonais, galiciens et grand-russiens de Londres et de New-York ont maintenu et maintiennent encore le taux de la natalité dans certains populeux quartiers de ces métropoles. Amsterdam doit sa robuste natalité au grand nombre de Juifs qui vivent dans la capitale hollandaise. Mais, tôt ou tard, la stérilité envahit ces groupes, comme elle a envahi les groupes nationaux primitifs. Les hommes, concentrés en grandes masses par le peuplement urbain, se détruisent par leur concentration même.

CHAPITRE VI

LE PEUPLEMENT DU GLOBE : LES FAITS DE MOUVEMENT [1]

1. — Évolution générale des faits de mouvement.
2. — Causes originelles des exodes.
3. — Migrations de masse et migrations d'infiltration.
4. — Voies des migrations : le steppe, la mer bordière, l'Océan.
5. — Régression des points et des zones de départ.
6. — Augmentation totale de la masse, inégalité croissante de la répartition.

1. — *ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES FAITS DE MOUVEMENT*

L'agriculture fixe les hommes au sol ; le commerce les concentre et établit entre eux des relations régulières ; la grande industrie accroît la concentration des régions urbaines ; les groupes se classent et s'organisent en sociétés politiques sans cesse en action les unes sur les autres, soit par la paix, soit par la guerre. Ce raccourci des sociétés humaines, si grossièrement approximatif qu'il soit, montre que la valeur numérique absolue des groupes et les relations de masses entre eux ne cessent de se modifier, soit dans le temps, soit dans l'espace. Les faits de mouvement se mêlent de la manière la plus étroite aux faits de fixation ; les premiers gouvernent et orientent les seconds ; on ne peut même regarder un groupe humain quelconque, fixé dans un cadre déterminé de l'espace terrestre, que comme l'instantané fugitif d'une existence collective en voie de perpétuel devenir. Étudier et définir les groupes fixés, ce n'est que formuler une abstraction ; saisir et représenter les groupes en mouvement, pour autant que la chose est possible, c'est représenter la vie elle-même.

1. Voir fig. 20 à la fin du chapitre.

Cela nous amène à penser qu'en étudiant le peuplement du globe, il serait vain de classer le mouvement et la fixation dans des cadres géographiques spéciaux à chaque ordre de faits ; en d'autres termes, il n'y a point de régions terrestres qui soient le domaine propre des groupes fixés, de même qu'il n'y en a pas qui appartiennent en particulier aux groupes mobiles. En divisant les régions terrestres en zones de fixation (*Beharrungsgebiete*) et en zones de mouvement (*Bewegungsgebiete*), Ratzel a cédé une fois de plus à ces tendances de classification systématique et le plus souvent stérile qu'il paraît avoir empruntées aux sciences naturelles purement descriptives[1]. Sur la terre habitée, le mouvement est partout : partout il brasse des masses humaines de tous les ordres de grandeur ; ou, lorsqu'il ne met pas les masses en branle, c'est la poussière individuelle qu'il remue et agite sans relâche. Inscrire la mobilité humaine dans un cadre géographique particulier, c'est démentir à la fois la géographie, l'histoire, et la plus simple observation courante.

Cependant il est vrai qu'à l'étude de la carte apparaissent des régions où les hommes se concentrent et s'agglomèrent : ici prédominent visiblement les forces de fixation ; sur d'autres régions, les groupes se dispersent, se fragmentent, et semblent obéir sans cesse à des tendances centrifuges : là, les forces de mouvement sont souveraines. La plus nette de ces oppositions est celle de la terre de labour et de la terre de parcours, du champ cultivé et du steppe, de l'agriculteur sédentaire et du pasteur demi-nomade, de la maison rurale et de la tente. Aujourd'hui encore, cette opposition s'accuse d'une manière vigoureuse dans l'Ancien Monde. Mais elle s'accuse plutôt

1. Ratzel reconnaît comme zones du *mouvement* les mers et les steppes, comme zones *fixatrices* les terres de forêts et de cultures. Il y a du vrai dans ce classement, mais que de réserves à faire ! Les mers elles-mêmes ne sont pas des zones de mouvement pour le pêcheur côtier : ce pêcheur a un horizon à peu près aussi limité que le paysan. Les forêts ne sont pas des zones de fixation pour de nombreux demi-nomades sylvicoles, et nulle part il n'y a eu un brassage de peuples aussi actif que sur les lisières forestières d'Europe. En réalité, il n'y a pas d'espace terrestre habitable qui n'ait vu ou qui ne puisse voir, tour à tour ou simultanément, des faits de mouvement ou des faits de fixation. Voir Fr. Ratzel, *Politische Geographie*, 2tl Aufl., p. 244-245.

comme une survivance que comme un grand fait des temps présents et surtout des temps à venir. Si la lutte du pasteur et de l'agriculteur a été au cours des âges une des forces déterminantes de l'histoire, elle ne l'est plus aujourd'hui ; il n'y a pas de chances pour qu'elle le redevienne jamais. Le conflit séculaire du sédentaire et du nomade se termine par le refoulement de celui-ci, rejeté des lisières agricoles vers les lisières désertiques du steppe ; la charrue fouille et fouillera la terre de parcours jusqu'aux limites du roc et du sable inutilisables. Le nomade, déjà passé partout au demi-nomadisme qui le rattache peu à peu au sol, deviendra sédentaire ou périra tout à fait[1].

Au reste, l'opposition du champ cultivé et du steppe, qui séduit l'esprit par sa simplicité, ne rend pas bien compte d'un fait très complexe. La zone de mobilité de l'Ancien Monde qui s'étend de l'Atlas au désert de Gobi, et qui, après avoir été le théâtre des luttes séculaires entre les peuples mobiles et les peuples fixés au sol, est devenue surtout une terre morte et une terre de ruines, ne se définit pas seulement par une zone de parcours en marge de la zone de culture.

Ce qui a donné aux tribus nomades les facilités de déplacement où paraissait se multiplier leur nombre, en réalité très restreint, et où elles se heurtaient sans cesse aux sociétés sédentaires, ce n'était pas leur habitat sur une zone de parcours, mais bien la possession des troupeaux, et notamment le bétail bovin et ovin qui fournissait aux tribus du steppe le lait, la viande et les vêtements. Les groupes humains maîtres de ces richesses agricoles mobiles étaient au moins aussi bien

1. La transhumance des moutons espagnols et de leurs pâtres à travers la Meseta se faisait autrefois d'une manière irrégulière, le long des routes et des pistes ; elle se fait maintenant par voie ferrée ; c'est une étape vers la fixation. Dans l'évolution des genres de vie professionnels, la transition du demi-nomadisme à la vie sédentaire s'indique bien par la transformation de la pâture en élevage régulier et par la substitution de l'éleveur au berger. Un mouvement de même nature existe en Algérie, où, dès avant la paix française, les nomades ne se promenaient pas au hasard : ils suivaient des lignes de parcours nettement déterminées. Notre intervention les a encore régularisées et a mis fin à l'état de guerre qui livrait les faibles à la discrétion des forts. Au reste, les migrations diminuent d'amplitude et de fréquence. A. Bernard et M. Lacroix, *L'évolution du nomadisme en Algérie* (*Ann. de Géogr.*, XV, 1906, p. 152-165).

pourvus, dans la lutte pour l'existence, que les groupes sédentaires armés seulement d'outils agricoles primitifs. A ce point de vue encore, il faut nous défaire de notre habitude de juger les choses selon l'échelle de valeurs de notre temps. Pendant de longs siècles, il n'y a pas eu d'infériorité économique réelle du pasteur demi-nomade comparé à l'agriculteur sédentaire. On comprend ainsi pourquoi l'égalité et même parfois la supériorité économique du pasteur sont allées de pair avec la supériorité sociale et la supériorité militaire ; on comprend pourquoi, aux temps de la puissance politique des Hyksos d'Egypte, des Parthes, des Arabes, des Turcs et des Mongols, le steppe a dominé politiquement le champ, et pourquoi le pâtre a été le maître du laboureur. Cette puissance des groupes mobiles de l'Ancien Monde a été un agent très actif de mélange des races et des peuples, et par là un facteur essentiel du progrès politique et de la civilisation matérielle. On ne sait pas assez tout ce que les peuples sédentaires de l'Europe ont dû dans le passé aux chocs répétés que les pasteurs nomades leur ont fait subir, ainsi qu'aux contre-coups et aux répercussions de ces chocs[1]. Qu'il nous suffise de rappeler que c'est le pasteur arabe qui a transmis à l'Occident encore barbare l'héritage de la pensée et de la philosophie grecques.

La puissance et la prospérité anciennes des Nomades pasteurs constituent peut-être la différence la plus profonde entre le développement historique de l'Ancien monde et celui de l'Amérique précolombienne. On s'explique ainsi pourquoi les sociétés politiques de l'Amérique demeuraient dispersées, faibles et languissantes, tandis que celles de l'Europe et de l'Asie étaient pleines de vigueur. Les peuples américains n'avaient à leur disposition aucun cheptel ; ils ne connaissaient ni le lait, ni la viande des troupeaux. Ils ne pouvaient donc profiter des terres de parcours ; en dehors des hauts plateaux du Mexique et du Pérou où s'étaient établis des agriculteurs sédentaires, les tribus américaines,

1. C'est un des principaux mérites de l'ouvrage remarquable (et pas assez remarqué) de L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie*, Paris, Colin, 1896, d'avoir mis en lumière le rôle des peuples nomades de l'Asie dans le développement de la civilisation européenne aux VIe et XIIIe siècles (routes de commerce, progrès de l'art militaire).

réduites à la chasse, à la pêche et à la cueillette, menaient une existence précaire et misérable. Nulle part, dans les steppes d'Europe, d'Asie et de l'Afrique du Nord, on n'eût trouvé d'exemples d'un dénuement semblable à celui où vivaient certaines tribus d'Amérique. « Quelques peuples du steppe de Venezuela, dit Humboldt, entièrement étrangers à l'agriculture, se nourrissent de fourmis, de gomme et de terre, et sont le rebut de l'espèce humaine : ce sont les Otomaques et les Jarourés »[1].

La plus grande partie des déplacements de masses qui forment la trame de l'histoire de l'Ancien Monde étaient, soit directement, soit par répercussion, le résultat des chocs entre pasteurs nomades ou demi-nomades et agriculteurs sédentaires. De nombreux faits de mouvement qui furent contemporains de ceux-ci et qui mirent en jeu, à l'origine, non des masses, mais des groupes restreints ou des individus, sont dus à la naissance et à l'extension des relations commerciales écloses, au début des âges historiques, dans les trois foyers de civilisation de la Méditerranée orientale, de l'Inde et de l'Extrême-Orient, et peu à peu étendues au delà de leurs cercles d'origine, de manière à faire circuler les hommes, aussi bien que les marchandises, d'une manière continue et toujours plus active, à travers les continents et les mers. Il y a eu à ce point de vue, depuis l'aube de l'histoire, une augmentation constante du nombre des routes suivies, du nombre des hommes qui les suivent, et par suite une instabilité de plus en plus accentuée des masses en apparence fixées et concentrées dans les régions de plus grande densité. Pour prendre une idée de ce phénomène dans toute son ampleur, il faut rapprocher par la pensée les caravanes peu nombreuses qui suivaient aux temps byzantins et mongols la route de la soie entre l'Europe et la Chine, les petites colonies phéniciennes

1. A. de Humboldt, *Tableaux de la nature*, Paris, 1828, I, 52. Humboldt revient plusieurs fois sur la différence fondamentale de genres de vie entre les habitants primitifs de l'ancien et du nouveau continent. Voir même ouvrage, I, 28-29 : « L'éducation des animaux qui donnent du lait était inconnue aux habitants primitifs du nouveau continent. Aucun des peuples américains ne cherchait à mettre à profit les avantages que sous ce rapport leur offrait la nature... L'usage du lait et du fromage est, ainsi que la possession et la culture des plantes céréales, un des traits distinctifs qui caractérisent les peuples de l'ancien monde ».

et grecques essaimées dans l'Ouest de la Méditerranée, les faibles détachements de la Hanse teutonique organisés conventuellement derrière des portes bien closes et bien ferrées à Wisby et à Bergen[1], les marchands portugais retranchés avec un fossé et quelques canons dans leurs petits forts de l'Inde, les trafiquants hollandais du Japon relégués à Nagasaki dans une enceinte munie d'un guichet, et, d'autre part, le flot d'hommes d'affaires, de commis voyageurs, d'industriels et d'ouvriers en quête de travail qui va et vient sans cesse d'Amérique en Europe et d'Europe en Extrême-Orient sur les paquebots géants, ou qui à toute heure emplit de bruit et de mouvement les quais des grandes gares, dans le monde civilisé entier[2]. Encore ne tenons-nous compte, dans cette vision du mouvement continu et sans cesse accéléré des hommes, que des gens qui se déplacent en quête de l'or, en quête des affaires, ou simplement en quête des moyens de ne pas mourir de faim. Il faudrait, pour être complet, ajouter ceux qui se déplacent pour leur plaisir. Cette dernière forme du mouvement humain est toute récente ; après avoir été quelque temps le lot d'une catégorie peu nombreuse d'individus, elle se propage maintenant à travers des couches sociales de plus en plus profondes[3]. Grâce à la puissance et à la rapidité des moyens mis depuis soixante ans au service de l'industrie des transports, c'est aujourd'hui l'humanité civilisée presque tout entière, et même une partie considérable de l'humanité non civilisée, qui tendent à se déraciner, pour un temps ou

1. « Les Hanséates du comptoir de Bergen étaient organisés conventuellement. On leur défendait de se marier. On les parquait dans une enceinte séparée, où ils devaient rentrer à heures fixes, sonnées par une cloche, et où ils vivaient en commun. » (C. Vallaux, *la Norvège*, Paris, 1913, p. 99.) Le *Musée hanséatique* de Bergen offre une curieuse et complète reconstitution du comptoir-forteresse de la Hanse. Tout y est, y compris la cloche et les livres de comptes.

2. Il y a une capitale où la population ouvrière flottante est plus nombreuse, plus déracinée et plus menacée de chômage que partout ailleurs. Et cette capitale est la plus grosse ville du monde, Londres. Voir à ce sujet le travail très fouillé de D. Pasquet, *Londres et les ouvriers de Londres*, Paris, 1913, in-8. Analyse de P. Vidal de la Blache, dans les *Ann. de Géogr.*, XXIII-XXIV, 1914-1915, p. 430-434.

3. C'est une forme d'activité économique nouvelle, le *traveller's business*, comme disent les guides Cook. Il convient de rappeler ici le petit ouvrage prophétique qui portait ce titre et qui a été écrit il y a plus d'un demi-siècle par le créateur de l'Agence Cook.

pour toujours. Ainsi la vague d'un mouvement continu et sans cesse grandissant emporte et brasse tous les groupes, jusqu'à détacher graduellement du sol ceux qui paraissaient le mieux fixés.

Auprès de ce brassage des masses d'un bout du monde à l'autre, combien paraissent faibles et menues les anciennes incursions des pasteurs nomades et demi-nomades chez les sédentaires, ou les chocs de réaction des sédentaires contre les nomades ! Deux siècles d'invasions barbares, à la chute de l'empire romain, ont sûrement remué moins d'hommes que dix ans d'immigration au xxe siècle d'Europe en Amérique. Le fait le plus considérable du mouvement moderne, c'est le déracinement de l'homme de la terre. On peut le résumer ainsi : ce que fut le pasteur autrefois, le paysan l'est aujourd'hui. Le pasteur a formé au cours de l'histoire, dans l'Ancien Monde, l'élément principal des migrations de masse. Cet élément, ce sont les laboureurs, les journaliers agricoles, les domestiques de ferme, d'une manière générale les hommes fixés au sol, qui le forment à présent. S'il est vrai que le trafic revendique, comme il est naturel, la plus grande part des déplacements temporaires, s'il est vrai que toutes les professions sont plus ou moins représentées dans les flots d'émigrants sans cesse déversés par les terres peuplées sur les terres vides, il est vrai aussi que les paysans forment la plus grosse part des masses définitivement expatriées. Cela est évident pour le débordement à l'extérieur de l'Inde et de la Chine, masses essentiellement rurales. Mais cela est également vrai pour le dernier et le plus important des foyers d'émigration, l'Europe.

Parmi les pays d'Europe qui fournissent ou ont fourni un gros contingent à l'émigration, il n'y en a qu'un, le Royaume-Uni, où l'on ne constate pas dans ce mouvement une prépondérance exclusive de l'élément rural. Si, en Ecosse et en Irlande, ce sont surtout des paysans qui s'en vont, en Angleterre, toutes les classes de la nation émigrent[1]. Mais partout

1. Voir plus loin, § 2.

ailleurs ce sont les paysans qui forment les grandes masses d'expatriation : en Allemagne, tant qu'a duré l'émigration allemande, et aujourd'hui, dans les pays scandinaves et slaves, en Italie, en Espagne, et même en France, dans cette France qui n'est pas surpeuplée et qui est peu féconde en hommes, où la terre est vaste et riche, et où les quelques milliers d'émigrants qui partent tous les ans sont en grande partie des paysans, montagnards des Alpes, des Pyrénées et du Massif Central... On ne saurait dire cependant que la population rurale est en excès sur le sol français ! Aussi typique est le cas de l'Espagne. « L'Espagne, dit A. Girard, se vide de paysans, et pourtant elle n'en a pas trop », car, dans ce pays à population déjà clairsemée, les paysans ne forment que 29 p. 100 de la population totale[1].

Rien de plus frappant que ce divorce presque général entre le sol et les masses qui autrefois y demeuraient inébranlablement fixées. Autour de ce grand mouvement se groupent d'autres faits du même ordre, qui font corps avec lui. Nous devons les expliquer, mettre en lumière leurs principales directions et rechercher leurs conséquences essentielles[2].

2. — *CAUSES ORIGINELLES DES EXODES*

Jusqu'à un certain point, le mouvement des masses humaines, vu sur la carte et région par région, est comparable au mouvement des marchandises. De même qu'il est rare que pour un pays donné l'exportation et l'importation

1. A. Girard, *L'émigration espagnole* (*Ann. de Géogr.*, XXI, 1912, p. 418-425).

2. Pour tous les problèmes qui concernent l'émigration et les migrations, on doit consulter le volume critique magistral de Isaac A. Hourwich, *Immigration and Labor, the economic aspects of european immigration to the United States*, G. P. Putnanis Sons, New-York, and London, 1912, in-18, xvii + 544 p., — suite et conclusion des 42 volumes de la grande enquête officielle faite pour le Congrès américain. On dépouillera aussi avec un réel profit le n° d'octobre-décembre 1913 du *Bulletin trimestriel de l'Association internationale de la Lutte contre le chômage* (Rédacteur en chef : Max Lazard). Ce fascicule de 250 pages est consacré aux migrations internationales et nationales et contient sur les principaux pays d'émigration des rapports dus à des spécialistes de chaque pays. (Paris, 34, rue de Babylonne, 3e année, 1913, n° 45.)

s'équilibrent exactement, de même il y a toujours excès d'émigration ou d'immigration. Ce va-et-vient des hommes obéit à des lois discernables, comme le va-et-vient des marchandises. Mais pour les hommes, comme pour les marchandises, les courants de départ et d'arrivée ne se fixent pas à jamais aux mêmes directions. Il n'y a point de pays destinés à perpétuité à la production humaine, et d'autres destinés, à perpétuité, à consommer les hommes venus d'ailleurs. Tous les pays du monde habitable, même ceux dont la destinée évolue le moins vite, tels que la Chine et l'Inde, sont tour à tour ou seront producteurs d'hommes ou mangeurs d'hommes.

Ici encore, aucun déterminisme géographique simpliste ne nous donnera la vérité. Un peu plus haut (ch. v, § 1), nous avons fait justice de la conception surannée d'après laquelle les masses humaines s'ordonnent en densité selon la quantité des moyens d'existence aisément utilisables fournis par les pays où elles se trouvent[1]. Pour les lois du mouvement, comme pour celles de la fixation, un tel point de vue est sans valeur. Si la règle de correspondance des masses aux moyens d'existence se vérifiait, nous verrions toujours les masses humaines refluer hors des pays où la terre devient incapable de nourrir une population trop concentrée ; nous verrions ces masses affluer toujours sur les terres riches et fécondes qui semblent promettre à tous une vie facile. La plus simple étude montre que les choses ne se passent pas ainsi. On voit des populations très denses, en voie d'augmentation constante, s'acharner à vivre, sans émigrer, sur un sol où ni la terre, ni le commerce, ni l'industrie ne peuvent leur procurer un vrai bien-être : tel est le cas pour de nombreuses régions de la Chine, de l'Inde, de l'Insulinde, des îles tropicales, de l'Egypte, et même pour certains pays de l'Europe qui ont des plèbes misérables et

1. Cette règle simpliste paraît se vérifier dans certaines petites régions situées hors du mouvement général, si toutefois les observations des géographes qui s'en sont occupés sont bien exactes. Au Morvan, la courbe de densité du peuplement « étroitement attachée au sol, n'ayant pour se relever aucune des causes industrielles qui ont modifié les agglomérations au XIXe siècle, devait suivre l'exploitation de la terre, croître et décroître avec elle ». (J. Levainville, *Le Morvan*, Paris, 1909, p. 263).

enracinées, comme la Flandre et la partie montagneuse et forestière de l'Erzgebirge[1]. Inversement, nous connaissons bien, surtout en France, des pays merveilleusement pourvus, tant par leurs ressources naturelles que par le travail humain accumulé, où la population déjà clairsemée diminue toujours, soit par la mort sur place que représente le défaut de natalité, soit par l'émigration, et le plus souvent par les deux causes à la fois, comme la vallée de la Garonne de Toulouse à Bordeaux. En règle générale, comme les masses continuent à se concentrer là où elles sont déjà très nombreuses, comme elles continuent à se disperser là où elles sont déjà clairsemées et faibles numériquement, les relations trop commodes que notre paresse d'esprit tendrait à établir entre les facilités d'existence offertes par le cadre terrestre et le développement de la race humaine sont trop souvent démenties par les faits pour servir de base d'étude solide. Aussi, pour expliquer la carte des mouvements, nous sommes obligés de chercher plus loin que la carte. Sur cet objet, trop important pour qu'elle le passe sous silence, la géographie ne peut se suffire à elle-même.

Le vif esprit de Montesquieu avait déjà remarqué, avec toute la précision possible de son temps, l'insuffisance explicative des rapports géographiques dans l'étude des inégalités du peuplement. « Si l'on divise les terres par la pensée, dit-il, on sera étonné de voir la plupart du temps des déserts dans les parties les plus fertiles, et des peuples dans celles où le terrain semble refuser tout »[2].

Nous avons constaté le fait d'une augmentation totale de la masse humaine ; nous avons reconnu que cet accroissement s'est accéléré, depuis un siècle, plus qu'il ne l'a fait sans doute à aucune période antérieure de l'histoire. Mais

1. Cela se vérifie sur certains points, même dans les zones d'émigration et même en France. Dans le département des Hautes-Alpes, qui a tendance à se vider de ses habitants, « l'esprit d'émigration n'est pas en corrélation nécessaire avec la difficulté de l'existence sur le sol natal : *certaines communes, parmi les moins aisées, ne donnent qu'un faible contingent* ». P. Moisson, *Mouvement de la population du département des Hautes-Alpes au XIXe siècle* (*La Géographie*, XX, 1909, p. 111-116).

2. Montesquieu, *Esprit des lois*, livre XVIII, chapitre III.

il n'est pas général sur l'ensemble de la planète. En de nombreuses régions, d'une individualité géographique déterminée, c'est-à-dire assez étendues pour se prêter à une définition régionale scientifique, la population demeure stationnaire ou décroît, soit par le fait du dépérissement vital que dénonce l'excédent des décès sur les naissances, soit, ce qui arrive plus souvent, par le fait de l'émigration. Pour toutes les régions, cette mort et ce départ des hommes sont des choses récentes, car, si elles étaient tant soit peu anciennes, le vide serait totalement fait déjà ; pour la plupart des régions même, les choses sont d'hier ou d'aujourd'hui. Donc, pour ces terres, à un moment donné, le peuplement est arrivé à son *point de refus*. Il avait crû ou s'était maintenu jusque-là ; à partir de ce moment, il s'est mis à décroître, d'une manière plus ou moins régulière ou rapide, mais presque toujours constante. Quelles sont les causes qui, à un moment donné et pour une région donnée, ont amené le peuplement à son point de refus ? On aperçoit tout de suite, derrière l'apparente simplicité de la question, la complexité des réponses, inévitable dans ce problème aux aspects multiformes.

La seule vue générale qui convienne dans la majeure partie des cas, c'est que les forces qui travaillent au dépérissement et à l'exode, et qui commencent à se révéler à l'instant psychologique et historique du point de refus, ne sont pas le fait des conditions naturelles vues *in abstracto*. Elles sont le fait de l'homme, et par l'homme nous entendons la masse politique et sociale façonnée par les forces confluentes de l'histoire, de la civilisation et des genres de vie.

Il y a un premier fait que les régions françaises nous donnent fréquemment l'occasion d'observer. Dans ce cas, l'homme paraît se détourner des abondantes ressources, naturelles ou acquises, que lui offre le sol. La population meurt, ou elle part, sans laisser de remplaçants. Chaque année qui s'écoule fait un peu plus de vide. Sous les apparences de fécondité d'un sol heureux, couvert de champs, de prairies, de routes et de maisons, le désert se montre peu à

peu. Ce n'est pas la friche qui le révèle d'abord, car le mécanisme agricole moderne donne de multiples moyens de maintenir, dans un pays qui se vide, la réalité ou les apparences de l'exploitation. Ce qui révèle le désert, c'est la petite ville qui agonise et l'habitation rurale qui se vide : la petite ville où l'herbe pousse dans les rues silencieuses, la maison rurale sans enfants où quelques vieilles gens achèvent de mourir.

Parmi nos terres riches peu à peu privées de leur capital humain, la Normandie agricole s'est révélée comme un des premiers foyers de dépopulation, il y a plus d'un demi-siècle; elle demeure un des plus intéressants. En dehors de la rue industrielle et maritime développée d'Elbeuf au Havre, sa population ne cesse de décroître sur tout le pays. Les économistes, appliqués à chercher une explication géographique capable de faire interpréter un fait de dépérissement comme un fait d'évolution normale, ont avancé que la Normandie, mise graduellement en herbages, n'avait plus besoin de bras depuis qu'elle avait délaissé le labour. Cette opinion peut se soutenir pour la Basse-Normandie, devenue toute entière une terre verte. Elle n'est pas valable pour les terres de labour de l'Eure et du pays de Caux, où, bien que les bases anciennes de l'agronomie n'aient pas changé, la dépopulation est aussi accentuée qu'aux pays d'herbages. Le dépérissement de ce peuple s'explique autrement : à l'origine, il y a eu la préoccupation de ne pas diviser les héritages; ensuite sont venus l'amour exagéré du bien-être, l'aversion de l'effort, l'horreur féminine pour la souffrance, et le désir de garder intact et de grossir le capital-argent aussi bien que le capital foncier. Ainsi s'est produite cette rareté des hommes au milieu de l'abondance des choses, et selon l'expression frappante de Mabilleau, « la pléthore dont meurt la Normandie ». Le peuple normand disparaît sur place : il n'émigre guère. C'est le type du *dépérissement par pléthore*, qui fait simplement des vides sans enrichir aucune autre région[1].

1. Consulter par-dessus tout au sujet de ce problème en Normandie la longue et minutieuse enquête qu'a poursuivie CHARLES BENOIST au nom de l'Académie des Sciences

Bien différent est le cas du Toulousain et de la Gascogne, le plus ancien de nos foyers de dépopulation avec la Normandie, ce qui a valu souvent à ces terres du Midi d'être comparées à la terre verte de la Manche. Ici encore, les économistes et les sociologues ont trouvé une cause géographique à la disparition de la race : ce serait, selon L.-A. Fabre, la torrentialité de la Garonne et des rivières pyrénéennes, accrue depuis un siècle par des déboisements imprudents; elle entraînerait vers la mer et changerait en boue instable ou en grèves stériles non seulement la « chair de la montagne », mais la chair de la plaine constituée par les belles terres des vallées. Trop petite cause pour un grand effet. Les terres de montagne et surtout de plaine ravagées par les torrents pyrénéens sont bien peu de chose comme étendue, en comparaison des terres où les eaux d'inondation ne parvinrent jamais, et les unes sont aussi abandonnées que les autres[1]. D'Auch à Toulouse, de Montauban à Marmande, les vignes, les cultures et les vergers étalés à mi-côte languissent autant que les terres basses ; partout diminue le prix des terres, partout les domaines ruraux tombés en déshérence ou aliénés au profit d'héritiers absents sont vendus à des prix dérisoires[2]. Dans cette région, contrairement à la Normandie, il y a désertion plutôt que

morales et politiques et dont il a présenté à cette Compagnie les détails et les conclusions.

1. On peut admettre, en ce qui concerne les *terres de montagne* et d'une manière générale, la justesse des calculs de L.-A. Fabre : « Nos grandes rivières torrentielles (Garonne, Rhône, Loire, Adour, Hérault, Var, etc.) entraînent aujourd'hui par an, dans la mer, plus de 72 millions de mètres cubes de sables, vases et limons, sans compter les matériaux plus grossiers qu'elles entassent dans les hautes vallées ou dans leur lit. Si l'on suppose ce décapage restreint à la zone de nos montagnes essentiellement torrentielles, qu'on peut évaluer à 1/10 du territoire, il représente l'ablation d'une couche uniforme supérieure à 1 décimètre de hauteur par siècle. Ce dépouillement violent de la *chair des montagnes* est, pour l'ensemble d'un pays, le signe le plus perceptible d'une *dégradation d'énergie* » (L.-A. Fabre, *L'exode du montagnard et la transhumance du mouton en France*, Lyon, 1909, p. 10-11.) Observons cependant : 1° que ces vues sont unilatérales, car la *chair de montagne* elle-même se reconstitue par la décomposition sur place des roches superficielles, sous l'influence du vent, du gel, de l'insolation, etc. ; 2° que les calculs de Fabre ne s'appliquent pas aux *terres de faible pente et hors de l'action des eaux d'inondation*, et ces terres forment la majeure partie de notre domaine agricole.

2. Des exemples frappants, empruntés à la vallée moyenne de la Garonne, nous ont été cités. Ainsi un domaine qui trouvait acquéreur il y a un demi-siècle au prix de 100 000 francs a été aliéné naguère pour 25 000 francs.

dépérissement sur place. C'est la vie urbaine, sous toutes ses formes, souvent même sous les plus déplaisantes, les plus improductives et les plus inutiles qui attire aujourd'hui les descendants des cadets de Gascogne. Les ancêtres aimaient la vie facile et sans souci, quoique le plus souvent mesquine en dépit des romans, que leur procurait la carrière des armes au service du roi. Le même goût se satisfait aujourd'hui d'une autre manière et le plus souvent à moins de frais, ou plutôt à moins de risques. La capitale régionale, Toulouse, ville d'artistes et d'orateurs, attire à elle l'élite des pays de la Garonne supérieure et moyenne ; Paris prélève une autre part sous forme d'hommes politiques et de politiciens. Mais le troupeau suit tout entier ; il se contente lui, des postes d'employés de chemins de fer et de facteurs des postes ; plutôt que de fouiller la terre, il fera les métiers les plus ingrats. Le Toulousain et la Gascogne nous offrent le type du *dépérissement par désertion.*

Comme pour toutes les régions semblables où la vie se ralentit sans être étouffée par la misère, l'émigration qui vide le Toulousain et la Gascogne ne se fait pas par masses. C'est une poussière individuelle rapidement diluée et disparue dans le milieu composite des grandes villes. Cette émigration ne révèle pas son influence sur les rapports numériques des groupes et sur leurs caractères ethniques. Elle a simplement, sur la vie des autres groupes, des résultats d'ordre social et moral. Elle représente, pour employer une expression de Haddon, un courant de civilisation (*cultural drift*). et non un courant de race (*racial drift*)[1]. Ainsi, la vie politique française a subi l'action grandissante du Midi, tandis que les rapports de répartition entre les pays de la Garonne et les autres régions ne changeaient guère. Ce phénomène sort du cadre ordinaire de la géographie ; il échappe à ses procédés de représentation.

Mais les régions peu à peu vidées constituent des foyers d'appel. Quand les vides s'étendent et quand l'espace libre s'accroît, l'immigration spontanée, ou organisée par des sociétés et par les Etats, ramène peu à peu la vie avec le

1. A.-C. Haddon, *The wanderings of peoples*, Cambridge, 1912, p. 48-49.

peuplement, pour un nouveau cycle de développement humain. Parfois un stimulant géographique nouveau intervient, comme c'est le cas pour la Normandie, où les nouveaux et abondants gisements de fer du bassin de Caen et du Bocage normand ont attiré une masse de travailleurs étrangers et souvent fort lointains, indispensable renfort de main-d'œuvre à bon marché que la Normandie enrichie et épuisée ne peut plus fournir[1]. Ailleurs suffit l'attirance de l'espace libre et des terres en quasi-déshérence, achetées ou louées à bon compte. Deux courants d'immigration tendent depuis quinze ans à repeupler une partie de la Gascogne : le premier vient d'Espagne, où l'émigration de la faim pousse une grande quantité de paysans hors des frontières de terre et de mer; le second est venu, jusqu'en 1914, de la Vendée rurale encore riche en travailleurs. Cet appel d'hommes venant souvent de fort loin tend à se généraliser sur les plus belles terres françaises, où partout se fait sentir l'abandon du sol par le paysan. « De 1901 à 1906, le département de la Côte-d'Or a perdu 3 667 habitants, malgré l'accroissement continuel de la ville de Dijon. On commence à recourir à des équipes piémontaises pour l'exploitation des forêts bourguignonnes; on parle même d'attirer les paysans polonais expulsés par le *Deutschthum.* »[2] Remarquons que la forêt joue ici le rôle de centre d'attraction du peuplement nouveau, ce qui confirme nos remarques sur la forêt créatrice de groupes (chapitre v, § 4).

Au cas des régions françaises de dépérissement par pléthore ou par désertion s'oppose, trait pour trait, celui des pays où la production humaine demeure aussi vigoureuse que la

1. Les anciennes exploitations minières de la Basse-Normandie, petites et dispersées, trouvaient sur place leur main d'œuvre. Les nouvelles exploitations nées du riche bassin minier récemment découvert, n'ont pu jusqu'en 1914 se compléter par un nombre assez grand d'usines de transformation, faute de personnel ; la grande activité du port de Caen se réduisait à l'exportation du minerai, notamment à destination des usines allemandes. « Actuellement, la plus grande partie du trafic du port de Caen consiste en un échange de minerai de fer à l'aller et de charbon au retour », disait A. Bigot en 1913 (A. Bigot, *Le bassin minier de la Basse-Normandie, l'exploitation minière et le port de Caen*, in *Revue générale des Sciences*, 15 avril et 15 mai 1913.)

2. L.-A. Fabre, *L'exode montagneux en France* (*Bull. de Géogr. histor. et descriptive*, 1908, p. 34).

production matérielle. Ici le départ des hommes, si denses que soient les groupes de départ, si nombreux que soient les individus et si constants que soient les exodes, ne saurait passer pour un indice morbide. C'est un signe d'exubérance de vie : les centres d'essaimage ne sont point atteints par les départs dans les sources de leur vie sociale et de leur prospérité économique; au contraire, ils profitent souvent, par un choc en retour, des relations matérielles et morales qui s'établissent entre eux et les terres lointaines colonisées par leurs émigrants. Tel a été le cas de la Grande-Bretagne, pendant tout le cycle historique ouvert aux traités de 1815 et fermé au début de la guerre de 1914.

L'émigration britannique, et ici nous entendons uniquement celle de l'Angleterre et de l'Écosse, est un fait unique en Europe. Comme nous l'avons déjà remarqué, toutes les classes de la nation y prennent part. C'est la seule où l'élément rural ne joue pas un rôle prépondérant et exclusif : bien que la classe rurale n'ait pas cessé de diminuer, au cours du XIXe siècle, au point d'être réduite à moins du quart de la population britannique, l'émigration n'est pas responsable de cette réduction, qui est attribuable tout entière à l'attraction commerciale et industrielle, concrétisée sur la carte par l'accroissement prodigieux des grandes villes et par l'extension des régions urbaines. La vie s'est retirée de certaines campagnes infertiles d'Angleterre et d'Ecosse, comme les roches primitives de Cornwall, de Galles et des Highlands, plus qu'elle ne s'est retirée des campagnes analogues de France : les granites du Dartmoor sont déserts, ceux de la Bretagne intérieure ne le sont pas[1]. Les riches terres des plaines anglaises ont été mises en herbages plus tôt et plus complètement que les terres vertes de la Normandie : le peuple rural qui y vivait autrefois est parti, il ne s'est pas laissé engourdir et dépérir sur place. Mais l'exode rural ne s'est pas fait tout entier vers le dehors. Sur

1. « Des terres semblables à celles que fouille âprement le petit paysan breton sont, en Dartmoor, le domaine des grandes chasses au renard ou à la loutre. » (C. Vallaux, *La Dartmoor Forest*, in *Ann. de Géogr.*, XXIII, 1914, p. 337).

les bateaux d'émigrants, le paysan anglais n'a jamais été seul : il a toujours coudoyé l'ouvrier, le commis et l'employé, et bien souvent ceux-ci allaient au loin se métamorphoser en ruraux. Le retour à la terre dont on a tant parlé en France se fait depuis longtemps en Angleterre : mais il se fait vers le dehors, dans les possessions anglaises d'outre-mer ou aux États-Unis. En Angleterre et en Écosse, au contraire, combien de paysans ont déserté la terre, non pour en chercher une autre sous d'autres cieux, mais pour affluer dans les grands centres commerciaux et industriels du Royaume-Uni[1] ! La vie facile ou possible était promise à tous, grâce à l'essor prodigieux de la production et des transactions. Elle est encore promise à tous ceux qui ont une paire de bras robustes ou simplement de la bonne volonté et le goût du travail. Pourquoi donc les foules anglaises ne cessent-elles de quitter la ville et l'usine aussi bien que la campagne ? Car le mouvement d'exode n'a fait que croître, notamment depuis trente ans : de 182 000 en moyenne annuelle pour les années 1881 à 1890, il s'était élevé à 280 000 pour les années 1906 à 1910[2].

Pour la plus grande part, les émigrants d'Ecosse et d'Angleterre ne sont pas chassés par la faim, comme ceux des pays slaves ou de l'Europe méridionale. Ils ne cherchent pas les situations faciles, modestes et assurées, comme les ruraux français qui affluent à Paris et dans les grandes villes. Les émigrants britanniques partent à la conquête de la fortune,

1. Ce drainage de la campagne au profit des villes est plus actif encore aux Etats-Unis qu'en Grande-Bretagne. Les villes américaines se peuplent de ruraux, chose surprenante au premier abord dans un pays où la campagne est encore toute neuve. « Il y a deux ans, raconte Finley, je réunis plusieurs directeurs de grandes compagnies de transport et plusieurs chefs des premiers établissements d'éducation de New-York. Je les avais conviés pour rencontrer l'un des leurs, qui après avoir débuté dans la vie comme simple ouvrier télégraphiste, était à la tête de l'une des deux grandes compagnies de chemins de fer de l'Est. Parmi les autres invités se trouvait un autre directeur de compagnie de chemin de fer qui avait été d'abord garçon de ferme, puis avait fabriqué des cordes pour les navires dans le même Etat de l'Ouest, etc. Sur un peu moins de vingt individus qui composaient mes invités, et que j'avais rassemblés sans m'occuper de leur origine, un seul était né à New-York. Tous les autres venaient de la campagne. » (J. Finley, *Les Français au cœur de l'Amérique*, trad. franç., p. 237.)

2 D'après le *Statesmans Year Book* et le remarquable livre de R. Gonnard. *L'émigration européenne au XIXe siècle*, Paris, 1906. Les chiffres de ce paragraphe pour lesquels il n'est pas fourni de référence particulière proviennent du travail de R. Gonnard.

ou au moins à la conquête de l'existence facile et large. Leur taux de vie (*standard of life*), ou, en termes plus clairs, leurs exigences de bien-être ne cessent de croître; les progrès du même bien-être ont réduit dans de fortes proportions la mortalité infantile; la masse humaine et les exigences de cette masse augmentent en même temps. De son côté, l'industrie britannique est amenée, par les conditions mêmes de la production et de l'échange, à maintenir et même à abaisser, s'il est possible, son prix de revient. Elle paie bien, les salaires sont élevés, mais ils ne s'élèvent pas assez vite au gré des ouvriers et des employés, qui connaissent les taux atteints aux Etats-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande. De là, le nombre toujours accru de ceux qui vont au loin tenter la fortune. Mais, comme la production industrielle de la Grande-Bretagne demeure toujours active, ceux qui partent sont remplacés par ceux qui arrivent, issus de races moins exigeantes, où le *standard of life* est beaucoup plus bas. Car l'immigration compense presque, pour la Grande-Bretagne, les pertes de l'émigration. L'immigration s'élève, année moyenne, à 200 000 individus environ, fournis surtout par les pays pauvres d'où la faim, plus que l'entassement, chasse les hommes et les dispose à accepter comme de bonnes fortunes les conditions de salaire et d'emploi dont les Anglais ne veulent plus. Des Polonais, des Juifs grand-russiens, des Hongrois et des Slaves d'Autriche-Hongrie sont venus au Royaume-Uni comme dans une Amérique prochaine qui les dépayse moins que la véritable Amérique. Ainsi la Grande-Bretagne est le théâtre d'un actif mouvement d'hommes, à l'entrée et à la sortie; la valeur numérique absolue des masses mises en mouvement, en Angleterre, n'est guère dépassée que par celles qui affluent aux Etats-Unis; si l'on tient compte de la petitesse de la Grande-Bretagne par rapport à la république américaine, on arrive à conclure que la Grande-Bretagne est bien réellement le foyer d'échanges humains le plus actif du globe. Le pays le plus riche de travail, d'outillage et de capitaux accumulés est aussi celui où les courants de peuplement affluent et celui

d'où ils se dispersent avec leur maximum de puissance et de rayonnement.

Dans les pays du Nord de l'Europe, l'émigration scandinave est la seule qui soit apparentée à l'émigration britannique, tant par ses proportions numériques relatives que par les causes originelles des exodes. Comme les émigrants britanniques, les émigrants scandinaves ne sont pas, en général, des prolétaires misérables. Ils pourraient, en acceptant peut-être des conditions de vie de beaucoup inférieures, continuer à vivre chez eux. Toutefois, les forces naturelles qui poussent à l'exode se font sentir en Scandinavie avec une rigueur inconnue aux Iles Britanniques. En Scandinavie, les moyens d'existence sont étroits et inextensibles. L'industrie et le commerce britanniques possèdent une souplesse et une puissance de production et de trafic pratiquement à peu près indéfinies; la population si dense, ou plus exactement si *concentrée*, de la Grande-Bretagne pourrait se concentrer davantage encore. Rien de pareil en Scandinavie. Les *points de refus* sont donnés ici par le cadre naturel. Le sol produit peu et ne peut produire plus qu'il ne fait, sauf au Danemark; l'industrie est presque partout réduite à des cadres étroits et n'a qu'un avenir limité ; les pêches et le commerce de mer sont arrivés à leur maximum de rendement et occupent le maximum de bras. Les 60 000 Scandinaves qui abandonnent tous les ans les terres arides et froides de Suède, de Norvège, de Danemark et de Finlande sont réellement de trop chez eux. L'émigration danoise est la moins active : c'est que le Danemark est le seul pays scandinave où les conditions générales, au point de vue du sol et du climat, soient moins rigoureuses[1].

Sur le sol de la vaste Norvège, développée sur 13 degrés

1. « Le chiffre de l'émigration au Danemark est de près de 4 500 par an, disait H. Weitemeyer en 1889 ; ce chiffre est au reste très minime, surtout en comparaison de celui qui est fourni par les autres pays gotho-germaniques (la Norvège, la Suède, l'Allemagne, et principalement la Grande-Bretagne et l'Irlande), mais il est plus considérable que le chiffre fourni par les pays romans. » (A. Weitemeyer, *le Danemark*, Copenhague, 1889, p. 270). Ces vues conservent aujourd'hui leur vérité, en ce qui concerne les pays du Nord.

de latitude, il n'y a qu'un seul hectare sur 143 qui soit mis en valeur. Ce qui fait l'étonnement du voyageur, c'est non pas de voir tant de terres laissées au roc et à la brousse, mais la culture et la prairie poussées sur des terres que tout paysan français jugerait à jamais inexploitables. L'aménagement du sol est arrivé à son extrême point de refus : la terre ne peut nourrir un homme de plus. Les pêches côtières et lointaines ont atteint aussi un degré d'exploitation intensive qu'elles pourraient malaisément dépasser; les procédés scientifiques qu'on a récemment appliqués à la pêche en mer permettent d'augmenter la production sans employer d'hommes en surnombre. Le commerce de mer a atteint une prospérité qui a placé au quatrième rang dans le monde la marine marchande de la Norvège : il y a ici, également, une limite extrême malaisée à dépasser. Les industries, assez rares, sont limitées à des cadres extrêmement étroits : seules, les industries hydro-électriques et la fabrication des engrais azotés sont capables de développement, mais les foyers industriels sont trop clairsemés pour changer l'évolution générale du pays. Aussi n'y a-t-il pas place en Norvège pour un accroissement numérique notable : à l'excédent de naissances que donne toujours la natalité, autrefois robuste et aujourd'hui en déclin, correspondent pour la plus grande part des exodes d'émigrants : 20 000 départs par an, en face d'un excédent de naissances de 30 000[1].

Les départs britanniques et scandinaves donnent des courants d'émigration que leur valeur numérique absolue place encore parmi les faits de mouvement les plus importants. Mais c'est surtout par la qualité moyenne des émigrants que ces exodes pèsent d'un grand poids dans l'équilibre instable du peuplement terrestre. Ces émigrants, qui sont regardés en Amérique comme *désirables* au premier degré, et que les Américains appellent de splendides citoyens (*splendid citizens*)[2], constituent, pour la plupart, l'aristocratie de l'émi-

1. *Annuaire statistique de la Norvège* (*Statistik Aarbok for Kongeriket Norge*), Christiania.

2. Paul Bureau, *Le paysan des fjords de Norvège*, Paris, 1905.

gration laborieuse. Par leur exemple et par leur travail acharné et méthodique, plus que par leur nombre, ils amènent vite à un haut degré de prospérité les pays neufs où ils font souche. Il en était de même, en général, pour les émigrants allemands, du temps où l'Allemagne rurale sortait de chez elle. Mais le courant d'émigration a été tari en Allemagne de 1882 à 1885, lorsque l'industrie germanique a pris son essor; il n'a plus jamais coulé depuis lors, et ainsi l'Allemagne est arrivée à cette enflure numérique qui est une des causes directes de la guerre déchaînée par elle (chap. XI, § 5).

C'est aussi une émigration de bonne qualité que donne le dépeuplement des montagnes d'Europe, habitées par des races laborieuses et endurcies aux fatigues. Mais ici les forces qui poussent à l'exode sont diverses : tantôt c'est l'émigration de la faim, sur les terres montagneuses privées de leurs forêts par l'économie destructive; tantôt c'est l'émigration non contrainte, vers les salaires plus hauts et vers la vie plus facile. Les montagnes françaises offrent des exemples des deux cas. Ce sont les montagnards français qui alimentent, presque seuls, notre émigration au dehors; ce sont encore eux qui, à défaut des plaines déjà appauvries, alimentent le peuplement des grandes villes mangeuses d'hommes.

« Le XXe siècle débute sur les monts du Forez par un phénomène social gênant pour les pâturages : c'est une répercussion du dépeuplement, au moins temporaire, des campagnes au profit des villes. Il devient difficile de trouver de bons *jassiers* (bergers de montagne) qui consentent, en dépit de l'attrait des salaires industriels, à passer la saison perdus dans les déserts de la montagne... En 1893, dans un *buron* (chalet) de la Chamboite ou de Reclavel, notre vieille hôtesse bavardait, et dans son auvergnat contait l'ennui de rester là cinq mois, seule avec un garçonnet, sans aide pour la traite et le travail assez pénible de la fromagerie. Les années précédentes, sa fille l'accompagnait : « Mais voyez-vous, messieurs, ces jeunesses, ça n'a plus guère le cœur à la montagne. Elles vont aux fabriques, se marient; et comme leurs hommes cherchent toujours affaire aux usines ou à la ville, bientôt il ne restera plus que les vieux et les vieilles comme moi qui seront bons pour le buron »[1].

1. A. D'ALVERNY, *Les Hautes Chaumes du Forez*, Paris, 1907, p. 31.

Comme la population des montagnes a toujours été clairsemée, l'émigration de la faim et l'émigration vers les hauts salaires ne peuvent remuer de grandes masses dans les Alpes, dans les Pyrénées et dans le Massif Central. Il n'en est pas de même aux pays où une production humaine abondante coïncide avec un mauvais état économique déterminé soit par l'indigence du sol, soit par un outillage arriéré, soit par des conditions politiques ou sociales défavorables, soit par un espace trop étroit et tout à fait inextensible, soit par toutes ou quelques-unes de ces forces réunies. Ce sont alors de véritables torrents d'hommes qui sortent de chez eux; ce sont eux qui donnent les plus grandes masses en mouvement permanent sur la surface du globe. Dans ce cas, les hommes qui s'en vont sont toujours, dans leur immense majorité, des hommes de la terre; et, presque toujours c'est la faim qui les chasse de leur patrie. En Europe, l'émigration de la faim a aujourd'hui ses foyers principaux en Irlande, en Espagne, chez les Slaves des pays danubiens et de Pologne, et en Italie.

Les centres de rayonnement de cette émigration ont varié depuis un siècle d'une manière notable. Selon les conditions économiques et sociales, la faim se déplace, et les centres d'émigration se déplacent aussi. L'Irlande et l'Allemagne ont été jusque vers 1880 les plus actifs foyers d'exode; aujourd'hui, l'émigration irlandaise se ralentit, et celle de l'Allemagne a cessé. Dans l'un et dans l'autre cas, les causes naturelles et les causes humaines ont étroitement coopéré. On ne saurait dire d'une manière exacte si l'émigration irlandaise résulte plutôt de la maladie de la pomme de terre que de l'éviction systématique pratiquée par les landlords : il est plus sûr d'assigner à ces deux faits cardinaux un rang équivalent et de premier plan dans le faisceau des causes. Si l'émigration irlandaise décroît, c'est que la situation économique de l'Irlande s'assainit à mesure que ses ressources agricoles et industrielles deviennent plus abondantes et plus variées, et c'est aussi parce que les relations entre tenanciers et propriétaires deviennent moins tendues. De même, il est vrai que l'Alle-

magne rurale et émigrante, pays pauvre, a fait place à une Allemagne industrielle et non émigrante, pays en voie d'enrichissement rapide; mais l'instabilité allemande si brusquement muée en stabilité porte aussi la marque d'une volonté dirigeante : les causes purement économiques, comme presque toutes les causes naturelles, n'agissent pas d'une manière si soudaine. L'unification et l'établissement de l'Empire ont contribué à donner à la masse allemande, non seulement sa puissance de cohésion, mais sa puissance de fixation[1].

Au contraire, il est curieux de remarquer que la formation de l'unité italienne, loin de fixer le peuple italien, semble avoir donné le signal de sa dispersion. Au moins, si la formation de l'Etat n'est pas directement responsable de la dispersion de la race italienne, elle n'a pas empêché les mouvements d'exode d'éclore et de se développer avec une rapidité presque effrayante. Aux jours où nous sommes, l'Italie est devenue le plus grand foyer d'émigration permanente et temporaire de l'Europe. Depuis quinze ans, les chiffres des départs annuels ont dépassé tout ce qui a été dénombré antérieurement dans tous les pays d'émigration; ils oscillent entre 400 000 et 600 000; ils absorbent la majeure partie de l'excédent d'hommes considérable que le peuple d'Italie doit à sa vigoureuse natalité. Ce sont, avant tout, les conditions économiques générales qui interdisent à l'Italie de conserver le surplus de son peuple. L'Italie n'a pas eu, comme l'Allemagne, la bonne fortune d'un riche sous-sol pour compenser les insuffisances d'un sol ingrat. Privée de houille, très pauvre en métaux, située à l'écart des grands carrefours du commerce, malgré les percées alpestres, l'Italie manquait à peu près de toutes les ressources qui ont fait, depuis le début de l'ère de la grande industrie, les grosses concentrations d'hommes. La terre italienne, avec ses cultures en terrasses et l'extension de ses vignobles, ne produit nulle part, sauf dans la plaine du Pô, la masse de

1. Il importe peu que la volonté dirigeante soit celle d'un monarque, d'une oligarchie ou d'une bureaucratie. En fait, la machine d'Etat agencée en Allemagne se passe très bien d'un pilote unique, et l'opinion publique européenne avait fortement exagéré, avant et pendant la guerre, le rôle et l'action personnelle de Guillaume II.

céréales nécessaire à une population dense; c'est avec raison qu'un député italien disait que « semer du blé au Sud de l'Arno, c'était comme jouer aux cartes »[1]. Dans ce pays aux forces de production étroitement limitées, les *contadini* ne cessaient de produire du « matériel humain », au point que la densité moyenne du royaume atteignait 121 habitants au kilomètre carré en 1910; elle était supérieure à celle de toutes les régions purement agricoles de l'Europe. L'exode vient donc ici, très nettement, du déséquilibre entre la population toujours croissante et une production agricole peu extensible, que les apports de l'étranger ne peuvent compléter, faute de produits d'échange en quantité suffisante. Ainsi l'Italie est devenue et demeure une grande exportatrice d'hommes poussés hors de chez eux par la faim; cela devient de plus en plus net à mesure qu'on avance du Nord au Sud du royaume; on arrive ainsi à des régions dont la population, quoique clairsemée, s'expatrie en grand nombre, et menace de renouveler pour l'Italie moderne les friches et la solitude des *latifundia* antiques. Entre la Campanie, l'Apulie et la Calabre, la Basilicate ne compte que 50 habitants au kilomètre carré, et pourtant, elle perd tous les ans par l'émigration *trois et demi* pour cent de son peuple. C'est ici surtout que paraît, comme un fait très clair et d'une simplicité lamentable, l'émigration de la faim.

Le même dénuement, sans doute pire encore, et le même exode d'émigrants faméliques se montrent dans l'autre péninsule latine du Midi de l'Europe. Deux fois moins peuplée que l'Italie, quoique plus grande des deux cinquièmes, l'Espagne perd en proportion autant d'hommes : on évalue le nombre des départs annuels à 200 000; la plupart s'en vont sans esprit de retour. Pour ceux-là on ne saurait dire, comme pour ceux d'Italie, que l'espace leur manque : l'Espagne n'a que 39 habitants au kilomètre carré; il n'est pas douteux que malgré l'étendue de ses plateaux et de ses rocailles et les sautes brusques de son climat, elle serait en état de nourrir ses

1. R. Gonnard, *L'émigration européenne au XIXe siècle*, p. 195.

18 millions d'hommes et bien davantage, si elle était mise en valeur comme il convient. Ici, quoiqu'en ait dit Castelar, c'est l'homme qui fait défaut au sol : la paresse est un mal qui s'est développé à l'excès dans la société espagnole ; il y a des populations agricoles sobres et travailleuses dans les belles régions irriguées de la périphérie, mais celles-là ont été et seront tentées par les hauts salaires et par les meilleures conditions de vie des pays plus riches qu'elles avoisinent et dont les bateaux fréquentent leurs ports. Ensuite, la diffusion de la langue espagnole sur les terres riches et mal peuplées de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud agit sur le peuple d'Espagne comme un courant d'appel. Aussi les Espagnols quittent leur pays en grand nombre, et parfois par villages entiers, alcades en tête : ce sont là de curieux exemples de déplacements en masse de groupes organisés. De tels déplacements se produisent aussi au Sud de l'Italie, où la misère atteint un degré analogue. La mauvaise répartition du sol, une agronomie arriérée et l'excès des charges foncières contribuent également, ici et là, à produire les mêmes effets. Pour l'ensemble de l'émigration espagnole, la résultante générale est encore plus nette que pour l'émigration italienne. On peut soutenir que, pour une part, l'émigration de l'Italie résulte de l'excès de sève d'une population vigoureuse. Pour l'Espagne tout entière, il est trop évident qu'il n'en est pas ainsi : « Ce n'est pas l'excès de vitalité d'un peuple exubérant qui pousse les Espagnols à quitter leur pays, mais la misère et la faim »[1].

Les faits d'émigration forcée dus au manque de subsistances seraient plus curieux à étudier sur de petits théâtres où l'espace fait défaut et où la faible extension du sol nourricier arrête l'accroissement de l'espèce[2] ; on aurait là sous les yeux des échantillons faciles à examiner de près et presque dans leurs derniers détails, tels que toutes les sciences d'obser-

1. A. Girard, *L'émigration espagnole* (*Ann. de Géogr.*, XXI, 1912, p. 418-425).

2. Le Montenegro est un de ces petits théâtres. Les Montenegrins ne restent pas tous chez eux. « Il en est qui s'expatrient. J'en ai vu des centaines travaillant au nouveau port de Trieste. Beaucoup, chaque année, s'en vont jusqu'en Australie, jusqu'en Amérique, au pays des salaires fabuleux, où les revenus d'un seul riche dépassent ceux de toute la principauté montenegrine. » (R. Pinon, *L'Europe et la Jeune Turquie*, Paris, 1911, p. 362-363).

vation désirent en posséder. Dans ce cas sont de nombreux îlots océaniens, depuis l'archipel malais jusqu'aux plus lointains atolls de la Polynésie. Mais, pour presque tous, les faits d'exode de la faim rèmontent à un passé qui ne nous a laissé que de douteuses légendes. Aujourd'hui, les peuplades insulaires de l'Océanie n'essaiment plus : presque toutes meurent sur place.

Miss E. Semple remarque que « les populations de nombreuses îles polynésiennes ont été forcées de guerroyer avec la nature pour contenir les effets de la loi de l'accroissement naturel. Tous les vices sociaux contribuaient à cette fin : l'infanticide, l'avortement, le cannibalisme, le meurtre des gens âgés et infirmes, le suicide tenu pour honorable, la polyandrie, la guerre continuelle »[1]. Tout cet ensemble de faits explique pourquoi l'émigration n'a pas été un besoin général et constant chez les Océaniens. Elle a eu pourtant son heure : ce sont des émigrants malais qui sont devenus les Hova de Madagascar, et les Maori de la Nouvelle Zélande descendent des émigrants polynésiens qui abandonnèrent au XIVe siècle leur ancienne patrie d'Hawaiki (Rarotonga).

L'émigration de la faim, recrutée, comme toutes les autres, dans les classes rurales, et aujourd'hui surtout dans l'Europe du Sud et l'Est[2], ainsi que dans les antiques foyers de concentration agricole de l'Inde et de la Chine, remue d'énormes masses humaines. Elle ne donne pas une élite énergique, comme l'émigration britannique ou scandinave, mais un alliage où les valeurs et les non-valeurs sont mélangées et confondues.

A toutes les causes humaines des exodes, que nous venons d'analyser, il faut ajouter l'émigration par refoulement. Celle-ci est le résultat direct des guerres où les peuples robustes se font une place au soleil aux dépens des peuples faibles qu'ils obligent à s'expatrier. Le fracas des batailles met les faits de cette espèce en pleine lumière de l'histoire ; cependant, ils sont relativement peu nombreux et peu importants, car l'expatriation

1. E. Semple, *Influences of geographic environment*, Londres et New-York, 1911, p. 67.

2. Elle s'étend beaucoup dans les pays slaves : « Il ne reste pas dans ma ville natale, disait un ouvrier serbe travaillant dans les hauts fourneaux de Pittsburg, d'homme valide, de seize à cinquante ans : ils sont tous venus en Amérique. Les districts agricoles et les villages des vallées orientales de l'Europe envoient dans cette sombre gorge leurs hommes et leurs jeunes gens les plus vigoureux, nourris de bons aliments et d'air pur, solides et audacieux : des Serbes, des Croates, des Ruthènes, des Lithuaniens, des Slovaques, mêlés à des Italiens, des Polonais et des Juifs russes. » (R. Finley, *Les Français en Amérique*, p. 289-290).

totale des peuples, bien qu'il y en ait des exemples, est un fait aussi rare que leur extermination. Nous les étudierons à propos des migrations de masses (§ 3) et au chap. XVI à propos des cohésions humaines (§ 3).

Convient-il d'accorder une place plus grande aux déplacements en masse causés uniquement par les agents physiques, et en particulier par les cataclysmes qui bouleversent, de temps à autre, une partie de la surface du globe? En règle générale, la surface de la terre et les conditions naturelles n'ont point changé depuis l'éclosion des sociétés historiques, les seules dont nous nous occupons ici. Cinq ou six mille ans, qui sont beaucoup dans la vie de l'humanité, ne sont rien dans la vie de la terre. Les changements du sol ou du climat d'une amplitude assez grande pour déterminer des migrations humaines sont bien rares, et plusieurs sont fort douteux. On a émis l'hypothèse que, lorsque les Cimbres et les Teutons demandèrent des terres aux généraux romains, les invasions marines les chassaient de chez eux. Nous pouvons l'admettre, car nous savons qu'à leur époque et depuis, jusqu'aux travaux des digues, les côtes de la mer du Nord ont été des zones d'inondation intermittente[1]. Mais nous hésiterons à expliquer les invasions barbares et l'afflux des hordes asiatiques de l'Est vers l'Ouest, soit, comme Kropotkin, par le desséchement graduel de l'Asie intérieure, soit, comme Elsworth Huntington, par les oscillations d'humidité et de desséchement où se polarise tour à tour depuis vingt siècles le climat asiatique[2]. Ni le desséchement n'a été assez accentué, ni les oscillations

1. Voir l'historique général des inondations littorales de la mer du Nord (avec bibliographie), dans Ed. Suess, *La Face de la Terre*, trad. de E. de Margerie, II, p. 670-681.

2. Prince P. Kropotkin, *The Dessication of Eurasia* (*Geogr. Journ.*, XXIII, 1914, p. 722-741). E. Huntington, *The Pulse of Asia, A Journey in Central Asia illustrating the Geographic Basis of History*, Boston et New York, 1907, in-8. Des faits de dessèchement indéniables sont relevés par E. Vredenburg, *A Geological Sketch of the Balutchistan Desert and part of Eastern Persia* (*Mem. Geol. Survey of India*, XXXI, 1901), par R. Pumpelly, *Explorations in Turkestan, Expedition of* 1904, Washington, 1908, et par E. Huntington lui-même; mais il n'y a aucune mesure commune possible entre eux et leurs conséquences prétendues ; la tentative de Huntington montre une fois encore le danger auquel s'exposent ceux qui veulent faire de l'histoire au moyen de la géologie, en passant par l'intermédiaire de la géographie physique. Voir la critique de la théorie *pulsatile* par F. Herbette, *Problème du dessèchement de l'Asie intérieure* (*Ann. de Géogr.*, XXIII, 15 janvier, 1914, p. 1-30).

n'ont été assez fortes pour changer radicalement les conditions et les genres de vie. Tant que les genres de vie peuvent demeurer les mêmes, il n'y a aucune raison naturelle d'exode en masse. Et il paraît certain que malgré des oscillations de médiocre amplitude, l'Asie centrale est demeurée, aux cours des temps historiques, identique à elle-même : elle n'a pas cessé d'être un immense steppe à graminées traversé de grands lambeaux de sable, avec, de place en place, quelques oasis dont l'avance et le recul s'expliquent suffisamment par la succession des périodes de paix et de guerre.

3. — *MIGRATIONS DE MASSE ET MIGRATIONS D'INFILTRATION*

Comment se font ces déracinements et ces expatriations qui modifient sans cesse le taux de répartition des hommes entre les différentes parties de la planète ? Ici le fait géographique est étroitement mêlé au fait social ; ils sont inséparables ; quiconque essaierait d'interpréter le premier, sans s'occuper du second, s'exposerait sans défense aux méprises causées par l'insuffisance des représentations.

A lire les statistiques et à examiner les cartogrammes, on s'imaginerait aisément que les migrations humaines ressemblent aux déplacements en bloc d'armées encadrées. Les statistiques, où en général les unités d'espace et de temps sont l'État et l'année, opèrent une concentration numérique du mouvement apte à faire illusion ; les cartogrammes schématisent et simplifient dans le même sens les directions suivies par les mouvements.

En réalité, les mouvements de migration sont continus ; ils sont tantôt dispersés, tantôt concentrés, soit à l'arrivée, soit au départ, soit dans les deux cas. Comme ils affectent des formes très variées, il est légitime d'y rechercher un classement d'espèce. Nous appelons migrations de *masse* celles qui déracinent simultanément des groupements entiers, en modifiant d'une manière soudaine ou tout au moins très rapide la carte du

peuplement; nous appelons migrations d'*infiltration* celles qui mettent en jeu des individus ou de petits groupes d'une façon lente et continue, de sorte que les altérations ethniques ou les ruptures d'équilibre du peuplement ne se font sentir qu'à la longue.

Ce classement traduit en langage géographique ce que A.-C. Haddon exprime en langage de sociologue, lorsqu'il distingue dans les mouvements des peuples ceux qui modifient le caractère des races (*racial drift*), et ceux qui modifient seulement leur civilisation (*cultural drift*)[1]. Car il est évident que les races et les peuples ne peuvent subir de modifications profondes que par un afflux numérique rapide et abondant, comme celui qui a fait de la Mandchourie, en moins de deux siècles, une terre chinoise, et de la Sibérie une terre russe. Au contraire, lorsque le mouvement se présente sous la forme de l'infiltration progressive de groupes moins nombreux, mais politiquement et socialement supérieurs, le fond de la population ne change pas; seule la civilisation se transforme. Tels ont été le sens et la portée de la conquête romaine en Gaule et des invasions barbares du IVe et du Ve siècles dans le même pays : ces deux cas nous donnent, malgré le fracas des armes, des exemples de simples migrations d'infiltration ou *cultural drift;* le fond de la population gauloise est demeuré le même, car les soldats de César et les guerriers de Clovis, non plus que ceux qui les suivirent, n'étaient pas assez nombreux pour le modifier d'une manière profonde; ils n'ont changé que les formes extérieures de la civilisation. C'est avec intention que nous donnons des exemples de migrations de masse qui furent pacifiques, et de migrations d'infiltration d'origine guerrière, afin de prévenir le rapprochement inexact que l'esprit est d'abord tenté d'établir entre la guerre et le mouve-

1. Voir plus haut, § 2. Voici un exemple donné par Haddon, p. 27 : « Ce qu'on appelle la conquête aryenne dans l'Inde était plutôt une conquête morale et intellectuelle qu'une substitution du blanc au noir, c'est-à-dire qu'elle était plus *sociale que raciale* ». Et encore, p. 30 : « Les premières invasions indo-chinoises semblent avoir été faites par les Tibéto-Birmans, qui par le contact des Moïs et des Khmer ont reçu un vernis *de culture indienne* ».

ment des masses, d'une part, et d'autre part entre la paix et l'infiltration des individus ou des petits groupes.

Mais, à nos yeux, le classement tenté par Haddon demeure incomplet; le nôtre le serait aussi, si nous laissions croire au lecteur qu'un mouvement commencé sous forme massive se continue, se développe et se termine nécessairement de la même manière, et réciproquement qu'un mouvement commencé sous forme filtrée et dispersée se développe toujours sous une forme identique. En réalité, une figuration exacte des migrations devrait, si la chose était possible, en représenter le développement tantôt sous une forme concentrée, tantôt sous une forme rayonnante. En d'autres termes, il y a de nombreux cas où des individus et de petits groupes venus de contrées très diverses et très distantes se concentrent sur un point ou sur une zone très étroite; il y en a d'autres où des masses entières se déplacent pour se diluer et se disperser en courants de plus en plus fractionnés et imperceptibles.

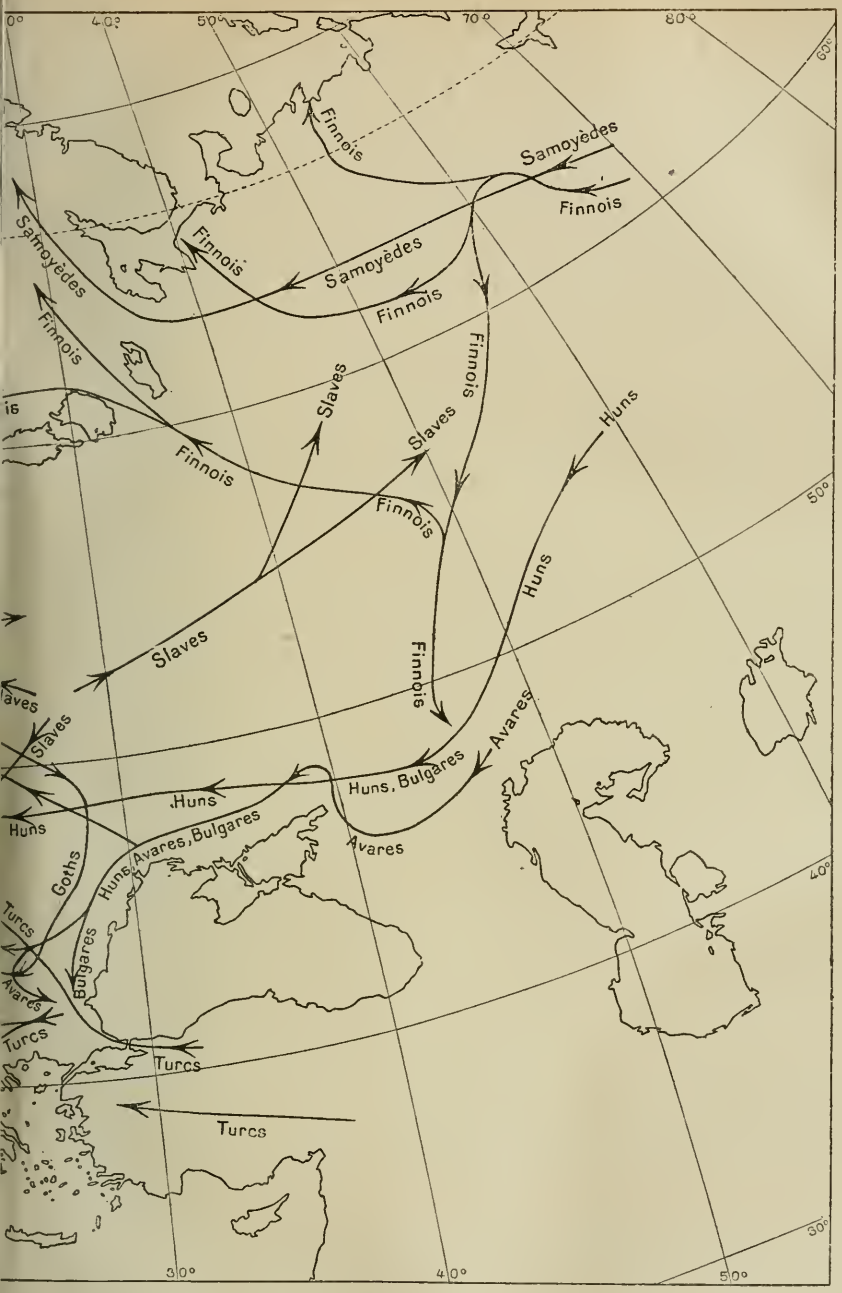
C'est la psychologie sociale des migrations qui rend compte, dans le cas des mouvements multiformes, de leurs apparences successives de concentration ou de dispersion. Ces apparences dépendent des aptitudes professionnelles et des désirs collectifs des groupes, beaucoup plus que des conditions générales du milieu ou même des nécessités inspirées par les genres de vie. Avec la concentration croissante qui a été la loi de la grande industrie depuis un siècle, les ouvriers de cette industrie et de tous les métiers urbains agrégés autour d'elle ne peuvent faire autre chose, même lorsqu'ils partent en groupes fragmentés, que s'entasser en masses de plus en plus denses sur les points où existent les outillages, les stocks de matières premières et les capitaux qui permettent d'utiliser le tout, — nous entendons par « le tout » les hommes comme les choses. Dans ce cas, le développement des migrations prend toujours la même allure, quelle que soit leur aire d'extension, soit que le mouvement se fasse de la campagne à la petite ville, et de la campagne ou de la petite ville à la grande, dans l'intérieur d'une même nation ou d'un même État, soit

qu'il dépeuple les pays pauvres ou faiblement actifs au profit des grandes nations industrielles, soit qu'il abandonne les vieux pays d'Europe, à production surmenée, pour les richesses vierges d'outre-mer. Ces migrations de masses à forme de plus en plus concentrée peuvent avoir la faim pour origine; mais, bien plus souvent, elles dérivent du désir du mieux-être et de la richesse. Leur type le plus simple et peut-être le plus frappant a été la migration pour l'or. Quoi de plus saisissant que les *rushes* soudains d'aventuriers de toutes les races, venus de tous les pays du monde, qui se sont précipités sur les champs d'or de la Californie, de l'Australie, du Transvaal et du Klondike? Ce sont bien là des mouvements de masses, qui ont fait éclore en peu de temps de nouveaux centres de peuplement et même de nouvelles nations. Mais que leur histoire, si riche en traits pittoresques et dramatiques, ne nous trompe pas au point de nous les faire prendre pour des phénomènes exceptionnels! Tout ouvrier ou tout campagnard qui émigre vers la grande ville de commerce et d'industrie est un chercheur d'or à sa manière. Comme le chercheur d'or, il veut le mieux-être et la richesse; la seule différence entre le chercheur d'or et lui, c'est qu'il se résigne à attendre la richesse plus longtemps. Ainsi, comme les champs d'or, les grandes villes, et surtout les grandes villes nouvelles, attirent, remuent et concentrent les masses cueillies et recrutées à tous les étages des couches sociales de tous les pays : migrations dispersées à l'origine, qui deviennent en cours de route et à l'arrivée des migrations de masses. Sur les foules avides de richesses, les grosses villes modernes et actives comme Chicago, Rio de Janeiro et Buenos Aires exercent réellement la même fascination que les mines du Transvaal.

Tout autre est le caractère géographique des migrations où les hommes partent à la recherche de l'espace libre et de la terre. D'abord, ces migrations se recrutent essentiellement dans les classes d'hommes déjà attachés au sol; ce n'est que par exceptions que de tels mouvements atteignent les classes urbaines et industrielles. Répétons-le, le retour à la terre

Fig. 18. — Grandes voies des migrat

La terminologie de A.-C. Haddon est conservée ; cet auteur désigne



ORIQUES EN EUROPE, D'APRÈS A.-C. HADDON.

m de *Goths* les groupes que nous appelons d'ordinaire *Visigoths*.

demeure un rêve économique et poétique[1] : les mains blanches ne se résignent pas à devenir des mains calleuses ; les mains habituées aux machines et aux outils de précision ne manient pas volontiers les grossiers outils de labour et le fumier de la glèbe ; les activités physiques assoupies et épaissies derrière un comptoir trouveraient trop rude la continuelle dépense musculaire exigée par les travaux des champs. Ces orientations psychologiques ne se modifieront que par une révolution morale profonde ; on peut en distinguer les prodromes, la réalisation est encore lointaine. Jusqu'ici, ce sont surtout les classes rurales d'Europe et d'Asie qui alimentent les migrations pour le sol : les paysans déracinés abandonnent la terre serve, épuisée ou trop restreinte, pour la terre libre, riche et étendue.

Que le désir de la richesse existe chez eux aussi bien que chez les émigrants de l'or, du travail industriel, du métier et du négoce, on n'en peut douter : le désir de la richesse est un mobile psychologique trop général. Mais ce n'est pas chez les ruraux le mobile essentiel ou exclusif, et c'est ce qui distingue leurs migrations des concentrations industrielles et urbaines. Les gens qui fuient la faim et la servitude demandent avant tout le pain et la liberté. Or les chercheurs de terres neuves sont dans la plupart des cas des affamés ou des demi-serfs.

Les mouvements de cette nature, comparés aux concentrations industrielles et commerciales, se développent très souvent selon un rythme exactement inverse. Les coups de misère qui s'abattent sur les terres pauvres peuvent déraciner d'un coup des populations entières, qui s'écoulent hors de leurs frontières en migrations de masses. On connaît bien l'exode presque torrentiel des Irlandais à la suite de la maladie de la

1. Les pays britanniques et scandinaves font exception et paraissent donner ainsi une remarquable preuve de santé morale, car ce sont eux qui ont donné et qui donnent encore à l'Amérique du Nord ses meilleurs colons, parmi ceux qui viennent d'Europe (voir § 2) ; mais nous verrons un peu plus loin que ce mouvement vers la terre change rapidement de nature ; l'émigrant d'Europe recherche de plus en plus aux Etats-Unis les métiers urbains ; ce n'est plus lui qui colonise, et il ne fut jamais, depuis un siècle, le principal colon.

pomme de terre de 1846[1]. Plus récemment, on a constaté des faits du même ordre en Italie et en Espagne[2].

En Espagne, l'épidémie des départs collectifs a pris une telle activité, qu'elle s'est étendue par contagion des villages aux villes moyennes.

« En septembre 1906, la presse espagnole a commenté amèrement le fait que les habitants de Béjar ont adressé aux républiques sud-américaines une pétition collective sollicitant les moyens d'émigrer en masse. La ville de Béjar est connue pour ses fabriques de drap. Elle était autrefois florissante, mais est aujourd'hui presque tombée. La population, qui atteignait jadis 20 000 habitants, n'en compte plus que 9000 »[3].

Les foules ainsi émigrées en bloc s'éparpillent tout de suite. Au lieu de demeurer concentrées ou de se concentrer davantage encore, elles se dispersent sur les terres neuves en courants et en filets de plus en plus minces, au hasard des concessions offertes, des prospectus des agents d'émigration, des annonces de toute nature ou simplement des commérages et des on-dit hâtivement acceptés comme vérités. Les émigrants se disséminent sur des aires de dispersion que la facilité croissante des communications agrandit tous les jours. C'est pourquoi, si nombreux qu'ils soient, leur infiltration aux terres de colonisation ne change que très lentement le caractère du peuplement, pour peu qu'une population fixée au sol existe déjà sur les terres occupées. Ce sont les usages et les mœurs qui d'abord se modifient peu à peu, dans le cadre en apparence identique à lui-même d'une organisation de société ou d'État assez forte pour absorber et pour assimiler les nouveaux venus. La migration d'infiltration répond ici exactement à la même notion que le *cultural drift* de Haddon. Que le déplacement des hommes à la recherche de la terre se

1. Voir Jean Brunhes, *La Géographie humaine*, 2e édit., chap. x.

2. Voir ci-dessus. — « En Italie, il arrive parfois que la population tout entière d'une bourgade s'embarque pour l'Amérique, le curé et le *sindaco* en tête. Il en est de même en Espagne, où des villages entiers ont émigré, conduits par leurs alcades ». (R. Gonnard, *L'émigration européenne au XIXe siècle*, p. 188.)

3. R. Gonnard, *id.*, *id.*

fasse par des moyens guerriers ou pacifiques, le résultat est le même : le peuple préexistant sur le sol convoité absorbe ou détruit pendant longtemps les nouveaux venus, avant de se modifier profondément à leur contact. Les migrations guerrières des Germains dans l'Empire romain ont suivi quatre siècles durant un rythme analogue à celui des migrations européennes du XIXe siècle aux États-Unis : les Gallo-Romains détruisaient les Germains ou les réduisaient à l'état d'alliés, de colons ou d'esclaves[1] ; les Yankees encadraient et assimilaient les foules européennes venues chez eux à la recherche du pain et de la terre.

Le premier fait est assez connu ; le second l'est beaucoup moins. C'est à tort que l'Europe s'imagine qu'elle a transformé les États-Unis en déversant sur le sol des millions d'émigrants. Ces émigrants, dans leur ensemble, n'ont jamais joué qu'un rôle d'ouvriers subordonnés et encadrés. Dans l'œuvre d'accroissement de la richesse et de la puissance américaines, ils n'ont été que les maçons du prodigieux édifice ; ils n'en furent ni les architectes, ni les constructeurs.

Écoutons de quelle manière Michel Chevalier parle des émigrants européens aux États-Unis, en 1834 :

« L'Europe a levé de vaillants travailleurs qui se sont joints aux fils de la Nouvelle Angleterre. Beaucoup d'Irlandais et d'Écossais, une masse d'Allemands, de Suisses et quelques Français sont aujourd'hui établis dans l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, le Michigan. Le voyageur qui descend l'Ohio trouve sur son passage Gallipolis, ville des Français, Vevey, ville des Suisses, Marietta, ainsi nommée en l'honneur de l'infortunée Marie-Antoinette. Les terminaisons en *burg* sont semées au milieu des noms indiens, des Jacksonville, des Washington et des Columbia. *Mais la coopération des Européens n'ôte pas aux Yankees le principal honneur de l'œuvre :* les Yankees ont commencé, ont donné le ton, ils ont fait et font encore la plus rude besogne. Relativement à eux, l'Européen n'a été que *l'homme des lendemains, l'apprenti, le mercenaire* »[2].

1. « Jusqu'au Ve siècle et sans jamais se lasser, l'émigration germaine a jeté au delà du Rhin les bandes et les peuples que les Gallo-Romains décimaient par le fer et réduisaient à l'esclavage. » (R. Gonnard, *L'émigration européenne au XIXe siècle*, p. 95). Voir aussi une citation typique de Paul Guiraud dans J. Brunhes, *la Géographie humaine de la France*, p. 148.

2. Michel Chevalier, *Lettres sur l'Amérique du Nord*, Paris, 2e éd., 1837, I, 152-153.

Près de soixante-dix ans plus tard, malgré l'afflux de tant de générations d'émigrants, la situation générale n'a pas beaucoup changé, si nous en croyons M. Pierre Leroy-Beaulieu :

« Les Américains de 1900, dit-il, descendent pour une proportion supérieure à la moitié, que l'on serait tenté d'évaluer entre 55 et 60 p. 100, de la population qui vivait déjà sur leur territoire en 1830, autant dire de celle qui s'y trouvait à la fin du XVIIIe siècle, car on n'estime pas l'immigration depuis la déclaration d'Indépendance jusqu'en 1830 à plus de 400 000 personnes en tout »[1]. Et ailleurs : « Ce sont en réalité les Américains eux-mêmes qui ont colonisé leur propre territoire »[2]. Le vrai pionnier qui conquiert le sol, c'est l'Américain ; l'Européen ne fait que suivre, et même, aujourd'hui, il montre une tendance de plus en plus accusée à demeurer au voisinage de la côte et dans les grandes villes : indice probable de la substitution graduelle d'une migration d'ouvriers et de petits commerçants à la migration des ruraux, à mesure que la population rurale d'Europe se raréfie[3].

Tant que les grands mouvements d'hommes se rattachent, comme cause déterminante, aux migrations de la faim, comme objet poursuivi, à la recherche de la terre, et comme composition humaine, aux classes rurales, ils obéissent à une règle géographique que nous avons déjà notée, mais qu'il est très important de mettre en lumière. Les hommes qui se mettent ainsi en mouvement à la recherche du mieux-être ne veulent pas changer radicalement de cadre terrestre et de genre de vie. Ils aspirent à quelque chose qui soit mieux que chez eux, mais qui tout de même rappelle leur chez eux au point de vue des routines d'existence, de la nourriture et des procédés de travail. Ainsi le veut l'esprit conservateur des hommes de la terre. Ils cherchent donc d'instinct des pays dont le climat, la flore et les ressources se rapprochent aussi exactement que possible de ce qu'ils ont connu dans la première partie de leur existence : servitude du genre de vie qui est aussi, en quelque manière, une manifestation matérielle de ce rattachement du

1. P. Leroy-Beaulieu, *Les Etats-Unis au XXe siècle*, Paris, 1901, p. 25.

2. P. Leroy-Beaulieu, p. 37.

3. L'émigration juive montre ce trait avec une netteté singulière. « Sur le chiffre énorme de 1 074 442 Juifs débarqués aux Etats-Unis pendant les douze années 1899-1910, près de 700 000 (690 296), soit environ les deux tiers (64,3 p. 100) se sont dirigés vers le seul état de New-York. » (L. Hersch, *Le Juif errant d'aujourd'hui*, Paris, 1913, p. 256.)

passé au présent, toujours plus vivace chez les classes rurales que chez les autres.

« Les Européens se sont établis de préférence dans les deux Amériques, soit sur les plateaux tropicaux (Mexique, Pérou, Bolivie), dont l'altitude compensait la latitude trop proche de l'équateur, soit dans les latitudes tempérées (États-Unis, Canada, Sud du Brésil, Chili, Argentine), où la vie, les productions et le mode d'activité possible rappelaient le mieux l'Europe. La race blanche a laissé les pays trop chauds, trop humides et trop boisés (Antilles, Guyanes, Amazonie, Amérique centrale), soit aux nègres importés d'Afrique, soit aux anciens habitants du pays. Les Français qui allaient au Canada constataient, dès 1535, la ressemblance des pays du Saint-Laurent avec la Normandie et la Bretagne, et c'est au Canada que s'est concentré le peuplement français. Les Anglo-Saxons, les Allemands, les Italiens, et les Slaves qui ont accru dans d'énormes proportions, de 1850 à 1900, la population des États-Unis, trouvaient sur le territoire de la grande république une diversité physique qui rappelait, avec des proportions plus vastes, la diversité européenne. Pour les Espagnols, les plateaux du Mexique, de l'Écuador et du Pérou rappelaient sur des proportions plus vastes aussi les terrasses du León et de la Castille et et les Sierras d'Andalousie. Les Portugais ont trouvé sur les côtes du Brésil une Lusitanie australe. Les Espagnols, les Italiens, les Allemands et les Français vont en masses croissantes dans l'Argentine parce qu'ils retrouvent, à cette pointe Sud de l'Amérique, le climat, les cultures et les productions des zones tempérées de l'hémisphère boréal »[1].

Cela n'est pas vrai seulement pour les émigrants d'Europe. Pour toutes les masses humaines en mouvement, les grandes routes d'expansion et de colonisation, dont nous déterminerons plus loin (§ 4) les caractères géographiques secondaires, s'ouvrent d'une manière générale d'Est en Ouest ou d'Ouest en Est, le long des parallèles, plutôt que du Nord au Sud, le long des méridiens : car, à moins de passer d'un hémisphère à l'autre, la deuxième direction implique pour ceux qui la suivent un changement profond et parfois radical de climat, de nourriture, d'habitudes de travail et de genres de vie, toutes choses que paraît laisser intactes, ou à peu près, un déplacement dans la première direction. Aussi, les migrations durables et

1. C. Vallaux, *Géographie sociale, la Mer*, Paris, 1908, p. 247-248.

colonisatrices, qu'elles se fassent en masses ou en courants dilués, évoluent de préférence à l'intérieur de longues bandes terrestres orientées dans le sens des parallèles. Dickson a beau dire que le contraste entre la direction Est et Ouest et la direction Nord et Sud est « extrêmement grossier », et qu'un des devoirs des géographes est de lui substituer « une méthode de classification plus satisfaisante »[1], nous lui répondrons qu'il n'est point question ici de satisfaction pour notre esprit, mais de réalité objective : la prédominance des directions Est-Ouest et Ouest-Est s'impose à toute étude sérieuse ; elle ressort nettement des cartogrammes établis avec soin par Haddon[2].

La migration des Européens modernes aux terres tempérées de l'hémisphère austral ne détruit pas la loi des parallèles : elle l'étend en la confirmant, elle en précise le sens et la portée. Elle montre bien que les masses entraînées hors de leur habitat primitif cherchent avant tout à ne pas changer radicalement de genre de vie. Cette recherche s'est poursuivie uniquement dans l'hémisphère boréal, tant que les terres de l'hémisphère austral sont demeurées trop loin et pratiquement inaccessibles aux foules émigrantes ; elle se fait maintenant, par-dessus les tropiques et l'équateur, vers les zones tempérées australes qui donnent, au point de vue du milieu, une image réfléchie à peu près exacte des zones tempérées de l'hémisphère Nord, foyers du surpeuplement humain et centres d'origine des grandes migrations.

Cette loi des parallèles ramène à son vrai sens et à des limites plus modestes une théorie ambitieuse qui eut son heure de célébrité et dont les souvenirs flottent encore dans la pensée contemporaine. Nous voulons parler de la *marche vers l'Ouest*, soutenue à des points de vue différents et avec une égale énergie par Hegel et par Ernest de Lasaulx. Ratzel exécute en deux mots cette idée hégélienne, qu'il traite de mythologique.

1. H.-N. Dickson, *The redistribution of Mankind* (*Geogr. Journ.*, XLII, july-dec. 1913, p. 372-385).

2. A.-C. Haddon, *The Wanderings of Peoples*, in fine. Voir notamment cartogrammes I et II (Asie et Europe). Voir fig. 18, d'après Haddon, ci-dessus, pp. 232 et 233.

Elle apportait cependant, sous la forme que lui donnait Hegel, un solide appui aux prétentions du germanisme.

Hegel prétend dans sa *Philosophie de l'histoire* que la lumière du *soleil de la conscience* va de l'Est à l'Ouest, comme la lumière du soleil physique. L'Asie est le point précis où il se lève, le commencement absolu de l'histoire ; l'Europe marque l'occident ou la fin de l'histoire ; le monde oriental, le monde gréco-romain, le monde moderne ou germanique en sont les trois grands moments. Il résulte de cette chaîne, où l'Amérique est oubliée, que le germanisme représente le degré suprême de l'ascension de l'humanité [1].

Les spéculations de Lasaulx nous semblent plus étonnantes encore. Pour lui, la migration vers l'Ouest non seulement des hommes, mais des animaux, des plantes et même des maladies pestilentielles ne fait pas un doute. C'est une loi objective de la vie ; c'est le mouvement de rotation de la terre et des planètes sur leurs axes, de l'Ouest à l'Est, qui est cause que le courant de la vie et les influences atmosphériques suivent la direction opposée [2].

Ne sourions pas trop de ces intempérances de pensée. Il y a en elles une « âme de vérité », un fond solide qui n'est autre que l'intuition de la recherche, par les foules en mouvement, de genres de vie identiques ou semblables à ceux qu'elles quittent. Hegel et Lasaulx avaient en outre l'excuse de ne connaître la loi des parallèles que sous sa forme primitive, où son sens vrai ne se dégageait pas encore : de leur temps, les migrations vers les zones tempérées australes commençaient à peine.

Les grandes migrations de masse ou d'infiltration ne produisent aucun changement durable sur la carte du peuplement et sur la répartition des races, si la part de l'élément féminin est inexistante ou insuffisante. Les femmes sont l'élément conservateur et stabilisateur qui fixe au sol nouveau les races déplacées, avec leurs routines d'existence et leurs habitudes ancestrales. Si elles ne viennent pas avec les hommes, le courant migrateur ne modifie le peuplement qu'à condition de se renouveler sans cesse ; même dans ce cas, l'établissement des émigrants manque de stabilité et de chances d'avenir [3]. Si les femmes viennent en trop petit nombre, la

1. R. Flint, *Philosophie de l'histoire en Allemagne*, trad. franç., Paris, 1878, p. 291, d'après l'ouvrage posthume de Hegel, *Philosophie de l'histoire*, 1837, 2e éd., 1840.

2. R. Flint, p. 382, d'après Ernest de Lasaulx, *Nouvel essai d'une philosophie de l'histoire ancienne fondée sur la vérité des faits*, 1856.

3. Voir ce que dit Livingstone de la colonie portugaise de Cassangé, dans l'Angola :

société des migrateurs souffre des plus graves désordres en pays neuf et désert ; au cas où le pays est déjà occupé, elle risque de se dissoudre rapidement au contact de la race primitive. Avec beaucoup de raison, Gaston Richard a pu écrire : « *La colonisation ne peut réussir sans le concours de la femme* »[1].

Parmi tous les faits de mouvement contemporains, l'immigration aux États-Unis demeure le plus considérable et le plus gros de conséquences. En l'étudiant, L. Hersch a discerné que l'immigration devient d'autant plus stable et plus régulière que l'élément féminin s'y mêle davantage[2]. Les rapports de proportion numérique entre les deux sexes tendent à s'équilibrer aux États-Unis. Il n'en était pas ainsi au siècle dernier, surtout dans les États nouvellement formés de l'Ouest. Hepworth Dixon a tracé l'intéressant tableau des désordres provoqués par la rareté des femmes blanches en Californie : fréquence des rixes et des meurtres, situation extra-légale et privilégiée des femmes blanches, liaisons irrégulières des blancs avec les *squaws* indiennes et misère de celles-ci[3]. Toutes ces tares s'atténuent et disparaissent depuis que s'accroît la population blanche féminine. Les femmes ne sont jamais les pionniers de migrations nouvelles. Elles suivent des courants établis et des voies frayées de plus ou moins longue date ; mais ce sont elles qui donnent aux migrations l'estampille définitive ; ce sont elles surtout qui font du *cul-*

« Aucun de ces Portugais n'a sa femme avec lui ; généralement ils ne viennent ici qu'avec l'intention de gagner quelque chose et de retourner à Lisbonne ; ce qui nuira toujours au succès de la colonie ». (D. Livingstone, *Explorations dans l'Afrique australe de* 1840 *à* 1856, trad. franç , Paris, 1859, p. 413)

1. G. Richard, *La femme dans l'histoire*, Paris, 1909, p. 315. « La vie pacifique et sédentaire, dit dans le même ouvrage G. Richard, est une création de la femme. L'activité productive, l'agriculture, l'industrie, le commerce ont été longtemps choses de femmes » (p. 423). Comparez ce que dit A. Girard de l'émigration espagnole. « La plupart des émigrants espagnols *s'en vont sans esprit de retour. Il y a parmi eux une forte proportion de femmes.* » (A. Girard, art. cit.) Cf. encore une remarque de Vidal de la Blache pour l'émigration italienne en Lorraine : « L'infériorité de la proportion féminine dans le pays minier de Briey est l'indice d'un état peu stable répondant à une période de début. » (P. Vidal de la Blache, *La France de l'Est*, Paris, 1917, p. 158).

2. L. Hersch, *L'immigration féminine aux Etats-Unis* (*Bulletin de l'Institut National Genevois*, XLI, Genève, 1912).

3. H. Dixon, *La conquête blanche*, trad. franç., Paris, 1877, p. 40-41, 114-122.

tural drift un *racial drift*. L.-A. Fabre a très justement remarqué, à propos de la curieuse émigration des *Barcelonnettes* au Mexique, que longtemps elle fut uniquement masculine. Les femmes ne se sont décidées à s'en mêler qu'au bout d'un demi-siècle, et maintenant, grâce à elles, « l'exode est devenu général »[1].

Voyons l'opposition. Sur les quais grouillants des ports chinois, les foules qui s'entassent à fond de cale des bateaux, à destination de l'Indo-Chine, de l'Insulinde et de l'Amérique, se composent de laboureurs, d'ouvriers et de coolies. Elles ne comprennent que peu ou pas de femmes. Aussi, bien que la Chine émigre puissamment, elle ne colonise nulle part. L'immigration chinoise en Californie menaçait l'équilibre économique du pays en faisant baisser les salaires ; faute de femmes, elle ne menaçait pas de submerger la race américaine. Dans notre Cochinchine, Cholon, faubourg de Saïgon, est une ville chinoise, mais c'est une ville sans femmes : 500 seulement d'origine chinoise, contre 50 000 hommes au moins. Même chose au Siam.

« Les coolies chinois de Bangkok ont assez souvent femme et enfants en Chine et leur envoient leur surplus de recettes. La grande majorité des Chinois que nous avons ici vient de Hong-Kong, de Haïnan, de Swatow et de Canton. *La coutume de Haïnan défend à la femme chinoise de quitter son lieu natal*... Aussi voit-on assez peu de Chinoises, comparativement au sexe fort »[2].

Quel que soit le caractère originel des migrations, elles altèrent gravement, pour un temps ou pour toujours et sur de vastes régions, les proportions numériques des sexes. C'est un fait d'une importance de premier ordre ; il n'a pas été mis en lumière jusqu'ici comme il le mérite ; sans dépendre uniquement ni même principalement des conditions géographiques, il peut entraîner des conséquences géographiques très graves. Une étude approfondie du peuplement du globe devra leur faire leur part ; elle opposera le déséquilibre sexuel des faits de *mouvement* à l'équilibre sexuel presque partout indiqué par les faits de *fixation*.

1. L.-A. Fabre, *L'exode montagneux en France* (*Bull. de Géogr. histor. et descriptive*, 1908, p. 210).

2. Juttrand, *Au Siam, notes de voyage*, Paris, 1905, p. 116.

Peut-être n'y a-t-il qu'une seule classe de migrations où l'équilibre antérieur des sexes ne soit pas sensiblement modifié par la mise en mouvement des masses déracinées. Ce sont les migrations de *refoulement* venues de la politique et de la guerre ; nous entendons par là les grands exodes où les races vaincues et chassées, quelquefois par la nature et bien plus souvent par l'homme, cherchent des terres de refuge en même temps que des terres nourricières. A la sortie d'Égypte, les Hébreux conduits par Moïse emmenaient leurs femmes et leurs enfants. Les Cimbres et les Teutons avaient aussi les leurs sur leurs chars de guerre, à Aix et à Verceil ; Marius et Catulus enchaînèrent comme esclaves autant de femmes que d'hommes.

Les migrations de refoulement sont particulièrement intéressantes pour le géographe parce qu'elles expliquent, dans plusieurs cas, le peuplement relativement dense de régions du globe déshéritées ou peu accessibles : montagnes et hautes vallées de montagnes, steppes à demi-désertiques, presqu'îles ou îles situées hors des routes de la conquête et du commerce. Nous l'avons déjà indiqué pour le Pamir et pour ses Karakirghizes (chap. v, § 1). Il convient de ne pas exagérer la portée historique et géographique de ces mouvements. Si le déracinement total d'un peuple par la guerre est un fait moins rare que son extermination complète, il n'en est pas moins vrai que les refoulements de peuples n'ont appelé à la vie historique que des parties peu étendues et relativement peu importantes de la surface terrestre. Quelques-unes de ces terres de refuge, comparables aux lieux d'asile de l'antiquité, sont étroitement délimitées : par exemple le Caucase, citadelle de peuples où se sont juxtaposés tant de débris de races dont la diversité des langues atteste encore l'existence ; la Bretagne, Galles, le Cornwall, l'Écosse et l'Irlande, refuges de la race celtique, surtout ce dernier pays, parce que c'est une île, où Alexandre Bertrand a cru trouver jusque dans les monastères chrétiens du haut moyen âge la survivance des collèges druidiques[1] ;

1. A. Bertrand, *La Religion des Gaulois*, Paris, 1897, XIe leçon, l'*Irlande druidique*, p. 277-296.

Ceylan, où les bouddhistes chassés de l'Inde s'établirent en sûreté; Formose, où les partisans chinois de la dynastie des Ming furent déportés après le triomphe des Mandchous. En d'autres cas, les terres de refuge sont l'étendue sans bornes de steppes à peu près dépourvus de ressources, où les refoulés mènent la vie nomade faute de pouvoir en mener une autre, car, dit L. Cahun, « on n'habite pas le désert, quand on peut habiter ailleurs [1] ». Ainsi, au temps des grandes révolutions médiévales de l'Asie, de nombreuses tribus turco-mongoles chassées par les tribus conquérantes se firent *Kazak* ou errantes dans les steppes sibériens, le long de l'Ob, de l'Irtych et du Iénisséi [2].

Presque toutes ces migrations sont dans la pénombre de l'histoire. Nous ne connaissons qu'imparfaitement leurs origines et leur mécanisme, car les traditions orales et l'histoire écrite s'occupent assez peu des peuples vaincus et refoulés. Cela donne plus d'intérêt à la migration de refoulement la plus rapprochée de nous par le temps et par la civilisation, qui est la seule dont nous connaissions bien les détails : c'est le *trekk* par étapes des Boers du Cap vers le Natal et vers le Transvaal, de 1834 à 1848. Pour fuir la domination anglaise, les Boers poussèrent leurs chars à bœufs et leurs troupeaux à travers les steppes de l'Afrique australe, jusqu'au jour où ils se crurent en sûreté dans le *Veldt* lointain de l'Orange et du Vaal. L'exode des Boers du Cap est probablement le seul fait de l'histoire moderne qui nous donne une image approchée de ce que furent les mouvements de peuples sur la zone des steppes et sur la lisière désertique d'Europe et d'Asie, au temps de la plus grande instabilité du peuplement de l'Ancien Monde (IIIe au XIVe siècle).

1. L. Cahun. *Introduction à l'histoire de l'Asie*, Paris, 1896, p. 48.

2. On peut ranger parmi les migrations de refoulement l'exode des Juifs de Russie depuis une quinzaine d'années, surtout pendant les années qui ont précédé la guerre et pour lesquelles nous avons des chiffres (1899-1913). Sur 10.000 habitants juifs de la Russie, 135 en moyenne quittaient annuellement le pays pour aller aux Etats-Unis. Ils fuyaient les *pogroms* ; l'exode augmentait quand les *pogroms* devenaient particulièrement meurtriers, comme en 1904 et 1906. L. Hersch, *Le Juif errant d'aujourd'hui*, Paris, 1913, p. 44-48.

4. — VOIES DES MIGRATIONS : LE STEPPE, LA MER BORDIERE, L'OCÉAN

Dès l'origine des sociétés historiques, et probablement dès la préhistoire, le déterminisme géographique ne suffit à expliquer ni les déplacements des masses, ni les infiltrations. A plus forte raison se trouve-t-il en défaut lorsque la complexité des besoins et des appétits de l'espèce, résultat de son affinement héréditaire, et l'âpreté croissante de la lutte entre les groupes, résultat de leur grossissement numérique, donnent une valeur plus grande, aux forces et aux mobiles de pure psychologie sociale, pour une humanité peu à peu affranchie de la sujétion étroite au milieu. Aussi les migrations ne dépendent pas de la géographie pour tout ce qui regarde leurs valeurs relatives, leurs buts et leurs conséquences. Mais la géographie reprend son intérêt pour l'étude d'une partie essentielle de leur mécanisme, c'est-à-dire pour l'étude des voies qu'elles ont suivies. Souvent le relief terrestre, les lignes d'eau, les masses marines et d'autres grands accidents de la surface du globe ont canalisé dans un sens déterminé et permanent les déplacements des hommes. Les migrations ont tendance à tourner les obstacles ; elles s'orientent vers les passages ouverts par la nature. C'est avec quelque raison que Haddon compare les mouvements humains à ceux des fluides.

« Ils prennent, dit-il, la ligne de moindre résistance et s'écoulent vers les zones ou vers les chenaux ouverts entre les barrières »[1].

Cela pourtant n'est rigoureusement vrai que dans le cas d'une humanité désarmée, peu outillée ou mal outillée contre la nature, et répandue sur un sol dépourvu de voies de communication nombreuses et régulières. Lorsque les groupes sont dotés d'un bon outillage de transport, et surtout lorsqu'ils ont à leur disposition les réseaux de routes dont les États organisés peuvent seuls assurer la construction et l'en-

1. A.-C. Haddon, *The Wanderings of Peoples*, p. 5.

tretien, comme nous le verrons plus loin (chapitre VIII), une double transformation se produit dans les migrations : d'abord, elles se désarticulent et se décomposent en groupes ou en fractions de groupe non organisés, car sur les sols policés la nécessité de la protection et de la sécurité collectives ne se fait plus sentir, et l'on voit la horde, la tribu et la caravane concentrées et armées pour la défense se transformer en foules d'émigrants désarmées et sans lien ; ensuite, l'outillage des communications établies affranchit les groupes en mouvement de la nécessité du passage par les routes naturelles commodes. C'est cette seconde conséquence que nous avons à étudier ici. Elle nous montre au cours des âges le déclin graduel du déterminisme géographique de la route, d'abord tout puissant ; elle nous montre aussi l'articulation, la complexité et l'extension croissante des zones de mouvement et de passage. Celles-ci, après n'avoir compris au début de l'histoire que quelques bandes terrestres et côtières et quelques lisières maritimes, ont gagné de proche en proche ou gagneront sous peu toute l'étendue habitable de la planète.

Les régions du globe qui ont longtemps arrêté les grands mouvements de groupes, et qui par conséquent ont enrayé les invasions pacifiques ou guerrières, sont les grands massifs montagneux, les déserts dépourvus de points d'eau, les forêts, les marais et les grandes étendues océaniques. Pour bien se faire une idée de la manière dont ces obstacles réduisaient le nombre et la largeur des zones de passage ouvertes aux foules en mouvement, il faut se figurer, au moins sur le continent historique de l'Eurasie, centre unique de l'histoire humaine pendant plusieurs millénaires, un paysage terrestre très différent de celui que nous connaissons, non seulement à cause de l'absence du réseau de routes auquel nous sommes habitués, mais surtout à cause de l'extension ancienne des forêts et des marais. L'aménagement du sol, fruit du travail de vingt siècles, a supprimé à peu près les grands marais des zones tempérées ; l'infranchissable forêt primitive, l'*Urwald*, a été éclaircie, démembrée et disloquée par le défrichement,

du cercle polaire jusqu'aux abords des tropiques ; les morceaux qui restent, même les plus grands, coupés de routes et de chemins, ne sont plus des obstacles, mais plutôt des centres d'attraction pour les masses fixées au sol (chapitre v, § 4).

Autrefois, les conditions étaient tout autres. Sur le sol non aménagé par la civilisation et par les États, les groupes en marche se heurtaient à la forêt, au marais, au désert et à la montagne comme à des obstacles infranchissables. Ils étaient donc étroitement déterminés vers quelques directions, au détriment des autres ; ils avaient des zones de passage, toujours ou à peu près les mêmes, où ils se succédaient au cours des âges historiques, tandis que les groupes faibles qui voulaient éviter le contact des forts se réfugiaient au cœur des montagnes comme les tribus du Caucase, derrière des marais comme les Bataves, au fond des forêts ou à l'extrémité des presqu'îles et dans les îles, comme les Celtes de Bretagne, de Galles, d'Ecosse et d'Irlande. La carte des anciennes zones d'obstacles se superpose exactement à celle des zones de refuge.

Le récit de César montre bien à quelles conditions naturelles était subordonnée la migration guerrière des Helvètes. Et c'est le calcul de ces conditions qui permit au général romain de refouler leurs masses où il voulut :

« Les Helvètes, dit César, avaient deux routes pour sortir de chez eux : une par le pays des Séquanes, entre le Jura et le Rhône ; elle était étroite et difficile, les chars pouvaient à peine y passer un par un ; un mont très haut la dominait, très peu de gens suffisaient pour interdire le passage. L'autre route passe par notre Province ; elle est beaucoup plus facile et plus commode, car entre le territoire des Helvètes et celui des Allobroges, qui venaient d'être pacifiés, coule le Rhône, que l'on traverse par plusieurs gués »[1].

Mais la question qui se pose pour les peuples migrateurs des premiers âges historiques n'est pas seulement, ni même principalement, celle de la facilité du passage ou des routes à suivre pour éviter les embûches. Pour ces peuples, la question

1. Cæsar, *de Bello Gallico*, I, 6.

essentielle que leur pose le déterminisme géographique est celle de la subsistance. Ils vont là où ils peuvent passer, mais surtout là où ils peuvent manger. La durée des longs parcours et l'impossibilité d'emporter pour la masse émigrante les vivres nécessaires orientent les foules en mouvement vers les zones où elles ont chance de trouver de quoi vivre le long de leur route.

Ces zones sont avant tout les steppes à graminées, c'est-à-dire les terres à climat faiblement humide, situées généralement sur la lisière des déserts, où les peuples trouvent assez d'eau pour eux-mêmes et assez d'herbe pour leurs troupeaux, et où la forêt, réduite à quelques bouquets d'arbres, n'est pas assez dense pour empêcher les mouvements de masses. Dans l'ancienne Europe, la zone des steppes comprenait la Russie méridionale, la Pologne, la Galicie et la Hongrie. Et c'est par là que toutes les invasions passèrent. Aussi Ratzel n'a-t-il pas tort de considérer le steppe comme la zone de mouvement par excellence (*Bewegungsgebiet*) [1]. Mais cela ne s'applique qu'à une histoire aujourd'hui périmée, qui ne se répétera pas dans l'avenir (§ 1), précisément parce que les zones de mouvement s'étendent aujourd'hui à presque toute la terre habitable.

Les grandes migrations historiques qui ont précédé la répartition actuelle de races de l'Ancien Monde ont donc été des migrations de peuples pasteurs et cultivateurs temporaires, qui vivaient sous la tente, emmenaient des troupeaux avec eux et défrichaient légèrement le sol pour une station d'une saison, par brûlis des herbes et culture superficielle et extensive [2]. Ainsi, par leur genre de vie, ces peuples migrateurs répondaient d'une manière précise à notre définition habituelle des Nomades. C'est une raison de plus de penser que le Nomadisme est un

1. Fr. Ratzel, *Politische Geographie*, 2te Aufl., 1903, p. 244.

2. Il faut insister sur ce point, que les Nomades ne se contentent jamais des ressources fournies uniquement par la vie pastorale. « Qu'il ait existé des nomades se suffisant, exclusivement, avec la chair, le lait et le poil de leurs troupeaux, c'est possible ; mais on n'en a jamais vu de semblables dans les temps historiques. » (L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie*, p. 49-50.)

état social non seulement involontaire, mais temporaire dans beaucoup de cas. Nous appelons Nomades des peuples en voie de migration; nous avons souvent pris pour une situation permanente et pour un caractère ethnique propre à un peuple ou à une tribu, ce qui n'est pas autre chose qu'un état de transition entre la fixation au sol ancien et la fixation au sol nouveau. Mais plus nous progressons dans l'étude des peuplades errantes qui subsistent encore, bien que fort diminuées, sur les lisières désertiques de l'Ancien Monde, plus nous nous convainquons que le Nomadisme est un état de contrainte. Sauf quelques rares exceptions, aucun grand groupe d'hommes ne mène la vie errante par suite d'un choix délibéré de ce genre de vie. Tous les groupes humains aspirent à se fixer; tous ceux qui sont maintenus dans le Nomadisme le sont contre leur gré. Parfois, les Nomades essaient de subjuguer des groupes de sédentaires qui leur opposent, par leurs armes et par leur cohésion, une résistance heureuse; aussi la zone de mouvement des lisières désertiques est-elle pleine de chocs continuels; bien qu'atténués maintenant par l'extension des sociétés politiques modernes jusque sur ces lisières, les chocs se font encore sentir.

Pour les sociétés comme pour les individus, une destinée perpétuellement vagabonde, sans but et sans espoir de fixation, paraît une chose monstrueuse et presque impossible à concevoir. La légende du Juif-Errant ne représente-t-elle pas une pareille destinée comme un châtiment céleste, et comme le pire de tous? Quelques groupes qui ont paru aiguillonnés, dans les grandes zones de fixation du globe, par une sorte de prurit de mouvement perpétuel, ont soulevé aux siècles passés l'horreur et le mépris des sédentaires de l'Europe; aujourd'hui nous les étudions comme des curiosités ethnographiques et sociales, tant leur déracinement permanent les distingue du reste des hommes : tels sont les Gitanes, Tsiganes, Zingari ou Bohémiens[1].

Un seul mobile de psychologie collective explique, à certaines époques, le déracinement en masses et parfois sans but conscient de groupes sédentaires et même de peuples entiers. C'est le cas des fièvres

1. Sur les Gitanes ou Zingari, voir Paul Lacroix (bibliophile Jacob). *Mœurs, usages et costumes au moyen âge et à l'époque de la Renaissance*, p. 489-516.

religieuses qui ont accompagné les périodes d'essor ou de crise des grandes croyances. Les mouvements d'individus ou de masses dont elles donnent le signal ont souvent des objets positifs qui s'inscrivent sur la carte, soit, comme l'expansion arabe, pour convertir le monde entier, soit, comme les croisades, pour conquérir des lieux sacrés ; mais l'exaltation religieuse peut conseiller aussi la vie errante et sans but, comme elle conseille en certains cas la vie solitaire. Depuis la réforme lamaïque, une partie notable du clergé tibétain et mongol mène constamment la vie errante. En Europe, la grande crise du XIIIe siècle donna le signal d'une sorte de tourmente de mouvement, avec ou sans but défini : « Des frissons d'une émotion délirante, dit Lea, couraient d'un pays à l'autre, éveillant les populations de leur léthargie pour leur inspirer des tentatives aveuglément héroïques et irréfléchies, — croisades qui blanchirent les sables de la Palestine sous les ossements des chrétiens, excès sauvages des Flagellants, courses vagabondes et sans but des Pastoureaux »[1]. On comprend pourquoi les Églises, à mesure que leur hiérarchie s'affermit, canalisent cette fièvre de mouvement vers les grands pèlerinages. Aussi, outre leur grande valeur religieuse et sociale, des points comme Rome, Jérusalem, Canterbury, Saint-Jacques de Compostelle, La Mecque, Lhassa et Bénarès ont offert ou offrent encore un intérêt spécial au point de vue géographique.

Il fallait citer ces exceptions. Mais elles n'infirment pas la règle, au contraire. D'une manière générale, le Nomadisme est un état violent et transitoire. Il est une phase particulière des grands mouvements de migration. C'est dans ce sens, en l'encadrant dans les faits qui l'entourent et qui l'expliquent, qu'il faut réformer notre conception traditionnelle du Nomadisme et des Nomades[2].

D'Europe en Asie, les grands faisceaux de parallèles suivis au cours des âges historiques par les migrations de masses, depuis les centres de fixation de la Chine et de l'Inde jusqu'à ceux du bassin de la Méditerranée et de l'Europe atlantique, se trouvent sur les « Terres des Herbes » découvertes, faciles à parcourir, bonnes aux déplacements des troupeaux autant

1. H.-C. Lea, *Histoire de l'Inquisition au moyen âge*, trad. franç., Paris, 1900, I, 66.

2. Pour corriger ce que ces vues peuvent avoir de trop absolu dans la forme sous laquelle nous les présentons, tout en laissant intacte la vérité qu'elles expriment, il est bon d'indiquer que le Nomadisme pastoral, qui peut représenter transitoirement un état d'équilibre non imposé, arrive plus vite que tout état au *point de refus* du peuplement : car nul état économique et social n'a besoin d'autant de terre pour aussi peu d'hommes. A partir de ce moment, qui se produit de fort bonne heure pour toutes les sociétés nomades, le Nomadisme devient un état de contrainte d'où les peuples cherchent plus ou moins consciemment à sortir.

qu'à ceux des hommes, entre le steppe mongol et la Puszta hongroise. Nul obstacle montagneux sur cette piste, sauf les Carpathes qu'il est possible de tourner, et le rebord septentrional du grand plateau d'Asie où s'ouvrent une large brèche et un col plus étroit qui sont deux passages historiques des plus connus, la Porte de Dzoungarie et la passe de Terek Davane. De grands fleuves barrent la plaine ; mais, largement étalés sur les terres plates, ils manquent en général de profondeur, et ceux qui se déroulent dans la zone d'assèchement, du Balkhach à la mer d'Azov, sont pauvres en eau.

La terre de parcours s'étend aussi de la Méditerranée au plateau asiatique, au Sud de la mer Noire, du Caucase, de la Caspienne et de l'Hindou-Kouch, sur un sol plus accidenté que les grands steppes du Nord. Toutefois, l'orientation générale du relief ouvre assez largement, entre les plis montagneux, les routes d'Ouest en Est ou en sens inverse. Lorsque les passages se resserrent entre les faisceaux montagneux ou entre les montagnes et la mer, comme aux Portes de Cilicie, sur ces points se produit une sorte de concentration d'histoire ; dans leur voisinage se mutiplient les champs de bataille[1].

Ces vastes zones de mouvement et d'instabilité excessive ont paru défavorables, par leur nature même, à l'établissement des grands États. Les empires qui s'y fondèrent furent toujours des colosses aux pieds d'argile, règle qui s'est encore vérifiée pour le dernier venu, l'empire russe, malgré les chances nouvelles de continuité et de permanence que donne aux États l'outillage moderne de la circulation. Mais il est intéressant de remarquer que malgré son insécurité chaotique, la zone des steppes fut une grande voie commerciale d'Europe en Asie, précisément parce qu'elle était une zone de parcours. La route des migrations, tant au Nord qu'au Sud de la Caspienne, fut en même temps la route de la soie dès les premiers siècles de l'empire romain. La métropole commerciale de Dioscurias, sur les bords du Pont-Euxin, était la Babel des langues du monde ancien. Au moyen âge, aux temps de l'empire mongol, les comptoirs vénitiens et génois du Don et de la Crimée entretinrent un courant d'échanges actif. On sait ce que l'Occident dut au contact entre le monde chrétien et le monde musulman, au temps des croisades.

1. Issus, Antioche, Nézib, au voisinage des Portes de Cilicie.

La route des épices fut longtemps une route de steppes et une route côtière exploitée conjointement par les Arabes et par les Vénitiens, d'Aden à Alexandrie. Il fallut la découverte de la route maritime vers l'Inde par le Cap, à la fin du xve siècle, pour enlever à la zone de migrations sa valeur commerciale. Et dès que cette valeur disparut, les chocs entre les masses humaines en mouvement sur la zone diminuèrent de gravité et de fréquence. Au fracas des batailles succéda pendant trois siècles une sorte de léthargie, à laquelle ont mis un terme le canal de Suez et les chemins de fer asiatiques : car ces nouvelles voies ont rééquipé à la moderne la vieille zone de mouvement et de migrations de l'Ancien Monde ; elles lui ont donné une vie nouvelle.

Les zones de mouvement et de choc de l'Ancien Monde se sont prolongées vers le continent africain comme vers l'Europe. Mais les voies des migrations se détachent moins nettement sur le sol africain, à cause de l'infériorité générale de la civilisation et de l'insuffisance des traditions écrites. Il faut aussi faire la part de causes générales de mouvement qui n'apparaissent pas entre l'Europe et l'Asie : la recherche du sel qui a souvent poussé les tribus nègres vers la mer, sur la périphérie de l'Afrique ; et inversement, le commerce des esclaves qui a conduit vers l'intérieur les traitants arabes. Cependant, les directions générales du mouvement semblent suivre les mêmes règles qu'entre l'Asie et l'Europe.

« La zone critique, dit Haddon, est la région du Nord-est, en face de l'Arabie du Sud. C'est ici que la plupart des peuples durent entrer en Afrique, le reste venant le long de la limite Nord de la mer Rouge. Au Nord, le désert coupé seulement par la vallée du Nil les arrêtait ; au Centre, la forêt équatoriale les arrêtait aussi, puisque c'étaient des pasteurs. Deux routes demeuraient ouvertes : la route de l'Ouest entre le désert et la forêt par le Soudan, la route vers le Sud le long des montagnes de l'Est »[1].

Cette seconde route est celle de la côte. C'est avec raison que Haddon met en lumière la valeur de la lisière côtière de l'Afrique orientale comme voie de migrations. Les lisières

1. A.-C. Haddon, *The Wanderings of Peoples*, p. 70.

côtières de l'Europe ont eu une valeur analogue et bien plus grande. Les riches articulations du continent européen et le développement de ses mers bordières ont multiplié les points de contact, stimulé les mouvements et activé le brassage des groupes, tout autant que la zone de parcours facile et indéfini du steppe eurasien. Tandis que le steppe perdait au cours des âges une grande partie de sa valeur à ce point de vue, la lisière côtière de l'Europe conservait la sienne, l'accroissait encore, et se reliait d'une manière de plus en plus étroite au rythme actuel du mouvement des hommes sur la planète.

Comment se représenter ces mouvements, le long des côtes, chez des groupes mal outillés pour le transport et pour la lutte contre les éléments ? Ici, la vie pastorale n'est pas en cause ; les ressources d'alimentation fournies par le troupeau voyageur font défaut. Mais la barque et le poisson remplacent le troupeau ; les îles de refuge, les baies et les estuaires des fleuves suppléent à la faiblesse de l'outillage nautique encore dans l'enfance, en permettant de fractionner les voyages et d'attendre aussi longtemps qu'il le faut les circonstances météorologiques favorables. Le temps a peu compté pour les grandes migrations historiques, soit par terre, soit par mer. Elles se sont largement étalées sur les mois et sur les années. C'est un fait que nous nous figurons assez mal ; nous sommes de plus en plus incapables de nous le figurer à mesure que s'accélèrent, avec les progrès de la technique des transports, les déplacements d'une humanité affairée et trépidante.

L. Gumplowicz, dogmatiquement hostile au déterminisme du milieu géographique, en reconnaît pourtant malgré lui la valeur, lorsqu'il dit de la Méditerranée : « Enfermée comme un bassin entre trois parties du monde, cette mer, avec les îles nombreuses dont elle est parsemée, pouvait être aisément parcourue en tous sens, même par des navigateurs inexpérimentés »[1]. Aussi les Phéniciens et les Grecs ont fait des îles et des lisières méditerranéennes de grandes voies de migra-

1. L. Gumplowicz, *La Lutte des Races*, trad. franç., Paris, 1895, p. 325.

tions. Ces premières migrations par mer ne remuaient pas de grandes masses, comme le faisaient les migrations du steppe. Les colonies maritimes qui essaimaient des métropoles de Grèce et de Phénicie ne disposaient que de petites barques. C'est donc par infiltration que ces mouvements par voie de mer agissaient sur les populations indigènes. Lorsque les infiltrations étaient numériquement par trop faibles, elles ne tardaient pas, malgré la supériorité de civilisation des nouveaux venus, à se perdre dans la masse humaine préexistante. Tel fut le sort de nombreux comptoirs phéniciens en Méditerranée et dans l'Europe occidentale; de même ont disparu sur les côtes de l'Océan Indien la plupart des colonies arabes. Si le souvenir des colonies de l'Hellade s'est mieux conservé, malgré le dépérissement ou l'absorption de la plupart d'entre elles, cela tient à leur nombre autant qu'au pouvoir supérieur de diffusion de la langue et des institutions grecques.

Ce que furent pour la Méditerranée de l'époque classique les colons de Grèce et de Phénicie, les marins commerçants, conquérants ou pirates de la Scandinavie et de la Germanie le furent, au moyen âge, pour les mers du Nord de l'Europe. De la Manche au golfe de Finlande, les mers bordières, les îles et les estuaires ont été, du IXe au XIVe siècle, le théâtre d'un va-et-vient actif où les envahisseurs paraissaient tantôt en pirates et en massacreurs, comme les Normands sur les terres gallo-romaines, tantôt en commerçants pacifiques, comme les Allemands aux bouches de la Duna ; mais, dans les deux cas, c'est une infiltration et une expansion nordiques qui se sont tracées leurs voies le long des côtes du Nord-ouest de l'Europe. Elles ont abouti, soit à une conquête territoriale, comme en Normandie, soit à l'établissement d'une oligarchie féodale, comme dans les Provinces baltiques, soit à la domination d'une oligarchie commerçante, comme dans les villes et dans les comptoirs de la Hanse.

Il semble que les mers bordières et les lisières littorales ont été la principale voie des migrations de l'Amérique précolombienne. Ce continent sans troupeaux manquait de zones

de parcours et de tribus nomades (§ 1); nous n'y pouvons discerner d'autres grands mouvements que ceux qui portèrent les Caraïbes des bouches de l'Amazone à l'archipel des Antilles, et ceux qui suivirent la côte Ouest de l'Amérique du Nord, de l'Alaska à Panama, entre les Rocheuses et la côte Pacifique[1]. Sur cette dernière zone, les émigrants venaient probablement du Nord-est de l'Asie, par le détroit de Behring et par les archipels des Kouriles et des Aléoutiennes. La longue chaîne des Rocheuses remplit efficacement l'office de barrière, car il n'y a presque rien de commun entre les peuplades aborigènes du versant du Pacifique et celles du versant de l'Atlantique.

Notre énumération, si incomplète qu'elle soit, fait ressortir la valeur du steppe, de la lisière littorale et de la mer bordière comme voies originelles des migrations; nous y ajouterons à titre subordonné les grands fleuves, dont quelques-uns, comme la Volga, le Mississipi et le Saint-Laurent, ont été suivis, non par des masses, mais par d'actifs pionniers qui de proche en proche préparaient sur les terres vierges l'infiltration des nouvelles races de colons. Au contraire, les grands Océans formaient barrière d'une manière à peu près complète. Encore faut-il distinguer entre eux. L'Océan Indien n'a jamais constitué une séparation réelle entre l'Afrique, l'Asie du Sud et l'Insulinde, car il était relativement facile dans la partie Nord, grâce au régime de la mousson, de tourner l'étendue marine infranchissable; c'est seulement pour l'Australie que l'Océan Indien a fait office d'isolant absolu; aussi la vie humaine, comme celle des animaux et des plantes, se développa sur ce continent sous des formes singulièrement misérables et affaiblies. Le Pacifique non plus, malgré son étendue immense, n'était pas une barrière sans ouvertures, comme nous venons de le voir : si les Polynésiens peu nombreux et mal outillés ne réussirent pas à le franchir, les peuples cheminèrent d'Amérique en Asie, le long de l'immense

1. A.-C. Haddon, *The Wanderings of Peoples*, p. 73-74 et 94.

arc côtier où les continents, au Nord de l'Océan, viennent presque se réunir. Seul, l'Atlantique interdit, jusqu'au voyage de Colomb, toute communication mentale et matérielle entre les groupes humains; malgré sa largeur relativement faible, et simplement parce qu'il va d'un pôle à l'autre, il fut le fossé infranchissable et demeura, selon l'expression de miss Semple, « le véritable Orient du monde »[1]; les incursions médiévales des Scandinaves au Groenland et au Labrador n'y changèrent rien.

Quatre siècles ont passé, et la situation est retournée bout pour bout. L'Atlantique, qui divisait la terre en deux planètes totalement étrangères l'une à l'autre, est devenu la grande route des mouvements de masses. Par lui se sont complétés sur le pourtour de l'hémisphère Nord les effets de la loi des parallèles au point de vue des migrations; par lui également cette loi a pris sa vraie signification, lorsque les zones tempérées de l'hémisphère Sud se sont ouvertes à l'afflux européen. Ce que le steppe a été pour le débordement de l'Asie sur l'Europe et de l'Europe sur l'Asie, l'Atlantique l'a été pour le débordement de l'Europe sur l'Amérique, mais dans quelles proportions autrement vastes et avec quelle puissance supérieure pour la mise en contact et pour le mélange des races! La tribu de barbares qui voyageait avec ses troupeaux sur les pistes de la Terre des Herbes était un élément de destruction et de mort aussi bien qu'un élément de renouvellement des peuples; l'historien qui dresse le bilan des invasions demeure dans le doute sur la balance de leurs bons et de leurs mauvais effets. Le bateau d'émigrants qui transporte, pêle-mêle et côte à côte, des milliers d'hommes et de femmes de toutes les races de l'Europe surpeuplée vers les terres à moitié vides de l'Amérique, nous paraît à juste titre un musée de souffrances et de misères sociales; mais la transplantation ne peut avoir ici que des effets salutaires, car il s'agit de foules désarmées et décidées pour la plus grande part à demander courageuse-

1. E. Semple, *Influences of geographic environment*, p. 390.

ment au travail, et non à la rapine, la guérison de leurs maux. Le remplacement des migrations guerrières du steppe et de la piraterie côtière par les migrations pacifiques de l'Océan est un grand élément d'équilibre et de paix dans le monde ; c'est un des rares faits essentiels qui s'accordent harmonieusement avec l'idéal pacifique ; il a suffi pendant plusieurs générations à assurer une sorte de contrepoids normal et rythmique à l'accroissement rapide et si accéléré depuis un siècle des populations d'Europe. Sans doute ce contrepoids aurait continué à jouer d'une manière efficace pour retarder les explosions guerrières, si la concentration industrielle du germanisme n'était pas venue enrayer ses effets, puis les paralyser, à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci [1].

Le grand bateau d'émigrants nous donne la représentation concrète d'une des forces qui ont le plus modifié la géographie de la circulation, en étendant le réseau des mouvements de masses tout autour de la planète. Il est, sans nul conteste, un puissant agent d'équilibre. Mais qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Cet équilibre ne se réalise point par des moyens d'idylle. Moins violentes que les migrations guerrières et les invasions, les migrations océaniques comportent pourtant de nombreux faits de violence, où des volontés dirigeantes et dominatrices forcent les volontés collectives des groupes. Le transport des masses à travers l'Océan a commencé, tout de suite après l'arrivée des premiers pionniers espagnols, par les razzias africaines de nègres esclaves, poursuivies sans relâche pendant plus de trois siècles. Les paquebots qui transportent dans l'Océan Indien et dans le Pacifique des cargaisons de malabares, de coolies et d'engagés chinois ou hindous sont les successeurs légitimes des négriers : ils continuent, en les déguisant et en les atténuant un peu, les traditions de la traite [2].

Jusqu'en 1914, par un jeu habile de passeports et de formalités douanières, le gouvernement allemand s'était efforcé et avait grandement réussi

1. La migration océanique se continue à travers les terres par ce flot de peuplement du désert dont J. Finley trace un tableau littéraire, aux perspectives larges et probablement exactes dans l'ensemble. J. Finley, *Les Français au cœur de l'Amérique*, p. 165.

2. Cependant, il y a une différence. Aux engagés se joignent bientôt les émigrants volontaires ; ils arrivent en tel nombre, que les colons d'origine européenne, effrayés, prennent des mesures restrictives. Et ces mesures ont réussi jusqu'ici, d'abord en Californie, plus récemment en Australie. « En dix ans, le nombre des Chinois a passé en Australie de 36 000 à 25 772, celui des Japonais est stationnaire. » H. Bunle, *L'émigration des peuples jaunes* (*Bull. Statist. gén. de la France*, II, oct. 1912, p. 73-106).

à drainer tous les émigrants de l'Europe orientale et centrale vers les bateaux des deux très puissantes compagnies, le *Norddeutscher Lloyd*, de Brême, et la *Hamburg-Amerika*, de Hambourg; ce flot assuré d'émigrants constituait l'une des ressources financières fondamentales des compagnies.

5. — *RÉGRESSION DES POINTS ET DES ZONES DE DÉPART*

Lorsque les migrations océaniques ont remplacé les migrations du steppe comme grandes voies de déplacement des hommes, la portée de l'évolution nouvelle a tout de suite dépassé celle d'un simple déplacement de routes ; elle dépasse même en intérêt le résultat immédiat de la conquête de l'Océan, c'est-à-dire l'extension du mouvement continu à presque toute la surface habitable de la planète. Ici encore, il faut mettre en lumière le rôle des grandes catégories professionnelles, qui sont les vrais *genres de vie* dont les géographes cherchent vainement la signification complète dans les conditions de milieu, sans tenir assez de compte des habitudes de travail et des aptitudes industrielles façonnées par l'activité spontanée et totalisée de nombreuses générations.

La migration du steppe mettait en mouvement des populations agro-pastorales. La migration océanique, à ses débuts, a puisé surtout dans le monde des professions variées sur les lisières maritimes de l'Europe et de l'Asie, ainsi que dans les éléments flottants des sociétés fixées au sol. C'est un monde de marins, d'aventuriers, de déclassés, de commerçants-pirates, mêlés à quelques éléments ruraux des lisières maritimes, qui s'est répandu, après les grandes découvertes, sur les voies frayées par les *conquistadores* de l'Espagne et du Portugal. Ces éléments sociaux étaient sensiblement les mêmes que ceux qui avaient alimenté, au cours de l'antiquité et du moyen âge, les migrations des mers bordières et des lisières littorales. On peut donc considérer que cette série de migrations fait la transition, au point de vue historique, entre la migra-

tion du steppe et celle de l'Océan. Contemporaine de la première, elle comporte les mêmes éléments que la seconde.

Comme nous l'avons vu, les mouvements humains le long des lisières littorales n'étaient pas en général des mouvements de masses, mais des mouvements d'infiltration : ils ne comprenaient que des groupes fractionnés et peu nombreux. La migration océanique, modelée sur la migration des lisières littorales, conserva longtemps le même caractère. Malgré les progrès de l'art de la navigation, elle ne remua pas de grandes masses, tant que les plus gros bateaux de charge ne purent dépasser un port de quatre ou cinq cents tonneaux, c'est-à-dire du XVe au XIXe siècle. La médiocrité des courants migrateurs fut, il est vrai, compensée quelque peu par leur durée. L'insuffisance de l'outillage, par rapport aux forts courants d'appel de matériel humain qui commençaient à s'établir, se révéla par la densité incroyable que réalisaient les négriers dans leurs transports d'esclaves à fond de cale, des marchés de la Guinée aux plantations de Virginie et des Antilles.

Les faibles groupes d'infiltration transportés par la colonisation libre au delà des mers se recrutèrent pendant trois cents ans, en dehors de la poussière des déclassés venus d'un peu partout, chez les peuples maritimes de l'Europe, notamment chez les Anglais, les Hollandais, les Portugais, les Espagnols et les Français, et en particulier dans les pays les plus proches de la mer et chez les classes de la population adonnées aux métiers maritimes. Ainsi, cette période historique fut celle où la population française eut un développement assez vigoureux pour essaimer au dehors ; mais les provinces de France qui contribuèrent à l'émigration furent presque exclusivement des provinces côtières, Normandie, Haute-Bretagne, Poitou, Saintonge et Gascogne. Encore les paysans de ces terres de l'Ouest qui devinrent des émigrants cédèrent à l'action d'une volonté directrice plutôt qu'à un mouvement spontané. Le peuplement rural du Canada français a pour base presque unique les quatre mille Normands, Poitevins et Saintongeois envoyés sur les bords du Saint-Laurent par

Colbert, au début de son ministère; sitôt que la puissante volonté de Colbert cessa d'agir, l'émigration rurale s'arrêta, et la population française du Canada n'augmenta plus que par son énergie prolifique. De même, la colonisation anglaise n'aurait peuplé les côtes de l'Amérique du Nord que de boucaniers, de marins et de traitants, si les persécutions religieuses n'y avaient pas jeté les puritains du *Mayflower* et ceux qui suivirent. Encore à la fin du XVIIIe siècle, il fallut des convicts pour commencer le peuplement de l'Australie. Les Espagnols seuls réussirent à faire passer un assez grand nombre des leurs au delà des mers, grâce à la durée de leur domination. Pourtant les courants de migration transocéaniques n'atteignirent vraiment, au premier âge colonial, que quelques catégories professionnelles localisées d'une manière assez étroite. Ils entamèrent à peine la grande masse rurale de l'Europe, solidement fixée à la glèbe.

Au XIXe siècle, tout changea en peu d'années. L'infiltration transocéanique devint un mouvement de masses, le plus considérable par lui-même et le plus grand par ses conséquences que présente l'histoire. L'accroissement de la population, la diffusion des capitaux, le désir du bien-être, et par-dessus tout la création des voies ferrées et la puissance nouvelle de l'outillage maritime aux points de vue de la capacité et de la rapidité du transport, agirent comme courants d'appel sur des foules sans cesse accrues, et les entraînèrent au delà des mers. De l'Inde, de la Chine et du Japon des masses d'hommes ont commencé à sortir et à essaimer au loin. En Europe, le mouvement ne pouvait demeurer confiné aux étroites bases géographiques des siècles précédents, non plus qu'aux catégories professionnelles du premier âge colonial. Il s'est donc étendu, en surface, vers l'intérieur du continent ; en profondeur, il a gagné les couches sociales les plus nombreuses et jusqu'alors les plus rebelles, celles des masses rurales fixées au sol. La première grande tranche d'émigration fut donnée surtout, de 1820 à 1880, par les pays anglo-saxons et germaniques. A partir de 1880 se manifesta un nouveau recul des

grandes zones de départ vers l'intérieur du continent, par l'afflux nouveau des émigrants d'Italie, de Hongrie et des pays slaves ; le mouvement fut stimulé par la pénétration progressive des voies ferrées, ainsi que par les manœuvres de racolage et de réclame des gouvernements et des agences d'émigration. Aujourd'hui, ce sont les masses profondes de l'Europe paysanne qui, depuis les pointes Ouest jusqu'aux pays du Danube et de la Volga, affluent vers les ports de l'Atlantique.

Cette extension par régression des zones de départ et de déracinement ne correspond pas nécessairement à une extension des zones d'arrivée et d'établissement sur les terres nouvelles, au delà des mers. Il semble, au contraire, que ce sont des tendances opposées qui l'emportent. Les paysans d'Europe ne deviennent pas tous, ni même pour la plupart, des pionniers agricoles en Amérique. Ils recherchent souvent et recherchent de plus en plus des métiers urbains ; ils s'efforcent de s'installer, au delà de l'Océan, dans les villes ou tout près des villes ; ils laissent aux Américains d'origine la majeure partie des travaux d'extension, sur le front de défrichement des terres vierges. Aussi l'émigration moderne au delà de l'Océan, si elle tend à équilibrer la population totale des continents, ne tend point à répartir également les hommes à la surface du globe. L'émigration travaille pour la concentration urbaine ; elle dépeuple les villages et les campagnes d'Europe, pour grossir jusqu'à la pléthore les grandes villes américaines et leur banlieue [1].

A cet entassement des émigrants fait contrepoids en quelque manière l'extension croissante du sol approprié pour la culture, dans les zones tempérées et subtropicales de l'Amérique. Car chaque progrès de cette extension ouvre de nouvelles facilités à la dispersion humaine. Mais cela ne suffit pas à faire éclore sur les nouvelles terres des groupements ruraux aussi nombreux et aussi denses que ceux de

1. Voir plus haut, § 4.

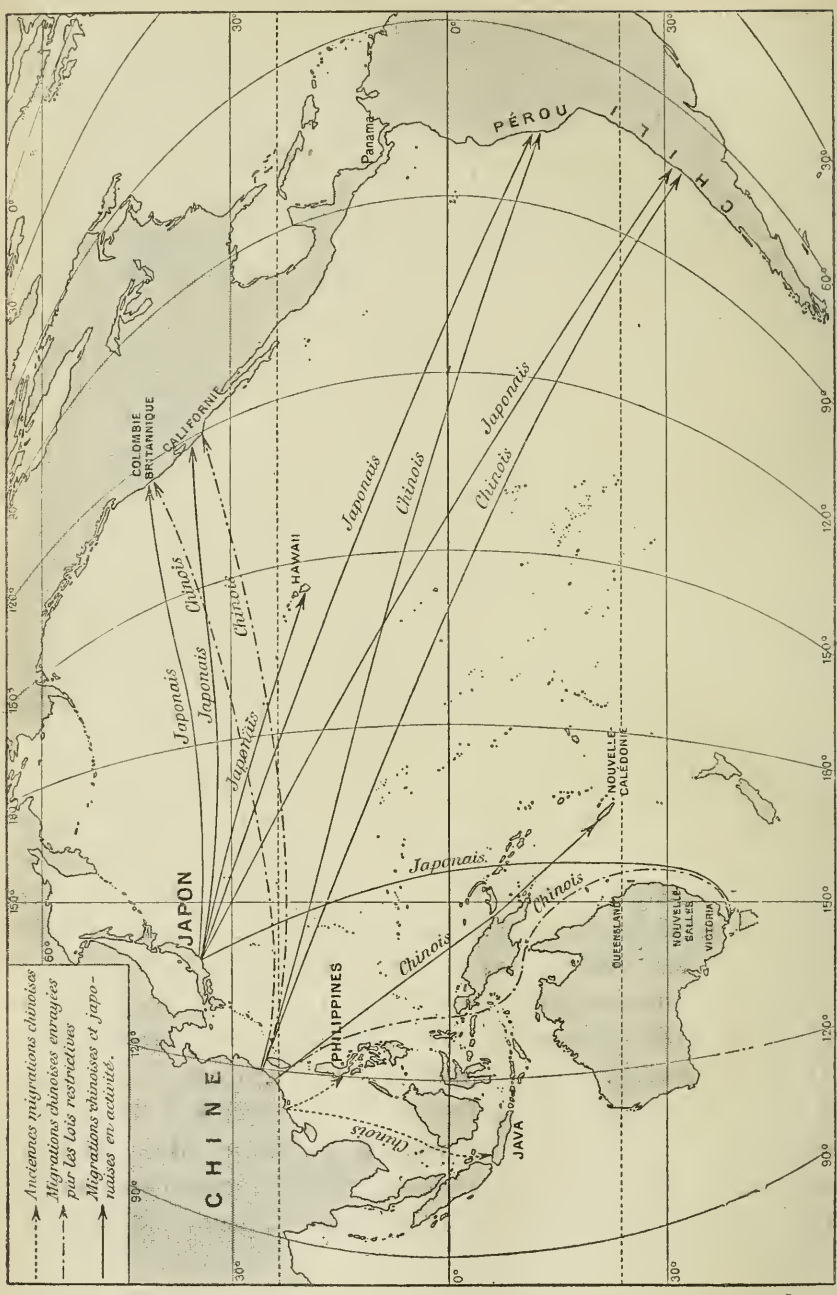


FIG. 19. — MIGRATIONS CHINOISES ET JAPONAISES A TRAVERS LE PACIFIQUE ET SES MERS SECONDAIRES.

l'Europe. Les pratiques de l'élevage en grand et du machinisme agricole perfectionné, l'absence de division parcellaire et le partage du sol en grandes tranches n'admettent pas à surface égale, sur les terres d'Amérique, le même nombre de bras que dans les campagnes d'Europe. L'émigration transocéanique est donc accompagnée, dans beaucoup de cas, d'un déclassement professionnel. Ce déclassement s'exerce, soit dans le sens du retour vers la terre, soit, bien plus souvent, comme il ressort des considérations qui précèdent, dans le sens de la désertion de la terre. Concentration en Europe, concentration hors d'Europe : les migrations extérieures aux pays et aux États suivent des voies analogues à celles des migrations intérieures. Les foules asiatiques obéissent à des impulsions du même ordre. L'émigration jaune marche sur les traces de l'émigration européenne [1] (fig. 19).

6. — *AUGMENTATION TOTALE DE LA MASSE, INÉGALITÉ CROISSANTE DE LA RÉPARTITION*

Après avoir suivi les foules humaines dans leur travail de stabilisation et d'aménagement du sol, ainsi que dans leurs émigrations pour le pain, la sécurité, le bien-être ou le butin, nous revenons à notre point de départ, l'accroissement numérique de l'espèce, si fort accéléré depuis un siècle. Cet accroissement domine et explique l'accélération du mouvement et son extension à toute la surface habitable de la planète. La mobilité accrue des hommes s'accompagne d'une mobilité accrue des choses, c'est-à-dire de l'extension et de l'activité nouvelle des échanges, avec un effort toujours plus net vers la spécialisation de la production et vers la distribution rationnelle des produits, en rapport avec les conditions naturelles et humaines les plus favorables.

1. « Plusieurs dépêches émanant de Lima relatent l'énorme augmentation de l'émigration asiatique (Japonais et Chinois) au Pérou. On compte aujourd'hui dans cette république sud-américaine 300 000 Asiatiques. Les Japonais surtout font montre d'une grande activité oommerciale. » (Dépêche particulière d'Amsterdam, 9 août 1918.)

Il semble à première vue que l'activité des échanges et l'effort vers une distribution rationnelle des hommes et des choses devraient avoir pour conséquence une localisation des

FIG. 20. — DENSITÉ DE LA POPULATION DU GLOBE.

Les zones continentales laissées en blanc ont moins d'1 habitant par kilomètre carré, et les zones marquées en noir plein ont plus de 100 habitants par kilomètre carré ; les quatre pointillés et grisés intermédiaires représentent les zones de densité croissante.

Cartes établies par Mark Jefferson (*Teackers' Geography*) et reproduites dans la traduction américaine de la *Géographie humaine : Human Geography* by Jean Brunhes, translated by T.-C. Le Compte, edited by Isaiah Bowman and Richard Elwood Dodge, Chicago et New-York, Rand, Mc Nally et Cy, 1920.

groupes, de manière à assurer à chacun une place au soleil à peu près en rapport avec sa valeur numérique. L'animal

humain a besoin d'air, de lumière et d'espace autant que de nourriture matérielle et de vie familiale et sociale. Une répartition égale des hommes à la surface du globe devrait résulter

FIG. 21 (Voir légende page précédente).

de l'aménagement graduel de toutes les zones habitables, ainsi que de la facilité de transport des produits nécessaires à la vie de l'individu et des groupes. Ratzel avait cru entrevoir dans un avenir prochain cet équilibre de répartition[1] ; il n'a

1. « Il y a, disait RATZEL, une pente naturelle des peuples vers l'égalisation du peuplement. » FR. RATZEL, *Politische Geographie*, 2te Aufl., p. 100). Et encore : « L'anthropogéographie nous apprend que les progrès de la civilisation tendent à égaliser le peuplement d'une région donnée » (p. 436).

pas été le seul à prévoir les choses de cette façon : un géographe anglais, H. N. Dickson, envisage, en se fondant sur les modifications en cours de l'outillage industriel, une « redistribution de l'espèce » où s'effacera graduellement la distinction entre les pays industriels à population dense et les pays agricoles à population clairsemée[1].

En réalité, les choses ne se passent pas ainsi ; il y a peu de chances pour qu'elles se passent ainsi dans l'avenir. Contrairement aux vues de Ratzel, l'inégalité de répartition des hommes sur la terre ne cesse d'augmenter à mesure que la masse totale s'accroît ; nous avons relevé à chaque pas et à peu près dans chaque pays, les pays neufs comme les vieux, les traces de la congestion urbaine et du dépeuplement rural. Contrairement aux hypothèses de Dickson, ce n'est point l'industrie qui est au premier rang comme puissance attractive des foules : ce sont surtout les professions commerciales, libérales et les fonctions d'État, et, en général, toutes les professions des « mains blanches ». Quand l'industrie deviendrait capable, demain, de disperser son outillage grâce aux facilités de transmission de la force électrique, les choses n'en iraient guère autrement : les régions urbaines, où l'air, l'espace et la lumière sont avarement mesurés, continueraient à croître et à dévorer l'excédent numérique procuré à l'espèce par les pays où chaque être qui naît trouve sa place au soleil.

Ainsi les masses constamment accrues sont entraînées dans un tourbillon de mouvement accéléré et élargi, avec concentration progressive sur des régions étroites, et désertion relative de régions bien plus étendues que l'outillage moderne trouve moyen d'utiliser et d'exploiter largement, bien que la vie humaine s'y raréfie.

Comment cette évolution accélérée se développe-t-elle, malgré tout, dans les conditions de continuité et d'équilibre relatifs nécessaires à la vie normale de l'espèce, et réalisés en

1. H.-N. Dickson, *The redistribution of mankind* (*Geogr. Journ.*, XLII, july-dec. 1913, p. 372-385).

dépit d'éphémères accès de destruction furieuse ? Elle le fait au moyen de l'organisation des sociétés politiques ou États. A plusieurs reprises, nous avons déjà noté que l'histoire des États subit l'influence des fluctuations du peuplement dans un sens déterminé. Il nous faut maintenant replacer les États dans leur milieu physique et humain ; il faut voir comment et jusqu'à quel point ce milieu les façonne et comment ils réagissent sur lui. C'est l'objet propre de la géographie politique, dont les principes généraux seront établis dans les chapitres suivants.

CHAPITRE VII

LES TROIS PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA GÉOGRAPHIE POLITIQUE :

A. — L'ÉTAT ET LE TERRITOIRE[1]

1. — **Les États sur la carte.**
2. — **Formation des États ; conditions géographiques primaires.**
3. — **Milieux d'éclosion et de développement des États : régions actives et régions passives.**
4. — **Extension géographique des régions actives.**
5. — **Accroissement de valeur du sol occupé, pressions et contre-pressions ; agglutination des États ; mégalostatisme et microstatisme.**

1. — *LES ÉTATS SUR LA CARTE*

Les États sont des sociétés organisées pour garantir aux individus qui les composent leur sécurité personnelle et la jouissance paisible de leurs biens et des fruits de leur travail. Comme le plus simple exercice de ces droits ne se peut concevoir s'ils ne sont pas accompagnés de l'occupation permanente d'un morceau de la surface terrestre, la notion de l'État est nécessairement territoriale en même temps que juridique. Le droit de l'État et sa domination territoriale se juxtaposent d'une manière très étroite pour donner naissance à une forme spéciale de l'occupation du sol, distincte à la fois de l'occupation simple et de la propriété privée établie à titre permanent. Cette domination territoriale de l'État s'appelle la *souveraineté ;* elle se traduit dans la pratique par un

1. On retrouvera dans ce chapitre, plus condensés et mieux coordonnés (au moins nous l'espérons), les principaux points de vue développés dans C. Vallaux, *Géographie sociale, le Sol et l'Etat*, Paris, 1910, aux chapitres II (*Notion géographique de l'Etat*), V (*L'espace et la position*), VI (*La différenciation*).

nombre plus ou moins grand de réglementations imposées à la fois au territoire, aux hommes qui l'habitent et aux objets d'utilité particulière ou générale qu'il contient[1].

Un État se compose donc d'une fraction d'humanité et d'un morceau de territoire, nettement séparés des autres fractions d'humanité et des autres morceaux de territoire organisés comme lui ou autrement que lui.

Au point de vue humain, comme au point de vue territorial, un État peut se superposer exactement à l'habitat d'un peuple, d'une race ou d'une nation. Mais, dans la réalité, il est rare que les choses se passent ainsi. Tous les grands Etats évolués et pourvus d'un passé historique unissent, par les liens d'une contrainte imposée ou librement consentie, des fragments de peuples, de races et de nations, entre lesquels les différences originelles se maintiennent, s'effacent ou s'accusent, selon l'énergie ou la faiblesse de la puissance de coordination que représente toute machine d'Etat, et aussi selon les conditions générales du milieu physique et humain où elle se trouve placée. *Il faut faire la part des deux groupes de forces.*

Ces considérations ne suffisent pas à préciser la portée explicative de la *géographie politique*. Mais elles suffisent à légitimer l'existence de cette partie de la science, qui se rattache à la fois à la géographie générale, à l'histoire, et à la science formelle et juridique de l'Etat.

Au point de vue de la géographie, la notion de l'Etat se traduit par une série de représentations cartographiques qui nous sont devenues familières : nom de l'Etat en écharpe sur le territoire occupé ; figuré des routes qui assurent le lien politique entre les régions de l'Etat, figuré des frontières qui le séparent des Etats voisins ; position des capitales et des prin-

1. La confusion de la propriété et de la souveraineté est une chose fréquente ; elle s'explique assez bien par les rapports très étroits qui existent entre les deux notions ; elle a été faite par un écrivain d'imagination et d'intuition comme Anatole France (v. chap. x), mais elle a été faite aussi par Ratzel : « Le bien foncier, dit-il, n'est pas seulement comme sol une partie de l'Etat, et dans un sens une partie plus importante que la maison des citadins : *il est lui-même un Etat plus petit.* » (Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, 2te Aufl., p. 53).

cipales villes où se concentrent les volontés dirigeantes et les puissances d'action. Ces représentations sont aussi courantes et aussi universellement acceptées que celles des accidents physiques du sol. Elles s'étendent aujourd'hui sur presque toute la carte du monde habitable ; elles expriment que sur la plus grande partie des terres émergées se sont installées des souverainetés de sociétés politiques permanentes et organisées. Nous y sommes si bien habitués qu'il nous est difficile de concevoir un temps et un monde où les choses ne se passaient pas ainsi.

Pourtant, l'extension de la carte politique et la persistance relative de ses traits essentiels, symboles de l'occupation politique du globe et de la stabilité croissante de cette occupation, sont des faits très récents. La fondation des premiers Etats, il est vrai, nous fait remonter à plusieurs millénaires. Mais la création des grandes constellations d'Etats à frontières communes ne date que de quelques siècles. Et l'extension de la carte politique à la plus grande partie du monde habitable ne date que de quelques dizaines d'années.

Reportons-nous à quatre mille ans en arrière : c'est beaucoup pour la mémoire écrite des hommes, c'est peu de chose pour l'histoire totale de l'humanité, telle que nous la révèle la science des origines. Supposons que les savants d'il y a quarante siècles aient été armés des procédés d'information et des procédés cartographiques dont nous disposons. Ils auraient dressé la carte physique du globe comme nous la dressons nous-mêmes ; à peu de chose près, ils auraient représenté la face de la terre comme nous la représentons. Mais ils auraient été bien embarrassés pour dresser la carte politique. En dehors de la Chine, des anciens royaumes de l'Inde, de l'Assyrie, de la Chaldée, de l'Egypte, et peut-être des États américains des plateaux, ils n'auraient trouvé chez les sociétés humaines presque aucun caractère fixe et permanent pour asseoir et authentiquer leurs représentations : ni territoires organisés, ni frontières déterminées, ni routes, ni capitales. Pour la plus grande partie de la surface terrestre, ils auraient dû se borner à des indications vagues et analogues à celles que portaient, jusqu'à d'Anville et même après lui, nos cartes des parties mal connues de l'Afrique et de l'Asie. Chez les sociétés dispersées, peu nombreuses, mal outillées, mal fixées au sol, tantôt séparées de leurs voisines par des solitudes et tantôt obligées de se déplacer sans cesse par

crainte des attaques, la notion et la figure géographique de l'État ne se dégageaient pas encore ; il en était ainsi, et il en fut longtemps ainsi, sur la majeure partie de la terre, même lorsque de longue date déjà des tribus et des hordes y vivaient, y travaillaient et y luttaient.

L'organisation graduelle des Etats et la précision croissante de leur dessin géographique se présentent donc à nous comme une phase distincte de la conquête et de l'aménagement du sol par l'homme. Tant que la société politique n'a pas posé sur le sol de larges et solides assises, les phénomènes de peuplement conservent un caractère anarchique et instable. Sous les deux formes que nous leur avons reconnues, ils ne peuvent aboutir, avant la création des Etats, à une répartition normale et durable de la vie enracinée et de la vie mobile : la fixation demeure incertaine et précaire ; le mouvement ne se canalise pas et ne s'oriente pas, il se fait sans but et sans direction précise. Au contraire, au point de vue de la fixation, l'organisation de l'Etat est le phénomène capital qui coordonne et qui couronne tous les autres en assurant leur permanence ; et au point de vue du mouvement, c'est entre États organisés, ou entre un État organisé et un territoire inorganique, que les faits de mouvement pacifiques ou belliqueux prennent toute leur signification et portent toutes leurs conséquences : car c'est alors qu'ils contiennent en germe la gestation d'Etats tout à fait nouveaux, ou la destruction d'États existants et la formation de nouvelles sociétés politiques sur leurs ruines[1].

Tel est le lien général qui rattache à l'organisation des sociétés politiques les faits essentiels du peuplement du globe, que nous avons précédemment exposés. Comme les divisions que nous avons été forcés d'établir pour la clarté de l'exposition n'existent point dans la réalité, nous avons déjà rencontré plus d'une fois l'action de la puissance politique dans les faits de peuplement, et nous avons dû la noter au passage.

1. « Aucun Etat ne disparait réellement, dit justement Ratzel ; la chute d'un Etat n'est pas une disparition, mais une transformation. » (Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, 2te Aufl., p. 204.)

Cela comporte une conséquence immédiate et importante. Nous avons démontré que les conditions de milieu, méprisées à tort par les uns, surestimées également à tort par les autres, ont une part explicative dans tous les grands faits de fixation et de mouvement. Elles ont donc également leur part explicative dans la formation et dans l'évolution des États, qui sont rattachées d'une manière si étroite à ces grands faits. On ne peut expulser la géographie de l'histoire politique ; ce qui revient à donner à la géographie politique une nouvelle légitimation.

Il est vrai que pour les Etats le problème est plus difficile que pour les faits de peuplement. Dans l'étude du peuplement, nous tenons presque toujours l'homme près de la terre. rivé à la glèbe ou dépendant pour sa subsistance et pour son industrie de la mer et du sous-sol ; même lorsqu'il se meut, les conditions naturelles font sentir leur action d'une façon plus ou moins impérieuse, mais toujours immédiate. Il n'en est pas de même pour la formation et l'évolution des Etats. Ici, il est assez rare que les conditions de milieu fassent sentir leur action d'une manière immédiate et visible. Entre elles et le mécanisme apparent des sociétés politiques existent des chaînons intermédiaires souvent nombreux et complexes, souvent aussi difficiles à suivre. C'est pourquoi il arrive que le chercheur se laisse orienter vers de fausses directions et cède à des mirages d'analogies ou de rapprochements illusoires.

C'est donc une défiance assez justifiée en principe qui a amené des théoriciens intellectuels et rationalistes de l'État comme Hegel, Gobineau et Gumplowicz à nier radicalement et à plusieurs reprises l'action du milieu sur les sociétés politiques[1] : ils se rappelaient l'échec complet des efforts d'explication de Montesquieu et de Buckle[2], imprudemment

1. Voir un ensemble de citations caractéristiques dans L. Gumplowicz, *La lutte des races*, trad. franç., Paris, 1895, p. 11-13.

2. Montesquieu, *Esprit des Lois :* Buckle, *Histoire de la civilisation en Angleterre*. 1857-1861. Cependant Buckle n'est pas unilatéral comme Montesquieu : il reconnaît l'effet d'autres agents physiques que le climat : voir un plaidoyer en sa faveur dans A. H. Koller, *The Theory of Environment*, Menasha, Wisconsin, 1918, p. 47, 48.

tentés par-dessus les chaînons intermédiaires et au mépris de ceux-ci. Mais le sens de la réalité a conduit plusieurs fois les mêmes penseurs à se contredire : n'est-ce pas Hegel lui-même qui a fini par déclarer, dans sa *Philosophie de l'histoire*, que la nature (ce que nous appelons les conditions de milieu) « ne doit être estimée ni trop haut, ni trop bas » ? « Die Natur darf nicht zu hoch und nicht zu niedrig angeschlagen werden. » — « Affirmation, sans contredit, irréprochable, dit R. Flint, mais qui ne laisse pas de causer quelque désappointement, quand on voit que c'est tout ce qu'un aussi habile homme a à dire sur une pareille question »[1].

La vérité, c'est que la théorie des milieux au point de vue de l'évolution des sociétés politiques, ou théorie naturaliste de l'Etat, souvent réfutée et vraiment facile à réfuter quand elle affecte, comme chez Buckle et chez Montesquieu, un caractère exclusif et simpliste, possède pourtant un fonds de vérité indestructible. Il est plus facile de la nier en formules tranchantes, comme le firent Gobineau et Hegel, que de s'en débarrasser. Elle revient toujours sous une forme ou sous une autre. Il faut donc lui faire sa place. Mais devons-nous nous efforcer de la fixer en formules immuables ? En aucune façon. Plus que toute autre, la théorie des milieux est rebelle au dogmatisme. On ne peut l'emprisonner dans une série de formules, on doit au contraire la mettre au point sans cesse et d'âge en âge ; car les sociétés politiques ne furent jamais modelées passivement par les milieux ; elles renferment en elles des puissances d'adaptation et de transformation sans cesse croissantes, dont les valeurs à venir échappent à toute mesure et à toute prévision. Et pourtant, jamais les Etats ne se soustrairont à l'action du milieu naturel, jamais la géographie politique ne deviendra un vain mot.

Seulement, la géographie politique s'assouplira selon les exigences et les fluctuations de l'histoire ; elle tiendra compte de la puissance accrue de l'homme sur les agents naturels ; elle devra faire leur part à l'affinement intellectuel de la race et à la spécialisation croissante de son travail ; elle devra, enfin,

1. R. Flint, *Philosophie de l'histoire en Allemagne*, trad. franç., Paris, 1877, p. 306.

avoir un très grand égard au développement numérique de l'espèce. Bien des fois les hommes, orgueilleux de leur puissance accrue, croiront avoir tranché, dans leur vie politique comme dans leur vie sociale, tous les liens de sujétion qui les faisaient dépendre des agents naturels. Ils se tromperont. Les conditions générales de milieu paraissent diminuer de puissance et perdre toute action sur la destinée des Etats. En réalité, elles continuent d'agir, mais les bases de leur puissance et de leur action se sont déjà plus d'une fois déplacées. Elles se déplaceront sans doute encore. Nous essayons de noter le degré exact de leur action pour l'époque où nous vivons ; mais notre ambition ne va pas jusqu'à proposer des prévisions à longue échéance.

2. — *FORMATION DES ÉTATS : CONDITIONS GÉOGRAPHIQUES PRIMAIRES*

Nous avons vu que la souveraineté territoriale constitue le caractère géographique essentiel de l'Etat. Mais, aujourd'hui encore, il y a des groupes peu nombreux qui n'exercent aucune souveraineté véritable sur le territoire où ils vivent, et qui ne sont soumis à aucune souveraineté extérieure.

La carte politique de la terre ne se superpose pas exactement à la carte du monde habitable et habité ; la seconde est un peu plus étendue que la première [1] ; loin des zones de fermentation des sociétés politiques actives, il y a des lisières terrestres où semblent tout à fait impuissantes les forces d'éclosion de l'Etat. Voilà le premier fait qui retient notre attention ; il nous permet de dégager les conditions de

1. Par *carte politique* nous entendons ici la *carte des chaînes d'Etats organisés*. Nous ne voulons pas dire qu'une partie quelconque du globe soit soustraite dans le présent ou doive demeurer soustraite dans l'avenir à l'action des sociétés politiques. Nous sommes à ce point de vue du même avis que Ratzel, lorsqu'il dit : « Il n'y a que le quart du globe, abstraction faite de la mer et des terres polaires, qui soit du domaine des Etats (*Staatsgebiet*) ; mais la terre entière est la matière (*Gegenstand*) de la géographie politique » (Fr. Ratzel, *Polit. Geog.*, 2te Aufl. p. 353). Ratzel néglige de distinguer dans *le Staatsgebiet* les parties de la terre où l'organisation de l'Etat paraît sortir spontanément du sol et celles où elle est importée du dehors. C'est sur cette distinction que porte ici notre raisonnement.

base sans lesquelles l'existence de toute société politique est impossible. C'est ce que nous appelons les conditions *primaires* de la formation des Etats.

Ces conditions sont de l'ordre du déterminisme naturel, plus puissant que les volontés collectives des hommes. Car nous admettons que partout où il y a un groupe d'hommes, si faible et si dénué soit-il, il y a une tendance interne vers la formation d'une société politique. Sur les parties de la terre où cette formation ne peut aboutir, elle en est empêchée par des causes extérieures, donc naturelles ou géographiques.

Pour comprendre au juste ce que sont ces lois naturelles limitatives, il faut remonter aux besoins sociaux élémentaires qui donnent naissance aux Etats.

Les sociétés politiques naissent, nous l'avons vu, du besoin de sécurité collective contre les causes de désordre et de dissociation venant du dedans ou du dehors. Tout groupe de sédentaires laborieux désire mettre à l'abri les individus qui le composent et les fruits de son travail, ainsi que le territoire qu'il occupe, source originelle de toute richesse. Dès que le besoin de défense et de protection communes se fait sentir, il se traduit par des mesures pratiques qui constituent tout de suite, si embryonnaires qu'elles soient, l'ébauche d'une organisation d'Etat. A ce titre, les formes politiques les plus élémentaires sont aussi intéressantes à étudier que les plus compliquées, car les unes et les autres naissent des mêmes besoins. Les premières sont même plus instructives que les secondes, car on y voit plus distinctement le jeu des relations d'origine : la méthode des sociologues, qui aiment procéder du simple au complexe, n'est pas en défaut ici [1]. Dans une tribu demi-nomade de Touareg,

1. Voir les *Règles de la Méthode sociologique* d'E. Durkheim. Cette méthode des sociologues est aussi celle des naturalistes, à en juger par les procédés de raisonnement de Ratzel, esprit nourri aux sciences naturelles avant de venir à la géographie. Ratzel donne dans sa géographie politique une place à notre avis excessive aux *Naturvölker*, aux peuples « dont les agrégats aisément divisibles en parties semblables ressemblent aux framboises et aux mûres », (Fr. Ratzel, *Polit. Geog.* 2te Aufl., p. 222).

dans un village de paillottes soudanaises, dans une *zériba* de nègres du Nil Blanc ou dans un *pah* fortifié des Maoris d'il y a un demi-siècle, les géographes voient les germes de formations d'Etat qui, par une chaîne d'éclosions et de développements ininterrompus, se rattachent aux fédérations et aux sociétés centralisées du monde européo-américain et du monde jaune.

Or le besoin de sécurité collective ne commence à naître que du jour où, en se fixant à un territoire, en l'appropriant et en l'utilisant pour les nécessités de la vie matérielle, les hommes groupés sentent qu'ils ont à défendre un patrimoine commun, que ce patrimoine soit réellement commun entre eux, comme il arrive souvent à l'aurore de l'histoire, ou qu'il se compose d'une somme de patrimoines individuels soumis à des règles d'administration et de transmission acceptées de tous, comme il arrive dans toutes les sociétés développées. Il en résulte qu'un groupe d'hommes qui se déplace toujours sans se fixer nulle part, et qui ne fait aucun effort de transformation sur le sol où il réside temporairement, ne saurait constituer une société politique, même embryonnaire. Le *nomadisme absolu* entrave toute formation d'Etat.

Mais le nomadisme ne produit cet effet qu'à condition d'être *absolu* ou *complet*. Le nomadisme complet est en vérité, sur presque toute la surface du globe, un être de raison. Il n'est réalisé à peu près nulle part. Les zones généralement connues sous le nom de zones de nomadisme, c'est-à-dire les rubans tropicaux de steppes et de déserts de l'Ancien Monde et de l'Australie, ne connaissent guère que le *demi-nomadisme* où la vie errante est tempérée par l'existence de points de fixation, et où la formation de l'Etat est possible et toujours réalisée sous des formes simples, telles que les tribus et les fédérations de tribus[1].

1. Voir ch. VI. « Historiquement, le nomadisme est une forme transitoire, dit Ratzel (*Polit. Geog.*, p. 71). Il est extensif, il épuise le sol et le couvre de ruines. Avec le *demi-nomadisme*, au contraire, commence la société politique viable, dont les indices concrets sont la limitation de la zone de parcours, les premières plantations et les huttes (*Polit. Geog.*, p. 73). » Observons seulement que le *demi-nomadisme* s'accommode très bien de la *tente*, demeure plus stable au Tibet, en Algérie et au Maroc, que Ratzel ne paraît le penser.

Les tribus Touareg du Sahara mènent la vie nomade ; mais elles ont comme points de fixation les oasis dont elles exploitent les habitants, et les routes des caravanes sahariennes qu'elles pillent. Ce sont là de vraies bases territoriales. La confédération religieuse des Senoûsi de la Tripolitaine s'appuie également sur un groupe d'oasis [1], d'où rayonnent sa domination et son influence non seulement vers le désert, zone des errants, mais, par des ramifications encore mal connues, vers les régions lointaines peuplées de musulmans. L'oasis, base territoriale passive de la domination des Touareg, est pour les Senoûsi une base active de rayonnement. C'est un point intéressant de similitude entre les oasis désertiques et les îles méditerranéennes ou océaniques, qui connaissent également l'extrême passivité et l'extrême activité politiques. Mais ce n'est pas une raison pour affirmer que les oasis sont absolument comparables à des îles [2].

Les habitants des steppes de l'Asie centrale, réputés nomades, des Kirghiz aux Mongols, ne connaissent en réalité qu'un demi-nomadisme qui comporte une certaine fixation au sol et l'appropriation limitée de celui-ci. Pour une saison ou deux ils s'installent sur un coin de terre où ils trouvent de bons pâturages pour leurs troupeaux, où ils élèvent leurs tentes de feutre et où ils défrichent légèrement quelques parties du sol. Ce nomadisme demi-stationnaire a favorisé dans le passé la formation de confédérations pastorales et guerrières ; elles n'ont pas entièrement cessé d'exister aujourd'hui, bien que rejetées dans l'ombre par des Etats plus puissants.

On a donc raison de comprendre dans l'ensemble des sociétés politiques les Etats flottants des demi-nomades.

1. Oasis de Djaraboub, aux lisières orientales de la Libye.

2. C'est un jeu d'esprit amusant, mais de peu de valeur, que celui auquel se livre Ratzel en comparant la chaîne d'oasis sur la route de caravanes du désert, entre Tripoli et le Bornou, à la chaîne d'îles et de postes fortifiés de l'Angleterre sur la route de l'Inde, entre Gibraltar et Aden (*Polit. Geog.*, p. 340). Et que dire de cette affirmation ? : « On peut dire de chaque île, comme de chaque oasis, qu'elle est destinée par sa nature à une existence politique indépendante » (*Polit. Geog.*, p. 341). C'est pousser bien loin le goût des rapprochements.

Pour légères et superficielles que soient leurs racines dans le sol, elles existent, sous la forme des oasis dans les déserts, et, dans les steppes, sous la forme des zones de parcours des troupeaux, avec points d'eau.

Après la fixation au sol et l'appropriation de celui-ci aux besoins des hommes, une autre condition *primaire* de la formation des Etats est donnée par le *minimum de densité numérique* des hommes groupés sur le sol. Il faut qu'il y ait, entre les hommes composant un groupe, des relations constantes de proximité, pour que naissent les besoins et l'organisme de la sécurité collective. Ces relations ne sont possibles que si les familles, cellules sociales élémentaires, ne sont pas trop éloignées les unes des autres, ou, en d'autres termes, si le territoire présente une suffisante densité de peuplement.

On ne peut donner une expression chiffrée unique de cette densité nécessaire à l'éclosion des Etats. Car le minimum varie selon la facilité des relations entre les individus et entre les familles. Dans les pays de plaines rases, sans obstacles, le long de rivières navigables ou à travers des cols montagneux largement ouverts, les relations pourront s'établir et se maintenir aisément à grande distance, et le minimum exigible sur une surface donnée pourra être très faible. Dans les pays où la rigueur du climat, les aspérités du sol, les marécages insalubres ou les insondables forêts équatoriales rendent pénibles, à l'état primitif des sociétés, les relations à grande distance, le minimum nécessaire de *densité politique* sera plus élevé.

Il y a là une condition de base qu'il est impossible de préciser autant qu'il serait désirable, au moins dans l'état actuel de la science. Elle ne pourra être précisée davantage que le jour où l'étude comparée, pour chacune des grandes régions terrestres, des genres de vie et des formes revêtues par les besoins de protection et de défense nous permettra de fixer les valeurs *minima* de la densité politique.

Ainsi, un groupe d'hommes amorphe et inconsistant prend une figure d'organisation dès qu'il est fixé au sol et pourvu

d'un minimum numérique de densité. Cependant, cela ne suffit pas pour fonder les formes et la conscience élémentaires de la société politique. Il y faut autre chose : la contiguïté de groupes différents, ennemis, rivaux ou alliés, et capables eux aussi de se transformer en Etats. L'Etat « se pose en s'opposant ». Il n'y a, dit Ratzel, aucune partie du corps politique et même aucune partie de l'humanité qu'il soit possible de considérer isolément[1]. C'est pour cette raison que dans l'analyse de la formation des sociétés politiques, la notion géographique de leur *position* prend une part prépondérante : car la position ne donne pas seulement le signalement individuel des Etats, tiré de leur place dans une région déterminée du globe ; elle les définit par rapport à leurs voisins ; elle les définit aussi par rapport aux Etats plus lointains, jusqu'aux extrémités du monde habité, depuis qu'un échange continu d'hommes, de produits et de pensées existe entre toutes les parties du globe. Comme nous le verrons en étudiant les frontières, les rapports de contiguïté se précisent davantage au cours de l'histoire, à mesure que les germes d'Etats incomplets avortent, que les petites sociétés se fondent dans les grandes et que l'organisation intérieure des grands Etats se complique en se perfectionnant. Les contiguïtés des groupes s'inscrivent d'abord géographiquement comme des zones en quelque manière neutralisées, puis comme des lignes de démarcation enchevêtrées et escortées d'enclaves, puis comme des frontières linéaires au tracé précis et relativement simple. Dans tous les cas, aucune société politique véritable ne se forme jusqu'au jour où le besoin psychologique de la sécurité collective se fait sentir dans son entier, c'est-à-dire jusqu'au jour où les hommes sentent la nécessité de mettre à l'abri leurs personnes, leurs familles et le produit de leur travail contre les ennemis possibles *du dehors*, aussi bien que contre ceux *du dedans*. Cela ne se conçoit qu'avec la coexistence de groupes capables de faire

1. Fr. Ratzel, *Polit. Geog.*, p. 260.

sentir leur action les uns sur les autres, à travers les obstacles conventionnels ou réels qui les séparent.

Tant qu'une société peu nombreuse demeure complètement isolée des infiltrations, des chocs et des courants humains, elle n'arrive pas à concentrer vers des buts d'action déterminés les efforts individuels des membres qui la composent ; elle ne constitue pas un véritable État, même sous une forme embryonnaire ; elle demeure incomplète et inorganisée, même si ses membres ont appartenu autrefois à des sociétés politiques développées. A ce point de vue il n'y a pas de fait plus intéressant, dans l'histoire des voyages, que la colonisation spontanée de l'île Pitcairn par les matelots anglais fugitifs de la *Bounty*, vers 1791. L'île Pitcairn est un point perdu dans le Pacifique ; l'équipage révolté de la *Bounty*, accompagné de quelques femmes et de quelques indigènes de l'archipel de Tahiti, y chercha un refuge contre la répression ; il s'isola si complètement, qu'il n'eut pendant près de quarante années aucune relation avec les autres hommes. Ce petit groupe séparé ne s'organisa pas politiquement, malgré les désordres intérieurs qui le désolèrent ; il ne forma même pas un État semblable à un village nègre du Centre de l'Afrique, faute de voisins capables de faire sentir leur action sur lui ; il vécut dans une sorte de communisme patriarcal et inorganique[1].

Considérons maintenant l'ensemble de la carte du monde habité. Les conditions géographiques primaires que nous venons d'étudier, et qui sont la base nécessaire de toute formation d'Etat, sont réalisées sur la plus grande partie de la planète. Sur des zones immenses, et notamment sur toutes les régions tropicales et tempérées, le domaine historique des hommes se confond avec leur domaine géographique. En dehors du champ de l'histoire ne se trouvent que des lisières terrestres d'une faible étendue, que nous regardons comme

1. Les Fuégiens que Darwin observa en 1832 semblent bien former, dans les *zones actives* du globe, la seule exception à l'universelle aptitude politique des sociétés humaines, cette aptitude qui faisait dire à Aristote que l'homme est un animal politique. « Les différentes tribus, dit Darwin, n'ont *ni gouvernement ni chef*. Chacune d'elles cependant est entourée par d'autres tribus hostiles, parlant des dialectes différents. Elles sont séparées les unes des autres *par un territoire neutre qui reste absolument désert ;* la principale cause de leurs guerres perpétuelles paraît être la difficulté qu'elles éprouvent à se procurer des aliments » (Ch. Darwin, *Voyage d'un naturaliste autour du monde*, trad. franç., Paris, 1883, p. 232). Remarquons cependant qu'aucune contiguïté n'existe entre ces tribus inorganisées : elles laissent entre elles un espace vide ; le premier stade de la frontière correspond au mode le plus embryonnaire de groupement. Au reste, on ne conçoit pas bien les guerres perpétuelles, dont parle Darwin, sans l'existence de chefs, au moins de chefs temporaires.

impropres à la formation de sociétés politiques autonomes. Ce sont la zone arctique, délimitée par le cercle polaire, et la zone de la forêt équatoriale de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. Toutes deux sont habitées ; ni l'une ni l'autre n'a et n'aura jamais une histoire politique qui lui appartienne. Qu'elles demeurent inorganiques, ou qu'elles soient colonisées par des puissances lointaines, on ne peut y concevoir une formation d'Etat qui prenne vraiment racine dans le sol. L'Etat du Congo, dans son éphémère existence, ne fut qu'une apparence vaine : toute sa vie économique et politique dépendait de l'État belge.

Les peuplades dispersées sur la lisière arctique ne connaissent ni la fixation au sol, ni le minimum de densité, ni la contiguïté des groupes. Le plus connu des peuples arctiques est l'ensemble de tribus réuni sous le nom d'Eskimos. Dispersés sur un immense espace, du fjord d'Angmagsalik, à l'Est du Groënland, jusqu'à l'embouchure du Mackenzie, nulle part fixés au sol absolument infertile, oscillant de la terre à la mer suivant les saisons, errant en groupes de 100 à 200 individus à travers des déserts presque infinis, les Eskimos n'ont rien à conserver, rien à défendre, rien à organiser.

Les tribus de la forêt équatoriale de l'Amazone et du Congo sont, tantôt fixées au sol, tantôt errantes sur des superficies assez restreintes : dans tous les cas, leur densité numérique est trop faible ; non seulement chaque tribu ne forme qu'un fragment misérable d'humanité au point de vue du nombre, mais les tribus les plus voisines s'ignorent souvent[1].

1. Les tribus errantes que Stanley appelait les *pygmées* de la forêt du Congo, et qu'il n'avait fait qu'entrevoir, donnent des exemples typiques de cette organisation rudimentaire des groupes dans la forêt vierge. On commence à mieux les connaître que du temps de Stanley : ainsi les Babingas du Moyen Congo français. « Ce sont des nomades appelés à fuir d'un moment à l'autre devant les anthropophages leurs voisins et les fauves qu'ils redoutent... L'autorité du chef est très relative : le Babinga a pour principe de vivre libre et n'entend se soumettre qu'à qui bon lui semble... Ce manque d'organisation hiérarchique et cette désunion joints à la nécessité d'un vaste espace pour vivre sont, à mon avis, les raisons qui font que les villages ne sont jamais très peuplés et sont très dispersés... Il y a longtemps que le Babinga plus faible aurait été asservi par les autres races s'il n'avait trouvé dans la forêt un refuge assuré ». L. Douet, *Les Babingas ou Yadingas, peuple nain de la forêt équatoriale, région du Moyen Congo* (*L'Ethnographie*, 15 janvier 1914, p. 15-32). Toute cette excellente notice est à lire.

Les relations pacifiques ou guerrières sont étouffées par la luxuriance de la végétation équatoriale. 5 kilomètres d'*hylaea* ou de *selva* séparent plus les groupes humains que 100 kilomètres de sables sahariens ou 200 kilomètres de steppes soudanaises[1]. Les puissantes rivières amazoniennes et congolaises, coulant entre des rives sans clairières, ne forment pas trait d'union entre les groupes dispersés qui vivent au fond de la forêt. Au débordement de la végétation, hostile à toute formation d'Etat, il faut ajouter sans doute le climat débilitant, d'une chaleur d'étuve égale à elle-même à toute époque de l'année. Cette région du globe est la seule où l'on puisse saisir l'influence directe du climat sur le gouvernement des hommes ; ici seulement se vérifie la théorie popularisée autrefois par le grand nom de Montesquieu ; elle contenait comme beaucoup de théories reconnues aujourd'hui caduques, une « âme de vérité ».

Ainsi, sur la lisière terrestre circumpolaire et sur la lisière équatoriale, toute évolution d'histoire est étouffée par les lois géographiques. Pas de races pensantes et agissantes, pas de peuples organisés, pas d'Etats. Les groupes errants de ces régions vivent dans une telle misère intellectuelle, politique et sociale, sous le poids d'une tyrannie si visible des choses, que tout groupe mis à leur place y succomberait comme eux.

Les rejetons coloniaux des grands États, poussés dans la zone équatoriale ou dans son voisinage immédiat, montrent déjà, bien que récemment fondés, des symptômes de langueur qui sont de mauvais augure pour l'avenir. De toutes les républiques américaines, les plus faibles, les plus fragmentées et les moins prospères sont celles qui avoisinent immédiatement l'équateur, au Nord et au Sud. Plus instructif encore est l'exemple de l'Australie, qui bénéficiait à son origine de l'énergie vitale anglo-saxonne, bien supérieure à celle de l'Espagne, souche des républiques du Centre et du Sud-américain. Il y a trente ans, W. Bagehot notait avec orgueil que les indigènes australiens et les émigrants anglais

1. « L'ignorance des peuplades qui habitent un pays plat et couvert de forêts comme celui-ci, à l'égard des tribus voisines, est vraiment surprenante ». Il s'agit des plaines forestières entre le Kassaï et le Zambèze. D. Livingstone, *Exploration dans l'Afrique australe de 1840 à 1856*, trad. franç., Paris, 1859, p. 360.

qui les remplacent sont aux deux bouts opposés de l'échelle humaine ; les uns et les autres vivent pourtant sur le même sol. « L'émigrant anglais vit dans le même climat que l'Australien ou le Tasmanien ; mais il n'est pas devenu semblable à ces races ; et mille ans de plus ne feront pas que sur la plupart des points il leur ressemble »[1]. Et Bagehot en concluait que l'évolution humaine échappait à l'action du milieu physique. L'évolution même des Australiens, au bout d'un demi-siècle seulement, réfute cette opinion. Le sang australien étant à peine renouvelé par une immigration peu active, les conditions naturelles agissent déjà sur les nouvelles générations, au point de vue économique et intellectuel ; il est raisonnable de prévoir les conséquences politiques à venir, alarmantes pour la jeune Fédération d'Australie. « Les jeunes Anglais, dit J. F. Fraser, ne se distinguent pas spécialement par leur initiative, leur désir de s'équiper pour la lutte industrielle et commerciale ; pourtant il y a chez eux plus d'ardeur que chez les jeunes Australiens »[2].

Parmi les pays équatoriaux, un seul, l'archipel de l'Insulinde, a échappé en partie à cette anesthésie où le mouvement de l'histoire se ralentit au point de devenir insensible. C'est que les chenaux maritimes qui traversent l'Insulinde de toutes parts sont autant de conduits vivifiants d'activité politique et commerciale. Et cet afflux de vie apporté par la mer n'a pas été suffisant pour empêcher l'activité politique autonome de l'Insulinde d'être souvent recouverte ou subjuguée par les conquêtes étrangères. Les populations indigènes se sont montrées capables de réaction ; mais en fin de compte, elle ont été dominées. Aux rajahs arabes ont succédé les Portugais, les Espagnols, les Anglais et les Hollandais ; ceux-ci ont fini par assujettir jusqu'au dernier des petits États équatoriaux de la forêt et de la mer indonésiennes.

Tous ces exemples montrent comment et pourquoi il y a des territoires, habitables et habités, qui sont impropres ou peu propres à la formation ou au développement d'Etats autonomes. Ces exemples illustrent et justifient les règles limitatives que nous avons établies ; ils mettent en lumière l'action des conditions géographiques primaires. Partout où ces conditions sont réalisées, l'éclosion des sociétés politiques est possible.

Mais l'éclosion et le développement des Etats ne se font

1. W. Bagehot, *Lois scientifiques du développement des nations*, trad. franç., Paris, 1885, p. 93.

2. J. F. Fraser, *L'Australie, comment se fait une nation*, trad. franç., Paris, s. d. [1912 ?], p. 8-9.

ni partout, ni toujours, avec le même succès. Il y a des foyers d'activité où les Etats sans cesse surgissent, grandissent et meurent, et sans cesse renaissent de leurs cendres. Il y en a d'autres qui paraissent voués aux avortements ou aux développements incomplets. C'est en étudiant ces groupes de faits et en les rapprochant du milieu naturel où ils se déroulent que nous saisirons, à travers le détail de l'évolution historique, les rapports permanents des Etats et de leurs territoires.

3 — *MILIEUX D'ÉCLOSION ET DE DÉVELOPPEMENT DES ÉTATS ; RÉGIONS ACTIVES ET RÉGIONS PASSIVES*

Comme pour les conditions primaires de l'existence des Etats, c'est à la psychologie collective des sociétés que nous nous adresserons pour trouver le fil conducteur qui nous permettra de comprendre pourquoi la carte politique, comme la carte du ciel, présente des constellations denses et des « vides dépeuplés », ou, en d'autres termes, pourquoi, dans l'état présent du monde, il y a des régions politiques *actives*, où fermentent des Etats nombreux ou puissants, et des régions *passives*, où les sociétés actives projettent leurs ombres et étendent leurs ramifications. Cela fait, nous devrons encore expliquer, au point de vue géographique seulement, *c'est-à-dire d'une manière partielle*, pourquoi les centres de constellations d'Etats ne demeurent pas fixés, au cours de l'histoire, dans les mêmes régions du globe, et pourquoi il n'y a guère de pays historique qui ne présente de vraies stratifications de ruines.

Le premier stade psychologique de l'existence de l'Etat, c'est l'instinct et le besoin de la sécurité collective. Le second, étroitement lié au premier, c'est l'instinct et la nécessité de la *lutte*. Nous disons de la *lutte*, et non de la *guerre*, comme l'ont fait avant nous les théoriciens hégéliens de l'Etat[1]. Car

1. Ici comme sur d'autres points, l'hégélianisme n'a pas le mérite de l'invention. Bien des siècles auparavant, Démocrite avait donné une formule plus tranchante que celles de Hegel : « C'est la guerre qui engendre tout, πολέμος πατὴρ παντῶν ».

l'idée de la guerre nécessaire à l'origine, dans la formation et le développement des Etats, est trop restreinte. La guerre est la lutte à main armée entre deux groupes d'hommes différents. Il y a bien autre chose dans les conflits multiples et douloureux où naissent et où grandissent les Etats. Il y a les luttes intérieures *superposées* entre les différentes couches sociales d'un même groupe, et les rivalités individuelles ou collectives entre les groupes, pendant les périodes de paix[1]. Les guerres sont des crises tantôt fréquentes, tantôt périodiques, tantôt exceptionnelles, mais en tout cas intermittentes. Les luttes ne s'arrêtent pas un instant pendant l'existence de toute société politique, du jour où elle sort de l'œuf jusqu'à celui où s'achève sa décomposition. La lutte, comme le mouvement, est une condition essentielle de la vie de l'Etat. Prise dans son sens le plus large, la lutte est la forme sociale et politique du mouvement.

Nous poserons donc dans les termes suivants le problème fondamental de la géographie politique :

Quelles sont les régions terrestres où, par suite de l'existence de faisceaux de causes dues à la nature physique et au peuplement humain, les chances de conflits de tout ordre se multiplient assez pour créer les milieux favorables à l'éclosion et au développement des Etats ?

Ce sont, d'une manière générale, les régions les plus riches en éléments de vie différenciés, c'est-à-dire celles où dans un minimum d'espace se rencontreront à la fois les formes les plus diverses de la vie terrestre et humaine, aux points de vue du climat, du relief, de la nature du sol, du régime des eaux, des productions, des voies de communication naturelles, du peuplement, du genre de vie, des races, des institutions familiales et sociales opposées. La notion de base des relations de l'Etat et du territoire est donc très synthétique[2]. En

1. « Ce qu'on appelle communément la paix, dit Platon, n'est tel que de nom ; en fait, sans qu'il y ait aucune déclaration de guerre, chaque Etat est toujours armé contre tous ceux qui l'environnent. » (PLATON, les *Lois*, I).

2. Cette théorie de la différenciation, entrevue mais non dégagée ni mise en valeur par

cette matière, toute décomposition d'analyse est vide de résultats, quand elle vise à trancher les liens entre un ordre de phénomènes vitaux, spécialement mis en lumière, et tous les autres qui lui sont connexes. Ainsi s'explique l'échec de la théorie trop absolue du climat.

Passant de l'abstraction à la réalité, nous essaierons de préciser sur la carte l'emplacement de ces terres de conflits qui sont les régions politiques *actives* du globe. C'est là que, soit dans le passé, soit dans le présent, les constructions d'Etat ont été les plus nombreuses, ou les plus réussies, c'est-à-dire les plus durables.

Un cas qui se présente d'abord à l'esprit, parce que nos procédés de représentation permettent de le saisir plus aisément que beaucoup d'autres, est celui des zones de contact entre les massifs montagneux et les grandes plaines.

Sur la carte de l'Europe moderne, les zones de contact entre les massifs alpestres et le plateau suisse, au Nord, et la plaine du Pô, au Sud, apparaissent comme génératrices de deux Etats, la Suisse et l'Italie.

La Confédération primitive des Cantons s'est formée au XIVe siècle tout près de la bordure septentrionale du grand massif alpestre, dans les trois cantons d'Uri, de Schwytz et d'Unterwalden ; mais le foyer politique de la Confédération n'est pas demeuré longtemps dans cette région pauvre en ressources ; il s'est transporté sur le plateau, dans le canton de Lucerne d'abord, puis dans les cantons de Zurich et de Berne, qui sont les vrais noyaux politiques de la Suisse et qui, comme zone de contact et de contraste entre la montagne et le plateau, la résument tout entière.

Fr. Ratzel (*Polit. Geogr.*, p. 107-111), pourrait s'appeler aussi théorie de l'*accumulation*. Accumulation de quoi ? Accumulation des ferments de vie de toute nature, de plus en plus pressés les uns contre les autres dans un espace donné. La vie appelle la vie : autour d'un noyau vital actif s'agrègent les cellules de plus en plus variées et de plus en plus nombreuses. Tout grand organisme politique et social se comporte à ce point de vue comme les grandes capitales et les grandes industries. Même les agents originels d'agglutination sont déjà multiples : nous avons beau remonter dans le passé, analyser et abstraire, nous ne trouvons pas, dans le domaine des faits observables, ce « moteur premier » et unique que la métaphysique d'Aristote plaçait déjà en dehors et au-dessus d'eux.

Pourquoi la Suisse a-t-elle formé un milieu favorable à l'éclosion d'un Etat au XIVe siècle, et non avant ? Pourquoi, de *passive* qu'elle était avant le XIVe siècle, est-elle devenue *active* alors et depuis ?

L'histoire traditionnelle répond : « A cause des batailles de Morgarten, de Sempach et de Nœfels. »

La géographie politique répond : « Parce que des faits nouveaux de l'ordre géographique ont surgi au XIVe siècle en Suisse, et, s'ajoutant aux diversités physiques accusées déjà existantes, ont déterminé le degré de fermentation et de tension vitale nécessaire à la formation de l'Etat. »

Ces faits nouveaux sont : la poussée de la colonisation germanique qui s'est fait sentir puissamment du XIe au XIVe siècle en Suisse et qui a fait dépasser largement au pays le *minimum de densité* politique qu'il n'avait sans doute pas auparavant ; ensuite, la valeur donnée aux passages montagneux, notamment à ceux du San Bernardino, du Splugen et du Septimer, par les nombreuses descentes des empereurs germains en Italie ; enfin les ambitions des Habsbourg et de la maison de Bourgogne. Il vint un moment où, du total des différenciations de tout ordre existant sur ce petit territoire, sortit une confédération guerrière et solidement armée dès le début par son sol lui-même, soit pour l'attaque, soit pour la défense. Les exploits de Morgarten, de Sempach, de Nœfels et de Morat sont des effets, non des causes ; ils ont consacré la Suisse, ils ne l'ont pas faite.

La Suisse a eu sa période d'expansion guerrière entre Nœfels et Marignan. Plus tard, sa contiguïté de plus en plus précise avec la Savoie, l'Empire germanique et la France lui a servi à dégager son indépendance des derniers vestiges de sujétion (traités de Westphalie, 1648) ; plus tard encore, les rivalités pour l'équilibre entre les grands Etats voisins ont fait proclamer la neutralité suisse (traités de Vienne, 1815). Voilà un exemple de région fortement différenciée, éclose et maintenue à la vie de l'Etat grâce à la différenciation croissante : aux faits nouveaux qui ont surgi au XIVe siècle s'est

ajoutée à l'âge des chemins de fer et des percées alpestres, l'extrême importance de la position géographique de la Suisse. Cela forme un total si imposant, que l'on peut regarder une telle construction politique comme bâtie sur le ciment.

La formation de l'Italie ne s'est pas développée selon un rythme si régulier. D'une manière générale, le *processus* d'agglutination des grands Etats n'est jamais régulier. Les diversités terrestres et humaines n'y poussent pas toujours au groupement. Elles font naître des tendances centrifuges d'autant plus accentuées que les territoires groupés par les Etats sont plus étendus. De là une multitude de broussailles historiques qui masquent ou font méconnaître l'action lente et continue des lois géographiques.

L'Italie moderne est sortie de l'Etat montagneux de Savoie, qui pendant longtemps a oscillé entre les deux versants alpestres sans orienter d'une manière précise ses voies d'expansion. Si la Savoie était demeurée confinée sur le versant Ouest des Alpes, sans prendre possession d'une zone de différenciation marquée, sa destinée aurait tourné court, comme celle de l'Etat voisin du Dauphiné ou des Etats pyrénéens du Béarn et de la Navarre. Ce qui donna à la Savoie sa consistance et en même temps lui ouvrit ses routes d'avenir, ce fut la possession du Piémont. La Savoie-Piémont devint, comme le canton de Berne en Suisse, grâce aux nombreux ferments de vie qui germaient au contact de la montagne et de la plaine, un noyau de cristallisation pour une société historique plus étendue. Longtemps comprimé entre des voisins plus puissants, l'Etat piémontais puisa dans son sol, d'abord la force de résister et de continuer à vivre, puis celle de déborder hors de ses frontières, quand il sut faire jouer les pressions extérieures pour son compte. L'Italie ne s'est pas faite d'elle-même, contrairement à la parole orgueilleuse de Charles-Albert. Mais il est vrai qu'elle ne serait probablement pas faite encore, si elle n'avait eu comme base cette région *active* du Piémont, où depuis des siècles croissait

lentement et sûrement un Etat vigoureux, qui a tiré de son territoire même toutes ses garanties de durée.

On peut opposer à la destinée de la Savoie-Piémont celle de la plaine lombarde, région *passive*. En dehors des jours éphémères de la ligue lombarde, qui avait beau jeu, au XIIe siècle, contre la masse sans cohésion du Saint Empire, et de la domination des Visconti et des Sforza, au XVe siècle, la Lombardie a toujours subi la loi de l'étranger, depuis la dissolution de l'Empire romain jusqu'à la constitution de l'Italie moderne; son nom même en est la preuve. Entre l'État de Turin, appuyé sur les montagnes, et celui de Venise, appuyé sur la mer, la Lombardie a été pendant quatre siècles un des champs de bataille de l'Europe. Elle n'a connu que des formations d'État avortées, jusqu'au jour où elle s'est fondue dans l'unité italienne.

Nous avons dans la Suisse et dans l'Italie des exemples de groupes qui descendent des montagnes et des vallées montagneuses pour se mêler aux groupes du « pied des monts », en formant avec eux des unités politiques vivantes, actives, et capables d'expansion. En d'autres cas, les vallées montagneuses et les hauts plateaux servent de cadres à des sociétés qui, dans leur vie historique, semblent chercher la défense plutôt que l'attaque. Dans ces cas se réalise la conception du plateau et de la montagne considérés, non comme bases d'expansion, mais comme forteresses naturelles. L'Etat lamaïque du Tibet, les empires de plateaux de l'Amérique précolombienne (Anahuac et Cuzco), et l'Abyssinie, nous donnent de bons exemples de ces « Etats-forteresses ». De tels Etats n'ont de chances de durée que dans les régions peu articulées du globe, où les hautes terres s'étalent en plateaux mal façonnés [1]. L'Europe, de tous les continents le mieux travaillé par l'action des eaux et le plus praticable sur toute son éten-

1. Ce n'est pas là une de ces correspondances mystérieuses, que les géographes n'ont eu que trop de tendances à vouloir établir à toute force, entre les caractères géographiques et la vie des sociétés. Nous entendons simplement que les plateaux mal articulés sont peu accessibles, parce qu'ils sont dépourvus de vallées avec profils en long réguliers. Point de voies naturelles de pénétration dans de pareils pays, point de routes d'invasion par conséquent : ce sont des terres de refuge pour les faibles, et pour les forts des postes sûrs où l'on se prépare en toute sécurité à déborder chez le voisin. L'Etat-forteresse, de par ses caractères naturels, est bon pour l'attaque comme pour la défense.

due, n'a compris que de petits Etats de montagne, surtout aux temps de la dispersion féodale ; aujourd'hui elle n'en a plus qu'un seul, le Monténégro, qui a dû se fondre dans un Etat slave plus étendu [1]. Les grands Etats de montagnes des autres continents modèlent leur figure géographique sur les formes du relief terrestre, aussitôt que le travail d'agglutination interne s'achève en eux. Nous en avons un exemple remarquable dans l'empire d'Abyssinie. Cet Etat, exactement modelé aujourd'hui sur le massif montagneux qui le porte, a pris une forme organique [2].

Un autre type de régions *actives* dont nos représentations cartographiques, si grossières qu'elles soient, nous donnent l'idée, est celui des pays maritimes où des populations nombreuses et souvent denses, vouées aux métiers de la mer par les conditions naturelles (qui ne sont réellement favorables que sur la moindre partie des côtes continentales ou insulaires), sont en contact avec des populations terrestres. Là aussi il y a des ferments de vie qui ont donné naissance dans le passé à des sociétés politiques nombreuses. Trois petits Etats du Nord-ouest de l'Europe sont ainsi nés de la mer et sont maintenus par elle sur d'étroites lisières terrestres : ce sont la Norvège, le Danemark et la Hollande. Il y a une telle similitude de destinées entre ces trois Etats, que les deux premiers ont été liés politiquement pendant plusieurs siècles. Leur genèse à tous trois s'inscrit sur la carte.

La Norvège se définit par la connexion de la mer poissonneuse, de la montagne couverte de forêts, et du désert presque arctique qui la

1. Lignes écrites en juillet 1917 ; nous n'avons rien à y changer, puisque les faits les ont confirmées. Il faudrait aussi mentionner Andorre, Lichtenstein, Monaco et Saint-Marin. Ces sociétés minuscules politiques, derniers vestiges de la dispersion féodale, sont toutes au cœur ou au débouché de massifs montagneux.

2. Cette expression de *forme organique* des Etats signifie la superposition à peu près exacte des frontières politiques à des lignes de démarcation essentielles de la géographie physique. Tous les Etats y tendent, selon Ratzel, à mesure qu'ils prennent de l'âge : ce qui revient à dire qu'ils cherchent tous des « frontières naturelles ». « La forme irrégulière de la vieille Autriche est plus organique que la forme à angles droits du jeune Kansas » (*Polit. Geog.*, p. 113). Mais il y a beaucoup de réserves à faire sur la théorie des frontières naturelles (voir chap. VIII) ; et la *forme organique* de la vieille Autriche ne l'a pas empêchée de tomber en morceaux ; car ce n'est pas dans les formes géographiques que gît la véritable organisation d'un Etat.

sépare de la Suède ; trois conditions naturelles qui assurent son autonomie politique et en font presque un État-forteresse comme l'Abyssinie. Le Danemark est l'État des îles et des détroits : sa position géographique explique en grande partie sa naissance, du jour où les détroits sont devenus des routes fréquentées ; cette même position explique, comme celle de la Suisse, sa survie au milieu des pressions qui l'entourent. La Hollande est l'État des estuaires fluviaux, né de la pêche en mer et des routes fluvio-maritimes du Rhin et de la Meuse ; elle a éclos le jour où la croissance du peuplement au Nord de l'Europe a réclamé le supplément d'alimentation fourni par les mers, et où l'importation des épices coloniales a quitté en partie Venise et Lisbonne pour prendre le chemin des estuaires du Nord : la Hollande est bâtie « sur des carcasses de harengs », mais aussi sur l'apport des produits lointains de l'Insulinde. Pour elle on peut raisonner comme pour la Suisse : la résistance historique des Gueux de mer à Philippe II est un effet, et non une cause ; les luttes religieuses ont fait jaillir en pleine lumière les forces d'expansion politique qui bouillonnaient depuis que les Pays-Bas étaient devenus, au xve siècle, un foyer de vie maritime intense.

La prédestination relative des Etats s'inscrit encore mieux sur la carte lorsque celle-ci nous présente de grands archipels, des péninsules unies au continent par des isthmes étroits, ou des lisières de côtes isolées par la mer d'une part, de l'autre par des massifs montagneux, ce qui les rend politiquement assimilables à de grandes îles. Ces cas sont ceux de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, du Japon, de l'Espagne et de la Grèce, de la Phénicie et du Chili. Seulement, dans les régions de cette nature, le déterminisme naturel ne joue efficacement son rôle pour la formation et pour le développement de l'Etat que si les ferments de vie nés de la différenciation travaillent dans un sens uniforme, en poussant les groupes humains à l'agglutination interne et à l'expansion au dehors. Si la densité humaine est trop faible ou si les forces physiques et sociales nées de la différenciation des régions et des groupes ne sont pas assez puissantes pour déterminer les conflits féconds d'où l'Etat sort tout armé, les îles, les archipels, les péninsules et les lisières maritimes deviennent des régions *passives*, terres de dispersion et d'asservissement politiques.

Si l'État anglais n'a complètement unifié l'archipel britan-

nique qu'à une époque assez tardive (puisque l'Ecosse et l'Irlande ont conservé au moins une apparence d'autonomie jusqu'en 1703 et jusqu'en 1798), il n'en est pas moins certain que la position de l'Angleterre et les conditions générales où elle s'est trouvée ont déterminé chez elle une précocité politique qui contraste avec la lenteur de l'éclosion des grands Etats continentaux. Dès le temps du roi Alfred, il y avait un Etat anglais, lorsque la France, la Germanie et l'Italie étaient des masses chaotiques plongées pour longtemps encore dans la dispersion médiévale ; la cohésion supérieure de cet Etat se montra dès le XIIe siècle, lorsque l'Angleterre envahie par les Normands reflua immédiatement sur le continent français, où elle demeura solidement implantée jusqu'au XVe siècle, et même, par la possession de Calais, jusqu'au milieu du XVI. Toutes les conditions s'étaient montrées favorables à la naissance de la société politique et à sa cohésion interne : un sol varié fait de montagnes moyennes, de plaines fertiles et de nombreux estuaires fluviaux ; la position de l'archipel dans le « golfe de chaleur d'hiver », comme dit Mackinder[1], ce golfe qui en fait une oasis septentrionale de température douce et d'abondante végétation ; l'afflux successif, par contre-coup des invasions continentales, d'alluvions humaines provenant de races énergiques, Saxons, Danois, Normands, qui se superposèrent ou se mélangèrent au primitif élément celtique sans le supprimer : autant d'éléments de vie accumulés sur un étroit espace et destinés, par la position insulaire du pays, à fusionner rapidement après une courte période de conflits internes. Voilà de quelle manière l'Océan a participé à la formation de l'Etat anglais, et non point, comme on l'entend d'ordinaire, en favorisant la formation d'une puissance maritime qui ne s'est développée que beaucoup plus tard et pour d'autres causes.

1. Cette heureuse expression de Mackinder désigne les terres et les mers du Nord-ouest de l'Europe où la température moyenne de janvier ne descend pas au-dessous du point de congélation : la Grande-Bretagne et l'Irlande sont au milieu du « golfe ». H. J. MACKINDER. *Britain and the British Seas*, Londres, 1904, p. 170, fig. 89.

La comparaison que l'on aime à établir de nos jours entre l'Angleterre et le Japon et qui, bien que récente, semble déjà usée à force d'avoir servi, se fonde sur quelques bonnes raisons. Ne craignons point de dire des vérités, même si elles paraissent banales. Comme l'archipel anglais, l'archipel japonais est un pays où de bonne heure se sont développés des ferments de vie intense : forêts, plaines étroites mais fertiles, climat ruisselant d'eau, mais sujet à des variations de température assez brusques, zones marines sillonnées de courants chauds et de courants froids dont le contact détermine une extrême richesse de vie et des pêcheries d'une abondance presque merveilleuse ; enfin, comme en Angleterre, l'apport ancien d'éléments humains différents, rapidement fusionnés en une race énergique et prolifique ; pour cette race comme pour la race anglaise, l'Océan a été le « ruban argenté » derrière lequel s'est faite aisément l'agglutination interne d'un État capable de réagir et de déborder sur le dehors, dès qu'il est entré en contact avec d'autres États.

En rapprochant l'archipel britannique et celui du Japon des Philippines, de l'Insulinde et des Antilles, on comprend comment les forces de concentration politique peuvent demeurer impuissantes quand elles sont combattues par des forces de dispersion qui ne laissent éclore qu'une poussière d'États incapables d'expansion et souvent destinés à l'assujettissement. Pour ces archipels, une première cause de fragmentation se trouve inscrite sur la carte elle-même. Tandis que l'archipel britannique et l'archipel japonais possèdent l'un et l'autre une île maîtresse prédestinée par son étendue à devenir un noyau de concentration de l'État, les Philippines, l'Insulinde et les Antilles, complexes variés d'îles grandes et petites, ne possèdent aucune terre capable de s'imposer de cette manière comme centre politique. Mindanao peut lutter avec Luzon, Java et Sumatra avec Bornéo, Haïti avec Cuba. Puis les trois archipels ont tous les trois à souffrir, quoique à des degrés inégaux, de la langueur équatoriale dont nous avons analysé plus haut (§ 2) les causes essentielles, dues avant tout à l'in-

fluence débilitante du climat d'étuve et à la luxuriance surabondante du monde végétal. Il a fallu la politique coloniale de la Hollande pour déterminer à Java la brusque croissance de peuplement humain qui a fait passer cette île de 2 millions d'habitants en 1800 à 30 millions en 1900. Un tel accroissement ferait germer déjà une nouvelle société politique, si Java n'était pas une île équatoriale. Il est possible que dans l'avenir, cette cause générale d'impuissance soit neutralisée par l'énergique poussée vitale d'un groupe humain si nombreux sur un espace relativement si petit.

Dans le cas de la Grèce moderne et même dans celui de la Grèce ancienne, nous avons à considérer un archipel appuyé sur une péninsule articulée qui lui a donné la cohésion de groupe et l'unité d'État. C'est à tort que, dans la vie politique de l'ancienne Grèce, l'histoire traditionnelle retient surtout la fragmentation des États-villes, des Cités. Ce sont les Confédérations de cités qui font la texture véritable de l'histoire de la Grèce ; ce sont leurs luttes qui la remplissent, ces luttes dont la plus célèbre est la guerre de la Confédération maritime des Ioniens d'Athènes et des îles avec la Confédération continentale des Doriens de Sparte. Dans cette période qui a été, après le choc des guerres médiques, la plus vivante de l'histoire de la Grèce, surtout parce qu'il semble que c'est alors que la densité de la population y atteignit son maximum, la dualité qui est dans la vie politique de la Grèce et qui était destinée à une résurrection soudaine vingt-quatre siècles plus tard [1], est apparue sous la forme de la lutte du continent et de la mer : duel entre le continent montagneux et la mer semée d'îles, entre le guerrier et le marchand, entre le soldat et le marin. Ainsi l'unité grecque, faite de la connexion de la mer, des îles et de la péninsule articulée et montagneuse,

1. La lutte du roi Constantin et de Venizelos, de 1915 à 1917, n'était pas seulement la lutte de deux hommes, mais la lutte de deux systèmes politiques, le système *continental* et le systeme *maritime*, entre lesquels la Grèce pouvait choisir, comme deux mille trois cents ans plus tôt. Mais le système maritime est le vrai : la géographie politique enseigne que la Grèce est orientée vers une destinée de pays insulaire et de pays de lisières, et comme telle, liée aux puissances maritimes : c'est le mérite de Venizelos de l'avoir compris.

cimentée en apparence par l'unité de race et de langue dans le domaine dispersé de l'archipel, renferme des ferments de dissociation sans cesse renaissants et sans cesse en lutte avec les forces de cohésion ; les uns et les autres n'ont cessé d'agir que lorsque le pays a été unifié par les dominations étrangères qui faisaient tomber son activité politique autonome en léthargie.

Nous avons dans la Phénicie l'exemple intéressant d'une région maritime autrefois prospère; elle a connu dans les plus anciens siècles de son histoire de brillantes formations d'États, et depuis longtemps elle dépend d'États étrangers : c'est une région jadis active, devenue et demeurée passive sans interruption depuis plus de vingt siècles. L'activité politique de Tyr et de Sidon était due à un entassement de population et de richesses qui ne s'est produit qu'une seule fois, et pour un temps relativement court, sur ce point du globe, depuis qu'il y existe des sociétés humaines. Les Phéniciens ont été les découvreurs et les premiers exploitants des routes de commerce de la Méditerranée et même des routes côtières de l'Atlantique d'Europe ; ils ont été les premiers rouliers des mers, le premier peuple maritime civilisé. Lorsque cette situation leur fut ravie par les Grecs, au VIe et au Ve siècles avant notre ère, les Phéniciens subirent une déchéance définitive, et leur pays tomba dans une léthargie politique dont il ne se releva jamais. Soumis tour à tour aux Perses, aux Macédoniens, aux Romains et aux Arabes, puis à la domination ottomane qui s'entend à multiplier les ruines, il a perdu tous les avantages qu'il tirait autrefois de sa position, des cèdres du Liban propres aux constructions navales et de l'énergique esprit d'initiative de son peuple ; il a été rayé à jamais, comme grande puissance maritime, de la carte politique du globe [1].

Les zones de contact et de différenciation, où s'accumulent les forces vitales et où les États germent en grand nombre

1. Et pourtant le pays des Phéniciens a conservé toute sa valeur de position ; peut-être s'est-elle accrue encore. « Tout indique, dit Ratzel, au cours de l'histoire, la valeur de la Syrie comme *lisière de liaison* de l'Arabie vers la Méditerranée » (ce qui est d'ailleurs une interprétation étroite de la Syrie, *Polit. Geogr.*, p. 115). Ici le déterminisme politico-géographique est en défaut. L. Gumplowicz, qui ne s'en embarrasse guère, explique la fin totale de la Phénicie maritime par la disparition totale du peuple phénicien. « Ils ont su, dit-il, se fondre dans les peuples qu'ils colonisaient, tandis que les Juifs n'ont pas su et ne savent pas encore disparaître » (*La Lutte des Races*, Renvois historiques, Phénicie). Mais cela n'explique pas pourquoi les riverains maritimes de la Phénicie ont cessé de faire preuve des qualités d'audace et de l'esprit d'entreprise de leurs ancêtres. Le déterminisme historique de Gumplowicz tranche les questions, il ne les résout pas.

au cours de l'histoire, sont très visibles sur nos cartes quand il s'agit du contact de la montagne ou du plateau avec la plaine et du contact de la mer avec les continents ou les archipels. D'autres groupes de *régions actives* ne s'imposent pas au premier coup d'œil, bien qu'ils ne soient pas moins féconds en germes de vie. Les principaux sont les zones de contact du désert et de la steppe, de la steppe et de la terre de culture, des masses forestières et du plat pays. Il faut y ajouter les zones de contact et de conflit des grands groupes ethniques que nous appelons des *races*[1]. Dans ce dernier cas, les oppositions qui proviennent des langues, des institutions et des genres de vie différents, tantôt soulignent et accentuent les oppositions qui proviennent des causes physiques, et tantôt suffisent à elles seules pour déterminer la formation et le développement d'États et de groupes d'États.

Le ruban de déserts de l'Ancien Monde, qui s'étend dans la zone tropicale et un peu au Nord de cette zone depuis le Sahara jusqu'au Gobi, comprend des groupes numériquement très faibles ; aussi n'y existe-t-il que les États flottants et inconsistants des demi-nomades, avec les points et les lignes de fixation des oasis et des routes de caravanes (§ 2). Mais aux lisières Nord et Sud du désert, là où recommencent les pluies régulières et où la fixation au sol et son appropriation deviennent possibles, la densité de la population augmente, et les formations d'États sont d'autant plus nombreuses que les caractères physiques du sol et les genres de vie des groupes humains s'opposent d'une manière plus tranchée. Lorsque c'est la steppe qui succède au désert et qu'une large zone de steppes fait la transition entre le désert et les terres de culture, comme au Nord des sables « blancs, noirs et rouges » du Turkestan, l'activité politique est diluée : elle ne se manifeste que par des formations isolées, rattachées, comme dans le désert, à des points de fixation épars. Avant 1873, lorsque

1. Ce terme a deux sens, le sens *anthropologique* (très bien défini dans J. Deniker, *Les races et les peuples de la terre*, Paris, 1900), et le sens *sociologique* qui est le nôtre. Ce sont deux significations réellement très différentes d'un même terme ; ce qui est la source de nombreuses confusions (voir chap. XIV).

le vaste pays qui va de la Caspienne aux Tian Chan n'était pas encore tombé sous la domination russe, la carte politique présentait le curieux spectacle de deux États, les émirats de Khiva et de Bokhara, séparés l'un de l'autre et séparés du reste du monde par des terres de parcours qui ne relevaient réellement d'aucune société politique organisée. Au contraire, lorsque le sol de fixation agricole succède sans transition au désert ou au steppe de parcours, sur la ligne de démarcation s'établit une chaîne d'États continue ou une zone frontière organisée.

Au Nord du Sahara, sur la frontière de l'Algérie, s'est constituée la série d'oasis naturelles, complétée par les nombreuses oasis artificielles dues aux puits artésiens, dont la France a fait des centres de ravitaillement et de défense. Au Sud du Sahara, sur la lisière du Soudan, existait il y a peu d'années la chaîne continue des États de chasseurs d'esclaves, du Mossi au Kordofan ; la colonisation européenne a couvert le pays entier sans changer sensiblement ses cadres territoriaux, qui continueront à vivre sous la forme coloniale ; cela montre bien que les États soudanais étaient sortis du sol et des conditions naturelles et humaines.

En Asie, la zone de démarcation entre le steppe et le désert mongol d'une part, les terres de culture de la Chine de l'autre, est jalonnée par les restes, parfois imposants, de la fameuse Grande Muraille. C'est là, en arrière de la Grande Muraille, dans les postes de défense et de guerre des sédentaires contre les nomades, des agriculteurs contre les pasteurs, des gens policés contre les pillards organisés seulement pour la guerre, que la conscience politique de la Chine s'est formée et a grandi de manière à fonder le seul État qui ait réussi jusqu'ici, malgré de multiples révolutions, à traverser, sans disparaître, le cours entier de l'histoire.

A quel point la zone de démarcation entre le steppe et la terre de culture forme une région de tension vitale pour l'activité politique, l'exemple de l'extension de l'Empire mongol, au XIIIe siècle, vers l'Europe centrale, le montre bien. Cet Empire éphémère a été le plus vaste État organisé de l'histoire, puisqu'il a réuni quelque temps sous la même domination tous les pays qui vont de la Corée au Frioul, de la Moscovie au Yunnan. Il y avait en lui une dualité fondamentale qui l'a vite conduit au démembrement : il unissait la plus grosse agglomération de sédentaires du monde, la Chine, à

une grande masse de tribus nomades, lâchées sur les terres de parcours du steppe, de l'Altaï à la Pologne. En Asie l'Empire de Gengis Khan faisait figure de société policée et stable ; en Europe, malgré sa supériorité militaire, il eut toujours l'instabilité des États flottants du steppe. Rien de plus remarquable que la limite géographique de son extension à l'Ouest. Elle coïncide avec la limite générale, au XIIIe siècle, du steppe et de la terre de culture, dans l'Europe centrale et orientale. Elle coïncide aussi, selon toute vraisemblance, avec les limites du peuplement relativement dense de cette époque. Dans les *anni miserabiles* 1241 et 1242 où toute l'Europe attendait en tremblant la nouvelle invasion des barbares, le flot de l'invasion mongole submergea la Russie méridionale, la Galicie et la Hongrie, qui étaient toutes, à cette époque, des terres de steppes à graminées, terres de dispersion avec des îlots de culture et des centres de peuplement séparés. Ce n'étaient pas les misérables forteresses de bois éparses sur la plaine immense qui pouvaient arrêter les Mongols ; ceux-ci y prenaient aisément par échelade les gens qui osaient leur résister, leurs « petits cochons à l'étable » *porcellos in harã conclusos*, comme disaient les vainqueurs en riant[1]. La Hongrie, la Galicie et l'Ukraine n'étaient alors que des steppes mal peuplés, semblables aux steppes Kirghiz de nos jours. Tout changea lorsque les Mongols se heurtèrent aux Marches agricoles de Pologne et de Germanie, habitées par une population relativement nombreuse. Bien que les conquérants asiatiques aient montré alors leur supériorité militaire sur la chevalerie féodale, ils sentirent qu'ils ne devaient pas pousser plus loin ; ils refluèrent d'eux-mêmes vers les vastes zones de parcours qui formaient le cadre naturel de leur État dans l'Ouest de l'Asie et dans l'Est de l'Europe.

Beaucoup moins visible que l'action du steppe et du champ cultivé, celle de la forêt comme noyau de formation des sociétés politiques est une des questions où la géographie

1. C'est le mot de la relation de Plan Carpin, cité par L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie*, Paris, 1895, p. 349.

politique a le plus besoin des documents fournis par l'histoire, puisque l'ancienne forêt des zones tropicales et tempérées, aujourd'hui élaguée et éclaircie presque partout, est réduite à des lambeaux peu étendus et parcourus par des réseaux de voies de communication. La forêt, qui a été un point d'appui de l'État aussi efficace que la montagne, a perdu presque toute valeur à ce point de vue pour la formation des sociétés nouvelles et des États nouveaux. Mais l'action des anciennes forêts sur la vie des hommes se perpétue par des échos prolongés à travers les siècles de l'histoire; elle est souvent ravivée par des agents de différenciation nouveaux ou d'une force renouvelée; il y a des exemples de régions où l'activité politique a été grande dès l'aurore de l'histoire, grâce à la forêt, et où, malgré la forêt disloquée et détruite, l'activité politique n'a pas cessé d'être alimentée par des germes nouveaux qui naissent du sol prédestiné[1].

Ce qui s'appelle aujourd'hui la Belgique et les pays rhénans, ce qui a été successivement la Gaule Belgique et les Germanies, ce qui a été partagé entre la Francia de Neustrie et celle d'Austrasie, entre la France et la Lotharingie, entre la France, la Bourgogne et le Saint-Empire, ce qui a été successivement les Pays-Bas espagnols et autrichiens avec les Électorats ecclésiastiques, — toute cette région d'une faible étendue, qui va de la mer du Nord au Rhin moyen et qui a vu grandir tant de dominations rapidement écroulées, a été et demeure un des foyers les plus actifs de la vie politique de l'Europe. Les premières et grossières formations politiques gauloises et germaines y paraissent appuyées à la forêt d'Ardenne. Non seulement l'Ardenne était une masse impraticable de bois et de brousses sur de hauts plateaux schisteux et froids, mais elle séparait des plats pays de climat et de production différents : ceux de l'Ouest avec leur climat maritime, leurs prés, leurs marécages et leurs côtes à demi noyées de

1. Les difficultés de la battue dans les forêts, contre Ambiorix et ses Eburons, sont décrites avec vivacité par César (*De bello gallico*, VI, XXX, XLIV). Et c'est à cause de ces difficultés qu'il résolut d'exterminer les Eburons, tandis que presque partout ailleurs il était clément aux vaincus.

Flandre et de Batavie ; ceux de l'Est, qui sont les étroites vallées et les plaines rhénanes, pays continentaux. Au début de l'histoire, c'est la forêt dense et profonde de la Sambre et de la Meuse qui favorise la résistance des Nerviens et des Éburons aux légions de César. A Tongres (Aduatuca), les Romains ont eu l'avant-goût de ce que leur réservaient les forêts de Germanie; le désastre de Sabinus est le précurseur de celui de Varus. Sur les forêts du Belgium et sur les côtes de Flandre s'appuie au ve siècle la formation de l'État franc ; c'est de Tournay et des bords de la Meuse que cet État progresse vers les plats pays de la Gaule centrale, vers Noyon, Laon, Soissons et Paris, où il aura bientôt son centre, mais où il n'a pas son berceau. Au VIIIe et au IXe siècles, de nouveaux courants de germanisme maritime s'infiltrent vers les côtes de Flandre, tandis que la Wallonnie, l'ancienne terre des Éburons et des Nerviens, demeure obstinément latine. Pendant que la forêt s'humanise, se rétrécit et se défriche au cours du moyen âge, de nouveaux germes de vie éclosent grâce à la situation du pays, carrefour de transactions entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne. Dès le XIIe siècle la terre de Flandre, dit Suger, est très populeuse[1]. L'industrie drapière naît et se développe par l'apport de la laine anglaise à Gand, à Bruges et à Ypres. La vie maritime commence aux estuaires de l'Escaut et de la Meuse ; la Hanse fraye les routes du Rhin ; Cologne et Anvers grandissent en même temps. La Flandre, le Brabant, la Hesbaye et les pays rhénans deviennent riches par la culture comme par le commerce. Au XIXe siècle, après une période de sommeil relatif, une nouvelle force entre en jeu par le développement de l'industrie, concentrée sur cette zone dans le large et long bassin houiller qui va du Pas-de-Calais à la Ruhr ; l'activité commerciale rebondit à son tour à l'estuaire de l'Escaut. Ainsi, de la forêt primitive à l'exploitation de la houille, les pays belges et rhénans ont toujours été un foyer de vie politique active, où le déterminisme naturel et social

1. « Flandria valde populosa ». SUGER, *De vita Ludovici Grossi regis* (Recueil des historiens de France, XII, p. 54, C).

s'est ravivé sans cesse à des forces nouvelles. La Belgique a été, elle est encore depuis vingt siècles le pays des guerres, où toute ville a connu les sièges et les assauts, et où toute plaine est un champ de bataille.

Qu'il y ait une étroite connexion entre les différentes forces qui font germer sur des terrains prédestinés les sociétés politiques actives, l'exemple de la Belgique et des pays rhénans suffit encore pour le montrer. Ce pays est aussi une terre de lutte de peuples; il est un des centres principaux de l'histoire, parce qu'il est un de ceux où la présence de très nombreuses diversités naturelles et sociales a déterminé la plus grande somme possible de causes de conflit. Au temps où la forêt primitive le couvrait encore en grande partie, le germanisme et le romanisme s'y sont rencontrés; depuis, ils s'y affrontent sans que ni l'un ni l'autre, en dépit des fluctuations des frontières, ait réellement cédé du terrain. La Belgique et le Rhin sont les zones de démarcation de deux grandes civilisations, qui, en apportant avec elles des institutions familiales, morales et sociales différentes, ont mis chacune sa marque sur le sol géographique et ont accru les ferments de diversité que la nature avait déjà faits si nombreux. L'empire romain s'est arrêté au cours inférieur du Rhin, parce qu'à la résistance passive du marais batave et de la brousse forestière s'est ajoutée la résistance morale et sociale de ceux qu'on a assez indistinctement groupés sous le terme de « Germains ». Cet arrêt provient donc de causes plus complexes et plus étendues que Ratzel ne semble l'indiquer. « Du Danube au nord de l'Angleterre, dit-il, l'extension de l'Empire romain a suivi les isothermes »[1]. Ratzel est ici disciple de Montesquieu, tout en prenant soin de ne pas le nommer. Sa conception est trop étroite ; elle n'est pas entièrement fausse pourtant; la rudesse du climat germano-batave a eu, comme le montre la lecture de Tacite, une certaine influence sur les campagnes romaines en Germanie[2].

1. Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, p. 280.

2. « Fundi Germanos acie et justis locis; juvari silvis, paludibus, *brevi aestate et praematura hieme* » (Tacite, *Annales*, II, V).

Les zones de rencontre des grands peuples, terres de conflits et d'éclosion d'États, sont un des éléments les plus stables de l'histoire et de la géographie politique. A partir du moment où, dans le peuplement progressif du globe, le minimum de densité numérique est atteint par une région peuplée d'agriculteurs sédentaires, le groupe ethnique qui s'y est établi d'abord a toutes chances de s'y perpétuer et d'y conserver la prépondérance ou au moins une place notable au soleil, malgré les révolutions, les guerres, les invasions et les tentatives d'extermination. Aussi, dans leurs efforts pour l'expansion, les grands groupes humains organisés en Etats s'affronteront toujours sur les mêmes champs de litige où germent sans cesse les États nouveaux. Entre le monde européen et le monde sino-japonais, entre les Sémites et les Aryens d'Asie et d'Europe, entre le monde européen et le monde nigritien d'Afrique, entre les Latins et les Germains, entre les Germains et les Slaves, les zones de contact et de conflit ont pu s'étendre et se multiplier à mesure que la terre se peuplait davantage ; mais les premières zones de contact et les positions primitives des nations, à partir du moment où elles se sont enracinées au sol, subsistent toujours. Depuis plus de dix siècles, c'est-à-dire depuis le début de l'histoire de l'Europe orientale, car avant le IXe siècle cette partie de l'Europe est dans la pénombre de la préhistoire, la zone de contact entre les peuples slaves et les peuples germains est demeurée sensiblement la même, malgré l'extermination méthodique des vieux Prussiens par les Teutoniques, au XIIIe siècle. Si le germanisme maritime a empiété un peu sur les côtes de la Baltique[1], le germanisme continental, malgré la dispersion et la faiblesse politique des peuples slaves, n'a pu supprimer ni les Polonais, ni les Tchèques, ni les Slovaques, ni les Ruthènes, ni même les Wendes de Lusace. Cependant, pour les peuples germains unis de bonne heure par une même langue, par une même

1. Encore cet empiétement est exclusivement *urbain*, et les Allemands ne composent que 7 p. 100 de la population des provinces baltiques (J. Brunhes et C. Vallaux, *Les ambitions allemandes d'exploitation coloniale dans l'Orient européen, Revue hebdomadaire*, 23 novembre 1918, p. 441-462).

tradition historique et par une densité et une cohésion supérieures, les races et les tribus dispersées dans l'Est immense, sans cohésion et sans points de fixation, paraissaient offrir une proie tentante et facile. Les Slaves le reconnaissaient; d'eux-mêmes, à plusieurs reprises, ils se sont offerts au joug; ils se sont avoués incapables d'organisation. « Notre terre est vaste et riche, mais désordonnée », disaient au IXe siècle les Tchoudes de Novgorod aux Varègues[1]. Dans l'histoire des Slaves, il y a depuis lors bien des Varègues et des disciples des Varègues: tels sont Pierre le Grand et ses successeurs, jusqu'à Catherine. La transformation à l'européenne de la Russie au XVIIIe siècle n'est guère autre chose qu'une vaste et méthodique colonisation du pays par les Germains, dans les cadres de l'État russe. Malgré tant de siècles et tant de causes de faiblesse des Slaves en face des Germains, les peuples et les tribus slaves n'ont à peu près rien abandonné de leur sol primitif. Du golfe de Finlande aux bouches du Danube, la zone de contact slavo-germaine est demeurée sensiblement la même, avec, vers le milieu, l'énorme saillant polonais et tchèque. Des agents naturels ont appuyé la résistance slave et l'ont empêchée de perdre du terrain. Le quadrilatère montagneux de Bohême a contribué à sauver le peuple tchèque, malgré les emprises allemandes sur les deux versants, auxquelles répondent les retours offensifs des Tchèques sur territoire germain. Partout ailleurs la ligne de contact slavo-germaine est la zone de démarcation entre l'Europe articulée de l'Ouest et l'Europe massive de l'Est; entre l'Europe pénétrée des influences marines et l'Europe continentale; entre l'Europe au relief varié et l'Europe aux plaines rases et uniformes; entre l'Europe de la culture intensive et celle de la culture extensive; entre les terres appropriées individuellement et les communautés rurales; entre l'Europe des villes et celle des villages. Tant de différences résultent de l'action du sol, de la civilisation et des institutions

1. Mot célèbre rapporté par les chroniques de Nestor, premier document de l'histoire russe.

familiales. Ces différences réagissent à leur tour sur le sol où elles sont nées, en déterminant une zone d'activité politique permanente, où les forces productrices et destructrices de l'État n'ont jamais cessé de se faire sentir depuis que l'Europe a une histoire. Les questions de Pologne, de Bohême et de Galicie sont posées, non depuis cinq ans, mais depuis mille ans. La Prusse et l'Autriche sont des Marches agressives de la Germanie, aujourd'hui comme à l'époque de leur fondation.

En situant sur la carte les zones d'accumulation vitale où les forces totalisées du déterminisme naturel et du déterminisme social prédestinent l'éclosion et le développement des États, nous avons donné un bref signalement de chacune; nous avons défini chacune par un trait dominant qui l'encadre: mais cette simplification obligée n'est qu'un procédé commode d'exposition. Nous ne perdons pas de vue que chaque caractère dominant des zones de différenciation est accompagné d'une foule d'autres qui ont même force explicative; sans eux, le caractère principal serait inopérant. A la vieille théorie du climat nous ne prétendons pas faire succéder un autre déterminisme simplifié où le rôle explicatif serait transféré à la montagne, à la mer, à la forêt, au steppe et à la race. Dans chacun des cas que nous avons signalés, une étude détaillée ferait voir que la formation des États résulte d'une concentration de forces nombreuses ; plus l'activité politique est grande, plus fourmillent les forces diverses. Dès que l'on sort des sociétés embryonnaires dont nous avons parlé plus haut (§ 2), la méthode du procès du simple au complexe n'est plus applicable à aucun groupe de sociétés politiques développées. Ici, le complexe ne s'explique pas par le simple. Il s'explique par le complexe. Il ne peut en être autrement, puisque toute formation d'État ou toute fusion de petits États embryonnaires dans une société mieux organisée constitue, comme eût dit Spencer, un passage de la diffusion à la concentration[1].

1. Cette transcription, à l'usage de la géographie politique, du mécanisme formel des *Premiers Principes* exclut tout déterminisme simplifié, mais admet, comme nous le verrons

Prenons le premier cas que nous avons cité, celui des zones de contact des montagnes et des plaines, où de nombreuses sociétés politiques ont trouvé leur appui d'origine. Ce ne sont pas seulement les différences d'altitude qui jouent ; une multitude de forces associées en faisceau ou opposées les unes aux autres entrecroisent leur action. Ce sont, du côté de la montagne, le sol forestier disposé en zones superposées, entre les cultures des basses pentes et les pâtures des sommets ; les inégalités tranchées du climat à intervalles rapprochés ; les différences provenant de l'exposition au soleil et de l'exposition à l'ombre ; les eaux sauvages à brusques différences de niveau, les cascades des ruptures de pente et des vallées suspendues ; le contact de la vie agricole sur un espace parcimonieusement mesuré avec la vie forestière et la vie pastorale extensives ; les routes fixées par la nature aux cols et aux grands thalwegs ; l'habitation dispersée aux endroits favorables et prévue dans tous ses détails pour le blocus hivernal ; la vie urbaine très restreinte et concentrée à quelques débouchés de passages montagneux ; la densité moyenne de population très inégale et généralement ordonnée suivant les altitudes. Du côté de la plaine, il faut considérer un sol de déforestation, livré à des cultures uniformes ou soumises à un roulement déterminé par les qualités natives du sol et par les qualités ajoutées grâce au travail des siècles ; un climat qui ne présente jamais de brusques inégalités entre des endroits rapprochés ; la faible valeur des dispositions locales de l'exposition au soleil ; les eaux disciplinées et aménagées, où les différences de niveau ne sont brusques que lorsque la montagne se prolonge dans la plaine par ses torrents ; les groupements d'habitations et l'habitation elle-même déterminés par des habitudes sociales et traditionnelles autant que par des conditions physiques ; le développement presque indéterminé de la vie urbaine ; les densités moyennes de population toujours plus fortes et aussi plus instables que dans la montagne, selon les conditions historiques et économiques. Nous n'avons pas tout énuméré ; mais notre énumération, si incomplète qu'elle soit, fait sentir le caractère synthétique de la théorie des milieux, telle que nous l'entendons, et telle qu'elle s'applique, selon nous, à la formation et au développement des États.

Il nous faudrait faire comprendre encore comment toutes ces forces, par leur action totalisée, contribuent à la formation de l'État, en discernant clairement la part de chacune, insé-

un peu plus loin, un déterminisme aux causes multiples, complexes au point de devenir insaisissables dans bien des cas. Le déterminisme universel enveloppe l'esprit humain, il ne se laisse pas comprendre et envelopper par lui dans sa « totalité » impossible à définir et même à imaginer.

parable dans la réalité et séparable seulement dans l'analyse théorique. Ceci relève de la psychologie historique, qui est encore à faire, plutôt que de la géographie. Précisons seulement quelques points essentiels, et servons-nous encore de notre premier exemple, celui des zones de contact de la montagne et de la plaine. Tous les caractères que nous avons indiqués contribuent, par les discordances de besoins, de moralité sociale, d'aspirations et de genres de vie, à activer le mouvement entre individus et entre groupes limitrophes sur les zones de contact. Qu'il y ait attraction ou répulsion mutuelle entre les groupes de la montagne et ceux de la plaine, qu'ils se bornent à des échanges pacifiques ou ne se rencontrent que les armes à la main, que les familles se pénètrent par les alliances ou demeurent jalousement isolées, il importe peu pour le résultat final. Ce qui importe, c'est que ces groupes de la montagne et de la plaine ne peuvent demeurer indifférents les uns aux autres et s'isoler les uns des autres. Des deux côtés les ferments de vie et d'expansion sont nombreux; il est inévitable qu'un contact se produise, soit pour le conflit, soit pour la fusion, et, dans les deux cas, c'est un ou plusieurs États qui sortent tout armés du sol; ils en sortent de bonne heure, quand les forces de mouvement et de lutte sont très actives; ils en sortent tard dans le cas contraire; ils disparaissent ou tombent en léthargie quand ces forces tombent en langueur, ou quand des pressions plus lointaines et plus puissantes les annihilent. Dans la géographie politique bien entendue s'inscrit à l'avance, en grande partie, la complexité de l'histoire. Ce qui reste en dehors, c'est l'action propre des individus d'exception, des *héros*, comme disait Carlyle. Ceux-ci ont leur part; mais ils n'ont que leur part; et où ils réussissent le mieux, c'est là où le déterminisme naturel et social conspire avec eux.

En somme, si la distinction des régions *actives* et des régions *passives*, avec une activité politique stimulée dans les premières et endormie dans les secondes, se fortifie, à l'examen de la carte comme au raisonnement, il est cependant

impossible de préciser entre les deux espèces de régions une ligne de démarcation absolue et permanente. Des unes aux autres il y a un grand nombre de transitions insensibles; l'équilibre dynamique entre les forces de concentration et les forces de dispersion politiques peut se rompre, au profit de la concentration ou de la dispersion, par suite d'apports presque imperceptibles dans l'un ou dans l'autre plateau de la balance. Ainsi, au cours de l'histoire, des régions actives sont devenues passives, ou réciproquement. Ainsi beaucoup d'États n'ont pas eu un développement régulier; ils ont tourné court ou avorté lorsque les forces sorties du territoire ont manqué sous leur pas; dans la plupart des accidents de l'histoire, une étude serrée fait reconnaître, non des défaillances ou des sursauts d'énergie purement psychologiques d'individus ou de groupes, mais un déterminisme inflexible aux causes multiples.

Cependant, quatre mille ans d'histoire écrite nous indiquent d'une manière non douteuse, à côté du déplacement des principales régions *actives*, l'augmentation presque continue de ces régions en nombre et en importance. Cette augmentation finit par faire coïncider la carte politique avec celle du monde habitable, à l'exception des lisières polaires et équatoriales (§ 2). Elle réunit en une seule masse les constellations d'États autrefois entièrement séparées, de sorte que tout grand choc sur une partie du monde se fait sentir sur le monde entier. Après la formation des États sur le territoire, leur extension en chaîne continue sur la surface du globe est le premier grand fait que nous devons expliquer.

4. — *EXTENSION GÉOGRAPHIQUE DES RÉGIONS ACTIVES*

Au 1er siècle de notre ère, la carte politique du monde ne comprenait que trois groupes qui n'avaient que peu ou pas de relations entre eux. Le premier était constitué par l'Empire romain et par la zone de demi-nomadisme qui l'entourait en

Europe et en Afrique ; le second comprenait le Japon, la Chine, l'Inde et l'Indonésie ; le troisième était fait des sociétés américaines sédentaires ; encore n'admettons-nous celui-ci que par hypothèse, puisque nous n'avons aucun renseignement sur lui à cette époque reculée. Du premier au second groupe, les relations étaient rares et intermittentes. L'empire perse, puis la chevauchée d'Alexandre et l'expansion grecque avaient jeté de l'un à l'autre des ponts fragiles, presque aussitôt rompus qu'établis. En fait, le monde européen et l'Asie antérieure d'une part, l'Inde et la Chine de l'autre, s'ignoraient : la zone de déserts et de steppes étendue en diagonale du Sahara au Gobi les séparait efficacement[1]. Du premier et du second groupe au troisième, il n'y avait pas plus de relation que de la Terre à une autre planète. Tout le reste du globe était hors du cadre des États organisés.

Au xe siècle, le troisième groupe est toujours isolé : mais une chaîne d'États ininterrompue et durable s'établit entre les deux premiers ; elle prépare les relations et les pressions à venir. Une force d'agglutination nouvelle a surgi, c'est l'Islam, la religion des déserts, qui comble le vide politique des sables et des steppes de l'ancien monde. Religion d'État s'il en fut jamais, l'Islam cimente par la force les liens entre nomades et sédentaires : il unit l'Asie et l'Europe par ces liens sanglants des guerres et des batailles où ont germé si souvent les États nouveaux. En même temps, la colonisation chrétienne s'étend dans le Nord de l'Europe, et les premiers empires turcs s'élèvent au Nord de l'Asie. Tout l'Ancien Monde, au Nord de la zone équatoriale, ne forme plus qu'un bloc politique.

1. Après la chute des royaumes grecs, la domination des Parthes, puis, à partir de 226 de notre ère, celle des Sassanides, ne suffirent pas à relier l'Europe à l'Asie, jusqu'à l'expansion arabe qui refoula l'Europe sur la Méditerranée et sépara plus que jamais les deux mondes. Au reste, les routes de mer, par la mer Rouge, n'étaient pas suivies, et le haut plateau d'Iran aux pentes en gradins était impropre aux communications. Les relations auraient été plus faciles par le Nord de la mer Noire et de la Caspienne, route que suivait encore au vie siècle l'ambassadeur byzantin Valentinos envoyé aux Turcs de Bactriane (L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie*, p. 115). Mais cette route n'était qu'un fil ténu et très souvent rompu.

Au XVIe siècle se produit par la découverte de l'Amérique et la démonstration de la sphéricité de la terre le fait le plus considérable de l'histoire des hommes. Le groupe américain, jusqu'alors isolé, vient en contact avec l'Europe et entre dans sa zone de colonisation. Vers l'Inde et l'Extrême-Orient s'ouvrent des routes plus sûres que celles qui traversaient les pays d'Islam. Dès ce moment la chaîne d'États existants, ou en puissance dans les formations coloniales, tend à ceindre sans solution de continuité la planète entière ; les siècles suivants achèvent l'œuvre. Non seulement les trois groupes primitifs sont réunis, mais ils s'étendent en tache d'huile sur les parties encore inorganisées de la terre habitable. Dans ce mouvement d'extension, de nouvelles régions de fermentation politique paraissent sortir du sol, tandis que d'anciennes régions actives tombent en sommeil ; mais les plus récents germes de vie l'emportent en nombre sur les germes d'une mort qui souvent n'est qu'apparente ; bien des fois nous avons vu une vie renouvelée naître des anciennes ruines d'États. Au total, le cadre de l'histoire s'est étendu, depuis quatre cents ans, à peu près aussi loin qu'il peut s'étendre ; le mouvement a pris une singulière vitesse depuis cent ans ; il arrive aujourd'hui à faire de la planète entière, sauf d'étroites régions de torpeur, un vaste organisme où tout choc ressenti par une partie se répercute sur l'ensemble du corps entier.

Cette extension politique est en relation étroite avec l'accroissement du peuplement humain sur le globe.

Comme nous l'avons indiqué aux chapitres V et VI, la crue du peuplement ne se fait ni selon une progression régulière, ni d'une manière rythmique, dans son ensemble. En outre, elle ne se répartit ni également, ni d'un manière proportionnelle, entre les grands centres de population de la terre. Elle ne vise pas à égaliser la population sur la surface du monde habitable, bien que toute forte croissance implique un débordement correspondant[1]. Mais tel quel, l'accroissement du

1. Nous ne voulons pas dire que le débordement doive suivre la croissance d'une façon infaillible et immédiate : car ce serait supposer pour les différentes régions du globe des

peuplement existe ; il s'est accéléré depuis cent ans d'une manière extraordinaire. Ce grand fait est en rapport avec l'évolution des États. Il les conditionne en partie ; il est en partie conditionné par eux.

Si les États naissent de la lutte et se développent dans la lutte, ils n'ont cependant pas la lutte pour fin. Leur fin est la sécurité collective. Pour en fonder les bases, ils se constituent. Pour la réaliser d'une manière plus sûre, ils s'agglutinent en masses d'une étendue territoriale croissante (§ 5). La sécurité, la stabilité et la certitude du lendemain ont sur le développement numérique des sociétés un effet immédiat. Les causes de crue l'emportent sur les causes de décrue. La sécurité des récoltes et de l'habitation, la suppression de la détrousse individuelle, la sûreté des relations de voisinage, les accumulations de prévoyance qui préviennent les disettes et tant d'autres assises de la vie sociale civilisée que seule rend possibles l'existence de l'État, contribuent non seulement à augmenter la natalité d'une manière directe, mais à diminuer la mortalité et surtout la mortalité infantile. Au total, il paraît certain que les sociétés réalisent des gains numériques rapides dès qu'elles sont organisées politiquement.

La puissante poussée de vie que l'histoire nous révèle dans l'Europe du XVe et du XVIe siècles, au sortir de l'émiettement féodal, venait certainement d'un rapide accroissement numérique, fruit de la sécurité et du bien-être croissants. Il y a là un fait que nous ne pouvons appuyer sur aucune donnée statistique, puisque les statistiques étaient inexistantes alors. Ce n'est pourtant pas, selon nous, une raison suffisante pour le rejeter ; nous n'avons point la superstition du chiffre catalogué. A lire les réflexions de Claude Seyssel, sous Louis XII, dépourvues de tout esprit de système et d'école, nous comprenons combien la restauration de l'État français après la guerre de Cent ans

normes de densité *inextensibles*, ce qui n'est pas. Toute région peuplée peut se peupler davantage encore. Mais tôt ou tard se produisent un trop plein *apparent* et un essaimage à l'extérieur, déterminés par des causes permanentes ou éphémères.

avait été profitable, au bout d'un demi-siècle de paix intérieure, à l'accroissement de la population française [1].

Que les forces d'un État arrivé à la maturité et fatigué, en quelque sorte, de sa propre expansion puissent avoir, à la longue, un effet directement opposé sur le nombre des individus qui le composent, et encouragent la décrue plutôt que la crue du peuplement, l'exemple de l'Empire romain et celui de la France moderne suffiraient à le montrer. Mais, au point de vue général où nous sommes placés, nous ne considérons les sociétés politiques qu'au stade de leur jeunesse ; et c'est avec raison, puisque l'extension de la carte politique jusqu'aux limites du monde habitable est toute récente. Or, dans ce stade, la croissance et les progrès des États sont favorables à l'accroissement numérique des groupes.

La crue du peuplement, d'abord confinée aux foyers primitifs d'accroissement, ne peut s'y maintenir toujours ; elle y trouve plus ou moins vite son *point de refus*. Elle déborde alors, à l'intérieur des États, sur les zones à population jusque-là clairsemées. A l'extérieur, elle tâche de se faire place par les guerres, dont nous parlerons plus loin (§ 5), et par l'expansion coloniale.

Le travail de colonisation intérieure qui se fait dans les États porte sur les régions qui étaient, à l'état primitif, les plus rebelles à l'appropriation : ce sont les landes de terre ingrate des plateaux et des plaines, les incultes montagneux, les forêts et les marécages. Il y a là des éléments de différenciation naturelle qui souvent servent d'appui aux sociétés politiques embryonnaires, et que les États agrandis et développés cherchent à faire disparaître, tant en vue de la sécurité et de l'équilibre du corps politique qu'en vue des progrès de l'économie générale. Nous l'avons déjà indiqué pour le puissant agent de résistance aux pressions extérieures et de rébellion contre l'unification intérieure que constituaient les forêts sans routes et sans clairières (§ 3). Aujourd'hui disciplinées, les forêts ont été façonnées par le travail humain grâce au

1. « Plusieurs lieux ou grandes contrées inutiles ou en friches ou en bois, sont à présent tous cultivés et habités de villages et maisons, tellement que la tierce partie du royaume est réduite à la culture depuis trente ans ». Cité dans LAVISSE ET RAMBAUD, *Histoire générale*, IV, 180, d'après CLAUDE DE SEYSSEL, *Les louanges du roy Louis XII*.

surplus de population qui fourmille rapidement sur leurs lisières, dès que la sécurité s'y établit. De même ont diminué les incultes et les marais dans tous les États de longue civilisation, bien que ni les uns ni les autres ne soient totalement supprimés ni à la veille de l'être.

Malgré les nombreux faits d'extension intérieure du peuplement en rapport avec les progrès de l'unification et de l'organisation de l'État, ce n'est pas de ce côté que la société politique fait le mieux sentir son action. Par ses efforts propres, elle ne se montre pas apte à égaliser le peuplement sur le territoire qu'elle occupe ; elle a plutôt tendance à augmenter les inégalités, à concentrer la croissance naturelle du peuplement sur certaines zones et à vider certaines autres[1]. Nous verrons plus loin (chapitres VIII et IX) comment, par la congestion des capitales et par l'organisation des frontières, les États accumulent les ressources et les hommes sur les points et sur les zones de tension politique où ils ont intérêt à faire sentir leur volonté avec son maximum de puissance.

Au contraire, le débordement de population militaire ou civile que toute expansion coloniale entraîne avec elle représente un gain net pour la formation de nouvelles régions actives, appelées à entrer tôt ou tard dans le cadre de l'histoire politique. Les deux stades coloniaux que l'Europe a connus au XVIe et au XIXe siècles ne signifient pas autre chose que la préparation de nouvelles chaînes d'États appelées à vivre une existence nouvelle, sous forme d'unités indépendantes ou sous forme de fédérations. Le stade colonial du XVIe siècle a abouti, après une gestation de trois cents ans, à couvrir l'Amérique d'une chaîne d'États ininterrompue ; le stade colonial du XIXe siècle aura le même résultat pour l'Afrique et pour l'Australasie, au bout d'une gestation qui sera sans doute moins longue, pour les raisons que nous indiquerons un peu plus loin. Le milieu de débilitation

1. Son action s'harmonise ainsi avec celle de la concentration économique qui prévaut dans le monde moderne depuis l'avènement de la grande industrie. L'une et l'autre action se fortifient mutuellement.

de la zone équatoriale a rendu les efforts coloniaux moins fructueux sur cette zone (§ 2) ; nulle part l'organisation de l'État n'y est aussi avancée que dans les anciennes colonies des pays subtropicaux et tempérés, même en Amérique, dans les régions de l'ancien stade colonial, et à plus forte raison sur le continent d'Afrique où s'est porté le maximum des efforts nouveaux. L'Égypte et l'Afrique australe font figure d'États ; le Congo et le Cameroun n'en font pas figure. Cependant, nous ne reconnaissons pas comme fondée la distinction traditionnelle établie entre les colonies de peuplement et les colonies d'exploitation : les premières embryons d'États, les secondes destinées à demeurer toujours dépendantes. Toute colonie dite d'exploitation est en même temps une colonie de peuplement : elle l'est par la présence du personnel de direction européen qu'elle exige ; elle l'est par la sécurité que son organisation donne aux groupements indigènes anarchiques et désordonnés ; la sécurité devrait favoriser la croissance numérique de ces groupes. Il y a donc, même dans les colonies dites d'exploitation, des germes de sociétés politiques futures, sauf dans la forêt équatoriale, tant que l'effort humain ne sera pas parvenu à la dissocier et à l'humaniser comme il a fait pour la forêt des zones tempérées.

Si le nouveau stade colonial paraît devoir garder moins longtemps que le premier les formations politiques à l'état embryonnaire, ce phénomène résulte en bonne partie des progrès nouveaux faits par la circulation, et en particulier par la circulation maritime et océanique, aux points de vue de la sécurité, de la rapidité et de l'activité des relations. Les distances, réduites dans les fortes proportions que montrent les cartes d'isochrones comparées (fig. 21), équivalent, au point de vue politique, soit à un prodigieux rapetissement de l'univers habitable, soit à une crue du peuplement qui comblerait tous les vides, même les vides océaniques, sans laisser la moindre solution de continuité[1]. Cela revient à dire que,

1. Il faut mettre en lumière ce point, que la circulation accélérée multiplie en réalité l'effectif numérique des peuples qui se déplacent beaucoup. Une nation aux tendances

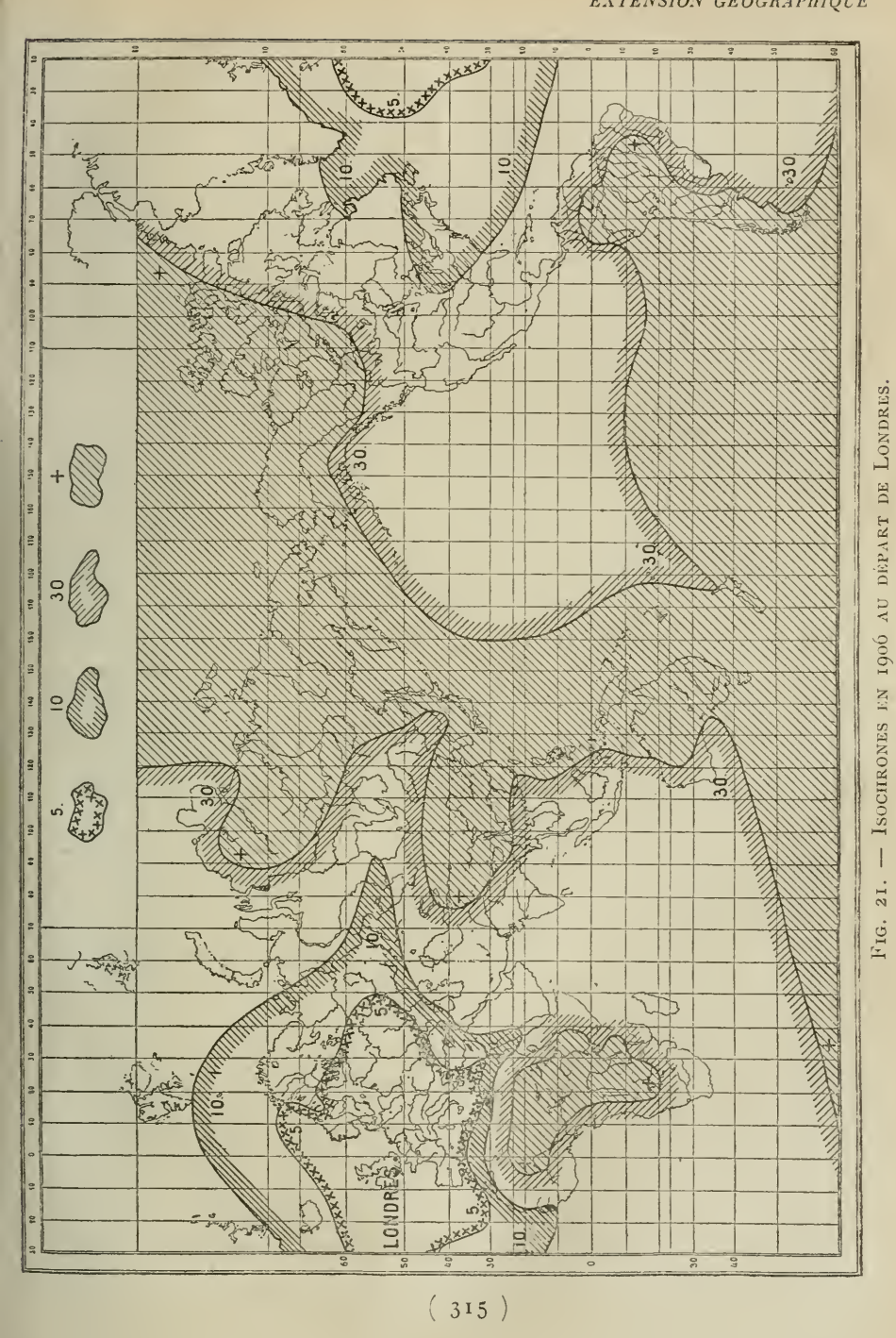


FIG. 21. — ISOCHRONES EN 1906 AU DÉPART DE LONDRES.

Les zones successives tracées correspondent aux parties de la terre qu'on peut atteindre de Londres dans les délais suivants : 5 = en 5 jours ; 10 = en 10 jours ; 30 = en 30 jours ; + = en plus de 30 jours.

sans les progrès de technique et d'outillage qui ont activé et intensifié la circulation, l'évolution politique du globe n'aurait atteint ni demain, ni plus tard, le point où elle est aujourd'hui, et encore moins celui où elle parviendra dans peu d'années. Par la circulation, non seulement les États tendent sur le globe une chaîne ininterrompue où les Océans ne font que des vides apparents, mais les maillons de la chaîne se serrent de plus en plus les uns contre les autres, au point que toute tension ou toute pression qui se fait sentir sur l'un d'entre eux intéresse tous les autres. Ce phénomène a une portée très générale : il pèse sur la cohésion intérieure des États aussi bien que sur les rapports des États entre eux ; il intéresse les États déjà contigus sur un même continent aussi bien que les États séparés par les anciens vides océaniques. Mais c'est surtout au point de vue de la suppression de ces vides que nous le considérons ici, car c'est ainsi que l'activité politique rayonne, à travers les mers, des métropoles vers leurs rejetons coloniaux. De proche en proche, l'étendue d'eau qui recouvre les deux tiers du globe est venue, sauf les eaux glacées des pôles, faire corps avec les régions politiques actives. Cela s'est produit peu à peu, chaque fois que l'outillage humain réalisait une de ces nouvelles conquêtes qui font époque dans l'histoire du monde. Quand les Phéniciens, les Grecs, les Arabes et les Malais ont su construire des bateaux résistants et fins voiliers, quand ils ont su lire la carte du ciel pour reconnaître leur position sur la mer, ils ont fait entrer dans l'histoire la Méditerranée et les mers de l'Inde et de la Chine. Quand les marins catalans, génois et portugais ont appris à se servir de l'astrolabe et de la boussole, le périple de l'Afrique vers l'Inde a été accompli, l'Atlantique a été traversé, l'Amérique et l'Europe sont entrées en contact. Quand l'application de la vapeur, la construction en fer et en acier et les câbles sous-marins sont venus presque soudainement,

sédentaires paraît peu nombreuse, même si elle s'accroît. Que dire d'une nation comme la France d'avant 1914, où la population était stagnante et où les gens restaient chez eux ? Le monde apprenait simplement à oublier son existence.

au XIXe siècle, rendre infiniment plus sûre et plus rapide la circulation des hommes et des produits, et instantanée la transmission de la pensée, l'Océan entier a été annexé aux régions actives. Ce serait un point de vue un peu unilatéral, mais riche tout de même en vérité profonde, que celui qui diviserait l'histoire politique du monde en quatre phases : la phase fluviale (avant toute conquête de la mer), la phase méditerranéenne, la phase atlantique et la phase océanique. La quatrième phase commence sous nos yeux. L'Océan devient le champ clos des compétitions, des jalousies et des tendances conquérantes, entre les chaînes d'États, formés ou en formation, solidement maillées autour de lui.

En face du rigoureux déterminisme des lois naturelles, la conquête de l'Océan nous donne le plus évident exemple d'un triomphe de l'activité, de l'intelligence et de l'initiative humaines, car cette conquête a été rendue possible, à l'origine, par les spéculations désintéressées des astronomes et des mathématiciens de la Chaldée et de la Grèce ; si les progrès ultérieurs, du XVe au XIXe siècle, depuis l'astrolabe jusqu'aux turbines, ont été sollicités plus immédiatement par l'application, cependant nombreux encore sont les efforts désintéressés qui n'ont abouti que d'une manière inattendue à accroître la puissance de l'homme sur les mers.

Un autre exemple, moins frappant peut-être, de l'action de l'intelligence sur les destinées humaines et sur l'évolution politique de la terre, nous est donné par la mise en valeur des ressources du sous-sol. Longtemps, sans doute, l'extraction de la houille et des métaux a été empirique et fragmentée ; longtemps elle n'a fait éclore que des groupes peu nombreux et dispersés ; longtemps cette forme de l'activité industrielle n'a eu aucune influence sensible sur la formation et sur la destinée des États. Il n'en est plus de même depuis l'avènement et les rapides progrès de la grande industrie. En même temps que la recherche des minéraux utiles perdait son caractère empirique pour devenir une branche importante de l'exploration rationnelle et scientifique du globe, l'activité sans cesse croissante des exploitations déterminait l'éclosion et l'accroissement très rapide de nouveaux foyers de population ; des pays en léthargie s'éveillaient à la vie politique par la vie économique ; des régions qui

avaient connu une vie fourmillante, et qui s'étaient endormies depuis, renaissaient et prenaient une valeur nouvelle, comme nous l'avons vu pour la Belgique (§ 3). Ainsi l'exploitation du sous-sol a eu sa part dans le mouvement général qui augmente, dans les régions actives, les points de contact douloureux. On ferait une longue énumération des pays miniers et métallurgiques qui sont devenus ou qui peuvent devenir des champs de bataille, du bassin de Briey au Transvaal. Nous n'avons qu'à rappeler d'un mot ce qui a été dit des gisements de pétrole au chapitre Ier.

Ces pays abondants en produits du sous-sol attirent les convoitises parce qu'ils sont des réservoirs de richesses et de forces utilisables. Pour les mêmes raisons, les forces captées et utilisées à la surface du sol par les usines hydrauliques donnent une nouvelle vie aux régions montagneuses, où s'accroissent les chances de conflits à venir. La valeur politique de la houille blanche et de la houille verte apparaît moins à nos yeux que leur valeur économique. Cela provient surtout de l'utilisation toute récente des chutes d'eau ; comme il arrive généralement pour les révolutions de l'ordre économique, les conséquences politiques ne surgiront que plus tard ; elles coïncideront avec un développement plus avancé et avec une utilisation plus générale de l'outillage nouveau.

Ainsi se réalise, par des voies différentes à l'origine et confluentes au but, l'extension géographique des régions actives, ou en d'autres termes l'agrandissement de la carte politique jusqu'aux lisières du monde habitable, avec des vides qui représentent les régions passives au stade actuel de l'histoire ; ces vides sont sujets à se déplacer, comme se sont déplacées les mers sur la planète au cours des âges géologiques ; tout en se déplaçant, ils diminuent certainement en étendue totale, — et ici encore est valable la comparaison de l'histoire humaine avec l'histoire des mers ; elle doit, au reste, s'arrêter là. La zone tropicale de l'hémisphère Nord a été le premier foyer d'activité politique du monde. Aujourd'hui, les grandes constellations de régions actives sont dans les zones tempérées et subpolaires de l'hémisphère Nord, et dans les zones subtropicales et tempérées de l'hémisphère Sud ; elles n'ont pas cessé de s'étendre ; en même temps se produisaient, à l'intérieur des régions actives, des mouvements nouveaux et continus qui constituent la trame de l'his-

toire. Sous plusieurs rapports, ces mouvements relèvent des lois permanentes de la géographie.

5. — *ACCROISSEMENT DE VALEUR DU SOL OCCUPÉ, PRESSIONS ET CONTRE-PRESSIONS; AGGLUTINATION DES ÉTATS; MÉGALOSTATISME ET MICROSTATISME.*

A mesure que nous avons avancé dans l'analyse des rapports des sociétés politiques avec leur cadre terrestre, nous avons reconnu plus clairement que si la terre fait l'homme, l'homme fait la terre. Il s'adapte à elle ; il sait aussi, partout où la chose est possible, l'adapter à ses fins, de sorte que le champ des possibilités s'élargit souvent d'une manière immense et imprévue : aujourd'hui, la matière disciplinée n'est plus confinée au sol et au sous-sol ; elle s'étend aux premières couches atmosphériques et aux premières couches sous-marines, ce qui donne pour le présent de nouveaux champs de conflit, et sous-entend pour l'avenir de nouvelles ruptures d'équilibre de forces. Partout où les progrès de la civilisation ont accumulé les moyens de dompter la matière, le territoire croît en valeur ; les États qui l'occupent croissent en puissance et en richesse, mais les convoitises extérieures qui les guettent augmentent aussi ; aux frontières, les pressions se font graduellement plus continues et plus pesantes ; à l'intérieur, la croissance du peuplement ne se fait pas toujours au profit de la concentration de l'État ; elle peut aussi donner une nouvelle vie aux efforts centrifuges et aux forces de dispersion qui sommeillent dans toute société politique d'apparence homogène. Ainsi les zones de tension vitale et de conflits que nous avons appelées *zones de différenciation* ou *régions actives* ne s'accroissent pas seulement de proche en proche jusqu'aux limites de la terre habitable, au moyen des formations coloniales ; elles croissent aussi à l'intérieur des constellations politiques depuis longtemps organisées, comme celles de l'Europe, de l'Asie orientale et de l'Amérique du Nord ; elles disent assez clairement l'universalité et

la nécessité de la lutte dans toute existence d'État ou de groupes d'États. C'est ici que reparaît un déterminisme inflexible, qui enserre et oriente à la fois les lois naturelles et les volontés humaines. Les sociétés politiques peuvent vivre en paix, au sens ordinaire de ce mot. Elles ne peuvent vivre en repos. A mesure que l'espèce humaine croît numériquement et que les formes de sa vie individuelle et sociale deviennent plus complexes, la lutte entre les Etats et à l'intérieur des États devient plus générale, plus vive et plus ardente. Elle change sans cesse, non seulement d'année en année, mais d'heure en heure, la figure et la carte politique du globe, — non point la carte telle que peuvent la donner nos représentations grossières, mais la carte réelle, celle qui donnerait toute la vie politique et sociale des groupes humains dans tout son cadre terrestre. Une étude trop exclusive et trop étroite de la géographie politique pourrait engendrer l'illusion d'une histoire procédant par étapes et par arrêts successifs. Il faut se garder de cette manière de voir. C'est une des vues les plus justes de Ratzel d'avoir mis en lumière le continuel devenir des constellations politiques, malgré leur apparente fixité[1]. Il n'a pas encore assez insisté sur l'universalité du mouvement et de la lutte dans la vie des États : car il n'a pas vu la lutte politique dans toute son ampleur ; pour lui, elle n'a guère d'autre forme que la guerre casquée et cuirassée ; c'est par là surtout qu'il se montre petit-fils d'Arminius et contemporain de Guillaume II.

L'extension sur le globe des régions actives, aussi bien que l'activité accrue sur les zones déjà politiquement organisées, ne se traduisent pas seulement par les faits statiques que nous avons analysés et par ceux que nous mettrons en lumière en étudiant les détails de la carte politique (chapitres VIII et IX). Chacun des faits de fixation de la géographie de l'État possède, si l'on peut ainsi parler, son équivalent de mouvement dans les apparences changeantes de l'histoire. Il entre dans

1. Fr. Ratzel, *Polit. Geog.*, p. 85-87.

notre plan de montrer brièvement les connexions entre les deux ordres de faits. C'est ainsi que l'on arrive à joindre l'un à l'autre, d'une manière qui s'impose à l'esprit, ce domaine du stable et ce domaine de l'instable qui de prime abord paraissent si bien séparés.

La crue non régulière, mais presque continuelle, du peuplement humain entraîne non seulement une densité plus forte dans les foyers d'accroissement, mais un débordement vers des régions proches ou lointaines, où la crue est plus lente et où même, pour des causes locales, il peut y avoir une diminution du peuplement. Cela se traduit par des émigrations, par des expansions coloniales et par des guerres de conquête.

La mise en valeur de territoires nouveaux appelle de toutes parts l'excès de peuplement qui existe dans les régions saturées. C'est le phénomène consécutif à la crue du peuplement : c'est lui qui entraîne, à travers les conflits de tout ordre, un équilibre instable entre les États et les groupes d'États.

L'accroissement de valeur des territoires déjà occupés par des États anciennement organisés amène vers les richesses nouvelles un afflux de convoitises venant de l'intérieur ou de l'extérieur : cet afflux se traduit par des conflits industriels ou agraires, des mouvements d'immigration et des guerres de conquête.

Les facilités nouvelles de la circulation terrestre et marine donnent l'essor au mouvement pour l'unification intérieure des États et pour la concentration efficace de leurs moyens d'action ; elles signifient aussi les voies ouvertes à l'expansion extérieure, pacifique ou guerrière.

La contiguïté de plus en plus étroite entre les États et l'établissement de chaînes d'États continus ont pour résultat des pressions et des contre-pressions continuelles des États les uns sur les autres, sous une forme pacifique ou guerrière. Toute frontière est une zone de lutte permanente.

Résumons ces ordres de faits : ils nous donnent la clef et l'enchaînement des migrations, des guerres, des alliances,

des conflits intérieurs et des infiltrations de tout ordre à travers les frontières, c'est-à-dire à peu près la trame de toute l'histoire politique.

Pourtant, cet ensemble de notions, si synthétique qu'il soit, est encore incomplet, car il fait naître l'idée d'un développement régulier des États, où chaque société politique irait, sous la poussée des forces internes et externes, jusqu'au bout de sa destinée. L'étude des forces permanentes de la géographie, aux effets longuement prolongés et aux transitions presque insensibles, paraît impliquer un développement du même ordre pour les sociétés politiques qui s'inscrivent dans les cadres terrestres. S'il en était ainsi, tous les États connaitraient une longue période de gestation, d'accroissement, de dépérissement et de dissolution, et les séries de durée, de la naissance à la mort, seraient sinon identiques, du moins analogues pour tous. L'étude de l'histoire montre que les choses ne se passent pas de cette manière. A côté des développements complets sont nombreux les développements incomplets et les avortements. Il y a des sociétés politiques qui, semblables aux arbres à racines plongeantes, adhèrent fortement au sol et paraissent défier toutes les bourrasques ainsi que l'usure des siècles ; il y en a d'autres qui, semblables aux arbres à racines traçantes, égratignent à peine la surface de leur territoire et sont mises à bas par le premier coup de vent.

Ici, la géographie politique passe la parole à l'histoire, qui est essentiellement le domaine des apparences imprévues et changeantes, et qui l'est à tel point, qu'il n'y a plus aujourd'hui d'historiens assez audacieux pour se risquer à des prévisions. Cependant, du tourbillon et du tumulte historiques se dégagent encore quelques règles d'ensemble qui apparaissent à la lecture de la carte politique du globe aux différents âges de l'histoire. L'étude de ces règles nous permettra de compléter notre tableau général de l'extension des régions actives ; elle nous permettra aussi, sinon de prévoir, au moins de pressentir dans quel sens pourront se faire, pour un avenir prochain, les réarrangements territoriaux que l'évolution historique ne cesse de demander.

La vie de toute société politique nous présente un groupe ou un agrégat de groupes en mouvement continuel, contigus à d'autres groupes également en mouvement. L'histoire nous

montre que ces mouvements, où croissent et où décroissent les États, se font sur une échelle d'intensité presque indéfinie. Les uns sont très rapides, les autres sont très lents, avec des degrés intermédiaires. L'Empire romain a eu besoin de cinq siècles pour arriver à son maximum d'extension autour de la Méditerranée. L'Empire mongol, dix fois plus vaste, s'est constitué de 1207 à 1242, en trente-cinq ans. Mais si, d'un État à l'autre, la rapidité du mouvement varie de manière à multiplier les échelles de durée, dans chaque État les mouvements de crue et de décroissance se font selon un rythme analogue. Une même région active peut donner naissance successivement à plusieurs États et parcourir ainsi plusieurs cycles politiques ; dans chaque cycle la rapidité du mouvement, établie dès le début à un certain niveau, demeure sensiblement la même jusqu'à la fin et c'est seulement après la dissolution de l'État que peut naître une société nouvelle à mouvement plus rapide ou plus lent.

Dans cette échelle du mouvement, il y a une sorte de zéro dont la détermination précise est aussi impossible que celle du minimum de densité. Au-dessus du zéro, c'est-à-dire lorsque le mouvement se fait avec une lenteur relative, les constructions d'États sont solides et durables ; elles suivent généralement une destinée historique complète ; cela nous permet de les comparer sans trop d'inexactitude aux organismes sains et bien constitués, dont l'équilibre vital se prolonge jusqu'à l'époque prévue pour leur usure par les lois naturelles. Au-dessous du zéro, lorsque le mouvement est trop rapide, les constructions d'États vite édifiées sont aussi vite détruites ; les unes arrivent en peu d'années à une croissance en apparence complète, et presque tout de suite disparaissent ; les autres avortent avant leur entier développement. Les grandes nations d'Europe, peu à peu sorties de la dispersion féodale, sont des constructions durables ; toutes mesurent par siècles leur période de gestation et de croissance, toutes mesureront de la même manière leur période de décroissance et de déclin. Les Etats-Unis d'Amérique, dont la formation

était plus facile sur un sol entièrement neuf, comptent tout de même par siècles, eux aussi : deux cent cinquante ans séparent l'arrivée du *Mayflower* au cap Cod de la guerre de Sécession, où les Etats-Unis, qui avaient déjà leur territoire entier, ont achevé de conquérir leur conscience nationale. Au contraire, les Etats barbares fondés après la chute de l'Empire romain (sauf l'Etat franc), l'Empire d'Alexandre, l'Empire mongol et l'Empire de Napoléon ont été des Etats-météores, où les périodes de croissance et de déclin ne se comptent que par années ou par dizaines d'années.

Ainsi, pour qu'un État soit durable, il faut que sa gestation soit longue et difficile. Il faut que le groupe qui le fonde se fixe solidement au sol, et ne profite pas de sa crise de croissance pour saisir inconsidérément de vastes territoires, qu'il est incapable de garder, dès que se produit l'inévitable reflux des contre-pressions. Les stades de croissance de toute société politique qui réussit sont des plus complexes et exigent un long développement historique. Ils comprennent en substance l'accroissement de valeur du territoire occupé, un effort constant vers l'unification et la cohésion internes, et enfin un progrès territorial, réalisé de proche en proche, aux dépens des petites sociétés politiques incapables de résister à la pression extérieure ou aspirées vers la fusion par des affinités de langue, de race ou d'intérêts. Ces trois ordres de faits ne se sérient pas dans le temps ; ils ont lieu simultanément, mais tous trois ont besoin d'une longue suite d'années ou même de siècles. Le troisième, c'est-à-dire l'extension territoriale aux dépens des petits États voisins, a été la condition nécessaire de la naissance des grandes constellations politiques dans l'Ancien Monde. Ratzel dit avec raison, mais il n'a raison que pour l'Europe et pour l'Asie : « Tout grand État est composé d'un agrégat de petits États »[1].

La plupart des grandes sociétés politiques nées viables

1. « Nous constatons la tendance vers la construction d'Etats plus grands tout le long de l'histoire humaine, et non pas seulement au cours de l'histoire écrite. » (Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, p. 251).

sur les régions actives ont donc obéi à une loi d'*agglutination croissante*. Autour du noyau primitif — l'Ile de France pour la France, le Brandebourg pour l'Allemagne, la Castille pour l'Espagne, la Savoie-Piémont pour l'Italie, l'État de Moscou pour la Russie — sont venus se souder au noyau et se souder ensemble de nombreux petits États de périphérie qui n'avaient ni assez de force de cohésion interne, ni assez de force d'expansion pour maintenir leur autonomie. C'est une loi générale. Mais ce n'est pas, comme ont voulu le faire croire les théoriciens allemands et en particulier Ratzel, une loi nécessaire et universelle.

Pour Ratzel, la concentration croissante des États suit une marche fatale et inéluctable. Le *mégalostatisme* doit l'emporter partout ; partout le *microstatisme* doit disparaître. Les grands États doivent devenir plus grands ; les moyens doivent être écrasés par les grands ; quant aux petits, ils cesseront tout à fait d'exister. Dans la géographie politique de Ratzel s'inscrit à l'avance le destin fixé par l'Allemagne pour la Belgique et pour la Serbie ; Ratzel n'a pas assez de sarcasmes pour le « misérable esprit local »[1], cette absence de grandes vues et de pensées d'avenir où, selon lui, doivent sombrer toutes les petites nations. Quant aux puissances dont l'expansion s'est arrêtée, et qui tombent peu à peu au niveau des petits États, par rapport à leurs voisines en puissance croissante, leur sort fait l'objet de prédictions voilées et pourtant fort claires. « L'espace politique serait maintenant trop petit pour un nouvel Alexandre ou pour un nouveau Napoléon[2]... *L'Europe et l'Australie n'ont vraiment d'espace que pour une seule grande puissance* »[3]. Visiblement, l'Australie n'est là que pour atténuer la portée d'une affirmation qui ressemble à une menace.

1. Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, p. 400.

2. « Ce qui reste du globe (les grands Etats exclus), est encore assez grand pour la consolidation historique dans l'occupation pacifique, mais serait petit pour les entreprises lointaines d'un nouvel Alexandre ou d'un nouveau Napoléon. » (Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, p. 355).

3. *Id.*, *ibid.*, p. 357.

Nous ne discuterons pas ici cette formule centrale de l'impérialisme germain donnée par Ratzel. Une pareille discussion sera mieux à sa place ailleurs[1]. Nous nous contenterons d'établir que la loi d'agglutination croissante ne saurait entraîner une condamnation universelle des petits États, sous le seul prétexte qu'ils sont petits. Cette condamnation ne tiendrait aucun compte des principaux résultats auxquels nous a conduits l'étude des rapports des États avec leurs territoires.

Nous avons vu que de nombreuses régions actives, dont le passé est lourd d'histoire, tirent un renouveau et un surcroît d'activité de l'accroissement de valeur de leur sol. Lorsque ce sol n'occupe qu'un petit espace, la tension vitale qui provient de l'afflux des forces nouvelles de différenciation ne gagne pas en étendue. Elle gagne, si l'on peut dire, en profondeur. De petits territoires arrivent ainsi à une valeur très grande, dont l'espace occupé sur la carte ne donne aucune idée. Cette valeur provient des *ressources* propres aux territoires. Elle provient aussi de leur *position*. Si un petit État s'est édifié sur un de ces territoires, si riche et si bien situé qu'aucun des grands États qui l'avoisinent ne consentirait à le laisser passer au pouvoir d'un autre, le petit État tire ses meilleures chances de solidité et de durée de la neutralisation réciproque des pressions qui l'entourent. Plus les pressions de contiguïté sont vives et continues, plus le petit État devient nécessaire aux grandes puissances voisines ; s'il est menacé par l'une d'elles, il trouvera toutes les autres pour le défendre. Ainsi s'explique sur la carte de l'Europe moderne la présence de la Belgique, du Danemark, de la Hollande et de la Suisse, petits États que nul ne peut biffer tant que l'Europe demeure soumise au régime de l'équilibre ou des alliances équilibrées entre puissances. Ils ne peuvent disparaître que si quelques grands États disparaissent aussi. Le *microstatisme* complète donc nécessairement le *mégalostatisme*. L'impérialisme germain,

1. Voir chapitre XVII, et fig. 34, 35 et 36.

qui a tenté de supprimer purement et simplement les petits États qui le gênaient, confondait volontairement, au mépris des lois de la géographie et de l'histoire, des nations telles que la Belgique et la Suisse avec les lambeaux de territoires inorganiques gouvernés par les potentats minuscules de la vieille Allemagne, comme Lippe, Saxe-Meiningen, Mecklembourg-Strelitz ou Schwarzbourg-Rudolstadt.

CHAPITRE VIII

LES TROIS PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA GÉOGRAPHIE POLITIQUE

B. — L'ÉTAT, LA ROUTE ET LA FRONTIÈRE[1]

1. — Les routes comme œuvres d'État.
2. — Nature et évolution des frontières.
3. — Frontières coloniales ou frontières ébauchées.
4. — Frontières de tension et frontières mortes.
5. — Notion surannée des frontières naturelles.
6. — Valeur et stabilité croissantes des frontières.

1. — *LES ROUTES COMME ŒUVRES D'ÉTAT*

La sécurité collective, fin essentielle des sociétés politiques, n'est réalisée que si les États sont capables d'assurer la cohésion intérieure des parties qui les composent, et de constituer sur leur périphérie une armature permanente. Ce sont deux fonctions distinctes : chacune a son expression géographique, qui est la *route* pour la première et la *frontière* pour la seconde.

Tout le monde admet sans discussion que les frontières sont avant tout un attribut de la puissance politique, bien que leur existence intéresse aussi la vie économique et sociale. Les routes sont exactement dans le même cas, et cependant, pour elles, la chose ne paraît pas aussi évidente de prime abord. Nous connaissons bien, dans tous les grands États, des routes et des voies ferrées stratégiques. Mais c'est précisément parce qu'il y a des routes spécialisées comme

1. Voir : C. Vallaux. *Le Sol et l'État*, Paris, 1910 (ch. VII, *la Circulation*, ch. X, *les Frontières*).

parties de l'outillage d'État, que nous sommes portés à croire que les autres routes, qui sont de beaucoup les plus nombreuses et les plus actives, sont en dehors de cet outillage.

Vue en surface, la vie de la route paraît échapper à l'action de la puissance politique, surtout depuis la multiplication moderne des voies, l'emploi des nouveaux moyens de communication par télégraphe et par voie ferrée, et l'intensité du trafic matériel et moral, où entre les États circulent sans cesse, et à peu près librement en temps normal, les hommes, les pensées et les marchandises. Nous considérons d'habitude la route sous toutes ses formes, route de terre, voie navigable, voie ferrée, ligne télégraphique, comme un efficace outil de civilisation et de bien-être, et non comme un moyen ou comme une condition de puissance. Nous perdons de vue les origines et le but essentiel de la route ; nous avons égard seulement aux fins surajoutées, qui en temps normal semblent être les principales et même exister seules. Il y a là une opinion du sens commun superficiel, fortifiée par l'économie politique libérale et par les théories de l'école de Spencer sur la civilisation industrielle : car les économistes tendent à peu près tous à masquer ou à déprécier l'action de la puissance politique. Seules les crises guerrières nous mettent en présence du véritable rôle de la route, mais la leçon qu'elles donnent est bientôt oubliée.

Il faut rétablir la vérité sur ce point. Les grandes routes sous toutes leurs formes, sauf la plus grande partie des voies navigables, sont avant tout des œuvres d'État. Leurs fins essentielles sont des fins politiques.

Pour s'en rendre compte, il suffit de procéder par opposition. Nous avons indiqué (chap. VIII, § 2), qu'aujourd'hui encore il y a des lisières terrestres, comme les déserts et les steppes, où les sociétés politiques mal assises et mal organisées ne réalisent leurs buts que d'une manière très incomplète. Y a-t-il des routes dans ces régions, et que sont-elles ?

Nous regardons comme des routes et nous appelons ainsi, faute d'un terme meilleur, les pistes herbeuses du steppe, et

les voies de caravanes dans les déserts, avec points d'eau de distance en distance. Nos cartographes ne craignent pas de les tracer, tout comme ils le feraient pour des chemins empierrés. Ici encore, les cartographes nous rendent un assez mauvais service. Ils nous font confondre deux choses bien différentes : les pistes du steppe et les voies du désert n'ont rien de commun avec les routes[1].

Ce qui constitue la route, ce n'est pas seulement la chaussée empierrée ou la voie de fer, œuvres matérielles aujourd'hui réalisées dans la plupart des États, mais pas dans tous. Ce qui fait vraiment la route et ce qu'il y a d'essentiel en elle, c'est la *sécurité permanente* du passage, obtenue tant par l'aplanissement des obstacles matériels que par l'entretien constant, par la surveillance et par la police. Cette sécurité permanente n'existe point sur les pistes et sur les voies de caravanes. La sécurité ici est intermittente : elle existe parfois quand les tribus du steppe lancées à la détrousse consentent provisoirement à se tenir tranquilles ; elle existe aussi quand les caravanes voyagent sous escorte armée assez forte pour imposer le respect aux pillards ; elle ne fait pas partie de la définition même de ces voies[2]. Il faut remarquer que le

1. Il faut reconnaître que les cartographes expérimentés du désert ne cèdent pas aux illusions des cartographes ordinaires. Le capitaine d'artillerie Augiéras, auteur d'une intéressante carte au 1 500 000e du Sahara occidental, n'a pas figuré les pistes, et il justifie son procédé en ces termes, qui illustrent à merveille notre raisonnement : « Afin de ne pas surcharger la carte, je n'ai figuré aucune piste (*mejbed*). *Elles sont d'ailleurs innombrables.* On peut, en effet, se rendre en tous sens d'un point d'eau à l'autre, sous la réserve de ne pas se heurter à un trop gros massif de montagnes ou de dunes. Comme on ne pouvait évidemment figurer toutes les pistes, il faudrait faire un choix et marquer seulement les principales. *Or, aucune ne peut recevoir ce qualificatif.* Telle piste, très fréquentée pendant deux ou trois ans, est subitement abandonnée parce qu'aucune pluie n'est venue entretenir les pâturages. Inversement telle autre, à peine tracée, devient un piste importante. » (Capitaine Augiéras, *Le Sahara occidental*, avec une carte hors texte, Paris, Masson, 1919, p. 44-45.)

2. Il est évident qu'il n'en est pas ainsi lorsque les pistes traversent des pays pacifiés et policés. Elles deviennent alors des routes véritables, même si elles ne sont pas entretenues. Et cela même montre bien, par opposition, ce qui constitue le caractère essentiel de la route. Les automobiles militaires empruntent, quand il n'y a pas de routes, les pistes du Maroc français ; bien plus, les caravanes de chameaux préfèrent les foulées des anciennes pistes à nos routes ferrées, car le chameau se fatigue et se blesse sur celles-ci. C'est pour cela que la route de Marrakech à Casablanca, par exemple, est doublée sur une grande partie de sa longueur par une piste à foulées et à ornières. La vieille voirie, ranimée et fortifiée par la sécurité, se maintient obstinément en face des routes des conquérants.

médiocre relief des steppes et des déserts, en rendant inutile tout travail d'aménagement destiné à aplanir les obstacles matériels, n'a pas peu contribué à retarder la formation des États, privés dans ces régions d'une de leurs fins d'utilité les plus essentielles. La notion même de la route, telle que nous la concevons, y existe à peine. « *Route* et *direction* sont deux termes synonymes dans un pays plat », remarque très finement Darwin [1].

Il n'y a point de vraies routes sans États organisés : l'établissement de la route est un des indices les plus nets de la prise de possession politique du sol.

L'histoire nous montre nettement que ce sont les volontés dirigeantes qui ont établi les premiers réseaux de routes; ces réseaux ont d'abord des fins uniquement politiques; ensuite viennent s'y ajouter les fins d'utilité économique et sociale.

L'Empire perse possédait une grande artère centrale de communication et de commandement. Son tracé coïncidait sur une assez grande étendue avec ce chemin de fer de Bagdad qui devait servir aux Allemands à reconstituer à leur profit l'unité politique de l'Orient : ce qui montre avec une force singulière la permanence du déterminisme géographique. La voie perse était la route de Sardes à Suse. Hérodote la décrit dans son tracé et dans son mécanisme, avec son ordinaire souci de la vérité : il compte les relais, les forts et les hôtelleries royales; il ne manque pas de remarquer que la route traverse des *contrées sûres :* il donne ainsi le trait essentiel qui distingue la piste incertaine de la vraie route, de la route d'État [2].

Ce qui n'était qu'une artère unique dans l'Empire perse devint un réseau dans l'empire romain, doué d'une organisation supérieure. Ce réseau était centralisé et homogène. Les voies militaires romaines avaient un point de départ unique, le milliaire d'or du Forum, base du calcul de toutes les dis-

1. Ch. Darwin, *Voyage d'un naturaliste autour du monde, fait sur la corvette le Beagle de* 1831 *à* 1836, trad. franç., Paris, 1883, p. 43.

2. Hérodote, *Histoires*, V, 52.

tances. De là les routes rayonnaient vers toutes les frontières de l'empire et surtout vers les points de contact sensibles avec la barbarie environnante. Dallées, cimentées, construites pour des siècles et presque indestructibles, orientées le plus souvent vers un tracé rectiligne malgré les obstacles géographiques, les routes militaires de l'empire romain sont demeurées jusqu'à nous une des expressions les plus frappantes de la volonté de domination et de l'effort d'éternité d'un grand peuple. A la sécurité permanente, première condition de la route, la voie romaine joint visiblement le souci de la plus grande *rapidité* possible, telle qu'on pouvait la réaliser en ce temps, au moyen de chaussées en ligne droite pourvues de nombreuses stations militaires, de colonies et de forteresses.

Une histoire de la route en France marquerait un progrès notable de la viabilité, à chaque étape de la monarchie et de l'État français vers l'unification et vers la centralisation. Elle mesurerait, peut-on dire, la force croissante de l'État en fonction du progrès des routes. C'est après la grande crise de la guerre de Cent ans, lorsque la monarchie se ressaisit et se relève, que Louis XI établit les premiers services postaux réguliers, et ces services sont d'abord réservés aux courriers royaux. C'est après une autre crise, celle des guerres religieuses, et au début d'une ère de force renouvelée et ravivée, que Sully, grand voyer du royaume, trace le premier réseau de grandes routes dont quelques vieux chemins plantés d'ormes perpétuent encore le souvenir. C'est à l'époque où la monarchie complète l'unité française que l'administration des Intendants exécute, au XVIIIe siècle, ce magnifique réseau des routes royales dont le plan avait été dressé par les Trudaine, et qui, par sa conception générale de voies centralisées et rectilignes, rappelle les voies militaires romaines. Enfin, c'est lorsque la Convention rassemble dans sa main de fer toutes les forces du pays pour la lutte contre l'étranger, que paraît le premier moyen de communication presque instantané, le télégraphe aérien de Chappe, mis pour ses débuts au service de la vic-

toire. Napoléon aussi a été un grand constructeur de routes (route du Simplon).

Tout cela, dira-t-on peut-être, est valable pour les États unitaires et centralisés ; il est vrai que dans les sociétés politiques organisées de cette manière, les réseaux de routes sont des œuvres d'État. Mais l'État unitaire n'est pas la seule forme politique qui existe. Ce qui est vrai pour lui est-il également vrai pour l'État du type fédératif ? Dans celui-ci, où l'effort de cohésion est moindre et où la centralisation est regardée comme inutile, les réseaux de routes n'ont-ils pas un caractère purement économique ?

A cette question, l'histoire des États-Unis nous donne la réponse. Les États-Unis sont la société politique la mieux organisée, à l'heure présente, selon le type fédératif. Cependant, pour eux, comme pour les États unitaires, les premières grandes routes ont été l'œuvre de la société politique. Presque immédiatement après l'Indépendance, le besoin de cohésion et d'unité de la Confédération s'est exprimé par la création d'une route. C'est la Route Nationale.

« La grande entreprise de la Route Nationale, dit Michel Chevalier, appelée aussi route de Cumberland, partant de Washington ou plutôt de Cumberland sur le Potomac, va rejoindre l'Ohio à Wheeling, et s'étend de là vers l'Ouest, à travers le cœur des États d'Ohio, d'Indiana, d'Illinois, jusqu'au Mississipi. Elle a été tout entière établie aux frais de la Fédération. Il y a été alloué jusqu'à 28 millions et demi. Commencée dès 1806, elle est actuellement (1834) à peu près finie jusqu'à Vandalia dans l'Illinois. Une contestation survenue entre les deux États d'Illinois et du Missouri a fait ajourner les travaux au delà de cette ville. De Washington à Vandalia, il y a 325 lieues, et 270 de Cumberland à Vandalia. La doctrine de l'intervention du gouvernement fédéral dans les travaux publics ayant le dessous depuis l'avènement du général Jackson à la présidence, le Congrès a offert la propriété de la Route Nationale aux États particuliers dont elle traverse le territoire. Ils l'acceptent, *à condition qu'elle sera préalablement mise dans un parfait état d'entretien.* » [1]

1. M. Chevalier, *Lettres sur l'Amérique du Nord*, Paris, 2e éd., 1837, II, 89. La route nationale était très active dès 1817 dans la traversée de la Pennsylvanie, au dire d'un voyageur dont les propos sont rapportés par J. Finley (*Les Français au cœur de l'Amérique*, trad. franç., p. 170-171) : « La vieille Amérique paraît éclater et faire irruption vers

Depuis que les chemins de fer existent, ils ont été en pays neufs les pionniers les plus efficaces de la puissance politique ; ils ont accru la vie et la vigueur des jeunes États sortis de la souche coloniale ; ils les ont aidés à sortir rapidement des limbes. Nos chemins de fer d'Europe ont été construits en pays organisés de longue date, où existaient avant eux des réseaux complets de communication et de commandement. Aussi nos chemins de fer, à l'exception des voies stratégiques des frontières, ne sont pas à nos yeux des œuvres d'Etat essentielles, et dans un pays dont l'unité était acquise depuis longtemps et les frontières à l'abri de toute insulte, comme l'Angleterre, l'Etat a pu se désintéresser totalement de leur construction. Il n'en est pas de même aux terres nouvelles où le chemin de fer s'est montré, en même temps que l'instrument nécessaire de l'exploitation du sol, l'auxiliaire le plus actif de la fondation des Etats et l'agent le plus puissant de leur cohésion.

Ce n'est pas une pure coïncidence que la première grande ligne ferrée de l'Atlantique au Pacifique, sur le territoire des Etats-Unis, ait été ouverte peu après la guerre de Sécession, où l'Union américaine subit l'épreuve suprême du fer et du feu. Bien que le Dominion canadien n'ait eu à subir aucune épreuve semblable, sa cohésion serait demeurée faible, les divergences d'intérêts et d'opinions entre les colonies de l'Atlantique et du Pacifique se seraient manifestées, et le Centre canadien n'aurait pas été mis en état de jouer de bonne heure le rôle de ciment d'agglutination, si le grand chemin de fer canadien, le Canadian Pacific Railway (C. P. R.), n'avait pas soudé les unes aux autres, dès 1886, les colonies jusqu'alors faiblement unies par un lien théorique. Le Dominion proclamé en 1867 comme une aspiration, plutôt que comme une réalité,

l'ouest. Il est rare que nous n'ayons pas sous les yeux, lorsque nous traversons cette grande route, en nous dirigeant vers l'Ohio, des groupe familiaux, devant et derrière nous. Une petite voiture, si légère qu'on pourrait presque la soulever, et pourtant assez solide pour transporter un bon chargement de literie, d'ustensiles et de provisions de toute sorte ainsi qu'un essaim de jeunes citoyens, constitue avec deux petits chevaux et parfois une vache ou deux, toute la fortune de la famille. »

n'a vraiment existé que du jour où ont commencé à rouler les trains du C. P. R. [1].

Nous avons déjà remarqué que, dans la genèse politique des systèmes de routes, les voies de la navigation intérieure, rivières navigables et canaux, semblent faire exception à la règle. Sauf quelques cas assez rares, ces voies sont suivies quand elles sont naturelles, ou conçues et réalisées, quand elles sont artificielles, uniquement en vue du trafic commercial : elles ne sont ni des voies de cohésion, ni des voies de commandement. Car elles manquent d'un des attributs essentiels de la route d'État, c'est-à-dire le maximum de rapidité possible pour la transmission des ordres et des moyens d'action. Des voies dont les qualités principales sont la lenteur et l'économie de transport sont presque nécessairement bornées aux fins d'utilité économique.

Pourtant, il n'est pas sans exemple que d'importantes voies d'eau aient eu leur place marquée dans l'organisation de l'État ; et même, plusieurs ont été créées pour des fins politiques. Ce fut le cas du grand Canal Impérial de Chine. Il fut construit pour amener le riz des provinces du Midi aux provinces du Nord, en évitant les dangers du cabotage côtier. Mais ce commerce de riz était lui-même une des garanties de l'unité chinoise, parce qu'il était également nécessaire aux deux grandes régions de la Chine. Aussi, le canal fut-il soigneusement entretenu tant que l'État chinois conserva sa vigueur. C'est seulement lors de la décadence de la dynastie mandchoue que le Canal Impérial, abandonné, s'envasa et devint impraticable. Et l'amiral Courbet en profita pour établir, en 1885, ce blocus du riz qui fut le coup le plus efficace porté à la force de résistance de la Chine.

Inversement, lorsque les États ferment leurs frontières et interceptent les communications entre eux, les plus belles voies fluviales peuvent devenir inutiles à la vie économique ; dans ce cas, la puissance politique se manifeste encore, mais d'une manière négative. Ainsi le Paraña, formant frontière entre le Paraguay et l'Argentine, demeura désert tant que dura la dictature de Francia. « Nous rencontrons sur le Paraña fort peu de navires. dit Darwin. On semble dédaigner ici un des dons les plus précieux de la nature, cette voie magnifique de communication, un

1. « Les chemins de fer apparurent comme une nécessité absolue aux autorités provinciales dès la constitution [de la Colombie], et c'est ce qui décida leur entrée dans la Fédération (1871). [Le ministre Macdonald était] *résolu à tout pour achever le Transcontinental qui devait assurer la durée de la Fédération* » (A. Métin, *La Colombie britannique*, Paris, 1908, p. 282-283). En Afrique, l'ancien Etat indépendant du Congo, devenu le Congo belge, n'a pu se développer quelque peu qu'à partir de la construction du chemin de fer de Matadi à Léopoldville. « Sans le chemin de fer, disait Stanley, le Congo tout entier ne vaut pas une pièce de deux shillings. » Stanley, explorateur et conquérant, parlait au point de vue politique aussi bien qu'au point de vue économique.

fleuve où des navires pourraient relier deux pays, l'un ayant un climat tempéré et où certains produits abondent autant que d'autres font complètement défaut, l'autre possédant un climat tropical et un sol qui n'a peut-être pas son égal au monde pour sa fertilité. Jusqu'à la mort de Francia, dictateur du Paraguay, ces deux pays doivent rester aussi distincts que s'ils étaient placés aux deux extrémités du globe »[1].

Les routes sûres et rapides sont donc en majeure partie des œuvres d'Etat; au moins ne peuvent-elles exister sans la protection de l'Etat. Elles se relient étroitement aux frontières. Les frontières sont les organes périphériques des Etats, et ce sont les routes qui leur apportent l'afflux de sang et de vie.

2. — *NATURE ET ÉVOLUTION DES FRONTIÈRES*

A mesure que la carte politique du monde se complète, les pressions de contiguïté se font plus constantes, plus générales et plus fortes. Elles croissent parallèlement à la crue du peuplement et à l'accroissement de valeur du sol, selon le même rythme que ces deux phénomènes. C'est un fait de psychologie historique; il se traduit par des représentations cartographiques aisées : il a donc un reflet géographique précis qui est le dessin de plus en plus ferme, simple et stable des frontières. Le développement des Etats concorde avec le développement de leurs frontières. L'étude de ces lignes qui divisent nos cartes est une partie essentielle de la géographie politique. Nous devons nous demander ce qu'elles signifient, et, d'abord, en quoi elles consistent exactement.

A ce point de vue, le schématisme des cartes pourrait nous tromper. Les frontières sont un fait géographique, puisque la géographie les fait entrer aisément dans ses représentations. Mais les représentations cartographiques des frontières sont toujours mauvaises parce qu'elles sont très incomplètes, et en vérité, il est impossible qu'il en soit autre-

1. Ch. Darwin, *Voyage d'un naturaliste autour du monde...*, trad. franç , Paris. 1883, p. 148-149.

ment. Sur les cartes, les frontières sont des lignes coloriées ou pointillées, et seulement des lignes. Une étude comparée des Etats à différentes époques nous montre combien ces lignes sont mobiles. Leurs oscillations semblent, à première vue, dépendre de l'imprévu et de l'accident historiques. Tantôt les frontières suivent des fleuves, des lacs ou des montagne, tantôt elles suivent un tracé zigzaguant à travers les plaines et les plateaux, et elles ne se montrent pas plus stables dans un cas que dans l'autre. On est tenté de croire que leur tracé dépend uniquement des hasards de la politique et de la guerre. A quoi bon, dans ce cas, tenter d'étudier scientifiquement un fait de cet ordre ? Les historiens n'y réussissent pas, pourquoi les géographes y réussiraient-ils mieux qu'eux ?

Notre point de vue changera si, tout en acceptant une représentation nécessaire, nous savons discerner qu'elle ne donne qu'une part de la réalité. Aucune frontière n'est une simple ligne de démarcation, pas même la frontière évoluée et précisée d'un grand Etat moderne, tracée à travers des régions de peuplement dense et de grande civilisation, et, nous dirons plus, celle-là moins que toutes les autres [1]. Toutes les frontières sont des zones d'une largeur notable, où sur le territoire des Etats limitrophes s'accumulent de part et d'autre les organismes de défense, de protection ou d'attaque, les réseaux de communication et de fiscalité et les fondations de frontière de l'économie nationale : forteresses, régiments, canons, chemins de fer et routes stratégiques, villes et camps de guerre, lignes de douanes, industries protégées. Plus la machine de l'Etat se complique en se perfectionnant, plus la circulation ouvre des voies commodes et rapides, plus les

1. La langue anglaise précise la différence entre la notion cartographique de la *démarcation* et la notion politico-géographique de la *frontière*, en opposant le mot de *boundary* à celui de *frontier*. Voir C.-B. Fawcett, *Frontiers, a study in political geography*, Oxford, Clarendon-Press, 1918. Notre langage scientifique pourrait se préciser dans le même sens, en opposant le mot de *limite* à celui de *frontière*, s'il était entendu que le mot frontière désigne toujours non une simple ligne, mais une zone d'une largeur mesurable plus ou moins grande. « La *lisière-frontière* (*Grenzsaum*), est la réalité, dit très justement Ratzel ; la *ligne-frontière* (*Grenzlinie*) n'est qu'une abstraction » (*Polit. Geogr.*, p. 538).

rouages de la frontière deviennent nombreux, et plus la zone frontière augmente de largeur. L'ancienne frontière française du Nord et du Nord-est, créée par Vauban, ne comprenait qu'une zone étroite de petites places et de forts où se sont localisées aux XVIIe et XVIIIe siècles les opérations de guerre. Après 1871, la frontière recouvrit toute la région du Nord et du Nord-est, avec deux lignes de camps retranchés et Paris comme réduit central. L'Empire allemand, qui s'empara en 1871 de l'ancienne ligne des places françaises de l'Est, n'en avait pas moins conservé et renforcé, en arrière de cette ligne, l'ancienne frontière militaire du Rhin, du fort d'Istein à Cologne. Vue sous cet aspect, qui est le vrai, la frontière entre deux grands Etats prend le caractère d'un phénomène stable et permanent. Que la ligne de démarcation avance ou recule, selon les chances de la guerre, la zone frontière considérée dans son ensemble, c'est-à-dire dans les deux Etats à la fois, ne change pas beaucoup. C'est ainsi que nous devons considérer le fait géographique de la frontière : il se lie étroitement, non aux incidents de l'évolution historique, mais aux conditions de vie permanentes et profondes des Etats délimités.

Cette vue s'applique aussi bien aux frontières de mer qu'aux frontières de terre. Sur la carte, la frontière de mer est constituée par la ligne des côtes ; Ratzel regarde une limite de cette nature comme la frontière naturelle parfaite, puisqu'une fois l'Etat arrivé aux bords de la mer, il semble à l'abri de tout recul et protégé par l'Océan lui-même [1]. Mais une ligne de côtes ne suffit pas, telle quelle, à faire une frontière. Au point de vue même de la géographie physique, les rivages sont des zones, et non des lignes, même dans les mers sans marées [2]. Au point de vue de la géographie poli-

1. « Les *frontières côtières* sont les meilleures frontières politiques qui existent à l'intérieur de l'*œcoumène*, car elles sont les plus naturelles » (Fr. Ratzel, *Geogr. Polit.*, p. 568).

2. Murray, un des naturaliste du *Challenger*, évaluait à 800 mètres la largeur moyenne de la zone des marées. Pour les mers sans marées, la zone côtière est moins visible : mais on reconnaît son existence en étudiant les caractères des animaux et des plantes qui y vivent. Les amphibies y abondent.

tique, les côtes ne deviennent des frontières que lorsqu'elles sont organisées à l'instar des frontières terrestres, ce qui comporte, comme pour celles-ci, un développement notable en largeur. Tant que cette organisation n'existe pas, la frontière de mer est inexistante aussi. A l'époque de la guerre de Cent ans, la France avait atteint ses limites naturelles et indépassables sur la Manche et sur l'Océan, du Pas-de-Calais à la Gironde ; mais elle n'avait point de frontière maritime ; l'Etat français, faible encore, n'avait pas su l'organiser : aussi les Anglais débarquèrent où ils voulurent. Dans la campagne de Poitiers, ils prirent pour base leurs possessions continentales de Guyenne; mais dans celles de Crécy et d'Azincourt, ils ne se donnèrent pas cette peine : c'est en territoire français qu'ils s'installèrent *de plano* en venant par mer, sans que personne les empêchât. Comme la frontière terrestre, la frontière maritime est une œuvre d'Etat, dont la complexité croissante et les progrès suivent ceux de l'Etat lui-même.

Les frontières ont donc évolué dans leurs formes et dans leurs caractères géographiques. Cette évolution dépend des lois générales qui gouvernent l'existence des sociétés politiques, c'est-à-dire la crue continuelle du peuplement, l'extension sur la planète des régions actives, l'établissement des chaînes d'Etats ininterrompues et l'accroissement de valeur du sol occupé.

La notion même de la démarcation linéaire, inséparable pour nous de la notion de frontière, est relativement récente. Toutes les anciennes frontières, dit Ratzel, étaient des étendues vides. Les Etats, dans leurs formes embryonnaires des premiers âges de l'histoire écrite, ne cherchaient point le contact avec leurs voisins ; ils le fuyaient autant que possible. Aux époques où il n'y avait ni masse de peuplement continue ni circulation générale, et où à l'intérieur même des Etats les routes étaient peu nombreuses et peu sûres, les sociétés politiques se sont abritées derrière des marches laissées vides d'un commun et tacite accord : forêts, déserts

ou steppes sans habitants sédentaires, terres de détrousse pour les voyageurs qui s'y risquaient [1]. On doit se figurer la carte politique des anciens empires du proche Orient, de l'Egypte à l'Elam et de la Lydie à la Chaldée, comme quelque chose d'analogue aux Etats à esclaves du Soudan avant la colonisation européenne : entre les principales sociétés organisées existaient des zones à la destinée incertaine, livrées au nomadisme ou à des groupements temporaires et fragiles. Le cas n'était pas le même pour les Etats-villes de la Grèce, de la Phénicie et de l'Italie gréco-latine : là, le sol occupé, à cause de sa faible étendue, acquit de bonne heure une valeur élevée, ce qui fit naître, en même temps qu'une civilisation précoce, la démarcation linéaire. Mais cette contiguïté précise, qui nous paraît maintenant aussi naturelle que l'existence même de l'Etat, n'était jamais acceptée de bon gré par les anciens. Toute cité qui possédait la supériorité militaire cherchait à faire le vide autour d'elle, non par cruauté, mais parce qu'elle ne voyait pas d'autre moyen d'assurer sa sécurité à venir [2]. « En vertu du droit de la guerre, Rome, dit Fustel de Coulanges, a étendu la solitude autour d'elle ; du territoire où les Volsques avaient vingt-trois cités, elle a fait les marais pontins ; les cinquante-trois villes du Latium ont disparu ; dans le Samnium on put longtemps reconnaître les lieux où les armées romaines avaient passé, moins aux vestiges de leurs camps qu'à la solitude qui régnait aux environs » [3]. On reconnaît là plutôt la pensée politique de l'étendue vide comme frontière de protection que, comme le croit Fustel, une haine aveugle pour les dieux des cités vaincues.

1. « Libonta est la dernière ville des Makololos ; une fois que nous l'aurons quittée, nous ne trouverons plus sur notre passage que quelques stations habitées par des bouviers, puis les hameaux qui gardent la frontière, et enfin la contrée déserte qui s'étend jusqu'au Londa ou pays des Balondas. » (D. Livingstone, *Exploration dans l'intérieur de l'Afrique australe de* 1840 *à* 1856, trad. franç., Paris, 1859, p. 282).

2. César fait la même remarque pour la Germanie. « Civitatibus maxima laus est quam latissime circum se vastatis finibus solitudines habere. » (Cæs., *de Bello Gallico*, VI, 23).

3. Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, 5e éd., p. 244.

Une seconde phase de l'évolution des frontières commence lorsque les grands Etats, possesseurs d'une hiérarchie politique et militaire complexe, se trouvent en contact avec des sociétés frustes, mal organisées ou demi-nomades. Avec ces sociétés il n'est pas possible d'établir des relations solides soit de guerre, soit de paix ; les frontières sont dans un état d'insécurité qui n'est ni la guerre, ni la paix. Telle était la situation de l'Empire romain en face des tribus celtes ou germaines ; telle était celle de la Chine en face des nomades de l'Asie centrale. La frontière, dans ce cas, a souvent pris la forme d'une zone vide et inorganisée du côté de la barbarie ; cette zone était limitée, du côté de l'Etat policé, par des lignes continues d'ouvrages fortifiés ou par des obstacles naturels renforcés d'ouvrages aux points faibles. Contre les Pictes d'Ecosse l'Empire romain avait tracé d'une mer à l'autre le *Vallum Hadriani*. En face de la Germanie existaient les deux longues lignes fluviales du Rhin et du Danube, avec leurs zones militaires en arrière des fleuves, leurs colonies romaines et leurs camps permanents de légions : au Ier siècle, sur vingt-cinq légions, quatorze assuraient la garde du Rhin et du Danube[1] ; d'un fleuve à l'autre s'étendait dans les Champs Décumates une ligne fortifiée ininterrompue[2]. La Chine a réalisé d'une manière plus complète encore ce type de frontière : contre les incursions des nomades turcs et mongols, l'empereur Hoang-Ti construisit, de 214 à 204 av. J.-C., le *mur long de dix mille lis*, la Grande Muraille[3]. Mais, même avec la frontière ainsi matérialisée, celle-ci n'était pas réduite à un mur et à un fossé : au delà du mur existait une marche où se faisaient les transactions pacifiques ou guerrières. Les patrouilles romaines battaient les rives germaines du Rhin et du Danube, les marchands de Rome y allaient souvent ; on a trouvé sur cette zone frontière des monnaies romaines nombreuses. La colonisation chinoise

1. Tacite, *Annales*, IV, 5.
2. C'était le *limes romanus*, de Mayence à Ratisbonne.
3. L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie*, p. 88-89.

déborda la Grande Muraille à peine construite et se fit une large zone de contact avec les nomades[1].

C'est seulement après le moyen âge féodal, période de dispersion politique où l'on peut à peine parler de frontières, qu'un type nouveau de frontières politiques commence à exister, au moins en Europe. La valeur accrue du sol, l'augmentation de la population, le desséchement des marais, l'ouverture de larges percées dans les forêts, l'existence de routes commerciales suivies ne permettent plus de laisser entre les Etats de vastes zones sans possesseur défini. Mais le groupement des atomes féodaux ne se fait pas selon un plan géographique ou militaire régulier : il se fait au hasard des successions dynastiques, des convenances ou des coups de force, sans aucun souci des limites naturelles, qui sont une fiction diplomatique récente, et sans souci de grouper sous une même domination les populations unies par les langues et par les affinités ethniques. Le seul avantage géographique que les Etats recherchent, ce sont les positions bien fortifiées par la nature : soit les nids d'aigle où les citadelles à la Vauban remplaceront les châteaux féodaux, soit les positions abritées par un lacis de rivières, de canaux et de marais. Les Etats ne cherchent pas tant une bonne ligne frontière continue qu'une chaîne de postes de cette nature. Quand ils possèdent ces postes de commandement, ils se soucient peu que le territoire environnant leur appartienne ou demeure aux mains de leurs voisins. De là une complication extrême dans le tracé des frontières, du XVe au XVIIIe siècle ; de là ce grand nombre d'enclaves, fortifiées ou non, par lesquelles les sociétés politiques pénétraient sur le territoire les unes des autres. Avec Philippeville, Mariembourg, Bouillon, Luxembourg, Trarbach, Casal et d'autres places encore, la royauté

1. Il y a d'assez nombreux exemples de murs frontières dans la péninsule des Balkans : l'un des plus importants est la vieille muraille de l'isthme de Corinthe, construite en 480 avant J.-C. par les Péloponésiens et plusieurs fois reconstruite depuis lors. Les restes du mur d'Anastase se trouvent à la limite de la grande dépression de la basse Maritza et de l'Ergène. L'*Hexamilon* de Miltiade (muraille de six milles) fermait aux Thraces la Chersonèse de Thrace colonisée par les Athéniens.

de Louis XIV disposait, sur le territoire des Pays-Bas, de l'Empire germanique et de la Savoie, de « places de sûreté » pour employer une expression de l'époque ; ces enclaves en territoire ennemi formaient la vraie frontière ; les hommes d'Etat se souciaient peu que celle-ci formât une ligne continue. Car ce sont les progrès de l'unification intérieure des Etats, et notamment l'unification économique, qui, en nécessitant une ligne serrée de postes douaniers, ont nécessité une démarcation linéaire ininterrompue : à l'époque où diverses lignes douanières se croisaient à l'intérieur du pays et où plusieurs provinces demeuraient hors de l'Etat au point de vue économique, une ligne de démarcation continue n'aurait répondu à aucun besoin réel.

Le type moderne de la frontière exactement délimitée se présente à nous comme un résultat de l'unification intérieure de l'Etat tout à fait réalisée. C'est le dernier terme de l'évolution de la frontière. La frontière moderne traduit sur la carte la cohésion croissante de l'Etat. Les enclaves ont disparu (fig. 22) ; les lignes frontières ont pris une simplicité relative ; leurs tracés ne sont pas arbitraires ; les courbes capricieuses qui subsistent encore dans les lignes, proviennent des « conflits d'estimation de la valeur du sol » entre Etats voisins, dont parle Ratzel[1]. Les finasseries diplomatiques se sont toujours donné comme objet principal la solution de ces conflits ; elles y réussissent le plus souvent par des cotes mal taillées. Mais la frontière n'est pas une simple ligne, pas plus aujourd'hui qu'autrefois : elle est toujours une zone, une étendue ; seulement, au lieu d'être une étendue vide, comme la vieille frontière, la frontière moderne est une étendue organisée.

Ce développement est en grande partie l'œuvre de la Révolution et de l'Empire. Les campagnes parfois rapides et foudroyantes de ce temps ouvrirent les yeux des hommes d'Etat et des militaires sur l'inutilité des enclaves isolées et

1. « Les conflits d'estimation de la valeur du sol sont une des forces d'impulsion de la vie des peuples. » Fr. Ratzel, *Polit. Geog.*, p. 36.

Fig. 22. — Modifications de la frontière Française du Nord et du Nord-est aux traités de 1815 (d'après la carte de Fallex). Suppression des enclaves et triomphe de la démarcation linéaire.

même des chaînes de forteresses, en même temps que le développement du sentiment national paraissait pour la première fois lié à l'existence d'un corps territorial continu et homogène. En 1814, lorsque les Alliés proclamèrent qu'ils rendaient à la France les frontières de 1792, ils ne les rendirent pas en réalité, car ils substituèrent une frontière continue à la frontière discontinue de l'ancien régime. C'est la délimitation de 1814 qui dénote une conception toute nouvelle de a frontière.

3. — *FRONTIÈRES COLONIALES OU FRONTIÈRES ÉBAUCHÉES*

Le tableau de l'évolution des frontières que nous venons d'esquisser ne s'applique qu'aux pays qui ont derrière eux un long passé d'histoire politique, c'est-à-dire à l'Europe et à l'Asie. Sur les continents qui ont vu les deux stades de l'histoire coloniale, en Amérique et en Afrique, la frontière a acquis de bonne heure la précision linéaire, sans passer par la gestation des marches incertaines : mais c'est une précision toute provisoire et temporaire, subordonnée dans le devenir aux conditions souveraines de la répartition du peuplement et de la valeur du sol. En Europe, la frontière finit par se préciser en une ligne qui n'est point arbitraire, et qui est un produit du déterminisme géographique et historique. En Amérique et en Afrique, la frontière consiste dès l'abord en une démarcation linéaire où les lois de la géographie et de l'histoire n'ont rien à faire, ou à peu près. Dans la répartition des terres coloniales se montre donc au premier abord une victoire de la volonté humaine sur la nécessité, puisque le sol est découpé en tranches selon des plans arrêtés et définis. Mais c'est une victoire sans lendemain. Les frontières ainsi fixées ne demeurent stables qu'aussi longtemps que le sol qu'elles sillonnent est sans valeur. Dès que les diversités géographiques sortent de terre grâce au peuplement, aux voies de communication et à la mise en culture, les cadres d'abord

déterminés se montrent caducs et insuffisants ; des affinités et des hostilités nouvelles se font jour ; peu à peu, les frontières tendent à se redresser selon des lignes en apparence plus capricieuses, et en réalité plus conformes aux influences du milieu ou aux instincts collectifs des jeunes sociétés colonialés.

Les nations d'Europe, dont l'effort a fait ou est en train de faire de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Australie des régions actives au point de vue politique, ont regardé ces continents comme des tables rases où les hommes d'Etat pouvaient tracer des frontières à leur fantaisie, sans autre préoccupation que celle de proportionner grossièrement l'étendue relative des tranches de sol à l'appétit des puissances partageantes. Il est rare que la valeur du territoire entre en ligne de compte : elle est le plus souvent inconnue à l'époque du partage, qui suit de très près les premières reconnaissances géographiques, fort superficielles ; et même, dans le cas du partage du monde colonial fait par la bulle d'Alexandre VI, en 1493, entre l'Espagne et le Portugal, il n'y avait encore aucune reconnaissance de l'étendue partagée (sauf le premier voyage de Colomb). La population indigène est aussi comptée pour rien, ou à peu près : aux yeux des partageants, c'est un élément inerte et malléable qui, comme la carte, souffre tout. Les terres partagées sont réellement, à l'époque de leur partage, des *terræ incognitæ*. Aussi la carte politique des pays neufs fourmille-t-elle de lignes droites et d'angles droits, qui contrastent singulièrement avec les tracés complexes des frontières d'Europe, mûries et vieillies par l'histoire.

Aux premiers âges de la colonisation, ces découpages du sol n'étaient pas seulement arbitraires : ils étaient faits sur des cartes inexactes et incomplètes. Aussi ont-ils donné lieu plus tard à des contestations nombreuses, notamment dans l'Amérique du Sud. Aujourd'hui, la précision plus grande de la cartographie permet aux hommes d'Etat de suivre quelques règles définies. Elles ont été résumées de la manière

suivante par lord Curzon, dont la grande expérience coloniale est bien connue[1].

En pays neuf, il y a trois sortes de frontières, ou plutôt trois manières de fixer la frontière. On a le choix entre la frontière *géométrique*, la frontière *astronomique* et la frontière de *référence*.

La frontière géométrique est une ligne droite entre deux points donnés, ou une ligne brisée reliant plusieurs points choisis comme jalons de démarcation. Une frontière de cette nature traverse les rivières et enjambe les montagnes, sans s'inquiéter des unes et des autres. Une grande partie des limites entre les États de la grande République américaine sont des frontières géométriques.

La frontière *astronomique*, qui est un perfectionnement de la première, due à une cartographie plus exacte, suit un degré de méridien ou de parallèle. La frontière des États-Unis et du Canada, de l'Océan Pacifique au lac des Bois, suit le 49e parallèle sur une longueur d'environ 2 000 kilomètres ; c'est la plus longue frontière astronomique qui soit au monde.

La frontière de *référence* suit à une distance convenue un accident du sol représenté par les cartes sous forme d'une ligne, tel que le cours d'un fleuve, une ligne de côtes ou une crête de chaînes de montagnes. Ainsi le traité de 1825, entre la Russie, alors propriétaire de l'Alaska, et l'Angleterre, fixa la limite entre l'Alaska méridional et la Colombie britannique à une ligne suivant à dix lieues dans l'intérieur les découpures de la côte, de façon à laisser à l'Alaska toute la région littorale. Cette manière de procéder est la plus défectueuse : elle rend très difficile le tracé de la frontière sur le terrain ; elle donne lieu à de multiples contestations lorsque le sol prend une certaine valeur, comme il est arrivé pour l'Alaska et pour la Colombie lors de la découverte des mines d'or du Klondike[2].

A ces trois sortes de frontières il faut ajouter, bien entendu, les frontières dites « naturelles », côtes, rivières ou crêtes montagneuses, dont le tracé capricieux juxtapose singulièrement, en pays neuf, les lignes et les courbes les plus variées aux lignes droites et aux angles droits.

Naturelles ou artificielles, toutes les frontières des pays neufs, rejetons coloniaux ou Etats indépendants, sont des frontières *ébauchées*. Elles sont toutes appelées à prendre

1. Lord Curzon, *Frontiers* [The Romanes Lectures, 1907], Oxford, 1907.
2. A. Métin, *La Colombie britannique*, p. 155.

dans l'avenir une forme plus organique, c'est-à-dire moins régulière, par entente amiable ou par force, à mesure que s'accroîtront le peuplement, la valeur du sol, et les diversités psychologiques et économiques entre les groupes. Seules pourront se maintenir telles quelles les frontières tracées entre les Etats unis par un lien fédéral, comme les 48 Etats de l'Union américaine ou ceux de la Confédération d'Australie. Car entre les Etats ainsi confédérés disparaissent presque totalement la pression politique de contiguïté et les divergences d'intérêts généraux qui font toute la vie et toute la valeur des frontières. Ce ne sont plus des frontières qui séparent les Etats confédérés, ce sont des limites administratives à peine plus vivantes que nos limites départementales. Il n'y a en elles aucun conflit de forces, latent ou déclaré.

4. — *FRONTIÈRES DE TENSION ET FRONTIÈRES MORTES*

Au rebours des frontières ébauchées, qui ne sont que des espaces vides traversés par une ligne de démarcation arbitraire, les frontières complètes sont des zones où des deux parts s'accumulent les forces et les ressources des Etats, en vue de faire face aux conflits possibles ou de préparer la satisfaction des convoitises territoriales. Ce sont les frontières des luttes et des guerres : celles-ci s'y trouvent toujours en puissance, même quand elles n'éclatent pas. Aussi appelons-nous ces limites des frontières de *tension*. Considérées sur les cartes non comme une représentation inerte, mais comme l'expression d'une chose vivante, elles nous montrent, au point de vue de la géographie politique, les Etats en position constante de défense et d'attaque. Organe périphérique du grand Etat, la frontière de tension accumule, sur un ruban terrestre ou côtier qui entoure l'Etat entier, des moyens, des ressources et des forces dont beaucoup mettent leur empreinte sur la carte et aident à concevoir la frontière comme une étendue organisée : ce sont les forteresses, les camps

retranchés, les forts d'arrêt, les chemins de fer stratégiques à double voie, les concentrations de troupes, les industries protégées par la muraille douanière, les ports militaires, les batteries de côtes, les lignes télégraphiques et téléphoniques.

Tous les Etats disposés en chaîne continue, dans les régions actives du globe, possèdent des frontières organisées de cette manière. Mais les armatures des frontières diffèrent beaucoup les unes des autres, selon le degré de la tension permanente qui existe entre les sociétés voisines. Il y a des armatures compliquées et formidables où la guerre semble n'attendre que le moment d'être déchaînée ; il y en a d'autres où la rouille envahit la machine, qui aurait peine à se remettre en marche ; il y en a d'autres, enfin, où l'armature de la frontière paraît n'être là que pour la forme ; elle fait penser aux canons de bois et aux dragons peints que les Européens trouvèrent, en 1860, dans les forts chinois de Takou. Ces différences sont visibles sur les cartes mêmes : comparez les chemins de fer, les routes, les forteresses et les emplacements de troupes sur la frontière franco-allemande et sur la frontière franco-espagnole. Il y a une densité pour les choses organisées et utilisées par l'homme, comme il y en a une pour le peuplement humain : on peut donc parler d'une *densité de frontière*, et dire, pour reprendre nos exemples, que cette densité atteint son maximum de la Meuse au Rhin et son minimum sur les Pyrénées.

Une étude comparée montre que la densité de frontière est toujours en rapport avec les deux grands faits de base de la géographie politique, la densité du peuplement et la valeur du sol occupé. Plus les populations de la région traversée par la zone frontière sont nombreuses, plus l'activité et les ressources économiques y sont grandes, et plus la frontière est dense. Toujours la forteresse accompagne les terres riches, les grandes voies du commerce, les grandes villes et les concentrations d'industrie.

Il en résulte qu'au point de vue de la géographie, les fron-

tières de mer sont denses surtout lorsqu'elles avoisinent les voies principales de la circulation maritime, et les frontières de terre sont denses surtout lorsqu'elles traversent les pays de plaine où s'accumulent les hommes, les instruments de travail et les richesses.

Dans les frontières de terre tracées à travers les régions de cette nature, les obstacles naturels sont le plus souvent rares ou insignifiants; les communications entre les groupes qui habitent des deux côtés de la limite d'Etat sont nombreuses; de multiples relations d'affaires, d'intérêts et de sentiments passent sans cesse entre les poteaux de démarcation; de part et d'autre les groupements sont composés d'hommes qui ont à peu près les mêmes mœurs et le même genre de vie, qui souvent parlent la même langue, ou tout au moins savent se servir des deux langues nationales des Etats contigus. Et pourtant, les uns et les autres obéissent à des chefs différents; les uns et les autres ont respectivement leurs institutions, leurs codes de lois et leurs systèmes d'impôts; au premier ordre et au premier signal, les voisins pacifiques deviennent de furieux ennemis qui s'égorgent au milieu de leurs champs dévastés et de leurs maisons rasées.

Ce spectacle est précisément celui que nous ont donné à tous les âges de l'histoire les régions les plus riches et les plus actives du globe, car elles sont traversées par des frontières de tension. Il n'est pas étonnant que le contraste violent, plus violent là que partout ailleurs, entre les riants travaux de la paix et les fureurs de la guerre, ait choqué les âmes tendres et les esprits faibles qui ne veulent pas ou ne peuvent pas voir l'âpre réalité. Il n'y a pas de sujet qui revienne plus souvent sous la plume des utopistes humanitaires que la suppression des frontières. Soit par leur suppression pure et simple, soit par l'établissement d'un fédéralisme universel qui les rendrait inoffensives, des gens qui ont coupé tout contact entre leur idéologie et la vérité des choses veulent obtenir la société meilleure de leurs rêves. Il leur paraît commode de biffer ces lignes arbitraires de nos cartes, qui ne cadrent même pas avec les grandes divisions régionales reconnues par la géographie physique, et qui, là où elles indiquent les contacts les plus douloureux, ne coïncident presque jamais avec des lignes de séparation naturelles. Il est bien tentant de soutenir que les frontières ont été inventées par les hommes d'État et

par les militaires pour opprimer les peuples ; il est facile de le faire croire aux simples, surtout dans les pays comme la France, où le peuple se laisse aisément entraîner à un idéalisme naturel et généreux, mais dangereux.

Ceux qui auront une claire notion géographique de la frontière ne se laisseront pas aller à de tels écarts de l'imagination et de la pensée spéculatives. Pour s'en prémunir, il suffit de se rappeler que la frontière de tension n'est pas une ligne, mais une zone, une *étendue*, où se concentrent, en vertu d'une nécessité rigoureuse qui n'est autre que la lutte pour l'existence, toutes les forces et les ressources d'État lentement accumulées par le déterminisme historique et géographique. Supprimons par hypothèse la démarcation linéaire ; supprimons même les travaux militaires de protection et d'attaque : la masse de conflits latents qui forme la base solide de la frontière de tension subsiste toujours, tant que le pays reste fait pour attirer les hommes et tant que de grands groupes organisés en nations ont besoin de la place au soleil que représente la zone de démarcation. Supprimée par un acte de la volonté humaine, la frontière militaire et politique renaîtrait spontanément de l'impérissable frontière ethnique, économique et sociale. Les frontières de tension ne peuvent réellement disparaître que si les États autonomes et souverains disparaissent aussi. La fin des frontières serait la fin des États, expressions concrètes des nations vivantes ; elle signifierait donc la fin des autonomies nationales au profit d'un pouvoir universel chimérique, et certainement contraire à l'orientation de la géographie politique et de l'histoire, telle que nous pouvons la saisir (voir plus haut, chap. VII, § 6 et plus loin, chap. XV et XVI).

Cependant, la nécessité fondamentale de la frontière de tension ne nous fait pas méconnaître les variations que présente sa densité au cours des âges. La densité de la frontière varie avec les progrès ou la décadence des Etats qui la bordent, et aussi avec les directions différentes de leur expansion. La position de la frontière sur la carte politique générale fait varier sa densité en même temps que varient les grands courants de l'histoire. Si le courant se détourne des régions que traverse la frontière de tension, celle-ci se *détend*, sa densité diminue, et la ligne de démarcation, même défectueuse, s'immobilise pour une longue période au tracé où les derniers mouvements l'ont fixée. Souvent des frontières de cet ordre continuent à osciller avec une moindre ampli-

tude et selon un rythme ralenti; dans ce cas, elles vivent encore; mais il arrive aussi que toute trace d'activité disparaît : nous n'avons plus alors qu'une frontière *morte*, ou au moins une frontière en sommeil dont le cycle d'évolution est fermé pour une période indéterminée.

De même que la frontière franco-allemande est un exemple complet de frontière de tension, la frontière entre la France et l'Espagne donne l'image bien nette d'une frontière morte, depuis le traité des Pyrénées en 1659. Dans les deux siècles de rivalité franco-espagnole qui précédèrent ce traité, il y eut sur cette zone une tension continue, qui se traduisit par des oscillations fréquentes de la ligne de démarcation aux deux extrémités de la chaîne pyrénéenne, en Béarn, en Navarre, en Roussillon et en Catalogne. La chute de l'Espagne comme grand Etat a déterminé la fixation de la frontière des Pyrénées; elle s'est immobilisée à un tel point, qu'il n'a même pas paru nécessaire de corriger les bévues des négociateurs de 1659. Ainsi l'enclave de Llivia, en Cerdagne, n'existe que par le fait d'une méprise des sous-ordres de Mazarin et de don Luis de Haro. Des deux côtés, l'armature de la frontière est réduite autant qu'il est possible : malgré l'imposante barrière naturelle des Pyrénées, c'est une frontière de canons de bois et de dragons peints.

Il se pourrait que, dans un prochain avenir, la frontière franco-italienne, où la tension a été forte tant que la Triple Alliance a duré, voie sa densité diminuer et son armature se rouiller tout à fait. Ce serait alors une frontière morte; mais elle deviendrait telle pour d'autres raisons que celles qui ont fossilisé la frontière franco-espagnole. La frontière s'immobiliserait si la France et l'Italie faisaient partie d'un système fédératif permanent, que sa nature même et son objet mettraient à l'abri des fluctuations brusques et imprévues. Entre elles, une frontière de tension n'aurait plus de raison d'être, car il n'y aurait des deux parts ni convoitises territoriales, ni nécessités de défense; la barrière douanière seule subsisterait, encore serait-elle fort abaissée. Peut-être la ligne de démarcation

changera-t-elle quelque peu ; mais ces changements, s'ils ont lieu, seront d'une très faible amplitude et se feront par entente amiable ; une fois qu'ils seront réalisés, la ligne s'immobilisera pour une longue suite de générations, comme celle des Pyrénées.

Il est à remarquer que, sur le long développement des frontières françaises, celles qui montrent le plus de tendances à s'immobiliser sont les frontières montagneuses des Alpes et des Pyrénées. Ce ne sont point ces chaînes de montagnes qui contraignent la frontière à la fixité. Dans les Pyrénées, la fixation date de deux siècles ; dans les Alpes, elle date de cinquante ans; mais dans l'un et dans l'autre cas, la montagne n'a été qu'un élément passif. L'équilibre instable des forces produit par la densité variable du peuplement et par les variations de valeur des territoires donne ici, comme pour beaucoup d'autres faits de la géographie politique, l'explication du mouvement et du repos. C'est là une première donnée qui nous servira à ramener à sa juste valeur la notion des frontières naturelles.

5. — *NOTION SURANNÉE DES FRONTIÈRES NATURELLES*

Nous accepterions l'expression de « frontières naturelles », si ceux qui l'emploient entendaient par là que les frontières ne dépendent point du caprice de l'homme, mais d'un ensemble de lois naturelles et sociales où s'encadre pour sa part, en se liant étroitement aux autres forces, la volonté collective des sociétés politiques. Ce n'est pas là ce qu'on entend, d'ordinaire, par frontières naturelles. Cette expression s'applique aux accidents physiques importants, tracés sur les cartes et placés selon une disposition linéaire, qui servent de limite à deux Etats. Il n'y a que trois sortes d'accidents physiques auxquels les représentations schématiques des cartes prêtent un dessin linéaire : ce sont les côtes, les fleuves et rivières, et les chaînes de montagnes. Et

telles sont les frontières dites naturelles par les conventions diplomatiques.

Depuis deux siècles environ, à mesure que se sont formées en Europe les chaînes continues d'Etats, la conquête d'une frontière naturelle est entrée souvent comme cause ou comme prétexte dans les objectifs de la politique et de la guerre. La notion la plus lointaine de la frontière naturelle semble être éclose dans le cerveau des hommes d'Etat et des empereurs de Rome : du Ier au IIIe siècle, l'empire fixe lui-même sa limite, du côté de la barbarie germaine, au Rhin et au Danube. Lorsque ces fleuves sont dépassés, le Rhin par Varus sous Auguste et par Germanicus sous Tibère, le Danube par Trajan et par Marc-Aurèle, ce ne sont que des incursions sans lendemain, sauf la colonisation de la Dacie Trajane; encore Aurélien la supprime-t-il en 273, et le Danube redevient sur presque tout son cours la limite de l'empire. Ignorée lors des invasions barbares et pendant le moyen âge féodal[1], l'idée politique des frontières naturelles renaît peu à peu en Europe lorsque se forment les grands Etats modernes. Richelieu la formule pour la France en s'appuyant sur les souvenirs de la Gaule romaine. L'Angleterre et l'Espagne, rapidement constituées dans un cadre de démarcation visible sur les cartes les plus grossières, servent d'exemple. Napoléon III, en prenant les armes pour l'Italie, promet de la rendre libre « des Alpes jusqu'à la mer Adriatique ». Dans l'Inde, les Anglais, en conquérant pied à pied, au cours du XIXe siècle, ce qu'ils appellent la « frontière scientifique », ne cherchent pas autre chose que les limites naturelles de protection, telles qu'ils les conçoivent.

La recherche des frontières naturelles s'explique avant tout par le besoin même de protection et de sécurité qui donne naissance aux frontières organisées, lorsque l'étendue

1. Seul l'empire carolingien, héritier des traditions romaines, a montré quelque tendance à déterminer son cadre d'après les frontières naturelles. Dans un capitulaire de 811, Charlemagne dit que son empire est borné à l'est par l'Elbe et au sud par les Pyrénées. FUSTEL DE COULANGES, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, Paris, 1885, p. 330.

vide disparaît et que les pressions de contiguïté s'exercent entre les Etats d'une manière ininterrompue. Les rivages maritimes forment à ce point de vue une frontière d'une incontestable valeur, dès que la circulation intérieure est assez commode pour que la volonté de l'Etat s'y fasse rapidement sentir ; aussi les frontières de mer, une fois fixées, ne changent plus guère et sont rarement disputées, sauf dans les régions où leur sort dépend de celui des frontières terrestres voisines. Mais ce n'est pas ordinairement à des frontières de cette espèce que pensent les hommes d'Etat, les publicistes et les diplomates, quand ils parlent de frontières naturelles. Ce sont les fleuves et les montagnes qu'ils ont en vue. Examiner la valeur de la notion des frontières naturelles, c'est donc examiner la valeur des fleuves et des montagnes comme barrières de protection. Il paraît bien que cette valeur a été fortement surfaite : le formalisme d'Etat qui a fait des frontières naturelles une sorte de dogme, et qui à certaines époques s'est cristallisé dans le cerveau immobile de nombreux diplomates, ne résiste pas à l'examen.

Les fleuves ont servi réellement de barrières de séparation, aux époques lointaines de la préhistoire et même de la primitive histoire où les tribus errantes qui vivaient sur leurs bords n'avaient aucun moyen de les dompter, de les canaliser, de les traverser en tout temps et d'endiguer leurs crues. A juste titre, Vidal de la Blache et Baulig ont remarqué qu'à l'état fruste des sociétés, comme dans la Gaule et dans la Germanie ancienne, les grandes vallées fluviales n'attirent pas autant qu'on l'a dit les établissements humains : les fleuves sont alors accompagnés d'une zone ininterrompue de roselières, de marais et de fausses rivières qui font des champs d'inondation permanente[1]. Mais un des premiers et des plus constants efforts de l'homme sur le sol consiste précisément dans l'aménagement des vallées fluviales : les ma-

1. « Pendant la majeure partie de leur cycle d'évolution, le voisinage des rivières n'est pas favorable à l'établissement de routes naturelles » (H. Baulig, *Sur la distribution des moyens de circulation et de transport chez les indigènes de l'Amérique du Nord*, *Ann. de Géogr.*, 1908, p. 449).

rais sont desséchés, les fausses rivières sont supprimées, les fleuves sont endigués, des ponts sont jetés ; la fertilité des vallées alluviales y concentre les cultures riches dès que l'inondation ne les menace plus; les villes et les villages se pressent sur les bords des fleuves assagis. Alors les fleuves ne sont plus des barrières ; ils sont plutôt, eux et leurs vallées, des zones de jonction où descendent, de plus en plus nombreuses, les populations des plaines et des plateaux voisins. Ces zones peuplées et riches acquièrent une grande importance au point de vue des conflits d'estimation de la valeur du sol entre deux Etats limitrophes. Mais il serait vain d'y chercher, pour l'un ou pour l'autre, une barrière de protection. Les têtes de pont et les villes fortifiées n'y font rien : aucun fleuve, large, profond et garni de forteresses, n'empêchera jamais une armée de passer. L'histoire militaire le montre assez ; celle de la grande guerre de 1914 le prouve une fois de plus : aucun fleuve européen n'a servi efficacement de barrière. Le plus grand des fleuves de la zone de guerre, le Danube, a été traversé par Mackensen, à Giurgevo, en novembre 1916, en face d'une armée roumaine. Les grandes batailles d'Occident se sont livrées à cheval sur des rivières, la Somme, l'Oise, la Marne, la Meuse. L'Yser n'a servi de barrière qu'à cause de la large zone d'inondation qui, de Dixmude à Nieuport, l'a changé en golfe maritime. Le fleuve et la rivière sont donc inefficaces comme limites naturelles, c'est-à-dire comme barrières de protection[1].

A ce point de vue, les montagnes opposent aux armées un obstacle plus difficile à surmonter. Si les passages de fleuves

1. « L'histoire militaire nous montre que jamais un fleuve, si large, si profond et si bien fortifié qu'il soit, n'a arrêté une bonne armée. A toutes les époques, le passage du Rhin dans les deux sens ne fut qu'un jeu pour les armées venues de France ou d'Allemagne » (C. Vallaux, *Le Sol et l'Etat*, Paris, 1910, p. 380). Aussi la Conférence de la paix s'est-elle montrée bien avertie des réalités de l'histoire et de la géographie en ne fixant pas la frontière militaire à la ligne du Rhin. Le Rhin lui a servi de base de référence. La vraie frontière, ce sont les têtes de pont et la zone sans soldats et sans forteresses de la rive droite ; c'est le *Grenzsaum*. Si l'Allemagne exécute ses engagements, nous ramènerons nos forces en 1925 à l'arrière de Cologne, et en 1930 à l'arrière de Coblence, sans nous préoccuper de la ligne fluviale. Le chef du gouvernement français avait des vues particulièrement justes sur la véritable valeur des frontières fluviales. V. G. Clemenceau, *Discours à la Chambre de députés du 25 septembre 1919*.

que nous raconte l'histoire militaire sont très souvent des opérations surfaites par les annalistes, comme le passage du Rhin par Louis XIV en 1672 et par Moreau en 1796, les guerres de montagnes ont donné de nombreux et beaux exemples d'énergie triomphante et de difficultés vaincues, depuis la célèbre traversée des Alpes par Annibal. Cependant, la valeur des montagnes comme barrière a toujours été fort exagérée. A l'épreuve, aucune barrière montagneuse ne s'est montrée insurmontable ; aucune n'est infranchissable pour les armées, à l'exception d'une seule, le grand Plateau central de l'Asie : et il s'agit ici d'un vaste *désert d'altitude*, porté sur presque toute son étendue à 4000 ou 5000 mètres au-dessus de la mer, plutôt que d'une barrière montagneuse. La plupart des chaînes de montagnes, travaillées par les dislocations anciennes, disséquées par l'érosion moderne, sont sillonnées de défilés et de cols, en longueur et en largeur, à tous les étages d'altitude. Les vues politiques et la technique militaire, adaptées à ces régions spéciales de la surface terrestre, atteignent aussi bien leurs fins qu'en pays de plaines. Considérons la carte politique de l'Europe aux principaux âges de son histoire ; portons notre attention sur cette grande barrière montagneuse des Alpes, qui paraît séparer les uns des autres les foyers politiques les plus actifs du continent : nous constatons que jamais les Alpes n'ont empêché les grands États en voie d'expansion sur un versant de déborder sur l'autre versant et de s'étendre au loin, tout comme si les Alpes n'avaient pas existé. L'empire romain les a partout dépassées vers le Nord, sur l'arc de cercle qui va de Nice à Vienne. Par contre, le saint empire germanique s'y est frayé des routes nombreuses vers le Sud. Le royaume de France s'est étendu au delà des Alpes, au XVIe siècle ; l'empire d'Autriche a fait la même chose au XIXe. Les frontières ont largement voyagé des deux côtés des Alpes ; c'est seulement depuis 1860 que la frontière politique s'est confondue avec la crête hypothétique des montagnes, du col de Tende au col de Gries et du Splügen à l'Ortler, tandis que sur tout le reste de la chaîne la Suisse et

l'Autriche, maîtresses du versant Nord, débordaient sur le versant Sud.

Si les montagnes n'offrent pas une protection plus réelle que les fleuves, elles s'adaptent encore moins que ceux-ci au tracé de la démarcation linéaire de la frontière. Ce tracé est relativement aisé pour les fleuves. La convention généralement adoptée fixe la frontière fluviale au thalweg, c'est-à-dire à la ligne de plus grande pente suivie par la masse principale des eaux. Le thalweg n'est pas invariable dans les fleuves travailleurs, où le charriage des matériaux de transport, en construisant et en détruisant sans cesse des îles et des bancs de sable, fait osciller le chenal d'écoulement des eaux. Cependant ces oscillations, ne se faisant que sur un petit espace, ont une faible importance ; les corrections nécessaires ne peuvent devenir matière à conflit. Le tracé n'est pas si commode pour les chaînes de montagnes. Il n'y a point ici de convention fixe : l'histoire des traités montre que les hommes d'État ont choisi comme base de démarcation tantôt la ligne des crêtes, tantôt la ligne de partage des eaux. Ces deux lignes sont souvent tout à fait distinctes ; elles sont l'une et l'autre difficiles à déterminer. On ne saurait dessiner la première sans posséder des cartes topographiques très exactes : ces cartes sont très récentes, et presque partout, là où elles existent, elles sont postérieures au tracé de la frontière, de sorte que celui-ci est entaché d'erreurs nombreuses.

La ligne de partage des eaux, peut-être plus facile à dessiner dans l'ensemble et pour cette raison adoptée plus souvent comme base, est sujette, en très haute montagne, à des oscillations relativement rapides déterminées par les lois de l'érosion régressive ; elle présente aussi, sur certains cols aux pentes très adoucies, des variations saisonnières qui la rendent tout à fait indistincte. Elle non plus ne donne pas une base très sûre pour une ligne de démarcation : de sorte qu'en dernière analyse la montagne, si elle précise bien sur la carte l'emplacement de la zone frontière, ne suffit pas à

déterminer par ses caractères propres le dessin de la ligne frontière[1].

Ainsi, les accidents physiques généralement reconnus comme de bonnes frontières naturelles ont perdu la plus grande partie de leur valeur comme barrières de protection ; ils n'ont même pas l'avantage de donner une démarcation toute faite. Leur valeur a été surestimée par les politiques et par les diplomates à cause de l'*illusion linéaire* dont ces hommes d'État ont été les victimes : s'ils avaient eu une claire notion des frontières d'État considérées comme zones, ils n'auraient pas eu la superstition des fleuves et des montagnes. Il ne faut pas accuser seulement la courte vue des hommes d'État : leur jugement a été faussé par le schématisme grossier des cartes, jusqu'à une époque très récente. Depuis Ortelius et Mercator jusqu'à la deuxième moitié du XIXe siècle, toutes les représentations cartographiques ont donné aux fleuves et aux montagnes une importance exagérée. Il est curieux de voir, jusque sur la carte de Cassini, les moindres rivières de France représentées en traits d'une épaisseur formidable. La représentation des montagnes était encore plus défectueuse. Dessinées d'abord en chapelets de petits monticules, puis, à partir de Buache, représentées par des hachures ressemblant à des chenilles, les montagnes évoquent dans les deux cas l'idée de talus continus et relativement minces où la ligne de démarcation paraît indiquée par la nature. Il est bien rare que, dans la réalité des choses, les montagnes se présentent ainsi.

En dehors des rivages maritimes, les accidents physiques qui répondent à l'idéal de la barrière de protection naturelle sont des faits géographiques qu'il est impossible de schématiser en une ligne, et que les cartes, d'ordinaire, représentent mal, lorsqu'elles ne les laissent pas tout à fait de côté. Ce sont le désert, la forêt primitive et le marais. Les déserts se déroulent, dans l'Ancien Monde, à travers des régions éloignées des principaux foyers de l'activité politique ; aussi, sur la lisière du désert, il n'y a qu'un petit nombre de frontières de tension ; mais, là où elles existent, il est vrai que le désert les fortifie singulièrement. La forêt primitive, c'est-à-dire totalement inexploitée, non éclaircie et non percée

1. « Dans les Andes patagones, des divergences se sont élevées entre les fonctionnaires chiliens et argentins chargés des opérations d'abornement : les premiers réclament comme limite la ligne de partage des eaux du continent, alors même qu'elle se trouve en plaine ; les seconds la crête principale de la Cordillère des Andes, laquelle est découpée par des vallées de fracture. Un protocole de 1893 stipule expressément que la ligne des sommets les plus élevés de la Cordillère des Andes qui séparent les eaux constitue la frontière entre les deux républiques. Sur ce texte, pourtant très clair, les deux parties n'ont pu se mettre d'accord, les Argentins tenant pour la ligne des plus hauts sommets des Andes, les Chiliens pour la ligne de partage des eaux du continent » (Ch. Rabot, *La Terre de Feu*, Paris, 1902, p. 159-160.) C'est le conflit qu'a tranché la sentence arbitrale du roi d'Angleterre.

de routes, n'existe plus guère que dans la broussaille subpolaire et dans la jungle équatoriale, loin des régions actives et des frontières vivantes. Les marais qui subsistent encore diminuent de jour en jour dans les pays habités par une population dense ; nous savons que ces pays sont les seuls où la frontière possède une grande valeur et où une barrière naturelle de protection offre quelque intérêt.

En définitive, les fleuves et les montagnes ne sont point des frontières naturelles. Les vraies frontières de ce genre sont, avec les côtes, les déserts d'altitude, les déserts proprement dits, les forêts primitives et les marais. Les déserts d'altitude n'existent que du Kouen-Lun à l'Himalaya ; les déserts proprement dits et les forêts primitives sont en dehors des chaînes de grands États ; les marais n'ont qu'une faible étendue, et ils diminuent sans cesse. Pratiquement, en dehors de l'Océan, il n'existe dans les régions actives aucune frontière naturelle entre les États. Partout les pressions de contiguïté s'exercent librement ; ni les fleuves, ni les montagnes ne les arrêtent.

6. — *VALEUR ET STABILITÉ CROISSANTES DES FRONTIÈRES*

Supposons que nous recourions pour les frontières aux patients procédés de mensuration que l'école allemande a mis en honneur en géographie physique. Si nous prenons des cartes politiques de l'Europe à différentes époques, depuis la fin du moyen âge féodal, et si pour chaque époque nous mesurons au curvimètre la longueur totale des frontières qui séparent les États, nous trouvons de siècle en siècle un total de kilomètres sans cesse décroissant. L'érudit qui fera cette vérification trouvera certainement selon les âges des sommes très différentes, qui lui montreront combien fut rapide le mouvement de simplification des frontières. La diminution considérable de leur longueur provient d'abord de l'absorption de nombreux petits États par les grands, puis de l'effort poursuivi par les grands Etats vers une démarcation linéaire rela-

tivement simple, qui supprime les enclaves grandes et petites. Les écoliers qui auraient voulu tracer en lignes coloriées, sur une carte muette, les frontières politiques de l'Europe du XVIIe siècle, auraient eu fort à faire ; pour le XXe siècle, la même besogne est assez facile. Les frontières ne se sont développées en longueur qu'au Sud-est, dans la presqu'île balkanique, dont l'évolution politique ne fait que commencer ; partout ailleurs, elles se sont écourtées ; l'unification de l'Allemagne et de l'Italie a fait tomber des lignes extrêmement longues et sinueuses de frontières politiques.

Il n'est pas certain que le mouvement de simplification continue. Il paraît arrivé au terme voulu par la nature des choses ; il se pourrait fort bien qu'il fût suivi d'une oscillation en sens opposé [1] ; dans ce cas, les frontières auraient un caractère nouveau répondant à un nouveau type d'États (voir chap. X). Quoi qu'il en soit de ces vues d'avenir, il serait très imprudent de tirer de la mensuration chiffrée des frontières des conclusions dans le sens utopiste. Car certains esprits seront tentés de conclure, de la « constriction » continue des frontières dans le passé, à leur suppression complète dans l'avenir. Ce sera tout à fait à tort. Si l'addition kilométrique des frontières montre qu'elles diminuent, il est certain qu'un seul kilomètre de frontières possède aujourd'hui une plus grande valeur que 50 kilomètres d'il y a deux cents ans, à cause de l'organisation moderne de la frontière, de la densité accrue de la population, et de la valeur sans cesse croissante du sol, même sur les zones montagneuses de démarcation et à plus forte raison dans les riches et populeuses plaines où passent presque toutes les frontières de tension. La valeur de la frontière ne se mesure bien pour le lecteur de la carte que s'il *pense*, en même temps que les données de celle-ci, toutes les forces matérielles, intellectuelles et morales qui des deux côtés font pression sur la ligne de démarcation, et de temps à autre la font craquer dans une crise belliqueuse. Avant l'établissement des chaînes continues d'États et des fortes pressions de contiguïté, il n'y avait pas un seul État d'Europe qui eût vraiment des frontières vitales : les zones-frontières pouvaient être écornées de part et d'autre sans que l'État vaincu souffrît autrement que d'une sorte de malaise passager. Aujourd'hui, il y a pour tout grand État des frontières vitales, qui ne peuvent être brisées sans que l'État tout entier souffre d'une crise très grave : telle était pour la France la mutila-

1. Ces lignes ont été écrites en septembre 1917, avant le bouleversement de l'Europe ; nous n'avons rien à y changer.

tion subie par sa frontière du Nord-est en 1871. Cela montre combien les frontières modernes, loin d'être un organe adventice surajouté à l'État, sont devenues une partie essentielle de l'organisme politique. Dans les pays d'Europe à évolution politique avancée, un Etat se définit aujourd'hui par sa frontière, aussi bien que par son territoire. On ne saurait donc exagérer la valeur de ce ruban de sol sillonné de chemins de fer et hérissé de forteresses.

Il résulte de la valeur sans cesse accrue de la frontière que toute pression tentée d'un côté pour déplacer la ligne de démarcation appelle de l'autre côté une contre-pression d'une énergie égale et une résistance obstinée. Le temps n'est plus où les conquérants taillaient en plein drap et à grands coups de ciseaux dans la carte d'Europe et d'Asie ; aujourd'hui, aux ambitions conquérantes s'opposent des résistances armées et organisées, qu'aucun génie militaire ne réussira à dompter au point où furent domptées les résistances d'autrefois. Il semble bien que l'épopée de Napoléon ait été, au moins pour le vieux continent, la dernière des grandes chevauchées conquérantes [1]. Les Empires qui « se fondent à cheval » sont pour jamais dans les limbes du passé. La moindre oscillation de la frontière exige maintenant des luttes longues et acharnées. Ainsi la valeur accrue des frontières de tension entraîne comme conséquence leur stabilité croissante. Cette stabilité ne ressemble pas à l'inertie absolue où se figent les frontières mortes : c'est, plutôt qu'une stabilité vraie, une sorte d'équilibre instable où se neutralisent provisoirement les forces opposées. Toutefois, cela suffit pour donner aux frontières, au point de vue historique, une sorte de fixité qui, à mesure qu'elle se prolonge, rend la tâche de plus en plus malaisée aux Etats qui s'efforcent d'empiéter sur leurs voisins.

1. Ce fut l'erreur capitale de Guillaume II de croire que lui et son peuple étaient de force à la rééditer.

CHAPITRE IX

LES TROIS PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA GÉOGRAPHIE POLITIQUE

C. — L'ÉTAT ET LA CAPITALE [1]

1. — L'organe central de l'État.
2. — Capitales naturelles et artificielles.
3. — Capitales maritimes et pénémaritimes.
4. — Excentricité fréquente des capitales.
5. — Conditions de permanence des capitales ; leur congestion croissante.

1. — *L'ORGANE CENTRAL DE L'ÉTAT*

L'étude générale de la structure de l'État comporte, après l'analyse de l'établissement territorial et des frontières, celle de la formation de la *capitale*. Ce troisième élément de la société politique fait, comme les deux autres, partie de la définition même de cette société. Il n'y a point d'État sans capitale. Celle-ci peut être, selon la nation ou l'Etat, un assemblage de paillottes ou de cabanes en bois, un camp permanent, une ville mesquine ou un centre urbain tel que Londres ou Paris ; elle peut être fixe ou mobile, permanente ou temporaire ; mais, sous ces aspects divers, on retrouve toujours l'indispensable organe central de la vie de l'Etat, point de concentration des ressources et siège de la pensée et de la volonté directrices.

Si nous aimions les comparaisons biologiques chères aux sociologues de l'école de Spencer, nous dirions que dans le corps de l'État la capitale est la tête pensante ; les frontières

1. Voir : C. Vallaux, *Le Sol et l'Etat*, Paris, 1910, ch. x, *Capitales et villes politiques* (p. 324-360).

seraient le tissu musculaire où s'emmagasine la force ; les voies de communication seraient le tissu nerveux qui transmet de la tête aux muscles la volonté dirigeante. Cette comparaison, qui fait image, est en partie inexacte comme toutes les comparaisons. La capitale d'un État n'est pas seulement le siège directeur de la pensée et de l'action politiques. Elle est aussi, comme les frontières elles-mêmes, un réservoir ou un magasin de forces de l'ordre spirituel et de l'ordre matériel. Le plus souvent, là se concentrent les moyens financiers, « nerf de la guerre » et aussi de la paix. Dans la capitale vivent les plus notables agents d'exécution de l'Etat, ou au moins ils y passent une grande partie de leur temps. Autour de l'organisme politique s'agrègent au point central les groupements économiques et intellectuels d'où l'État tire une partie de sa vigueur et de ses ressources. C'est le phénomène de la centralisation. Aucune société politique n'y échappe, quelle que soit sa structure propre. Seulement, le mouvement de centralisation se fait selon une échelle d'intensité variable. Quand rien ne contrarie le mouvement et qu'il atteint son plein effet, la capitale n'est plus seulement le réduit central de l'État : elle devient presque l'Etat lui-même. Prise par l'ennemi, sa disparition paralyse l'organisme politique tout entier. Mise à l'abri des coups de l'ennemi, elle fait respirer et vivre librement tout l'Etat, parce qu'elle respire et vit elle-même. A ce point de vue, Paris réalise le type complet de la capitale : il attire tout à lui ; il affaiblit le corps de l'Etat au profit de sa propre force. « La France, disait d'Argenson en 1740, ressemble à une araignée : grosse tête et longs bras maigres. Toute graisse, toute substance se concentrent à Paris. » Paris une fois pris, comme en 1814, 1815 et 1871, la France est vaincue sans rémission. Paris sauvé, comme en 1792 et en 1914, la France ne saurait être perdue que par les maladresses de son gouvernement et par les défaillances de son peuple.

Bien qu'il soit rare que les capitales d'Etat déterminent à un tel point les destinées de l'Etat lui-même, toutes les sociétés

politiques, même lorsqu'elles appartiennent au système fédératif, sont gravement atteintes dans leurs chances de durée lorsqu'elles perdent leur capitale. Car la capitale, même si elle est uniquement l'œuvre de la pensée et de la volonté politiques, représente une construction que le temps seul peut cimenter. Spontanée ou artificielle, la capitale ne s'improvise pas au milieu des crises[1]. Tantôt elle naît et progresse lentement avec l'Etat lui-même, tantôt elle éclôt sur le tard, comme une sorte de couronnement de l'édifice. Paris, Londres et Berlin sont des exemples du premier cas; Petrograd et Madrid sont des exemples du second. Dans tous les cas, et malgré les apparences contraires, la naissance et l'évolution de la capitale se développent selon un rythme moins simple que la naissance et l'évolution des frontières. Celles-ci sont exclusivement une œuvre d'Etat, soumise aux lois du déterminisme politique. La capitale, au contraire, a un caractère mixte. Lorsqu'elle existe, comme ville, avant d'être promue au rang des capitales d'Etat, elle a sa raison d'être et ses voies de développement autonomes comme marché, comme nœud de routes et comme centre industriel. Lorsque l'Etat la crée de toutes pièces, à la ville officielle se superpose très rapidement une ville de commerce, d'industrie et d'affaires. En d'autres termes, les forces politiques et les forces économiques se mêlent si intimement dans le développement des capitales, qu'il est à peu près impossible de les étudier tout à fait à part. Cette interpénétration est un fait très général. Même lorsque la capitale se compose uniquement, à l'origine, d'une résidence de chef d'Etat, elle ne tarde pas à devenir une ville où se vérifient les règles ordinaires du développement urbain. En 1682, Versailles n'était qu'un château peuplé

1. La guerre de l'Indépendance américaine mit bien nettement ce fait en lumière. Les *insurgents* furent incapables de constituer un centre politique fixe : leur centre oscilla de Boston à Philadelphie. Ce n'est que longtemps après la guerre, lorsque la Confédération commença à vivre d'une vie normale, que fut déterminé l'emplacement de *Federal-City*, devenue plus tard Washington. La nouvelle cité se développa très lentement. V. tableau de Washington à ses débuts dans La Rochefoucauld-Liancourt, *Voyage dans les Etats-Unis d'Amérique, fait en* 1795, 1796 *et* 1797, 8 tomes en 4 vol. in-8°, Paris, Dupont, an VII.

par la domesticité royale. En 1789, quand elle cessa d'être capitale, Versailles était devenue une grande ville peuplée de soixante-dix mille habitants, très gros chiffre à cette époque ; malgré la proximité de Paris, tous les éléments de la vie urbaine s'y accumulaient[1].

Ainsi, toutes les capitales sont ou deviennent des villes, et des villes comme les autres, en dehors de leurs rôles particuliers comme centres des Etats. Cependant, la naissance et l'évolution de ces villes méritent une étude spéciale. La pensée politique qui les choisit, déjà existantes, ou qui les crée de toutes pièces sur un emplacement désert, se détermine par des considérations et par des besoins où l'élément géographique tient toujours une place prépondérante. Cette pensée peut être celle d'un chef unique ; elle peut appartenir à une longue suite de chefs. Elle peut éclater d'un coup, comme une illumination soudaine ; elle peut se dégager petit à petit au cours d'une longue histoire. Dans tous les cas, la ville d'Etat détermine en partie les destinées de la ville de commerce qui se superpose à elle, ou à laquelle elle se superpose. Mais le développement ne se fait pas de la même manière, selon que l'une ou l'autre de ces villes est la première dans l'ordre historique. Et les caractères géographiques eux-mêmes, auxquels la ville doit son élection comme capitale, ne sont pas les mêmes dans l'un et dans l'autre cas. Si Paris et Petrograd sont toutes deux des capitales, rien de plus différent que leurs destinées aux yeux de l'historien ; rien de plus différent que leurs raisons d'être aux yeux du géographe.

Lorsque l'organe central de l'Etat s'établit dans une ville préexistante, où la formation urbaine a été spontanément déterminée par des croisements de routes naturelles, estuaires, vallées ou plateaux d'accès facile, et par l'afflux de vie économique qui en est la conséquence, les éléments géographiques de la capitale sont très complexes et semblent parfois se contrarier : la formation historique de la ville d'Etat est lente ;

1. Myriem Foncin, *Versailles, étude de géographie historique* (*Ann. de Géogr.*, XXVIII, 15 sept. 1919, p. 321-341).

elle est traversée d'oscillations et de soubresauts; mais cette construction lente semble plus solide, son avenir est mieux assuré. C'est une capitale *naturelle :* si elle peut déchoir dans l'avenir, elle ne court guère de risques d'être entièrement découronnée.

Lorsque la capitale est créée de toutes pièces sur un emplacement où n'existait aucune formation urbaine, on discerne bien les mobiles déterminants du fondateur. Si celui-ci a réussi à faire œuvre durable dans son organisation d'Etat, sa capitale dure aussi; la destinée de cette ville suit les destinées de l'Etat qu'elle couronne; son développement et celui de la ville de commerce qui se superpose à elle ont une allure assez simple et uniforme. Mais elle paraît toujours moins solide et souvent moins vivante que la capitale d'Etat superposée à une ancienne ville de commerce. La capitale fondée d'un seul jet est une capitale *artificielle :* il y a des exemples de villes de cette espèce qui ont péri tout entières; tel fut le sort de Ninive, de Tigranocerte et de Karakoroum.

2. — *CAPITALES NATURELLES ET CAPITALES ARTIFICIELLES*

Le premier développement des capitales naturelles s'explique de la même manière que celui de toutes les forces urbaines. Un groupement spontané se fait sur un point facile à défendre, ou sur un point commode pour les relations d'affaires et pour l'échange des produits : dans les deux cas, la naissance de la ville est déterminée par le *site* où elle s'élève. Un ou plusieurs avantages de site : voilà ce qui explique l'éclosion d'une ville commerciale ou d'une ville forte, ou d'une ville qui réunit les deux caractères, à l'exception de celles qui s'élèvent sur les frontières mêmes, car dans celles-ci se retrouve l'écho des pensées politiques qui concourent à fonder les capitales. La ville spontanément formée s'élève le plus souvent à un croisement de routes naturelles, voies d'eau ou passages faciles en pays découvert et de faible relief. Mais

ce n'est pas cette seule considération qui décide son élévation au rang de capitale : dans tout pays qui atteint et qui dépasse le minimum de densité politique, nombreuses sont les localités bien situées pour le commerce et pour les communications, et édifiées par les seules forces économiques, sans intervention de la force d'Etat. Ce qui fait la capitale, c'est la *position* d'une ville par rapport à l'ensemble du territoire de l'Etat et de la ligne des frontières. Un centre bien placé, à la fois pour le rayonnement de la volonté politique sur l'ensemble du pays et pour la pression d'attaque et de défense sur les frontières, et en particulier sur les frontières de tension, sera apte à devenir l'organe central de l'Etat. Ainsi la ville primitive, ville forte ou ville de commerce, est déterminée dans son emplacement par les avantages naturels du *site* où elle s'élève; lorsqu'elle devient capitale, c'est qu'aux avantages du site elle joint ceux de sa *position* générale sur la carte[1]. Du jour où le siège du gouvernement s'y établit, elle réunit en elle la puissance économique et la puissance politique ; sa destinée s'amplifie; son développement se fait selon le même rythme que celui de l'Etat; elle traverse les mêmes crises et les mêmes phases de progrès et de décadence.

La destinée géographique et historique de la ville de Paris, qui est le type des capitales naturelles, nous servira à éclairer et à faire vivre ces définitions abstraites. La naissance de l'ancienne Lutèce est due aux avantages d'un site propre à la fois aux échanges, à la vie matérielle d'une agglomération nombreuse et à la défense contre l'ennemi. Dans la plaine parisienne, entre des îlots de coteaux qui ne barrent aucune route, se rencontrent trois rivières, la Seine, la Marne et l'Oise, assez lentes et assez régulières pour former à l'état naturel des voies d'eau déjà praticables : c'est à la corporation des *Nautes* de la Seine que remontent les plus vieux souvenirs de la vie économique de Paris[2]. Les

1. Cette distinction fondamentale du *site* et de la *position* est déjà illustrée en France par un certain nombre de monographies urbaines. V. p. ex. R. Blanchard, *Grenoble, étude de géographie urbaine*, Paris, Colin, 1911 ; P. Girardin, *Fribourg et son site géographique*, dans *Bul. Soc. neuchâteloise de géogr.*, XX, 1909-1910, p. 117-128 et 2 pl. ; C. Vallaux, *Péronne* (*La vie urbaine*, avril 1919, p. 77-95).

2. P. Vidal de la Blache, *Tableau de la géogr. de la France*, p. 141-142, et surtout l'excellent volume de Marcel Poëte, *L'enfance de Paris, Formation et croissance de la ville, des origines jusqu'au temps de Philippe-Auguste*, Paris, A. Colin, 1908, p. 15 et suiv.

terres avoisinantes sont fertiles et douces au labour, en général ; les coteaux calcaires donnent une bonne pierre à bâtir, aisée à travailler. Enfin la ville primitive, assise dans l'île de la Cité, était facile à défendre à cause de son fossé d'eau et des vues étendues sur les deux rives. Voilà les principaux avantages du site parisien : ils ont déterminé sur ce point la naissance et l'extension d'une ville, de très bonne heure, dès que la vie urbaine apparut en Gaule, et certainement plus de dix siècles avant que Paris ne devint une capitale d'État permanente.

Dès le temps de la guerre des Gaules, en 52, Camulogène et Labiénus se heurtent à main armée sur le territoire des *Parisii*, dans la plaine de Grenelle. Sous l'Empire romain, Paris suit sans éclat sa destinée de ville de province gauloise : le centre politique de la Gaule, alors rattachée à l'Italie, se trouve naturellement ailleurs : c'est à Lyon que se fait la liaison de la Gaule avec le cœur de l'Empire. Cependant, il y a une heure fugitive où Lutèce prélude à sa future destinée de capitale. Lorsque, contre l'Empire déclinant, mais encore robuste, se dresse la barbarie germaine, un chef d'État et d'armée très intelligent, le César Julien, établit sa résidence à Lutèce, en 355, et en fait le centre de son gouvernement. Dès ce temps la ville déborde de l'île de la Cité sur les deux rives de la Seine.

Après Julien, Lutèce retombe au rang d'une ville de province. Pendant la période d'instabilité qui suit les invasions, elle est parfois une résidence royale ; mais elle n'est jamais une capitale. Sous les Francs mérovingiens, les capitales sont instables comme l'État lui-même : elles oscillent d'une *villa* royale à une autre. Clovis avait fixé sa résidence à Paris. Son royaume fut divisé entre ses quatre fils, qui eurent quatre capitales, Reims, Orléans, Paris et Soissons. Plus tard, en 567, à la mort de Charibert, trois royaumes se forment, Burgondie, Neustrie et Ostrasie, mais Paris n'est la capitale d'aucun des trois ; il demeure indivis ; il est interdit à chacun des trois rois d'entrer à Paris sans la permission des deux autres. C'est une sorte d'indication de la suprématie de cette ville. Mais cette suprématie d'ordre moral, en quelque sorte, disparaît à l'avènement des Carolingiens, qui reportent vers le Nord, d'où les nouveaux maîtres étaient originaires, le centre de la vie politique. A l'époque des invasions normandes, Paris avait donc décliné comme toutes les villes ; il était réduit, au VIIIe et au IXe siècles, à l'île de la Cité qui avait été son berceau. Il gardait pourtant tous les avantages de son site qui se montrèrent d'une manière éclatante, en 885, lorsque les Normands l'assiégèrent en vain.

Au IXe et au Xe siècles, l'État des ducs des Francs (*Dux Francorum*) se forme lentement sur la Seine moyenne, et Paris devient une capitale féodale. Son histoire se lia depuis lors à celle de l'État français ; mais il y eut encore des oscillations nombreuses ; Paris ne fut pas dès le début

une capitale incontestée, Le centre politique du pays, sous les premiers Capétiens, se trouve aussi souvent à Laon, à Soissons et à Noyon qu'à Paris. Plus tard, les Valois préfèrent les villes de la Loire : de Charles VII à Henri III, le centre politique de la monarchie oscille entre Bourges, Blois et Amboise. Au XVIIe siècle, lorsque les progrès de l'État français imposent absolument Paris comme capitale, les rois semblent n'y revenir qu'à contre-cœur : ils choisissent aux portes de la ville des résidences spéciales, d'abord Saint-Germain et Fontainebleau, puis Versailles, où la monarchie se fixe définitivement pour jeter son plus grand éclat et pour mourir.

Ce rapide coup d'œil historique montre combien le choix de Paris comme capitale est étranger à toute prédilection individuelle et à tout caprice de souverain. Loin que les rois aient montré à Paris une tendresse particulière, ils eurent toujours une tendance à le fuir. Mais ils furent ramenés dans cette ville ou dans ses environs immédiats par une nécessité impérieuse et plus forte que les fantaisies royales. Cette nécessité ne se dégagea pas d'abord ; elle demeura enveloppée pendant toute la période de formation où l'expansion de la France demeurait incertaine et où le pays ne pouvait compter même sur le lendemain. Paris s'imposa comme capitale, lorsqu'il fut avéré, après les guerres d'Italie, que pour un long avenir l'État français aurait à faire face au Nord-ouest et au Nord-est contre les seuls périls assez grands pour menacer son existence. Depuis cette époque, la France a eu d'une manière continue une frontière maritime de tension au Nord-ouest et une frontière terrestre de tension au Nord-est. Paris, au centre de la France du Nord, réunit tous les avantages de position que recherche l'État pour une capitale destinée avant tout à maîtriser les tendances centrifuges et à surveiller les frontières menacées. Au croisement de routes naturelles qui avait déterminé son éclosion s'est joint un nœud complexe de routes de terre, de canaux, et plus tard de voies ferrées ; ces travaux d'État ont renforcé à la fois les avantages économiques et les avantages politiques de la position. Aucune ville ne saurait désormais lui disputer la suprématie ; Paris demeurera capitale tant qu'il y aura un État français organisé [1].

L'exemple de Paris nous montre une formation de capitale naturelle où la position de la capitale oscille entre diffé-

1. Cette « possession d'état » de Paris comme capitale n'est vraiment avantageuse pour la France que si Paris se confine dans son rôle d'agent de cimentation et ne prétend pas absorber la vie de la nation entière. Un engorgement complet de la vie française dans la fourmilière parisienne déjà surpeuplée aurait les plus fâcheuses conséquences pour l'avenir du pays et par répercussion pour Paris lui-même. La France est dès maintenant l'Etat qui souffre le plus du développement excessif de sa capitale. Voy. même chap. et chap. X, *in fine*.

rents points avant de se fixer. Cet exemple n'est pas le seul ; on retrouverait des cas semblables, plus ou moins nets, dans tous les États où la capitale s'est formée, comme l'État lui-même, par une longue évolution historique. Car, si la géographie politique désigne une position en rapport avec la constitution de l'État et de ses frontières, elle ne désigne pas, pour l'organe central, un point précis. Elle désigne toute une région où peuvent se trouver plusieurs localités préexistantes et aptes à devenir le siège de la capitale. De plus, un État est une société en mouvement, dont l'orientation est mal fixée aux premiers âges de son histoire. Un État naissant est souvent comparable à un enfant dont les gestes et les efforts musculaires sont mal adaptés : tantôt brusques et violents, tantôt faibles et maladroits, ces gestes n'ont pas de but direct et précis, ou, quand ils en ont un, ils ne savent pas l'atteindre. Ainsi, l'effort d'organisation et de volonté qui aboutit à l'établissement de la capitale est sujet à se tromper souvent de route, même et surtout lorsque la capitale se superpose à une ville préexistante; des essais malheureux sont tentés, des écoles sont faites, avant que l'organe central de l'État trouve sa position définitive.

Moscou est vraiment la capitale naturelle de la Russie, car elle seule pourrait enrayer les tendances centrifuges si redoutables pour cette nation[1] : mais Kief et Novgorod l'ont précédée. Kyoto a précédé Tokyo comme capitale du Japon ; Ispahan, Chiraz et Tauris ont été, avant Téhéran, les capitales successives de la Perse; le centre de la Pologne a été à Cracovie et à Lublin avant de se fixer à Varsovie. On attribue souvent ces oscillations de capitale à des fantaisies dynastiques. Elles proviennent toujours, soit d'une destinée d'État lente à se fixer, soit d'une incertitude de développement qui ne permet pas aux chefs d'État de discerner la position maîtresse de leur territoire, celle où il leur convient de s'établir pour

1. Les événements écoulés depuis la révolution de 1917 prouvent bien la faiblesse du pouvoir de rayonnement et d'attraction de Petrograd : la Finlande, qui arrive à la banlieue de la capitale, l'Esthonie qui borde les rives Sud de son golfe, se sont toutes deux détachées de la Russie.

rendre la société politique cohérente, homogène et capable d'action vigoureuse.

Les capitales naturelles croissent assez régulièrement en population et en richesse à mesure que se complète l'unification intérieure des États, et à mesure que les progrès des voies de communication rendent plus faciles et plus rapides les actions et les réactions de la volonté politique sur un vaste territoire. Le rapport de peuplement entre l'État et la capitale donne une proportion plus élevée pour la capitale naturelle que pour la capitale artificielle. A quelques exceptions près, les plus grosses villes du monde, celles où l'unité de peuplement est le million, sont des capitales naturelles : Londres, Paris, Berlin, Vienne, peut-être Pékin, et même les villes-champignons qui s'appellent Rio-de-Janeiro et Buenos-Aires. Nous insisterons un peu plus loin sur ce phénomène (§ 5).

Si nous comparons les capitales artificielles, sorties tout d'un coup du sol, aux capitales naturelles lentement évoluées, nous discernons que dans la capitale artificielle l'indice géographique d'origine est différent : il est plus simple.

Tandis que la situation géographique de la capitale naturelle résulte des avantages totalisés donnés par le *site* et par la *position*, celle de la capitale artificielle résulte des avantages donnés par la *position* seulement. Loin de s'adapter à une formation urbaine antérieure, le fondateur de la capitale artificielle évite tous les sites déjà occupés ; comme ces sites sont généralement les plus favorables, la capitale artificielle semble souvent faire violence à la nature. Produit direct des nécessités politiques, elle entasse les hommes, en grand nombre, dans des localités qui n'ont en elles-mêmes aucune de ces forces d'attraction d'où sortent d'ordinaire les agglomérations urbaines. La capitale naturelle naît sur le terrain ; la capitale artificielle naît sur la carte : elle est ensuite transportée sur le terrain à coups de volonté, d'efforts et de millions.

Petrograd donne un exemple complet de capitale artificielle, comme Paris en donne un de capitale naturelle. La fondation de Petrograd

annonce et accompagne un changement complet d'orientation dans la politique de l'Empire russe. Jusqu'en 1700 ce vaste État demeurait à peu près exclusivement continental et oriental ; il était coupé à la fois de l'Europe et de la mer ; dans ses phases d'expansion, il avait progressé surtout à l'Est, vers les solitudes sibériennes. Pour cette politique, Moscou était la capitale nécessaire et suffisante. D'une main vigoureuse, Pierre le Grand retourne l'Empire russe vers l'Ouest : il lui montre la mer libre, la navigation, les mœurs et l'organisation de l'Europe, tout en rattachant la nouvelle Russie à l'ancienne par les ambitions réveillées sur Byzance. Pour ce nouvel avenir, Pierre veut une capitale maritime. La mer Noire étant fermée par les détroits turcs, le fond du golfe de Finlande était le point des côtes d'Europe le plus rapproché des principaux centres de peuplement de la Russie. Ces côtes désertes, marécageuses et souvent inondées par les crues de la Néva, s'appelaient l'Ingrie ; elles étaient suédoises. Le tsar s'en empare ; à peine en est-il maître que. bravant les retours offensifs des Suédois, il fonde sa capitale nouvelle sur un plan qu'il avait dessiné lui-même, dans un lieu qui semblait fait, non pour les demeures des hommes, mais, comme dit Voltaire dans son *Charles XII*, pour servir de repaire à des loups et à des ours. A coups d'oukases, de corvées et de travaux forcés, Pierre arrive à ses fins. « La nature fut forcée partout. » Les marécages sont comblés ; la Néva est endiguée ; les travailleurs arrivent par centaines de mille, les matériaux arrivent par tonnes. Les hommes périssent par milliers ; la Néva détruit les travaux et inonde la Nesvki. Rien n'y fait. Pétersbourg devient le centre politique de la nouvelle Russie : le site était ingrat et hostile, mais la position était merveilleuse ; cela suffisait [1].

Madrid, comme Petrograd, est une capitale artificielle élevée au mépris de toute considération de site. Ici, ce sont les sierras brûlées, les terres infertiles et les fossés sans eau de la Castille ; aujourd'hui encore, la banlieue de la capitale espagnole conserve un caractère désertique. La pensée politique qui a présidé à la fondation de Madrid diffère sensiblement de celle que nous avons vue à Petrograd ; mais elle n'est pas moins claire. A Petrograd, les tsars russes ouvraient à leur empire les routes d'expansion vers la mer et vers l'Europe. A Madrid, qui est à peu près au centre géométrique de la péninsule, les rois espagnols voulaient conjurer les tendances centrifuges si puissantes dans l'Espagne du XVIe siècle, et assez tenaces pour survivre même de nos jours. De Madrid, ils surveillaient à égale distance la Galice et Murcie, l'Andalousie et la

1. Le gouvernement de Lénine, après que la Finlande et l'Esthonie se sont définitivement constituées indépendantes, a forcément ramené le centre de la Russie à Moscou, et Petrograd est en pleine décadence. Cette ville qui, en 1916, comptait trois millions d'habitants, ne comptait plus, en septembre 1920 (d'après le journal officiel de la commune de Petrograd, la *Krassnaïa Gazeta*), que 706.000 personnes (296.000 hommes et 410.000 femmes).

Catalogne. Ils ont redouté à tel point les effets du particularisme espagnol, qu'ayant sous la main une ville toute bâtie avec le même avantage de position que Madrid, ils ont refusé de la choisir, après quelque hésitation : c'est Tolède. Pourtant Tolède, bien placée pour le travail de centralisation de l'Espagne, possédait en outre quelques avantages de site[1] qui manquent tout à fait à Madrid. Cela n'empêcha pas Philippe II de rejeter Tolède.

En Europe, la capitale artificielle demeure à l'état d'exception. Il n'en est pas de même pour de nombreux Etats sortis ou sur le point de sortir de la phase coloniale, en Amérique, en Afrique et en Australie. Un grand nombre de ces Etats nouveaux s'organisent selon des principes différents de ceux qui ont prévalu en Europe. La tendance à la centralisation y existe ; elle ne peut pas ne pas exister ; mais elle est réduite au minimum, c'est-à-dire aux buts essentiels de protection et de sécurité contre l'étranger qui font la raison d'être fondamentale de la société politique. Pour tous les services publics qui ne se rattachent pas à ces buts, et que notre centralisation croissante nous a habitués à confier à une volonté directrice unique, les sociétés politiques coloniales, souvent organisées en fédérations, laissent une large autonomie aux Etats qui les composent[2]. Dans ces conditions, la capitale artificielle devient une nécessité : elle est une garantie essentielle d'indépendance pour chacun des Etats confédérés, Si la capitale était établie dans une des villes préexistantes, elle donnerait à l'Etat où elle se trouverait une prépondérance excessive. Etablie, au contraire, sur un point désert, dans un territoire souvent distrait spécialement du reste de la confédération, elle n'a de racines dans aucun des États confédérés et maintient l'équilibre entre tous. Ainsi s'explique l'effort contemporain de nombreuses fédérations d'Amérique, d'Afrique et d'Australie pour construire des capitales nouvelles, sans

1. Le plus notable de ces avantages était à Tolède le voisinage d'un fleuve (le Tage). Encaissé entre les berges à pic et peu abondant, le Tage ne constitue pas une voie de communication naturelle. Mais au moins peut-il fertiliser les campagnes voisines, car il roule de l'eau presque toujours, tandis que le Mançanarès de Madrid n'en a jamais.

2. Voir chap. x pour le développement de l'esprit fédératif et des fédérations.

passé historique et sans puissance économique, loin des grandes villes où s'entassent les hommes et les richesses.

Les États-Unis d'Amérique sont la première société qui ait appliqué le système fédératif moderne : chez eux, il date déjà de plus d'un siècle. Un des premiers succès de leurs fondateurs a été la fondation d'une capitale. Ils n'auraient eu que l'embarras du choix entre les villes existantes, si la nouvelle République s'était constituée en bloc unitaire comme les grands États d'Europe. Les treize colonies affranchies en 1783 ne manquaient pas de villes actives et vivantes[1]. Mais, dès le début, il fut entendu qu'on ne s'arrêterait à aucune d'entre elles, afin de sauvegarder la parité des droits et de la puissance entre les États de la Confédération. Alors eut lieu, en 1790, la première expérience de la fondation d'une capitale fédérale, plusieurs fois répétée depuis à l'imitation des États-Unis. Le Congrès choisit, sur les bords du Potomac, non loin de la mer et à peu près au centre des États-Unis de cette époque, un petit district détaché du territoire de la Virginie et du Maryland. Ce fut le district de Columbia, où l'on construisit les édifices et les rues en damier de *Federal City*, comme on l'appelait alors, qui reçut quelques années plus tard le nom de Washington. Les habitants de Columbia furent privés de tout droit politique, ce qui montre bien la pensée maîtresse du Congrès : assurer l'autonomie et l'égalité des États-Unis, et empêcher la capitale d'acquérir la puissance exagérée qui, dès cette époque, était sensible dans plusieurs États de la vieille Europe et en particulier en France. A Washington s'édifia d'abord la ville politique ; la ville économique s'y est ensuite superposée, mais ses progrès ont été et sont toujours lents : ils sont enrayés par la prodigieuse croissance des villes voisines et en particulier de New-York. Washington a donc répondu aux espérances de ses fondateurs. C'est une capitale qui commande et qui dirige ; mais elle n'écrase pas.

Dans une capitale comme Washington, l'élément géographique est dominé, comme nous l'avons indiqué, par la nécessité de contenir les tendances centrifuges, plus dangereuses pour un Etat fédératif que pour un Etat unitaire : les fondateurs cherchent en conséquence une position centrale. On vérifie aisément cette règle pour toutes les capitales fédérales fondées ou projetées depuis un siècle, en prenant garde que

1. Les principales étaient Boston, Philadelphie et New-York ; mais celle-ci demeura occupée par les Anglais jusqu'à la fin de la guerre de l'Indépendance. Voir plus haut, p. 367.

la position centrale cherchée n'est point le centre géométrique de tout le territoire qui compose l'Etat, mais le centre des grandes masses de peuplement, ce qui ressort non sur une carte ordinaire, mais sur une carte des densités de population. Car les grands États coloniaux sont composés en partie d'immenses espaces déserts où ils projettent en longues lignes leurs frontières ébauchées. Une capitale placée au centre géométrique du territoire serait souvent fort loin des masses humaines nombreuses et sédentaires qui constituent vraiment l'Etat. Rien ne serait plus ridicule que l'idée d'une capitale de ce genre en Australie, par exemple. Mais, si l'on conçoit comme il convient le centralisme de la capitale, c'est-à-dire si on l'interprète comme le point central des régions les plus actives, les plus peuplées et les plus riches, on voit que les capitales artificielles existantes, ou celles qui existeront sous peu, répondent toutes à cette définition dans les confédérations formées d'anciennes colonies.

Le Dominion du Canada s'est conformé à ces principes en établissant à Ottawa sa capitale fédérale. Lorsque le Brésil songe à quitter Rio pour les plateaux de Minas Geraes, lorsque la Fédération de l'Afrique australe projette une capitale nouvelle entre le Veldt et la mer, l'un et l'autre suivent la même règle. L'Angleterre, qui organise et qui traite le vieil empire de l'Inde comme une fédération coloniale, a transféré la capitale de Calcutta à Delhi, plutôt à cause de la position centrale de cette ville dans les masses de peuplement que par égard pour les souvenirs historiques qu'elle rappelle. La nouvelle Delhi est une capitale artificielle superposée à l'antique capitale naturelle de l'empire mogol [1].

La République fédérale d'Australie se trouve aussi, pour ses débuts, en face du problème de la capitale. Elle le résout de la même manière que les États-Unis d'Amérique. Le gouvernement fédéral a eu jusqu'ici son siège à Melbourne, comme celui des États-Unis a été d'abord établi

1. Pour comprendre comment Delhi était une capitale *naturelle*, dont la position était indiquée d'avance, pour les empereurs mogols de Bâber à Aureng-Zeb, il faut se rappeler d'où venaient vers l'Inde les envahisseurs mogols. Une domination étrangère cherche toujours à conserver, en quelque sorte, ses racines, en maintenant solidement ses communications avec la route d'invasion par où elle est venue. Les Mogols s'installèrent à Delhi, à portée de la voie d'invasion du Nord-ouest, pour la même raison qui fit que les Mandchous s'installèrent à Pékin, et que l'Autriche, dans l'Italie du Nord, fortifia solidement le célèbre *quadrilatère* de Peschiera-Mantoue-Vérone-Legnago.

à Philadelphie. Mais Melbourne n'est qu'une capitale provisoire : la capitale définitive sera établie dans le territoire de Yass, Nouvelle-Galles du Sud. « Afin d'éviter le ressentiment et la colère des autres États, la Nouvelle-Galles a cédé un morceau de territoire que l'on désaffecte, en quelque sorte, en le rendant indépendant, comme l'enclave où se trouve Washington. Yass, en tant que ville, n'existe pas. C'est un endroit fort pittoresque, mais, de là, on ne va nulle part : il n'y a que le paysage... Le seul avantage de la création de cette cité fédérale sera de mettre un frein aux jalousies entre États et d'aider au développement de l'esprit national. »[1] Le nom de la nouvelle capitale est Canberra.

Observons la position de Canberra. Cette localité est située entre le Lachlan et le Murrumbidgee, au Sud-est de la Nouvelle-Galles, sur le chemin de fer de Sydney à Melbourne, dans la partie la plus peuplée de la colonie et à une distance relativement faible des frontières de Victoria, l'État où la densité du peuplement australien atteint son maximum. La position de Canberra confirme une fois de plus la règle du centralisme des capitales fédérales artificielles par rapport aux masses principales du peuplement.

3. — *CAPITALES MARITIMES ET PÉNÉMARITIMES*

La situation géographique des capitales appelle encore d'autres remarques. Si ces remarques ne suffisent pas, dans l'état présent de la science, à donner les matériaux nécessaires pour une vue synthétique de l'évolution des capitales, au moins serviront-elles de guides préliminaires pour les études approfondies et détaillées.

En examinant une carte politique de l'Europe, on est frappé du grand nombre de capitales situées au bord de la mer, ou sur les estuaires fluviaux, près du débouché maritime. Ces villes sont en même temps des ports actifs. A côté d'elles on en remarque d'autres qui, sans être des ports, sont assez près de la mer pour avoir un port compris dans leur banlieue. Les premières sont les capitales maritimes ; nous proposons de nommer les secondes les capitales « *pénémaritimes* ». Les unes et les autres s'opposent nettement aux capitales plantées au cœur des États et à l'intérieur des continents.

1. J. Fraser, *l'Australie, Comment se fait une nation*, trad. franç., p. 15.

Un petit tableau de comparaison établi pour les États d'Europe en 1914 aurait donné les résultats suivants :

	CAPITALES CONTINENTALES	CAPITALES MARITIMES	CAPITALES PÉNÉMARITIMES
	Berlin.	Londres.	Rome
	Bruxelles.	Copenhague.	Athènes.
	Paris.	Christiania.	La Haye.
	Madrid.	Stockholm.	
	Berne.	Petrograd.	
	Vienne.	Constantinople.	
	Buda-Pest.	Lisbonne.	
	Belgrade.		
	Bucarest.		
	Sofia.		
Totaux. .	10	7	3

On voit que les capitales maritimes et pénémaritimes réunies équivalent exactement en nombre aux capitales continentales [1].

Certains esprits penseront sans doute que cette constatation est sans valeur, à cause de la nature articulée du continent d'Europe et du grand développement des côtes. L'Europe, diront-ils, est le continent où la mer et la terre sont le plus étroitement mêlées : quoi d'étonnant, si beaucoup de capitales sont au bord de la mer ?

Prenons donc le continent qui, au point de vue du développement moderne de l'État, se rapproche le plus de l'Europe. C'est l'Amérique. La forme des deux Amériques les rend sensiblement plus massives et plus continentales que l'Europe, surtout l'Amérique du Sud. Quel résultat nous donne le tableau des capitales des États principaux [2] ?

	CAPITALES CONTINENTALES	CAPITALES MARITIMES	CAPITALES PÉNÉMARITIMES
	Ottawa.	La Havane.	Washington.
	Mexico.	Rio de-Janeiro.	Caracas.
	Bogota.	Buenos-Aires.	Lima.
	Quito.	Montevideo.	
	La Paz.		
	Asuncion.		
	Santiago.		
Totaux. .	7	4	3

1. Cette proportion est à coup sûr modifiée au profit des capitales continentales par la nouvelle organisation politique de l'Europe, qui établit un nouvel Etat sans vue sur la mer (Tchéco-Slovaquie), et deux autres pourvus de débouchés maritimes insuffisants (Yougo-Slavie, Pologne), sans compter ceux qui pourront surgir sur les débris de l'empire russe. Mais le vice profond de cette organisation nouvelle réside précisément dans l'insuffisance des débouchés maritimes, qui seuls pourraient garantir l'indépendance des nouveaux Etats. On tâche d'y pallier par l'internationalisation des voies ferrées et fluviales. Cela ne vaut pas, et ne vaudra jamais, une bonne fenêtre sur la mer.

2. Nous excluons, pour des raisons qu'il est aisé de comprendre : Haïti, les petits Etats de l'Amérique centrale et les colonies européennes.

Par une coïncidence curieuse, mais non fortuite, le rapport de la première catégorie aux deux autres totalisées est le même que pour l'Europe de 1914 : de chaque côté, la moitié du nombre total.

Poursuivons cet examen. Laissons de côté l'Afrique, où les formes et l'organisation de la plupart des États seront l'œuvre d'un avenir proche ou lointain. Prenons les vieilles et les jeunes sociétés politiques de l'Asie : les premières sont les plus anciennes du monde, les secondes s'organisent dans les cadres coloniaux. Voici comment se distribuent les capitales d'États autonomes ou de colonies assez vigoureuses pour le devenir, en y joignant l'Insulinde :

	CAPITALES CONTINENTALES	CAPITALES MARITIMES	CAPITALES PÉNÉMARITIMES
	Téhéran.	Saïgon.	Tokio.
	La Mecque.	Bangkok.	
	Pékin.	Manille.	
	Delhi.	Batavia.	
Totaux. .	4	4	1

La proportion est sensiblement la même qu'en Europe et en Amérique.

Le phénomène étudié paraît tout à fait général. Pour l'Europe, l'Amérique et l'Asie, nous avons relevé 21 capitales continentales; 22 autres sont sur le bord de la mer ou tout près. En Australasie, toutes les capitales sont maritimes, sauf Yass qui n'existe pas encore. Dans l'Afrique organisée de l'avenir, il y a de fortes chances pour que la proportion des capitales maritimes ne soit pas inférieure et soit même plus élevée[1]. Donc, nous pouvons dire sans crainte que la moitié au moins des capitales consiste en ports maritimes ou se trouve étroitement reliée à des ports de cette nature. C'est une règle indépendante du développement côtier des conti-

1. Les anciennes capitales politiques du Maroc étaient à Fez et à Marrakech ; nous établissons la nôtre sur les bords de la mer, à Rabat, en attendant peut-être que la situation politique nous permette de la reporter à Tanger (C. Vallaux, *Le problème de Tanger*, dans le *Correspondant* du 10 juillet 1919, p. 105-110). Dès 1905, Augustin Bernard discernait bien que la capitale du futur Maroc ouvert à la civilisation devrait se rapprocher de la mer. « Quels que soient d'ailleurs les avantages de la région de Fâs, et l'importance de cette ville de 80 000 habitants, on peut se demander si le centre politique du Maroc « européanisé » ne se trouvera pas lui aussi ramené à la côte, soit à Tanger sur le détroit et à l'extrême pointe du continent, soit à Larache, soit à Rabat. » (Aug. Bernard, *Les capitales de la Berbérie*, Alger, 1905, p. 31-32).

nents; on la vérifie aussi bien dans l'Asie massive que dans l'Europe articulée.

Que signifie cette tendance caractérisée des capitales vers la mer ? Que signifie, en particulier, cette position maritime approchée où se trouvent les capitales pénémaritimes, et qui ne saurait être purement fortuite, puisque sept capitales se trouvent dans ce cas ?

La position des capitales au bord de la mer signifie essentiellement que tous les Etats qui ont des fenêtres ouvertes sur l'Océan regardent la domination totale ou partielle de la mer comme une partie importante de leur tâche, et les routes de mer comme les voies principales de leur commerce et de leur expansion. Nous constatons ici, d'une manière bien nette, l'importance croissante de l'Océan dans les relations politiques et économiques entre les hommes. A ce titre encore, on ne se trompe pas en classant les cycles de l'histoire humaine au point de vue de la mer, comme nous l'avons déjà fait plus haut (chap. VII, § 4). La période « océanique » de l'histoire voit grandir sans cesse la proportion des capitales qui sont en même temps des ports. Les vieilles capitales continentales, elles-mêmes, tendent vers la mer autant qu'elles le peuvent. Quelle que soit la distance, elles essaient de corriger la géographie physique. Paris et Berlin veulent devenir des ports maritimes. Cela s'explique en partie par l'énorme afflux de vivres et de marchandises nécessaires aux capitales géantes : seule, la mer peut leur apporter rapidement les grosses quantités nécessaires, tant est grande la différence entre les capacités de transport des voies maritimes et des voies terrestres; un seul cargo de 5000 tonnes de tonnage utile contient le chargement de 10 trains de marchandises composés chacun de 50 wagons de 10 tonnes. Mais la tendance maritime des capitales s'explique aussi par l'importance croissante des frontières de mer et par la nécessité de maîtriser, au moins en partie, les atterrages des grandes voies océaniques. Les vues politiques présentent ici un étroite connexion avec la distribution et la circulation des richesses.

Il est intéressant de remarquer qu'en excluant de nos tableaux les capitales d'États qui ne peuvent avoir aucune ambition maritime, parce qu'ils ne possèdent pas un kilomètrede côtes, nous trouvons une proportion de capitales maritimes sensiblement plus élevée. En effaçant Berne, Belgrade, La Paz et Asuncion, nous ramenons à 17 le nombre des capitales continentales d'Europe, d'Asie et d'Amérique, contre 22 capitales maritimes ou pénémaritimes.

Les sept capitales situées assez près de la côte pour avoir des ports ou des plages dans leur banlieue indiquent chez ceux qui les ont fondées l'intéressant conflit de deux visées différentes : l'une se proposait pour but l'expansion commerciale ou guerrière vers la mer ; l'autre recherchait surtout la défense et la protection contre des attaques soudaines. Ces deux visées semblaient inconciliables. Les capitales maritimes, comme toutes les villes maritimes, sont fort exposées aux entreprises ennemies, puisqu'elles sont sur des frontières où la menace de guerre peut se lever non en quelques heures, mais en quelques quarts d'heure, et d'une manière tout à fait inattendue, du fond de l'horizon. Aucune capitale continentale, si proche qu'elle soit de la frontière terrestre, n'est aussi exposée. Les fondateurs de capitales qui ont voulu, malgré ces dangers, conserver les avantages de la situation maritime, ont jugé qu'une solution élégante consistait à éloigner un peu la capitale de la côte, de manière à prévenir tout coup de surprise ; en même temps, ils établissaient la capitale assez près de la mer pour qu'elle pût conserver une ville et un port maritimes dans ses faubourgs ou dans sa banlieue. Ainsi Athènes se complète par le Pirée, Rome par Civita Vecchia, Caracas par la Guayra, Lima par Callao et Tokio par Yokohama. Seules, Washington et La Haye n'ont pas de port annexe, c'est qu'elles sont situées, l'une et l'autre, à peu de distance de quelques-uns des ports les plus actifs du monde. Baltimore et Philadelphie servent de ports à Washington ; La Haye est encadrée, à une heure de chemin de fer, par Amsterdam et par Rotterdam.

1. Scheveningen n'est pour La Haye qu'une plage et un lieu de plaisance : ce n'est pas un port.

4. — EXCENTRICITÉ FRÉQUENTE DES CAPITALES

Le grand nombre des capitales maritimes, qui sont par la nature des choses des villes-frontières, indique déjà que dans beaucoup de cas le centre politique de l'État n'est placé, ni au centre géographique du territoire, ni même au centre des masses de peuplement. L'étude des capitales continentales prouve qu'un nombre important de celles-ci sont également *excentriques* : telles sont les villes de Paris, Belgrade, Téhéran, Pékin et beaucoup d'autres : nous citons de préférence des capitales naturelles peu à peu édifiées et cimentées par l'évolution historique. En dernière analyse, les capitales centrales sont l'exception précisément dans les États centralisés de formation ancienne : la centralisation n'entraîne point le centralisme, au contraire ; et réciproquement, le centralisme ne suffit pas toujours à assurer la centralisation, comme le montre l'exemple de Madrid. C'est seulement dans les capitales des Confédérations modernes que le centralisme devient ou tend à devenir une règle assez constante ; c'est au point de vue de ces États que Ratzel a raison quand il affirme la tendance moderne au centralisme des capitales ; mais il a tort lorsqu'il estime que cette tendance est générale[1]. Au contraire, les capitales les plus vivantes et les plus solidement assises des vieux États sont des capitales excentriques, situées toujours loin du centre géographique, souvent loin du centre du peuplement, sur les frontières maritimes ou non loin des frontières terrestres. Le centre géographique de l'Angleterre se trouve près de Birmingham ; les grandes masses de peuplement gravitent autour de Liverpool et de Manchester ; la capitale politique est à Londres, près de la mer. En Allemagne, le centre géographique se place entre Magdebourg et Brunswick, et les zones de densité maxima sont les pays rhénans-westphaliens ; la capitale

1. Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, 2te Aufl., p. 417.

est à Berlin, ancienne bourgade slave, tout près de la frontière de race entre les Germains et les Slaves wendes et polonais. En France, le centre géographique est à Bourges, et la région agricole et industrielle du Nord est la plus peuplée ; la capitale politique n'est ni ici, ni là.

L'excentricité des capitales se présente donc comme un phénomène d'une généralité assez grande pour attirer l'attention ; il en est d'autant plus digne que le fait est durable et stable, contrairement aux vues de Ratzel ; il surgit sur bien des points et à de nombreux moments au cours de l'histoire de l'Europe et de l'Asie ; il accompagne notamment la destinée des États les mieux évolués. Il mérite une explication, et nous essaierons de la donner.

Comme nous l'avons vu, la capitale répond essentiellement à un double but : maintenir l'unité de la société politique en prévenant les tendances locales centrifuges, et donner la cohésion et la direction à l'effort permanent de pression et de résistance qui se fait sur les frontières. Lequel de ces deux buts est le plus utile à la vie de l'État, on ne saurait le décider : ils sont également indispensables tous deux. Mais les cas nombreux d'excentricité des capitales semblent montrer que le second s'impose d'une manière plus impérieuse encore que le premier, ou, pour mieux dire, que la meilleure manière de réaliser le premier est d'abord d'atteindre le second. Car il y a une relation entre les capitales à position excentrique et les frontières de tension des États. La capitale s'établit assez près des frontières critiques pour les organiser et pour les surveiller, et assez loin pour être à l'abri des coups de main. La capitale est le réduit central de l'organisation de défense et d'attaque de la frontière ; elle l'est par ses organes de direction et de volonté, par la concentration des ressources et par les routes, les rails et les fils qui la relient au front de pression permanente tout entier. Ce caractère essentiel de la capitale, indiqué par sa position, se montre nettement à Londres, à Paris, à Berlin, à Petrograd, à Pékin.

Beaucoup de faits, plus ou moins anciens, montrent la nécessité de cette position *marginale* des capitales près de la frontière vulnérable. C'est à cause de la lutte contre les Germains que Charlemagne place sa capitale à Aix-la-Chapelle. C'est là qu'en 813, il place de ses propres mains la couronne impériale sur la tête de son fils Louis.

Cette nécessité explique aussi quelquefois les *migrations* des capitales, dont l'État serbe offre un fort bon exemple. Quand les premiers empires serbes touchaient à l'Adriatique, du IXe au XIe siècle, les capitales étaient à Scutari et à Durazzo. Du temps du tsar Miloutine, le centre fut à Pauni, dans la plaine de Kossovo ; sous Etienne Douchan, il fut pendant deux ans à Prizren, puis il se rapprocha de la route essentielle de circulation Morava-Vardar, et s'installa à Skoplje (Uskub). La décadence vint ensuite ; la capitale recula en même temps que l'empire ; la capitale du tsar Lazare, le vaincu de Kossovo (1389), était plus au nord, à Kruchevatz. Puis, la Serbie se repliant sur le Danube, la capitale elle-même se transporta sur cette route fluviale, à Smederevo (Semendria). Enfin, au XIXe siècle, le nouvel Etat serbe choisit comme centre politique le site du promontoire qui domine le confluent de la Save et du Danube, le point excentrique de la « Forteresse blanche », Beograd (Belgrade).

L'histoire et le simple raisonnement indiquent que dans les Etats lentement évolués, c'est par la surveillance active et heureuse des frontières de tension que l'on assure le mieux l'unité intérieure. Sauf dans les sociétés inconsistantes et pendant les crises violentes, mais assez courtes, des révolutions politiques et sociales, les tendances centrifuges sont peu dangereuses pour la vie des Etats ; elles s'expriment pendant la paix par les moyens du temps de paix, inoffensifs pour un Etat pourvu d'une solide armature politique et militaire, comme l'a montré l'exemple de l'Autriche. En temps de guerre, les tendances centrifuges sont également peu dangereuses pour l'Etat victorieux ; elles peuvent être mortelles pour l'Etat vaincu, comme l'exemple de l'Autriche le montre encore. Des coups violents assénés sur les frontières de tension sont suivis de lézardes dans tout l'édifice territorial de l'Etat, et la dislocation peut suivre. Aussi le calcul politique qui subordonne les préoccupations d'unité intérieure à la sûreté de la frontière, et qui se montre géographiquement dans la position des capitales excentriques, est parfaitement

fondé. Il s'impose surtout dans les chaînes d'Etats où les pressions de contiguïté atteignent un très haut degré, et en particulier dans l'Europe militarisée.

L'exemple de la France montre combien sont étroites les relations entre l'unité intérieure et la solidité de la frontière. Nous l'avons vu, notamment, en 1793 et en 1870. En 1793 éclate la plus formidable guerre civile qui ait menacé l'unité française depuis les guerres de religion : c'est l'insurrection de la Vendée ; elle met tout l'Ouest en feu ; les insurrections girondines et royalistes de Lyon et de Toulon aggravent le péril. Cependant, l'unité française n'est pas réellement menacée, parce qu'à ce moment-là même le mur de fer de la frontière demeure partout solide, sauf quelques légères fêlures dans le Nord. En 1870, le forcement de la frontière du Nord-est et l'invasion des plaines de la Seine et de la Loire détermine, sans autre cause, le mouvement séparatiste de la Ligue du Midi ; ce mouvement serait peut-être devenu dangereux si Gambetta n'avait pas eu une ligne de conduite énergique et avisée, et surtout si la guerre avait duré plus longtemps ; les ferments de dissolution dus à la destruction de la frontière se montrèrent encore, à Paris et en province, pendant les convulsions de la Commune. C'est l'écroulement des frontières de tension qui précipita, en 1917, l'effondrement de la Russie, et, en 1918, celui de l'Autriche.

Ainsi s'explique et se justifie la position excentrique de nombreuses capitales, surtout en Europe, parce que l'Europe est le continent où la pression sur les frontières atteint son maximum. Au contraire, l'excentricité des capitales ne répondrait à aucun besoin urgent dans les Etats de l'Amérique moderne, exempte jusqu'ici du militarisme et des compétitions ardentes pour le territoire. Dans ces Etats à forme fédérale, les capitales répondent presque exclusivement au besoin d'unité intérieure et de centralisation politique *minima* dont les Confédérations elles-mêmes ne sauraient s'affranchir. C'est pourquoi l'on choisit une position centrale pour les capitales nouvelles, en entendant le centralisme comme nous l'avons indiqué plus haut (§ 2). Si beaucoup de capitales américaines sont excentriques, maritimes ou pénémaritimes, c'est qu'elles sont des survivances du passé colonial : ce sont presque partout les rivages maritimes qui ont été d'abord

peuplés et mis en valeur. Un avenir prochain corrigera peut-être au profit du centralisme la position des capitales fédérales excentriques : le Brésil veut déjà le faire ; il se peut que les Etats-Unis s'y décident aussi un jour, à moins que leur entrée dans la politique européenne ne les détermine à rester à Washington : car, si les Etats-Unis continuent à agir en Europe, ils auront, eux aussi, une frontière de tension, et cette frontière ne sera autre que l'Atlantique.

5. — *CONDITION DE PERMANENCE DES CAPITALES ; LEUR CONGESTION CROISSANTE*

Généralement, les capitales naturelles, considérées comme villes, naissent avant les Etats et leur survivent : car les bases de répartition données par les genres de vie et par les relations économiques ont chance de durer plus longtemps que les sociétés politiques les mieux assises. Souvent, les capitales artificielles, nées après les Etats et créées par eux, survivent aussi parce qu'il s'y forme un nœud durable de rapports économiques. Cependant, il y a des capitales qui ont tout à fait sombré avec les Etats eux-mêmes : nous avons cité Ninive, Tigranocerte et Karakoroum ; il faut ajouter Babylone, Antioche, Ctésiphon, Séleucie et Palmyre. Deux observations s'imposent à ce sujet. La première est que ces anciennes capitales se trouvaient toutes sur la zone de steppes de l'Ancien Monde, à la limite des déserts : les Etats qu'elles commandaient souffraient de l'instabilité propre à cette zone ; mal fixés au sol, encadrés par des frontières oscillantes, ils appartenaient à cette classe de sociétés politiques promptement formées et promptement dissoutes que l'on ne peut s'empêcher de comparer aux dunes mobiles du désert ; leurs capitales ont été totalement effacées par la tempête, comme ils l'ont été eux-mêmes. En second lieu, ces capitales d'Etats guerriers étaient peuplées surtout par les populations vaincues, que les conquérants y entassaient à coups de fouet. C'étaient

des camps de concentration plutôt que des capitales. Gengis-khan établit de force à Karakoroum des artisans de tout genre amenés de toutes les parties de l'Europe et de l'Asie soumises à ses armes[1]. Dès que le sort des armes changeait, les populations ainsi groupées de force retournaient dans leur pays ; elles y étaient aidées par les conquérants nouveaux. Lorsque Lucullus s'empara de Tigranocerte, il délivra les habitants de plusieurs villes grecques que Tigrane avait dépeuplées pour grossir sa capitale nouvelle ; il s'empressa de les renvoyer chez eux[2]. Nous n'avons pas de renseignements sur les épisodes qui accompagnèrent la destruction de Ninive, à la chute de l'empire assyrien. Mais il est raisonnable de penser que les choses s'y passèrent d'une manière analogue. Les Ninivites ne furent pas exterminés jusqu'au dernier. Beaucoup d'entre eux étaient des vaincus amenés de force par les rois ; ils quittèrent Ninive pour retourner dans leur patrie.

C'est en vertu des mêmes causes que disparurent totalement des capitales dont nous retrouvons aujourd'hui les ruines enfouies dans la jungle équatoriale, comme Palenqué dans l'Amérique centrale et Ang-Kor-Wat au Cambodge. Sur les rares Etats constitués dans cette zone, la débilitation équatoriale produit des effets analogues à ceux du steppe et plus radicaux encore (chapitre VII, § 2). Ici comme là, les capitales suivent le sort des Etats ; comme eux, elles sont entièrement effacées ; parfois, le souvenir même des ruines a péri.

Dans tous les Etats où vit une population nombreuse bien fixée au sol, et où un système développé de voies de communication détermine des points de croisement et de mélange permanents pour le mouvement des hommes et des

1. Il en vint même de Paris et de Metz : maître Guillaume de Paris, dame Paquette de Metz. « L'esclavage des ouvriers d'art enlevés par les Mongols n'était pas bien terrible : il ressemble même, dans beaucoup de cas, à une émigration volontaire d'aventuriers allant chercher fortune dans l'Extrême-Orient. Le jeune architecte ou charpentier russe, mari de Paquette, laquelle était femme de chambre d'une princesse mongole, est fort à l'aise après beaucoup de pauvreté. » (L. Cahun, *Introduction à l'histoire de l'Asie*, p. 385-386).

2. Plutarque, *Vie de Lucullus*.

choses, les capitales sont assurées de persister, à travers toutes les oscillations de l'histoire, au moins comme centres urbains ; elles ne perdent leur rang d'organes centraux d'Etat qu'au cas de réunion de plusieurs petits Etats dans un grand. L'évolution est ici la même que pour les frontières : de même que la longueur totale des lignes-frontières diminue, le nombre des capitales diminue. Mais, comme pour les frontières et pour les mêmes raisons, ce mouvement ne peut dépasser certaines limites [1]. Il y a des capitales de petits Etats, telles que Bruxelles et Berne, qui sont aussi nécessaires que ces Etats eux-mêmes. De plus, les capitales peuvent ressusciter avec les Etats temporairement disparus, et elles ressuscitent sur leur ancienne position : les agents géographiques et la loi d'imitation historique le veulent également. Dès qu'il y a eu une Italie, elle a voulu rétablir Rome à son ancien rang de capitale. La nouvelle Pologne a fixé sa capitale à Varsovie, comme l'ancienne.

La loi de stabilité croissante des capitales modernes s'étend sur le globe à mesure que les chaînes d'États organisés et pourvus de frontières de tension s'y étendent elles-mêmes. Cependant, il y a encore des États où la capitale a changé de place, et où de nouveaux changements paraissent possibles. Laissons de côté les capitales fédérales en formation, car celles-ci obéissent aux règles particulières que nous avons analysées plus haut (§ 4) ; et, une fois fixées à leur nouvelle position, il n'y a pas lieu de prévoir qu'elles changent de nouveau. Mais il y a toute une classe d'États qui dans le passé n'ont eu que des *capitales mobiles*, et qui dans l'avenir n'auraient que des capitales de ce genre si les conditions générales ne changeaient pas. Citons le Maroc, la Perse et l'Abyssinie. Au Maroc, Fez, Marrakech, Rabat, Meknès [2] ; en Perse, Téhéran, Ispahan et Tauris ; en Abyssinie, Gondar, Entoto, Addis-Ababa ont eu successivement ou ensemble le rang de capitales. Cette instabilité provenait avant tout de l'absence de voies de communication commodes et régulières, qui empêchait les villes d'affaires et de commerce de se fondre

1. L'oscillation en sens contraire se produit aujourd'hui en Europe.

2. La ville murée de Mekuès, avec ses murailles crénelées dominant au loin le *bled* solitaire et poussiéreux, avec ses ruines encore imposantes du palais et des écuries des sultans, donne l'image saisissante d'une de ces capitales éphémères aux proportions trop vastes pour leur vie actuelle. Meknès est appelée à renaître sous une autre forme, comme marché et comme bifurcation de voies ferrées.

avec les capitales. Celles-ci, produits de nécessités politiques momentanées, pouvaient être transportées ailleurs dès que les circonstances changaient ; souvent même il était nécessaire de le faire, à cause de l'épuisement des ressources du pays environnant, suite inévitable du séjour d'un gouvernement et d'une cour ; l'absence de routes empêchait de renouveler ces ressources et d'alimenter longtemps au point choisi l'organe central de l'État. La capitale mobile est donc un résultat de la piste et du sentier. Elle se fixe, lorsque la route remplace le sentier. Il y a des chances pour que la capitale de l'Abyssinie demeure à Addis-Ababa, depuis que le chemin de fer atteint cette ville.

Des faits du même ordre sont liés parfois à des causes plus complexes encore. L'ancien Japon nous en donne un exemple intéressant. Les anciens Japonais, comme beaucoup de primitifs, jugeaient que le contact avec la mort entraîne une souillure : la famille d'un mort abandonnait ou brûlait sa maison, pour rebâtir ailleurs une autre demeure. Cette conception généralisée détermina, aux débuts de l'histoire japonaise, de fréquents changements de capitale : il n'y en eut pas moins d'une *soixantaine*, entre le VIIIe et le VIIe siècle avant notre ère, selon la chronologie traditionnelle des Japonais, qui parait exagérer l'ancienneté des événements (d'après TITSINGH, *Annales des empereurs du Japon*, Londres 1834). Après cette époque, l'adoption au Japon du système bureaucratique *chinois* rendit les déplacements de capitales fort difficiles : la résidence impériale tendit à se stabiliser, d'abord à Nara, puis pour de longs siècles à Kioto, et enfin depuis 1868 à Tokio.

Partout où existent des Etats pourvus d'un long passé historique, de frontières de tension organisées et d'un réseau de routes et de chemins de fer développé, se présente le phénomène de la *congestion* des capitales, c'est-à-dire l'accroissement continu du rapport de leur population à la population totale de l'Etat. Dans les Etats les plus fortement organisés se développent des capitales géantes, qui dépassent généralement le chiffre de population des plus grandes villes uniquement fondées sur l'activité économique. Ce phénomène accompagne les progrès généraux de l'urbanisme dans le monde contemporain et l'exode des populations des campagnes vers les villes ; mais il ne dépend pas du développement de la grande industrie ; il se serait produit sans elle ; il dépend avant tout de la concentration croissante des forces et des ressources dans les Etats unitaires. Ce qui le montre,

c'est que la congestion des capitales n'est pas un fait nouveau et né d'hier. Dans le monde antique, Rome a été relativement une capitale géante [1] ; il est probable qu'après Alexandre et jusqu'à la conquête romaine, d'autres capitales du monde gréco-oriental, comme Ctésiphon, Séleucie et Alexandrie, ont présenté aussi le spectacle d'une grosse accumulation d'hommes. Ce qui est vrai, c'est qu'en raison de la croissance générale du peuplement, du nombre supérieur des Etats organisés et de la circulation rapide et intense due aux chemins de fer, le phénomène de la congestion des capitales a pris dans l'Europe moderne une extension jusqu'ici inconnue ; il y a un rapport général entre la population des capitales et le degré de puissance et de centralisation des Etats où elles se trouvent. Mais c'est un phénomène particulier à l'Europe unitaire et aux contrées anciennement organisées de l'Asie et de l'Afrique ; on ne le retrouve au même degré ni en Amérique, ni en Australasie, sauf dans l'Amérique du Sud, héritière des traditions de l'Europe latine.

Dans plusieurs vieux Etats de l'Europe, l'influence des capitales paraît à bon droit excessive. Elle exagère encore les méfaits de l'urbanisme, en accentuant l'inégalité de répartition du peuplement, en rendant plus clairsemée la population déjà insuffisante des parties rurales, et en entassant les masses sur un étroit espace, avec toutes les misères sociales qui en sont la conséquence. La capitale trop peuplée est une « mangeuse d'hommes » : elle stérilise les générations plus vite que toutes les autres grandes villes ; elle paralyse lentement et sûrement les forces de l'Etat ; son accroissement trop grand indique la limite de développement de l'Etat unitaire et le point du temps où celui-ci doit se transformer, s'il ne veut pas périr.

1. Question précisée et mise au point par Mark Jefferson, *The Anthropogeography of some great Cities, a study in the distribution of the population* (*B. Amer. G. S.*, XLI, 1909. p. 537-566).

CHAPITRE X

LES SOLUTIONS NOUVELLES : RÉGIONALISME, FÉDÉRALISME, FÉDÉRATIONS D'ÉTATS

1. — **Les faits acquis.**
2. — **Les faits en puissance.**
3. — **Évolution intérieure des États : le régionalisme et le fédéralisme.**
4. — **Évolution des rapports entre les États : les Fédérations d'États et la Société des Nations.**
5. — **Transformation des frontières et des capitales.**

1. — *LES FAITS ACQUIS*

La géographie politique contribue pour sa part à l'intelligence du passé ; elle sert aussi, et peut-être plus encore, à comprendre le présent ; pour l'avenir elle donne quelques règles pratiques, empiriques, et sujettes à des revisions constantes, mais non des prévisions positives. Pourtant, à moins de renoncer à la suprême ambition de toute science, elle ne peut s'empêcher de se préoccuper de l'avenir proche, sinon de l'avenir lointain. C'est ce que nous essaierons de faire dans ce chapitre. Qu'il soit bien entendu qu'il s'agit ici de pressentir plutôt que de prévoir.

Résumons d'abord les faits acquis.

Celui qui domine tous les autres, c'est l'accroissement numérique de l'espèce, considéré surtout au point de vue de son rythme d'accélération rapide depuis un siècle. Déjà la partie habitable de la planète ne paraît plus trop grande pour le nombre d'hommes qui y vivent, à en juger par le comblement progressif des blancs de colonisation qui existent encore sur la carte. Pourtant, il y a là une part d'illusion : c'est surtout la rapidité accrue du mouvement entre les

groupes et l'établissement de la circulation générale qui nous font croire que les hommes utilisent presque toute la surface de la planète ; en réalité, les régions où ils ne font que passer sont bien plus nombreuses qu'autrefois, et ils y passent en bien plus grande quantité, mais, malgré les ravages de l'économie destructive, la race humaine peut encore croître en nombre d'une manière très notable, avant que les ressources d'habitation et de nourriture deviennent insuffisantes ou précaires. Il ne faut pas prendre trop au sérieux les craintes de William Crookes sur le déficit prochain de l'alimentation, que nous avons indiquées plus haut (chap. v, § 1) ; car ces craintes reposent sur l'hypothèse d'une continuité mathématique d'accroissement étrangère à la nature des phénomènes étudiés. Les calculs, les raisonnements et les prévisions à base mathématique n'ont rien à faire avec les sciences de l'homme, que celles-ci étudient l'individu ou l'espèce.

Aussi, la rupture d'équilibre du peuplement qui se manifeste par le développement pléthorique des grandes villes et par la désertion de terres de toutes sortes, douces ou âpres à la vie humaine, ne signifie pas qu'il y ait un véritable excès numérique. Ce fait porte simplement le témoignage de la facilité et de la rapidité d'une circulation qui mobilise les choses aussi aisément que les hommes ; il est possible, aujourd'hui, de nourrir des millions d'êtres entassés sur un étroit espace, plus aisément qu'on ne parvenait autrefois à en nourrir des milliers. Ce groupement nouveau, accompagné d'un mouvement actif, s'il porte en soi des conséquences physiques, morales et sociales très mauvaises pour les individus et pour les groupes, donne aux volontés dirigeantes, pour construire les machines d'Etat et pour coordonner leurs mouvements, des moyens d'une puissance et d'une rapidité jadis inconnues.

Les sociétés politiques hiérarchisées et organisées, qui n'existaient guère il y a deux siècles qu'en Europe et dans une partie de l'Asie, ont étendu leurs rejetons et leurs ramifications sur le globe presque entier. Des chaînes d'Etat ininter-

rompues sont sorties ou vont sortir de leur chrysalide, c'est-à-dire de la forme coloniale qui a marqué le premier stade de l'expansion de l'Europe à deux époques de son histoire, au XVIe et au XIXe siècles. Les zones-frontières se fixent et se simplifient. L'importance des capitales s'accroît ; leur population grandit vite dans les Etats neufs, et déborde dans beaucoup de vieux Etats au delà de toute mesure. En géographie comme en politique, tous les faits portent la marque d'une puissance croissante des Etats : les sociétés politiques ont découpé et réparti entre elles la terre entière ; de plus en plus, elles encadrent, hiérarchisent, enrégimentent et arment les peuples et les nations ; elles opèrent des concentrations d'hommes et de ressources matérielles dont rien dans le passé n'a pu donner l'idée [1].

La définition plus précise des Etats modernes, leur extension sur tout le globe et leur puissance accrue rivent plus étroitement les citoyens au morceau du sol où ils sont nés, ainsi qu'aux institutions et aux lois qui le régissent. Malgré les facilités de déplacement qui existent dans le monde moderne, il n'est pas facile à l'homme de s'évader de sa *nationalité*, ce mot étant pris ici dans son sens juridique ordinaire, qui est l'état légal de l'homme ressortissant à un Etat déterminé [2]. Au moyen âge, on était chrétien avant d'être Français, Italien ou Allemand. On est maintenant, avant toutes choses, de son pays et de son drapeau, dans tout Etat équilibré, sain et solide. Ainsi se constitue l'ensemble de

1. Cette puissance matérielle accrue des Etats est accompagnée d'une limitation ou d'une réduction apparente de leur puissance morale, puisque les groupements professionnels, qui se disent internationaux, se dressent dans tous les pays civilisés en face de la volonté de l'Etat et prétendent souvent lui dicter leurs conditions. Mais, au fond, il ne s'agit là que d'une nouvelle forme de société politique qui cherche à se substituer à l'ancienne. Dans les grèves françaises et anglaises, les grands syndicats visaient, de leur propre aveu, à remplacer le Parlement. Le Parlement du travail créé naguère en Allemagne avait le même but. Un Etat où la volonté dirigeante sera celle des groupements corporatifs différera, dans sa forme et dans ses cadres, des monarchies et des républiques que nous connaissons. Mais les lois issues du déterminisme géographique agiront sur lui comme sur les anciennes sociétés politiques. La République des Soviets de Russie, — qui n'est, à vrai dire, qu'une caricature de l'Etat syndicaliste, — s'est comportée dans ses relations extérieures et dans sa politique générale comme l'eût fait n'importe quel Etat bourgeois mal dirigé.

2. Voir au chapitre XV, en opposition avec ce sens vulgaire, le sens scientifique du terme de *nationalité*.

sentiments et de tendances que nous appelons le patriotisme, fondé, dans ce qu'il a de plus résistant, sur l'amour de l'Etat-territoire. Anatole France dit quelque part que l'amour de la patrie repose sur la propriété foncière. Il y a dans cet aphorisme, on l'a déjà remarqué, une confusion du sens individuel de la propriété et du sens collectif de la souveraineté. Mais il n'est que juste de reconnaître la parenté étroite entre l'un et l'autre.

Nous devons noter ici cette transformation psychologique de l'homme moderne sous la main de l'Etat, bien qu'elle ne concerne pas directement la géographie politique, qui est une science de groupes et de masses. Plus intéressants à notre point de vue sont les rapports nouveaux entre les Etats établis sur le globe en chaîne ininterrompue, ainsi que l'évolution interne des Etats eux-mêmes.

L'accélération des transports et le rapetissement de la planète ont eu pour conséquence, au point de vue de l'échange des produits, l'établissement du marché général. Parallèlement se dessine peu à peu un grand organisme politique dont tous les Etats font partie [1]. Aucun grand Etat ne peut s'isoler et se désintéresser de ce qui se passe, non seulement chez ses voisins, mais dans les autres principaux pays du globe. Les petits Etats eux-mêmes ne peuvent plus pratiquer une politique strictement locale : l'existence de ceux qui ont de l'avenir répond à une spécialisation de fonctions qui les met à leur place dans l'organisme général ; le Danemark garde les détroits, la Hollande et la Belgique gardent les bouches du Rhin et de l'Escaut, la Suisse garde les grands passages des Alpes, l'Etat présent et futur de Constantinople garde le Bosphore, parce que ce sont des régions vitales dont la possession assurerait à une grande puissance une prépondérance exclusive ; leur dépôt entre les mains de petites puissances

1. Ce grand organisme n'est pas la Société des Nations. La Société des Nations est une conception juridique qui ne prendra corps que par d'énergiques efforts de volonté individuelle et collective. L'organisme dont nous parlons s'établit sans avoir besoin du concours d'aucune volonté consciente. Il est aussi impossible de s'opposer à sa formation que de la hâter.

garantit les droits et l'autonomie des grands comme des petits. Ce balancement de forces et cette spécialisation des fonctions se sont établis en Europe d'eux-mêmes et par la force des choses, dès qu'il y a eu sur cette partie du monde une chaîne d'Etats continue ; des tendances du même ordre se dessinent en Amérique, en Asie et même en Afrique, à mesure que les maillons de la chaîne politique s'y resserrent. Le tout se traduit par un mot : *équilibre*. Ce mot lui-même ne signifie pas autre chose, pour chacune des sociétés politiques organisées, que la conservation de leur indépendance au milieu des pressions qui les entourent. « L'équilibre européen, disait Thiers, c'est l'indépendance de l'Europe » [1].

Depuis que l'Europe forme une chaîne politique continue, c'est-à-dire depuis trois siècles environ, ses hommes d'Etat, pris dans l'ensemble, ont toujours cherché à prévenir les ruptures d'équilibre ou à conjurer leurs effets. La permanence des buts à atteindre et la répétition des mêmes procédés pour y parvenir ont rapidement constitué une tradition qui s'est affermie au cours des siècles, et qui, comme toute tradition immobile, s'est peu à peu vidée de réalité en perdant le contact avec la vie changeante. A la fin du XIXe siècle, l'équilibre européen était encore une formule où s'installaient les esprits paresseux, lorsqu'au fond des choses il avait depuis longtemps cessé d'exister, en même temps que l'Europe cessait de diriger seule la vie politique du monde.

Aujourd'hui, la question qui se pose est de savoir si les procédés traditionnels de l'équilibre suffiront à assurer demain la vie politique de l'Europe, et si ces procédés pourront s'appliquer à l'organisme politique général, comme ils s'appliquaient hier à l'organisme européen. *A priori*, il y a peu de chances pour qu'il en soit ainsi. Ce n'est pas au moment où les procédés traditionnels de l'équilibre font faillite en Europe, que nous pouvons songer à les transporter tels

1. Discours de A. Thiers au Corps législatif sur *la Politique extérieure*, 3 mai 1866.

quels sur un champ d'action infiniment plus étendu et hérissé de difficultés bien supérieures. Il faut donc, en interrogeant la géographie politique, discerner les faits nouveaux d'où sortiront des règles d'action nouvelles.

2. — *LES FAITS EN PUISSANCE*

Cet accroissement numérique de l'espèce humaine, que nous avons reconnu comme le plus essentiel des faits de base, continuera-t-il à se développer dans l'avenir comme il l'a fait jusqu'à un passé tout récent ?

Il paraît difficile que les proportions d'accroissement de la deuxième moitié du XIXe siècle puissent se maintenir. Elles subissent au moins un temps d'arrêt marqué déterminée par la longueur et le caractère meurtrier de la grande guerre. Nous pouvons cependant admettre qu'au rétablissement de la paix, les forces de croissance l'emporteront encore sur les forces de destruction. Peut-être même les premières recevront-elles du bouleversement universel un stimulant nouveau, durable ou passager, comme cela s'est vu après les grandes guerres du passé. S'il devait en être autrement, il faudrait penser que les peuples de race blanche, qui presque tous ont perdu leur sang à flots, sont voués à un dépérissement prochain et définitif. C'est là une prévision d'avenir que rien ne nous permet de préjuger : au contraire, les symptômes de résurrection sont nombreux et visibles.

Croyons donc que l'accroissement numérique reprendra sa marche ascendante, qui pourra être lente ou rapide. Mais croyons surtout, — car ici nous sommes sur un terrain de prévision plus solide, — que demain comme aujourd'hui, et moins encore qu'aujourd'hui, les hommes ne se répartiront pas en proportions égales sur le globe, à la manière des carrés phalanstériens de Fourier. Ils continueront à s'entasser dans les régions où se montreront à leurs yeux la réalité ou le mirage du confort, de la richesse, et d'une vie sociale atti-

rante. Ils continueront à fuir les pays de la faim et de la vie rude où les maintenaient seulement leur ignorance et les difficultés de la circulation ; ils fuiront même des terres d'aisance et de richesse, pour courir à des formes d'aisance et de richesse à leurs yeux supérieures. Aucune prédication morale sur les joies saines du retour à la terre n'y changera rien. Le retour à la terre préconisé aujourd'hui aura le même sort que le retour à la nature de Jean-Jacques Rousseau : il ne sera qu'une mode passagère et un motif oratoire ; il n'est déjà que cela[1].

Si la géographie statistique comparait les catégories professionnelles, ce qu'elle a négligé de faire jusqu'ici, il serait curieux de mettre en regard les désertions subies par les vieilles terres d'Europe et les conquêtes faites par les terres neuves d'Amérique et d'Australie. On constaterait qu'au point de vue du total, les hommes revenus à la terre sont bien loin d'être aussi nombreux que ceux qui se déracinent[2]. L'étendue des nouvelles terres mises en valeur ne doit pas faire illusion, car l'outillage moderne donne les moyens d'exploiter de vastes espaces de sol avec un personnel de plus en plus réduit. Nous le voyons, malgré les obstacles de la routine agricole, sur les vieilles terres d'Europe; à plus forte raison le voyons-nous sur les terres de colonisation. Au contraire, toutes les professions urbaines voient croître sans mesure et sans arrêt leur contingent numérique.

Ainsi, il n'y a aucune chance pour que nous assistions à un dépérissement des villes au profit des campagnes, comme cela se fit aux premiers siècles du moyen âge. Les villes continueront à croître, les campagnes continueront à se dépeu-

1. Ces lignes, écrites en 1918, ont reçu en ce qui concerne la France, et malheureusement pour elle, une confirmation immédiate par le surpeuplement des grandes villes et le dépeuplement accéléré de la plupart des campagnes, phénomènes favorisés par la guerre mais non causés par elle.

2. En Australie en particulier, l'établissement de la race anglo-saxonne sur les terres neuves ne signifie pas une colonisation rurale. L'Australie est composée de quelques grosses villes, d'un demi-désert et d'un désert complet. Les Etats du Commonwealth ont échoué dans toutes leurs tentatives pour rendre à la classe ouvrière le goût du travail des champs. A. Métin, *Le Socialisme sans doctrines*, 2e éd., 1910 (chap. III, *Etablissement d'ouvriers à la campagne*, p. 63-96).

pler ; un jour viendra où nos mesures de densité spécifique de la population, déjà fautives en bien des cas, n'auront plus aucune valeur[1]. Mais ce que nous pourrions appeler l'*aptitude urbaine* n'est pas égal pour toutes les régions du globe : il y a des régions où les villes se multiplient, il y en a d'autres où elles ne peuvent naître, ou, si elles peuvent naître, leur croissance est arrêtée de bonne heure. Ce sont donc les *régions urbaines* et les *régions rurales* qu'il convient de comparer : les premières sont destinées, en règle générale, à la pléthore numérique, et les secondes à la diminution constante.

Il est probable que les grandes villes destructrices de la race essaieront de modérer leur effrayante consommation d'hommes. Elles s'y emploient déjà. Elles sentent que la famille humaine a besoin d'un minimum d'air, de lumière et d'espace. Ce minimum, la grande ville voudrait le procurer à ses habitants[2]. Elle ne peut le faire qu'à condition de se décongestionner et de s'étaler largement au dehors. Cette tendance, qui se généralise déjà dans beaucoup de grandes villes et que facilite l'outillage moderne de la circulation, transformera profondément la physionomie des agglomérations urbaines. Toutefois, si l'évolution moderne de la ville est appelée à modifier le genre de vie des habitants dans ses caractères extérieurs, le fond de la vie urbaine, constitué, par les rapprochements sociaux et par les professions, demeurera le même ; le défaut d'équilibre dans la répartition des hommes sur la surface terrestre se maintiendra et s'aggravera encore, et c'est ce qui nous importe.

Ce sont les facilités nouvelles de transport données par l'outillage moderne qui sont la cause essentielle du déséquilibre de la répartition. Ce sont les chemins de fer et les

1. A certains égards, le bolchevisme russe peut être regardé comme une dictature des villes sur les campagnes, accompagné de tentatives spasmodiques de réaction des campagnes contre les villes. Né dans les villes, le bolchevisme aboutit à les ruiner et les dépeupler au profit des campagnes : l'ouvrier d'industrie russe, moujik de la veille, redevient moujik presque sans effort, et même moujik du temps d'Ivan le Terrible, vêtu de peaux de bêtes et chaussé de tresses de paille. Mais il s'agit ici d'un peuple trop tôt arrivé à la civilisation industrielle de l'Europe et incapable encore de s'adapter à elle. La crise violente qu'il subit lui est particulière. « Pour de longues années, la haine régnera entre les villes et les campagnes », dit le journal socialiste *Znamia Borby* (E. Buisson, *les Bolchéviki*, 1917-1919, Paris, 1919, p. 151).

2. C'est le but de ce qu'on appelle en Angleterre et en Amérique *town planning* et en France l'*urbanisme*.

bateaux qui font ici le surpeuplement, et là la désertion. Or, l'évolution de l'outillage des transports n'est pas achevée. Elle va continuer au XXe siècle dans le même sens qu'au XIXe. Les transports deviendront plus commodes, plus nombreux et plus rapides. Dans une vue synthétique de leurs effets, il ne faut pas oublier les communications intellectuelles instantanées que le télégraphe électrique a été le premier à permettre, et où le téléphone et la télégraphie sans fil rivalisent maintenant avec lui.

Qu'on n'objecte pas que le télégraphe et le téléphone sont plutôt des agents de fixation et d'équilibre, pour la raison qu'ils suppriment chez les groupes dispersés les conséquences fâcheuses de l'isolement, comme nous le voyons dans les pays du Nord, Canada, Norvège et Finlande. En réalité, les communications instantanées travaillent bien plus pour le déracinement que pour la fixation, car elles apportent l'écho des sentiments et des appétits qui dominent dans les grands centres de civilisation urbaine ; elles en donnent aux isolés une image d'autant plus séduisante qu'elle est plus lointaine. Elles contribuent donc, comme les moyens de transport terrestres, à l'accélération du mouvement et à l'inégalité croissante de la répartition entre les groupes.

A cet immense outillage de transport, appelé à de nouveaux progrès, s'ajouteront demain les routes aériennes, plus rapides que les autres, affranchies des sujétions topographiques qui pèsent sur les voies de terre et de mer, et soumises seulement à des sujétions météorologiques dont les progrès de l'avion et du dirigeable atténueront graduellement l'empire. La rapidité plus grande des voies aériennes diminuera encore l'étendue terrestre, tant au point de vue économique qu'au point de vue politique. L'aviation apportera aussi des modifications profondes à la définition générale des zones frontières que nous avons vues s'établir lentement sur la carte du monde et à travers les siècles. Des esprits irréfléchis penseront que le développement de l'aviation supprimera les frontières. Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que les sociétés humaines perdissent leurs racines dans le sol et que les parties du sol fussent toutes d'égale valeur. Les routes

aériennes agrandiront simplement les zones frontières en les élargissant jusqu'aux grands aérodromes de départ et d'arrivée, des deux côtés de la ligne de démarcation territoriale.

Il n'est pas un des caractères géographiques essentiels de l'Etat qui ne soit destiné à s'altérer profondément dans un avenir prochain, par suite de l'accélération et de la multiplication certaines des moyens de transport. Les frontières verront s'élargir leur cadre politique, économique et militaire. Les capitales pléthoriques sont destinées à devenir plus pléthoriques encore ; les masses qui les encombrent, à force de perdre leurs racines dans le sol et de se recruter à tous les points de l'horizon et même hors du territoire des Etats, ne représenteront plus des familles humaines déterminées dans leurs traits par un passé historique et par une région du globe : pour des Etats nationaux ou qui s'efforcent de devenir tels, soit par l'homogénéité du peuple entier, comme en France, soit par la domination exclusive d'une ou deux nationalités, comme dans l'ancienne Autriche-Hongrie, on aura ce paradoxe apparent de capitales de plus en plus cosmopolites et dénationalisées. Enfin l'étendue elle-même change complètement de valeur dans l'échelle de comparaison entre les Etats et dans ses effets sur la cohésion intérieure de chaque Etat, depuis que l'accélération continuelle des transports diminue l'étendue des Etats d'une manière régulière et irrésistible, comme la « Peau de chagrin » de Balzac. Non seulement l'étendue *en soi* diminue, mais la valeur des obstacles opposés à la circulation par la géographie physique se réduit de jour en jour avec la puissance accrue de l'outillage[1]. Ni les fleuves, ni les montagnes, ni les mers, ni même les steppes et les déserts n'opposent aujourd'hui des barrières insurmontables aux volontés politiques dirigeantes. La puissance politique de l'Etat s'accroît ; elle s'exerce plus facilement et plus immédiatement ; mais aussi la machine politique est appelée par-

1. Un des meilleurs chapitres de la *Géographie Politique* de Ratzel est consacré à ce phénomène, *Das Verkehr als Raumbewaltiger* (Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, 2te Aufl., p. 208-238).

tout à subir des modifications nombreuses, dont la carte se ressentira. Prenons pour exemple la France. Une des raisons les plus pertinentes pour justifier la division du territoire en 83 départements fut donnée à l'Assemblée constituante, en décembre 1789, par Target : « Nous avons voulu, dit Target, que de tous les points du département, on puisse arriver au centre de l'administration en une journée de voyage ». Cette règle de bon sens a conservé sa valeur. Qu'on l'applique aujourd'hui, et elle ne nécessitera guère, au lieu de 83 divisions, que 15 ou 16. Qu'on l'applique demain, elle en nécessitera sûrement moins encore.

Tous les changements dans l'ordre politique de la direction sont accompagnés de changements dans l'ordre économique de la production, du travail et des besoins. Les procédés artificiels de l'exposition nous font séparer les deux ordres : dans la réalité, ils sont étroitement liés ; il faut les *penser ensemble*. L'outillage des transports n'est en fait qu'une partie de l'immense outillage industriel. L'humanité moderne fait travailler pour elle un peuple innombrable et infatigable d'esclaves de fer, d'acier et de cuivre, qui ont remplacé les machines humaines peu puissantes et peu nombreuses de l'esclavage antique. Par eux, les hommes satisfont plus aisément et plus amplement leurs besoins élémentaires ; mais de cette satisfaction même est sortie un stimulant nouveau d'appétits. Les besoins sont devenus plus nombreux et plus variés à mesure que croissaient les moyens de les satisfaire. Ces besoins, qui s'appellent maintenant désir du bien-être, du confort et du luxe, ne peuvent se contenter, pour la population d'un Etat, si vaste qu'il soit, des ressources offertes par le cadre territorial. Ils nécessitent un appel de marchandises venues d'au delà des frontières, et nécessitent par là même la production de marchandises d'échange. Toute région favorisée pour un ordre de produits portera son effort sur la production intensive de ce qu'elle peut donner, et fera de son surplus de production une marchandise d'échanges pour tout le reste. Nous avons déjà les pays de la houille, du

blé, du pétrole, du café, des essences forestières tropicales et d'autres marchandises encore, sans compter la plus précieuse de toutes, qui est l'homme lui-même. Ce sont exactement les faits que l'économie politique libérale a reconnus depuis longtemps dans l'organisation industrielle, où on les appelle *spécialisation*, *division du travail* et *surproduction*. Ces faits ne se distribuent pas seulement entre les individus, les métiers et les groupes professionnels. A la vérité, les économistes n'ont jamais rien vu au delà ; mais une distribution géographique, de jour en jour plus précise, répartit aussi entre les différentes régions du globe les formes et les produits du travail humain, de manière à rendre les régions, par grands groupes, de plus en plus solidaires les unes des autres, pour la satisfaction complète de l'ensemble des besoins nés de la civilisation et chaque jours accrus et compliqués par elle.

Les échanges grandissants entre les groupes régionaux et politiques, et les liens de dépendance mutuelle qui en dérivent pour ces groupes, ne se limitent pas aux objets matériels. Ils s'étendent aux formes générales de la civilisation et de la pensée ; ils font naître, par-dessus les frontières, des affinités et des antipathies collectives, où se polarisent les sentiments, les idées et les aspirations lentement accumulés par des siècles d'histoire. Ces courants d'attraction et d'hostilité ne font que s'esquisser de nos jours; ils préparent pour l'avenir des organisations politiques plus larges que les Etats simples et homogènes que nous connaissons; ils n'ont rien de commun avec les alliances du passé, nées de la diplomatie et de la guerre et faites pour elles.

L'affinité de groupes politiquement séparés s'exprime, sous sa forme la plus simple, par la force d'agglutination que nous appelons, faute d'un terme meilleur, la « communauté de race ». Ici le terme de *race* a une signification moins précise et plus large que son sens anthropologique [1]. Il ne désigne

1. Comme on le verra plus tard dans le chapitre spécialement consacré à l'idée de race, il y aurait avantage à remplacer dans ces cas le mot un peu trop complexe et vague de *race* par celui de *nationalité*. V. chap. XIV.

pas un ensemble de caractères somatiques communs, mais un fond de civilisation commun et plus ou moins étendu, qui peut comprendre un ensemble de traditions, une langue-mère commune, une religion commune, des institutions identiques ou analogues, ou seulement quelques-uns de ces agents de cimentation. De cet ordre sont les liens qui unissent, en Europe, les Slaves, dispersés politiquement, aujourd'hui plus que jamais, et cependant plus certains que jamais qu'ils forment une grande unité humaine, destinée à trouver un jour dans les cadres de la géographie politique une expression concrète.

On peut estimer qu'une civilisation commune, née d'une longue tradition intellectuelle et d'un effort de pensée originale poursuivi pendant des siècles, établit un degré d'affinité encore supérieur à celui de la communauté de race, entre les peuples des grands Etats qui se sont développés dans le même sens général, d'une manière harmonique et parallèle. Par un échange continu, poursuivi depuis trois cents ans malgré les vicissitudes de la politique et de la guerre, la pensée française et la pensée anglo-saxonne ont grandi selon les mêmes règles générales de civilisation et selon les mêmes aspirations, dont le puissant effort intellectuel du XVIIIe siècle a donné l'éclatant témoignage. Longtemps cette affinité s'est heurtée à une fatalité historique de conflits qu'expliquait le déterminisme géographique de la lutte pour la mer et pour les colonies. Mais, lorsque cette lutte eut évolué jusqu'à son terme, les affinités intellectuelles reparurent dans toute leur force ; jointes à une interdépendance économique de jour en jour plus complète, elles ont fait de l'Entente entre l'Angleterre et la France, avant tout traité, une réalité solide et destinée à résister longuement à l'usure du temps[1], malgré

1. Cette réalité solide s'étend aux relations entre la France et l'Amérique et pour les mêmes raisons : ici également, les affinités intellectuelles s'harmonisent avec les intérêts, mais les affinités intellectuelles paraissent souveraines. Elles établissent un lien si fort, que pour les esprits avertis il rend presque inutiles les conventions écrites. « Nous comptons sur l'Amérique. Voulez-vous que je vous dise toute ma pensée ? Il n'y aurait pas de traité écrit, j'y compterais tout de même ». (G. Clemenceau, *Discours à la Chambre des députés* du 25 septembre 1919).

les différences profondes qui subsistent entre Français et Anglais.

Tout cet ensemble de faits nouveaux, qui se développe sous nos yeux, nous fait comprendre que le système politique du monde moderne est appelé à des transformations profondes. A l'intérieur, les vieux Etats centralisés nous paraissent correspondre, par leur organisation, à un état de civilisation périmé : ils devront donc changer leurs cadres et leur figure géographique dans le sens de la division régionale du travail. A l'extérieur, une sorte de coopération par groupes d'Etats deviendra nécessaire, soit pour équilibrer à l'intérieur des groupes les conditions de la vie, soit pour résister aux pressions et aux tentatives violentes des autres groupes. Pour les deux cas, nous devons essayer de préciser les orientations du système politique de l'avenir.

3. — *ÉVOLUTION INTÉRIEURE DES ÉTATS : LE RÉGIONALISME ET LE FÉDÉRALISME*

Lorsque nous avons étudié la formation géographique des Etats, nous avons fait abstraction de leurs différences de constitution interne, même quand ces différences étaient radicales et profondes. Cela n'avait pas d'inconvénient quand nous considérions des Etats qui n'étaient guère que des organisations de commandement et de police supérieure, ce qui a été le cas de toutes les sociétés politiques jusqu'à ce jour. Car les Etats ainsi organisés présentaient les mêmes caractères géographiques généraux et les mêmes modes de réaction contre les pressions extérieures : comme ils étaient tous pourvus d'une zone de souveraineté déterminée, de capitales, de routes et de frontières, leur définition essentielle tenait dans ces faits, et il n'y avait pas lieu pour la géographie politique de chercher au delà. Notamment, elle n'avait pas à s'inquiéter de savoir si, dans sa constitution intérieure, l'Etat était fortement centralisé, ou s'il était composé de parties

unies entre elles par un lien plus ou moins relâché ou plus ou moins fort.

Pour les faits de demain, nous ne pouvons plus avoir la même insouciance. Les problèmes s'étendent en se modifiant. Deux termes nouveaux sont intervenus, et le second s'encadre nécessairement dans le premier : activité de la circulation, division régionale de la production et du travail. Grâce à eux, les Etats, considérés sur la carte, ne peuvent plus être traités comme des entités interchangeables dans leurs caractères essentiels. Au point de vue même de la géographie, leur mode de structure interne intervient, car, selon la nature de l'adaptation aux faits nouveaux, la figure géographique des Etats présentera, sur les cartes de l'avenir, des différences profondes.

Les détails d'organisation sont naturellement incertains. Mais le point de départ est hors de toute contestation ; on peut le définir ainsi : les divisions territoriales d'un Etat ne seront plus avant tout des divisions de commandement, de l'ordre administratif et politique, car la rapidité des communications rend ce mode de fractionnement de moins en moins nécessaire dans le corps homogène d'une nation organisée [1] ; les divisions futures seront faites surtout pour la production et pour l'échange, car ici les communications rapides, loin d'abolir la nécessité des divisions, les rendent de jour en jour plus utiles et plus nécessaires.

Mais l'avenir est toujours en partie un produit du passé, même s'il paraît en différer d'une manière radicale. Aussi les anciennes divisions politiques des Etats se refléteront encore dans les divisions de l'avenir. Les Etats du type économique continueront sans rupture les Etats du type politique.

Les Etats d'hier et de maintenant, dont les divisions territoriales ont des buts essentiels de commandement, se

1. Peut-être serait-il plus exact de dire que ce mode de fractionnement doit se simplifier : il comprendra à l'avenir des divisions moins nombreuses, moins imbriquées, plus vastes.

Fig. 23. — Régions économiques françaises (d'après le plan du M

Le plan élaboré par le Ministre Clémentel et par ses collaborateurs Fighiera et Henri Hanser date effectivement de 1917 : Circulaire ministérielle du 25 août 1917 aux Présidents des Chambres de Commerce sur le Projet de constitution en France de régions économiques. A cette circulaire étaient annexées une « Note » qui était un rapport de 24 p., in-4° et une carte, portant la date d'août 1917 ; le même rapport avec peu de changements a été réimprimé en 1918. Nous avons reproduit sur notre carte les délinéaments premiers du Projet élaboré avec les contradictions dès alors pressenties (deux capitales possibles en rivalité pour la XVe région, Bourges et Orléans). Dans la suite, grâce aux consultations, adhésions ou protestations des diverses Chambres de Commerce, des rattachements différents ont été ratifiés, et même de nouvelles régions ont été définitivement créées : telles que celle de Caen ou celle de Besançon, etc. Nice demande à être rattachée à Grenoble et non plus à la Provence avec Marseille, etc. — L'Arrêté Ministériel du 5 avril 1919 (Clémentel étant toujours Ministre du Commerce) a constitué les 17 premiers groupements économiques régionaux, en groupant 136 Chambres de commerce (sur 149 sans compter celles d'Alsace-Lorraine) autour des Chambres de commerce principales et des villes devenues capitales régionales : 1re région, Lille ; 2e Amiens ; 3e Rouen ; 4e Caen ; 5e Nantes ; 6e Brest ; 7e Limoges ; 8e Bordeaux ; 9e Toulouse ; 10e Montpellier ; 11e Marseille ; 12e Grenoble : 13e Lyon ; 14e Nancy ; 15e Paris (Paris seul) ; 16e Région parisienne ; 17e Clermond Ferrand. — Pour les modifications qui ont suivi, il faut consulter : Décret du 10 février 1920 (Journal Officiel, 12 fév. 1920) ; Arrêté du 21 mai (Journal Officiel du 23) ; Arrêté du 27 mai (Journal Officiel du 2 juin) ; Arrêté du 21 juin (Journal Officiel du 23) ; Arrêté du 10 novembre (Journal Officiel du 14 novembre) ; etc. — Aussi avons-nous pris la liberté, étant donnée l'inexactitude de plusieurs des décisions définitives, en ce qui concerne surtout la région du Nord-Est, d'ajouter au projet tout à fait primitif les divisions qui nous apparaissent comme logiques et désirables pour l'Alsace et la Lorraine. — Pour connaître les déterminations officielles prochaines et futures, on pourra toujours consulter le Secrétariat général de la Fédération Régionaliste française (fondée en 1900) ; ce secrétariat est dirigé par le très actif Charles-Brun, l'auteur du volume classique sur « Le Régionalisme » (Paris, Bloud) qui en était déjà, en 1911, à sa 4e édition.

Commerce, 1917), avec adjonction de l'Alsace et de la Lorraine.

groupent d'une manière assez nette en deux catégories : les uns appartiennent à la catégorie centralisée ou *unitaire*, et les autres à la catégorie *fédérative*. Classement grossier, comme presque tous les classements : de l'un à l'autre type il y a toute une échelle de nuances. Adoptons-le pourtant, car entre les deux bouts de la chaîne les différences sont bien tranchées. Tous les vieux et grands Etats d'Europe appartiennent à la catégorie unitaire, bien qu'il y ait des apparences contraires pour quelques-uns ; la France et l'Angleterre en donnent les plus parfaits exemples, mais l'Allemagne et l'Italie nouvelles en font partie aussi [1], et la défunte Autriche-Hongrie s'est essayée, avec obstination et sans succès, à devenir unitaire, malgré la rébellion constante des hommes et des choses. Presque tous les Etats de l'Amérique latine et anglo-saxonne, ainsi que les autres Etats issus de la colonisation britannique dans le reste du monde, appartiennent au type fédératif ; ce type apparaît, lorsqu'il est réalisé dans de grands Etats, comme une forme politique très jeune et sans précédent dans l'histoire du monde.

Il est naturel que pour les vieux Etats centralisés, la nécessité du réarrangement des divisions territoriales se fasse plus impérieusement sentir que pour les jeunes Etats fédératifs. Ceux-ci sont déjà adaptés en partie aux nouvelles conditions d'existence, dont les effets commençaient à poindre quand se constituaient les Etats du type fédéral. Cependant, pour les seconds comme pour les premiers, quoique peut-être d'une manière moins complète, les cadres territoriaux sont appelés à se modifier, selon les nécessités d'une politique qui, prise d'une manière tout à fait générale, ne sera plus la politique du commandement, mais la politique des besoins.

Dans les Etats centralisés se fait sentir à des degrés d'intensité variable, selon le stade actuel de l'évolution pour chacun d'eux, la nécessité d'adapter aux nouvelles conditions

1. Ce qui restait de fédéralisme dans l'organisation allemande semble bien devoir disparaître à la suite de la défaite et de la chute des pouvoirs dynastiques.

de vie les cadres politiques et les divisions territoriales. C'est par les divisions territoriales qu'il faut commencer, puisqu'elles sont la base de tout. Les méthodes sont encore incertaines, car le but à atteindre n'apparaît pas clairement à beaucoup d'esprits, et pour ceux-ci le mouvement demeure dans l'ordre des impulsions obscures [1]. C'est à ce mouvement, aujourd'hui très souvent mal aiguillé et mêlé de beaucoup d'alliage, que l'on donne en France le nom de *régionalisme*.

Replacé à son rang dans la série de l'évolution, le régionalisme se présente à nous, en ce qu'il a de légitime, comme un ensemble d'aspirations nées des deux ordres de faits que nous avons reconnus comme essentiels. La rapidité et la multiplication des communications de tous ordres enlèvent toute raison d'être, même à l'unique point de vue du commandement, à nombre de divisions autrefois nécessaires, et justifient une simplification de la carte politique de l'Etat centralisé, qui doit comprendre à l'avenir des divisions plus grandes et moins nombreuses. La distribution rationnelle du travail et de l'échange, conséquence de la production et de la circulation actives, doit avoir un très grand rôle dans le réarrangement des divisions, car l'organisation économique doit non seulement se juxtaposer à l'organisation de commandement, mais prendre le pas sur elle.

Reprenons l'exemple de la France. C'est celui que nous connaissons le mieux, et en outre la France, qui a réalisé dans l'Europe moderne le type le plus parfait d'Etat homogène et centralisé, se trouve être par cela même le champ d'expériences le plus intéressant pour la transformation régionale.

Au point de vue purement politique, cette transformation se justifie en France par la raison même invoquée par Target à l'Assemblée constituante. Pour avoir une division qui assu-

1. Cela s'explique par les souvenirs d'un passé trop adulé et par le poids de la tradition. L'ancien fractionnement, qui a précédé la cimentation de l'Etat unitaire, n'a rien à faire avec le nouveau qui est nécessité par des besoins tout différents. Et pourtant, dans l'esprit de nombreux régionalistes, c'est la tradition qui doit ligoter l'avenir et lui imposer ses formes étroites et surannées.

rât cette unité nationale mise par les Constituants à si haut prix, et qui en même temps fût satisfaisante pour les administrés, Target prenait comme rayon de base, du chef-lieu à la périphérie, la distance que les moyens de transport de cette époque permettaient de parcourir en un jour. Il s'agit aujourd'hui de continuer l'application de cette règle, en tenant compte de l'immense révolution des transports opérée depuis cent trente ans. La règle donne comme résultat *actuel* une répartition du territoire français en quinze ou seize grandes divisions. Ce nombre, avec des variantes peu importantes, reparaît dans la plupart des projets depuis que la question de la division régionale est posée, c'est-à-dire depuis une vingtaine d'années.

La vraie difficulté commence pour les organisateurs lorsqu'ils abordent la question économique. Celle-ci ne se résout pas avec le compas et avec l'indicateur des chemins de fer. Seule, une étude délicate et approfondie peut révéler ici les véritables affinités régionales, groupements de besoins, d'intérêts, de genres de travaux et de genres de vie, qu'il y aurait lieu de sanctionner et de favoriser au moyen d'un organisme à base territoriale. Nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que, pour l'ensemble de la France, pays dont l'unité politique recouvre une si grande variété naturelle et même humaine, une organisation économique rationnelle exigerait des divisions plus nombreuses que n'en comporte la carte politique simplifiée, telle que la proposent les réformateurs [1]. Il faudrait des divisions qui, par le nombre

1. Les plans formés successivement depuis vingt-cinq ans, dont les principaux sont ceux de Foncin, P. Vidal de la Blache et J. Hennessy, ont trouvé leur expression définitive et un premier essai de réalisation dans le projet adopté par le ministère du Commerce sous l'impulsion de H. Hauser (Ministère du Commerce et de l'Industrie, *Projet de division de la France en régions économiques*, Paris, Imprimerie nationale, août 1917). Ce projet divisait le territoire français (moins l'Alsace et la Lorraine) en 16 grandes régions économiques. Nous estimons que c'est trop peu : avec 16 régions, on aboutirait non à l'harmonie des intérêts coalisés, mais au chaos des intérêts divergents. Sans doute, puisque les 86 départements sont trop nombreux au point de vue économique, les 148 Chambres de Commerce sont aussi trop nombreuses *a fortiori*. Mais la simplification à 16 régions nous paraît une idée de géographe habitué à trancher sur le papier, qui souffre tout. Le point de départ nous semble critiquable : les auteurs du plan régional donnent un rôle excessif aux grandes villes. « Les régions, disent-ils, sont une conséquence du rôle de plus en plus

et l'étendue, fussent une sorte de moyen terme entre les départements actuels et la division régionale proposée : le plan est encore à faire.

La Bretagne paraît de prime abord une des régions françaises les mieux définies par l'histoire et par la géographie : la première lui a donné l'isolement, et la seconde une longue autonomie, deux faits étroitement liés où le déterminisme géographique a montré sa puissance. Au point de vue politique, il n'y aurait aucune difficulté à réunir les cinq divisions départementales de la Bretagne en une seule, bien qu'il n'y ait aucune capitale réellement désignée et imposée par la nature, à cause de l'émiettement politique et social où a toujours vécu ce pays. Mais les questions de distribution du travail et d'activité professionnelle, étroitement liées à la civilisation et au genre de vie, ne permettent pas de résoudre la division économique d'une manière aussi simple. La Haute et la Basse-Bretagne, le pays de Rennes et celui de Quimper, diffèrent autant l'un de l'autre que si de bien plus grandes distances les séparaient [1] ; dans les Marches de Bretagne, la région nantaise se distingue aussi nettement de la région de Rennes, et, par toutes les directions de son activité, s'en distingue un peu plus tous les jours [2].

Ce qui ajoute en bien des cas à la confusion des idées et à l'incer-

important joué en France par les grandes agglomérations urbaines ». Ainsi la constitution de la région, au lieu de rendre la vie aux provinces, aurait pour résultat d'en accroître la solitude et le dépeuplement au profit de 16 tentacules urbaines, alors qu'aujourd'hui, il n'y a encore que Paris pour jouer ce rôle malfaisant. Heureusement il est impossible aux rédacteurs du plan de trouver 16 villes qui aient un pouvoir incontesté d'attraction : c'est pourquoi on les voit hésiter entre Orléans et Bourges ; d'autres *capitales* comme Clermont, Dijon et Rennes n'ont pas des droits indiscutés à ce titre. On nous parle avec raison de la fonction régionale des grands ports : mais cette fonction se limite-t-elle, pour Marseille, au pont d'Avignon ? et pour Nantes, à celui de Tours ? Il y a ici une confusion de mots : la fonction régionale des grands ports est extrêmement étendue ; elle peut et doit comprendre des Etats entiers ; elle ne peut coïncider avec une découpure calquée sur un faisceau d'intérêts nécessairement étroit. La *fonction régionale* de Hambourg comprend tout le triangle Hambourg-Bâle-Cracovie : est-il possible de concevoir ce vaste territoire comme une seule *région économique ?* Autre objection : on veut faire des régions un faisceau de départements : cela conduit à rattacher Château-Thierry à Lille ! Qu'y a-t-il de commun entre la vallée de la Marne et la région industrielle de Lille ? De même, Nice proteste énergiquement contre tout rattachement à Marseille, La Pallice doit être la première à s'étonner de devenir... le port de Limoges. Tous ces inconvénients, et bien d'autres que nous omettons, seraient évités si l'on tenait compte de la diversité économique du pays, où il serait possible de trouver 30 à 40 régions qui, dans certains cas et pour certains buts, pourraient se grouper à plusieurs et seraient plus disposés à le faire que les grandes régions du plan de 1917 (fig. 23, p. 408 et 409 et fig. 24, p. 417).

1. C. Vallaux, *La Division régionale appliquée à la Bretagne* (*Dépêche de Brest*, 9, 27 février et 23 mars 1912).

2. Cela du moins semble reconnu aujourd'hui par la plupart des auteurs de plans de division régionale.

titude des projets, c'est l'inutile archaïsme[1] dont s'inspirent très souvent les plans régionalistes. Certes, l'avenir ne tranchera pas tous les liens avec le passé, nous l'avons reconnu nous-mêmes. Mais une division régionale qui prendrait pour idée directrice un pur et simple retour en arrière, en deçà de l'organisation moderne de l'État, est destinée d'avance à un complet insuccès. Car si l'on voulait, par exemple, restaurer les anciennes provinces, qui en réalité n'ont jamais existé que dans les manuels d'histoire et dans les cartes des atlas historiques, c'est en vain qu'on essaierait de faire prendre corps à une ombre. Il faudrait remonter aux divisions féodales. Celles-ci ont existé sans doute, mais, avec elles, ce sont le chaos, la dispersion et l'anarchie du moyen âge que des réformateurs malavisés feraient revivre.

Dans tous les cas, il faut mettre en lumière deux faits importants. Ce sont les Etats du type unitaire, et ceux-là seulement, qui subiront l'évolution dans le sens régionaliste. Ensuite, si cette évolution doit avoir pour conséquence d'élargir, de simplifier ou de briser de vieux cadres politiques que le progrès des communications a rendus inutiles, là n'est pourtant pas son but majeur et essentiel. Ce but, nous devons le chercher dans le groupement rationnel des forces de production, de travail, de distribution et de transport à l'intérieur des Etats de l'avenir, de manière à mettre ceux-ci à même de profiter des nouveaux éléments d'activité et de richesse, tout en respectant chez eux la continuité historique, par le maintien du type unitaire adapté aux temps nouveaux.

A l'inverse du régionalisme, le *fédéralisme* n'est pas uniquement, à l'heure actuelle, une vue théorique d'avenir. Il existe déjà, à des degrés divers, soit sous des formes archaïques, soit sous des formes jeunes et neuves, en Europe, dans l'Empire britannique, en Amérique. Il se présente même dans l'histoire ou dans le monde présent sous

1. Nous pourrions ajouter *le mysticisme*, dont paraît entaché entre autres le régionalisme breton. « Dans notre régionalisme, il y a autre chose que de simples considérations géographiques, économiques et linguistiques. Il y a *l'âme bretonne*, cette âme que de longs siècles d'indépendance, d'histoire et de croyances communes ont façonnée dans un même moule, aussi dur que le granit de notre sol » (Le Nepveu de Carfort, *Le Territoire des Côtes-du-Nord au point de vue régionaliste*, Saint-Brieuc, 1912, p. 16).

des aspects si variés, qu'une tentative de classement ne paraît pas inutile.

En négligeant les différences de détail, nous reconnaissons deux types dans les fédérations politiques que le monde a connues. Le premier est le type *municipal* et *cantonal*, dont les cités antiques, les Provinces-Unies et la Suisse nous ont donné ou nous donnent des exemples[1]. Le second est le type *colonial*, qui est celui de toutes les fédérations issues de l'expansion coloniale de l'Europe en Amérique, en Afrique du Sud et en Australie.

Ce classement est purement géographique : il n'a qu'une base, l'*étendue*. Les fédérations du premier type ne comprennent que de petites unités ; celles du second type n'en comprennent que de grandes. Or, depuis un siècle, en géographie politique, l'échelle de valeur des étendues occupées par les États a été entièrement bouleversée. En d'autres termes, les fédérations de petites unités ne paraissent plus viables, parce que c'étaient la lenteur et la difficulté anciennes des communications qui protégeaient et justifiaient presque toujours l'autonomie politique de chaque municipe ou de chaque canton fédéré. Les fédérations du type colonial, au contraire, associent de grandes unités, parfois comparables ou supérieures en étendue à de nombreux États unitaires de l'Europe et de l'Asie. Chacun des Etats du Dominion du Canada et de la Commonwealth d'Australie couvre une surface de terrain égale ou supérieure à celle des grands Etats d'Europe, l'ancienne Russie exceptée.

Nous regardons donc le fédéralisme municipal ou cantonal comme une forme politique archaïque et appelée à périr sous peu, là où elle existe encore. Elle n'a cessé, au cours de l'histoire, de perdre du terrain. Elle a été, pendant les siècles de l'antiquité classique, l'unique forme de groupement que les nations les plus civilisées du monde pouvaient concevoir ; c'était la seule qu'elles fussent en état d'opposer aux despo-

1. Les dix villes libres de l'Alsace d'avant 1648 répondaient également à ce type d'organisation politique.

tismes chaotiques et barbares de l'Orient. Le monde grec a toujours évolué dans le cadre de la Cité ; c'est par des efforts intermittents et vite épuisés que les cités de l'Hellade sont parvenues parfois à se fédérer. L'empire romain lui-même, sous son apparence d'unité majestueuse qui longtemps a fait illusion, se révèle de plus en plus à nos recherches comme une fédération de municipes et d'organismes très divers, réunis entre eux par le réseau des routes, par les camps des légions et par une hiérarchie d'administration peu nombreuse. Les républiques italiennes du moyen âge connurent des liens fédératifs éphémères. Les villes de Flandre passèrent aussi par une période courte et brillante de fédéralisme municipal. Les Provinces-Unies de Hollande ont évolué du type fédératif au type unitaire avant le développement moderne des communications. Enfin, c'est ce développement même qui explique que la Suisse, « plaque tournante des chemins de fer de l'Europe », voie l'autonomie politique de ses cantons fondre et se réduire peu à peu au bénéfice de l'Etat fédéral, — fédéral de nom, de plus en plus centralisé dans son esprit et dans les tendances. Plus la Suisse prendra conscience de son rôle dans l'organisme général de l'Europe, plus l'esprit cantonal perdra du terrain chez elle.

Pour que des sociétés si diverses dans leur civilisation et dans leurs institutions aient toutes vu la centralisation remplacer le lien fédératif, il faut que pour toutes il y ait eu dans ce lien un principe de caducité général et identique. Ce principe n'était autre que l'exiguïté excessive des cadres politiques. Ces cadres devaient éclater d'eux-mêmes, à mesure que les relations entre les hommes devenaient plus faciles, plus sûres, plus rapides et plus nombreuses. La fin du *microstatisme* prédite par Ratzel[1] ne s'applique en réalité qu'aux municipes et aux cantons fédérés, dont aucun ne représente une unité régionale, physique et humaine, assez puissante pour survivre dans un monde aux relations ouvertes et multipliées. Il est

1. Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, 2te Aufl., p. 400.

FIG. 24. — ESSAI DE GROUPEMENTS RÉGIONAUX DE LA FRANCE D'APRÈS VIDAL DE LA BLACHE.

Nous tenons à publier l'Essai de division régionale de la France qui accompagnait l'article de Vidal de la Blache, Régions françaises *dans la* Revue de Paris *du 15 décembre 1910, et cela pour deux motifs : 1° à cause de son intérêt propre ; 2° parce qu'à examiner de près les projets ultérieurs on s'aperçoit qu'ils sont issus d'une discussion critique et d'une transformation par tâtonnements successifs de ce premier plan général. Il nous est donc permis de regarder cette carte déjà ancienne comme ayant la valeur d'une sorte de* « manuscrit princeps ».

Les grisés indiquent les arrondissements qui eussent été, selon ce plan, rattachés à une autre région que celle du reste de leur département.

très vrai que le géographe allemand pouvait légitimement prévoir la fin des anciennes principautés fractionnées de son pays, pour les mêmes raisons : car il importe peu que l'organisation du *microstatisme* fédéré soit républicaine ou féodale ; dans les deux cas, le *microstatisme* est voué au même sort. Le fédéralisme municipal, cantonal ou féodal va vers l'unité, tandis que l'Etat unitaire va au régionalisme. Ces deux aspects de l'évolution politique paraissent de prime abord tout à fait opposés. En réalité, il n'en est rien, car l'un et l'autre répondent aux mêmes besoins profonds [1].

Tandis que le fédéralisme municipal représente le passé, le fédéralisme du type *colonial* représente le passé et l'avenir. Dès son origine, il diffère profondément du fédéralisme archaïque. Dans celui-ci, le groupement en familles, en clans et en tribus précède la division politique du territoire, qui, malgré le caractère fragmentaire et primitif qu'elle présente à nos yeux, est déjà l'aboutissement d'une longue suite historique. Au contraire, dans le fédéralisme colonial, la division politique précède souvent la colonisation elle-même ; dans tous les cas elle suit de près les premiers essais d'établissement et de mise en valeur ; elle précède d'assez loin le peuplement complet et même la reconnaissance complète du territoire ; elle constitue au début une sorte d'hypothèque sur un carré blanc ou incomplètement rempli de la carte. Longtemps les Etats faits de colonies fédérées ne se définissent géographiquement que par les frontières entre celles-ci et par les frontières extérieures, qui consistent en lignes géométriquement tracées ; car il n'y a aucune raison de leur donner une forme organique adaptée au sol, qui n'est que peu ou pas utilisé, et au peuplement, qui existe à peine : ce sont les frontières *ébauchées* que nous avons définies et classées (chapitre VIII), et qui sont celles de toutes les fédérations modernes du type colonial, Canada, Etats-Unis, Brésil, Afrique du Sud et Australie. Pour les démarcations entre les Etats fédérés et hors de ces Etats,

1. Ces besoins proviennent, dans l'un et dans l'autre type d'Etats, de l'activité de la circulation, de la division du travail et de la spécialisation économique.

les volontés dirigeantes taillent à plein drap dans les territoires; la ligne droite et l'équerre appliquent leur géométrie simple sur les traits multiformes et complexes de la carte physique.

Pour tâcher de deviner l'avenir de cette forme de société politique dont les Etats-Unis nous donnent aujourd'hui le plus complet exemple, il faut que nous cherchions pourquoi les sociétés neuves s'organisent selon le type fédératif, et pourquoi chacun des éléments territoriaux fédérés paraît constitué au mépris de toute préoccupation de groupement régional, au rebours de ce qui se passe dans les vieux Etats du type unitaire.

Si la forme fédérative triomphe aisément dans les jeunes sociétés des pays neufs, c'est qu'il est plus facile à leur début d'assurer aux individus qui les composent cette sécurité collective, qui est le but essentiel de l'institution de l'Etat, qu'il n'a été facile de l'assurer aux pays européens, pendant la longue et douloureuse période de gestation des Etats modernes. Le colon américain vivait toujours sur le qui-vive, aux marches indiennes de l'Ohio et du Mississipi ; le pasteur de la Pampa argentine avait à se défendre contre les coureurs indiens de la prairie. Pourtant, il n'y avait rien de comparable entre la situation de ces pionniers et celle où se sont trouvés autrefois les peuples d'Europe, à l'époque du régime féodal d'où les Etats modernes sont sortis. Les pionniers américains, mieux armés que leurs adversaires, supérieurs à eux de toutes les façons[1], n'étaient pas harcelés comme les

1. A coup sûr les luttes des colons anglo-saxons et espagnols contre les populations indiennes des frontières ont eu trop souvent le caractère de massacres collectifs de populations à peu près désarmées. Voyez ce que raconte Darwin des campagnes de Rosas contre les indigènes argentins : « Les Indiens éprouvent actuellement une si grande terreur qu'ils ne résistent plus en corps : chacun d'eux s'empresse de fuir isolément, abandonnant femmes et enfants ; mais, quand on parvient à les atteindre, ils se retournent comme des bêtes fauves et se battent contre quelque nombre d'hommes que ce soit. Un Indien mourant saisit avec ses dents le pouce d'un des soldats qui le poursuivaient, et se laissa arracher l'œil plutôt que de lâcher prise... Ce sont là, sans contredit, des scènes horribles; mais combien n'est pas plus horrible encore le fait certain qu'on massacre de sang-froid toutes les femmes indiennes qui paraissent avoir plus de vingt ans ! » (Ch. Darwin, *Voyage d'un naturaliste autour du monde*, trad. franç., p. 108-109). Et que dire de l'extermination des indigènes australiens ?

Européens du moyen âge par l'angoisse constante du lendemain et par le désir d'une protection coûte que coûte, même oppressive et tracassière. Celle-ci, les Européens la préférèrent encore à l'insécurité séculaire du moyen âge, et c'est ainsi que se constituèrent les grands Etats unitaires. Aux pays neufs, au contraire, le besoin de protection ne fut pas un motif d'organisation dominant pour les jeunes sociétés politiques : il céda partout sa place au goût de l'autonomie, et à la répulsion pour une hiérarchie pesante et centralisée dont les Américains, les Néo-Africains et les Néo-Australiens n'ont jamais senti la nécessité. De plus, comme les jeunes Etats coloniaux ont joui de bonne heure et presque dès leur fondation de la facilité et de la rapidité des communications modernes, ils ont pu assurer commodément entre eux le *minimum* de relations nécessaire pour que leurs fédérations fussent groupées en masses capables de faire impression *à l'extérieur ;* car les liens fédératifs entre les Etats des grandes républiques d'Amérique et d'Australie ont essentiellement des *buts de puissance :* ce ne sont pas des fédéralismes à base économique ; ils se sont constitués plus d'une fois malgré les tendances économiques divergentes. Ils ont des fins primordiales de stabilité et de sécurité.

Les Etats fédérés, issus des anciennes colonies, ont commencé par manquer de toute délimitation géographique certaine vers un ou plusieurs points de leur horizon. C'est au moins le cas de ceux de ces Etats qui ont quelques siècles d'histoire derrière eux. Parmi les treize colonies anglo-américaines affranchies en 1776, les seules qui eussent alors des limites complètes étaient les petites colonies enclavées dans les grandes. Les grandes colonies, appuyées à l'Est sur la mer, flanquées au Nord et au Sud par d'autres établissements, n'avaient point à l'Ouest de limites fixées. Cela tenait à l'incertitude de la reconnaissance géographique et aux prétentions des puissances rivales ; mais cela tenait aussi, et peut-être plus, à un caractère de psychologie collective encore général chez les hommes de la fin du XVIIIe siècle, et si bien

disparu aujourd'hui, qu'il nous est malaisé de nous en faire même une idée. Alors, en effet, les hommes jugeaient l'étendue terrestre trop grande pour eux, pour leur travail et pour l'expansion de leur race ; ils étaient loin de prévoir qu'un jour proche viendrait, où les moindres coins habitables et non habités seraient avarement mesurés et partagés. On l'a dit justement, Colomb et Magellan avaient fixé les limites de toute géographie possible en démontrant la sphéricité de la terre et en faisant le premier périple. Toutefois, pendant trois cents ans après eux, le domaine terrestre ainsi limité parut trop vaste aux plus grandes ambitions de mise en valeur. C'est seulement au XIXe siècle qu'on l'a trouvé taillé tout juste selon les forces et l'outillage de la race humaine ; pour un peu, celle-ci le déclarerait trop petit. Cette révolution surprenante a été déterminée par les deux forces motrices de la géographie politique : la croissance soudaine du peuplement, l'accélération, la facilité et la multiplication des transports.

Pour ces raisons, les nouveaux Etats de l'Amérique du Nord établis au cours du XIXe siècle, les colonies du Canada, celles de l'Afrique du Sud et de l'Australie, et même les Etats de l'Amérique du Sud pour la plus grande partie de leurs limites continentales, ont été tracés sur la carte d'une manière arbitraire, avant toute utilisation complète ou même ébauchée, dans la conviction où étaient leurs fondateurs qu'un jour proche viendrait où les surfaces ainsi délimitées ne seraient plus trop grandes. Ainsi ces Etats n'ont aucune forme organique : ils ressemblent à des casiers plutôt qu'à des divisions régionales adaptées aux besoins d'une société politique. Leur dessin ne contient pas d'histoire[1] ; il ne contient non plus aucun calcul de prévision pour le groupement des forces et des ressources en rapport avec les ressources des divisions voisines. En Australie, par exemple, à part la délimitation

1. Il ne contient pas plus de géographie que d'histoire : car il est fait avant toute reconnaissance sérieuse des ressources et de la valeur du sol ainsi découpé. On ne parvient à connaître le sol qu'en le colonisant. « En Colombie britannique, la mise en valeur précède l'étude scientifique et la géographie figure comme la suivante de l'économie » (A. Métin, *la Colombie Britannique*, p. 1).

faite pour Victoria qui a été séparée de la Nouvelle-Galles à cause des mines d'or, il n'y a que de l'arbitraire dans les grandes divisions du territoire qui sont aujourd'hui celles de la Fédération. Rien ne permettait au début de supposer que Ouest-Australie prendrait en quelque sorte conscience d'elle-même comme pays minier, Nouvelle-Galles comme pays pastoral et Queensland comme pays de cultures tropicales. L'Australie du Sud n'a pas encore trouvé sa définition exacte au bout de quatre-vingts ans.

Ce qui est vrai pour la distribution intérieure des Fédérations est vrai aussi pour les limites, là où elles touchent à des Fédérations voisines. A l'extérieur, l'adaptation politique n'est pas réalisée ; à l'intérieur, l'adaptation économique ne l'est pas davantage. A l'un et à l'autre point de vue, on doit prévoir des changements qui modifieront la structure géographique des Fédérations, à mesure que leurs peuples croîtront en nombre et s'enracineront davantage dans leur sol. Cette évolution se fera sur des proportions plus larges et d'une manière plus rapide que la lente construction de la carte politique de l'Europe, à cause de la puissance accrue de l'outillage et des transports dont dispose l'humanité moderne. Mais l'évolution se fera, en Amérique, en Australie et en Afrique comme en Europe, dans le sens d'une série d'adaptations partielles accumulées, enregistrées par l'histoire ; ces mouvements d'adaptation détruiront à la longue les casiers géométriquement alignés des Etats coloniaux d'abord campés sur un sol vierge.

Nous devons conclure que le fédéralisme du type colonial en est aujourd'hui à une phase de son existence où il ne réalise pas entièrement ses fins. Par sa structure présente, il maintient assez bien l'équilibre politique entre les Fédérations, car les points de friction sont encore peu nombreux, et les rivalités ne sont pas très vives. Mais cette situation ne peut durer; les rivalités politiques naîtront et s'accroîtront à mesure que la population augmentera. De plus, les Fédérations n'ont pas été organisées, dans leur distribution inté-

rieure, pour une adaptation rationnelle aux ressources, aux besoins et aux développements à prévoir; de ce côté aussi, la formule du fédéralisme n'est pas trouvée. Cette formule devra transposer pour les Etats du type fédératif les idées directrices qui donnent naissance au régionalisme dans les Etats du type unitaire. A l'adaptation politique de la périphérie et des frontières avec les Fédérations voisines. répondra l'adaptation économique de chacun des Etats fédérés, entre lesquels se fera une distribution rationnelle des fonctions que la carte actuelle laisse prévoir en certains cas et deviner en d'autres, mais qui, pour la plus grande partie des Etats des pays neufs, demeure complètement enveloppée dans les mystères de l'avenir.

4. — *ÉVOLUTION DES RAPPORTS ENTRE LES ÉTATS; LES FÉDÉRATIONS D'ÉTATS ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS*

Si la forme et la structure des Etats sont appelées à évoluer sous la pression des faits nouveaux, les rapports généraux qui existent entre eux se modifient aussi d'une manière profonde. Aux deux faits essentiels que nous avons rappelés: croissance du peuplement, facilité et activité de la circulation, — s'ajoute ici un troisième fait qui est en grande partie la conséquence des deux premiers : l'établissement d'une chaîne continue d'Etats sur presque toute la surface habitable de la planète.

Ce n'est pas seulement une contiguïté ininterrompue qui s'établit ainsi, c'est aussi ce que nous pouvons appeler une *interdépendance* ininterrompue, dont les mailles ne se relâcheront plus dans l'avenir ; au contraire, elles ne cesseront de se serrer davantage. Aucun Etat, grand ou petit, ne pourra désormais vivre à l'intérieur de frontières hermétiquement closes. Nous regardons déjà comme des curiosités historiques les Missions du Paraguay et l'Etat de Francia qui leur succéda, parce que ces pays étaient presque aussi séparés du

monde extérieur que l'Eldorado de Candide. Demain, on ne comprendra plus qu'il y ait eu une époque où de pareilles sociétés étaient possibles.

Il est évident que les Etats de cette nature n'ont jamais été que des exceptions. Ratzel a eu raison de prendre à son compte l'idée hegelienne de l'Etat qui « se pose en s'opposant » ; en d'autres termes, les sociétés politiques ne prennent vraiment conscience d'elles-mêmes qu'en fonction de leurs oppositions, de leurs rivalités ou de leurs affinités avec les sociétés voisines[1]. Toutefois, tant que les Etats ne firent sur la carte du globe que des groupes isolés et séparés par de vastes étendues de terres et de mers encore inorganisées (car il est utile d'indiquer que les Océans peuvent être organisés politiquement comme les terres), il était possible que chaque groupe vécût tout à fait à part ; il était possible aussi, et cela se réalisa jusqu'à une époque très récente, que dans chaque groupe un ou plusieurs Etats, profitant de circonstances favorables, fussent capables de s'abstraire des contacts et des rivalités avec les autres. N'est-il pas d'hier, ce « splendide isolement » qui était au temps de Salisbury la formule de la politique extérieure de la Grande-Bretagne[2] ?

Demain, il n'y aura plus d'isolement, splendide ou non, pour n'importe quel Etat, si puissant ou si faible qu'il soit. La terre, devenue trop petite, ne permettra plus à personne de faire bande à part. Il y aura dans les rapports entre les Etats une sorte de contrainte obligatoire impérieuse, soit dans le sens du rapprochement, soit dans le sens de l'hostilité, qui n'a pas existé jusqu'ici. L'*impératif* même de cette contrainte nous permet de préjuger, avant toute étude détaillée, que les rapprochements entre Etats n'auront plus le même caractère

1. Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, 2te Aufl., p. 246, 247.

2. Cet isolement de la Grande-Bretagne du temps de Salisbury était déjà, dès cette époque, une formule orgueilleuse bien plus qu'une réalité vivante. La Grande-Bretagne sentait obscurément la rupture d'équilibre qui s'était produite en Europe après 1870; elle ne voulait ni la consacrer en se mettant du côté des vainqueurs, ni y mettre fin en se mettant du côté des vaincus dont d'anciennes rancunes la séparaient. Mais, au bout de peu de temps, il a bien fallu qu'elle prît parti.

que les alliances diplomatiques et militaires du passé, — de même que la grande guerre, qui a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire du monde, ne ressemble pas aux guerres qui l'ont précédée.

Jusqu'ici, à l'exception des crises guerrières, les rapports entre les sociétés politiques contiguës ou lointaines se rangeaient sous deux chefs. C'étaient, soit de simples relations de voisinage sanctionnées par des conventions commerciales, soit des alliances à base diplomatique et militaire complétées aussi par des conventions commerciales. Ces relations unissaient parfois des groupes d'Etats, mais elles étaient plus généralement, jusqu'à une époque toute récente, conclues entre deux Etats isolés. C'est seulement sous la pression commençante des faits géographiques nouveaux que les conventions par groupes sont devenues plus nombreuses dans le monde contemporain.

Demain, les rapports *individuels* entre les Etats, soit pour la paix, soit pour la guerre, cesseront presque d'exister. Les Etats ne connaîtront plus que les rapports *par groupes*. Ces rapports eux-mêmes, sans changer complètement de nature, se modifieront d'une manière notable. Ils n'étaient guère destinés jusqu'ici qu'à assurer, entre les sociétés politiques, l'équilibre et la répartition des *forces*. A cette tâche ils joindront désormais l'équilibre et la répartition des matières et des produits destinés à satisfaire les *besoins*. En d'autres termes, les relations d'ordre purement politique cesseront d'exister ; elles se feront à l'avenir en liaison étroite avec les relations d'ordre économique. Nous admettons sans doute que les unes et les autres ont été plus ou moins juxtaposées dans le passé. Cependant, il était possible autrefois de concevoir leur séparation ; en fait, il y a eu de nombreuses époques de l'histoire où la force et la richesse évoluaient indépendamment l'une de l'autre[1]. Aujourd'hui, il n'en est plus de

1. Exemples, prépondérance militaire des Perses de Cyrus, des Macédoniens d'Alexandre, de Rome contre Carthage, des Barbares du Ve siècle contre Rome, des Mongols du XIIIe siècle contre la Chine et l'Europe, des Turcs ottomans contre les Grecs de Byzance.

même : il n'y a point de force sans richesse et sans production intensive ; les oscillations de la force politique se règlent sur les oscillations de la force économique.

Dans le monde de demain, il n'y aura aucun Etat qui ait chance de représenter, à lui seul, une valeur économique *absolue*, c'est-à-dire de pouvoir se passer du reste du globe. Dans le monde du passé, il y a eu des puissances militaires qui ont possédé pour un temps la réalité ou l'illusion de la force indépendante et suprême : rien de pareil ne pourra recommencer à l'avenir. Pour former un être de force et de richesse aussi complet que possible, les Etats devront se grouper à plusieurs, de manière à réunir sur leurs territoires fédérés toute la gamme des ressources et des fabrications exigées par la complexité croissante de la vie sociale. C'est seulement par cette interdépendance établie volontairement entre quelques-uns d'entre eux, que les peuples pourront échapper à la dépendance universelle et par suite à l'assujettissement inévitable qui serait le sort de l'isolé. Aux Alliances restreintes, qui n'avaient en vue que le calcul et l'équilibre des forces, se substitueront les Fédérations étendues, fondées d'une part sur l'accumulation des forces, de l'autre sur l'équilibre, la répartition et la satisfaction complète des besoins[1]. Chaque Fédération s'organisera, non seulement pour conjurer les attaques extérieures, mais pour constituer un ensemble économique aussi complet et indépendant que possible. Chaque Fédération visera à se suffire à elle-même, au moins pour les temps de crise.

Que les Fédérations ainsi établies présentent plus de chance de stabilité et de durée que les Alliances du passé, on ne peut en douter. Les Alliances étaient fondées sur un calcul de forces où l'élément moral formait une inconnue souvent prépondérante et sujette à des oscillations imprévues. Le degré d'énergie politique et militaire d'un peuple échappe à toute prévision certaine à longue durée, car l'âme des foules,

1. Il s'agit ici d'un fait nouveau, c'est à dire de Fédérations d'États (États unitaires et États fédératifs) et non plus seulement de ces « fédérations » ou « confédérations » dont il a été question au § précédent et qui désignent des États fédératifs.

tout comme celle des individus, connaît des sursauts d'énergie ou des défaillances que les crises provoquent ou précipitent. Les tendances ultra-individualistes et le scepticisme politique qui dominaient en France avant la guerre semblaient indiquer un ralentissement de l'énergie nationale, et c'était une fausse apparence. La passivité et le servilisme russes faisaient préjuger à certains que la machine militaire de l'empire des tsars résisterait aux chocs les plus violents, et c'était aussi une fausse apparence[1]. L'histoire entière nous montre combien la puissance politique et militaire est fragile et sujette aux variations, et combien ressemblent souvent à des châteaux de cartes les Alliances fondées sur elle.

La puissance économique, fondée sur le nombre et sur le travail des hommes ainsi que sur la valeur des territoires, est sujette aussi à des variations. Mais ce sont le plus souvent des variations à longue période, qui ouvrent à la prévision un champ plus large, et qui laissent moins de place aux surprises, car ici il ne saurait être question de sursauts ou de défaillances brusques. Des Etats qui associent leurs richesses en même temps que leurs forces ont chance de contracter une assurance mutuelle à longue durée, où persisteront entre eux de solides motifs d'affinité au cours d'une période historique étendue. Les relations de cet ordre qui se sont établies entre la France et la Grande-Bretagne, complémentaires l'une de l'autre par les branches essentielles de leur activité, ont fait avorter depuis 1815 tous les germes de guerre entre elles, avant même qu'elles ne se fussent découvert un ennemi commun. Ce sont ces relations qui rendent tout à fait impossible entre elles, pour un long avenir, un de ces renversements soudains où l'alliance de la veille devenait l'hostilité du lendemain, comme cela s'est fait souvent dans les siècles passés. Une acrobatie politique comme le fameux *renversement des alliances* de 1756 entre la France, la Prusse, l'Autriche et l'Angleterre n'est déjà plus possible dans le monde

1. Et c'était une illusion tenace, puisqu'elle avait résisté à la démonstration, pourtant assez claire, donnée par la guerre russo-japonaise de 1904-1905.

politique de nos jours ; elle sera hors de vraisemblance dans le monde des Fédérations qui se constitueront demain.

Par leur plus grande stabilité, les Fédérations assureront à la carte politique une solidité et une permanence relatives. Dès qu'elles seront constituées, les découpages de territoires selon les hasards de la politique et de la guerre se feront de plus en plus rares; ce qui revient à dire que les guerres, dont l'objet essentiel est de déchirer la carte pour la refaire, se feront plus rares aussi. C'est une question angoissante de savoir si l'humanité gagnera quelque chose à cette raréfaction des guerres : car celles-ci rattraperont en fureur dévastatrice tout ce qu'elles perdront en fréquence et en durée. Cette question n'est pas de notre ressort, mais la sociologie ne manquera pas de la poser.

Stabilité et permanence relatives de la carte, espacement des convulsions guerrières dans le temps, tel est l'avenir que l'organisation des Fédérations réserve aux sociétés politiques. Ce que nous voyons poindre, ce n'est pas l'aurore de la paix universelle et éternelle ; ce n'est pas non plus le triomphe des aspirations morales de justice et d'humanité sur le réalisme politique. Trop de causes de conflits et d'abus de la force sortent déjà de la nature même des choses, dans les relations entre les individus et entre les groupes sociaux ; à plus forte raison de pures conceptions juridiques ne sauraient réglementer la vie organique, et sous bien des rapports inconsciente, de ces masses en mouvement, organisées pour l'action, la production et le travail, que sont les nations encadrées et disciplinées par les Etats, et les Etats groupés en Fédérations[1]. Aucune poussée intellectuelle d'une élite, aucune prédication catéchisant les masses ne sauraient faire passer dans la réalité les conceptions idéalistes du droit et de la morale. « L'avenir, dit Anatole France, se charge de réaliser les rêves des philo-

1. Le conflit de tendances qui a suivi la victoire des Alliés, en Europe centrale et orientale, et qui menace de compromettre l'avenir des jeunes Etats issus de cette victoire, prouve d'une manière tristement éloquente que l'humanité n'est pas mûre pour le règne de l'idéale Justice. Le *droit historique*, le *droit de libre disposition*, les *intérêts économiques* et la *recherche de l'équilibre* se heurtent dans un inextricable chaos. Voir chap. XVII.

sophes ». Il se trompe. Depuis la République de Platon, toutes les constructions juridiques et morales des philosophes ont été faites pour le pays d'Utopie, et pour ce pays-là seul.

Nous prévoyons cependant l'avènement d'une sorte d'état d'ajustement et d'équilibre, qu'il nous est d'autant plus malaisé de définir que nous ne saurions prévoir pour lui, dans l'avenir le plus lointain, aucune phase finale d'achèvement et de perfection. Il ne sortira point des rêves philosophiques, mais de la réalité elle-même. Il n'est pas douteux que l'établissement des Fédérations, qui résulte de forces collectives en grande partie inconscientes et aveugles, représente un progrès dans ce sens. Cet établissement ne se fait pas au nom de l'humanité, du droit et de la justice ; pourtant, l'humanité, la justice et le droit y trouveront des satisfactions limitées et temporaires. Et cela nous permet de dire que la phraséologie de tels ou tels hommes d'Etat n'est pas tout à fait contraire à la réalité des choses.

Il est vrai, en effet, que l'équilibre permanent des forces et le partage des ressources de la planète entre les grands groupes humains réalisent une manière de justice distributive. Il est vrai aussi que la protection des petits Etats et la reconnaissance de leur utilité dans l'organisme général satisfont dans une certaine mesure l'idéal humanitaire du respect des faibles. Il est vrai, enfin, que le groupement des nations selon leurs affinités de civilisation et de race semble appelé à étendre le champ encore bien étroit de la fraternité humaine. Et voilà tout le patrimoine moral nouveau que réserve à l'humanité future l'organisation des grandes Fédérations. C'est déjà beaucoup.

Que le lecteur ne reproche pas à un livre consacré à la rigoureuse analyse des réalités de s'égarer dans les rêves. Nous ne saurions trop répéter combien ces coups de sonde dans l'avenir prochain sont subordonnés à des réserves que tout le monde devine. De plus, nos rêves, si rêves il y a, sont limités et modestes. Enfin, nous notons les phases d'une évolution qui n'en est pas à son premier point de départ ; il y a déjà longtemps qu'elle est commencée, et il n'y a nulle témérité à la suivre sur les rails où elle s'engage.

Cet effort de stabilisation politique et de raréfaction des guerres que l'organisation des Fédérations réalisera demain, le monde politique d'hier s'y essayait déjà ; il avait même obtenu dans ce sens quelques résultats assez beaux pour qu'avant 1914 l'illusion de la paix universelle possible eût envahi beaucoup d'esprits. Reportons-nous seulement au siècle qui a suivi les traités de 1815[1]. Malgré les convulsions nombreuses de cette période, l'humanité européenne n'y avait pas connu les longues et désastreuses guerres des siècles précédents : les crises guerrières avaient été brèves en raison même de leur violence, au point que malgré la guerre de Sécession et la guerre russo-japonaise, bien des gens étaient convaincus qu'une guerre moderne ne pouvait durer que quelques semaines ou quelques mois. Les arrangements territoriaux faits dans toutes les parties du monde concouraient à une simplification de la carte politique qui, pour beaucoup de peuples, mettait fin à un état d'anarchie, d'impuissance et de petites guerres latentes ou déclarées, et qui établissait dans les continents neufs le régime de la *paix européenne*. Les marches batailleuses des zones-frontières incertaines disparaissaient en Asie, en Afrique et en Amérique. Et même, des Fédérations d'Etats s'ébauchaient déjà ; elles étaient encore hésitantes et informes, elles le furent jusqu'à la grande guerre qui a ouvert une ère nouvelle.

Les prévisions d'avenir sont donc optimistes, malgré toutes les réserves et les limitations que nous avons formulées. Cet optimisme modeste nous aide à comprendre, mais non à approuver, les spéculations des esprits qui tablent sur l'extension graduelle des cadres politiques pour escompter, dans un avenir prochain, l'avènement d'une Société des Nations qui engloberait dans des règlements conventionnels identiques *tout l'ensemble* des peuples civilisés, de manière, non seulement à espacer les guerres, mais à conjurer à l'avenir toute possibilité de guerre. Cette prévision d'avenir plaît aux esprits

1. On n'a pas assez remarqué combien, *mutatis mutandis*, la Société des Nations de 1918 ressemble à la Sainte Alliance de 1815 (voir chapitre XV).

à structure logique et simpliste, car elle paraît compléter et couronner un développement rectiligne qui conduirait les hommes, dans l'organisation politique du monde, de la famille à la tribu, de la tribu à la cité, de la cité à l'Etat, de l'Etat à la Fédération d'Etats, et de celle-ci à la Société des Nations, dans une série de groupements sans cesse plus étendus, dont le dernier finirait par comprendre la terre entière. Comme toutes les expressions heureuses, celle de Société des Nations a fait fortune, malgré son mysticisme et peut-être à cause de ce mysticisme même. Il faut donc que nous fassions la critique de la formule et des prévisions d'avenir qu'elle contient[1].

Remarquons d'abord que l'idée et la formule de la Société des Nations, nées dans le monde latin et de l'esprit juridique des Latins, ont montré, par leur fortune dans les sociétés anglo-saxonnes, à quel point les Anglo-Saxons se sont vraiment romanisés et ont rompu la majeure partie de leurs vieilles attaches germaniques. Le monde a connu une Société des Nations réalisée, sous la forme modeste d'une société des municipes méditerranéens, à l'apogée de la paix romaine, lorsque la barbarie muselée n'osait pas insulter les frontières de l'empire, et lorsque l'armée romaine, réduite à une gendarmerie, montait sur les frontières une garde paisible. Tout au long de l'anarchique moyen âge et des temps modernes si troublés, la paix romaine, encore embellie par la perspective historique, fut pour les Européens l'âge d'or que les plus hautes aspirations de la politique cherchaient à faire revivre : les plus grands de nos rois et de nos hommes d'État, comme Henri IV et Richelieu, voulaient établir un ordre juridique international pénétré des souvenirs et de l'exemple des Romains. Et il y a chez les apôtres modernes de la Société des Nations un souvenir plus ou moins conscient du grand Empire qui se donnait l'illusion d'être à lui seul l'humanité, et qui avait réussi pendant plusieurs siècles à faire vivre en paix, dans une organisation commune, tous les peuples civilisés du bassin de la Méditerranée.

Pourquoi ne pouvons-nous accepter, même pour un avenir lointain, l'idée d'une organisation comme celle de la paix romaine étendue au monde entier ?

1. Voir : C. Vallaux, *Les Fédérations d'Etats et la Société des Nations*, article suivi d'une réponse de Th. Ruyssen où le contradicteur, tout en admettant les points essentiels de notre argumentation, affirme sa foi dans le triomphe de l'esprit juridique (*Revue du Mois*, 10 juin 1919).

Le but essentiel et concret d'une Société des Nations serait d'établir entre les peuples un partage définitif de la planète. La Société des Nations ne se proposerait pas l'abolition des frontières, comme le pensent certains propagandistes irréfléchis ; au contraire, une fois organisée, elle assurerait aux frontières la stabilité absolue et même la pérennité. Se fondant soit sur les droits acquis, soit sur la volonté de la majorité (car la vraie façon de procéder est encore incertaine), le tribunal amphictyonique chargé de présider aux destinées de la Société des Nations découperait en parts le gâteau commun ; et chaque peuple, assuré de sa part et garanti contre tout agresseur par la volonté de la société universelle, vivrait en paix « à l'ombre de sa vigne et de son figuier » sans fatigue et sans alarmes.

Admettons un instant que le règlement de base satisfera tout le monde, au moment où il sera édicté. Les peuples connaîtront alors, pour la première fois depuis que l'humanité a pris conscience d'elle-même, un état d'équilibre territorial où personne ne convoitera le bien du voisin. Mais qui donc peut penser qu'un tel équilibre durera longtemps ? Il n'aura même pas la durée de la vie des hommes qui l'auront établi. Les grandes forces motrices de la géographie politique, qui ne seront point arrêtées pour si peu, ne tarderont guère à le jeter par terre. L'édifice juridique le mieux conçu sera tout de suite ruiné par la croissance numérique de l'espèce, inégale selon les Etats et selon les peuples, et par les inégalités de production et de richesse entre les grandes régions terrestres : ces inégalités, le travail humain tend à les accentuer plutôt qu'à les atténuer, malgré les progrès de la circulation.

On ne saurait empêcher, demain comme aujourd'hui et comme hier, certains peuples, plus prolifiques et plus industrieux que d'autres, d'accumuler rapidement les forces et les richesses pendant que leurs voisins piétinent ou déclinent. On ne saurait empêcher un même peuple de perdre ou de gagner, selon les oscillations de son histoire, en énergie

créatrice, civilisatrice et laborieuse. A moins d'imposer aux hommes de toutes les races, de toutes les nations et de tous les Etats un même taux de prolificité, de production et de travail qui appartient bien au domaine de la plus fantastique chimère, il faut admettre que la répartition de la terre entre les peuples, réglée au début de la Société des Nations avec une stricte justice, cesserait rapidement de répondre à la réalité des choses et même à la plus simple équité. Nous ne pouvons concevoir une carte politique immobile. La carte politique doit être variable selon les variations de la vie des peuples et des Etats eux-mêmes. Une carte immobile serait celle d'un monde mort.

La Société des Nations fera-t-elle leur part à ces changements inévitables ? Admettra-t-elle à l'avance une procédure pour tenir compte des oscillations du nombre, du travail et de la civilisation dans les grands et dans les petits groupes de la communauté humaine ? Mais il s'agit ici d'une équation fort délicate à établir et plus délicate encore à résoudre. Où commence exactement le droit d'un peuple à accroître l'espace qu'il occupe sur la planète ? D'autre part, où est pour un peuple le point de départ d'une déchéance incontestable ? Le nombre est beaucoup, il n'est pas tout ; la puissance économique est beaucoup, elle n'est pas tout ; le degré de civilisation est beaucoup, il n'est pas tout ; le labeur scientifique et artistique est beaucoup, il n'est pas tout ; et tous ces facteurs de puissance et d'éclat ne croissent pas et ne décroissent pas nécessairement ensemble. Jusqu'ici, c'est la guerre seule qui a résolu de tels problèmes ; souvent ses solutions ont heurté nos conceptions du droit et de la justice ; pourtant, seules elles ont été efficaces, et même si les guerres devaient à l'avenir devenir très rares, nous ne devons pas oublier que la guerre sur les champs de bataille n'est pas la seule forme de la lutte des peuples et des races. Nous ne souscrivons pas à l'impitoyable axiome de Démocrite : « C'est la guerre qui engendre tout, πόλεμος πατὴρ παντῶν », non parce qu'il est inexact, mais parce que sa forme est trop elliptique et trop

étroite. Il y a plus d'un moyen de ruiner et de dissoudre un Etat et un peuple : le canon n'est pas le seul, la Russie nous en a donné l'exemple. Jamais les phalanges de Hindenburg et de Mackensen n'auraient fait en une année ce que la propagande bolchevik a réussi dans le même espace de temps. Mais il est vrai que la lutte par les armes s'est toujours mêlée jusqu'ici aux révolutions politiques et sociales aussi bien qu'aux simples compétitions pour le remaniement de la carte, et il y a peu de chances pour que les choses se passent autrement à l'avenir. Ainsi, soit que nous considérions les peuples dans leur évolution particulière, soit que nous les considérions dans leurs rapports entre eux, c'est la lutte que nous avons devant les yeux, la lutte toujours, la lutte partout [1].

En supposant même que les amphictyons de la Société des Nations réussissent au jour le jour à assigner à chaque peuple sa place sur le globe selon ses mérites reconnus, et à sanctionner les grands changements en croissance ou en déchéance que toute nation connaît entre sa naissance et sa mort, il reste à savoir comment les décisions prises seraient exécutées. Aucun peuple, même dépravé, à demi dissous et indigne de vivre, ne se laisserait tranquillement déposséder au nom de la justice distributive et de la paix universelle. La force seule ferait exécuter les décisions du tribunal suprême. Il est assez aisé de concevoir sur le papier une gendarmerie supérieure chargée de ce soin ; mais, sûrement, rien ne serait plus malaisé à faire passer dans la réalité des choses. Une puissance de contrainte établie dans une humanité désarmée

1. Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous regardons la guerre comme abominable. Elle l'est surtout parce qu'elle opère une sélection à rebours : trop souvent les forts et les meilleurs tombent, les faibles et les lâches sont à l'abri ou s'y mettent. Mais les catastrophes, les maladies, les épidémies et la mort sont aussi des choses affreuses : nous savons que nous ne pouvons nous y soustraire, et nous ne protestons pas, tandis que nous cédons trop souvent à l'illusion que le déchaînement de la guerre dépend de notre libre arbitre individuel ou collectif. Si le libre arbitre individuel est au moins douteux, le libre arbitre collectif est une chimère. Il ne dépend pas de nous qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de guerres. Emile Zola, dont personne ne contestera les généreuses aspirations vers la paix, dit admirablement dans *la Débâcle* : « *L'atroce lutte vitale qu'il faut supporter d'un cœur résigné et grave, ainsi qu'une loi.* »

pour faire exécuter la justice ne tarderait pas, comme diraient les philosophes, à se regarder elle-même comme *une fin en soi* et à substituer ses aspirations propres à la justice désintéressée, uniquement parce qu'aucune puissance analogue n'existerait pour lui faire contrepoids.

C'est juste à cause du système de contrepoids qu'il établira, et qui sera dans une géographie politique élargie la suite historique du système européen de l'équilibre, que l'organisme des grandes Fédérations assurera, dans les relations futures entre les peuples, non pas le triomphe du droit et de la justice absolus, mais les progrès partiels et tout de même sensibles dans ce sens que nous avons reconnus comme réalisables. Non seulement les grandes Fédérations en état d'équilibre instable nous paraissent, au point de vue de la géographie et de l'histoire, plus adaptées qu'une Société universelle des Nations aux réalités du présent et de l'avenir, mais nous jugeons leur avènement plus désirable au point de vue même de nos aspirations idéalistes. Car c'est l'organisme des Fédérations, et lui seul, qui leur donnera les satisfactions auxquelles elles peuvent prétendre sans chimère[1].

5. — *TRANSFORMATION DES FRONTIÈRES ET DES CAPITALES*

Le triomphe des tendances régionalistes et fédéralistes et l'avènement des grandes Fédérations entraîneront dans la structure générale des États des changements profonds. Liés de très près aux changements qui se sont faits hier et à ceux qui se font sous nos yeux, ils ne creuseront jamais, malgré leur

1. Il semble bien que la Société des Nations du président Wilson ait été, dans la pensée de son auteur, une grande Fédération des puissances de paix contre les puissances de guerre. « Par Société des Nations, a-t-il dit avec une singulière énergie (27 novembre 1918), j'entends une association forte, honnête, unie comme celle qui existe à cette heure entre les puissances victorieuses, et une association contre laquelle aucun effort du despotisme ne pourra prévaloir et qui se dressera toujours contre les *hors la loi*. » Remarquons qu'entre cette conception et celle de la Société universelle des Nations, il y a non seulement différence, mais antinomie.

amplitude, un *hiatus* complet entre le passé et l'avenir. Aussi peut-on sans présomption en tenter la détermination et la mesure. D'autres calculeront leur répercussion sur les institutions et sur la psychologie des peuples. Pour nous, nous devons nous borner à constater leurs effets sur la carte. Et nous les voyons dans l'évolution prochaine des frontières et des capitales.

Rappelons ici notre classification des frontières (voir chap. VIII) : nous avons distingué les frontières complètes ou frontières de tension, les frontières ébauchées et les frontières mortes. Sur ces trois catégories, il y en a une, celle des frontières ébauchées, qui est appelée à disparaître sous peu, et les deux autres évolueront.

L'idyllique et idéale Société des Nations serait incapable, même si elle prenait corps, de supprimer les frontières. A plus forte raison les Fédérations organisées ne les supprimeront pas : au contraire, elles augmenteront la valeur de la catégorie la plus vivante des frontières, tout en réduisant peut-être leur développement linéaire. Nous avons vu que les frontières de tension étaient devenues un organisme de plus en plus complexe et sensible, à mesure que les Etats devenaient eux-mêmes mieux organisés : elles se précisaient avec la croissance du peuplement et la valeur augmentée des zones de démarcation. Entre les grandes Fédérations, l'équipement politique, militaire et économique de la frontière atteindra un degré de complication jusqu'ici inconnu. Car les frontières de tension des grandes Fédérations sépareront, non pas des peuples toujours en quelque manière dépendants les uns des autres, mais des groupes de peuples organisés, de chaque côté de la barrière, pour vivre sans rien demander à la Fédération voisine, et en état d'hostilité latente et constante avec elle. On verra ce qui ne s'était pas vu depuis les temps lointains de Rome : on verra combien les frontières entre des groupes de civilisation différents creusent des fossés plus profonds que les frontières politiques, militaires et économiques que nous avons connues entre

Etats. Ces barrières se renforceront encore de toute la puissance de l'outillage moderne. Nous pouvons préjuger ou deviner comment se constitueront les frontières aériennes et les frontières marines ; nous pouvons calculer quel nouveau et formidable élément de séparation surgira entre les grands groupes de l'humanité, lorsque nos méthodes de conquête supérieurement outillées découperont en quelque sorte les deux éléments qui paraissent rebelles à tout partage, l'atmosphère et l'Océan.

Par contre, dans l'intérieur des grandes Fédérations, les frontières de tension, qui existent ou peuvent exister à l'heure actuelle entre les Etats associés de demain, deviendront des frontières mortes. Lorsque nulle compétition de rivalité territoriale ou économique ne s'y fera plus sentir, elles tomberont dans la situation de simples limites administratives destinées à sauvegarder la part d'autonomie intellectuelle, économique, politique et morale qu'il paraîtra juste et convenable de laisser à chacun des peuples associés. Il y y aura à peine une légère différence de degré entre elles et les divisions régionales ou fédérales des Etats nouveaux. En tout cas, comme aucun motif de tension n'y existera plus, c'est toute l'ancienne organisation de la frontière qui tombera. Les limites entre la France et l'Italie devraient nous donner un des premiers exemples de frontières ainsi transformées. Ajoutons-y la frontière maritime entre la France et l'Angleterre, le « ruban d'argent » du Canal, qui ne sera plus, lui aussi, qu'une frontière morte, le jour où s'ouvrira le tunnel sous la Manche[1].

Si les frontières mortes sont appelées à se développer, les frontières ébauchées disparaîtront toutes. Ces frontières, qui séparent les uns des autres les domaines coloniaux, n'existent à l'état d'esquisses qu'à cause du peuplement insuffisant ou de l'estimation incomplète de la valeur du territoire. Quand le territoire sera suffisamment occupé ou exploité,

1. La construction du tunnel sous la Manche paraît bien n'être plus qu'une question de temps.

les frontières ébauchées deviendront des frontières de tension, au cas où elles se développeront entre les domaines des grandes Fédérations rivales; à l'intérieur des Fédérations, elles perdront la plus grande partie de leur valeur ; quelques-unes sans doute seront totalement effacées du sol.

Quant aux capitales, leur destinée est plus incertaine. La tendance constante des hommes à se grouper davantage, à la faveur de la circulation intensifiée, ne paraît pas destinée à se relâcher. Mais cette tendance entrera en lutte avec les conditions nouvelles de la géographie politique, qui poussent à la dispersion des capitales et à la spécialisation de leurs fonctions[1]. Ici les jeunes Etats fédératifs semblent indiquer la voie où devront entrer à l'avenir les vieux Etats centralisés mais rajeunis par l'organisation régionale.

Dans un Etat centralisé, la capitale n'est pas seulement, en général, le foyer de la vie politique, mais celui de la vie économique et intellectuelle de la nation ; là où elle ne l'est pas encore, par suite de la jeunesse de l'Etat, elle tend toujours à le devenir. Cet effort de concentration, s'ajoutant à celui qui se fait naturellement dans toute grande ville, grossit hors de toute mesure les capitales d'Etats centralisés, et pousse à l'excès en elles ses méfaits sociaux.

Dans l'Etat fédératif, ancien ou moderne, la capitale est spécialisée dans sa fonction politique. La Haye tient exactement aux Pays-Bas le même rang que Washington aux Etats-Unis. Les suprématies de l'ordre économique et intellectuel appartiennent à d'autres villes, et se distribuent parfois assez curieusement entre elles : comparez Boston et Chicago. Ces grandes villes souffrent aussi des excès de l'*urbanisme*. Toutefois, leur présence côte à côte et l'espèce d'équilibre qui s'établit entre elles empêchent chacune, prise à part, et toutes ensemble, de prendre une importance exagérée dans la vie politique et sociale de la nation. C'est au contraire le

1. Ce qui ne saurait manquer de découronner d'anciennes capitales. Exemple, Vienne, qui, devenue simplement la capitale de la petite Autriche, ne saurait garder ses 2 millions d'habitants, qu'elle n'a certainement plus à cette heure.

mal dont souffrent les Etats où domine une centralisation sans contrepoids.

La substitution des groupements régionaux à l'organisme unitaire, dans les vieux Etats, aura pour résultat une distribution rationnelle des fonctions intellectuelles et économiques entre les capitales régionales, tandis que la capitale centrale conservera ses fonctions politiques, destinées à assurer l'unité, l'harmonie, et la coordination supérieure des forces et des ressources de l'Etat. Cette capitale n'aura donc plus la prépondérance exclusive dont elle a joui jusqu'à ce jour[1]. Elle sera fatalement diminuée, pour le bien général de l'Etat et de la Fédération dont il fait partie. Ce sera pour les Etats centralisés une assurance, relative et limitée, mais réelle, contre les excès de la congestion urbaine dont ils souffrent au point que nous savons. Il ne faut point nous dissimuler qu'ici le passé pèsera sur le présent d'un poids trop lourd : les mirages historiques et les services rendus pourront faire différer les solutions inévitables. Mais il sera nécessaire de passer outre, sous peine d'endurer de très grands maux. Le glorieux passé et l'incomparable prestige de la ville de Paris ne doivent pas nous faire méconnaître qu'il est nécessaire que la France de demain cesse de vivre tout entière dans sa capitale. Cette vie *concentrique* menée par la France, depuis un siècle surtout, *avait* dans une certaine mesure étriqué ses conceptions politiques et réduit son rôle dans le monde, tant par l'effet matériel du demi-suicide volontaire de la race que par l'effet moral de l'ignorance et du dédain d'un trop grand nombre à l'égard de ce qui dépassait les frontières. Certes, la capitale n'est pas seule responsable de ces maladies sociales. Mais son existence et sa prépondérance font tout pour les aggraver, rien pour les diminuer.

1. Si la division régionale du territoire français était organisée comme le veut le Ministère du Commerce, avec 16 ou 20 capitales secondaires, la prépondérance actuelle de Paris diminuerait sûrement. Reste à savoir si ce serait un bien de transposer la congestion urbaine de Paris sur 16 ou 20 autres points. Voir plus haut, page 412, note 1.

De la Première Partie de ce livre il semble qu'on puisse conclure :

Ce qui a trop longtemps faussé les rapports de l'histoire et de la géographie ou, si l'on veut, la recherche des influences géographiques dans l'histoire, c'est une sorte de préoccupation déterministe trop unilatérale. Par réaction contre ceux qui avaient si longtemps méconnu le rôle réel du milieu physique, les novateurs qui se sont avisés de faire une part à la géographie dans l'histoire lui ont fait, comme il était presque fatal, une part trop grande. Nous disons trop grande, nous devrions dire trop régulière et trop simpliste ; non seulement toute l'histoire ne sort pas de la géographie naturelle, mais ce n'est pas la même histoire qui, suivant les lieux et suivant les temps, procède des mêmes conditions physiques générales. Le rôle de la géographie est tantôt constant et très général, tantôt intermittent et fragmentaire ; les mêmes forces, les mêmes conditions naturelles n'agissent pas d'une manière permanente et identique au cours des siècles. Les qualités intrinsèques et acquises des groupes humains réagissent d'une manière différente vis-à-vis des mêmes influences atmosphériques, océaniques ou terriennes, et, en certains cas, elles sont si fortement définies, elles ont une telle puissance, qu'elles se révèlent à nous comme presque complètement indépendantes des faits extérieurs.

En somme, si tant de vues erronées ont été exposées concernant les rapports entre la géographie et l'histoire, ce n'est pas que ces rapports ne soient légitimement susceptibles d'être soumis à l'analyse géographique, mais c'est qu'on a voulu attribuer à des connexions si flexibles *une trop grande continuité dans le temps* ou *une trop rigoureuse similitude dans l'espace*. La Terre certes commande l'activité humaine ; mais à son tour, l'homme commande à la Terre.

DEUXIÈME PARTIE

GÉOGRAPHIE DES LUTTES CONTEMPORAINES RACES, NATIONALITÉS, NATIONS, ÉTATS GUERRE ET PAIX

CHAPITRE XI

LA GRANDE GUERRE SUR TERRE : CONSTATATIONS POSITIVES

1. — La définition géographique de la guerre et de la paix et les enseignements de la guerre de 1914-1918.
2. — Les luttes de masses ; leurs conséquences politiques et mentales.
3. — La signification géographique des modalités de la guerre nouvelle.
4. — Comment, dans la guerre, les réalités géographiques ont manifesté leur influence : routes, forêts, rivières, « pays ».
5. — Les réalités de l'enjeu « terrien » poursuivi par les Empires centraux.

1. — *LA DÉFINITION GÉOGRAPHIQUE DE LA GUERRE ET DE LA PAIX ET LES ENSEIGNEMENTS DE LA GUERRE DE* 1914-1918

La guerre tend toujours à déterminer un changement visible dans l'ordre de la géographie politique. Elle est liée d'une manière parfois moins manifeste, mais réelle, à des faits de géographie humaine et spécialement de géographie économique. Elle est liée, par-dessus tout, dans ses causes et dans ses conséquences, à des faits de peuplement et à des faits de géographie sociale. Éclatant le plus souvent sous les espèces d'une crise politique, elle s'achève en crise sociale.

Si la guerre ébranle tous ces fondements de stabilité des sociétés humaines que nous avons tenté de rechercher et d'analyser au cours des chapitres précédents, elle met pour ainsi

dire l'humanité à nu ; et par delà ces faits extérieurs et matériels de territoire, de frontière ou de capitale pour lesquels il semble que l'on se bat, elle révèle — à eux-mêmes parfois — les hommes et les groupes humains ; elle suscite ou ressuscite toutes ces impulsions d'ordre psychique qui unissent individus ou peuples les uns aux autres ou qui les dressent les uns contre les autres.

Ainsi la paix nous apparaît-elle comme devant réaliser, pour durer, un double équilibre, fondé sur une répartition matérielle appropriée des terres, des mers, des mines ou des champs, et sur une consécration spirituelle de la justice entre les hommes, c'est-à-dire sur la reconnaissance des droits et des devoirs non seulement des diverses nations, mais des divers groupes humains à l'intérieur de chaque nation.

Or ces deux séries de faits, la série matérielle et la série spirituelle, sont aussi peu stables l'une que l'autre. Elles sont soumises à des modifications incessantes qui proviennent, et du travail humain transformant la terre, et des idées ou découvertes humaines, progressives ou régressives, transformant les consciences.

Imaginer une paix matérielle sans des principes spirituels qui fassent la paix est un leurre. Imaginer une paix spirituelle sans qu'elle se traduise dans la géographie sociale et politique est une pareille illusion. Mais imaginer que les faits humains, matériels et spirituels, peuvent être subordonnés à un ordre fixe, immuable, définitif, est une erreur encore plus grande ; car ce serait méconnaître ces perpétuelles modifications des rapports entre les hommes et la terre et ces perpétuelles fluctuations psychiques des êtres humains que certains appellent le progrès et que nous nous contentons ici d'observer, d'analyser et de classer.

Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de paix statique ; il ne peut y avoir que des principes d'organisation du monde et des sociétés qui soient assez justes, assez féconds et assez puissants pour qu'ils permettent de corriger sans trêve les désé-

quilibres quotidiens révélés par la géographie de l'histoire, et de rétablir au jour le jour l'équilibre compromis[1].

Il est des guerres (nous ne disons pas toutes) qui ne sont autres que les expressions brutales de déséquilibres fondamentaux. Ce n'est pas en les niant ou en les dissimulant qu'on parviendra à les corriger. Il n'est pas possible de les considérer comme des « épiphénomènes » sans relations avec toute l'économie humaine sur la terre. Il serait moins raisonnable que jamais d'avoir une pareille conception au lendemain de cette terrible crise universelle qu'a été la guerre de 1914-1918. Étudier la guerre d'après cette guerre en toutes ses manifestations prédominantes, est le seul moyen scientifique et efficace que nous ayons de l'éviter ou du moins de la rendre plus rare, et par là de nous acheminer vers un ordre international qui soit aussi rapproché que possible de la paix.

On ne saurait encore saisir évidemment le sens entier d'une aussi vaste leçon géographique et politique ; mais ce n'est point tâche prématurée que d'en méditer les enseignements essentiels.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de la « leçon de géographie » que nous avons apprise et complétée tous les soirs et tous les matins durant plus de quatre ans. De l'ombre des casiers, nous tirions des cartes où nos yeux et nos cœurs anxieux cherchaient à deviner où se battaient les nôtres et les autres.

1. Nous écrivions en 1917 : « Nous voulons une Bohême, une Pologne, une Yougoslavie ou Grande Serbie, mais non pas telles qu'elles soient fatalement livrées au joug économique de la puissance tyrannique dont nous avons cherché, au prix de notre sang, à les délivrer. Il n'y a pas un seul problème politique qui puisse être envisagé sans sa contrepartie de l'organisation économique. Faire de la politique seule, à la manière d'une certaine diplomatie vermoulue ou à la manière d'un certain idéalisme et pacifisme transcendants, c'est arracher d'une main les libertés que l'on concède de l'autre. La rançon de la guerre mérite une paix mieux assurée.

« La bicyclette ne peut pas être en équilibre au repos. Son équilibre est *dynamique :* c'est dire que le mouvement même permet l'équilibre. Le mouvement des États, c'est leur vie économique. Déterminer l'existence territoriale d'un État en dehors de son régime économique est aussi sot et aussi fou que de vouloir étudier l'équilibre de la bicyclette au repos. Ne soyons pas de ces conservateurs bornés qui se bercent et se bernent de l'espoir immobiliste de fixer un groupe ethnique politique ou social dans une formule rigide et éternelle. En toute chose, sachons substituer au faux équilibre *statique* l'équilibre *dynamique.* » (Jean Brunhes, *Pour la Serbie*, dans *La Vie*, septembre 1917, p. 263).

De la multitude obscure des noms de hameaux et de clochers se détachait brusquement un groupe de syllabes, hier inconnu de presque tous et qui, désormais consacré par cette sonorité émouvante que confère la gloire militaire, devait être à toujours répété par les lèvres des hommes : Beauséjour, Les Eparges, Carency, le Mort-Homme, Douaumont, Fort de Vaux, Moulin de Laffaux, la Malmaison, Hangard-en-Santerre, Bouchavesnes, Le Plémont, Le Plessis de Roye...

Nous apprenions aussi où s'étendent et sous quelle physionomie se dressaient hier touffues et s'étalent aujourd'hui décapitées et désordonnées ces illustres parcelles de notre forêt nationale que les courages opiniâtres ont dû disputer mètre par mètre à l'envahisseur : Bois de la Grurie, Bois d'Ailly, Bois Le Prêtre, Forêt de Retz, Bois Belleau...

Bien mieux, on comprenait toute la valeur d'un relief désigné par une simple cote, la cote 60 en Flandre, entre Ypres et la Lys ; la cote 199 dans l'Argonne, près de Massiges, dominant les ondulations crayeuses de la Champagne septentrionale ; la cote 70 près de Lens ; la cote 108 entre Berry-au-Bac et Sapigneul ; et c'est recouvertes pour ainsi dire de vaillance héroïque et de sang que nous apparaissent désormais les pentes rudes et raides de l'éperon 132 au Nord de Soissons, ou celles de l'éperon qui termine vers l'Est la crête allongée de Notre-Dame-de-Lorette, ou celles des plateaux qui de part et d'autre de la Meuse enveloppent Verdun.

Mais la leçon de géographie n'est pas toute la leçon géographique, toute la leçon de géographie physique et politique. Sur l'épiderme de notre planète, parmi les bosselures et les creux, à travers le réseau des fins coups de burin des vallées et vallons se sont déployées et ont rampé les masses humaines ; or, comment et pourquoi se sont-elles groupées pour des luttes poussées jusqu'au paroxysme de la violence ? Comment ont-elles utilisé et interprété toutes les ressources de la surface terrestre ? et jusqu'à quel point les faits simples ou complexes de cette surface ont-ils influé sur

les pensées et sur les décisions des hommes ? Répondant à ces diverses questions, nous essaierons de définir d'abord les luttes de masses et d'en saisir les raisons et les conséquences sociales profondes ; puis nous caractériserons les plus significatives modalités de la guerre nouvelle sur terre d'abord, sur mer ensuite ; nous déterminerons les réalités géographiques qui se sont imposées le plus fortement en ces heures de vie suractive aux actions des hommes, et nous chercherons en quelle mesure elles se sont amalgamées à leurs besoins, à leurs désirs et à leurs rêves pour les jeter dans la mêlée meurtrière.

2. — *LES LUTTES DE MASSES ; LEURS CONSÉQUENCES POLITIQUES ET MENTALES*

Des 1 660 millions d'êtres humains environ, qui, au début de l'année 1915 peuplaient la terre, il y en avait déjà pour le moins 1 sur 100 qui se battaient ou qui étaient sous les armes prêts à se battre. Un centième de l'humanité vivante, dès alors, dès les commencements de la grande guerre, travaillait, s'acharnait à s'entre-détruire. Cela ne s'était encore jamais vu dans l'histoire[1]. L'Europe, la terre privilégiée de

1.

	Armée active au commencement de 1914.	Nombre approximatif des hommes sous les armes au début de 1915.
Russie	1 200 000	5 000 000
France	760 000	3 500 000
Grande-Bretagne	140 000	160 000
Belgique	47 600	160 000
Serbie	30 000	250 000
Monténégro	30 000	30 000
Japon	250 000	100 000
Allemagne	860 000	4 500 000
Autriche-Hongrie	339 500	3 000 000
Turquie	300 000	300 000
Total		17 000 000 environ de combattants.

Ce total de 17 millions d'hommes sous les armes diffère sensiblement d'autres évaluations publiées ; l'*Almanach Hachette*, pour 1915, arrivait, p. 2, à un total manifestement exagéré de près de 22 millions. Nous avons eu au contraire la satisfaction de trouver notre exacte évaluation de 17 millions dans le « Message de Noël », de 1914, du Chancelier de l'Echiquier d'alors, Lloyd George, reproduit par le *Methodist Times*.

Dans un livre excellent que nous aurons l'occasion de citer encore, Joseph Bédier,

l'art et de la douceur de vivre, de la science et du rêve, l'Europe entière, et celle des nations qui luttaient comme celle des Etats neutres, était sous les armes.

La guerre alla se généralisant; la Bulgarie prit fait et cause pour les Empires centraux; l'Italie, la Roumanie, puis la Grèce adhérèrent à la cause des Alliés.

Enfin les Etats-Unis de l'Amérique du Nord apportèrent en 1917 à nos armées associées le concours décisif de leur puissance morale, financière, industrielle et militaire[1].

Au terme de la guerre, Louis Marin a évalué dans un rapport officiel à 8 410 000 hommes le nombre des hommes qui ont été mobilisés dans la seule France, soit plus d'un cinquième de la population totale. Ce total des soldats français atteint à peu près le total de la population entière de la Suisse, du Danemark et de la Norvège réunis (3 765 000 + 2 757 000 + 2 357 000 = 8 879 000 habitants).

De cette immense armée française, plus grande à elle seule que des peuples entiers, 1 122 400 ont été tués et 260 600 sont disparus : donc 1 383 000 hommes décédés, et 1 400 000 avec les morts et disparus de l'armée navale[2].

L'Effort Français, Paris, [1918], on considère que les forces allemandes sont passées de 1 512 bataillons au 1er septembre 1914 à 2 316 bataillons au 1er juillet 1917, et que dans l'ensemble de toute la guerre « l'Allemagne pouvait appeler et qu'en fait elle a appelé 14 000 000 d'hommes » (p. 278).

1. D'après J. Bédier (*ouv. cité*, p. 133) : « Au 26 octobre 1918, peu de jours avant l'armistice, l'armée américaine en ligne se composera des effectifs que voici : combattants, 1 356 562 ; services américains, 446 544 hommes ; services français, 22 063 hommes ; services anglais, 9 651 hommes ; total, 1 834 831 hommes. »

2. Dans un projet de résolution déposé fin novembre 1920 sur le bureau de la Chambre des Députés, le même Louis Marin évalue ainsi à 16,44 p. 100 de l'effectif mobilisé la proportion des pertes françaises définitives (sans parler bien entendu des mutilés, des aveugles, des fous, de tous les survivants blessés de la guerre) ! Voici les chiffres donnés dans le même rapport sur les pertes définitives subies jusqu'au 11 novembre 1918 par les autres armées des Alliés :

Belgique, 44 000 ;
États-Unis, 114 000 ;
Grande-Bretagne, 869 000 (682,000 du Royaume-Uni et 187 000 des Dominions ou indigènes) ;
Grèce, 12 000 ;
Italie, 404 000 ;
Russie, 1 290 000 (chiffre douteux et à la date d'octobre 1917) ;
Serbie, 297 000 ;
Roumanie (le chiffre douteux de 400 000 comprend les prisonniers vivants) ;

Des cimetières et des sillons funéraires portons nos regards sur les champs de bataille.

Tantôt les masses adverses se refoulent et se foulent. Comme s'il s'agissait des « figures » d'une danse gigantesque et tragique pour laquelle certes on serait en droit de revendiquer le titre macabre d'Holbein « la Danse de la Mort », les armées russes s'avancent d'abord jusqu'aux lacs de Mazurie, jusqu'au front Soldau-Allenstein, puis elles reculent jusqu'au delà de Suwalki et sur la ligne de la Bobra, puis sur celle du Niemen, puis sur celle de la Duna. Plus au Sud, elles ont gravi les Beskides et les Carpathes jusqu'aux cols de Dukla et d'Ujzock, puis elles se sont retirées sur le San et sur le Dniester, elles ont abandonné Przemysl et Lwow (Lemberg); elles ont même été contraintes de céder à l'envahisseur le fameux triangle regardé jadis comme imprenable : Ivangorod et Novo-Georgiewsk (en amont et en aval de Varsovie sur la Vistule) et Brest-Litovsk (sur le Bug), mais c'est pour s'adosser aux marais du Pripet et aux grandes forêts de pins et de bouleaux, d'où la force non encore épuisée de la Russie, mieux outillée et retrempée, pourra reprendre sa marche en juin 1916 : c'est d'abord le mouvement offensif de Kalédine (prise de Loutsk, 8 juin) et c'est surtout celui de Broussilof (prise de Stanislau, 10 août) qui contribuent à dégager les Anglo-Français et les Italiens aux prises avec les armées austro-allemandes sur le front occidental, et qui aboutissent à ce résultat de masse d'enlever à l'ennemi 420 000 prisonniers.

Les Russes semblent par excellence faits pour soutenir et incarner ces barrages de masses. Ils cèdent, mais ne sont point enfoncés. Ils sont repoussés, sous la pression de l'adversaire ; mais comme un corps élastique sous l'action du doigt, ils gardent toute leur élasticité ; dès que la pres-

Pour les pertes des armées ennemies, Marin donne les chiffres suivants communiqués par le ministère de la guerre :

Allemands, 1 675 696 tués et 373 700 disparus considérés comme morts, soit au total 2 049 396 ;

Austro-Hongrois, 687 534 morts et 855 283 disparus, soit au total 1 542 817 ;

Bulgares, 101 224 tués ou disparus ;

Turcs, 325 000 morts, le nombre des disparus n'étant pas connu.

sion cesse, ils reprennent l'espace qu'ils avaient perdu. Ils semblent perdre du terrain, et ils sont toujours là, ou du moins toujours ils reviennent. Comme le disait en parlant de la guerre de Mantchourie un très fin diplomate japonais, l'ambassadeur (plus tard ministre) Motono : « Nous avons fait la paix avec les Russes, car nous avions beau les battre, les refouler, rien n'était jamais acquis, ils revenaient toujours... » Aussi a-t-il fallu que ce fût cette sorte de solidarité vitale elle-même qui fût dissoute par un travail de désagrégation révolutionnaire dont les causes majeures seront examinées plus loin, pour que les multitudes Russes fussent pour ainsi dire soustraites à l'échiquier de la guerre.

Tantôt, au contraire, les deux masses des armées ennemies sont affrontées, et comme deux lutteurs qui s'équivalent, elles se maintiennent l'une l'autre dans une apparente immobilité. En réalité les deux lutteurs luttent; ils se mesurent, ils se « travaillent » et le jeu à peine perceptible mais puissant des muscles prépare pour l'un la victoire et pour l'autre la défaite.

C'est de la sorte qu'il fallait interpréter, dès novembre et décembre 1914, avec toute leur signification indicatrice, des séries de faits qui étaient par leurs dimensions petits, voire minuscules, mais dont l'ensemble était déjà un symbole de résistance victorieuse. Le rapport officiel français sur les principaux faits de guerre du 27 novembre au 5 décembre 1914 relatait en ces termes la prise de la modeste « Maison du Passeur » :

L'opération dont ce brillant fait d'armes est un épisode est une des plus pénibles qu'aient accomplies nos troupes.

Il s'agissait en effet de déblayer de la rive gauche de l'Yser des Allemands qui avaient réussi à s'y installer sur une longueur de 1 800 mètres. La difficulté venait de ce que le canal est bordé par un marais infranchissable, si bien que l'attaque ne peut progresser qu'en longeant la berge et sur un front très étroit. En outre, la rive droite où l'ennemi est installé à moins de 150 mètres, domine la rive gauche ainsi tenue sous le feu des mitrailleuses.

L'assaut de la Maison du Passeur a été donné par un détachement de 100 volontaires des bataillons d'Afrique.

Nos soldats se sont battus dans l'eau jusqu'à mi-jambes et sous une pluie violente. Les Allemands ont fait preuve du plus grand courage ; on a dû tuer 1 officier et 15 hommes qui refusaient de se rendre.

Dans la Maison même du Passeur, solidement organisée en fortin, on a trouvé 53 cadavres dont 2 officiers, écrasés par nos obus de 220, morts sur place, à côté des débris de leurs projecteurs et de leurs mitrailleuses.

Ces faits locaux et infimes n'acquièrent une décisive portée que parce qu'ils sont, à l'extrême front, sur le devant de la scène, les gestes de masses humaines accumulées en arrière, jusqu'aux extrémités du théâtre immense sur lequel se joue la plus réaliste des tragédies.

Quelques jours plus tard, ce fut pareillement, dans cette même Flandre belge, une lutte héroïque pour la conquête de la misérable bicoque dénommée le cabaret Korteker, située à mi-chemin sur la route de Langemark à Bixschoote. *A fortiori*, dans la terrible bataille au Nord d'Arras (mai et juin 1915) la grosse agglomération de bâtiments ruinés de plus de 200 mètres de long qui constituait la sucrerie de Souchez et les trois maisons démolies du Moulin Malon furent le théâtre et l'enjeu de formidables combats dont l'épilogue fut à la gloire de nos soldats (31 mai et 1er juin).

Les villages sont âprement disputés comme l'étaient jadis les provinces et les empires : telle fut l'histoire de ce petit village d'Alsace, Steinbach, dont nos troupes furent maîtresses le 4 janvier 1915 après des combats de six jours qui avaient commencé le 30 décembre 1914. Telle fut encore la prise de Vauquois dont on a publié un récit magnifique. Conquêtes lentes et ardentes, maison par maison : guerres de rues et guerres de caves...

Encore une fois, ces efforts énormes sont en rapport avec tous les mouvements multipliés à l'arrière et qui en sont la condition.

Pour la série des combats qui ont été livrés au Nord d'Arras en mai 1915 autour de l'Eperon de Notre-Dame de Lorette, nous saurons seulement plus tard ce qu'il a fallu de

part et d'autre masser de régiments, de batteries et de munitions[1]. A qui parcourait alors la zone du front français en arrière d'Arras, tout montrait la puissance de l'effort méthodique qui était accompli ; les locomotives haletaient, traînant les longs trains d'approvisionnement ; les automobiles avaient fait leur « plein » de chargement... Partout l'énormité des poids transportés, les mouvements des unités en marche révélaient, dans les ensembles comme dans le détail, les dimensions de cette lutte sans précédent.

La bataille de Verdun de 1916 demeure par excellence un spécimen achevé de luttes de masses. On peut dire que tous les régiments de l'armée française sont passés successivement par Verdun ; le miracle de cette résistance opiniâtre a été accompli, sous l'impulsion directrice et décisive de Pétain, par tous les fils de France se remplaçant successivement pour tenir tête à l'armée du Kronprinz.

En attendant l'issue de l'emprise, deux séries ininterrompues d'armées juxtaposées se sont enfouies dans des tranchées, et le front de part et d'autre a été constitué par des lignes de fossés emplis d'hommes. Les forteresses ont été négligées ou ont cédé. Les formidables accumulations de maçonneries et de blocs cimentés, construites par avance et dès lors aisées à repérer, valaient moins que ces chambres souterraines et ces boyaux qui étaient édifiés, tracés ou creusés au jour le jour. De véritables cités neuves en contrebas s'enfonçaient dans le sol : tel ce Labyrinthe qui flanquait la route d'Arras

1. Un écrivain au cœur vaillant et qui unit d'illustres noms, Pasteur VALLERY-RADOT, écrit en une page de *Pour la Terre de France par la douleur et la mort* (*La Colline de Lorette*, 1914-1915) (Paris, 1919) : « Les Allemands ont réussi à pénétrer cette nuit dans une de nos sapes. Quelques heures après ils en étaient chassés. Vingt mètres cependant leur restent : l'ordre est venu de les reprendre à tout prix. Et pour ces vingt mètres la lutte est terrible. Déjà trente hommes du bataillon ont été tués ; plus de cent blessés ont passé devant nous... La lutte continue. Ces vingt mètres, *il faut* les reprendre. — Signification sublime qu'acquiert le sol dans cette guerre... D'autres blessés ont passé. Les vingt mètres sont repris. Et demain le *communiqué* dira : « En avant du chemin creux d'Angres à « Ablain, l'ennemi a pris pied dans une de nos sapes et est parvenu à s'y maintenir sur « vingt mètres. Une contre-attaque l'en a délogé ». Ceux qui liront ces lignes ne se douteront pas de l'énergie qu'il a fallu pour reconquérir ces quelques mètres de terrain. Ils ne se représenteront pas la longue file de blessés, — corps sanglants, crânes brisés, membres broyés, — qui descendit, le long des boyaux, du chemin creux d'Ablain jusqu'au village d'Aix-Noulette. Ils ne verront pas les morts qui couvrent ces vingt mètres ».

à Béthune près de l'éperon de Notre-Dame de Lorette. Liége, Namur, Anvers, Maubeuge ont été obligées de se rendre, tandis que Nancy, protégé par un mur vivant et par Castelnau, est resté inviolé. Tout est devenu paradoxe parce qu'il ne s'agissait plus d'armées isolées, mais de bandes continues de forces humaines qui devaient ceindre le pays et étreindre l'adversaire.

Nous avons assisté à une sorte de révolution dans l'art de la défense et de la fortification. Demain, les Etats, négligeant l'effort trop coûteux et trop dispersé de l'établissement de places fortes, s'envelopperont peut-être de systèmes de tranchées et dessineront ainsi sur le sol et dans le sol, à quelques centaines de mètres de leur frontière théorique, leur vraie frontière de défense. Multitude de petits ouvrages incessamment renouvelables et multipliables, servis par les foules ordonnées des armées actuelles, telle sera sans doute la formule qui prévaudra dans le tout proche avenir. Le château-fort de jadis, ou la vieille cité telle que la Cité de Carcassonne, avec ses enceintes de murailles de fossés et de lices, se sera pour ainsi dire dilatée jusqu'à devenir l'Etat forteresse.

Rien dès lors ne peut suppléer au nombre par trop défaillant, pas même l'héroïsme surhumain d'un roi dont l'âme et le cœur demeurent invaincus, ni celui d'une armée qui a sauvé l'existence et l'honneur de la Belgique, en se sacrifiant. Toute l'histoire et toute la guerre ont pris une allure et des formes multitudinaires.

Le nombre à coup sûr n'est pas tout. La puissance d'une collectivité humaine n'est pas mesurée par le nombre seul. Le nombre doit être multiplié par la résultante de ces facteurs de cohésion qui sont les affinités collectives et le dévouement passionné à un certain idéal de droit, de justice, de liberté.

Il n'importe : la guerre actuelle a mis, a jeté aux prises, a surexcité pour l'écrasement des autres, de plus grandes masses d'hommes traditionnellement liés que l'histoire ne l'avait jamais vu.

Au défilé triomphal du 14 juillet 1919 à Paris, on ressentit, sous une forme tangible et ramassée, l'impression concrète de cette association de multitudes en vue d'une fin commune : toutes les armées alliées défilaient (armées américaine, belge, anglaise, italienne, grecque, polonaise, roumaine, serbe, tchéco-slovaque, avec même des états-majors de l'armée japonaise et de l'armée siamoise !) et défilaient aussi les représentants de toutes les armes qui avaient participé à la victoire ; combien il fallut d'intelligences au-dessus de la moyenne, et de cerveaux doués du sens pratique et de mains habiles pour transmettre et exécuter les ordres théoriques et techniques donnés par les chefs ! La guerre d'aujourd'hui exige une ascension démocratique, intellectuelle et morale, tout à fait généralisée, parce que sans le nombre rien n'est possible.

Au terme et comme couronnement de la longue lutte du XIXe siècle, qui avait abouti à la renaissance d'Etats chrétiens autonomes arrachés un à un et bribe à bribe à la domination des Turcs, la guerre des alliés balkaniques de 1912-1913 avait signifié la révolte des masses slaves et grecque de religion chrétienne orthodoxe contre la suprématie politique et militaire de l'Islam turc. Du même coup, cette révolte victorieuse avait un autre retentissement, et combien grave, dans toute l'Europe centrale.

La masse des Slaves s'était dressée au travers de la poussée germanique vers l'Est, le *Drang nach Osten*. Les alliés balkaniques, victorieux des Turcs, étaient, par un choc en retour, victorieux du germanisme qui avait alors déjà partie liée avec la Turquie (1913). Le germanisme a tenté une double revanche en dissociant le bloc des alliés balkaniques, en surexcitant la Bulgarie à se jeter sur la Serbie et sur la Grèce, et, d'un autre côté, en créant une Albanie destinée par excellence dans l'esprit de ses parrains à être antiserbe et antigrecque, et à devenir de plus en plus autrichienne. Mais cette double politique s'est retournée contre ses auteurs, aboutissant, d'une part, à la défaite des Bulgares, et, d'autre

part, à la fuite peu glorieuse du prince féodal allemand Wilhelm von Wied (1914). C'était la jonction territoriale de l'empire de l'Islam et de l'empire du Kaiser déjouée. C'était cette grande coulée rêvée du germanisme industriel et politique qui devait s'épandre sans interruption ni obstacle jusqu'à Bagdad et au golfe Persique, définitivement barrée. Et cela par la faute, par la faute principale de la Serbie ! Il fallait au germanisme une revanche nouvelle.

Les masses russes se sont jetées à leur tour contre les masses germaniques ; et dans le monde entier, les masses anglo-saxonnes, Amérique du Nord comprise, ont marché contre les masses du germanisme envahisseur. Les masses germaniques ont été cernées. Les masses des agresseurs, qui ont pourtant campé sur le territoire d'autrui pour notre plus grand dam, ont été finalement coupées du reste du monde. Ce fut en vérité une gigantesque ruée de masses, et qui atteignit au paroxysme lorsque de juillet à novembre 1918 le maréchal Foch mena sa suprême et inexorable et géniale offensive.

Par masses, l'invasion avait commencé ; sous les masses allemandes, la vaillante Belgique, malgré son héroïsme, avait été submergée. Notre région française de l'extrême Nord-est avait été aussi submergée par le flot de ces masses.

Et les Allemands voulurent que la guerre s'abattît sur les êtres et sur les choses, massive comme un coup de massue. Cette manière de dévastation brutale et totale ne se peut excuser ; elle s'explique du moins.

Jamais les nations ne se sont pareillement massées et amassées pour la lutte suprême. Tel est en particulier l'un des aboutissements de notre conception de la nation armée, de l'appel aux armes de tous les êtres valides de la nation. Il n'y a plus de délégation, et il n'y a plus surtout de remplacement. Jadis la guerre était une guerre de soldats contre soldats : c'était en très grand le combat par procuration, le combat des Horaces contre les Curiaces. Aujourd'hui et chez nous toute la vitalité nationale est mobilisée pour le salut de

tous. L'armée qui est l'armée de tous est l'expression de cette vitalité, et du même coup elle est fonction de cette vitalité totale. L'unanimité des âmes et des cœurs délègue sa puissance d'offensive et de tenace résistance à l'unanimité des corps virils qui la protègent.

Ames et corps sont associés et dans la résistance à l'oppression et dans l'espoir de résurrection. Il faut donc atteindre les âmes comme les corps. La guerre moderne ne peut pas se contenter de tuer la vie ; il faut tuer la pensée.

Les Allemands, mieux préparés que nous pour la guerre qu'ils voulaient, que nous ne voulions point et que les Belges ne voulaient pas davantage, avaient prévu tous les moyens non seulement de tuer ou de prendre, mais encore de détruire et de terroriser. Pour eux, les actes de la férocité barbare déchaînée à Louvain ou à Dinant, comme les raids de zeppelins ou d'avions sur Londres et sur Paris, comme les tirs de canons monstres sur notre capitale entraient dans leur plan comme cartouches d'intimidation, et devaient, dans leur dessein, les aider à exercer leur prise sur les cerveaux et sur les cœurs. La peur devait déterminer la reddition des âmes. Ils se sont trompés, — et si étrangement, — parce qu'ils ont prêté aux autres peuples la psychologie d'intimidation facile par autorité qui est le propre de leur psychologie. Mais les bombardements de Malines, d'Ypres, d'Arras, de Soissons et de Reims, l'incendie de Senlis et de Gerbéviller n'en doivent pas moins être interprétés comme des modalités sauvages d'une tactique idéaliste. La guerre est d'autant plus matérielle et barbare, elle est menée avec une brutalité qui veut tout dévaster ; car elle vise à faire table rase, elle veut tout réduire en miettes et en cendres, afin que les esprits eux-mêmes défaillent et que les consciences se livrent.

Toute la pensée des peuples, politique et mercantile, religieuse et scientifique, nationale et familiale, s'est inscrite, s'est incarnée sur la surface du globe par quelques-uns des « faits essentiels de la géographie humaine » : le champ, le jardin ou la vigne, la carrière ou la mine, le village groupé

autour de son clocher, la ville autour de la flèche de sa cathédrale ou du beffroi de sa maison commune, le marché ou la halle au drap, le canal, la voie ferrée, le chemin ou le pont, — le pont, suprême expression et partie vive, toujours vulnérable, de la route.., Il faut donc dévaster la terre, pour écraser les peuples. Senlis, Soissons, Coucy, Reims, mines de Lens, réservoirs de richesses, lieux privilégiés, berceaux ou sanctuaires de ce qui est en toute vérité la glorieuse France moderne sont visés avec un matérialiste acharnement, parce qu'on assouvit sur les pierres une vengeance de croyance et d'idée. Lors de la retraite d'Hindenburg en 1917, la dévastation méthodique atteignit son apogée ; tous les rails furent emportés, tous les chemins furent rompus, les arbres fruitiers furent coupés. Les Allemands savaient ce qu'ils faisaient. Ils en avaient l'orgueil. Ils s'étonnaient qu'on s'en étonnât. Ils faisaient la guerre comme ils avaient, en des centaines, en des milliers de volumes, annoncé qu'ils la feraient. Ils la faisaient selon les principes qu'avaient froidement proposés von der Goltz et Bernhardi, exaltés Treitschke, légitimés Nietzsche. Il faut être fort. Il faut être dur. Il faut exterminer.

Ainsi, plus spirituelle qu'elle ne l'avait peut-être jamais été par l'enjeu qui en était la fin, la guerre des armées allemandes était devenue pour cela même plus brutale. Qui fait l'ange fait la bête. Qui veut atteindre l'esprit, s'acharne à briser même les pierres.

Les Allemands en guerre étaient des sauvages mystiques. Ils voulaient appauvrir, saigner les races qui s'opposaient à l'expansion illimitée de la leur. Ils prenaient tout, jusqu'à la vie des civils qui ne leur cédaient point ; ils les tuaient ou les transportaient en Allemagne. Ils prenaient tout, jusqu'à la pensée et aux affections des habitants des régions envahies qui étaient devenus de vrais prisonniers, sevrés de toute correspondance, de toute communication avec les leurs et avec le monde ; de même qu'ils s'étaient saisis des filatures de Roubaix, du cuivre des sucreries du Nord, des betteraves du

Pas-de-Calais... Ce n'était plus une guerre de partisans, ce n'était plus seulement une guerre d'armées ; encore un coup, c'était une guerre de masses : masses des esprits contre les esprits tout autant que masses des corps contre les corps.

3. — *LA SIGNIFICATION GÉOGRAPHIQUE DES MODALITÉS DE LA GUERRE NOUVELLE*

« Les hommes se tueront sans même s'apercevoir les uns les autres. » Tel était, avant la guerre, un des axiomes devenus lieux communs. De fait combien des nôtres ont été tués, sans avoir même vu le casque ou la casquette d'un seul Allemand !

Combien d'autres sont morts d'obus, de marmites, de bombes, d'explosions diverses dont les hommes qui les dirigaient sont restés pour eux invisibles. Plus la guerre s'est avancée, plus il a semblé que tout effort de l'infanterie dut être, pour obtenir le succès, précédé et préparé par une œuvre formidable d'artillerie. Sur tout le front, les canons ont bouleversé le terrain et semé la mort.

Mais quelles autres modalités de la guerre ont réintroduit des formes de combat qu'on croyait à toujours périmées !

L'attaque à la baïonnette menée par nos soldats avec la furia traditionnelle, le tir individuel bien ajusté, le jet de plus en plus généralisé de la grenade à main, le corps à corps, même l'attaque à la hache et au couteau, tous ces modes de la lutte face à face se sont développés et multipliés, à mesure que les opposants se sont rapprochés, à mesure qu'à la guerre de manœuvres a succédé la guerre de tranchées. L'individualité de chaque corps humain, de chaque groupe, de chaque section, de chaque régiment a recouvré toute sa valeur dans ces terribles vis-à-vis où l'un des deux champions était par avance voué à la destruction. Or, c'était une reprise de l'esprit sur la matière ou sur la pure mécanique. L'âme de la victoire appartint encore à ceux qui avaient

le plus d'âme, c'est-à-dire à ceux de qui l'esprit avait plus de souplesse, d'ingéniosité, d'opiniâtreté, de confiante certitude et de mépris de la mort.

Sortir de la tranchée où l'on était à l'abri, gravir le parapet, et marcher, courir à l'ennemi sur le bref espace découvert que battait un tir à bout portant représentait, de l'avis des officiers les plus vaillants, l'effort maximum du courage viril. Or nos soldats ont accepté non seulement avec une fermeté stoïque mais parfois avec une allégresse impatiente ce passage brusque du couloir où par devoir l'on se terrait à ce plein ciel où tous les corps étaient des cibles. Il s'est trouvé et dans l'Est et dans le Nord des bataillons français qui se sont levés des tranchées d'un bond si unanime que pas un des soldats, pas un n'est resté en arrière, ne s'est traîné plus lentement que les autres ! Qu'on essaie de concevoir un instant de quelle somme de vaillances individuelles était fait un tel héroïsme collectif...

On a trop dit et trop simplement dit que la guerre était redevenue ce qu'elle était aux âges antiques, qu'on avait remis en honneur les procédés et même tous les stratagèmes de l'humanité primitive... Faciles rapprochements ! Si les hommes ont rampé pour aller couper les fils de fer, s'ils se sont glissés à travers les sables ou même couchés parmi les sables de ces dunes qui sont au Nord de Nieuport, ils avaient à se prémunir non seulement contre la vue du guetteur, mais contre le tir implacable d'une artillerie monstrueuse, et cela certes, dans l'effroyable et infernal vacarme, changeait les données du problème. De tout temps l'on a aimé à passer, pour juger, du connu à l'inconnu ; lorsque dans le dédale des faits nouveaux et novateurs dont nous sommes les témoins, nous découvrons un trait du passé, nous raccrochons avec une satisfaction inconsciente trop hâtive notre jugement désemparé à une donnée antérieure ; nous allons parfois jusqu'à oublier tout l'ensemble ou le milieu qui transforment la physionomie réelle du fait observé. Nous méconnaissons que même à l'assaut final d'un entonnoir ou d'une tranchée les

torpilles aériennes concouraient en même temps que les grenades à main.

La guerre avait pris l'allure d'une véritable chasse ; elle se faisait à l'affût, elle se faisait la nuit tout autant que le jour, parfois même beaucoup plus que le jour ; il n'y manquait ni les pièges, ni les épouvantails, ni les chausse-trappes ; on roulait des troncs d'arbres en guise de boucliers ; on organisait un bois comme pour une battue ; et c'était la chasse à courre, et c'était aussi souvent l'hallali. Était-ce là en vérité de la guerre primitive ? Certes non. Les armes ultra-perfectionnées avec lesquelles on tuait, les procédés scientifiques que l'on employait, et jusqu'à l'aspect atroce de certaines blessures le disaient assez.

D'où provenait donc cette illusion actuelle ? D'une autre illusion théorique, antérieure à la guerre, de ce qu'on s'était imaginé que la guerre de l'âge scientifique par excellence comporterait un certain automatisme mécanique si général que l'être humain serait réduit à n'être lui-même qu'une sorte d'automate. On rêvait d'une si extraordinaire précision et d'une si mathématique puissance destructive que le champ de bataille serait comme une usine grandiose dans laquelle chacun ferait machinalement son métier, sans avoir même à réfléchir à ce que faisait son voisin dans la salle d'à côté. Eh bien, une fois de plus la prédominance de la valeur humaine elle-même s'est révélée et imposée. Cela est primitif, il est vrai, mais cela, par bonheur, est de toujours. La qualité de l'individu, sa qualité d'âme et sa qualité musculaire intervenaient comme facteurs au moins comparables à la qualité du fusil et à celle du canon. La qualité, presque impondérable et pourtant si réelle, qui distinguait une unité, un régiment, d'un autre régiment du même corps d'armée, acquérait une telle valeur stratégique que les tranchées ne subirent jamais une attaque de l'ennemi lorsqu'elles étaient occupées et gardées par les hommes de telle unité ; et lorsque ceux-ci étaient relevés, la valeur défensive de tout le système de boyaux et de chambres d'écoute subissait du même coup *ipso facto* une

déperdition, une sorte de dépréciation qui était l'équivalent d'une dégradation matérielle. Sur tout le front, nous avons recueilli de la bouche même des chefs les plus expérimentés, cette affirmation qui ne sera point contredite.

Personne n'avait jamais osé prétendre que le facteur humain serait totalement annihilé ; certains de nos généraux les plus réputés et les plus admirables — tel Foch — avaient tout au contraire parlé de la résistance morale d'une armée comme étant sa puissance offensive ou défensive la plus invincible. Mais combien d'autres, enthousiasmés par les progrès des instruments d'attaque et des moyens de défense, avaient comme négligé ce pouvoir indéfiniment souple et adaptable qui procède du cerveau et du corps de l'homme. L'homme est rentré en maître parmi tous les mortiers et au milieu de toutes les bombes ; et si c'est cela qu'on entend affirmer en disant que tous nos soldats de 1914-1918 se sont servis de tous leurs sens avec l'habileté et la perspicacité si aiguë des primitifs, on peut l'admettre, mais seulement en ce sens et à ce prix.

Au vrai, la grande guerre a été nouvelle en toutes ses parties ; elle a demandé, en toutes directions, de telles adaptations que quatre années et demie n'ont pas suffi à nous laisser comprendre tous ses renouvellements et toutes ses nouveautés [1].

Pour la première fois depuis l'origine des sociétés humaines, les hommes se sont battus au delà et en deçà de la zone réellement épidermique du globe : surface topogra-

1. « Oui, dans cette guerre qui souvent sembla se ralentir et piétiner sur place, tout s'est transformé au contraire, et dans les périodes les plus stagnantes en apparence, tout évoluait, l'armement, les doctrines, les techniques, et tout s'écoulait avec la plus déconcertante rapidité. Et la loi la plus nette de ce perpétuel écoulement fut que l'armée française a pâti et profité tout ensemble des idées de l'armée allemande, et réciproquement, et que chaque découverte de l'une a tiré son principe d'une découverte de l'autre » (J. Bédier, *L'Effort français, Quelques aspects de la guerre*, p. 4). A titre d'ouvrages généraux sur la guerre, rappelons l'*Histoire illustrée* de G. Hanotaux et les deux volumes de Madelin, *La bataille de la Marne*, et *La bataille de France*. Une remarquable synthèse a été publiée en cinq fascicules en 1919 et 1920 par Victor Giraud, *Histoire de la Grande Guerre*. Parmi les ouvrages de vulgarisation : Pierre Dauzet, *Gloria* (Hachette, 1919), et *Histoire de la Grande Guerre* par Un Français, avec *Préface* de Jean Aicard (Hatier, 1920).

phique des continents ou surface liquide des océans. La guerre a été aérienne et sous-marine (voir chapitre XII).

Lorsque les états-majors publieront leurs documents officiels, on sera stupéfait de constater à quel point l'aviation a été mêlée intimement et incessamment à toutes les opérations : elle a été par excellence l'informatrice, et elle a été la régulatrice du tir. Et les hommes ont dû se cacher d'autant plus et d'autant mieux qu'elle fut sans trêve la vigilante et la voyante.

Elle a contribué pour sa bonne part à faire descendre les hommes dans ce qu'on aurait appelé jadis « les entrailles de la terre ». Comme nous le rappelions plus haut, les tranchées ont été de plus en plus approfondies ; elles ont été reliées les unes aux autres par des réseaux de boyaux de communication ; et elles ont été complétées par des ensembles de salles, de réserves, de magasins, en un mot de véritables demeures souterraines. Le sol a été souvent creusé jusqu'à 8, 10, 25 et même 40 mètres de profondeur. Surtout en Champagne et dans le Soissonnais.

Cette guerre de siège fut complétée par la guerre de mines qui était une véritable guerre de taupes[1]. Rien peut-être n'en fait saisir les caractères autant que le rapport officiel qui a été publié sur le rôle de « Nos sapeurs dans la bataille d'Arras », à la date du 2 juin 1915.

Depuis plusieurs mois, sur un point surtout du front d'attaque (le secteur de Carency) le rôle du génie avait précédé celui de l'infanterie.

Dans cette région, on se battait à la mine depuis janvier. Nous avions poussé des galeries dans la direction des saillants de la ligne ennemie. Mais au début de février, l'explosion d'un fourneau allemand entre deux de nos sapes nous révéla l'existence d'un système de contre-mines, qui menaçait de nous devancer. Des prisonniers, peu de jours après, nous confirmèrent cette menace.

Obligés, par là, à des précautions défensives, nous creusâmes une

1. Henry de Varigny, qui avait publié *Tranchées et Mines* dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er juillet 1915, a repris ces pages remarquables en les développant dans un opuscule des *Pages d'histoire* de Berger-Levrault, sous le titre *Mines et Tranchées*, 83 p. et 5 fig.

série de forages en avant de notre première ligne, et grâce à ce dispositif, nous réussîmes à faire sauter successivement tous les rameaux que l'ennemi poussait vers nous. Le péril était conjuré.

C'était le moment, précisément, où l'ordre était donné de préparer une offensive générale sur cette partie du front. Nous savions l'importance des travaux allemands. Nous connaissions la présence à Carency de 6 compagnies de pionniers de 300 hommes chacune. Nous résolûmes, en conséquence, de travailler en profondeur, pour tenir le dessous du terrain.

Malgré divers incidents, notre plan put être mené à bien, et au début de mai, 17 fourneaux, chargés de 300 kilos d'explosifs environ, furent poussés sous les lignes allemandes.

Dès ce moment, nos sapeurs affirmaient leur supériorité. Ils avaient construit leurs galeries sans que l'ennemi pût s'y opposer. Les fourneaux allemands, qui avaient explosé entre temps, n'avaient pas gêné sérieusement notre travail. Leurs explosions prématurées prouvaient que nos adversaires ne possédaient pas au même degré que nous la qualité maîtresse de la guerre de mine : le sang-froid.

Nos succès dans la période préparatoire étaient d'autant plus appréciables que la nature du terrain — argile, silex et craie dure — était peu favorable et que quatre compagnies avaient suffi à produire ce gros effort.

Deux chiffres permettront de mesurer l'intensité de nos travaux. Au début de mai, le développement total de nos galeries et rameaux depuis le 6 mars atteignait, dans ce seul secteur, $2^{km},500$. La quantité d'explosifs utilisés dépassait 28 tonnes.

Les mines de Carency pouvaient être considérées comme un modèle de travail souterrain.

Un officier du génie décrivait ainsi la vie héroïque de ses hommes :

Tout cela se faisait dans une obscurité presque complète. Nous devions nous servir de lampes électriques de poche et n'avancer qu'avec une extrême lenteur... A tous nos soucis s'ajouta un autre sujet d'inquiétude. Un jour, nous entendîmes distinctement un bruit significatif. L'ennemi poussait une sape pour nous faire sauter. Nos sapeurs, heureusement, éventèrent la mine et remédièrent au danger qui nous menaçait. Pendant toute cette période, nous n'avons pas aperçu une seule fois la lumière du jour, combattant sans cesse sous terre, ne prenant pas un instant de repos. Malgré ces souffrances, les hommes ne cessèrent de manifester une excellente humeur, un entrain splendide, une résistance extraordinaire...

Les sapeurs n'étaient pas les seuls appelés à remuer la terre. Tout homme qui se battait, et surtout le fantassin — ou le cavalier devenu fantassin — devait être un terrassier. Les guerres les plus récentes, celle de Mantchourie surtout, et aussi celle des Balkans avaient révélé ce qu'était et serait la guerre de tranchées; les lignes de Tchataldja qui arrêtèrent l'élan des Bulgares victorieux à quelques kilomètres de Constantinople, ou celles de Pijani en avant de Janina, avaient certes montré, exécutés par les Turcs, quels étaient les systèmes de tranchées préconisés et enseignés par les Allemands. Mais qui se doutait de l'importance que prendrait dans une guerre européenne et continentale une telle manière de combattre !

Dans le *Règlement de Manœuvre d'infanterie du 20 avril* 1914, effectivement approuvé et signé le 20 avril 1914, trois mois et demi avant la déclaration de la guerre, par le ministre de la Guerre, J. Noulens, le rôle de l'infanterie « l'arme principale » qui « conquiert et conserve le terrain » est parfaitement indiqué et même exalté; mais la part faite à « la défense » et aux méthodes de protection est extraordinairement réduite.

Si on lisait l'*Instruction pratique du 24 octobre* 1906, modifiée le 28 octobre 1911, sur les *Travaux de campagne*, on serait peut-être encore plus surpris de l'esprit qui l'anime. On redoute avant tout que « la protection à rechercher contre les projectiles ne diminue l'esprit d'offensive de l'infanterie »; on ne parle que « du caractère éminemment passager et temporaire des installations de fortification de campagne »; la fortification du champ de bataille doit uniquement « consister dans des aménagements *momentanés* du terrain » : « il n'est pas admissible qu'on s'avance sur une position uniquement pour la renforcer et en organiser les abris ».

Néanmoins toute la théorie était exposée pour la construction, rapide ou approfondie suivant les cas, des tranchées, des auvents, des « abris sous parapets » et même des « abris pour les réserves ».

N'était-ce pas une erreur de croire que les hommes pourraient organiser utilement le terrain à l'aide de ces petits outils qu'on appelle les « outils portatifs » ? Le « nouvel assortiment » fixé par la circulaire du 7 septembre 1909 comprenait pour une compagnie d'infanterie : 80 pelles-bêches, 80 pelles-pioches, 8 haches à main, 12 serpes, 4 cisailles et 1 scie articulée. Les principaux étaient, on le voit, les pelles-bêches et les pelles-pioches, petits instruments à main dont les Japonais notamment avaient tiré un merveilleux parti dans la guerre de Mantchourie ; mais les Japonais sont un peuple de jardiniers ; la culture du royaume du Soleil-Levant est une horticulture ; grâce à cette prédisposition générale qui est une des caractéristiques de la géographie humaine du Japon, les fantassins avaient su habilement manier les outils courts. Au contraire nos soldats n'en ont su user que très médiocrement ; on a dû tout de suite recourir pour tous les travaux de terrassement aux « outils de grand modèle » , pelles et pioches de terrassiers, qui étaient transportées dans des voitures spéciales affectées à chaque régiment.

Infanterie et génie ont ainsi coopéré de la manière la plus acharnée à creuser la terre. Jamais champs de bataille n'avaient recouvert tant d'alvéoles souterraines.

La guerre sous terre a eu son équivalent dans la guerre sous-marine. Les sous-marins ont accompli une besogne dont nous dirons le sens.

Dans toutes les guerres antérieures, on pourrait presque dire que les armées en venaient aux prises en s'appuyant toujours à peu près sur un même plan, plan solide pour la bataille terrestre, plan liquide pour la bataille navale. Les combinaisons que les chefs d'armée devaient imaginer ne relevaient que de la géométrie plane. Voici qu'a commencé l'ère de la géométrie et de la guerre à trois dimensions, et du premier coup comme la stratégie à trois dimensions a dû résoudre des problèmes d'une complication jusque-là inconnue ! La lutte entre avions ou la lutte d'un avion contre un

zeppelin, ou la poursuite d'un cuirassé par un sous-marin, ou l'attaque d'un sous-marin par un cuirassé supposent pour le combat tant de positions respectives et d'hypothèses possibles : l'imagination créatrice de celui qui commande et qui conduit est mise à une redoutable épreuve à laquelle n'avaient jamais été exercés ni exposés les plus grands stratèges du passé.

La bataille humaine s'est donc étendue à des espaces qui l'avaient toujours ignorée. Cet accroissement du champ matériel de la guerre sur notre planète restera et à toujours l'une des marques essentielles de la lutte de 1914-1918.

Il en est résulté que la guerre a pris un extraordinaire caractère industriel. Guerre scientifique, elle a été une guerre de matériel. Il a fallu découvrir et construire. Il a fallu organiser la fabrication industrielle. Les Allemands, qui avaient au début une supériorité incontestable en ce qui regarde l'organisation, ont été finalement vaincus sur le champ de bataille par la perfection de l'industrie française et par son effort inespéré d'organisation : les tanks victorieux ont été une des expressions les plus décisives de cette supériorité scientifique et technique.

Un autre trait, de caractère industriel, et plus spécialement géographique, distinguera à toujours la guerre récente de toutes celles qui l'avaient précédée.

Qu'étaient les chemins de fer lors de la guerre de 1870-1871 ? Quel rôle essentiel mais encore secondaire ont joué les lignes ferrées dans une guerre comme celle de Mantchourie ou celle du Transvaal ? Les armées combattantes, sur le théâtre des opérations, allaient à pied.

Plus que jamais, la mobilité des troupes a été un facteur de victoire, et cette mobilité des effectifs a été principalement obtenue par l'organisation des réseaux ferrés. Cette lutte formidable qui s'est étendue de l'Occident de l'Europe jusqu'à l'Orient et la manière même de cette lutte, c'est-à-dire la constitution de ces fronts qui maintiennent les adversaires sur des lignes ininterrompues face à face ne peut se com-

prendre et se poursuivre que par l'intense circulation des trains de renfort et des trains de ravitaillement.

L'Allemagne a bénéficié d'un avantage réel grâce à l'excellence de son réseau ferré. On pouvait compter au moins sept grandes lignes indépendantes les unes des autres et qui, par le territoire de l'Allemagne et de l'Autriche, pouvaient simultanément porter des troupes de l'Ouest vers l'Est et de l'Est vers l'Ouest. Toute la frontière de Pologne était comme enveloppée par un filet à mailles serrées de rails entrecroisés qui ont permis aux Austro-Allemands de porter à diverses reprises des masses humaines sur des points critiques. La tactique de Mackensen comme celle de Hindenburg n'a été possible que par cette préparation savante de la circulation dans la période de l'avant-guerre.

Pour notre part, nous ne saurions trop rendre hommage à l'activité de ceux qui ont dirigé nos voies ferrées. On compte que pour le transport d'un corps d'armée complet, avec tous ses canons, chevaux, munitions, véhicules divers, il ne faut pas moins de 70 trains composés chacun de 50 wagons. Dès les premiers jours de notre mobilisation, l'organisation de la circulation se révéla remarquable. « Les transports de concentration, écrit le lieutenant-colonel Rousset, c'est-à-dire ceux qui ont pour objet d'amener les armées à pied-d'œuvre, furent entamés le 5 août à midi et opérés en deux séries fixées par l'ordre d'urgence. La première exigea sept jours pleins, jusqu'au 12 août à midi, la seconde six jours seulement, du 12 au 18 août à minuit. Tout avait été si rigoureusement prévu et tout fut si ponctuellement exécuté que sur 2 500 trains mis en route pendant la première période, 20 à peine subirent quelques légers retards, tandis que, dans la seconde, on n'en signalait aucun. Pas le moindre accident sérieux n'a affecté cette marche — qui dura quatorze jours sans interruption — de 4750 trains dont 250 portaient aux forteresses le complément de leurs approvisionnements de siège[1]. »

1. Voir les chiffres cités dans l'étude d'Edmond Téry (*Economiste européen*, avril 1919) : *L'Exploitation des chemins de fer français pendant la guerre*, et dans le très long et substan-

Enfin, les automobiles ont modifié d'une manière presque complète les conditions de la concentration des troupes jusqu'aux abords mêmes du champ de bataille. Si les Allemands de von Kluck ont pu opérer, de la Meuse à la Somme et de la Somme à l'Oise, leur si rapide marche vers Paris, c'est grâce aux 5 000 automobiles qui chacune pouvaient contenir 15 hommes et qui pouvaient ainsi transporter 75 000 hommes par nuit.

On se rappelle la part qu'ont prise à la victoire de la Marne les taxi-autos de Paris. Le général Galliéni a réquisitionné plusieurs centaines de taxi-autos et a fait transporter le 7 septembre 1914 sur divers points du front un contingent de troupes fraîches à raison de cinq combattants par voiture[1]. Toute la bataille de Verdun fut rendue possible par la chaîne ininterrompue des tracteurs qui, dirigés par une route et revenant par une autre, ont constitué comme une sorte de plateau roulant sur lequel sans cesse étaient entassés les combattants, les armes, les munitions, la nourriture, et aussi les milliers de blessés et d'évacués...

Dans le quatrième des articles qu'a publiés le *Times* au mois de juin 1915 à l'honneur de la nation et de l'armée françaises, il est dit que 12 000 automobiles de notre armée ont en moyenne transporté 250 000 hommes de troupes par mois.

Sur le front oriental, ce sont les 3 000 automobiles du général Hindenburg qui changèrent l'issue de cette bataille acharnée de la Bzoura appelée aussi la bataille de Lodz.

Le lieutenant-colonel Colin (mort depuis lors comme général), dans ses deux volumes : *Les transformations de la guerre* et *Les grandes batailles de l'histoire*, a très lumineusement exposé l'évolution de la stratégie et du combat. Il

tiel mémoire qui constitue le premier numéro de la *Revue générale des chemins de fer* réapparaissant après la guerre (octobre 1919) : Marcel Peschaud, secrétaire général de la Compagnie d'Orléans. *Les chemins de fer pendant la guerre 1914-1918*. On a prêté au Maréchal (alors général) Joffre la formule suivante, qui paraît dans la bouche de cet officier du génie très vraisemblable : « La guerre actuelle est surtout une guerre de chemins de fer. »

1. Le récit le plus précis a été publié par le Ct Henri Carré dans l'*Illustration* du 4 septembre 1920, p. 175 et 176, sous le titre *Les Taxis de la Marne*, avec un carton : *Itinéraires des deux convois de taxis-autos du 7 septembre 1914*.

montre dans le premier de ces livres comment nous avons emprunté aux Allemands l'expression assez impropre de mobilisation qui est la traduction de *mobil machen*. Si l'expression de mobilisation n'était pas déjà admise avec un sens précis, il faudrait la reprendre pour l'appliquer à ces méthodes de transports précipités et multipliés qui sont devenus aujourd'hui l'un des aspects les plus caractéristiques de la guerre.

La vie durant le temps de guerre est subordonnée à la circulation presque autant, et ce n'est point peu dire, qu'elle l'était déjà sous le régime de la paix.

Par le développement intense de ce que nous pourrions nommer la « civilisation de circulation », presque tous les objets n'ont plus une valeur fixe et locale, mais une valeur perpétuellement changeante, en rapport avec les fluctuations de la concurrence mondiale. Pour les produits de première nécessité tels que le froment, tous les champs de blé du globe entrent en lutte, entrent successivement en lutte au fur et à mesure que se produisent les récoltes des divers pays et des différents mois de l'année. La circulation gouverne la production. Qu'est-ce à dire, sinon que la production ou plus exactement la valeur de la production est à la merci de la circulation par excellence qui est la circulation marine ?

« La vraie domination est sur mer », a-t-on répété à la suite des Américains et des Anglais, et personne ne s'est plu à le répéter avec autant d'avidité et d'orgueil que les Allemands. Il faut créer un commerce universel pour assurer les débouchés d'une production grandissante ; et il faut s'emparer de la mer pour assurer la liberté et la prospérité de ce commerce qui doit enserrer de ses mailles tout le globe.

On devine comment la domination politique de la mer se lie à la domination économique. Jusqu'aux extrémités de la terre, l'Allemagne tard venue, a tenté d'établir des bases de domination politique en vue de son expansion commerciale. Or, de cette guerre qui devint chaque jour davantage une guerre de circulation, ce double enjeu, pour l'Empire allemand, fut perdu (voir § 5 et chapitres XII et XIII).

4. — COMMENT, DANS LA GUERRE, LES RÉALITÉS GÉOGRAPHIQUES MANIFESTENT LEUR INFLUENCE : ROUTES, FORÊTS, RIVIÈRES, PAYS

Pour déplacer avec une aussi prodigieuse rapidité de telles multitudes d'hommes, d'attelages, de pièces d'artillerie, on imagine de quelle solidité doit être le chemin et à quel point le lieu de passage, route, pont ou clairière, impose et fait éprouver ses exigences à ces interminables files ou à ces rangs serrés de bêtes, de voitures et de gens.

Lors de la retraite de la Marne, une part de nos armées que commandait le maréchal, alors général Foch, avait dû se replier jusqu'au delà du Petit-Morin, sur les plateaux d'Esternay et de Sézanne. Grâce à la longue période des chaleurs torrides du mois d'août, cette large zone d'alimentation du Petit-Morin qu'on appelle les Marais de Saint-Gond offrait assez de résistance pour que les canons et les troupes aient pu aisément les traverser. Dès que les pluies arrosèrent cette grande étendue de sol spongieux et élastique, les petites et grandes nappes d'eau réapparurent à leur place coutumière ; sous les herbes et parmi les herbes desséchées l'eau noire fit gonfler et amollit le sol ; on ne pouvait plus trouver les passages sauveurs que le long de traînées de terre plus tassées et plus résistantes dont nos officiers ont depuis longtemps repéré avec exactitude les sinuosités et les étranglements.

Le 5 et le 6 septembre 1914 avait commencé l'offensive immense et décisive dictée par le généralissime Joffre. La division du Maroc avait tenté de tenir malgré la supériorité numérique de l'adversaire. Le 9, Foch, portant toute sa gauche à sa droite, détermina la victoire ; les troupes françaises réoccupèrent le village et le château de Mondement au soir de ce même mercredi ; puis, elles réussirent à presser et à repousser la garde impériale jusqu'au delà de la « côte » de l'Ile-de-France, la contraignant à se rejeter dans la dépression des Marais de Saint-Gond ; or ce n'était plus la plaine

à peu près uniforme et unie que les Allemands avaient parcourue quatre jours auparavant au galop de leurs chevaux et au pas rapide de leurs soldats aguerris, c'était une sorte de réseau compliqué de taches de sol impuissantes à supporter les gros poids et de flaques de boue où les chevaux et les canons s'enlisaient, les unes et les autres délimitées çà et là par des pistes plus solides formant comme les nervures irrégulières d'une immense feuille. La nuit était venue. Les Allemands, commençant leur fuite rapide vers le Nord, devaient tirer parti de l'obscurité et franchir le marécage. Mais nos 75 furent installés sur la ceinture méridionale des crêtes de manière à viser et à battre soigneusement et imperturbablement les étroites langues de terre ferme qui eussent été les seules issues, les seules portes de salut.

Dans la nuit, les obus au tir concentré tombèrent aux mêmes points, et lorsque le jour se leva, l'œuvre était faite : la garde impériale s'était embourbée dans les Marais de Saint-Gond, et les étranges défilés vers lesquels les officiers ennemis, également instruits, avaient tenté de diriger la retraite, étaient marqués à la surface par des amoncellements de cadavres. En tenant les passages, notre artillerie avait tenu la victoire.

Toutes les luttes de l'Argonne, bois de la Grurie, Fontaine Madame, Four de Paris, et de la partie accidentée de la Champagne qui avoisine l'Argonne, Perthes-les-Hurlus, Mesnil-les-Hurlus, ferme devenue fortin de Beauséjour, etc., se trouvent comprises entre deux routes nationales d'un intérêt majeur : à l'Est, la route nationale 46 de Marle à Verdun, qui est jalonnée du Sud au Nord par les petites villes ou villages de Clermont-en-Argonne, de Varennes et d'Apremont ; et à l'Ouest la route nationale n° 77 de Nevers à Sedan, jalonnée du Sud au Nord par les agglomérations de Suippes, Souain et Somme-Py : rien que de prononcer les noms de ces villes détruites indique l'âpreté de notre progression lente le long de ces voies, et l'âpreté de la résistance qui nous a été opposée. L'acharnement a été particulièrement intense de part et

d'autre d'une voie transversale, la route Est-Ouest qui va, à travers l'Argonne, de Vienne-la-Ville et de Vienne-le-Château, à Varennes en passant par le Four de Paris.

Au Four de Paris s'infléchit vers l'Ouest la vallée de la Biesme qui vient du Sud et qui est jusqu'à ce point une longue « rue » longitudinale à travers toute la forêt d'Argonne ; c'est en la remontant du Nord au Sud qu'on passe à ces villages qui ont donné leur nom aux célèbres défilés illustrés par la campagne de Dumouriez : la Chalade et les Islettes.

La Barricade, Saint-Hubert, Bagatelle, etc., sont des « pavillons », rendez-vous de chasse, dans les bois qui s'étendent au Nord du Four de Paris et qui s'appellent bois de la Grurie et bois Bolante.

Il convient d'ajouter que par delà cette longue zone de continuelle bataille la voie ferrée de Bazancourt à Challerange et de Challerange à Apremont était pour les Allemands une ligne essentielle de ravitaillement ; nos troupes de Champagne et d'Argonne ont toujours visé à s'en approcher assez pour gêner l'emploi si précieux qu'en faisait l'ennemi.

Entre des routes, pour des routes, le long même des chemins forestiers, se développaient ainsi les actions adverses. Et combien de vieilles chaussées, dont quelques-unes sont d'anciennes voies romaines, ont été réveillées de leur somnolence contemporaine et ont révélé à nouveau leur antique signification : tel fut le destin de la voie romaine de Vermand à Amiens, et de celle des plaines de Champagne passant par Saint-Hilaire-le-Grand, de la « Haute-Chevauchée » dans la partie orientale de l'Argonne, et ce fut par-dessus tout celui du « Chemin des Dames » sur le haut des plateaux qui couronnent les talus de la rive droite de l'Aisne !...

Dans les grands comme dans les petits engagements, on tendait toujours d'une manière soit immédiate, soit plus lointaine, à s'assurer la possession d'un chemin ou à menacer les communications arrière de l'ennemi[1].

1. C'est une des fortes idées générales qui se dégage des études et récits de batailles de l'*Histoire illustrée de la Guerre de 1914* de Gabriel Hanotaux.

Berry-au-Bac est un nom que les communiqués de toute la guerre nous ont rendu familier. Point de connexion d'une très vieille importance : il est situé sur l'Aisne, là où cette rivière quitte les plaines de Champagne pour aller s'enfoncer entre les falaises qui vont la dominer, et il est aussi sur la route nationale 44 de Cambrai à Châlons-sur-Marne ; près du village, le canal de l'Aisne à la Marne rejoint le canal latéral à l'Aisne. Or depuis la guerre de 1870-71, l'état-major redoutant que la vallée de l'Aisne ne servît de couloir de pénétration à des armées d'invasion arrivant de l'Est, les autorités militaires ont empêché qu'une voie ferrée se dirigeât latéralement à l'Aisne vers Soissons. On s'est ingénié à déposséder cette rivière et sa vallée de leur rôle normal ; la grande ligne ferrée de Reims à Laon et à Calais (que suit par exemple la Malle des Indes) s'éloigne pour ainsi dire de cette porte d'accès de l'Ile-de-France que l'Aisne maintient ouverte à Berry-au-Bac et à Pontavert, et elle traverse le cours d'eau à 7 kilomètres de là, à la petite station de Guignicourt, un peu en amont du confluent de la Suippe et de l'Aisne. Qu'est-ce donc pourtant que le point de Guignicourt, en comparaison du site de Berry-au-Bac, point de croisement naturel des routes d'eau et des routes terriennes, dont le nom seul est une reviviscence d'un passage traditionnel ? La réalité de la guerre, par le grand nombre des combats qui ont été livrés aux abords de l'agglomération et sur les flancs de la butte escarpée de la rive gauche, semble apporter au village comme une revanche géographique : le vieux « Bac » délaissé est bien vengé !

« Entre l'Oise et l'Aisne, à l'Est de la région vallonnée qui couvre la forêt de Laigue, se déploie un vaste plateau compartimenté par le cours raviné des ruisseaux qui descendent vers l'Aisne. C'est un pays de grande culture, d'un vaste horizon. » Ainsi débute le récit officiel de « l'enlèvement du saillant de Quennevière ».

Sur ce plateau, la valeur stratégique du fortin qu'avaient construit les Allemands et que nos troupes ont pris de haute

lutte le 6 juin 1915 résulte de ce que là, près de la ferme de Quennevière, et près de la cote dominante 161, se croisent cinq chemins.

Les lieux les plus permanents de combats âpres et sans cesse renouvelés correspondent à des nœuds de routes : Nord de Nieuport, Sud de Dixmude, Nord et Sud d'Ypres, Nord de La Bassée, Nord et Sud d'Arras, Nord-Est d'Amiens, Bapaume, Saint-Quentin, Soissons, Reims, Pont-à-Mousson, etc., etc.

Arras et Ypres étaient les deux étapes de la route commerciale qui menait de l'Ile-de-France à Bruges. Magnifiques cités de marchands, elles s'enorgueillissaient à juste titre l'une de son beffroi et de son hôtel de ville, l'autre de ses halles, monument unique si beau, si vaste, si pur de lignes. Comme si la guerre, implacable maîtresse de réalisme, rendait aux différentes parcelles de la terre leur sens le plus profond, c'est autour de l'étape du Nord et de l'étape du Sud que les armées puissantes se sont acharnées à s'entre-détruire ; les deux cités ont fini par succomber : le témoignage de ce qu'elles furent et la preuve de la valeur stratégique de leur site sont dans la passion que l'on a mise à les détruire, à les brûler, à ruiner leurs ruines.

Par le vouloir de l'homme, la vallée de la Meuse, de Verdun jusqu'à Saint-Mihiel et jusqu'à Toul, est devenue un rideau de fer. Cette grande et large vallée lorraine de la Meuse qu'avait si exactement étudiée en géographe et en historien un jeune officier tombé sur un champ de bataille de Lorraine[1] a tenu, comme barrière infranchissable de forteresses et de forts, contre les poussées répétées de l'envahisseur. Les Allemands ont échoué devant le fort de Troyon (8-13 septembre 1914) et n'ont pu forcer le passage du fleuve. Ils ont échoué devant le fort des Paroches. Plus au Sud, ils ont été plus heureux et se sont avancés jusqu'à Saint-Mihiel, qu'ils ont occupé jusqu'à la reprise victorieuse de ce terrain par les

1. Joseph Vidal de la Blache, *Etude sur la vallée lorraine de la Meuse*, Paris, Armand Colin, 1908.

Américains en septembre 1918. Ce vieux centre urbain, né autour d'une abbaye bénédictine en un point de facile traversée de la vallée, devenu par la suite centre économique et centre judiciaire du Barrois lorrain, avait depuis longtemps perdu la signification politique de sa position géographique : voilà que la guerre a redonné pour un temps à Saint-Mihiel son importance périmée.

Si depuis l'automne 1914, on s'est tant battu au Nord ou au Sud du saillant de Saint-Mihiel, aux Eparges ou au bois Le Prêtre, c'était pour contenir, puis menacer les forces allemandes qui avaient couvert en flanc-garde la poussée vers Saint-Mihiel ; et le dernier terme de tout ce labeur était d'atteindre enfin le chemin qui conduisait de Metz à Saint-Mihiel par Thiaucourt.

Se saisir de la route a été partout et toujours, sous mille formes ou grandes, ou menues, l'objectif du commandement.

Avances progressives et défensives opiniâtres sont exceptionnellement rudes dans la forêt ; car la forêt, c'est partout, dans l'histoire, dans la vie économique, le principal obstacle à la circulation, partant à l'expansion humaine ; la guerre a souligné plus vivement encore ce fait universel. Il en a été ainsi dans le massif de Saint-Gobain comme dans les bois de l'Argonne, et en 1918 dans les bois du massif de Lassigny-Ribécourt sur la rive droite de l'Oise comme sur les lisières de la forêt de Villers-Cotterêts ; à la faveur des arbres et des taillis, on s'est disputé le terrain pied à pied, et l'on devrait dire pouce à pouce, avec la plus active, la plus véhémente et la plus stoïque persévérance.

Quant à la rivière, elle est tout à la fois une ligne de circulation et une ligne de défense.

En pensant à l'importance que prend une simple ligne de tranchées, on devine le rôle que peut jouer ce sillon d'eau qu'est le lit du plus modeste ruisseau. Même en pays plat, la rivière paisible aux rives à fleur d'eau, est devenue un de ces traits de la nature physique qui a déterminé sur ses deux rives des concentrations inouïes de forces humaines et d'in-

cessantes luttes : les batailles sur les bords de l'Yser, livrées avec une âpreté sans nom pour tenir ou pour reprendre de simples têtes de pont, les combats de part et d'autre du canal de l'Yser ou, en une autre région du front, de part et d'autre du canal latéral à l'Aisne ou des canaux des abords de Saint-Quentin démontrent ce qu'ont été plus que jamais pour les combattants de 1914-1918 de tels petits fossés pleins d'eau.

A plus forte raison un vrai grand fleuve ou une rivière active qui a façonné une vallée aux rebords plus ou moins dominants a constitué des lignes naturelles autour desquelles et pour la possession desquelles les adversaires se sont, durant des jours et durant des semaines, observés, mesurés, battus.

Les grandes batailles ont eu le plus souvent une telle envergure et une telle durée qu'elles ne pouvaient plus être désignées par un nom de ville ou de village ; elles ont pris une appellation plus réelle et plus ample par le nom même de ces cours d'eau dont le tracé principal et les tracés affluents ont été comme des réseaux aux mailles plus ou moins serrées, chaque maille correspondant presque à un formidable combat : première et seconde batailles dites de la Marne, en 1914 et en 1918, bataille de l'Aisne, bataille des trois rivières comme l'appellent les Anglais (qui eut lieu dès le mois d'octobre 1914 sur les trois cours de la Meuse, de l'Aisne et de la Somme) ; bataille de la Somme, bataille de l'Yser ; batailles de la Drina sur le front serbe ; bataille de la Bzura, sur le front russe, qui fut suivie de la bataille dite des « rivières » : Bzura, Rawka, Pilicza et Nida ; longues et renouvelées batailles du San et du Dniester ; bataille de l'Isonzo et bataille du Piave.

Au reste, la rigole du fleuve et la rigole topographique beaucoup plus développée de la vallée ne sont jamais abordées parallèlement à leurs cours ; les deux adversaires essaient de les franchir en un point utile, pont, gué, bac, tête de pont nouvellement créée, pour pouvoir s'installer obliquement sur les deux rives et poursuivre la conquête progressive de tout le sillon.

Lorsqu'un cycliste rencontre le rail d'un train ou d'un caniveau, il évite de l'aborder parallèlement à sa direction, et il le coupe pour le moins sous un certain angle aigu. C'est ainsi que les chefs d'armée tentent toujours de s'emparer d'une rivière et de sa vallée ; et si les chefs adverses leur résistent, les deux armées se trouvent face à face non pas d'une rive à l'autre, mais toutes deux placées obliquement en travers du « caniveau » : telle fut la position de l'armée allemande qui, à l'extrémité orientale du champ de bataille lors de la première mêlée de la Marne, avait franchi l'Ornain, et, marchant à la fois sur les plateaux situés au Nord et sur ceux du Sud, s'avançait jusqu'à quelques kilomètres de Bar-le-Duc, maîtresse des deux rives de l'Ornain ; l'armée Sarrail qui d'abord lui tint tête, puis finit par la repousser, se plia à une tactique semblable ; l'un des points le plus chaud de l'action fut le village et le plateau de Vassincourt *au Sud de l'Ornain*, malheureux village bombardé qui fut quatre fois pris et repris par les deux armées. Pareillement, en Lorraine, au Sud-Est de Nancy, se développèrent les batailles de la Mortagne : les deux armées opposées étaient à cheval sur la rivière et sur la vallée, tandis que durant trois jours les obus et la mitraille se croisaient par-dessus les ruines encore fumantes de Gerbéviller incendié. Somme toute, les rivières ont tiré leur principale importance de ce qu'elles désignaient synthétiquement des objectifs géographiques. Comme on l'a justement fait remarquer dès avant la guerre, elles n'ont pas constitué des obstacles stratégiques[1].

La nature physique reste la même ; mais le nombre multiplié des hommes et les idées stratégiques des chefs se modifient à tel point que les réalités terrestres sont perçues par eux et demandent à être interprétées tout autrement à quelques années, à quelques mois d'intervalle. Telle est une des idées fondamentales de la géographie humaine ; les faits physiques deviennent autres pour nous et le lien de

1. Voir C. Vallaux, *Le Sol et l'Etat*, Paris, 1910, p. 379-380, et voir plus haut le chapitre sur les routes et les frontières.

connexion entre eux et nous doit fatalement s'établir d'une manière autre; il y a toujours connexion, mais la connexion est différente. C'est à ce relativisme dans l'interprétation des forces géographiques qu'on doit recourir pour fonder une géographie militaire qui soit aussi éloignée du déterminisme simpliste que de l'histoire purement spirituelle et catastrophique[1].

Les auréoles concentriques du Bassin parisien se marquent surtout par les rebords des couches les plus dures relevées vers l'extérieur et formant façades : biseau tertiaire de l'Ile-de-France, crête crétacique de la Champagne sèche, ceinture des hauteurs boisées de la gorge de l'Argonne, crête corallienne de Bourgogne et Côtes de Meuse. Que de fois, depuis Elié de Beaumont, ont été célébrés ces remparts qui paraissaient prédestinés à garder et sauvegarder Paris! A propos de la fameuse campagne de France de Napoléon, on a justement souligné le rôle joué par ces bastions.

Or, aujourd'hui (on l'a noté plus haut), les armées ne sont plus des régiments, mais des masses; les armées ne marchent plus seules, mais groupées, en masses solidaires les unes des autres, formant des flots continus d'invasion. La marche allemande de 1914 a été une inondation; le relief ne pouvait plus se comporter comme jadis, lorsque des armées isolées et relativement faibles lui demandaient les solutions opportunes.

Au mois de février 1915, nous étions sur les bords de la Saulx et sur les bords de l'Ornain, à Sermaize-les-Bains, à

1. L'histoire militaire est de toute évidence la part de l'histoire qui a été jusqu'ici la plus étroitement liée à la géographie; le sens du terrain est indispensable au tacticien et l'intelligence de la topographie au stratège. La carte est l'outil indispensable de tout chef militaire. De fait aussi, à toutes les études sérieuses d'histoire militaire ont été associées des cartes. Signalons en particulier le curieux et intelligent livre du Général Angel Rodriguez de Quijano y Arroquia, qu'a traduit en 1899 le Commandant Weil, en y ajoutant une Préface d'Henry Houssaye. *Le Terrain, les hommes et les armes à la guerre* (Paris, Chapelot, 1899, in-8, xiv + 504 p. et 5 cartes en couleurs hors texte).

Mais il conviendra, croyons-nous, de reprendre toute la géographie militaire en s'inspirant du relativisme que nous tentons d'indiquer ici à l'aide d'exemples de la Grande Guerre : telle stratégie, telle géographie; et non pas, comme on l'a trop simplement affirmé : telle géographie, telle stratégie.

Revigny, à Bar-le-Duc. De là, nous apercevions se déroulant du Sud au Nord les lignes et les bandes de ces régions géologiques concentriques dont nous rappelions tout à l'heure la belle harmonie : le rebord de la Champagne sèche se profilant nette et vigoureuse au Nord-est de Vitry-le-François ; la bande de la Champagne humide s'étalant à nos pieds ; l'Argonne s'achevant vers le Sud en taches boisées ; le plateau corallien du Barrois s'étendant plus à l'Est... Lors de la marche foudroyante de la fin d'août et du début de septembre 1914, en quoi furent marquées les oppositions entre ces diverses régions naturelles ? Elles furent presque comme n'existant point.

Bien mieux, sur le bord d'une autre « côte », celle de l'Ile-de-France, Reims fut prise par des troupes allemandes venant de l'Ouest, du côté des talus dits protecteurs ; les forts construits du côté de l'Est sur ces morceaux subsistants et isolés du calcaire lutétien qui portent Berru et Nogent-l'Abbesse, et qui culminent à plus de 100 mètres au-dessus de Reims, n'ont servi de rien, non plus que le fort de Brimont établi sur une butte plus modeste ; ils avaient été placés du côté de la plaine ouverte de Champagne, face aux horizons qui étaient regardés comme menaçants : la menace est venue d'ailleurs et elle a été tout autre ; les forts dont nos adversaires s'étaient emparés ne servirent plus à battre la campagne et à protéger Reims, mais à tenir la ville sous le canon prussien et à consommer et renouveler le bombardement de la cathédrale.

Contradictions de toutes les prévisions. Que faudra-t-il de plus saisissant pour qu'on renonce à croire que l'histoire se recommence toute pareille et que l'on se bat toujours de la même manière et sur les mêmes sites terrestres ?

Certaines voies d'accès de vallées essentielles ont toujours commandé les primordiales directions : telles les vallées de la Meuse et de la Sambre, de Liége à Dinant, celle de l'Oise ou la haute vallée de l'Aisne ; mais les ceintures de « côtes », celle du calcaire grossier du Laonnais ou celle du calcaire de la Brie n'ont été alors que des rides secondaires, uniformé-

ment noyées sous le flot envahisseur. Les objectifs géographiques poursuivis faisaient disparaître comme secondaires des réalités géographiques pourtant importantes.

A la guerre de marches et de manœuvres a soudain succédé la guerre de positions. Voilà que les efforts concentrés des hommes sur des parcelles limitées de notre terre les ont poussés à mettre en œuvre les plus intimes qualités et les moindres accidents du sol. Nouvelle guerre, nouvelle géographie. Les reliefs même modestes ont acquis une valeur extraordinaire, tel l'éperon de Notre-Dame de Lorette, tel le piton sur lequel est bâti Vauquois, telle la crête voisine des Eparges, tel le Plémont, tel le Mont Kemmel au-dessus de la plaine de Flandre... L'importance de ravins comme ceux de l'Argonne, ou ceux du bois Le Prêtre, ou celui de Cœuvres où coule le Rest allant se jeter à l'Aisne, a été comme multipliée par les énergies viriles qui ont organisé ces positions, et qui à la sculpture naturelle du sol ont ajouté le facteur complémentaire de l'interprétation opportune par l'homme.

Des points que l'on pourrait appeler magistraux et où, durant les accalmies humaines des longues périodes pacifiques, viennent seuls se battre les vents, rentrent dans l'histoire avec toute la vigueur syllabaire de leurs vieux noms français : Hurtebise, Touvent ; il nous souvient qu'en un jour du mois de mai 1915, le même communiqué nous signalait deux actions qui s'étaient l'une et l'autre passées dans un lieu dénommé Touvent, l'un sur la rive droite et l'autre sur la rive gauche de l'Oise.

Au Nord de l'Aisne, se dressent les plateaux découpés du calcaire grossier ; l'à-pic de ces rebords couronnant des versants adoucis et féconds a de tout temps attiré les hommes ; les premiers habitants de ce territoire privilégié avaient creusé la pierre, et la préhistoire y décèle de nombreuses installations de troglodytes. Puis les habitants sont sortis de leurs grottes ; de leurs villages bâtis en bordure de la falaise ils contemplaient le beau sillon de la vallée comme d'un balcon.

La pierre est facile à tailler, et elle est belle ; dans ce cal-

caire les carrières immenses ont succédé aux petites demeures. De là ont été extraits les blocs qui, sculptés et ordonnés, sont un jour devenus les sanctuaires de ce beau pays tout bordé et flanqué d'admirables cathédrales : quatre *Notre-Dame*, sœurs par les matériaux dont elles sont bâties, comme elles le sont par la foi et par l'art qui les ont édifiées : *Notre-Dame* de Reims, la reine de toutes, reine-martyre ; *Notre-Dame* de Noyon, la plus ancienne ; *Notre-Dame* de Soissons à la tour unique, martyre aussi ; *Notre-Dame* de Laon, massive, puissante, couronnée de tours comme un château-fort.

Or, tout ce territoire de la rive droite de l'Aisne avait été transformé par l'ennemi en une puissante forteresse ; les dentelures de la falaise étaient ses points d'observation ; en arrière des à-pics, il avait installé ses batteries ; dans les carrières elles-mêmes il s'était barricadé et fortifié. Depuis le commencement de l'histoire, la nature était là, telle que nous la voyons ; la civilisation pacifique l'avait habilement utilisée ; des châteaux, des forteresses s'étaient même établis sur les emplacements dominants ; mais jamais dans l'histoire de la guerre un tel ensemble n'était devenu et n'avait pu devenir ce qu'il fut de 1914 à 1918 : le plus formidable des camps retranchés.

La crise qui s'est déchaînée sous nos yeux nous a fait apercevoir en de tels ensembles des traits physiques de toujours, mais auxquels l'humanité guerroyante d'aujourd'hui a conféré une signification distinctive. Et sous cette prise brutale de l'homme, nous nous sommes mis à mieux comprendre, et même à mieux voir la nature.

Les réalités matérielles qui sont les territoires occupés par les divers peuples disparaissent maintes fois sous le vêtement factice de nos conceptions politiques et de nos divisions administratives ; ce vêtement a été imposé à telles ou telles régions comme une sorte de camisole de force destinée à contredire et à dompter certaines affinités naturelles ou traditionnelles. La Russie, formule impérialiste et administrative, s'écroule. L'Autriche-Hongrie s'évanouit, laissant apparaître

au grand jour toutes les réalités ethniques dont elle était formée. Même dans notre France, si fortement et depuis si longtemps façonnée en nation, le substratum foncier et humain se révèle plus distinctement; nos départements sont en certains cas (nous ne disons pas dans tous les cas) des créations si artificielles qu'ils ne peuvent, malgré toute la force de la mainmise administrative, résister aux vraies crises profondes. Se souvient-on de la violente lutte de la Confédération générale des vignerons contre les pouvoirs établis? Les intérêts communs avaient renversé les barrières départementales; la grande province économique des vignes du Midi s'était constituée; l'habile division des forces que représentent à la surface fictive du pays les préfets et les sous-préfets n'avait pas pu tenir contre l'unification créée par les intérêts de la production, par la coalition de tous les viticulteurs; notre système administratif, à l'exemple des vignes du Midi méditerranéen, avait subi pour un temps la submersion.

De nos jours, en face de la crise vitale qu'a traversée notre France, nous avons oublié les réalités conventionnelles, les divisions purement administratives. Spontanément, nous nous sommes mis à percevoir avec une étonnante acuité les réalités matérielles, ces vieilles réalités paysannes et historiques que sont les « pays », nos vieux pays de France. Avec quelle singulière netteté se sont levées de notre sol les silhouettes désignées par d'anciens mots, que les géographes et les géologues avaient depuis quelques années retrouvées et remises en honneur, mais que tant de Français ignoraient ou vénéraient à l'instar de vrais fossiles : Santerre et Soissonnais, Multien et Porcien, Argonne et Haye, Côtes de Meuse et Woëvre ; pourquoi, sinon parce que ce sont des ensembles demeurés vivaces ; ils appartiennent à la géographie authentique à tel point qu'ils ne peuvent jamais mourir. Pour l'intelligence des événements si graves qui décidaient de l'avenir du pays, tous ont recouru d'un seul bond à des expressions filles du terroir. Des départements, personne n'avait cure. N'était-il pas au moins étrange que durant la longue

bataille on ne prononçât que rarement ces termes de « département du Nord », « département du Pas-de-Calais », « département de Seine-et-Marne », etc., par lesquels seuls étaient désignés auparavant et sont de nouveau désignés depuis la paix les morceaux de notre territoire ? Inversement, il n'y avait plus un seul département qui portât le vieux nom provincial d'Artois, de Flandre, de Champagne ou de Lorraine ; pourtant, nos esprits et nos yeux qui suivaient sur les cartes la stratégie habile et victorieuse des chefs et les exploits héroïques de nos soldats ne voulaient pas d'autres guides que ces antiques désignations de provinces ou des régions : Flandre, Artois, Champagne, Lorraine. A l'épreuve de la plus émouvante réalité, toute claire et suggestive signification s'imposait.

La guerre sur terre a donc fait renaître partout sur notre sol et dans nos esprits de la vraie géographie. Elle nous a invités à méditer sur de bien autres leçons.

Tout le grand œuvre de l'homme sur la terre, plus encore que nous ne le pensons, est périssable et éphémère. Toutes ses œuvres, canaux, tunnels, demeures, cultures, ont besoin d'être incessamment réparées, recommencées, renouvelées... Sans cet opiniâtre recommencement de l'effort humain, les sables du désert comblent le canal d'irrigation, le torrent emporte le chemin, les puissantes herbes folles réoccupent le champ... Et l'animal domestiqué (ce n'est pas seulement de l'homme que nous parlons) redevient bête sauvage. En avril et mai 1915, l'un de nous parcourait les zones de la Lorraine dévastées par la guerre ; il visitait Gerbéviller qu'avaient incendiée les Allemands lors de leur entrée dans la petite ville et qui n'était plus qu'un monceau de ruines, un Pompéi fait par les hommes ! Or voici le singulier phénomène qui nous fut signalé, notamment par l'énergique sœur Julie qui avait défendu et sauvé les blessés de l'hôpital. Sur les décombres et parmi les cadavres, les porcs qui avaient pu échapper au feu, rôdèrent d'abord pour chercher leur pâture; puis lorsqu'ils ne trouvèrent plus ni maître, ni nourriture, ils reprirent

le chemin des forêts et revinrent peu à peu à la vie primitive; par un curieux et instinctif sentiment de confraternité ethnique, ils se mirent à l'école des sangliers; des hardes étranges de sangliers et de cochons menacèrent les villages et les cultures et déterrèrent les cadavres qui avaient été si souvent inhumés en masse et à fleur de la terre ; il fallut contre eux organiser de battues... Les porcs domestiques étaient donc redevenus des sangliers...

De tels faits sont des symboles de la précarité de notre effort de domestication. De tout l'édifice de la civilisation on peut dire pareillement qu'il est toujours dans un état d'équilibre si instable qu'un accident violent peut sans peine le faire crouler.

La guerre constitue par excellence cet accident violent, et elle est regrettable et désastreuse dans cette mesure même; mais elle a cette valeur singulière de faire apparaître les principes vrais soit de nos relations humaines avec le cadre terrestre, soit de cette incessante fusion des faits matériels et des faits humains; les uns, les matériels, ne prennent leur signification dernière que sous l'impulsion des seconds, et les seconds, les humains, n'arrivent à l'emporter que dans la mesure où ils s'incorporent aux premiers. Cette vérité d'observation éclate jusque dans les grandes lignes des événements militaires de la guerre, — nous venons de le voir — jusque dans les plus vastes données politiques qui avaient préparé et déterminé la guerre elle-même, — il nous reste à le dire.

5. — *LES RÉALITÉS DE L'ENJEU « TERRIEN » POURSUIVI PAR LES EMPIRES CENTRAUX*

Ratzel avait affirmé avec raison que l'histoire politique est de nos jours plus liée à la géographie qu'elle ne le fut jamais. La guerre déchaînée sur le monde par ses compatriotes a bien montré la justesse de cette vue. Sur nos cartes et sur les figurations statistiques qui les accompagnent — courbes et diagrammes de population, de production et d'échange —

s'inscrivaient à l'avance les éléments essentiels du conflit. Il ne sera pas inutile de les mettre brièvement en lumière, en s'inspirant des procédés et des méthodes de la géographie.

Faite dans un dessein de conquête politique et de domination économique, la guerre visait. de la part de ceux qui l'avaient déchaînée, certaines régions et certains points dont la prise devait assurer un maximum de profit calculé. Ce sont les « buts de guerre » que les agresseurs refusaient de nous dire, mais sur lesquels nous étions, répétons-le, renseignés par la carte et par les statistiques.

Ces « buts de guerre » ne résultaient pas en effet d'un choix arbitraire fait par les souverains, les diplomates et les généraux. Ils résultaient des conditions d'existence et de développement où se trouvaient les puissances d'agression. Aux chefs des peuples ils étaient imposés par les peuples eux-mêmes. Les impérialismes sont nationaux avant d'être dynastiques. Nulle méprise plus grande que de faire de la dynastie de Hohenzollern le moteur *unique* de la meurtrière machine de guerre. Si coupable que soit l'empereur Guillaume II, il ne l'est pas à ce point. A Victor Hugo, qui fait de Napoléon III l'auteur unique et responsable du Deux-Décembre, Marx reproche justement de donner à son héros une action sur l'histoire du monde telle qu'aucun individu n'en eut jamais. Mieux encore on pourrait dire la même chose de Guillaume II pour le déchaînement de la guerre européenne. Il ne mérite « ni cet excès d'honneur, ni cette indignité ».

Cela ne signifie pas que nous adhérions à la conception philosophique d'un mécanisme aveugle, fatal et irrésistible. Qu'on relise ce que nous avons maintes fois déclaré. Mais nous croyons qu'il y a dans les groupes humains des tendances et des instincts collectifs qui sont les produits complexes des intérêts et des besoins issus tout à la fois de leur sol et de leur histoire[1]. Savamment systématisés et dirigés, ces tendances

1. Si nous ne parlons ici que des visées politiques des Empires centraux, c'est que celles-là seules, celles des agresseurs, étaient révélées par la carte. La guerre faite par les

et ces instincts vont d'une poussée puissante à leur réalisation. Les éléments géographiques de la guerre avaient été pensés plus ou moins obscurément par toute la Germanie ; ils avaient été pensés clairement par les dirigeants des Germains, qui ont conduit leur peuple en le suivant.

Ces éléments, bien que tous inscrits sur la carte, ne répondaient pas tous à des réalités tangibles. Une carte est une représentation; comme telle, elle peut tromper. Il y avait, dans les buts de guerre de la Germanie, la part de la réalité et la part du mirage. Il y avait les conquêtes qui lui étaient indiquées par son propre développement et par l'état politique et économique du monde moderne; il y avait aussi l'au delà illusoire conçu par ses ambitions envahissantes.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont déchaîné la guerre; l'Allemagne seule l'a réellement voulue. Elle l'a voulue parce qu'elle avait, au plus haut point, l'*esprit d'extension* que Ratzel regarde comme indispensable à tout État sain et vigoureux. Cet esprit provient d'une tradition historique et d'une nécessité géographique.

La tradition historique est celle de l'Etat prussien, qui n'a pas cessé depuis le xve siècle de grandir aux dépens de ses voisins. L'Etat fédéral allemand constitué en 1867 et en 1871 a pris à son compte sans y rien changer les mœurs politiques de la Prusse. Comme elle, il regarde les frontières, non comme une limitation fixe et durable de son domaine, mais comme une barrière provisoire, opposée à ses ambitions, et destinée à durer juste jusqu'au moment où il se sent assez fort pour la renverser. Les frontières sont des lignes conventionnelles,

Alliés a été d'ordre sentimental, moral et juridique, dans son ensemble ; cela leur a même valu l'incomparable coopération des Etats-Unis, et cette coopération a souligné encore davantage le caractère idéaliste de la lutte. Non, la guerre des Alliés ne s'appuyait pas sur les considérations positives de la géographie ; elle les négligeait même beaucoup trop. Chez les Italiens seuls, l'opinion publique a eu le sentiment net de la valeur défensive singulière du Carso et surtout de l'importance stratégique de la vallée de l'Adige. Tandis que sur cent Français qui voulaient le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère patrie, il y en avait quatre-vingt-dix-neuf qui se fondaient uniquement sur le droit des Alsaciens-Lorrains à disposer d'eux-mêmes, et qui n'avaient jamais songé au surcroît de puissance que vaudraient au pays la potasse de Nonnenbruch, le minerai de fer de Lorraine ou le charbon de la Sarre.

immobiles en temps de paix et variables en temps de guerre; pendant la guerre « l'État le plus fort fait voyager les lignes-frontières sur le territoire de l'État le plus faible » (Ratzel). Ainsi se fondait, en raison germanique, la théorie du « chiffon de papier », qui a si fort scandalisé notre instinct latin du droit.

La nécessité géographique de la guerre était constituée avant tout par l'accroissement rapide de la population allemande. Cet accroissement, fruit d'une natalité robuste, avait été à peu près constant depuis qu'il existe des statistiques précises; il s'était élevé, dans les vingt dernières années, à environ 800 000 par an. Une pareille pléthore d'hommes avait besoin de soupapes de sûreté. Elle en avait eu successivement deux : l'émigration, jusqu'aux années 1880-1885; depuis cette époque, l'industrie. L'émigration, qui en 1882 atteignait 220 000 par an, était tombée depuis lors à 25 000 en 1910. L'Allemand pauvre, autrefois chassé par la misère, avait trouvé à s'employer dans une industrie ardente à l'initiative, aux créations et à la production. Il était donc resté chez lui, et l'empire avait vu sa population passer de 45 millions à 69 millions. Phénomène grave pour les voisins de la Germanie, grave surtout pour la France, dont la population demeurait obstinément stationnaire. Automatiquement se produisait un appel d'hommes du voisin surpeuplé chez le voisin moins peuplé et possesseur d'un riche domaine; c'était l'invasion pacifique, avant l'invasion militaire qu'elle annonçait et préparait. La terrible et croissante inégalité des populations allemande et française était donc le premier élément géographique de la guerre et le plus essentiel. D'année en année, cette inégalité rendait la guerre plus certaine. Les gens bien informés ne cachaient pas leurs craintes. Peu de temps avant la catastrophe, Paul Leroy-Beaulieu reconnaissait dans *l'Économiste français* que l'industrie allemande, malgré son activité, n'était pas loin de ce que nous appelons volontiers le *point de refus* dans l'emploi de la surabondante main-d'œuvre éclose dans l'empire. « Pour qu'une explosion soit évitée, il

faudra, ajoutait-il, que l'émigration allemande recommence. » Elle a recommencé sous la forme guerrière, comme un débordement de masses telles que le monde n'en avait pas vu depuis les grandes invasions, avec l'organisation militaire, les canons lourds et les mitrailleuses en plus.

Le débordement de la Germanie s'est fait sur ses deux frontières Est et Ouest : d'un côté, sur la Pologne, la Lithuanie et la Courlande; de l'autre, sur les terres que les Anglais appellent couramment les Pays-Bas et qui sont les Flandres belge et française. Des deux côtés, les conditions géographiques ont dicté les buts de l'invasion, qui ressortent clairement de la marche des armées allemandes et de la nature de l'occupation.

A l'Est, les soldats de Hindenburg, suivant les traces anciennes des Chevaliers Teutoniques et des Porte-Glaives, se sont emparés des terres que les pangermanistes réclamaient comme *terres de colonisation agricole*. C'est la vaste zone qui va de Riga à la Galicie ; elle est riche sur bien des points en blé, en orge, en lin et en pommes de terre; les centres industriels eux-mêmes n'y manquent pas; aussi bien les centres industriels, tels que Lodz, avaient été dès le temps de paix si fortement germanisés qu'on les citait comme des enclaves allemandes en pays polonais. La terre est assez peuplée pour être bien cultivée partout où elle en vaut la peine (de 40 à 90 hab. au kilom. carré) ; elle n'est pas assez peuplée pour interdire l'établissement d'une classe nouvelle de dominateurs; ceux-ci voulaient y exercer le commandement politique et économique (*Herrschaft*) ; en d'autres termes, ils voulaient faire travailler pour eux la population indigène réduite à un servage plus ou moins déguisé. Il s'agissait donc bien là d'une grande expédition coloniale et d'une politique coloniale.

A l'Ouest, dans les Pays-Bas belges et français, les éléments géographiques sont différents; les buts de guerre différaient aussi. Les Pays-Bas sont de riches terres à blé et à betteraves : mais la population indigène est trop dense : il était impossible de prétendre y organiser l'exploitation agri-

cole au profit de l'Allemand; il eût fallu pour cela extirper ou chasser les populations; cette solution, devant laquelle ne reculaient pas avant et durant la guerre les imaginations de certains Germains ivres de *Herrschaft*, paraissait au début rejetée par ceux qui voulaient se contenter de réduire les vaincus à l'impuissance politique en opposant la Flandre à la Wallonie. Mais le développement de la guerre et l'organisation méthodique des déportations ont prouvé qu'on suivait sans doute aussi le plan indiqué par des pangermanistes éminents[1].

Ce n'était donc pas pour les richesses du sol que l'Allemagne convoitait ces Pays-Bas ; ce n'était pas davantage pour les richesses du sous-sol, dont la principale est la houille. L'Empire, devenu le plus grand producteur de charbon du monde après les Etats-Unis et l'Angleterre, n'avait guère besoin de s'annexer un nouveau bassin houiller. Il ne méprisait pas le profit accessoire que lui eût valu l'annexion de Liège et de Mons ; il appréciait aussi celui qu'il eût tiré des champs du Brabant et des pâturages de Flandre ; mais il n'eût pas déchaîné la guerre pour Liège, Mons, le Brabant et la Flandre...

Que voulait donc l'Empire aux Pays-Bas ? Avant tout, un débouché maritime pour le Rhin allemand (chapitre XIII).

Depuis trente ans, l'active industrie rhénane et westphalienne dépendait d'un port étranger, qui concentrait presque tous ses produits et recevait presque toutes les marchandises qui lui étaient destinées. Ce port est Rotterdam, point de soudure de la navigation de mer et de la navigation du Rhin. La dépendance du Rhin allemand par rapport à Rotterdam s'était accrue d'année en année. Aucun effort pacifique du gouvernement allemand n'avait pu conjurer cette emprise du port hollandais : ni le *Seeausnahme tarife* qui depuis 1886 s'était efforcé de détourner le trafic du Rhin vers Hambourg

1. Voir Otto Richard Tannenberg, *Gross-Deutschland*, publié en 1911, et traduction française par Millioud, publiée chez Payot, sous le titre : *Le rêve allemand, La plus grande Allemagne.*

et Brême; ni les travaux d'Emden et le canal d'Emden. La géographie physique, qui indiquait Rotterdam comme port du Rhin, était demeurée victorieuse; elle avait été aidée par les efforts intelligents des Hollandais, actifs déblayeurs des accès de Rotterdam et créateurs de la *Nieuwe Waterweg*.

L'Allemagne avait compris que pour avoir un débouché du Rhin qui fût à elle, il lui fallait s'emparer de Rotterdam ou d'Anvers. Anvers, par sa situation sur un estuaire profond qui s'anastomose avec le delta du Rhin et de la Meuse, forme une excellente doublure de Rotterdam. Quelques travaux, pas plus difficiles que la *Nieuwe Waterweg*, permettraient aux grands chalands du Rhin d'accéder à Anvers aussi aisément qu'au port hollandais. Anvers peut donc devenir, aussi bien que Rotterdam, la porte ouverte sur la mer que jugeait indispensable l'industrialisme conquérant des Rhénans-Westphaliens.

Entre les deux ports, la Germanie avait le choix. Elle avait choisi Anvers, pour des raisons essentielles qui n'étaient pas géographiques, mais stratégiques. L'opération sur Anvers était à double effet ou à double profit : elle donnait à la fois à l'envahisseur une porte sur la mer et une base d'action contre l'Angleterre et contre la France. Cette base était devenue très forte depuis que les Allemands l'avaient complétée, en octobre 1914, par les avant-postes militaires de Zeebrugge et de Lille.

Pourtant, des raisons de site et de position, c'est-à-dire des raisons géographiques, avaient contribué aussi à déterminer le choix d'Anvers. Les Allemands attachaient une grande importance à la protection de leurs établissements maritimes, militaires ou commerciaux. Anvers est très protégé par la nature contre une attaque par mer; Rotterdam l'est beaucoup moins. Il y a 88 kilomètres d'Anvers à Flessingue, et seulement 34 de Rotterdam à Hoek van Holland. Comme Kiel et comme Hambourg, Anvers est au fond d'un repaire inaccessible ; Rotterdam est plus vulnérable.

L'ambition conquérante de la Germanie s'étendait aussi au

bassin minier de Briey-Longwy, sur la frontière de la Lorraine annexée.

La plus grande et la plus riche part des gisements lorrains de minerai de fer était située, sous le régime du traité de Francfort, sur le territoire français :

France	61000	hectares.
Lorraine annexée en 1871	43000	—
Luxembourg	3700	—
Belgique	354	—

Des trois bassins français (Longwy, Briey et Nancy) le plus productif et le meilleur est celui de Briey. C'était donc le plus convoité[1]. L'Allemagne, riche en houille, mais pauvre en fer le voulait comme part complémentaire indispensable de son activité économique. Dès les premiers jours de la guerre, elle s'était jetée sur le fer de Lorraine et elle l'avait exploité contre nous. Nous pourrions démontrer comment tous les sacrifices successifs et si coûteux que le Kronprinz a exigés de ses armées pour tâcher vainement de prendre Verdun n'étaient qu'une seule et même bataille destinée à mieux *tenir* le gage déjà saisi, le fer de Briey.

Tels étaient les principaux éléments géographiques « terriens » de la guerre allemande. Ici les convoitises brutales étaient fondées sur un sens très réaliste des ressources terrestres et des situations territoriales.

Aux buts de guerre allemands s'ajoutaient les buts de guerre austro-allemands. L'Autriche-Hongrie était le plus « continental » des grands Etats de l'Europe. Elle avait dû chercher des débouchés maritimes. Trieste était devenu, de par la volonté de l'Autriche, une création presque aussi artificielle que le Fiume hongrois et répondant à des ambitions pareilles. Trieste est italienne, enveloppée d'une population rurale slave; cependant Trieste était considérée non seule-

1. Voir ci-dessus chap. I, p. 16 et 17 ; et les deux ouvrages remarquables de Fernand Engerand, *Le Secret de la Frontière*, 1815-1871-1914 (avec 14 cartes hors texte), et *Le Fer sur une Frontière, La Politique métallurgique de l'Etat allemand* (avec 3 cartes hors texte), Paris, Edition Bossard. Voir aussi la note de la p. 17 ci-dessus.

ment par l'Autriche comme sa métropole maritime, mais encore par l'Allemagne comme un organe essentiel de sa respiration économique. « Trieste est un poumon de l'Allemagne », disait non sans quelque exagération le prince de Bülow. Il était essentiel pour tous les Alliés que Trieste, enjeu principal mais non pas unique de la guerre entre l'Italie et l'Autriche, restât à la paix, entre les mains des Italiens.

Trieste était la proie. Salonique était l'espoir. Débouché sur une mer plus orientale, il fallait l'atteindre à tout prix. La Serbie occupe la vallée de la Morava, le grand chemin vers le Sud, et le bloc serbe barre le germanisme vers le Sud et vers l'Ouest[1]. De là toutes les tentatives successives de l'Autriche pour s'emparer de la Serbie, en la cajolant ou en l'affamant, en la séduisant ou en la menaçant, et de là tous ses efforts pour dissocier le bloc serbe. C'est en vertu d'une logique géographique profonde que la guerre mondiale a débuté par l'ultimatum à la Serbie.

La *route vers l'Est*, autrement dit le chemin de l'expansion austro-allemande vers l'Orient musulman, était pour l'Autriche la route Vienne-Salonique, et pour l'Allemagne, plus orgueilleuse, ambitieuse et impérialiste, le Berlin-Constantinople-Bagdad. Dans les convoitises des deux puissances se mesurait sur la carte l'appétit de chacune. Les ambitions autrichiennes étaient plus modestes; elles se contentaient de l'accès à Salonique. Les ambitions allemandes étaient vastes et comportaient un développement presque indéfini : derrière Constantinople il y a Bagdad, derrière Bagdad le golfe Persique, derrière le golfe Persique la mer de l'Inde et l'Inde elle-même.

L'Orient est le pays du mirage : les réalistes allemands eux-mêmes semblent avoir perdu pied dans cette question de la poussée vers l'Est. Déjà il y avait là une partie de fiction et de chimère. Soit comme terre de colonisation, soit comme

1. Voir ci-dessus, chap. I, p. 13 et 14, et plus loin chap. XIV.

débouché de la surproduction industrielle, le prochain Orient est loin de posséder la valeur que lui donnaient les appétits germains. L'autre point de vue allemand, qui consistait à regarder le prochain Orient non comme une terre de colonisation, mais comme une route des hommes et des produits vers l'Orient lointain, était plus critiquable encore, car il comportait comme plan d'action une sorte de cercle vicieux. Le but des Allemands, en ouvrant toute large la route de l'Est, eût été de vaincre économiquement la puissance anglaise dans cet Océan Indien qui est vraiment un domaine exclusif, tant politique que commercial, de l'Angleterre (voir chapitre XIII) ; mais pour ouvrir la route, il eût fallu au préalable avoir vaincu l'Angleterre...

Cependant le développement des grandes routes continentales des Etats-Unis et des fameux *Trans* du monde entier expliquaient les enthousiasmes germaniques en faveur de ce vaste dessein. D'ailleurs, par la concurrence même qu'il eût créée à la voie de Suez, le Bagdad allemand eût permis une politique économique d'équilibre et de compensation. Enfin il était le seul grand plan qui eût été à la portée des Allemands, et ceux-ci l'avaient adopté et poursuivi avec acharnement.

Parmi les rêves géographiques, l'Allemagne de la guerre s'était passionnée pour le retentissant projet de Naumann, le *Mitteleuropa*, Confédération de l'Europe centrale, sous l'hégémonie allemande. Ce titre avait été auparavant celui d'un volume purement géographique de Partsch. Elle n'est pas loin de nous, l'époque où Ratzel avait montré face à face, dans sa *Géographie politique* un croquis cartographique du Saint-Empire des Hohenstaufen, en 1200, et un croquis de la Triple-Alliance de 1900... Mais la guerre a tout d'abord disloqué la Triple-Alliance ; et par ce qu'elle a, en outre, remué, travaillé, coalisé contre les pouvoirs germaniques et germanisants les forces si vigoureuses des nationalités opprimées, elle a non seulement entraîné l'effondrement du « mythe », du *Mitteleuropa*, mais la destruction même de la réalité

historique de l'Empire austro-hongrois. Or cela était à prévoir[1].

Cependant, comme nous l'exposerons dans les deux chapitres qui suivent, pour les conquérants allemands, la grande trompeuse, ce fut surtout la mer. Bien qu'ils l'eussent étudiée avec un soin et un zèle admirables, bien qu'ils eussent tout fait pour en obtenir la domination, ils n'étaient parvenus ni à la conquérir, ni peut-être à la comprendre.

1. Qu'il nous soit permis de citer ce passage textuel d'un article sur *Les Eléments géographiques de la guerre*, écrit dès 1917 et que nous avions publié sous notre double signature dans la revue *Scientia* du 1er février 1918 : « La plus héroïque et la mieux organisée de ces forces est représentée par les Tchèques (Tchèques et Slovaques) ; leur récente opposition totale au pouvoir de Vienne et la participation du bloc polonais à cette résistance sont plus que des symptômes, ce sont des faits, de grands faits. S'il arrivait par exemple que même avant la fin de la guerre une de ces nationalités parvint à affirmer son indépendance, on verrait clairement à quel point la guerre a surexcité les puissances adverses et a tout à la fois « précipité », dans le double sens du mot, c'est-à-dire hâté et détruit, le mythe du *Mitteleuropa*. » (*Scientia*, XXIII, 1918, p. 123.)

CHAPITRE XII

LA LUTTE POUR LA MER ET SUR LA MER

1. — La mer dans la géographie politique de l'Europe.
2. — La domination de la mer et la liberté des mers.
3. — Le domaine réservé de la puissance navale allemande.
4. — Vaines tentatives de la mer contre la terre, et de la terre contre la mer.
5. — La lutte maritime : première phase ou phase des tâtonnements (1914-1916)
6. — Deuxième phase : la guerre sous marine (1917-1918).
7. — Signification et portée de la lutte sur mer.

1. — *LA MER DANS LA GÉOGRAPHIE POLITIQUE DE L'EUROPE*

L'Europe est profondément entaillée par la mer. Il serait exagéré de dire que ce fait de géographie physique gouverne toute son histoire. Mais au cours des âges il a fait de plus en plus sentir son action sur elle, à mesure que les sociétés européennes, plus nombreuses et plus actives, s'adaptaient mieux aux conditions de vie mobile et de rayonnement que la mer facilite et provoque chez tout groupe humain civilisé et outillé.

Depuis les vieilles terres rocheuses, à demi submergées et dentelées en milliers de franges, où pénètrent partout, en Scandinavie, dans les Iles Britanniques, en France et en Espagne, les brumes et les eaux vertes de l'Atlantique, jusqu'aux profondes fosses d'effondrement remplies par les eaux bleues de la Méditerranée et séparées par des môles montagneux d'îles ou de presqu'îles, et jusqu'aux grandes plaines de l'Est dont la mer Blanche, la Baltique et la mer Noire encadrent l'immensité, l'Europe subit aujourd'hui l'ac-

tion proche ou lointaine de l'Océan nourricier, égalisateur thermique et transporteur d'hommes et de marchandises[1].

Cette action s'est accrue de siècle en siècle. Limitée d'abord à la Méditerranée orientale, au temps de la Grèce et de la Phénicie, elle s'est étendue avec l'Empire romain à la Méditerranée entière[2]; elle a débordé, au moyen âge, sur les mers du Nord qui entrèrent alors dans la communauté civilisée; puis, à partir des grandes découvertes, elle a fait participer les grands Océans à la vie des nations européennes. L'auréole maritime de la civilisation et de la puissance politique de l'Europe ne connaît plus maintenant d'autres limites que celles du monde habitable.

Mais, en se développant depuis cent ans, l'action de la mer sur la géographie politique de l'Europe s'est profondément transformée.

Autrefois, les grands Etats d'Europe ne dépendaient pas de la mer; ils pouvaient vivre sans elle. Aujourd'hui, ils dépendent d'elles et sont tous exposés à mourir d'asphyxie, si les portes de la mer leur sont fermées.

L'Europe de 1800 aurait pu vivre en se contentant d'exploiter ses mers marginales et d'y faire naviguer ses bateaux. Le café, le sucre, le cacao et les épices des Iles n'étaient point nécessaires à son existence, pas plus que la quincaillerie et la verroterie des trafiquants n'étaient nécessaires aux nègres de la côte d'Afrique. L'expansion maritime et coloniale ne s'imposait qu'aux pays proprement maritimes comme l'Angleterre et la Hollande; elle était un luxe pour les autres; pour ceux-ci, la puissance navale était aussi un luxe que l'on possédait dans les phases d'expansion et de pléthore

1. C'est pourquoi l'utilisation des routes de la mer est une nécessité vitale pour toutes les grandes nations et en particulier pour la France. « Si jusqu'ici, écrivait en 1911, M. Rondet-Saint, directeur de la *Ligue maritime* — par la force acquise, nos exportations se sont maintenues, si elles sont en état de lente progression, alors que notre marine périclite, au fur et à mesure que les marines concurrentes se développeront, notre rôle deviendra de plus en plus secondaire, pour tomber définitivement — à moins que l'on ne porte promptement et énergiquement remède à la situation actuelle, à cet effacement accentué de notre armement, que l'on constate, que l'on avoue, que l'on subit sans réagir, comme si toute énergie de réaction était morte chez nous » (M. Rondet-Saint, *L'Avenir de la France est sur l'eau*, Paris, 1911, p. 24). Notons que ce pessimisme d'avant-guerre était un peu exagéré.

2. Ceci se rapporte à la période historique. On sait par ailleurs (chap. II) quel rôle ont déjà joué les mers du nord de l'Europe dans la période néolithique.

pour y renoncer dans les phases de défaillance historique, sans que la vie des nations défaillantes fût sérieusement menacée. Successivement ou ensemble, la Turquie, Venise, le Portugal, l'Espagne et la France avaient été forts sur mer et s'étaient ensuite affaiblis; mais la diminution ou la disparition de leur pavillon sur les Océans ne changeait pas grand'chose à la vie des États et de la masse des nations.

Au contraire, l'Europe de 1900, considérée dans son ensemble ou dans chacun de ses grands Etats, même dans un Etat aussi continental que la Russie, dépendait de plus en plus étroitement des grandes routes de la mer. Les Européens n'y songeaient guère, de même qu'on ne songe pas aux bienfaits de l'air respirable. Les mers étaient ouvertes; personne ne pensait qu'elles pussent se fermer. Il a fallu la grande crise de 1914-1918 pour montrer aux peuples de l'Europe que, du jour où la libre pratique des routes de l'Océan leur était ôtée, leurs ressources propres ne suffisaient pas à les faire vivre au delà d'un petit nombre de mois.

La population de l'Europe avait doublé en un siècle. Par suite des progrès du bien-être et des exigences de la civilisation matérielle, le pouvoir de consommation de chaque Européen s'était accru dans une proportion difficile à évaluer. Malgré de grands progrès agricoles, l'effort de production des terres demeurait au-dessous des besoins. Inversement, l'excès des fabrications produit par le machinisme inondait les marchés d'objets utiles ou d'objets de luxe en surnombre. Les hommes, trop nombreux sur leurs vieilles terres, voulaient s'expatrier.

Ainsi s'étaient établis des liens de dépendance entre l'Europe et les autres grands continents, Amérique, Afrique et Asie; ceux-ci lui donnaient son complément d'alimentation et de matières premières, et absorbaient les hommes et les objets fabriqués qu'elle produisait en surnombre : double mouvement d'hommes et de choses dont la régularisation et la mise à profit par les organismes nationaux sont à la base de toute la politique commerciale ou coloniale du dernier siècle.

C'est pourquoi les grandes zones de mer, où se font la liaison et le passage entre l'Europe et les trois grands continents, étaient entrées dans le domaine de la géographie politique active, tandis que les autres parties des océans demeuraient passives et réservées aux compétitions d'un avenir lointain, sans doute celui où l'Europe aurait perdu sa supériorité de civilisation, d'effort inventif et de puissance politique[1].

Les grandes zones de liaison où se prolonge à travers les océans la géographie politique de l'Europe sont les suivantes :

1° Pour les relations entre l'Europe et l'Amérique, l'Atlantique Nord et ses mers d'accès du socle continental, Manche, mer d'Irlande et mer du Nord ;

2° Pour les relations entre l'Europe et l'Afrique, la Méditerranée ;

3° Pour les relations entre l'Europe et l'Asie, la Méditerranée et les étroits du canal de Suez et de la mer Rouge.

Quiconque était maître de ces mers était maître des communications essentielles de l'Europe. Quiconque se fût assuré la libre pratique de ces mers se fût assuré en même temps les moyens de vivre et par suite de résister d'une manière presque indéfinie. Quiconque fermait totalement les trois grandes zones à ses adversaires pouvait espérer les abattre à la longue. Tels furent l'enjeu essentiel de la guerre navale et sa liaison générale avec la guerre terrestre. La guerre navale devait donner les moyens de vivre, de se battre, de durer et par là de triompher.. Cela ne pouvait se faire qu'avec le temps. A mesure que le temps s'écoula, la guerre navale se développa d'une manière contraire aux prévisions et aux préparatifs techniques des états-majors, qui avaient cru, sur mer comme sur terre, à la guerre courte, et cela aussi bien du côté de l'alliance austro-allemande que du côté de ses adversaires.

1 Pour le développement de ce point de vue, voir ci-dessous, chap. XIII.

2. — LA DOMINATION DE LA MER ET LA LIBERTÉ DES MERS

Avant 1914, l'organisation politique des océans, soit en paix, soit en guerre, était soumise à des règles juridiques et contractuelles que de nombreuses conventions avaient précisées. Il y avait, non seulement un droit des personnes et des propriétés sur mer, mais un droit maritime des États. Ce droit tendait à empêcher toute prépondérance exclusive. Entre le traité de Paris de 1856 et la convention de La Haye, le droit maritime écrit se développait en traités et en accords capables de satisfaire les esprits formalistes.

Mais les conventions ne sont que l'apparence et l'écorce. Au-dessous, il faut voir la réalité vivante.

En fait et en droit, les mers étaient libres en temps de paix pour tous les Etats pourvus d'un rivage maritime et capables d'équiper des bateaux de guerre et de commerce. Depuis la disparition des anciennes Compagnies à monopole de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, le *mare clausum* avait partout cessé d'exister, même dans les parages lointains où les anciens tyrans de la mer organisaient à leur gré l'exploitation et la police [1].

Toutefois, la supériorité très grande de la flotte britannique de guerre et de commerce par rapport à toutes les autres préparait, dès le temps de paix, au profit de l'Angleterre, une domination de fait dont les rouages étaient prêts à jouer dès la déclaration de guerre. Il est donc impossible de dire que les mers étaient vraiment libres. Elles étaient sous le coup d'une prise de possession virtuelle, qui devait se transformer en réalité à la première vibration du télégraphe.

La flotte de guerre de l'Empire britannique dépassait de beaucoup toutes les autres, soit par le tonnage total, soit par la puissance et par

1. La *mer close* la plus connue était l'Océan Indien, qui aujourd'hui encore est une manière de *domaine réservé* (voir ci-dessous). Successivement ou ensemble, les Compagnies hollandaise, française et anglaise y exercèrent une sévère police, en empêchant tout concurrent de dépasser vers l'Inde les parages de Madagascar, de Maurice et de Bourbon.

le nombre de l'artillerie, soit par l'entraînement du personnel militaire. Longtemps le gouvernement anglais l'avait maintenue à un état de force au moins égal à celui des deux autres plus puissantes flottes réunies (*two powers standard*). Obligés de renoncer à ce programme, à cause de l'accroissement des marines allemande et américaine, les Anglais maintenaient au moins et pouvaient maintenir, grâce à leur puissante industrie, le principe de deux bateaux de guerre mis en chantier pour un construit par leur concurrent le plus dangereux (*two keels for one*) [1].

La marine de commerce britannique, après avoir compté jusqu'à 53 p. 100 du tonnage total de toutes les marines marchandes, en comptait encore 43 p. 100 [2] et demeurait prépondérante sur les grandes routes de mer et dans les principaux ports.

Des postes fortifiés, choisis et organisés avec un sens géographique et politique et une continuité de vues qu'on ne saurait trop admirer, maîtrisaient les *étroits* de toute espèce les plus importants, et donnaient à la flotte britannique, dans les trois océans, les points d'appui et de ravitaillement plus nécessaires aujourd'hui que jamais[3]. Un réseau de 250 000 kilomètres de câbles, tendus au fond de toutes les mers, reliait la métropole aux colonies et aux points d'appui et permettait une exécution immédiate de la volonté dirigeante. Ce réseau faisait de l'Océan Indien, en particulier, une sorte de *mare clausum* : car dans cet Océan tous les câbles étaient anglais, sauf deux tronçons insignifiants.

Enfin, la politique britannique avait su conjurer le seul danger qui pût menacer la prépondérance anglaise, celui d'une coalition de toutes les puissances maritimes. La première en Europe, la politique britannique avait traité le Japon en grande puissance et s'était assuré son amitié. Elle avait étouffé les anciens germes de discorde entre l'Angleterre et les États-Unis. Elle avait flatté l'Italie. Elle s'était réconciliée avec la France en évitant de contrarier la formation de son second domaine colonial. Elle

1. Cependant on prévoyait, en mars 1914, que l'Angleterre serait obligée de lâcher le second principe, après avoir lâché le premier. Elle ne pouvait suivre assez vite les rapides progrès de la marine allemande. « On comprend les nouvelles propositions de l'Angleterre tendant à maintenir la proportion actuelle, 10 à 16, entre la marine allemande et la sienne. Nous n'en sommes plus à la formule *two keels for one* » (A. Cogniet, *L'empereur Guillaume II et sa marine*, 1888-1913, dans le *Supplément* à la *Ligue maritime* de mars 1914, p. 39).

2. Total des marines de commerce au 1er août 1914 ; 46 775 188 tonneaux de jauge brute, dont 20 431 743 pour la marine britannique.

3. « A tous les étroits des routes de mer, sur les lignes fréquentées où le pavillon allemand se montrait de plus en plus souvent, l'Allemagne trouvait l'Angleterre installée : à Gibraltar, à Suez, à Singapour ; à l'étroit nouveau de Panama, elle allait trouver encore les Etats-Unis, rejeton vigoureux du peuple anglo-saxon. De là, pour un peuple déjà habitué à se faire une large place par la violence, naissait l'impression d'une Germanie dominée et ligotée sur mer » (C. Vallaux et J. Brunhes, *Les éléments géographiques de la guerre*, dans *Scientia*, vol. XXVIII, N. LXX-2, février 1918, p. 121).

se rapprochait de la Russie, revenue un peu tard de sa mégalomanie extrême-orientale. Le *Divide ut imperes* avait été appliqué par les Britanniques avec une habileté supérieure, celle d'une politique qui s'efforçait de concilier, de ménager ou de satisfaire tous les intérêts, tant que ces intérêts n'étaient pas directement contraires à ceux de l'Empire.

Mais c'était surtout dans les grandes mers de liaison dont nous avons reconnu, au § 1, l'importance vitale pour l'Europe moderne, que s'affirmait, même en temps de paix, l'hégémonie de l'Empire britannique et sa maîtrise sur les communications.

La première zone maritime de liaison est celle de l'Atlantique Nord.

Pour bien comprendre comment s'exerçait ici l'hégémonie britannique latente, il faut avoir présentes à l'esprit la notion des *faisceaux de circulation* et celle des *zones d'atterrage*[1].

Toutes les routes de vapeurs et de voiliers, qui vers le large font l'éventail sur des directions divergentes, se groupent en faisceaux de plus en plus serrés à mesure qu'elles approchent de la terre, à cause de la nécessité où se trouvent les bateaux, au sortir de l'immensité océanique, de connaître un point en avancée du continent pour fixer leur position, ce qui s'appelle *atterrir*.

Les points d'atterrage principaux pour les routes de mer entre l'Amérique et l'Europe atlantique sont à Malin Head et à Fastnet (Nord et Sud-ouest de l'Irlande), au Lizard et à Ouessant. Le Lizard est le plus important.

Un point d'atterrage secondaire est donné par le feu de Sumburgh Head (Sud des îles Shetland), pour les bateaux qui veulent entrer dans la mer du Nord par sa partie septentrionale.

Sur des demi-circonférences d'un rayon d'une centaine de milles autour de ces points pris comme centres, toutes les routes maritimes viennent se grouper, tous les bateaux sont obligés de passer. Ce sont les zones d'atterrage.

Ces zones restreintes étaient dominées d'une manière

1. Pour plus de développements, v. C. Vallaux, *Géographie sociale, La Mer*, Paris, 1908, 3e partie, *les Faisceaux de circulation*, p. 254-258, 262-263.

directe et complète par la flotte de combat anglaise, postée au voisinage de toutes et sûre de les posséder effectivement dès les premières heures d'une guerre, depuis que l'entente avec la France avait placé dans la même constellation politique la zone d'Ouessant et celle du Lizard.

Toutes les routes maritimes de liaison entre l'Amérique et les grands Etats de l'Europe atlantique, y compris l'Allemagne, passaient donc par les zones d'atterrage soumises à la domination effective des Britanniques.

Même chose, plus visible encore sur la carte, pour les routes de liaison avec l'Asie.

Pour ces dernières routes, la suprématie britannique avait été favorisée par des conditions naturelles adroitement mises à profit. Ce sont celles que donne la série d'*étroits* maritimes et terrestres échelonnée de Gibraltar à Singapour; le percement de l'isthme de Suez a permis de faire de ces étroits une route maritime continue.

Gibraltar, Malte, Port-Saïd, Suez, Aden, Colombo et Singapour, dominés immédiatement ou à proximité par des postes fortifiés et par les forces de terre et de mer du Royaume-Uni, ont fait de la route indo-méditerranéenne, nécessaire aux relations de l'Europe avec l'Afrique et l'Asie, une voie anglaise de commandement.

Même si les navires avaient voulu ou pu se détourner vers les immenses espaces maritimes de l'hémisphère austral, comme le font les voiliers peu ménagers du temps et incapables de passer par le canal de Suez[1], ils auraient trouvé le pavillon de l'Union Jack hissé sur la plupart des points d'atterrage : les Falkland, le cap de Bonne-Espérance, l'île Maurice, le cap Sud de Tasmanie, la Nouvelle-Zélande. L'Océan Indien, en particulier, était gardé au Sud comme il l'était au Nord.

1. « Pour les voiliers, l'obstacle n'était pas tant dans l'étroite langue de sable de Suez que dans la navigation presque impraticable de la mer Rouge. Cette mer, long et étroit couloir encaissé entre des côtes désolées et dangereuses, est trop rectiligne et trop resserrée pour les exigences de la navigation à voiles, surtout avec un régime météorologique qui comporte, quelles que soient l'époque de l'année et la route suivie, la moitié de la distance parcourue avec vents contraires, soit de Suez à Djeddah, soit de Djeddah à Aden... Mais la navigation à vapeur a fait tomber l'obstacle des vents contraires, des calmes et de l'étroitesse de la mer Rouge, et la construction du canal a suivi de près » (C. Vallaux, *La Mer*, p. 297).

Cette esquisse de la domination maritime des Britanniques fait comprendre la portée des demandes obstinément faites, depuis 1914, par les Empires centraux, en vue d'obtenir la *liberté des mers*. Ces demandes se renfermèrent d'abord dans une imprécision voulue. Ce fut seulement lorsque les Allemands se crurent certains de la victoire que le chancelier de Bethman-Hollweg osa, au Reichstag, formuler des réclamations positives.

L'opinion européenne continentale et en particulier l'opinion française, qui était fort peu avertie des choses de la mer, ne surent pas d'abord ce que les Allemands voulaient dire avec leur *liberté des mers*, puisqu'en droit comme en fait les mers étaient libres en temps de paix, et puisque la prépondérance militaire et commerciale des Britanniques n'avait jamais empêché les autres nations, depuis 1815, d'user du domaine commun de l'Océan comme elles l'entendaient.

Pourtant, ce que les Allemands voulaient était net et clair.

L'Allemagne comptait établir en peu de semaines ou en peu de mois, par la force des armes, son hégémonie continentale. Mais cette hégémonie était pour elle, avant tout, le moyen le plus efficace et le plus sûr d'arriver à la *liberté des mers*, telle qu'elle la voulait.

Cette liberté des mers consistait avant tout à détruire la suprématie maritime des Britanniques sur les grandes zones d'atterrage et dans les *étroits* où viennent se grouper les routes de mer entre l'Europe, l'Amérique, l'Afrique et l'Asie. Sur les trois points qui sont les nœuds vitaux et essentiels des communications, c'est-à-dire dans la Manche, à Suez et à Gibraltar, le pavillon allemand ou un pavillon inféodé à l'Allemagne devaient remplacer le pavillon anglais.

Certes, les Empires centraux, qui malgré l'infatuation de leurs dirigeants devaient prévoir parfois la possibilité d'un échec, avaient préparé la *liberté des mers* comme une arme à double tranchant[1]. En cas d'insuc-

1. « Il y avait là une de ces notions fictives à interprétation douteuse, armes offensives dans la victoire, boucliers dans la défaite » (C. Vallaux et J. Brunhes, *Les Eléments géographiques de la guerre*, dans *Scientia*, vol. XXIII, N. LXX-2, fév. 1918, p. 121).

cès, ils devaient plaider la cause de l'Océan ouvert à tous, pour obtenir au moins de l'opinion universelle le relâchement de la surveillance maritime des Britanniques sur les trois grands faisceaux de routes. Mais ce n'était pas leur vrai but. Ils n'auraient pas déchaîné la guerre universelle pour si peu de chose. Et la guerre universelle ou *intégrale*, avec sa sauvagerie sans exemple, a été essentiellement une guerre maritime.

Les Allemands attaquèrent donc pour arracher à l'Angleterre la domination des mers de liaison désormais inséparables du corps politique de l'Europe industrielle et surpeuplée. Les Allemands essayèrent tout de suite d'atteindre les buts qu'ils visaient. Ils ne se soucièrent point du dédain des théoriciens militaires de terre et de mer pour les *objectifs géographiques*. Ces objectifs, l'Allemagne y tendit de toutes ses forces; elle fonça dessus malgré tous les obstacles. Elle voulut avoir les côtes de la Manche; elle voulut avoir le canal de Suez; elle voulut avoir Gibraltar. La Manche et le canal de Suez étaient seuls, dès le début, à portée de ses coups ou des coups de ses alliés. Pour les avoir ou pour les défendre, on se battit avec fureur, tandis que la mer du Nord, prévue avant la guerre comme le théâtre des grandes batailles navales où se déciderait la querelle, ne voyait que des engagements secondaires ou sporadiques [1].

L'Angleterre et ses alliés, qui avaient sur mer une possession d'état, menèrent une guerre naturellement défensive dans son objet; elle fut aussi, et peut-être trop souvent, défensive dans sa méthode et dans ses moyens. Pour l'Entente maritime, l'enjeu était de prix, comme nous l'avons vu. Elle le possédait dès le début de la guerre, car l'Allemagne ne risqua pas la bataille rangée en haute mer. L'Entente devait garder, non sans peine, son enjeu jusqu'à la fin; elle devait tenir rigoureusement exclus des routes de la mer le pavillon militaire et le pavillon commercial des Empires centraux.

1. Il n'y en a que deux qui méritent vraiment une mention, le combat du Dogger-Bank (24 janvier 1915) et la bataille du Jutland (31 mai 1916).

3. — LE DOMAINE RÉSERVÉ DE LA PUISSANCE NAVALE ALLEMANDE

Cependant, l'Allemagne n'était pas totalement exclue des mers. Elle aussi, elle posséda dès le début son domaine maritime qu'aucun effort ne put lui arracher. Comme étendue, ce domaine était bien peu de chose, en comparaison de l'immensité océanique maîtrisée par l'Entente. Mais, par sa position et par ses défenses naturelles ou artificielles, le domaine allemand avait la plus haute valeur pour l'Entente aussi bien que pour l'Allemagne : nous n'hésitons pas à dire que l'Entente a failli périr faute d'avoir pu s'en emparer. Le fief maritime de l'Allemagne, enjeu de premier ordre qui eût pu lui donner la victoire, était constitué par la mer Baltique et par la mer Noire.

Au moyen de la maîtrise de ces deux mers, fenêtres de la Russie ouvertes sur l'Europe par Pierre le Grand et par ses successeurs, la coalition des Empires centraux isola et bloqua l'Empire russe ; elle y fit peu à peu le vide des ressources, des moyens et des espérances ; elle obtint le maximum de résultats pour les coups de massue militaires qu'elle assénait ; dès 1917, elle plongea, par le blocus, la Russie dans cet état de détresse tragique et de décomposition où, également par suite du blocus, l'Allemagne et l'Autriche elles-mêmes devaient trébucher à l'automne de 1918.

La maîtrise de la Baltique était assurée dès le début à l'Allemagne par la supériorité de sa flotte sur la flotte russe, en quantité et en qualité. Cette maîtrise fut consolidée par les champs de mine mouillés à l'entrée des détroits danois[1] et par l'utilisation du canal de Kiel (Kaiser Wilhelm Kanal). La première mesure empêcha les navires britanniques de porter secours aux Russes ; les sous-marins seuls purent passer, mais, là comme ailleurs, ils firent du dégât sans amener aucun évé-

1. Dès les premiers jours de la guerre, Brockdorff-Rantzau, représentant de l'Empire allemand à Copenhague, obligea le Danemark à mouiller des champs de mines à l'ouvert des trois détroits. Par là, on voit bien ce que serait devenue l'indépendance danoise au cas d'un triomphe germanique.

nement décisif. La seconde mesure permit aux Allemands de faire passer en cas de besoin toute leur flotte de haut bord de la mer du Nord dans la Baltique, et de s'assurer dans cette mer une prépondérance écrasante.

L'impuissance politique du Danemark et de la Suède, riverains du Sund et des Belts, les découpures des côtes, les médiocres profondeurs et les faibles courants de la partie méridionale de la Baltique facilitèrent sur cette zone le mouillage de nombreuses mines fixes qui, pratiquement, firent de la Baltique un lac allemand.

Le canal de Kiel, qui joint la Baltique à la mer du Nord, avait été tracé par les Allemands de manière à rendre impossible toute menace ennemie contre ses débouchés maritimes. Le débouché sur la Baltique, à Holtenau, se trouve dans la zone fortifiée et protégée de Kiel. Du côté de la mer du Nord, le canal se termine à Brunsbüttel dans l'estuaire de l'Elbe, loin derrière les batteries de Cuxhaven et les chaînes de mines littorales. Les escadres passaient d'une mer à l'autre en toute sécurité. Leurs évolutions étaient facilitées par des travaux récents : on avait supprimé les ponts mobiles, on avait doublé la largeur du canal et augmenté sa profondeur ; on avait établi le port intérieur de Rendsburg.

Au moyen du canal de Kiel et par la maîtrise de la Baltique, les Allemands purent donner le coup de grâce à la Russie à l'automne de 1917. Le 3 septembre, Riga était prise ; le 12 et le 13 octobre, les îles de Dago et d'Œsel étaient envahies ; quelques jours plus tard, l'armée allemande parcourait à grandes foulées la Livonie et l'Esthonie; le 7 novembre, la révolution bolchevik éclatait à Petrograd, et la Russie se livrait pieds et poings liés à l'ennemi.

Comme la Baltique, la mer Noire devint un lac allemand. Elle le devint d'une manière plus lente et plus difficile, car sur ce domaine l'Allemagne ne pouvait peser elle-même de tout son poids. Elle agissait par l'intermédiaire des Turcs, ses vassaux, qu'elle aida dès le début au moyen de ses officiers, de son or, et du *Gœben* et du *Breslau* réfugiés dans le Bosphore. Plus tard, lorsque « le verrou serbe eut sauté »[1],

1. Sorte de *cliché* employé constamment par les journaux allemands à la fin de 1915 et au début de 1916, époque qui représente vraiment pour la Germanie le point culminant de ses succès.

l'aide allemande en matériel se fit plus efficace et plus nourrie (à partir de la fin de 1915). Les Russes luttèrent dans la mer Noire, ce qu'ils n'avaient pu faire dans la Baltique. Ils parurent même, pendant quelque temps, garder la maîtrise de la mer. Mais, comme ils ne purent forcer les détroits du Bosphore et des Dardanelles, et que leurs alliés d'Occident n'y réussirent pas mieux, la flotte russe se trouva bloquée dans la mer Noire comme dans une rade fermée. La coalition austro-turco-allemande manœuvra à son aise contre la Russie dans le domaine de la mer Noire, comme elle l'avait fait dans celui de la Baltique. Ici et là, le barrage placé aux *étroits* de la carte des mers fut efficace ; ici et là, la possession ou le blocus d'un espace maritime furent gros de conséquences qui auraient pu être décisives. Les *positions* géographiques bien choisies parurent garder dans la guerre navale une valeur que, dans la guerre terrestre, elles ne possédaient plus.

4. — *VAINES TENTATIVES DE LA TERRE CONTRE LA MER ET DE LA MER CONTRE LA TERRE*

La guerre de position sur mer, « la guerre géographique », prenait un sens tout particulier et bien différent de la guerre de position terrestre. Jamais une position maritime de valeur ne consiste exclusivement dans un morceau de mer. Il y a toujours de la terre avec. L'homme est un animal « terrien », comme eût dit Ratzel, même lorsqu'il aspire à dominer et à conquérir l'Océan. Les *étroits* maritimes et les zones d'atterrages sont encadrés ou limités par des côtes : la possession des côtes peut être un moyen apparent d'arriver à la conquête de la mer, de même que la maîtrise de la mer paraît offrir des facilités pour attaquer les côtes. Aussi, malgré la séparation des deux domaines et des deux techniques, et bien que la raison, les préjugés et les habitudes s'accordent pour empêcher leur mélange, une force supérieure, — le déterminisme géographique, — a parfois entraîné, au cours de l'his-

toire, les maîtres de la mer à faire usage de leur puissance et de leurs moyens contre la terre ; réciproquement, les conquérants terrestres ont cru, en prenant possession des franges côtières situées aux passages resserrés, s'acheminer vers la domination de l'Océan[1]. Napoléon croyait subjuguer l'Angleterre en s'emparant de toutes les côtes européennes. Guillaume II, plat imitateur de Napoléon, pensait arriver au même résultat en prenant possession, sur les *étroits*, des points essentiels des routes marines. Inversement, l'Angleterre, oublieuse des désastreuses expériences du passé aussi bien que des règles enseignées par ses stratèges, s'imagina au moins une fois, aux Dardanelles, que sa flotte suffirait à forcer un barrage constitué avant tout par des forteresses.

La grande guerre a montré une fois de plus la vanité des tentatives de cette sorte. Si la terre est impuissante contre la mer, la mer, à elle seule, est impuissante contre la terre. C'est la grande utilité de la géographie politique de nous préserver des systématisations imprudentes et exclusives. Si « le trident de Neptune est le sceptre du monde », comme on le disait avant la publication du livre du commandant Mahan, et comme on le répète bien plus depuis ce livre du reste remarquable[2], il faut avouer que le trident ne devient un sceptre que lorsqu'il est élevé à cette dignité sur les champs de bataille du continent : Leipzig, Waterloo, Escaut, Sambre-et-Meuse. D'un autre côté, Austerlitz, Iéna, Charleroi et la Dunajec ne font rien gagner sur mer aux puissances continentales triomphantes. A plus forte raison en est-il ainsi, lorsque des tentatives isolées et fragmentaires essaient de jeter les forces de la terre contre la mer, et de la mer contre la terre. Si furieuses que soient ces tentatives, elles sont vouées à l'échec et au désastre.

1. Ratzel s'est laissé entraîner jusqu'à dire que « l'idéal d'une grande politique réside dans la coordination des buts continentaux et des buts océaniques » (*Polit. Geogr.*, 2te Aufl., p. 724). C'est une des bévues impérialistes de la *Géographie politique ;* cette magnifique *coordination* a coûté cher aux compatriotes de Ratzel.

2. A. T. Mahan, *Influence de la puissance maritime dans l'histoire*, trad. franç. par E. Boisse, capitaine de vaisseau, Paris, s. d. [1900].

La coalition des Empires centraux s'en rendit compte, lorsqu'elle essaya d'arracher aux puissances maîtresses de la mer les nœuds vitaux des routes maritimes, placés aux *étroits* de Calais et de Suez.

C'est contre Calais que fut tenté le plus puissant effort.

En octobre 1914, après la chute d'Anvers, une armée grisée par le succès et constituée par la fleur de la jeunesse allemande se ruait *nach Calais*, le « Gibraltar allemand », sans imaginer que l'étroit fossé de l'Yser et les collines d'Ypres barreraient le chemin plus de quelques heures !

Mais, bien que la route par terre parût ouverte, c'est la mer qui était attaquée. Et la mer résista.

L'armée allemande, qui n'avait pas la maîtrise de la mer, ne put utiliser la route commode des dunes côtières. Bombardés furieusement par la flotte anglaise, les Allemands n'arrivèrent pas à Nieuport et furent rejetés dans les marais de l'intérieur.

Ils essayèrent de forcer l'Yser (24-31 octobre). Mais la plaine de l'Yser était au-dessous du niveau des hautes mers. L'ouverture des écluses fit de toute cette plaine un golfe marin infranchissable quoique peu profond, une sorte de Biesboch ou de Dollart.

Alors s'engagea, tout à fait à l'intérieur, la bataille d'Ypres (1er-14 novembre). Mais le gros de l'armée franco-anglaise avait eu le temps d'accourir. La barrière maritime avait donné aux armées le répit nécessaire : le Pas de Calais était sauvé, et le rêve du « Gibraltar allemand » disparut pour jamais.

Aux abords du canal de Suez, la lutte fut moins vive. Les forces engagées des deux côtés étaient bien moindres. On était loin, de part et d'autre, des grands foyers d'action. C'est entre le Rhin et la Manche que le sort de la route maritime de Suez devait se décider. Aux approches mêmes de Suez il n'y avait que les Turcs, vassaux inhabiles de l'Allemagne. Sur terre et sur mer, l'Entente ne disposait que de forces médiocres, troupes en formation et vieux bateaux démodés.

Cependant, telle était la séduction de l'objectif géographique, encore

stimulée par l'espoir d'un soulèvement islamique contre l'Angleterre et contre la France, que les Turcs essayèrent de mettre la main sur la route maritime [1]. Ils s'y prirent à deux fois, en février et en août 1915. Ici, comme aux abords de Calais, la mer se défendit elle-même, et elle fut aidée. L'aide qu'elle trouva aux abords de Suez fut, non celle de l'inondation, mais celle du désert, sauf pour l'attaque du 3 février 1915 où les Turcs faillirent profiter de circonstances exceptionnelles (chap. I, § 2).

Les points d'eau avaient été préalablement détruits par les Anglais dans le désert du Sinaï. L'armée turque de Gaza et d'El-Arich fut obligée de passer elle-même et de faire passer tous ses convois par la route côtière. Les garde-côtes français et anglais, cuirassés et armés d'une puissante artillerie, jetèrent aisément le désordre dans ces mouvements. Ils suffirent aussi à empêcher les avant-gardes turques de franchir le canal.

Quant à Gibraltar, les Allemands et leurs alliés ne purent jamais l'attaquer par les armes. Ils se bornèrent à intriguer en Espagne et à soutenir les rebelles du Maroc. Ces intrigues et ces manœuvres nous gênèrent sans modifier en rien le résultat de la guerre [2].

Tandis que les Allemands échouaient ainsi contre les passages maritimes gardés par les flottes, l'Entente ne réussissait pas davantage à faire passer ses bateaux dans les *étroits* dominés et maîtrisés par les forces terrestres, et les entreprises spasmodiques des flottes contre les forteresses côtières et contre les ports n'avaient pas plus de succès.

Heligoland, Zeebrugge, Cattaro, les Dardanelles : noms parfois glorieux, souvent douloureux, et en tout cas et toujours, évocateurs d'efforts inutiles.

Le 17 décembre 1914, les croiseurs et les hydravions britanniques tâtaient Héligoland et les bouches de l'Elbe. On n'y revint pas, et on fit bien. Que ne fit-on de même aux Dardanelles, après les premiers essais !

En septembre et octobre 1914, un amiral français s'exposa malheureu-

1. Ils songeaient aussi, sans doute, à l'éveil de la nationalité égyptienne contre la domination anglaise. Ils ne se sont pas entièrement trompés. Ce ne sont pas seulement les nations sujettes des Empires centraux que la grande guerre a appelées à la vie. Il y en a aussi dans le ressort des puissances de l'Entente, chez lesquelles certains points douloureux deviennent plus douloureux encore : ce sont surtout l'Irlande et l'Egypte. Voir sur l'Egypte un plaidoyer chaleureux pour l'indépendance de ce pays (sur laquelle nous faisons toutes réserves) dans V. Margueritte, *La Voix de l'Egypte*, 1 vol., Paris, 1919.

2. Il sera intéressant, plus tard, de connaître par le détail l'intrigue allemande et les menées germanophiles en Espagne, qui furent extrêmement actives.

sement aux plaisanteries faciles en bombardant, tous les matins, les bouches de Cattaro dans ses *communiqués*.

Autre chose, certes, fut l'héroïque tentative du *Vindictive* contre le môle et le chenal de Zeebrugge (avril 1918). Nul exploit maritime n'a vu plus d'endurance et de mépris de la mort. Mais que d'héroïsme en pure perte ! On voulait *embouteiller* Zeebrugge pour paralyser l'activité des sous-marins. On n'y réussit pas, puisqu'en mai 1918 il y eut plus de tonnage commercial coulé qu'en avril. C'est pour d'autres raisons que l'activité sous-marine déclina rapidement au cours de l'été de 1918.

L'expédition des Dardanelles est la plus connue et la plus déplorable de ces malheureuses tentatives[1].

En août 1914, il eût été possible de suivre le *Gœben* et le *Breslau* dans leur fuite à travers les détroits, et de se saisir des forts, qui n'étaient pas armés. On ne le fit pas. L'occasion manquée ne revint plus.

Lorsque les 12 cuirassés et les 20 torpilleurs de l'escadre franco-britannique se présentèrent, le 18 février 1915, devant les Dardanelles, les forts, munis de canons et d'artilleurs allemands, et les mines dérivantes, portées de la Marmara vers la Méditerranée par les courants superficiels du Détroit, étaient capables de braver les escadres les mieux armées. Au-dessus de l'eau, la grosse artillerie écrasait les bateaux, cibles à faible distance et fixées sur une ligne précise par les sinuosités du Détroit; au-dessous de l'eau, les mines éventraient les cuirassés comme s'ils eussent été en papier.

La désastreuse journée du 18 mars 1915, qui coûta aux alliés trois bateaux, le *Bouvet*, l'*Océan* et l'*Irrésistible*, sans compter le *Gaulois* et l'*Inflexible* fortement avariés, marqua l'échec final de la tentative de forcement des passes par les forces navales.

Alors l'Entente essaya une opération mixte. Tout en maintenant sa flotte à Moudros, à portée des Dardanelles,

1. Il n'est que juste d'indiquer ici que l'amirauté française n'a aucune responsabilité dans la conception et dans l'exécution de la malheureuse affaire des Dardanelles ; du côté anglais, Winston Churchill paraît bien être le grand responsable. Les chefs de la marine française n'ignoraient pas qu'on allait à un échec à peu près certain ; mais ils étaient obligés de marcher avec l'alliée qui commandait sur mer.

elle réussit à jeter une armée sur l'étroite langue de terre de Gallipoli. Et ce fut le recommencement de Quiberon et de Walcheren. Un bout de continent ne suffit pas, comme point de départ, pour une campagne de conquête et d'occupation. A toute armée il faut une large base territoriale. Sur une pointe de continent on peut à la rigueur se défendre, comme le fit Wellington à Torres Vedras. On ne peut songer à conquérir. Wellington ne serait jamais sorti de Torres Vedras, si le Portugal, l'Espagne et l'Europe entière ne lui en avaient ouvert les portes[1].

L'armée franco-britannique d'Orient paya cher les bévues de chefs dédaigneux des plus claires leçons de la géographie et de l'histoire. Sur l'étroite langue de terre de Gallipoli, brûlée et malsaine, en face des retranchements imprenables de Krithia, et sous l'impuissante protection de la flotte, l'armée d'Orient soutint pendant des mois une lutte ingrate et infructueuse. En décembre 1915, le deuxième acte de l'expédition des Dardanelles se terminait, comme le premier, par un complet échec.

A la fin de 1915, l'impuissance réciproque de la terre contre la mer, et de la mer contre la terre, étaient amplement démontrées. C'était sur la terre qu'il fallait conquérir la terre : l'Angleterre le comprit ; sous l'impulsion de Kitchener, elle fit sa grande armée. C'était sur la mer qu'il fallait conquérir la mer : l'Allemagne le comprit, mais, sous l'impulsion de Tirpitz, elle ajouta le correctif que la conquête de l'Océan pouvait se faire aussi bien et mieux par le sous-marin que par le bateau de surface. Elle tenta alors une expérience qui au point de vue maritime fut la grande nouveauté de cette guerre, tant par les moyens inédits qu'elle mit en œuvre que par les répliques de toute nature qu'elle provoqua. En fin de compte, cette expérience n'a pas réussi. Mais il n'en faut

1. De 1810 à 1813, on voit Wellington sortir plusieurs fois de Torres Vedras ; il le fit quand il trouva l'occasion de frapper un coup, *to strike a blow*, notamment en 1811 et en 1812 contre Marmont. Mais dès que la moindre concentration de forces se faisait contre lui, vite il rentrait dans ses lignes. Il n'en sortit définitivement qu'en 1813, lorsque l'édifice napoléonien craquait de toutes parts.

pas conclure qu'elle ne pouvait pas réussir. Elle fut bien près du succès complet. Mieux préparée et de plus longue main, peut-être y serait-elle parvenue.

5. — *LA LUTTE MARITIME : PREMIÈRE PHASE OU PHASE DES TATONNEMENTS* (1914-1916)

Pendant la période de préparation et d'armements qui précéda la guerre et qui dura en réalité dix ans, de 1904 à 1914, les gouvernements et les états-majors de toutes les nations étaient convaincus que la maîtrise de la mer dépendrait d'un ou de plusieurs actes décisifs constitués par la bataille rangée entre navires de surface. Il fallait donc, pour obtenir la victoire, avoir une quantité de gros bateaux puissamment armés et protégés. Deux types de navires devaient conquérir la maîtrise de la mer : l'un était le cuirassé pourvu d'une forte et nombreuse artillerie, le *dreadnought;* l'autre le croiseur de bataille. Le premier devait avoir le maximum de puissance, le second le maximum de vitesse, car ces qualités étaient toutes deux regardées comme nécessaires. Mais les ingénieurs s'efforçaient de plus en plus de donner à chaque type les qualités de l'autre. Les petits bâtiments de surface et de plongée, torpilleurs et sous-marins, étaient dédaigneusement qualifiés de « poussière navale » ; on les jugeait bons tout au plus à des harcèlements et à des besognes secondaires. De même que sur terre les généraux prévoyaient une mêlée courte, formidable et décisive, sur mer il paraissait que le dernier mot serait dit en peu d'heures, où le plus faible serait écrasé sous les tonnes d'acier jetées par les canons du plus fort.

Pour se présenter à la bataille prévue avec toutes les chances, la marine allemande se hâtait de construire et d'armer de gros bateaux. Elle voulait avoir, en 1920, 40 cuirassés et 12 croiseurs de bataille, plus 48 autres croiseurs. Pour sa « poussière navale », elle ne prévoyait que 72 sous-marins. Dès 1914, 25 cuirassés et 8 croiseurs étaient prêts au combat. Tandis que tous les efforts étaient faits pour hâter la mise en état des grands

navires, les sous-marins étaient laissés en arrière. En mars 1914, on prévoyait que le programme allemand pour 1920 serait réalisé beaucoup plus tôt, dès 1915, sauf en ce qui concerne les sous-marins [1].

On devait donc s'attendre, dès les premiers jours de la guerre, puisque les marines militaires sont toujours prêtes au combat en peu d'heures, à une grande et terrible mêlée qui eût effacé le souvenir des plus mémorables batailles navales. La mer du Nord semblait un champ de bataille aussi désigné que la frontière française de l'Est. « Le foyer de concentration militaire, où se débattront peut-être un jour les destinées maritimes de l'Allemagne et du Royaume-Uni, se dessine nettement entre Sheerness et Wilhelmshaven », écrivions-nous en 1907 [2].

La bataille n'eut pas lieu, la mer du Nord demeura calme. C'est un des *inattendus* les plus dramatiques de cette guerre féconde en surprises. Il doit rappeler, aux théoriciens et aux raisonneurs qui seraient tentés de l'oublier, que la surprise et l'inattendu sont les actes militaires par excellence. Seul, le déterminisme géographique encadre et limite l'imprévu militaire, mais combien ce déterminisme, lui aussi, est flexible et changeant !

On ne saura que plus tard comment et pourquoi la flotte allemande ne se jugea pas en état de combattre. Car elle était sortie de ses ports, au grand complet, aux premières heures de la guerre (1er août). Elle se dirigeait vers le Pas de Calais pour bombarder les côtes et les ports français. Elle eût écrasé au passage, en peu d'instants, les 6 croiseurs faiblement armés que la France possédait dans la Manche.

A peine sortie des eaux allemandes, la flotte apprit que l'escadre anglaise appareillait. Aussitôt elle rebroussa chemin.

Dans la nuit du 1er au 2 août, un bateau neutre rencontrait à l'Ouest du Jutland 17 grands navires de la flotte allemande

1. A. Cogniet, *L'empereur Guillaume II et sa marine*. 1888-1913 (Supplément à la *Ligue maritime*, de mars 1914, p. 39).

2. C. Vallaux, *Géographie sociale, La Mer*, p. 330.

qui filaient à toute vapeur vers le Skager-Rak, tous feux éteints.

Les dreadnoughts et les croiseurs dont Guillaume II et Tirpitz étaient si fiers rentrèrent dans leurs ports. Ils n'en sortirent plus, sauf un seul jour, le 31 mai 1916. Quelques unités se détachèrent parfois pour de rapides et fuyantes randonnées. Mais le gros de la flotte ne quitta plus les eaux allemandes que pour prendre, en novembre 1918, le chemin de la rade d'internement de Scapa Flow.

Les alliés des Allemands imitèrent naturellement leur exemple. Tandis que la flotte germanique se réfugiait à Kiel, dans le canal et à Wilhelmshaven, les navires autrichiens abandonnaient la Méditerranée à la flotte française et s'enfermaient à Pola et à Cattaro.

Dès les premiers jours, la stratégie de la bataille, pour laquelle toutes les flottes avaient été préparées, se trouvait en défaut. Sans combat, l'Entente anglo-française était maîtresse des voies d'accès maritimes de l'Europe : les zones d'atterrage et les étroits étaient en son pouvoir. Sans combat, l'Allemagne était bloquée par mer. Ses bateaux marchands se réfugiaient dans les ports neutres ou étaient pris par les arraisonneurs de l'Entente. Le pavillon commercial allemand disparaissait de la surface des mers. L'Allemagne était coupée de ses colonies, qui devaient tomber et qui tombèrent en effet les unes après les autres aux mains des Alliés.

On peut croire que les Allemands ne comprirent pas tout d'abord la portée du blocus. Nétaient-ils pas certains d'écraser et de dominer le Continent en peu de semaines ? S'ils y étaient arrivés, ils auraient pu faire peu de cas du blocus maritime : au moins le pensaient-ils. Cette illusion fut tenace chez eux ; l'étendue des conquêtes germaniques en Europe contribua à la fortifier. Jusqu'à la fin de 1916, le chancelier Bethmann-Hollweg affirmait encore « qu'on ne saurait bloquer un territoire qui s'étend d'Arras à la Mésopotamie ».

Cependant, l'Allemagne commença à s'inquiéter lorsque

la bataille de la Marne et la guerre des tranchées firent entrevoir. pour la première fois, la longue durée probable de la guerre.

Alors, la guerre maritime dépouilla peu à peu, aux yeux des Allemands eux-mêmes, son caractère épisodique et occasionnel. Graduellement elle passa au premier plan des préoccupations des adversaires. Comme nous l'avons indiqué (§ 1), l'énorme enjeu de la guerre navale ne pouvait se dégager qu'avec le temps. Cet enjeu ne consistait en rien moins que les moyens nécessaires pour vivre et pour se battre ; à mesure que les réserves de l'Europe devaient s'épuiser, l'Allemagne comme l'Entente ne pouvaient obtenir ces moyens que par la voie des mers. A la fin de 1914, on était encore loin de l'épuisement. Mais les hommes prévoyants de l'un et de l'autre camp commencèrent à calculer son échéance[1]. L'Allemagne se rationna la première. L'Entente, qui se croyait sûre de garder ses communications aisées par la voie des mers, ne le fit pas, et elle eut tort.

Comme les moyens d'action manquaient de part et d'autre. puisque tout avait été prévu pour la bataille désormais impossible, la guerre maritime languit et tâtonna quelque temps.

L'Allemagne fit la folie d'attaquer la mer par terre ; l'Entente fit celle aussi grande d'attaquer la terre par la mer, et elles échouèrent toutes deux (§ 4).

La marine allemande, chassée des mers d'Europe dès le 3 août, essaya de se maintenir dans les mers lointaines, tant pour couper les communications commerciales des puissances maritimes que pour tâcher de conjurer le sort réservé aux colonies germaniques. Pour la première fois depuis le XVIIIe siècle, il y eut des coups de canon entre Européens

1. Albert Métin, successivement pendant la guerre, ministre du Travail, sous-secrétaire d'Etat des Finances et sous-secrétaire d'Etat du Blocus, demandait, vers la fin de 1915. que la France pratiquât une politique de restrictions et de rationnement. Si cette politique avait été suivie, elle nous eût évité bien des angoisses aux derniers mois de la guerre. Malheureusement on n'écouta pas Métin. Le gouvernement français aima mieux faire railler par ses journaux les Allemands porteurs de vêtements de papier et mangeurs de pain de guerre moisi.

dans le Pacifique, dans l'Océan Indien et dans l'Atlantique Sud. On eût pu se croire revenu au temps de Hughes, de Suffren et de Rodney.

Mais la campagne des croiseurs allemands fut courte. Elle ne pouvait être dans la guerre qu'un épisode secondaire et fugitif. Au XVIIIe siècle, le voilier tenait longtemps le large sans toucher terre. Le croiseur moderne est bien plus dépendant de ses bases terrestres. Il a besoin de points d'appui et de dépôts de charbon : l'Allemagne n'avait ni les uns, ni les autres.

Aussi, après quelques exploits dus à la surprise, les croiseurs allemands, pourchassés par les Anglais, les Australiens et les Japonais, succombèrent rapidement. Leur unique division groupée, après avoir réussi à détruire quelques vieux croiseurs anglais au combat de Coronel dans le Pacifique (1er novembre 1914), succomba complètement au bout de peu de semaines, à la bataille des îles Falkland (8 décembre). A la fin de 1914, il ne restait plus dans les mers lointaines un seul navire battant pavillon allemand, sauf le *Kœnigsberg* embouteillé dans un estuaire de l'Afrique orientale. Les canons et les munitions débarqués du croiseur contribuèrent à prolonger l'étonnante résistance de cette colonie, îlot de la domination allemande qui tint quatre ans contre les attaques répétées de l'Angleterre, alors que les autres colonies avaient depuis longtemps cessé d'exister. Lorsque l'Empire germanique succomba sous les coups de ses adversaires, l'Afrique orientale allemande, réduite à quelques groupes de combattants perdus dans la brousse, durait encore [1].

Cet épisode est glorieux pour les Allemands; mais, comme il fut isolé, il n'eut aucune action sur le résultat de la guerre maritime et coloniale.

Les Allemands comprenaient au reste, aussi bien que leurs ennemis, que le sort des colonies se déciderait sur les terres et sur les mers d'Europe.

Dès l'automne de 1914, l'arme sous-marine attire l'attention de l'amirauté germanique. L'Entente se servait de ses sous-marins, à peu près sans succès, pour inquiéter les flottes ennemies dans leurs ports, et les sous-marins s'empêtraient dans les filets sans rien faire d'utile. L'Allemagne se servit

1. Il faut admirer la ténacité et l'énergie du commandant des troupes coloniales allemandes, le général von Lettow-Vorbeck, qui tint jusqu'à la fin sans aucun espoir d'être secouru.

de ses submersibles, avec plus de bonheur, pour tenter, au large, des surprises contre les croisières de haute mer. Les premiers résultats dépassèrent sûrement les espérances ; ils servirent à orienter les plans et les projets futurs pour rompre le blocus et enlever à l'Entente la maîtrise des mers.

Les historiens de l'avenir tiendront sans doute pour une date importante celle du 22 septembre 1914, où un petit sous-marin allemand détruisit à lui seul par la torpille, en peu de minutes, 3 croiseurs cuirassés anglais (12 000 tonnes en tout) ; 60 officiers et 1200 hommes d'équipage périrent[1].

Cet exploit fut probablement une révélation pour les Allemands eux-mêmes. Aussi ne demeura-t-il pas isolé. Les attaques sous-marines s'étendirent à toutes les zones de domination maritime immédiate de l'Entente accessibles aux rayons d'action relativement faibles des sous-marins de 1914. Cela suffisait pour inquiéter les maîtres de la mer dans leur possession du socle continental de l'Europe et du bassin de la Méditerranée. Et même, la Méditerranée offrait aux sous-marins un champ d'action spécialement favorable, pour des raisons géographiques et politiques : découpures des côtes et multiplicité des abris de ravitaillement, grandes profondeurs restreignant ou interdisant l'emploi des filets et le mouillage des champs de mines, neutralité équivoque de l'Espagne, neutralité hostile de la Grèce du roi Constantin.

C'est pourquoi les torpillages du *Formidable* dans la Manche, du *Jean-Bart* et du *Léon-Gambetta* dans la Méditerranée, suivirent de près les premiers et furent eux-mêmes suivis de beaucoup d'autres.

Mis en goût, les Allemands déclarèrent les côtes ennemies en état de blocus (janvier 1915) ; ils s'attaquèrent aux bateaux de commerce alliés ; ils les torpillèrent sans avertissement. Le 9 mai 1915 le *Lusitania* sombrait dans la mer d'Irlande avec la majeure partie de ses passagers. Le torpillage de ce grand paquebot et la noyade de femmes et d'enfants qui en fut la conséquence ne seraient qu'un exemple, entre bien

1. « La torpille est devenue arme courante, d'arme d'exception ou de circonstance qu'elle était. Sa portée de combat s'est accrue à un tel point qu'elle va, si elle ne l'a fait déjà, égaler celle de l'obus ; elle peut donc intervenir dans toutes les phases du combat naval, d'où nécessité de compter toujours avec elle et d'adapter la tactique à son emploi régulier » A. Rousseau, *Les leçons de la guerre navale* (*Ligue maritime* du 25 mars 1919, p. 9).

d'autres, de la férocité allemande, si la catastrophe du *Lusitania* n'avait servi d'amorce au grand mouvement d'opinion qui entraîna deux ans plus tard les États-Unis dans la guerre. Le cas du *Lusitania* déchaîna une impulsion collective d'ordre moral, comme il s'en est trouvé souvent au cours de l'histoire, pour faire équilibre ou contrepoids à la fatalité historique et au déterminisme géographique.

Mais, pour le moment, la guerre allemande réussit, dès 1915, à limiter et à contrarier dans une certaine mesure la domination de la mer possédée par l'Entente franco-anglaise depuis le 3 août 1914.

Heureusement, les ennemis insaisissables et invisibles, qui ressuscitaient avec de nouveaux procédés l'ancienne guerre de *dispersion* des corsaires, au lieu de la guerre de *concentration* prévue par tous les états-majors, étaient encore peu nombreux et médiocrement armés : car avant la guerre l'Allemagne, désireuse d'écraser la flotte anglaise sous les coups de ses cuirassés, ne dirigeait pas son effort du côté de la guerre sous-marine. Telles quelles pourtant, les premières actions offensives des sous-marins suffirent à mettre fin aux croisières triomphales où les cuirassés de l'Entente paraissaient affirmer, dans la mer du Nord et en Méditerranée, leur domination de la mer : croisières où les bateaux-amiraux auraient pu arborer, comme autrefois l'amiral hollandais Tromp dans la Manche, un balai au haut de leur grand mât[1].

La promenade en haute mer devenait inutilement dangereuse : les escadres cuirassées rentrèrent dans leurs rades, où elles se protégèrent par des filets d'acier et par des chapelets de mines, tout comme les escadres allemandes et autrichiennes à Wilhelmshaven, à Kiel, à Pola et à Cattaro.

Les dreadnoughts des deux adversaires paraissaient voués à la même attitude passive et, pour trancher le mot, à la même inutilité. Ces bateaux du coût de 60 millions chacun,

1. Cette fanfaronnade de Tromp se place dans la guerre anglo-hollandaise de 1651-1654 ; elle fut rudement punie par Blake.

montés chacun par 1 200 hommes, étaient obligés de s'abriter au fond des rades ; la haute mer se fermait devant eux.

Mais l'identité de situation entre les forces maritimes de l'Allemagne et celles de l'Entente n'était qu'une apparence trompeuse. La carte nous le montre clairement. Les escadres allemandes étaient au fond de ports de refuge d'où elles ne voulaient pas sortir. Les escadres alliées étaient réunies sur des points de concentration judicieusement choisis, d'où, au premier signal, elles auraient pu s'élancer contre l'ennemi, si celui-ci avait eu l'idée de promener son pavillon sur le vide apparent des mers. Ces points étaient surtout, pour l'escadre anglaise, la rade de Scapa Flow aux Orcades et le Firth of Forth, et, pour l'escadre française, Malte et Moudros, puis, à partir de 1916, Salonique et Corfou.

Aussi, quoique la Méditerranée parût vide, la flotte autrichienne ne tenta rien ; au reste, la disproportion des forces navales de surface dans cette mer devint écrasante à partir de l'entrée de l'Italie dans la guerre (24 mai 1915). Dans la mer du Nord, quoiqu'elle parût vide aussi, les Allemands ne purent faire autre chose que de rapides bombardements des côtes anglaises ; ils étaient exécutés par des croiseurs de vitesse à la faveur des épais bancs de brume qui s'étendent fréquemment sur cette mer. Encore ces expéditions ne se firent pas toujours impunément. La flotte britannique réussit parfois à gagner de vitesse ses adversaires, à les saisir et à les couler. Ainsi périt au combat du Dogger-Bank le croiseur-cuirassé *Blücher* (24 janvier 1915).

En fait, les flottes de l'Entente demeuraient maîtresses de la mer. Mais le risque des piqûres souvent mortelles de l'insaisissable ennemi changeait la domination maritime *continue* en une domination *intermittente*. C'était déjà, pour la campagne navale de l'Allemagne, un résultat notable, dont nous n'avons pas assez estimé la valeur. Car les puissances de l'Entente avaient un besoin plus impérieux que jamais de relations maritimes continues avec l'au delà de la mer. Toute intermittence dans ces relations, si courte qu'elle fût, apportait un trouble grave dans l'économie guerrière des puissances occidentales et surtout dans celle de la Russie, déjà aux trois quarts bloquée. La Russie ne respirait plus que par Arkhangel ; le port d'Arkhangel est pris par les glaces de la fin d'octobre au début de mai ; les sous-marins

allemands tâchèrent de le bloquer le reste de l'année, et la route de l'Ecosse au cap Nord fut une des premières où ils se mirent aux aguets. Leur grand succès sur cette route fut le torpillage du *Hampshire* et la mort de Kitchener qui se rendait en Russie (1er juin 1916). Qui sait si la Russie ne perdit pas plus que l'Angleterre à la disparition de la force organisatrice que Kitchener représentait[1] ?

Dès la première année de la guerre, les sous-marins allemands, sans détruire la domination de l'Entente sur les routes maritimes, réussissent à provoquer un état d'insécurité et d'inquiétude qui ne faisait que croître à mesure que les attaques se faisaient plus nombreuses, plus hardies et plus heureuses[2]. Les sous-marins attaquaient à la torpille et au canon : à la torpille quand ils n'osaient pas émerger, et au canon lorsque, loin des côtes surtout, ils avaient affaire à des bateaux isolés et sans défense. Au milieu de 1915, ils détruisaient en moyenne 100 000 tonnes par mois de bateaux de l'Entente et de bateaux neutres : car ils s'attaquaient indifféremment aux uns et aux autres, et non sans raison à leur point de vue, puisque tous les bateaux contribuaient plus ou moins au ravitaillement maritime de l'Europe armée contre l'Allemagne. La marine norvégienne, si prospère avant la guerre, souffrait particulièrement. Au 1er janvier 1917, avant la guerre sous-marine à outrance, elle avait déjà perdu 274 bateaux et 395 631 tonnes, 18 p. 100 de son tonnage du 1er août 1914.

La marine allemande employait aussi d'autres moyens moins efficaces, car il était impossible d'en diriger sûrement l'action : c'étaient les champs de mines mouillées sur petits fonds, et les mines dérivantes au gré du vent et des courants. Les champs de mines barraient utilement l'entrée de la Baltique, où les Allemands étaient les maîtres ; ils ne réus-

1. Kitchener s'est montré en Angleterre un organisateur militaire de premier ordre ; il eût pu faire la même chose pour la Russie, à condition d'être soutenu par un gouvernement d'intelligence et de volonté. Kitchener ne possédait pas à un degré suffisant l'intelligence politique générale ; il le montra plus d'une fois.

2. Ce que nous avons dit au chapitre VIII sur les routes de terre s'applique aussi bien aux routes de mer. Ce qui fait la route, c'est avant tout la sécurité du passage.

sissaient pas à intercepter les avenues de la mer du Nord, où les dragueurs anglais ne cessaient de les retirer. Cela montre bien que l'emploi utile des champs de mines dépend de la maîtrise de la mer et ne la procure pas [1]. Quant aux mines dérivantes, elles rendirent souvent dangereux l'accès des ports, quand les courants portaient à la côte, comme dans l'entonnoir oriental de la Manche. Mais, dans la mer du Nord, elles furent aussi incommodes pour les Allemands que pour leurs adversaires, car les courants généraux de cette mer portent dans le *Deutscher Bucht* et sur la côte occidentale du Jutland, où de nombreuses mines vinrent échouer sur le sable entre Blaavand Huk et Hanstholm.

Les Allemands firent aussi des tentatives sporadiques pour arriver par la voie des airs à la conquête de l'île anglaise inaccessible, et par là à la conquête de l'Océan. Ayant déjà tenté la conquête de la mer par la terre, il n'est pas surprenant qu'ils l'aient essayée aussi au moyen de la navigation aérienne. Dès les premières heures de la guerre, le *Luftschiff* était pour eux une arme maritime et confiée à un personnel de marins. Les Zeppelins étaient les auxiliaires des dreadnoughts et des croiseurs. Ils furent employés comme moyens d'information, pour surveiller les mouvements des flottes, et comme moyens d'intimidation des populations civiles et de destruction des usines et des arsenaux. Ils ne répondirent qu'imparfaitement aux espoirs fondés sur eux ; tout le monde se rendit compte, dans les camps adverses, que la mer ne serait pas plus conquise par la voie des airs que par la voie de terre ; les hydravions, qui succédèrent aux Zeppelins, portèrent des coups plus meurtriers, mais non plus décisifs. Il parut certain à tous que la mer ne serait conquise que sur mer.

Les Allemands firent un dernier effort pour tenter la chance de la bataille, à l'engagement connu sous le nom de bataille du Skager Rak ou du Jutland (31 mai 1916) : les deux noms sont exacts, car le combat, commencé à l'ouvert du Skager Rak, continua, le long des côtes Ouest du Jutland, par une course éperdue vers les eaux allemandes.

On ne saura que plus tard ce que voulaient au juste les Allemands et pourquoi ils firent sortir de l'Elbe une flotte nombreuse, pour la première et pour la seule fois depuis le

1. Le champ de mines anglais de la mer du Nord nuisit plus aux Allemands que les mines allemandes ne nuisaient aux Anglais. Les mines anglaises allaient du Texel aux grands fonds du ravin de Norvège, près de Stavanger. Les sous-marins allemands ne pouvaient passer que par une sorte de goulot étroit où ils étaient exposés à toutes sortes de dangers : ils ne pouvaient respirer que dans les parages des Shetland.

3 août 1914. Deux choses seulement sont certaines : la flotte de von Scheer réussit à mettre à mal les croiseurs de Beatty, peut-être engagés à fond avec trop d'audace [1] ; mais elle ne tint pas contre la Grande Flotte anglaise de Jellicoe, accourue en toute hâte sur le lieu du combat. Elle ne réussit qu'à éviter d'être encerclée ou écrasée, en regagnant à grande vitesse les eaux d'Heligoland et de Cuxhaven. Depuis, elle ne bougea plus. Les cloches des églises d'Allemagne eurent beau sonner pour la prétendue victoire, les écoliers eurent beau avoir deux jours de vacances : la bataille du Jutland chassait pour toujours de la haute mer la flotte allemande ; elle ne s'y montra plus que captive.

6. — *DEUXIÈME PHASE : LA GUERRE SOUS-MARINE* (1917-1918)

L'action du 31 mai 1916 fut le dernier coup porté à la stratégie de la bataille. Ce jour-là sombrèrent définitivement les plans et les prévisions des états-majors d'avant guerre, pour la lutte sur mer. Après deux ans de lutte, on était au même point qu'au 3 août 1914. La flotte allemande de haut bord ne pouvait même pas menacer la maîtrise britannique de la mer. Les flottes de l'Entente étaient impuissantes à forcer la flotte ennemie dans ses repaires. Une méthode nouvelle s'imposait : l'Allemagne, la première, parce qu'elle était plus pressée par les circonstances, en trouva une et l'appliqua avec détermination.

Deux indices orientèrent les décisions germaniques. Le premier était le besoin croissant qu'avaient tous les belligérants des denrées et des matières premières d'outre-mer, notamment de celles que fournissait l'Amérique. Le second était le succès des attaques sous-marines.

Le décisif enjeu de la guerre navale, que le temps seul pouvait mettre en pleine lumière et qui n'était encore, lors

1. 90 navires allemands contre 6 navires anglais, tout au début de la bataille.

de la bataille de la Marne, qu'une possibilité lointaine, se dégageait et s'imposait, vers la fin de 1916, d'une manière nette et pressante. L'Europe avait vécu quelque temps sur ses réserves ; la rapide et formidable consommation de la guerre contraignait seulement les ennemis de l'Allemagne à se procurer au dehors des armes et des munitions, de même que l'Allemagne bloquée était obligée à de rigoureuses économies pour ménager ses matières, et à des efforts d'ingéniosité pour fabriquer des *ersatz* de toute espèce. Mais, de proche en proche, la disette s'étendait des fournitures de guerre à toutes les choses nécessaires à la vie. Vingt millions d'hommes, comprenant à la fois l'élite et le gros de la population active de l'Europe, étaient sous les armes et ne produisaient plus. Les réserves consommées, ou plutôt gaspillées, ne pouvaient se reconstituer. Les peuples germaniques vivaient sous le joug d'une sévère discipline de rationnement. Les peuples neutres manquaient souvent du nécessaire que leur fournissaient, en temps ordinaire, leurs grands voisins. Les peuples de l'Entente ne pouvaient plus compter que sur les routes de mer et sur les bateaux de mer non seulement pour se battre, mais pour manger, pour se vêtir et pour fabriquer. Tandis que la guerre terrestre, immobilisée dans les tranchées, semblait sans issue, les maîtres de la mer, qui serraient un peu plus tous les jours la gorge de leurs adversaires, étaient désignés comme les maîtres de l'heure. L'unique formule de la victoire paraissait être : « *durer*, *tenir* ». Mais on ne durait et on ne tenait que si les routes de mer demeuraient ouvertes. Si elles s'étaient fermées, la force continentale homogène, représentée par la coalition germanique, eût fini par l'emporter, parce qu'elle était homogène contre des ennemis dispersés, dont un, l'Empire russe, faiblissait, trahissait et se décomposait[1].

La France et l'Italie ne pouvaient plus vivre sans les charbons anglais ; l'Angleterre, la France et l'Italie avaient

1. Nous avons montré plus haut (§ 3) à quel point cette décomposition russe fut facilitée par la maîtrise allemande de la Baltique et des débouchés de la mer Noire.

un besoin urgent des céréales, des viandes, des métaux et du coton d'Amérique. Les réserves d'or de l'Europe passaient aux Etats-Unis. La puissance financière de l'Union se fortifiait de tout l'affaiblissement des marchés financiers de France et d'Angleterre. Avant d'entrer dans la guerre, les Etats-Unis avaient tous les bénéfices de la victoire.

La France seule importa, au cours de 1916, 5 635 995 tonnes de céréales, farines, sucre et fourrages, dont 3 466 000 tonnes pour les besoins de ses armées. Elle reçut au cours de la même année 21 millions de tonnes de charbon anglais et 250 000 tonnes d'acier anglais ; d'Amérique elle obtint 1 786 704 tonnes de matériel de guerre, 302.527 barils d'alcool, 229 628 balles de coton et 3 674 camions.

Rien qu'en blé et en farine, la quantité importée en seize mois (1er janvier 1916-1er mai 1917) représenta 190 jours de consommation, plus d'une demi-année. Les récoltes déficitaires de la France ne permettaient plus d'attendre la récolte suivante. Au printemps de 1917 se présenta pour la première fois l'angoissant problème de la *soudure*, cause de tant d'inquiétudes jusqu'à la fin de la guerre.

L'Allemagne, qui par sa situation propre connaissait bien celle de ses adversaires et les jugeait moins capables qu'elle-même d'endurer la disette, résolut de leur couper les vivres. Elle ne pouvait le tenter qu'au moyen des sous-marins. Elle employa donc les sous-marins. L'arme sous-marine, très discutée avant la guerre, employée comme arme de second ordre au début de la guerre elle-même, devint et demeura l'arme principale. Par elle et par elle seule, l'Allemagne put un instant espérer la victoire totale. Et c'est en combattant efficacement les sous-marins, au moyen d'une technique toute nouvelle et presque improvisée, que l'Entente triompha définitivement sur les mers.

On était loin du but à la fin de 1916, malgré la bataille du Jutland. Déjà les sous-marins écumaient les mers. Ils recueillaient le bénéfice de l'offensive : leurs adversaires ne faisaient que se défendre, et se défendaient mal [1]. L'audace

1. Il faut ajouter que les bateaux neutres, attaqués tout comme les autres bien avant la déclaration du 6 février 1917, ne se défendaient pas du tout. Ils se laissaient couler de

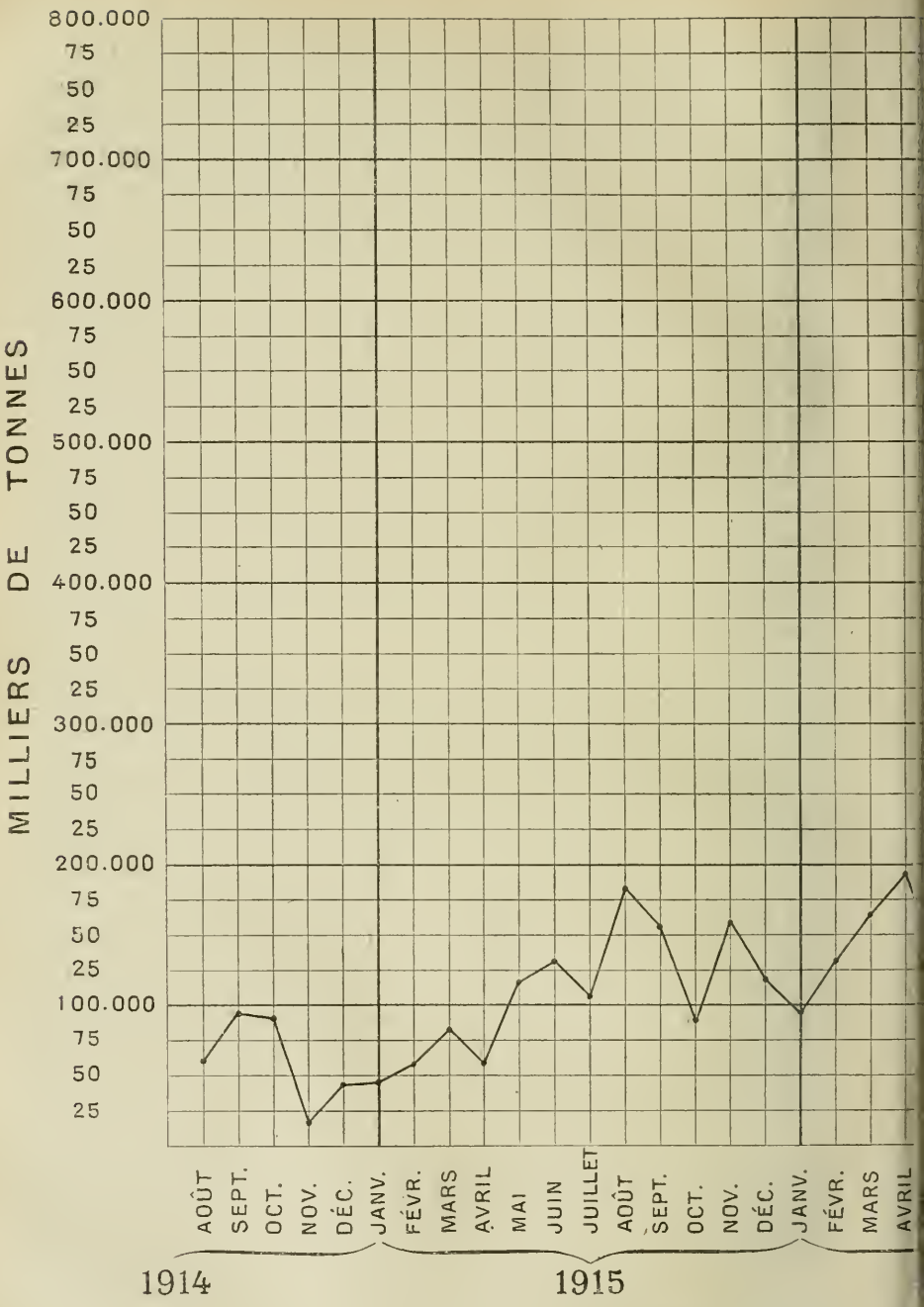
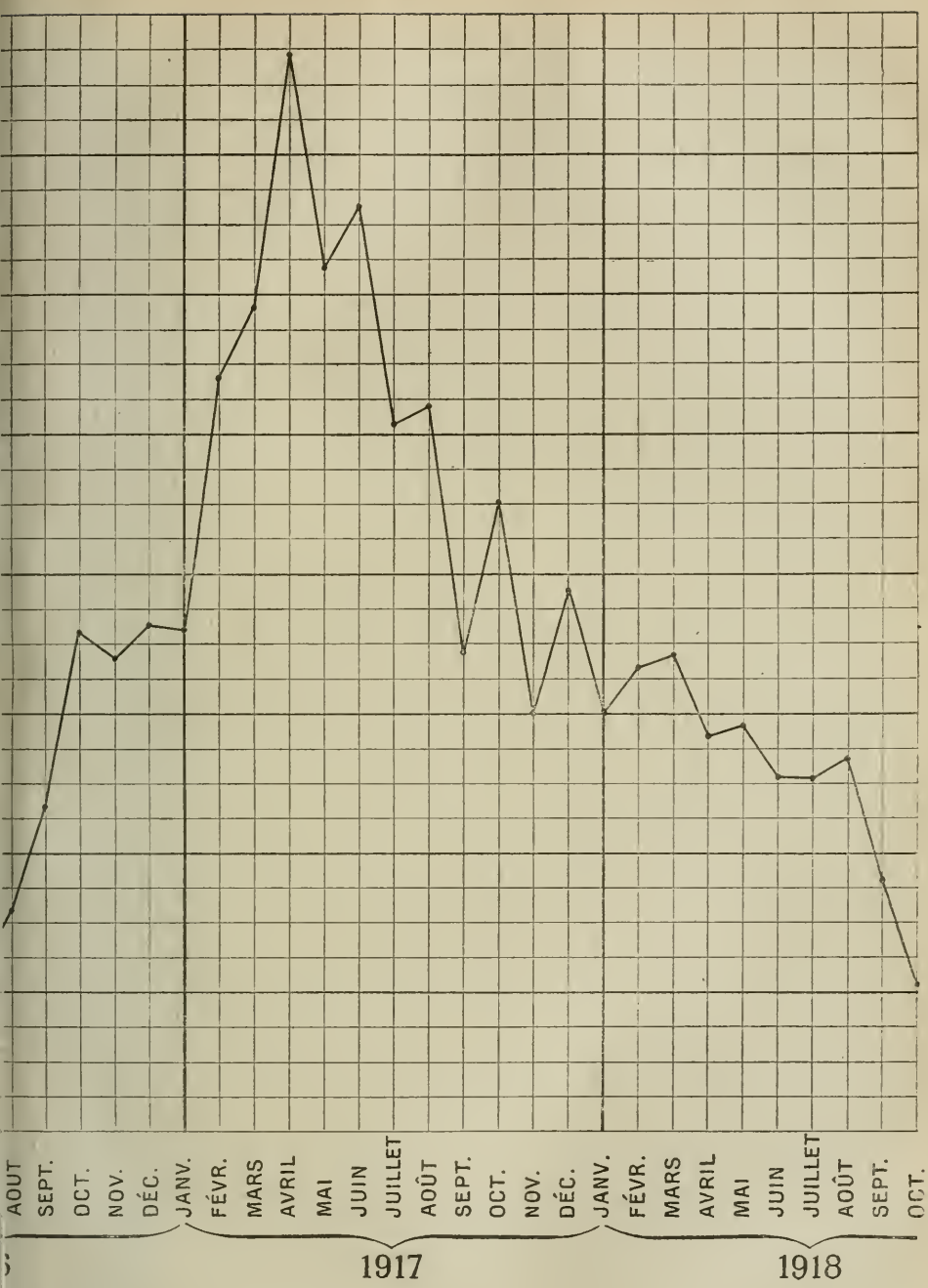


Fig. 25. — Diagramme du tonnage total



LES SOUS-MARINS ALLEMANDS DE 1914 A 1918.

des sous-marins croissait, leurs succès se multipliaient. Le tonnage coulé s'enflait de mois en mois, de manière à faire un total inquiétant. Pour octobre 1916, il dépassait déjà 450 000 tonnes de bateaux alliés et neutres. Il faut remarquer que l'Allemagne ne lança sa déclaration de guerre sous-marine à outrance qu'après s'être assurée de l'efficacité du moyen.

Après la vaine tentative du 12 décembre 1916 pour arriver à une paix fourrée, l'Empire germanique prononça l'*interdiction absolue de toute navigation* le long et au large des côtes d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Algérie. de Tunisie, de Tripoli, d'Egypte, de la Méditerranée orientale et de la Russie du Nord (6 février 1917). Tout bateau allié ou neutre rencontré dans cette zone devait être coulé sans avertissement.

La zone interdite comprenait, dans l'Atlantique, toutes les mers du socle continental de l'Europe jusqu'à une ligne partant de l'îlot d'Utsire, au sud de l'île Karmö (côte de Norvège), passant au nord des Shetland, au sud des Far-Oër, et rejoignant le 20e degré long. O. Greenwich pour le suivre du N. au S. et retourner à l'E. jusqu'à l'embouchure de la Bidassoa. Dans la Méditerranée, l'Allemagne ne laissait libres que deux étroites avenues, l'une pour aller à Cette devenu le port de ravitaillement de la Suisse, l'autre pour aller jusqu'aux ports grecs : car la Grèce était encore la Grèce germanophile de Constantin.

Plus tard, l'Allemagne devait étendre les zones interdites : dans l'Atlantique Nord jusqu'au 30e long. O. Gr. et autour des Açores, dans la Méditerranée à l'avenue grecque supprimée (4 novembre 1917) ; un peu plus tard encore (11 janvier 1918), les parages de Madère et des îles du Cap Vert, ainsi que la côte d'Afrique du cap Blanc au cap des Palmes, y furent joints. Ces extensions furent décidées à mesure que s'étendait le rayon d'action des croiseurs sous-marins, et à mesure que le concours américain à l'Entente se faisait plus effectif et plus puissant : le 2 avril 1917, la guerre avait été déclarée entre l'Allemagne et les États-Unis.

Ces délimitations se faisaient sur le papier, qui souffre tout ; elles n'avaient guère d'autre valeur que celle des chiffons

peur d'attirer sur leurs pays les représailles des Germaniques. Cette politique de Gribouille fut avouée par certains Norvégiens peu dignes du renom de fierté et d'indépendance justement attaché à leur pays.

de papier. En réalité, à partir du 6 février 1917, les sous-marins allemands coulèrent tout ce qu'ils purent partout où ils se trouvaient. Les capitaines assez naïfs pour compter sur une navigation paisible dans les chenaux autorisés s'aperçurent plus d'une fois de leur erreur. Les sous-marins ne respectèrent guère que la bande de 3 milles des eaux territoriales des pays neutres : car ils craignaient de provoquer de nouvelles interventions qui eussent encore grossi la coalition anti-allemande.

Ainsi s'engagea le duel désespéré où l'Allemagne mit sur mer son dernier et son plus grand espoir, de même que sur terre la défection de la Russie lui faisait escompter la victoire complète. L'année 1917 vit sur mer l'effort suprême des Germaniques. Cet effort était déjà à demi brisé lorsqu'ils tentèrent, au printemps de 1918, leur dernier sursaut terrestre.

Les 72 sous-marins de 1915 (encore n'étaient-ils pas tous prêts à cette date) étaient devenus 250 ou 300. Il y avait parmi eux des croiseurs submersibles très longs et à grand rayon d'action. Egalement armés pour couler les bateaux à coups de canon ou pour les torpiller, doués en surface et en plongée d'une vitesse relativement grande, ils constituaient une puissance redoutable[1]. Ils commencèrent une chasse sans merci, non seulement contre les bateaux de commerce de l'Entente et des neutres, mais contre les bateaux pêcheurs et contre les navires-hôpitaux.

Les conditions naturelles où évoluaient les sous-marins étaient, au total, plutôt en leur faveur.

L'invisibilité et l'effet de surprise sont les grandes forces du sous-marin. Dans les mers du Nord, tantôt agitées, tantôt brumeuses, aux eaux rendues opaques par les charriages côtiers et par les troubles flu-

1. Heureusement pour l'Entente, la technique des croiseurs sous-marins ne fut mise au point que très tard, trop tard pour donner la victoire aux Germaniques. Jusqu'en mai 1918, les croiseurs submersibles de la classe *U*-151 et *U*-157 (65 mètres de long, 11 à 12 nœuds en surface) attaquaient presque uniquement au canon. « L'ennemi reste très prudent, il ne pousse pas ses attaques à fond », disait à cette époque un rapport présenté à l'amirauté française.

viaux, les périscopes se distinguent malaisément à la surface ; le sous-marin en plongée ne se révèle que par un sillage souvent facile à confondre avec toute autre cause d'agitation de la mer. Les petits fonds unis permettent aux submersibles de faire des escales sous-marines. Les Allemands avaient étudié assidûment tous les caractères du milieu physique de leurs mers qu'il leur était utile de connaître, tels que les courants, la transparence des eaux et la composition du fond, tandis qu'en France beaucoup de gens ne considéraient ces études que comme des amusettes pour les esprits curieux.

Cependant, les mers peu profondes du Nord se prêtaient aussi très bien à l'installation des filets d'acier ainsi qu'au mouillage de mines à différents niveaux : deux redoutables ennemis pour le sous-marin qui, s'il est invisible, est également aveugle en plongée.

En Méditerranée, la profondeur de la mer interdisait, au large, l'emploi des mines fixes qu'il était impossible de mouiller. Les nombreuses découpures des côtes multipliaient les retraites et les abris de ravitaillement. Mais aussi la clarté du ciel, la moindre agitation de la mer et la transparence des eaux rendaient la tâche des submersibles plus malaisée.

L'emploi soudain et massif des forces sous-marines allemandes, à un moment où les marines de l'Entente savaient à peine se défendre et ne savaient pas contre-attaquer, eut tout d'abord des résultats très alarmants et compromit d'une manière grave le ravitaillement de l'Angleterre, de la France et de l'Italie.

Le mois d'avril 1917, coïncidant avec la diminution des tempêtes d'hiver et d'équinoxe qui paralysent l'activité sous-marine, fut le mois des plus grosses pertes (fig. 25).

Les Allemands réussirent à couler 385 bâtiments jaugeant 774 826 tonnes. Il y avait là-dessus 275 bâtiments alliés (611 061 tonnes), et 110 bâtiments neutres (163 765 tonnes).

La France, à elle seule, perdit dans ce mois 10 p. 100 de son ravitaillement en céréales et 2 1/2 p. 100 de son ravitaillement en métaux.

Si les Allemands avaient pu maintenir, ou à peu près, leur chiffre de destructions d'avril 1917, ils auraient enlevé aux Alliés la maîtrise des mers en faisant le désert sur toutes les grandes routes du ravitaillement. A 750 000 tonnes par mois, ils arrivaient à 9 200 000 tonnes au bout de l'année. Les Alliés ne pouvaient faire entrer en service pour 1917 que

4 850 000 tonnes de constructions neuves. La guerre sous-marine eût donc amené, sur le tonnage total, une perte sèche de 10 p. 100 au bout de l'année. De plus, la crainte des torpillages immobilisait les bateaux neutres ; les précautions à prendre ralentissaient le trafic ; les bâtiments avariés et non coulés nécessitaient des réparations : de sorte qu'on ne peut évaluer à moins de 30 p. 100 la perte du pouvoir de transport de la marine marchande mondiale au bout d'une année, si la guerre sous-marine à outrance avait continué comme à ses débuts. Pour les pays de l'Entente, c'étaient la disette, la paralysie et la mort à brève échéance [1].

Mais le chiffre des destructions opérées par les sous-marins ne tarda pas à baisser ; malgré quelques oscillations, il baissa assez vite.

Cette décadence de la guerre sous-marine tient d'abord, sans nul doute, à l'état même de la marine allemande. Elle était au-dessous de l'énorme tâche entreprise. Elle ne pouvait affronter les effets d'une usure rapide, qu'elle était seule à supporter, car ses alliés ne lui apportaient aucun secours valable. Elle pouvait remplacer vite les sous-marins détruits ; elle ne remplaçait pas si aisément les états-majors et les équipages disparus. Les conditions anormales et inhumaines du service intensif sur les sous-marins, les chances de plus en plus nombreuses d'une mort spécialement atroce et le découragement devant la puissance sans cesse accrue des adversaires semèrent parmi les équipages des sous-marins

1. D'après le *Fairplay*, le grand journal maritime anglais, le tonnage *marchand* coulé au cours de la guerre atteint 12 millions de tonneaux de jauge brute, qui se répartissent essentiellement de la manière suivante :

Grande-Bretagne	7 793 000	tonneaux.
Norvège	976 000	—
Italie	745 000	—
France	722 000	—
Etats-Unis	343 000	—
Grèce	349 000	—
Danemark	210 000	—
Suède	180 000	—
Espagne	157 000	—
Japon	119 000	—

En comparant ce chiffre au chiffre total de la marine marchande au 1er août 1914 (47 millions de tonneaux en chiffre rond, voir plus haut, § 2, note), on se rend compte que la guerre sous-marine allemande a fait disparaître le *quart* de la flotte marchande universelle. Pour la France, le service de la statistique donne un total général de 920 893 tonneaux perdus, guerre et commerce compris, ce qui fait ressortir à près de 200 000 tonneaux les pertes de la flotte de guerre.

des germes d'indiscipline et de révolte qui gagnèrent vite la flotte entière et contribuèrent puissamment à l'écroulement de l'Empire. Il faut trop forcer la nature humaine pour mener sous les mers une guerre longue et continue : Tirpitz, en mettant au point le mécanisme militaire de ses sous-marins, n'avait pas pensé que pour la manœuvre intensive de ce mécanisme il fallait une énergie supérieure à l'énergie normale du corps militaire le mieux entraîné.

La défense des marines alliées, d'abord hésitante et sans direction, devint vite active et opiniâtre. Secondée en Amérique, en France, en Angleterre et en Italie par de nombreuses trouvailles d'une ingéniosité scientifique comparable à celle des chimistes allemands chercheurs d'*ersatz*, la lutte contre les sous-marins s'organisa et obtint rapidement de beaux succès.

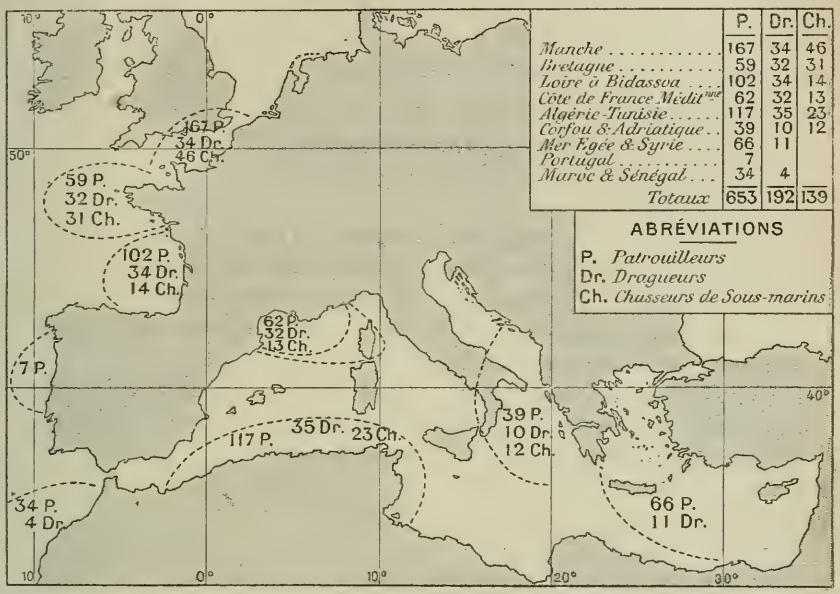
On courut au plus pressé en cherchant tous les moyens de protéger les bateaux de commerce qui apportaient à la guerre de l'Entente le sang et la vie.

Des patrouilleurs, composés de cette « poussière navale » si dédaignée avant la guerre (croiseurs légers, avisos et torpilleurs), sillonnèrent les mers côtières et les zones d'atterrage et poussèrent même leurs explorations loin des côtes, tant pour surprendre les sous-marins en surface que pour les obliger à de longues et continuelles plongées qui devaient fatiguer le matériel et exténuer les équipages. A la pratique, ce moyen se révéla insuffisant.

Comme les attaques utiles menées par les sous-marins dans les premières années se faisaient surtout au canon, on mit de l'artillerie sur les bateaux de commerce. On comptait que les attaques à la torpille seraient suivies de peu d'effet. Vain espoir : les Allemands perfectionnèrent leurs pratiques de lancement des torpilles et leur firent rendre de très beaux résultats[1].

1. Cela ne contredit pas ce que nous avons dit plus haut, car ce sont les petits sous-marins qui perfectionnèrent la technique du lancement des torpilles ; la chose eût été plus grave encore si les grands croiseurs sous-marins y avaient réussi aussi bien qu'eux.

On camoufla les bateaux, on les dota d'appareils fumigènes pour les dissimuler autant que possible aux visées nécessairement incertaines du périscope ennemi. L'Entente essaya de mettre l'invisible de son côté. Les résultats ne répondirent pas aux efforts, et c'était inévitable. Il eût fallu l'anneau de Gygès pour rendre invisibles de gros cargos. En désespoir de cause, les marines de l'Entente songèrent à dis-



	P.	Dr.	Ch.
Manche	167	34	46
Bretagne	59	32	31
Loire à Bidassoa	102	34	14
Côte de France Méditne	62	32	13
Algérie-Tunisie	117	35	23
Corfou & Adriatique	39	10	12
Mer Egée & Syrie	66	11	
Portugal	7		
Maroc & Sénégal	34	4	
Totaux	653	192	139

FIG. 26. — FLOTTILLE DE LA MARINE MILITAIRE FRANÇAISE CONTRE LES SOUS-MARINS ALLEMANDS, A LA FIN DES HOSTILITÉS.

D'après la *Ligue maritime*, revue mensuelle de la Ligue maritime française.

perser les chargements sur de nombreux bateaux de taille moyenne ou médiocre, malgré les graves inconvénients qui en résultaient pour le ravitaillement. Les constructions neuves furent conçues dans cet esprit.

Tous ces moyens étaient utiles. Aucun, à lui seul, ne suffisait.

Le plus efficace fut l'organisation des transports en convois escortés par de nombreux bateaux de patrouille et des

chasseurs de sous-marins de petite taille, suffisamment armés et très rapides. Les évolutions et les opérations de ces bateaux furent éclairées par les recherches des hydravions au-dessus des mers côtières et des routes d'atterrage, et par la surveillance constante des dirigeables et des ballons captifs postés sur les côtes.

La multiplication presque indéfinie des bateaux de chasse et de patrouille et des appareils aériens, combinée avec les informations recueillies par T. S. F. et avec l'acoustique sous-marine, permirent de résoudre le problème en rendant les mers côtières intenables pour les submersibles ennemis. *A l'invisible on opposa l'innombrable, et l'innombrable eut raison de l'invisible.*

La marine française, à elle seule, disposa à la fin des hostilités, dans les mers d'Europe, de 653 patrouilleurs, 192 dragueurs de mines et 139 chasseurs de sous-marins. 870 hydravions étaient en opérations actives sur les côtes développées de Dunkerque à l'Archipel; ils étaient aidés par 59 dirigeables et 198 ballons captifs (fig. 26).

Les autres marines de l'Entente ne restèrent pas en arrière. La marine américaine ajouta ses efforts aux leurs. L'abdication du roi Constantin et l'accession de la Grèce au bloc de l'Entente (6 juin 1917) enlevèrent aux sous-marins leurs principales bases d'opérations dans la Méditerranée orientale.

Les marines de l'Entente réussirent à couler, à prendre ou à interner 199 sous-marins[1]. L'Amirauté allemande remplaçait aisément les sous-marins ; mais tout équipage disparu était une perte irréparable.

A partir de juillet 1917, le tonnage coulé diminua rapidement. Dès novembre il tomba à 300 000 tonnes. En mars 1918, il se releva à 340 000 : ce fut le dernier spasme sur mer; il coïncida avec le grand effort de Ludendorff. Puis ce fut une chute nouvelle et définitive. En octobre 1918, le tonnage coulé dépassait à peine 100 000 tonnes. Les constructions neuves de l'Angleterre et des Etats-Unis dépassaient le

1. Radiotélégramme du gouvernement allemand, du 1er juin 1919.

double de ce chiffre. Les effets de la guerre sous-marine étaient définitivement conjurés, lorsque les armes tombèrent des mains de l'Allemagne défaillante.

7. — SIGNIFICATION ET PORTÉE DE LA LUTTE SUR MER

La grande guerre sur mer a été signalée par le triomphe de la stratégie des objectifs géographiques sur la stratégie de la bataille. Elle a été une guerre dispersée dans ses moyens, concentrée dans ses fins. Elle a révélé la signification précise de la domination de la mer.

Sauf l'engagement partiel du 31 mai 1916 et les combats sans importance livrés par les divisions lointaines, il n'y a pas eu de bataille navale digne de ce nom. Les escadres cuirassées se sont neutralisées. Les flottes allemande et autrichienne n'osaient pas sortir. Les flottes alliées ne pouvaient forcer leurs adversaires dans leurs refuges.

Tout l'intérêt stratégique s'est concentré autour du trafic qui se faisait sur les faisceaux de circulation, sur les zones d'atterrage et sur les étroits qui constituent les avenues maritimes de l'Europe atlantique et méditerranéenne. Ces avenues et leur trafic étaient devenus, en paix comme en guerre, des organes vitaux de l'Europe industrielle et surpeuplée. Les Allemands voulurent arrêter et entraver le trafic, au moyen de leur tactique de l'invisible. Les Alliés réussirent à le préserver de toute atteinte trop grave, au moyen de leur tactique de l'innombrable.

Il apparut que la domination de la mer réside, d'une manière essentielle, non dans une prépondérance générale de pavillon militaire ou marchand sur les Océans, mais dans le contrôle précis exercé sur quelques régions côtières, sur quelques mers du socle continental et sur quelques étroits où se trouvent les nœuds de rapports vitaux du commerce maritime, nécessaire aujourd'hui, sans qu'il s'en doute, au plus terrien des paysans de Bohême et d'Ukraine tout autant

qu'au citoyen de Rotterdam et d'Anvers. L'Allemagne, parce qu'elle possédait sans conteste deux de ces régions marines essentielles, la Baltique et la mer Noire, faillit faire périr l'Entente maritime, bien que celle-ci fût beaucoup plus forte sur l'ensemble des Océans.

Tout en demeurant spectatrices, les escadres cuirassées n'étaient pas inutiles. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à se demander ce qui serait arrivé, si l'Entente n'avait pas disposé d'une supériorité écrasante de gros bateaux et de canons[1]. Dans ce cas, la marine allemande n'eût pas été réduite à cette tactique de l'invisible qu'elle n'avait pas assez préparée, et qui la paralysait à demi. Elle eût rompu le blocus, totalement ou en partie. Elle eût coupé souvent les routes du trafic. Elle eût sans doute réduit ses adversaires à la disette : elle faillit bien y arriver rien qu'avec cette arme sous-marine qui avait été si injustement dénigrée ou tenue pour secondaire avant la guerre.

1. Ce passage sur l'utilité des escadres cuirassées reproduit l'opinion courante dans les milieux maritimes. Sans la repousser absolument, nous faisons des réserves. Il nous paraît difficile d'admettre que d'énormes outils de guerre n'aient pas d'autre fonction militaire que d'empêcher toute bataille. Et, en renversant le raisonnement, en supposant l'Entente privée de cuirassés et bien armée de sous-marins, et l'Allemagne maîtresse apparente de la surface marine, que se fût-il donc passé ? L'Allemagne n'eût-elle pas été aussi bien bloquée, affamée et vaincue qu'elle le fut en réalité ? L'objectif maritime essentiel était de couper les routes du ravitaillement dans les zones critiques. Il est démontré que des sous-marins nombreux, puissants et bien armés, *auraient* parfaitement *pu atteindre* cet objectif.

CHAPITRE XIII

LES GRANDES LIAISONS MARITIMES ET LA POLITIQUE DES OCÉANS

1. — **Fin de l'hégémonie politique exclusive de l'Europe.**
2. — **Les grandes liaisons atlantiques : Baltique et mer du Nord, Gibraltar. Panama.**
3. — **Les anciens Détroits turcs.**
4. — **La route de Suez et l'Océan Indien.**
5. — **Le Pacifique, champ futur de la lutte pour les mers.**

1. — *FIN DE L'HÉGÉMONIE POLITIQUE EXCLUSIVE DE L'EUROPE*

Cinq ans de guerre terrestre ont réajusté les frontières politiques et les rapports de puissance entre les États européens. Cinq ans de guerre navale ont eu comme enjeu la possession des avenues maritimes qui apportent à l'Europe pacifique ou guerrière la respiration et la vie. La guerre intégrale s'est donc déroulée en Europe et autour de l'Europe, centre et cœur du monde. C'est pourtant cette guerre européenne, devenue guerre universelle, qui ouvre une étape nouvelle de l'histoire, où l'humanité verra la fin de l'hégémonie politique et de la direction intellectuelle exclusives que l'Europe exerçait sur le monde, depuis que les grandes découvertes avaient commencé à ouvrir des terres neuves à ses explorateurs, à ses pionniers et à ses conquérants.

Lavisse dit dans son *Tableau de l'histoire politique de l'Europe* que notre continent a hérité de l'Asie la direction du monde depuis trois mille ans[1]. Cette vue historique est

1. E. Lavisse, *Tableau de l'histoire politique de l'Europe*, Paris, 1890, *in fine*.

guidée par une contemplation trop étroite de l'antiquité classique. En réalité, l'Asie a conduit le monde jusqu'aux dernières grandes invasions, celles du xve siècle. Elle lui a donné, non seulement ses formes politiques et ses grandes directions d'Etat, mais ses formes intellectuelles et morales les plus puissantes. Nous commençons à savoir tout ce que la Grèce a dû à l'Asie. Le christianisme et l'islamisme sont venus d'Asie.

L'hégémonie de l'Europe n'a commencé que du jour où les dernières invasions sont venues expirer sur ses lisières. Elle ne s'est affirmée, dans tout son éclat et dans toute sa puissance, que par la conquête et par la maîtrise des mers. Aux sociétés vieilles ou primitives qu'ils subjuguaient, les Européens ont apparu avant tout comme les hommes de l'Océan. Jusqu'au xixe siècle, les classes populaires chinoises de l'intérieur s'imaginaient que les « hommes aux poils rouges » venus sur les bateaux de la Compagnie des Indes étaient de la nature des poissons et ne pouvaient vivre hors de l'eau [1] ; les Africains de l'intérieur répandaient des préjugés analogues [2].

L'Europe a fait des Océans, maîtrisés par elle, l'instrument puissant et efficace de sa domination, grâce à l'ingéniosité et à la fécondité d'invention des techniciens qui ont mis toutes les sciences européennes au service des arts de la navigation et de la guerre. Mais cette force de domination, à cause même de son activité intense et de l'espèce de trépi-

1. Dans la guerre de 1839 entre l'Angleterre et la Chine, « les Chinois répétaient partout, disait un chef mongol du Tchakar, que nous marchions à une mort certaine et inutile. Que feriez-vous, nous disaient-ils, contre des monstres marins ? Ils vivent dans l'eau comme des poissons : quand on s'y attend le moins, ils paraissent à la surface, et lancent des *si-koua* enflammés. Aussitôt que l'on bande l'arc pour leur envoyer des flèches, ils se replongent dans l'eau comme des grenouilles » (Huc, *Voyage en Tartarie*, I, 54).

2. « Quelques Mambaris qui retournent à Bihé sont assez maladroits pour exprimer le déplaisir qu'ils éprouvent de voir les Makololos sur le chemin de Loanda. « Vous ne savez « pas, leur disent-ils, de quelle façon le commerce se fait avec les blancs : à la nuit close, « on porte son ivoire sur le bord du rivage, où le lendemain matin *il est remplacé par les « marchandises que vous donnent en échange les hommes blancs qui vivent au fond de la mer.* « Comment ferez-vous pour vous entendre avec eux ? Pouvez-vous entrer dans l'eau et les « prier de venir vous trouver ? » On est surpris d'entendre débiter cette fable, lorsqu'on est si près de la côte » (D. Livingstone, *Explorations dans l'intérieur de l'Afrique australe*, trad. franç., Paris, 1859, p. 425).

dation vitale qu'elle a révélée, devait s'épuiser plus vite que celle de l'Asie. Il a suffi, selon toutes probabilités, d'un demi-millénaire. On peut remarquer, pour les États, combien les dominations maritimes sont fragiles : l'histoire le montre[1]. Cela est vrai pour les continents, pour les formes de civilisation et pour les groupes d'États, autant que pour les Etats isolés. L'Europe, maîtresse des mers, a connu, toutes proportions gardées, l'usure rapide de Tyr, Athènes et Carthage.

Après avoir donné sans compter son sang et sa vie pour peupler ou pour organiser les deux Amériques, l'Afrique et l'Australie, après avoir rajeuni le Japon et, dans de moindres proportions, l'Inde et la Chine, l'Europe a usé à se dévorer elle-même l'excédent de forces apparentes que lui valaient son machinisme et sa civilisation industrielle. Elle sort de cette lutte épuisée et saignée à blanc. Elle a perdu le levier de l'or. Les cadres intellectuels et les cadres de direction se forment et se formeront en partie en dehors d'elle. Tous les anciens monopoles européens disparaissent. L'Europe est probablement incapable, pour longtemps, de redevenir une *mater gentium* et d'envoyer aux continents nouveaux des émigrants en masse[2]. Son ancienne prépondérance ne conserve plus, comme appui solide, que les empires coloniaux subsistants, ceux de l'Angleterre et la France en première ligne. Encore se limitent-ils à l'Afrique, à l'Australie, aux îles océaniennes et à l'Asie tropicale inorganisée. De plus, entre les métropoles et les colonies les liens se relâcheront fatalement[3]. Depuis la guerre, l'Empire britannique n'est

1. C. Vallaux, *Géographie sociale. La Mer*, p. 335-338.

2. Les grosses masses d'émigrants étaient fournies avant 1914 par les Italiens, par les Slaves et par les Juifs orientaux (1 100 000 juifs ont émigré aux États-Unis de 1898 à 1910). Il est possible que l'émigration italienne recommence, bien que les Italiens soient appelés à trouver aisément l'emploi de leur activité dans certaines parties dépeuplées de l'Europe. Quant aux Slaves, pour une part, ils se dévorent eux-mêmes, pour une autre part ils s'organisent : pour les deux fins ils n'ont pas trop de tous les hommes. Les mouvements d'émigration qui recommenceront auront sans doute des caractères spasmodiques et moins durables.

3. La politique anglaise comprenait cette nécessité bien avant la guerre. « Une colonie anglaise est la colonie de tout le monde, chacun y a autant de droits que l'Anglais lui-même. L'Angleterre possède plus d'une île en Océanie où les colons s'administrent à leur

plus un empire, mais une Fédération d'Etats autonomes[1]. L'Empire colonial français connaîtra tôt ou tard une évolution analogue.

Ainsi s'effrite et se lézarde l'édifice de domination construit par l'Europe depuis près de cinq cents ans. On peut regarder la tentative allemande de 1914 comme le dernier effort pour perpétuer la domination européenne sur le monde, et aussi comme la dernière chance qui restait de la maintenir. Si le *Kaiser von Europa*, comme écrivaient déjà les soldats allemands sur les murs de Liége, était arrivé à ses fins, l'Europe subjuguée et concentrée par des mains de fer eût été, pour un temps sans doute très court, maîtresse incontestée de la planète.

Les choses tournèrent autrement. L'Europe a perdu le privilège de la direction unique. L'Amérique et l'Asie interviennent dans ses affaires. La première conséquence de ce nouvel état des choses, c'est l'extension et l'intérêt nouveaux pris par la politique de l'Océan. On ne doit plus regarder les grandes routes des mers et leurs liaisons comme de simples avenues de l'Europe, ni ce continent comme un centre commun de rayonnement pour toutes. Il faut les considérer dans leurs rapports généraux, soit entre elles, soit avec les nouvelles puissances d'Amérique et d'Asie qui demain auront leur part

guise, font leurs lois et se jugent, comme en Australie. Un fonctionnaire australien s'y rend tous les trois ans, pour voir si tout va bien. Comme nous sommes habitués à voir l'Anglais se mettre partout à son aise, planter son drapeau où il le peut, prendre en voyage toute la place dans le wagon et toute la salade dans le plat, je m'imagine bien que ce n'est pas par charité pour les autres races que l'Angleterre agit de la sorte. Mais elle sait ce que coûte l'expérience, et n'a plus envie de tirer sur la corde au point de la casser, comme d'autres pays s'obstinent à le faire » (M. et Mme E. Jottrand, *Au Siam, journal de voyage*, Paris, 1905, p. 384-385).

1. « Dès aujourd'hui, l'Australie est une nation. L'autonomie que lui reconnaît l'Angleterre va presque jusqu'à l'indépendance de fait, sinon de droit : l'Australie fait ses propres lois, soumises simplement à la signature de ses gouverneurs qui pratiquement ne la refusent jamais ; elle fait elle-même ses propres tarifs de douanes, elle règle elle-même, sous le contrôle supérieur de la mère patrie, ses relations commerciales et tarifaires avec l'étranger » (Mission française en Australie, *Les relations économiques de la France et de l'Australie*, Paris, 1919, p. 4). A la Société des Nations, les plus grandes des colonies et Dominions anglais ont obtenu une représentation égale en dignité et en nombre à celles de l'Angleterre et de la France. La seule marque positive de la domination anglaise, qui subsiste aujourd'hui, ce sont les facilités douanières, pour les produits britanniques, que l'on connaît sous le nom de *préférence impériale*.

de la domination du monde. Des problèmes d'avenir surgissent. Nous allons essayer de les indiquer ou de les deviner.

2. — LES GRANDES LIAISONS ATLANTIQUES : BALTIQUE ET MER DU NORD, GIBRALTAR, PANAMA

L'Océan Atlantique est la Méditerranée future de la Fédération latine et anglo-saxonne qui s'annonce et que le développement de l'histoire rendra demain encore plus nécessaire qu'aujourd'hui. Ce sera un domaine collectif non exclusivement réservé, mais soumis à certains règlements stratégiques et politiques qui traduiront la conception de la liberté des mers arrêtée par les puissances navales dominantes. Ce n'est pas, semble-t-il, un champ de lutte désigné pour un prochain avenir.

Cependant, il y a sur les lisières de l'Atlantique des zones de contact où se rencontrent des voies cardinales de commerce et de domination. Selon les modes de souveraineté ou d'administration qui seront imposés à ces carrefours, l'avenir politique de l'Atlantique, et celui de la Fédération dont il forme la base géographique, peuvent se présenter sous des aspects très différents.

Les grandes zones de contact des liaisons atlantiques se trouvent au débouché de la Baltique et dans la mer du Nord, au détroit de Gibraltar et au canal de Panama.

Nous pouvons appeler la liaison Baltique-mer du Nord une liaison *fluvio-maritime :* son importance est faite du confluent marin de grands fleuves transporteurs d'hommes et de marchandises en provenance ou à destination des régions jusqu'ici les plus actives et les plus peuplées du monde.

Gibraltar et Panama sont des liaisons purement maritimes.

La mer Baltique est faite d'une mince nappe d'eaux douces et saumâtres, surimposée, à la façon d'une nappe d'huile, à une cuvette d'eaux marines. Par suite de la confluence d'eaux douces abondantes, les eaux de surface sont en excès et glissent d'un mouvement continu, par les détroits

danois, vers la mer du Nord et l'Océan Atlantique[1]. Ce sont les eaux scandinaves, russes et polonaises qui coulent de cette façon. C'est l'image du mouvement irrésistible qui fait de la Baltique le débouché nécessaire d'une grande partie de l'Europe de l'Est, d'États anciens comme la Suède, la Russie et la Prusse aussi bien que d'États nouveaux ou renouvelés comme la Finlande, les Provinces Baltiques et la Pologne.

La mer du Nord, dans sa partie Sud-est, du Dogger Bank à Blaavand Huk et au Pas de Calais, est un vaste estuaire commun où confluent l'Elbe, la Weser, le Rhin, la Meuse, l'Escaut et la Tamise. Les eaux côtières, jaunâtres et chargées de troubles fluviaux, ainsi que le vaste delta sous-marin uniquement constitué par les dépôts des grands fleuves[2], indiquent ce caractère essentiel d'une mer bordée par les ports d'estuaires les plus actifs du monde : Hambourg, Rotterdam, Anvers, Londres.

Pour la Baltique, la question qui se pose est celle de la libre communication des pays riverains avec la mer du Nord et avec l'Océan. Pour la mer du Nord, la question qui se pose est celle de l'utilisation, par des nations rivales et ennemies, des grands fleuves qui viennent y confluer.

La communication naturelle du bassin baltique avec la mer libre se fait par le système des détroits danois : Sund, Grand Belt, Petit Belt.

Cette série de passages n'est pas internationalisée. Ils sont ou vont être la propriété, le premier de la Suède et du Danemark, et les deux autres du Danemark seul. La Suède et le Danemark sont trop faibles pour assurer la liberté du passage dans tous les cas. On l'a bien vu au cours de la guerre. Dès le début, la Baltique a été un lac allemand, comme au XVIIe siècle elle fut un lac suédois. Elle risque de l'être encore plus dans l'avenir, à cause de l'ère de dispersion politique qui va s'ouvrir pour la Baltique orientale.

De plus, le doublement de la péninsule du Jutland allonge de 750 kilomètres la route maritime entre les ports de l'Atlantique et de la mer du

1. Ed. Suess va jusqu'à considérer la Baltique comme un vaste estuaire fluvial en train de se vider dans l'Océan dont le fond serait en voie d'effondrement (Ed. Suess, *la Face de la Terre*, trad. E. de Margerie, II, 667),

2. C. Vallaux, *La Mer du Nord, étude de géographie physique* (*Revue générale des Sciences*, 15 juin 1912).

Nord, d'une part, et ceux de la mer Baltique de l'autre : ce qui augmente en moyenne, d'un tiers en temps, le voyage de Londres à Stockholm.

Enfin, les deux Belts sont relativement profonds, mais ils sont évités par les navires, à cause de leurs écueils et des sinuosités de leurs rives. Le Sund est seul fréquenté ; toutefois le passage principal du Drogden, entre Amager et Saltholm, n'a en quelques endroits que 7 mètres au-dessous du zéro : le Sund n'est donc accessible en tous temps qu'aux navires d'un port de $6^{m},50$ en lourd [1]. Il faut prévoir que le développement maritime des pays du Nord nécessitera des bateaux d'un plus fort tirant d'eau.

Pour assurer complètement les communications de la Baltique et de la mer du Nord, on doit utiliser la coupure existante de l'isthme danois (canal de Kiel, officiellement Kaiser-Wilhelm Kanal), exécutée par les Allemands de 1885 à 1895, dans une pensée purement allemande.

Le canal de Kiel est tracé d'Holtenau à Rendsburg, sur les frontières des anciennes provinces du Slesvig et du Holstein cédées par le Danemark à la Prusse et à l'Autriche en 1864, à la Prusse seule par l'Autriche en 1866. Il a été fait pour une fin surtout politique, et subsidiairement pour une fin économique. Le but politique consistait à permettre une concentration rapide de la flotte allemande de Kiel et de Wilhelmshaven dans l'une ou dans l'autre mer, selon les besoins militaires; il a été atteint pendant la guerre (voir chap. XII). Le but économique consistait à faciliter les relations des ports allemands et autres de la Baltique avec les ports allemands de la mer du Nord : il a été atteint aussi ; du 31 mars 1911 au 31 mars 1912, le canal de Kiel transitait déjà 8 478 261 tonnes, le tonnage militaire non compris [2].

Le canal de Kiel, large de 100 mètres à la surface et de 36 mètres au plafond, profond de 10 à 12 mètres, pourvu d'un port intérieur à Rendsburg, suffit à tous les besoins. Mais, au lieu de relier directement deux mers, il débouche à Brunsbüttel dans l'Elbe, fleuve allemand et destiné à rester allemand [3]. Il ne

1. Voir la carte n° 4467 du *Service hydrographique français*.

2. Chiffres du *Statesman's Year Book* de 1913.

3. On ne peut, à notre sens, considérer comme un régime permanent l'internationalisation de l'Elbe prévue par les articles 331 et 340 du traité de Versailles. C'est une hypothèque et une garantie utile, comme l'occupation de la rive gauche du Rhin, et comme elle destinée à durer jusqu'à la consolidation complète du nouvel ordre européen.

suffit donc pas, pour faire du canal une voie vraiment libre et utilisable pour tous les pays baltiques en tout temps, de proclamer que le canal de Kiel devient une voie internationale. Il serait nécessaire de le détourner, par une correction de tracé, des terres et des eaux purement allemandes. La géographie indique le moyen de le faire : elle a dessiné elle-même le vrai tracé du canal dans l'isthme danois : c'est le cours de l'Eider, de Rendsburg à Tönning. Si le Kaiser-Wilhelm Kanal devenait le canal maritime et international de l'Eider, une des liaisons maritimes les plus intéressantes du monde serait affranchie de l'emprise allemande[1] (fig. 27).

Le problème de la mer du Nord ne se pose pas de la même manière. Il consiste dans l'utilisation des débouchés fluviaux essentiels, Rhin, Meuse et Escaut, par les pays rivaux qui se partagent ou se disputent les ressources naturelles ou acquises d'une des plus riches régions du monde : les terres belges, lorraines, westphaliennes et rhénanes.

Le problème a été modifié et compliqué par le nouvel avènement de la France comme puissance rhénane. Maîtresse du bassin houiller de la Sarre, de la minette et de la métallurgie de Lorraine, des salines et fabriques de soude du Saulnois, de l'industrie cotonnière de Mulhouse et des sels de potasse de Nonnenbruck, la France lorraine et rhénane devient un centre de production de matières lourdes, brutes et ouvrées. Elle a besoin de larges voies d'exportation qui la mettront en communication aussi proche que possible avec la mer, par voies ferrées et surtout par voies navigables à grande section.

C'est vers la mer du Nord que ce trafic doit s'orienter. Il a d'abord pour lui la voie du Rhin.

Quand les Allemands étaient maîtres de tous les pays rhénans, ils se sont appliqués à faire du Rhin sur tout son cours, d'abord jusqu'à Mannheim, puis jusqu'à Strasbourg, et ils tentaient de le faire jusqu'à Bâle, une voie fluvio-maritime à grande section accessible, non seulement aux grands

1. Cette emprise a été malheureusement renforcée par les articles 380 à 386 du traité de Versailles.

chalands fluviaux, mais aux chalands de mer remorqués. C'est ce qu'ils ont appelé la *construction* du Rhin (*Strombau*, 1879-1914).

FIG. 27. — L'ISTHME DU SLESVIG-HOLSTEIN ET LES DÉTROITS DANOIS
Le pointillé indique les bancs de sables mouvants des côtes de la mer du Nord (*Watten*).

Pour la Rhénanie française, la question n'est pas si simple. Pour nous, le Rhin n'est pas une longue ligne navi-

gable intérieure, mais un fleuve frontière, et il ne l'est que sur 200 kilomètres, de Bâle à Lauterbourg : aussi la politique fluviale française avant 1871 était très différente de la politique allemande. La France laissait au Rhin son caractère de fleuve frontière et de fleuve sauvage, pour donner quelque efficacité à la barrière d'eau (voir chap. VIII) : cela explique en partie le caractère platonique des anciennes conventions pour la navigation du Rhin, telles que l'accord du 17 octobre 1868 signé à Mannheim.

L'internationalisation du Rhin ne résout pas le problème. Malgré toutes les précautions, elle risque d'être illusoire. Rien ne peut faire que le Rhin ne soit pas devenu avant tout le canal d'exportation de la houille de la Ruhr et le canal d'alimentation des industries allemandes échelonnées de Dusseldorf à Mannheim. Le port hollandais du Bas-Rhin, Rotterdam, est un port allemand : les 2/3 du commerce d'exportation de Rotterdam sont pour l'Allemagne ; 94 p. 100 des marchandises qui descendent le Rhin sur chaland à Emmerich vont transborder sur les bateaux de mer à Rotterdam. Les bassins et l'aménagement de Rotterdam sont faits exclusivement pour les besoins de transbordement de la grande batellerie rhénane, qui elle-même travaille surtout pour l'industrie westphalienne[1].

Il serait donc utile de faire de la Meuse et de l'Escaut la branche fluvio-maritime du delta économique du Rhin, destinée à ouvrir les débouchés vers la mer à l'industrie et au commerce de la Rhénanie française liée à la Lorraine, à la Belgique et au Luxembourg[2]. Pour cela, il faudrait réunir directement le grand port fluvial de Strasbourg-Kehl à Dunkerque ou à Anvers, et de préférence à Anvers, en vertu du principe que les marchandises lourdes cherchent toujours la

1. La construction de la *Nieuwe Waterweg* de Rotterdam a été faite, de 1875 à 1900, parallèlement à la construction du Rhin et en fonction du développement de la grande industrie allemande (A. VAN YSSELSTEYN, *Le port de Rotterdam*, 1904).

2. Il nous paraît que le canal à grande section Rhin-Meuse (et plus tard Meuse-Escaut), prévu à l'article 361 du traité de Versailles, n'aurait d'autre effet que de faire d'Anvers une doublure de Rotterdam et un port westphalien.

mer au point le plus rapproché. On y parviendrait en utilisant, en transformant et en reliant les rivières navigables et les tronçons de canaux déjà existants, par le canal du Rhin à la Marne, la Moselle, le Chiers, la Meuse, au canal de la Meuse à la Sambre, Charleroi, Bruxelles et Anvers[1].

Ainsi serait accomplie, par la bifurcation du Rhin allemand et du canal franco-belge, la grande liaison fluvio-maritime du premier foyer industriel de l'Europe continentale avec l'Atlantique Nord, qui est lui-même la première voie de trafic du globe. Cette liaison européenne bifurquée offrirait la plus intéressante analogie avec celle que les Américains ont réalisée de l'autre côté de l'Atlantique, sous la même latitude, où le Saint-Laurent d'une part et le canal Hudson-Erié de l'autre offrent une double voie d'eau au trafic des Grands Lacs et de la Pennsylvanie industrielle. Des nécessités générales du même ordre, des deux côtés de l'Océan, doivent conduire aux mêmes solutions.

La liaison maritime de l'Atlantique et de la Méditerranée, au détroit de Gibraltar, ne met en jeu, à l'inverse des précédentes, aucun antagonisme envenimé. Elle nécessite cependant une mise au point assez délicate, qui doit tirer profit des enseignements de la géographie et de l'histoire.

Le passage maritime de Gibraltar paraît dominer et conditionner tout ou partie des relations des puissances méditerranéennes, et de la France en particulier, avec les colonies tropicales et avec les deux Amériques.

A première vue, cet ensemble de rapports semble soumis au bon plaisir de l'Angleterre et de l'Espagne, maîtresses des deux rives du détroit, et en particulier à celui de l'Angleterre, établie depuis 1704 dans la forteresse historique de Gibraltar.

Mais c'est ici surtout qu'il faut se méfier de l'inertie intellectuelle qui nous dispose à voir dans le présent et même dans l'avenir un simple prolongement du passé.

1. Avant la guerre, les relations économiques entre le bassin métallurgique de Lorraine et la mer avaient déjà tendance à s'orienter de cette manière (Société scientifique de Bruxelles, *Les ports et leurs fonctions économiques*, I, 117 ; P. Vidal de la Blache, *La France de l'Est*, p. 241).

Le rocher de Gibraltar, avec ses étages de batteries superposées et son point d'appui naval, a barré efficacement le détroit dans le passé. Dès aujourd'hui, le barrage est insuffisant. Demain, il aura perdu toute valeur.

Les flottes à voiles, obligées de louvoyer longuement et parfois de raser la forteresse, contre vents et courants, pour passer de la Méditerranée dans l'Océan et réciproquement, demeuraient pendant d'assez longues périodes sous le feu des batteries de Gibraltar ou sous l'action de la flotte embusquée dans son port. Encore les escadres de La Clue et de Villeneuve passèrent-elles sans difficulté en 1759 et en 1805.

Aujourd'hui, les flottes à vapeur peuvent passer le détroit, large de 14 300 mètres à sa partie la plus resserrée et de 20 kilomètres sous le méridien de Gibraltar, sans risquer autre chose que la bataille navale avec la flotte de Gibraltar. Ce qui revient à dire que Gibraltar demeurerait un des points critiques où pourrait se décider le sort des mers. Mais le site particulier du détroit et de la forteresse et leur ancienne valeur de barrage n'y seraient presque pour rien.

La profondeur du seuil sous-marin de Gibraltar est trop grande pour permettre d'y mouiller des champs de mines : 320 mètres au minimum entre le cap Spartel et Tarifa ; 1 000 mètres sous le méridien de Gibraltar.

Il n'y a aucun obstacle naturel ou humain pour les hydravions et pour les sous-marins.

L'importance de Gibraltar comme escale-dépôt de charbon pour les paquebots de la route d'Angleterre aux Indes s'affaiblissait d'année en année, avant 1914, au profit d'Alger.

La liberté des mers, si l'on entend par là le passage affranchi de toute prépondérance militaire exclusive, s'établissait par la force des choses et par les progrès de la technique navale, sur toute la zone maritime du détroit de Gibraltar.

Ce qui reste de l'ancienne hypothèque britannique serait entièrement dissipé, au point de vue de la France, si cette puissance réussissait à s'établir à Tanger[1], et si elle affranchissait son grand cabotage de la circumnavigation de l'Ibérie, au moyen d'un canal fluvio-maritime à grande section de Bordeaux à Cette[2]. D'autre part, la puissance croissante des

1. C. Vallaux, *Le Problème de Tanger* (Le *Correspondant*, 10 juillet 1919, p. 105-110).
2. C'est ce qu'on appelle communément le canal des Deux-Mers. Bien des fois jusqu'ici

États-Unis nous garantit que les relations méditerranéennes avec les deux Amériques, qui ne peuvent se faire que par le détroit de Gibraltar, seront toujours maintenues libres. Le détroit ressemble à une de ces grilles de fer des anciennes forteresses, que l'on ne ferme jamais plus et qui se rouillent dans leur encastrement : on voudrait faire jouer les gonds et fermer la grille, qu'on ne le pourrait plus.

Bien différente est la situation à la grande liaison maritime artificielle du canal de Panama, pratiquée par les Etats-Unis et ouverte par eux le 15 août 1914, au début de la guerre universelle.

Tel qu'il a été exécuté et organisé, le canal de Panama se présente comme une voie de domination politique et de monopole commercial.

L'ancienne entreprise française du canal, dont la pensée première était de donner un pendant à Suez, avait une base purement économique et financière. L'entreprise américaine se révéla dès le début comme un projet d'Etat.

Le canal maritime à écluses de Panama va de la baie de Colon ou de Limon, sur l'Atlantique, à la baie de Panama, sur le Pacifique. Il est long de 66 kilomètres de rivage à rivage et sa profondeur minima est de $12^{m},30$. La largeur minima au plafond est de 60 mètres ; elle atteint, sur la plus grande partie du trajet, 150 à 300 mètres. Les deux groupes d'écluses du côté Pacifique et du côté Atlantique sont composés chacun de trois écluses à voie double ; les écluses ont une longueur de 300 mètres et une largeur utile de 33 mètres. Le canal de Panama a donc été calculé et établi pour les dimensions des plus gros bateaux : il peut raccorder et continuer des voies de navigation de premier ordre, tout comme le canal de Suez et mieux que celui-ci.

Les traités qui règlent l'existence et le fonctionnement de la *zone du canal* sont ceux qui assurent dans l'isthme la domination politique des Etats-Unis.

La zone du canal s'étend à 5 milles de chaque côté de la

il a été étudié et projeté en vain. « Le *martyrologe* de cette conception est une des manifestations les plus fâcheusement éclatantes de cette incapacité d'agir, tare de la société française contemporaine », a dit avant la guerre M. Rondet-Saint, dans *L'Avenir de la France est sur l'eau*, p. 340-342.

ligne médiane du canal, soit sur une largeur totale de 10 milles (16 km). Toutefois, les villes de Panama et de Colon en sont exclues, ce qui n'a eu d'autre résultat que de déposséder ces villes de leur situation privilégiée de ports d'entrée du canal : cette situation a été transférée aux groupements nouveaux de la Balboa, sur le Pacifique, et de Cristobal sur l'Atlantique.

La zone du canal est concédée par la République de Panama au gouvernement des Etats-Unis pour les buts que les traités énumèrent de la manière suivante : « *construction, maintenance, operation, sanitation, or protection of the canal, for the use, occupancy, and control* ». Cette énumération implique très clairement la souveraineté territoriale avec tous ses principaux droits, y compris celui d'expropriation. La zone du canal est donc, dans toute la force du terme, une possession américaine.

La mainmise des Etats-Unis sur le canal du Panama est plus franche, dans la forme, que celle de l'Angleterre sur le canal de Suez. Les deux voies ont été proclamées libres et ouvertes à toutes les nations en temps de guerre comme en temps de paix : simples clauses de style, consignées dans la convention du 22 décembre 1888 pour le canal de Suez, et dans le traité Hay-Pauncefote pour le canal de Panama.

Les Etats-Unis aux abords de Panama, comme l'Angleterre aux abords de Suez, se sont assuré les avant-postes fortifiés qui consolident leur domination. Ils ont imité la politique anglaise de la route de l'Inde ; ils ont pris leurs sûretés. Du côté de l'Atlantique, où ils avaient déjà Porto-Rico, ils ont acquis, en achetant les Antilles danoises, la vieille escale de Saint-Thomas, la première terre d'Amérique que reconnaissent les bateaux d'Europe faisant route pour Panama. Du côté du Pacifique, ils ont acquis de l'Equateur, en novembre 1913, l'archipel des Galapagos (archipel de Colon).

Comme route maritime, le canal de Panama a pour objet, de même que le canal de Suez, de rendre plus courtes les

grandes routes de la mer ; mais il ne fait aucune concurrence sérieuse au canal de Suez[1].

La plupart des routes nouvelles amorcées par Panama, telles qu'elles sont énumérées et calculées par le Bureau Hydrographique des Etats-Unis, intéressent surtout la navigation américaine ou la navigation étrangère entre ports américains du Nord, du Sud et de l'Ouest, dans le triangle New-York-Valparaiso-San Francisco. Tandis que le canal de Suez, tracé au point de rencontre de trois mondes différents, établit de nouvelles relations non seulement entre les nations, mais entre les races, le canal de Panama, tracé au cœur de l'Amérique, ne fait guère que souder plus étroitement l'une à l'autre l'Amérique latine et l'Amérique anglo-saxonne, déjà unies par de nombreux liens. Le canal sert les visées politiques des Etats-Unis, et c'est avant tout aux Américains du Nord et du Sud qu'il sera utile au point de vue économique.

La seule faiblesse actuelle de la puissance américaine, par rapport au canal de Panama et à ses routes, c'est le manque relatif d'escales et de dépôts de charbon dans l'immense vide du Pacifique, entre Panama, l'Asie méridionale, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les îles Samoa ne suffisent pas aux Etats-Unis pour cette fin, et elles sont assez mal placées.

Du côté de l'Atlantique, les escales-stations de charbon sont devenues inutiles, comme le montre la décadence de Saint-Thomas. Il n'en est pas de même du côté du Pacifique, où les distances sont doubles, en moyenne, entre les continents opposés. Ainsi, sur la route de Saint-Nazaire à Sydney par le canal, on parcourt 4917 milles dans l'Atlantique, 7794 milles dans le Pacifique. Une escale au moins est nécessaire, dans les conditions normales actuelles, sur la longue route du Pacifique. Les îles françaises des Marquises, de Tahiti et de Rapa sont merveilleusement placées pour servir d'escales. Les accords présents et futurs entre la France et les

1. E.-R. Johnson, *Panama Canal Trafic and Tolls*, p. 97.

Etats-Unis peuvent avoir leur utilité aussi bien de l'autre côté de la terre que du côté où nous sommes.

3. — *LES ANCIENS DÉTROITS TURCS*

Quand éclata la guerre de 1914, l'Empire ottoman était encore le garde-clefs, au nom de l'Europe, d'une liaison maritime que les jalousies et l'équilibre d'impuissance des nations européennes tenaient fermée : la route des Détroits turcs, les Dardanelles et le Bosphore, qui sont la voie tracée par la nature entre la Méditerranée, l'Europe orientale et les prochaines terres d'Asie.

Le geôlier de la mer Noire a été chassé, ou le sera ; le passage s'est ouvert tout seul ; personne ne s'avisera de le refermer. La route maritime nouvelle paraît exactement symétrique de la route de la Baltique et de la mer du Nord. L'équilibre politique à établir dans la mer Noire paraît aussi du même ordre que celui qui surgira dans la Baltique. Ici et là, la société politique de demain doit exclure toute prépondérance exclusive d'un Etat.

Mais, aux Détroits turcs, la question est plus complexe.

Sur ce point si particulièrement délicat du Bosphore, la route maritime est croisée par la diagonale terrestre dont les Allemands avaient fait leur route principale d'expansion vers l'Orient : c'est la route « Hambourg-Bagdad » ; défunte comme route d'impérialisme germanique, elle s'ouvrira comme voie économique.

Il convient donc de considérer, d'abord à part, puis dans leurs connexions possibles, la route maritime et la diagonale terrestre.

Les rivages de la mer Noire sont ou seront demain, en faisant abstraction du Bosphore, aux mains de puissances de fait qui deviendront des puissances de droit, là où elles ne le sont pas encore. Au point de vue du degré de force, elles seront à peu près du même ordre : de grands Etats secondaires,

pas une très grande puissance[1]. Ce seront la Roumanie, l'Ukraine ou Petite-Russie, la Caucasie, l'Arménie, l'Etat turc appelé à subsister (car il y a une Turquie pourvue d'une légitime base territoriale) et enfin la Bulgarie.

L'équilibre politique sur les bords de la mer Noire sera du même ordre que celui qui s'établira sur les bords de la Baltique. Il n'y manquera même pas l'analogie de l'Etat de la coalition ennemie et vaincue, aux fenêtres ouvertes sur deux mers : la Bulgarie, qui devrait être limitrophe de la mer Noire et de l'Archipel, sera ici ce qu'est dans le Nord de l'Europe la Prusse, installée à Königsberg et à Wilhelmshaven.

Il paraît indiqué et relativement facile de faire des Détroits turcs un passage neutre et international, gardé par ceux qui ont intérêt à le maintenir ouvert, Roumains, Petits-Russiens, Caucasiens et Arméniens.

Mais le problème est compliqué par la présence de la grosse ville en majorité musulmane de Constantinople[2], ainsi que par les aspirations de la Grèce sur toutes les avenues de la mer Noire du côté de l'Archipel.

Dans la débâcle de l'empire turc, Constantinople demeure une ville d'Islam et un centre religieux et politique qu'il est impossible de traiter par prétérition. Pour la deuxième fois, Constantinople, capitale d'Empire, survit à son Empire. Ce paradoxe semble appeler et justifier, ou le maintien d'une apparence d'Empire turc, ou le protectorat d'une grande puissance que les autres accepteront malaisément, ou un mandat donné par la Société des Nations, qui trouve ici son application pratique, limitée et sans doute éphémère.

De son côté, la Grèce, suivant sa destinée naturelle d'État de lisières maritimes, aspire à dominer les côtes des Dardanelles et de la Marmara, où l'élément grec l'emporte sur la côte d'Europe des Dardanelles (sand-

1. On s'étonnera peut-être de nous voir exclure la possibilité d'une grande puissance russe sur les bords de la mer Noire. La destinée des territoires de l'ancien Empire russe échappe encore, il est vrai, à nos calculs et à nos prévisions. Mais, qu'il y ait ou non demain une grande Russie, la Ligue des Nations ne pourra maintenir la liberté de la mer Noire qu'à condition de restreindre étroitement sur cette mer la puissance russe, ou, en d'autres termes, de la réduire à l'état de puissance secondaire.

2. Le vilayet de Constantinople, côté de l'Europe, devait compter 450 000 Musulmans, 260 000 Grecs, 60 000 Juifs et 70 000 Arméniens avant la guerre (Vte d'Arlincourt, *Coup d'œil sur l'Ethnographie des Balkans*, dans l'*Ethnographie* du 15 janvier 1914).

jak de Gallipoli) ainsi que sur les deux côtes au milieu de l'élargissement de la Marmara (Rodosto et Cyzique)[1]. Par-dessus tout, la Grèce voudrait hériter de la ville impériale. Elle ne l'aura pas, car sa domination à Constantinople serait un arrêt de mort au point de vue maritime pour les pays de la mer Noire. Ce serait une nouvelle fermeture des détroits, et les détroits ne peuvent plus être fermés[2].

Le croisement de la voie maritime et de la diagonale terrestre à Constantinople augmente encore la difficulté des problèmes politico-géographiques dont l'écroulement de l'Empire turc a fait de pressantes nécessités de l'heure.

La route impériale de Hambourg à Bagdad a cessé d'exister, tout comme la route que Darius avait autrefois créée, entre Sardes et Suse, pour des fins politiques du même ordre. Mais ce qui a vécu de tout temps et continue de vivre, c'est le trafic terrestre entre l'Europe et l'Asie antérieure, passant par les Détroits. Depuis que l'Europe a commencé à vivre, il y a toujours eu là un *emporium* : avant Constantinople, il y avait Byzance, et avant Byzance, Chalcédoine.

Les Bulgares, les Hongrois, les Autrichiens et les Allemands se trouvent sur les avenues de cette route d'Orient. Ils sont désignés par leur situation pour tirer les profits matériels et moraux du contact de la civilisation européenne avec l'Asie antérieure. Ils le sont d'autant plus que le premier pays asiatique qui se trouvera sur leur chemin sera l'Etat turc d'Anatolie, hier encore leur allié, et la Turquie diminuée ne pourra oublier que c'est l'Entente maritime qui a porté le coup de grâce à son Empire hier étendu sur une partie de l'Europe et de l'Asie. La diagonale est la route du Continent, comme la route des Détroits est celle de la Mer. Les puissances maritimes sont fortes sur la seconde, elles sont faibles sur la première.

Cependant, la neutralisation des Détroits et l'établissement

1. Vital Cuinet, *La Turquie d'Asie*, IV, 10-11.

2. Les ambitions de la Grèce ont été celles de son grand homme d'État, Venizelos, plutôt que celles du peuple grec lui-même, qui semble de beaucoup inférieur à la destinée que Venizelos rêvait pour lui.

solide de l'influence franco-anglo-américaine à Constantinople peuvent transformer, au point de vue économique, le Hambourg-Bagdad ébauché en un Paris-Londres-Bagdad. S'il paraît impossible de rejeter tout à fait au second plan les produits et les hommes de l'Europe centrale, du moins la France, en particulier, paraît bien placée pour les combattre avec succès sur leur terrain même, en tirant parti à la fois de sa puissance présente, des souvenirs semés sur la route de l'Orient par la civilisation française au cours de nombreux siècles d'histoire, de la prépondérance encore gardée par la langue française, et enfin de notre travail émancipateur dans ces pays d'asservissement. Ce n'est pas une question commerciale qui est en jeu ici, c'est une question de culture, de domination spirituelle et de prestige.

4. — *LA ROUTE DE SUEZ ET L'OCÉAN INDIEN*

Tandis que l'Atlantique et les liaisons maritimes de l'Atlantique et de la Méditerranée paraissent soustraits, sauf le canal de Panama, à toute prépondérance exclusive d'une puissance, le canal de Suez et l'Océan Indien sont à peu près monopolisés par un Empire bien établi et triomphant. Plus encore que l'Atlantique, l'Océan Indien se trouve, pour un temps plus ou moins long, dans une période de stabilité.

L'Océan Indien est aujourd'hui un domaine réservé de l'Empire britannique. Il l'était déjà avant la guerre, par la possession anglaise des points stratégiques, des avenues maritimes et des câbles. Il l'est devenu bien plus avec la guerre, dont un des résultats les plus certains et les mieux acquis est la prise de possession complète par l'Angleterre de la route maritime de Suez[1]. Toutes les communications indo-méditerranéennes sont soumises au contrôle étroit de l'hégémonie britannique installée en Égypte.

1. Il y a cependant une zone encore incertaine : c'est l'Arabie. L'Angleterre a émancipé l'Arabie pour essayer d'y installer son protectorat. Il n'est pas sûr qu'elle y parvienne.

Suez est l'homologue de Panama. Comme les Etats-Unis ne neutraliseront pas cette seconde voie, l'Angleterre aura une très bonne raison pour ne pas neutraliser la première.

La faute commise par la France en abandonnant l'Égypte, en 1882, n'a pas eu les mêmes conséquences catastrophiques que celles qui ont précédé et amené 1870. Mais les conséquences de la faute de 1882 dureront plus longtemps. 1870 est effacé ; 1882 n'est pas près de l'être, à moins d'un bouleversement qu'on ne peut prévoir et qui risquerait, au reste, de ne pas nous être favorable dans l'ensemble.

Au point de vue international, il faut distinguer la situation reconnue du canal de Suez de celle de l'Égypte. Le canal est régi par la Convention de Constantinople « pour le libre usage du canal de Suez » (22 déc. 1888). L'Égypte est de fait, jusqu'à nouvel ordre, un protectorat anglais, depuis que les derniers liens de vassalité ont été rompus, en 1914, entre elle et la Turquie.

La convention de Constantinople a prononcé la neutralisation du canal de Suez en temps de guerre ; le passage est accordé aux troupes belligérantes, à condition qu'elles s'abstiennent d'actes d'hostilité ; les bateaux belligérants ne peuvent s'arrêter dans le canal et ne peuvent séjourner que vingt-quatre heures au plus à Port-Saïd et à Suez ; les puissances s'engagent à ne porter aucune atteinte au libre usage du canal, en guerre comme en paix.

Ce qui montre à quel point cette neutralité est illusoire, c'est qu'elle est limitée à la voie maritime elle-même, aux ports d'accès et à un rayon de 3 milles au delà. Le canal d'eau douce indispensable à l'existence et au fonctionnement du canal de Suez n'y est pas compris ; pour l'y comprendre, il eût fallu neutraliser une partie du territoire égyptien, et l'Angleterre s'y est refusée. Il suffirait à l'Angleterre de couper la canalisation d'eau douce pour suspendre entièrement, en temps de guerre, le fonctionnement du canal[1].

Il n'y a donc pas véritablement de zone neutre (car en théorie le canal continue à faire partie du territoire de l'Égypte) ; il n'y a qu'une promesse de respecter la navigation dans le canal et jusqu'à 3 milles au large, vers la mer Rouge. Cette promesse est fragile et sans portée.

Une neutralisation réelle de l'Egypte pourrait seule libérer le passage du canal de Suez. Encore devrait-elle se compléter

1. J. Charles-Roux, *L'Isthme et le canal de Suez*, II, 110.

par la neutralisation de l'étroit couloir de la mer Rouge et de ses rives. En 1900, J. Charles-Roux recommandait la neutralisation de l'Egypte comme « la solution la plus heureuse de la question égyptienne ». Non seulement l'Egypte n'est pas neutralisée, mais les deux rives de la mer Rouge sont devenues britanniques, ou peu s'en faut. L'Angleterre a entièrement soumis à son contrôle la route indo-méditerranéenne et ses abords.

Le seul contrepoids utile au monopole britannique serait un protectorat exercé par une autre puissance, et en particulier par la France sur la Syrie, zone de départ méditerranéenne de la future route terrestre vers l'Inde, concurrente de la voie maritime.

Après avoir dressé un rapide tableau des vicissitudes historiques de la Syrie, Ratzel conclut de la manière suivante : « Au milieu de ces vicissitudes, tout nous indique que la valeur durable de la Syrie a consisté dans son rôle de *lisière de passage* de l'Arabie vers la Méditerranée »[1].

Cette manière de concevoir la destinée politico-géographique de la Syrie contient une part de vérité. Mais elle ne donne pas la définition intégrale du pays.

La véritable définition de la Syrie est plus large. Elle a été donnée, dès l'antiquité, par l'essaimage commerçant et colonial du peuple phénicien. La Syrie est un carrefour de routes où se fait, beaucoup mieux que sur les rebords du massif plateau d'Anatolie, la liaison des pays de l'Asie antérieure avec le bassin de la Méditerranée. Si la sécurité devient assez grande sur le plateau iranien pour que la zone des relations s'étende aisément vers l'Inde, c'est l'Inde elle-même dont les communications pourront en partie s'orienter vers la lisière syrienne.

Un Beyrouth-Bagdad, ou un Alexandrette-Badgad, supplantant le Constantinople-Bagdad, n'enlèverait pas au canal de Suez le trafic indo-européen des marchandises. Mais il pourrait attirer un nombre important

1. Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, 2te Aufl., p. 115.

de voyageurs désireux d'éviter la température torride de la mer Rouge et les moussons de la mer d'Oman. On sait que les marchandises de valeur et de faible volume ont tendance à suivre, en partie au moins, le même chemin que les voyageurs.

Une voie ferrée de liaison vers la Mésopotamie, vers l'Iran et peut-être vers l'Inde pourra rendre à la Syrie, en partie, l'éclat et l'activité de l'ancien *emporium* phénicien de Sidon et de Tyr. Cette voie ne pourra atteindre la côte syrienne qu'entre Haïfa et Alexandrette, sur la zone où la France est intéressée à faire valoir ses droits. Aucun point n'est absolument désigné à l'avance : la côte de Syrie, à ce point de vue, a quelque analogie avec la côte occidentale du Maroc. Alexandrette pourrait devenir le Tanger de la Syrie [1], si ce pays devenait une zone de pénétration fréquentée vers l'Asie antérieure, comme Tanger est le point désigné par la nature pour la pénétration marocaine.

La valeur de cette route terrestre vers l'Océan Indien, précieuse comme la route de Suez, devrait déterminer la France à ne pas laisser tomber en désuétude l'antique patrimoine de prestige, de civilisation et de langue qu'elle possède en Syrie plus encore qu'à Constantinople. Cette suprématie intellectuelle et morale, née au temps des croisades, s'est constamment fortifiée depuis le temps des Capitulations jusqu'à celui de l'autonomie du Grand-Liban. Elle doit concourir à préserver de toute prépondérance un peu trop exclusive la grande liaison maritime et terrestre de la Méditerranée à l'Inde.

5. — *LE PACIFIQUE, CHAMP FUTUR DE LA LUTTE POUR LES MERS*

L'avenir de l'Océan Pacifique, demeuré jusqu'ici en dehors de la géographie politique active, s'annonce comme très différente de celui qui paraît réservé aux deux autres grands Océans.

L'Océan Pacifique est le champ probable des luttes futures, soit pour la domination de la mer, soit pour l'équilibre des peuples et des races.

1. Général de Torcy, *Notes sur la Syrie* (*La Géographie*, 1er semestre 1913, p. 167).

On dit couramment que le Pacifique sera le champ de bataille des Blancs et des Jaunes : les Jaunes seraient conduits au combat par les Japonais, les Blancs par les États-Unis. C'est bien vite dit : il est peu probable que les choses se passent d'une façon si simple. Il n'est pas du tout certain que les réajustements à venir soient déterminés par des luttes ou par des préjugés de couleur et de race. Nous inclinons plutôt à penser qu'ils seront déterminés par les facteurs inégaux d'accroissement des peuples et par des nécessités élémentaires et impérieuses de subsistance et de production. Il y aura, selon les régions et selon les États, des politiques du riz, du poisson, du coton, de la laine, et même des politiques du nitrate, de l'or et du coprah, pour ne citer que ces exemples. La périphérie et les constellations insulaires du Pacifique sont des pays de production de matières premières, y compris, pour une partie, la « matière humaine ».

Deux grands faits d'ordre géographique dominent tout.

Le premier est l'étendue de l'Océan Pacifique. Cet Océan dépasse largement l'ordre de grandeur des deux autres. Il est à peu près double de chacun[1]. Cela indique déjà qu'avec le degré de puissance de l'outillage actuel des transports, une politique du Pacifique *unique*, parfaitement homogène et coordonnée, n'est pas possible. Ce n'est pas *une* politique du Pacifique, c'est *plusieurs* qui existent, et qui coexistent sans nécessairement se pénétrer. Nous pourrions risquer pour elles le terme de politiques maritimes *marginales* : car leurs champs d'action sont sur les lisières de l'Océan plus souvent que sur les grandes routes traversières.

En second lieu, les côtes du Pacifique sont occupées pour les *trois quarts* par la race blanche et pour *un quart* seulement, de Karafuto (Sakhalin) à Timor, par la race jaune. Cependant, pour la race blanche, le Pacifique est uniformément une aire de dispersion à faible densité, car les foyers de concentration d'origine, d'où essaime le peuplement, sont loin de ses côtes. Au contraire, le foyer de concentration d'origine des peuples jaunes se trouve dans les arcs insulaires de l'Asie et sur la côte occidentale du Pacifique, de Nippon à Java. C'est de là

1. Océan Pacifique, 166 millions de kilomètres carrés ; Océan Atlantique, 82 millions ; Océan Indien, 73.

que les Jaunes essaiment vers une zone périphérique dont le rayon tend sans cesse à s'allonger, et qui, aujourd'hui, se confond à peu de chose près avec le cercle même des côtes de l'Océan, de l'Alaska à l'Australie par l'Amérique du Sud.

Nous distinguons quatre grandes régions où les intérêts politico-géographiques se présentent en groupes et paraissent, pour ainsi dire, se manœuvrer les uns et les autres. Nous ne prétendons pas que d'une région à l'autre aucune pénétration ne se fasse. Au contraire, nous aurons l'occasion d'indiquer des pénétrations de cet ordre. Mais, en raison de l'étendue même de l'Océan Pacifique, les *faisceaux politiques* se groupent assez bien de la manière suivante :

I. Zone tempérée Nord, route circumarctique des Etats-Unis au Japon, en Chine et en Sibérie.

II. L'Extrême-Orient (Chine, Indochine, Philippines, Indes néerlandaises) dans ses rapports avec la politique du Pacifique.

III. Diagonale des Etats-Unis à l'Australasie, zone des micronésies et des escales.

IV. Le vide Sud-oriental et les pays de la Cordillère des Andes.

I. La *zone tempérée Nord* du Pacifique commence à la limite septentrionale moyenne des alizés, vers le 30e lat. N. ; elle s'étend sur un espace maritime à peu près vide de terres jusqu'au cordon insulaire des Aléoutiennes (52e lat. N.) ; elle est comprise entre les arcs insulaires de l'Asie (Japon-Kouriles) et l'Amérique du Nord. Elle est très large au Sud : la route de San-Francisco à Yokohama, par l'arc de grand cercle, est longue de 4 525 milles ; vers le Nord, l'étendue maritime se rétrécit jusqu'à une largeur de 92 kilomètres au détroit de Behring, un peu au Sud du cercle arctique (65e lat. N.).

Cet immense et profond océan septentrional est demeuré jusqu'ici à peu près en dehors de toute histoire écrite. Il n'a fait parler de lui qu'à propos des conflits nés entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne au sujet des pêcheries de la mer

de Behring et des zones de cantonnement établies par les Américains (1891-1892). Des conflits analogues ont surgi plus récemment entre Japonais et Américains, non plus à propos de la pêche industrielle des animaux à huile et à fourrure, mais à propos de la pêche alimentaire nécessaire à la nombreuse population japonaise. Tous ces conflits ont leur gravité. Mais, au point de vue des intérêts engagés, il n'y a en eux rien de comparable à la lutte qui peut surgir demain au sujet de la route circumarctique d'Europe et d'Amérique en Asie.

La zone du 50e lat. N., qui est en Europe le fossé de la houille, qui est jalonnée en Amérique par les Grands Lacs, et qui sur les deux continents de l'Ancien et du Nouveau Monde est occupée à peu près exclusivement par des peuples de race blanche, marque en quelque sorte l'axe géographique de la civilisation européenne. L'anneau de circulation que la zone du 50e degré trace autour du pôle arctique sera complété par la jonction, à travers le Pacifique, des deux grandes voies d'Amérique et d'Asie.

Cette jonction se fera à cause de l'activité croissante des relations politiques et économiques entre l'Amérique anglo-saxonne d'une part, et, d'autre part, l'Asie moscovite du Nord-Est et l'Asie chinoise et japonaise.

Cette jonction se fera aussi parce que, malgré son caractère mixte de route de terre et de mer, qui oblige à deux transbordements, la route circumarctique est la plus courte, à la fois *en espace parcouru et en temps*, pour se rendre de l'Europe occidentale dans toutes les régions maritimes de l'Extrême-Orient situées au Nord du 30e de latitude[1].

C'est pourquoi, dès que la sphéricité de la terre fut un fait acquis, les navigateurs d'Europe cherchèrent par le Nord-ouest et par le Nord-est la

1. Route de Liverpool a Yokohama (vitesses moyennes de 1910 par eau et par fer).

	Valeur en espace.	Valeur en temps.
1° Via Atlantique, Halifax, Vancouver. . . .	10 452 milles marins,	32 jours.
2° Voie de mer par Suez	11 601 —	52 —
3° Via Atlantique, New-York, San Francisco.	11 403 —	30 à 39 —
4° Via Panama	12 372 —	?

La première route n'est pas encore outillée comme la troisième et ne passe pas encore par le chemin le plus court, qui sera Halifax-Edmonton-Prince Rupert-Yokohama.

route du Japon et de la Chine, au Nord de l'Amérique et de l'Asie. Mais ils la cherchèrent trop au Nord, puisqu'avant les chemins de fer ils n'avaient et ne pouvaient avoir en vue qu'une route exclusivement maritime, et ils se heurtèrent aux glaces. La route mixte que les chemins de fer ont rendue possible est tracée, dans les mers libres du Pacifique, presque à la limite des glaces de dérive. Elle remonte jusqu'aux extrêmes limites de la navigation aisée.

Comme les glaces de dérive descendent beaucoup plus bas vers l'équateur sur la côte asiatique que sur la côte américaine, la route circumarctique, qui au départ de l'Amérique remonte le plus possible vers le Nord, de San-Francisco au Puget Sound et de Vancouver à Prince Rupert, est obligée, du côté asiatique, pour atteindre Vladivostock ou Port Arthur, de passer au Sud des glaces de dérive, c'est-à-dire dans les eaux japonaises.

La route circumarctique, considérée comme route de la civilisation européenne et notamment comme pont jeté entre les Anglo-Saxons d'Amérique et les Slaves dispersés de l'Orient d'Asie, n'est donc pas libre. Elle est hypothéquée par le long barrage des îles japonaises, qui ne laissent entre elles que d'étroits passages faciles à dominer et aptes à servir de souricières, comme celui où s'engouffra en 1905 l'escadre de Rodjeventsky.

L'avantage de la situation paraît être ici tout entier du côté des Japonais, maîtres de verrouiller à leur gré un grillage dont on ne peut les expulser.

En réalité, la position du Japon est bien moins indépendante et bien moins dominatrice qu'elle ne le paraît. Le Japon, depuis qu'il est sorti de ses frontières, a subjugué ses voisins immédiats, qui étaient trop faibles ; il dépend déjà, d'une certaine manière, et dépendra encore davantage de pays plus éloignés qu'il ne peut songer à conquérir. Ce sont ceux dont il tire le riz qui forme, avec le poisson, le menu quotidien de sa population sans cesse croissante [1]. Ce sont aussi ceux qui lui fournissent son coton [2].

1. Excédent de naissances, plus de 700 000 par an (708 175 en 1912). La superficie des terres arables dans les îles japonaises est arrivée à peu près à son maximum : elle ne saurait augmenter beaucoup (1887, 11,8 p. 100 de l'étendue du pays ; 1902, 13,7 p. 100 ; 1912, 14,37 p. 100).

2. Importation de balles de coton au Japon en 1913, 376 millions de francs ; exportation de cotonnades, 170 millions.

A moins qu'au prix d'un vigoureux effort militaire le Japon ne se saisisse des pays lointains producteurs des matières premières que lui refuse son sol inextensible, le gouvernement japonais devra s'entendre avec les nations de race blanche qui possèdent les terres de production, et qui sont les États-Unis, l'Angleterre et la France. Une des premières conditions de cette entente sera l'ouverture de la route et la sécurité complète du passage sur la zone maritime du 50e degré, d'Amérique en Asie.

Dans cette région du globe, l'avenir prochain sera riche en accords effectifs, ou riche en batailles. Les politiques du poisson, du riz, du coton et du libre passage se confronteront, se concilieront ou se heurteront. Beaucoup de noms de localités aujourd'hui ignorées viendront soudainement à la lumière de l'histoire ; ils y viendront d'une manière aussi rapide et peut-être plus éclatante que le nom de Tsoushima.

II. Au Sud du 30e lat. N. et jusqu'au 10e lat. S., l'*Extrême-Orient* baigné par les eaux du Pacifique forme une des régions du globe où la complexité de la structure se montre le plus étroitement coordonnée avec la complexité des peuples et des races.

Dans cette zone vit la majeure partie de la masse chinoise, multipliée en serre chaude par l'eau des moussons et par le soleil des tropiques, sur les côtes et dans les grandes vallées de la Chine méridionale (voir chap. v). Plus au Sud commence une fragmentation péninsulaire et insulaire dont la richesse de formes littorales n'est égalée nulle part ailleurs, et qui croît progressivement vers le Sud et vers l'Est. Aux formes encore massives de l'Indochine, de Sumatra et de Bornéo succèdent les découpures des Philippines, de Java, des Moluques et de Célèbes.

A mesure que ces terres deviennent plus insulaires et plus maritimes, le peuplement devient plus hétérogène. L'élément jaune demeure la majorité. Mais ce n'est plus l'élément sino-japonais. C'est un ensemble dispersé de peuples de la mer et de peuples de lisières alluviales qu'on appelle les Malais, pénétrés d'influences hindoues, conquis à l'islamisme,

mêlés de sang negrito et foncièrement hostiles à la Chine ; ce qui explique en partie qu'ils aient accepté ou subi l'autorité de conquérants lointains comme les Arabes, les Portugais et les Hollandais.

La dispersion politique des éléments indigènes va en croissant du Nord au Sud, ainsi que la puissance et l'action des peuples de civilisation européenne en Extrême-Orient. A Shanghaï, l'Europe n'a encore qu'un *emporium* économique. A Hong-Kong, elle a aussi le sol, mais Hong-Kong n'est qu'un point à peine perceptible sur la carte. En Indochine, les grandes puissances protègent ou ont dépossédé de vastes États indigènes. Aux Philippines, les États-Unis ont supplanté une puissance européenne vieillie. Enfin, à l'extrême Sud, une petite puissance d'Europe, les Pays-Bas, suffit depuis trois siècles à la garde et à la mise en valeur du magnifique empire colonial qu'on appelle les Indes Néerlandaises.

La carte politique de l'Extrême-Orient ne saurait se stabiliser de cette manière pour une longue période historique. L'enflure et le débordement croissants de la masse chinoise font de l'Extrême-Orient un foyer de perturbation destiné à rayonner sur une grande partie du Pacifique. Il commence déjà.

Jusqu'en 1860, les Chinois ne sortaient guère de chez eux que pour essaimer sur les côtes voisines. L'arrivée des grands vapeurs européens dans les mers de Chine, en portant un coup terrible à la navigation des jonques, des *sampans* et des *sommes*, permit aux Chinois d'étendre presque subitement leur zone d'émigration à travers le Pacifique, de la Colombie britannique à l'Australie par le Pérou et la Nouvelle-Zélande.

Les pays menacés qui étaient de formation ou de domination anglo-saxonne ont pris des mesures restrictives[1]. Les Etats de l'Amérique latine n'ont pas suivi le mouvement, car ils ont besoin du travail chinois et n'en craignent pas, comme l'Australie ouvrière, l'influence sur le taux des salaires.

Les mesures restrictives ont réussi jusqu'ici parce que les

1. Exemples, la taxe de 500 dollars mise sur tout Chinois à son débarquement au Canada, et l'interdiction absolue de l'émigration chinoise aux Philippines. Ces deux mesures furent prises la même année (1903).

Chinois émigrent sans leurs femmes et parce que l'Etat chinois est incapable de faire respecter au dehors les intérêts de ses nationaux. Rien ne dit que cette situation doive se perpétuer.

Maintenant, on nous parle beaucoup, des deux côtés de l'Atlantique, des droits égaux des peuples et du droit pur. Nous constatons que, de l'autre côté de la terre, ces belles phrases ne sont plus que des manifestations oratoires bonnes à amuser la galerie. Si la race jaune est exclue du droit commun, c'est qu'elle a de nombreux enfants et que ses ouvriers, sobres et économes, consentent à travailler pour des salaires inférieurs.

On ne saurait méconnaître le péril que ménage cette politique à la domination de la race blanche d'Europe et d'Amérique dans les eaux du Pacifique d'Extrême-Orient. Joignez-y la situation paradoxale du riche empire colonial des Indes Néerlandaises, qui se trouve entre des mains trop faibles pour le garder contre une entreprise violente. Une des parties les plus graves de la future politique des Océans pourrait se jouer dans ces parages.

III. La *grande diagonale* tendue en écharpe, à travers le Pacifique, des Etats-Unis à la Commonwealth d'Australie, du 30e lat. N. au 30e lat. S., ne paraît pas d'abord une zone de conflits latents. C'est avant tout une zone de contact entre les deux groupes d'Etats anglo-saxons de l'Amérique du Nord et de l'Australasie. On serait tenté de dire que c'est pour le proche avenir une zone de domination de la mer réservée aux Anglo-Saxons, s'il n'y avait certaines situations acquises qui les contrecarrent : les Jaunes se mettent en travers ; le pavillon français flotte sur quelques points non dénués d'importance.

Mais c'est cela qui fait la solidarité entre les Etats-Unis et l'Australasie. Il y a pour les rapprocher de sérieux intérêts communs : une crainte de l'invasion jaune, vive surtout chez les Australiens ; un désir mutuel de s'assurer, sur des routes

de mer dont les plus courtes sont de l'ordre de grandeur de 7 000 milles, des postes et des escales nécessaires encore aujourd'hui.

Les Chinois ont été provisoirement arrêtés[1]. Il n'en est pas de même pour les Japonais. Appuyés par un gouvernement vigoureux, les Japonais ne se laissent pas mettre à la porte. Et ils viennent de plus en plus nombreux[2].

C'est surtout en Australie que l'immigration sino-japonaise paraît menaçante pour un avenir proche : le malthusianisme social et économique de l'Australie l'expose aux pires dangers. Les Australiens disent volontiers que la sécheresse de leur pays et l'étendue des déserts condamnent la Fédération à une population clairsemée. Ce n'est pas exact : de bonnes terres suffisamment arrosées sont et demeurent vides, notamment au Nord et au Nord-ouest. Il y a au Nord, selon le capitaine Collins, une étendue grande comme la France, bonne pour la colonisation et absolument déserte[3]. Et ce territoire se trouve à six jours de navigation des grands marchés de la Chine, et à trente-six heures de Java surpeuplée.

En attendant d'envahir l'Australie, les Jaunes affluent sur de petits domaines coloniaux d'une grande valeur, comme les Hawaii américaines et la Nouvelle Calédonie française[4].

A ce problème inquiétant s'ajoute encore aujourd'hui, pour les États-Unis et pour l'Australie, le problème des escales. La longueur des routes rend utiles, dans l'état actuel du matériel naval, des escales de ravitaillement en vivres et en charbon. Une route-type, comme celle de Sydney à Vancouver, mesure 6 780 milles et demande vingt-quatre jours

1. Nombre de Chinois en résidence aux Etats-Unis :

1880	105 465
1890	107 488
1900	89 363
1910	71 531

2. Nombre de Japonais en résidence aux Etats-Unis :

1880	148
1890	2 039
1900	24 326
1910	72 157

3. J. W. Gregory, *The geographical factors that control the development of Australia* (*Geogr. Journ.*, 1910, I, 658-682). Voir p. 678.

4. 97 000 Japonais et 22 000 Chinois aux Hawaii, contre 70 000 indigènes et seulement 15 000 Américains.

de traversée. La route récemment inaugurée de Panama à Auckland mesure 6 160 milles.

Les îles françaises du Pacifique tropical, Marquises, Pomotou et Tahiti, paraissent les mieux placées pour servir d'escales, presque exactement à mi-chemin des côtes d'Amérique et d'Australie.

Mais l'avantage que nous assure la position de nos établissements pourrait bien n'être que temporaire. Il serait dangereux de trop faire fond sur lui pour l'avenir. Les escales du Pacifique sont destinées à sauter comme les autres[1]. Malgré l'immense étendue de l'Océan, un jour viendra où les bateaux n'auront plus besoin de s'arrêter nulle part entre San Francisco, Vancouver ou Panama, et Sydney ou Auckland.

En dernière analyse, les chances de conflits prochains sur cette *troisième* zone politico-géographique du Pacifique sont dispersées et atténuées. Il en est de même pour la *quatrième* zone.

IV. Du 10e lat. N. au 50° lat. S., et des côtes d'Amérique au 130e long. O., l'Océan Pacifique forme un immense bassin à peu près vide de toutes terres, comme le bassin du Nord. Les eaux froides du courant de Humboldt et la disparition des formations coralliennes donnent le signalement physique du Pacifique sud-américain. Son signalement politique n'est pas moins net.

Depuis le Mexique (que nous négligeons, car nous le considérons comme entraîné de longue date dans l'orbite nord-américaine, malgré les résistances sporadiques de l'anarchie hispano-indienne), jusqu'au cap Horn, en un immense arc de cercle développé sur 65° de latitude ou 3 900 milles, se succèdent les États les plus nombreux et les plus faibles de l'Amérique latine, qui occupent la lisière littorale de la Cordillère et s'étendent vers l'intérieur autant que la Cordillère elle-même, et en tout cas peu au delà ou peu en deçà.

1. Sur la loi géographique qui fait sauter les escales à mesure que la circulation devient plus rapide et plus active, voir Fr. Ratzel, *Polit. Geogr.*, 2te Aufl., p. 662-664.

Les six républiques de l'Amérique centrale, les États-Unis de Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Chili forment un ensemble de territoires grand comme huit fois la France et peuplé seulement de 15 millions et demi d'habitants, ce qui donne une densité kilométrique variant de 2 à 8 au kilomètre carré, et un peu supérieure seulement dans quelques régions d'étendue restreinte, comme le Salvador et le Guatemala. Ce sont des demi-déserts. La façade maritime, avec ses ports et ses villes côtières, fait illusion. A l'intérieur, il n'y a pour ainsi dire personne.

La dispersion et la faiblesse politique des États de la Cordillère ne sont pas moins frappantes que la rareté de leur matériel humain. Ces dix républiques du versant pacifique rappellent, avec la circonstance aggravante d'une population peu nombreuse, les anciens États jaunes de l'Indochine et de l'Insulinde, que leur dispersion et leur impuissance ont fait passer sous la domination européenne. Ce seul rapprochement montre qu'il ne faut pas accuser uniquement, en Amérique, l'indolence espagnole et le métissage hispano-indien. La Cordillère est responsable, comme en Insulinde et en Indochine les rides montagneuses qui les hérissent jusqu'au bord de la mer. La Cordillère fait de tous les États du Pacifique sud-américain des États de montagnes, donc des États fractionnés, sans cohésion, souvent privés de contact direct par terre et orientés vers une vie locale. Par ce fractionnement, la Cordillère elle-même prépare tous ces États à recevoir, comme ceux de l'archipel asiatique une impulsion étrangère et même une impulsion lointaine.

Mais, jusqu'ici, ces États ont été préservés de toute impulsion énergique de ce genre par leur grand éloignement, par rapport aux foyers de l'activité et de l'expansion humaines : Europe, États-Unis, Extrême-Orient. Ils étaient loin de tout. Ils étaient de l'autre côté de la terre. Malgré leurs querelles entre eux, ils ont donné au cours du XIXe siècle l'image d'un monde où la civilisation européenne s'était stabilisée et immobilisée. Un seul, le Chili, progressait.

Telle était la situation, lorsque sont intervenus successivement l'émigration sino-japonaise, et le canal de Panama.

Les Chinois et les Japonais viennent nombreux, les premiers depuis un demi-siècle, les seconds depuis une vingtaine d'années seulement. Par les places vides et par le genre de

vie qu'ils peuvent offrir, le Chili et le Pérou conviennent particulièrement aux Asiatiques[1].

La voie d'eau de Colon à Panama met toute la côte de l'Amérique du Sud sous le contrôle direct et rapproché des Américains du Nord, et notamment des grands États producteurs de l'Est des États-Unis. Le raccourcissement des distances est énorme, car le 75e de long. O. de Greenwich, qui est à peu près le méridien de New-York et à peu de distance duquel se trouve le canal de Panama, est aussi à peu près le méridien de la côte développée du Nord au Sud de l'Amérique du Sud tournée vers le Pacifique.

Les Américains du Nord et les Jaunes d'Extrême-Orient se retrouvent ici en présence. Mais le théâtre de rivalités constitué par les États de la Cordillère est bien éloigné des bases d'action des États-Unis, du Japon et de la Chine. Il est donc à présumer que nous ne verrons dans cette partie du globe que les répercussions affaiblies des explosions de conflits qui se développeront ailleurs.

1. *Asiaticos*, c'est le nom que l'on donne, au Chili et au Pérou, à tout ce qui est Chinois ou Japonais. En 1907, Walle les chiffrait à 55 000 pour le Pérou. Une énorme augmentation s'est fait sentir depuis quelques années : en 1918, on portait à 300 000 le nombre des *Asiaticos* du Pérou (dépêche particulière d'Amsterdam, 9 août 1918). Cela fait au moins 7 p. 100 de la population totale du Pérou.

CHAPITRE XIV

LE RELATIVISME DE LA NOTION DE RACE

1. — **Il n'y a plus de races pures au sens rigoureux du mot.**
2. — **Contrastes entre la distribution géographique actuelle des peuples des Balkans et les réalités anthropologiques.**
3. — **Altérations volontaires et conscientes de la « race ». Bektachis et Deunmés.**

1. — *IL N'Y A PLUS DE RACES PURES AU SENS RIGOUREUX DU MOT.*

Il y a des Blancs, des Noirs, des Jaunes, des Rouges... Une lutte s'annonce de plus en plus violente entre les divers groupes de l'humanité, à mesure que la vie économique et la vie politique les contraignent davantage à se rapprocher ou à se mêler. Le Pacifique et les pays en bordure du Pacifique seront sans aucun doute le théâtre des plus ardentes rivalités entre humanités de couleurs différentes. Au chapitre précédent, on a dit comment se constituent sur les rivages orientaux du très vaste Océan ces noyaux d'hommes jaunes que les Américains désignent sous le nom d'*Asiaticos*. A la faveur de la guerre, les Australiens ont admis sur leur sol un certain nombre de Japonais à titre exceptionnel et par besoin impérieux de main-d'œuvre, mais ils prétendent même exclure désormais les Japonais des anciens archipels allemands pour lesquels ils ont reçu le mandat colonial... Ce sont là des faits récents. On connaît les faits plus anciens et avec quelle acuité se pose le problème des Jaunes particulièrement en Californie et d'une manière générale aux États-Unis. De même, aux États-Unis le problème noir, loin d'évoluer vers la pacification, semble être devenu plus grave : l'appel de main-d'œuvre

qu'ont déterminé les industries intensives de la guerre a déplacé vers le Nord d'importantes masses nègres ; à Chicago ou à Detroit les noirs qui étaient exception avant 1916 se comptent par dizaines de mille ; les 150 000 noirs de Chicago groupés en une même partie de la cité constituent ce que l'on appelle « la Ceinture noire » (qui s'étend approximativement de la 22e à la 45e rue dans la direction Nord-Sud et de Cottage-Grove au chemin de fer dans la direction Est-Ouest). Aux mois de juillet et d'août 1919, tandis qu'on essayait de régler à Paris le sort de l'humanité future, et que l'on y était très fort préoccupé d'assurer les droits des minorités dans les Etats de l'Europe orientale, noirs et blancs s'entretuaient sur la plage et dans les rues de Chicago[1].

Il y a donc des races humaines, des races zoologiques et anthropologiques, et qui sont souvent en antagonisme. On peut même déplorer que dans le conflit mondial entre les races de notre planète la race blanche ait été décimée par la dernière guerre en une mesure telle que sa situation numérique et morale vis-à-vis des autres races en a été gravement modifiée.

Mais ces races elles-mêmes constituent-elles des ensembles physiques purs et nettement délimités ? Evidemment non. Il n'y a plus aujourd'hui de race pure.

Il faudrait remonter dans le passé au moins d'une vingtaine ou d'une trentaine de milliers d'années, c'est-à-dire au moins jusqu'aux temps paléolithiques, pour découvrir des groupes humains approximativement homogènes, répondant à la définition théorique de la race... Et encore, si nos connaissances étaient plus étendues, les découvrirait-on[2] ?

1. Voir Franck L. Schœll, *La « Ceinture Noire » de Chicago* (*Revue de Paris*, 15 mars 1920, p. 410-428).

2. Il nous plaît de signaler ici le livre synthétique de tout premier ordre que vient de publier Marcellin Boule, *Les hommes fossiles, Eléments de paléontologie humaine*, Paris, 1921, xi + 491 p., 239 fig. Lire tout spécialement le chap. ix, *Des hommes fossiles aux hommes actuels*, p. 318-352. — Dans le chapitre iii de la *Géographie humaine de la France* de Jean Brunhes, intitulé : *Comment s'est formé le peuple de France ; ses plus lointaines origines ; de la diversité des races vers l'unité de la nation*, on a taché de rappeler en 50 pages tous les principaux éléments ethniques, si bariolés, qui ont contribué à constituer « la nation pourtant la plus homogène de l'univers ».

Si même les races actuelles, blanches, noires ou jaunes, ne peuvent être considérées que comme des agglomérats hétérogènes, méritant à peine la dénomination propre de « races », *a fortiori* doit-on proscrire des expressions aussi paradoxales, et, disons le mot, aussi fautives que celles-ci, contradictoires en leurs deux termes : race latine, race slave, race française, race espagnole...

Il existe par ailleurs des groupes humains différenciés, tels que les Sémites par exemple ; mais encore un coup cela n'implique ni l'unité d'ascendance, ni l'homogénéité anthropologique, physiologique ou psychologique[1].

Jules Sageret a pu constater avec raison : « La politique, tant extérieure qu'intérieure, des Etats civilisés peut-elle espérer se justifier scientifiquement par une connaissance positive des races humaines civilisées ? Toute la question, dite des races, réside en fait là. La réponse est, comme on a eu le loisir de s'en assurer, nettement négative. En d'autres termes, il n'y a pas, entre Etats civilisés, ni à l'intérieur des Etats civilisés, de questions de races ; ce qui nous agite tant, sous ce nom, correspond peut-être bien à une question, mais pas de races »[2].

Il importe de montrer l'application de ce clair principe à l'aide de rapides exemples, localisés et précis. Nous les choisirons dans cette péninsule des Balkans, dont les conflits de « races » ont précédé, annoncé, puis déclenché le cataclysme européen, et ont du même coup suscité de récentes études non seulement d'historiens et de publicistes politiques, mais d'anthropologistes, d'ethnographes et de linguistes.

1. Il est d'autant plus indispensable d'insister sur ces affirmations primordiales qu'il y a encore parmi nous des tenants de l'idée plus ou moins simpliste de races : voir notamment une conférence faite à Paris par le docteur Bérillon, professeur à l'Ecole de psychologie, le 19 mars 1919, sur *Les caractères nationaux, leurs facteurs biologiques et psychologiques* (*Association française pour l'Avancement des Sciences, Conférences 1918-1920*, p. 51-110). Le Docteur Gustave Le Bon a contribué pour une bonne part à répandre également cette conception erronée.

2. *La « question des races » et la science*, dans *Revue du Mois*, 10 juin 1919, p. 167. Jules Sageret est, par ailleurs, l'auteur du livre récent, publié chez Alcan, en 1920 : *Philosophie de la guerre et de la paix*.

2. — CONTRASTES ENTRE LA DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE ACTUELLE DES PEUPLES DES BALKANS ET LES RÉALITÉS ANTHROPOLOGIQUES

La péninsule des Balkans est essentiellement composée par un ancien massif qui s'étendait autrefois sur toute la mer Égée, et que nous appelons l'Égéide, le massif de la mer Égée. Contre ce vieux massif sont venues s'appliquer et se plisser des vagues de pierre qui sont d'une part, au Nord, le Balkan proprement dit et d'autre part, à l'Ouest et au Sud, les Dinarides, les Alpes Dinariques entendues dans leur sens le plus vaste, c'est-à-dire une masse énorme de chaînes plissées analogues à ce que sont chez nous les Alpes et, en Italie, les Apennins ; ces plissements formidables ont contourné le vieux massif et se sont infléchis vers l'Est en passant par l'île de Crête et en allant rejoindre la Turquie d'Asie.

Du vieux massif qui est le vrai centre des Balkans, la moitié méridionale s'est effondrée ; tout a disparu sous la mer, ou plutôt ne reparaît au milieu de la mer que sous les espèces de ces petites îles multiples de l'Archipel ; là, nous retrouvons le gneiss des Cyclades qui appartient au compartiment archéen. Tandis que cet effondrement principal se produisait, il se produisait aussi des effondrements plus restreints dans l'intérieur du massif, effondrements qui ont joué un rôle capital non seulement au point de vue de la géographie physique mais aussi, au point de vue de la géographie politique et de la géographie ethnique.

Le massif des Balkans ne se décompose pas en bassins hydrographiques, mais en petites ou grandes plaines d'effondrement qui ont été recouvertes en général par des dépôts de l'âge tertiaire ; ainsi, sont disséminées un certain nombre de plaines déprimées qui ont été les centres de cristallisation politique et les centres de rayonnement : en concevant, en apercevant, en suivant l'histoire à travers ces dépressions, nous pouvons nous rendre compte de ce qu'est l'enjeu des

luttes politiques et ethniques, passées et présentes, dans la Péninsule des Balkans.

De ces dépressions, les plus importantes sont très connues. Ici, la grande plaine d'Andrinople, la plaine de la Maritza moyenne et de l'Ergène ; là, la Roumélie avec Philippopoli, et plus à l'Ouest la haute plaine déprimée de Sofia. Dans la moitié occidentale du vieux massif, ces types de plaines et de hautes plaines sont encore plus nombreux : la plaine de Kossovo, le fameux Kossovo Poljé ; la Métokia et la plaine de Prizren ; la plaine du Haut-Vardar ou plaine d'Uskub (en serbe : Skoplje) ; vers le Sud, deux grandes plaines déprimées ont joué un rôle tout à fait capital, la plaine de la Basse-Macédoine avec Salonique et la plaine de la Haute-Macédoine avec Bitolj (nom serbe de Monastir). La Basse-Macédoine et la Haute-Macédoine, une basse plaine, une haute plaine, constituent par excellence la Macédoine et nous verrons à quel point elles peuvent être considérées comme le cœur véritable du massif balkanique.

Plus au Sud, la haute plaine de Thessalie. Enfin, un certain nombre de petites plaines tertiaires : plaine de Sérès, plaine de Drama, plaine de Velès (Köprulu), etc.

Après les dépressions, discernons les pointements proéminents de l'ancien massif : le Sredna Gora et le Rhodope, à l'Est ; et à l'Ouest, l'Olympe, et le Char-Dagh : quatre vieux pylônes subsistant en énormes saillies de 2 000 à près de 3 000 mètres, qui sont les régions les plus montagneuses et les plus sauvages de toute la région du massif balkanique, s'opposant aux plaines où se sont opérées les concentrations et les compénétrations de faits ethniques et d'intérêts politiques.

Telle est la réalité des reliefs. A cette réalité des reliefs superposons la réalité des routes. Pour circuler dans la Péninsule des Balkans, il a fallu passer d'une de ces dépressions à l'autre et par suite les joindre. L'une des vieilles routes de la Péninsule est celle qui va de Sofia à Philippopoli et à Andrinople, et qui aboutit à Constantinople et au Bos-

phore. Une autre route vient des bords du Danube, remonte la Morava, passe dans la dépression du Haut-Vardar, Skoplje (Uskub), et va rejoindre d'une part la haute plaine de la Macédoine à Bitolj ou Monastir, et d'autre part la basse plaine de la Macédoine où règne la cité si active de la vieille Thessalonique. Route Nord-est-Sud-ouest et route Nord-Sud, ces deux directions qui sont très importantes aujourd'hui, puisque la principale activité politique et industrielle est de nos jours dans l'Europe centrale et occidentale, ont été tout à fait secondaires dans les temps passés, en comparaison de la grande voie transversale qui réunissait le Bosphore à l'Adriatique, qui joignait ces deux capitales, Rome et Byzance. Cette voie partait de Byzance-Constantinople, entrait dans la dépression d'Andrinople et de la Maritza, atteignait la grande plaine centrale de la Basse-Macédoine, où elle touchait à la mer ; elle remontait ensuite vers la haute plaine de Monastir, puis, par Ochrida et la rive Nord du lac d'Ochrida, se frayait un passage à travers les montagnes albanaises et aboutissait à Dyrrachium (Durazzo). C'était la *via Egnatia*, la principale voie de circulation et de liaison. Or, dans cette voie, le point central, le point capital de rayonnement était Salonique : la Basse-Macédoine, de tout temps, depuis Philippe et Alexandre, a été la véritable base d'influence et de conquête.

Quant à Constantinople, cette puissante ville de plus d'un million d'habitants est pour ainsi dire extérieure à la Péninsule des Balkans, Constantinople n'a pas une position qui implique ou même facilite son rôle intérieur dans la Péninsule des Balkans ; elle a une situation excentrique. Constantinople est à la croisée de deux routes vieilles : la route de terre d'abord, la route des croisés, celle qui permettait d'aller presque continûment à pied de l'Europe occidentale jusque dans l'intérieur de l'Asie : en face de Rouméli-Hissar et d'Anatoli-Hissar, les châteaux qui surveillent le plus étroit étranglement du Bosphore sur la rive d'Europe et sur la rive d'Asie, on n'a plus à traverser qu'un « cours d'eau » de 500 mètres de largeur, c'est-à-dire une grosse Seine, voilà tout. Or cette voie

de terre est là, coupée par la voie de mer, qui fait communiquer le Pont-Euxin avec toutes les mers de toute la Méditerranée ; du Pont arrivaient les produits d'Extrême-Asie, la soie, plus tard, le thé : la grande voie des caravanes de l'Asie du Nord aboutissait en Crimée ; de là, les produits transportés par mer venaient passer le long de ce fleuve véritable qu'est le Bosphore, fleuve à méandres avec des profondeurs de mer ! La signification géographique de Constantinople est toujours ce qu'elle était : c'est le marché, c'est le bazar. Songez à ce qu'est encore aujourd'hui l'immense bazar de Stamboul, avec ses quatre-vingt-douze rues ! Et tout Constantinople est une véritable ville commerciale, sans aucune industrie, ville d'échange, sise au confluent des deux routes de terre et de mer[1]. Oui, ville de confluence où refluent non seulement toutes les marchandises mais tous les expulsés ou refoulés de l'Orient.

Constantinople n'est pas un point de domination balkanique. Un pouvoir politique peut tenir Constantinople et n'être rien ou presque rien dans la Péninsule des Balkans.

Le présent vérifie le passé. Byzance subsistait liée à la majestueuse et fastueuse domination des empereurs byzantins, des Βασιλεις, alors que les invasions slaves avaient déjà recouvert toute la Péninsule. Ce n'est pas non plus à Constantinople que se sont jouées les parties déterminantes de l'histoire toute contemporaine de la Turquie : la révolution jeune-turque est partie de Salonique ; ce sont les comités et les régiments de Salonique qui ont fait la Turquie nouvelle et qui ont imposé le nouveau régime aux pouvoirs politiques installés à Constantinople.

A cette double réalité de reliefs et de routes, on peut et on doit maintenant superposer la réalité de ces groupes humains qu'on appelle communément, mais à tort, des « races » (fig. 28).

Dans les Balkans, quatre peuples appartiennent presque exclusivement à la religion orthodoxe. De ce premier groupe

1. Voir Bertrand Bareilles, *Constantinople, ses cités franques et levantines* (*Péra, Galata, Banlieue*), Paris, 1918, in-8°, 405 p., 1 planche, 1 plan et 32 fig.

de peuples, les chrétiens, deux se rattachent à l'antiquité classique : d'abord et surtout les Grecs ou Hellènes, sur lesquels nous reviendrons tout à l'heure. D'autre part, les Aromans ou Valaques ou Koutzo-Valaques qui sont revendiqués comme frères par les Roumains, lesquels se rattachent à la vieille colonisation romaine et latine. Depuis vingt-cinq ans, les Roumains avaient habilement essayé de regagner à leur cause ces enfants perdus de leur « race » qui étaient éloignés d'eux dans les montagnes du Pinde, sur les confins des peuplements hellènes et qui étaient avant tout des pasteurs [1]. Donc, en Macédoine et au Sud de la Macédoine, des représentants en nombre très inégal de la « race » grecque et de la « race » latine, relevant les uns et les autres en très grande majorité de l'Église orthodoxe.

Au Nord et au Centre, s'étalent les deux groupes slaves orthodoxes, les Serbes et les Bulgares. Quand on parle des Serbes, on ne doit pas entendre parler seulement des Serbes de la Serbie, mais des Serbes de la Croatie et de la Slovénie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Dalmatie, du Monténégro ; tout cet ensemble serbo-croate use d'une même langue et constitue une masse ethnique homogène d'à peu près 13 à 14 millions d'individus ; tel est le groupe slave des Balkans le plus pur, et dont l'origine est véritablement slave [2].

1. Cvijié les appelle *Aromounes ;* il déclare qu'il n'y a plus aujourd'hui que 154 agglomérations aromounes comptant de 150 000 à 160 000 âmes (*La Péninsule Balkanique*, p. 162). Depuis le traité de Bucarest, la Roumanie s'intéresse moins à ces aromounes.

2. Il s'agit surtout ici des Serbes des Balkans. Le nouveau Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a fait éclater aux yeux de tous la parenté de langue et de culture des Slovènes et des Croates avec les Serbes. Cela ne date certes pas seulement de la fin de la guerre. En plein milieu de la grande guerre, et en plein Reichsrath, à Vienne, le 30 mai 1917, le député Slovène Mgr Korosec avait lu la déclaration suivante : « Les députés soussignés réunis en club yougo-slave, déclarent demander... que toutes les contrées de la Monarchie sur lesquelles vivent les Slovènes, les Croates et les Serbes soient réunies en un organisme d'Etat indépendant et démocratique... » Et Mgr Krek, du parti clérical, ajoutait : « Il est deux idées qui ne périront jamais : que les Slovènes, les Serbes et les Croates sont un même peuple et qu'ils doivent appartenir ensemble à un organisme d'Etat auquel ils parviendront fatalement. » — Nous ne traitons ici de chaque groupe que succinctement et au seul point de vue de la critique de l'idée simpliste de « race ». Développer historiquement de telles considérations à propos de chaque groupe les rendrait encore plus démonstratives. C'est ainsi que les Serbes et les Croates (qui sont tous Serbes) sont très authentiquement venus de la Russie méridionale, ayant franchi les Carpathes et s'étant répandus dans la vallée du Danube et dans les vallées de ses grands affluents, la Theiss, la Save et

L'autre groupe slave est un groupe qui est, au point de vue de ses origines, moins slave ; au VIIe siècle, les Bulgares sont venus des bords de la Volga (le nom de Bulgares vient précisément de Volga) ; ce sont des Ouralo-Altaïques qui se sont slavisés; et l'on peut dire qu'ils sont devenus d'autant mieux des Slaves et qu'ils se sont d'autant plus rattachés au monde slave qu'ils ont adhéré à l'Eglise orthodoxe et qu'ils ont été intellectuellement et socialement façonnés par elle.

Entre les groupes chrétiens l'Islam s'est introduit et implanté, — représenté par deux races, les Turcs Osmanlis et, en second lieu, les Albanais (Skipetars) dont tout le groupe central et principal est musulman. Coupant ainsi les denses masses ethniques chrétiennes du Nord et du Sud, et rattachés les uns aux autres par le lien de la religion, ces Mahométans, se sont trouvés souvent associés dans l'histoire : les derniers venus, c'est-à-dire les conquérants, les Turcs Osmanlis, et ceux qui descendent du plus vieux groupe de la Péninsule, le groupe illyrien (les Albanais parlent une langue que les linguistes regardent comme une forme nouvelle du vieil illyrien).

la Morava. Il s'ensuit que les territoires montagneux qui s'étendent jusqu'à l'Adriatique sont occupés par les descendants mêlés de races préhistoriques et historiques mal connues, que les Serbes dominèrent et assimilèrent. Ce sont sans doute ces mélanges de dosages variés qui expliquent les différences entre les Bosniaques-Herzégoviniens qui sont les Serbes les plus brachycéphales et les Serbes de la Serbie proprement dite qui sont plutôt dolichocéphales. Les Serbes constituent néanmoins un groupe ethnique qui a une certaine marque : le plus grand nombre d'entre eux ont des cheveux de couleur plutôt claire ; beaucoup sont, en effet, bruns ou châtains et leurs iris sont souvent bleus (voir plus loin) ; de plus, le nez vigoureusement dessiné, rectiligne, fait un angle avec le front (c'est, dans les Balkans, le « nez slave » qui est l'inverse de ce qu'on appelle le « nez grec »). En fin de compte, le type serbe apparaît comme un vrai type ethnique, original et vivace. Mais c'est toujours la vie historique qui crée les nations et qui, par contre-coup, maintient et façonne ce qu'on appelle improprement la race. Telle est l'idée évolutive, tenant compte du réel, et qui doit être opposée à la fameuse thèse, chère aux mégalomanes germaniques, et qui prétendait imposer le dogme des races immuables, faites les unes pour la domination, les autres pour la servitude. Oui, l'Empire serbe et la civilisation serbe ont déterminé, puis fixé, puis renforcé le type physique des Serbes en l'associant à un très beau type moral, et en unissant, par-dessus tout, ceux qui se rattachaient à ce double type physique et moral par le lien indissoluble d'une langue commune.

Aujourd'hui encore, malgré toutes les vicissitudes de l'empire serbe, malgré les Turcs, les Hongrois et les Autrichiens, malgré les séparations politiques et les conversions religieuses forcées, il existe *treize à quatorze millions* d'êtres humains qui parlent la même langue et qui sont unis par les mêmes douleurs historiques et les mêmes espoirs politiques enfin réalisés : Voir les beaux articles de MILENKO, R. VESNITCH, réunis en un volume *La Serbie à travers la guerre* avec préface d'A. GAUVAIN, Paris, Bossard, 1921.

Les plus jeunes et les plus anciens ont été ainsi pris et joints par le mahométisme. Parmi les Albanais, on doit évaluer à 800 000 environ le nombre des musulmans, à 300 000 le nombre des orthodoxes et à 200 000 celui des catholiques ; la majorité est sans conteste musulmane, et étant donnée la place géographique qu'occupent dans l'Albanie même les tribus mahométanes, la zone centrale, nous pouvons les rattacher à la traînée disconstinue d'Islam qui s'étend de la mer Noire jusqu'à l'Adriatique, tout au long, pourrait-on dire, de l'antique voie de relation et de conquête, la *via Egnatia*.

A ces six groupes ethniques, figurés par des taches plus ou moins étendues sur la carte 28, il convient d'ajouter deux groupes de migrants ou migrateurs qui n'ont pas de patrie, qui sont des errants. De ces deux derniers groupes, l'un est composé par excellence de citadins, ce sont les Juifs ; ils sont des urbains, car ils sont des commerçants ; et l'autre est avant tout un groupe rural, un groupe errant des campagnes qui se transporte à travers tout l'orient de l'Europe et jusque dans l'occident : les Tsiganes ; très nombreux dans la région de la Dobroudja par exemple, ils essaiment dans toutes les régions des Balkans, voire les plus lointaines et les plus difficiles d'accès.

Tels sont les huit principaux groupes qui se partagent la Péninsule des Balkans. De ceux qui ont des visées politiques, nous devons éliminer les deux derniers. Restent les six autres. La lutte pour la conquête de la Péninsule des Balkans, c'est précisément l'acheminement vers les grandes dépressions tertiaires et l'installation durable dans ces dépressions en vue de la domination politique.

Vers le Nord, au cours de leur longue histoire, les Serbes avaient peu à peu reculé jusqu'au Danube ; refoulés par les Turcs, ils étaient arrivés à n'être plus qu'une population de vallée, à n'avoir plus comme communication avec l'extérieur

1. Dans la Dobroudja, qu'a spécialement étudiée le professeur E. Pittard (voir plus loin), on rencontre encore des Lazes, des Lipovans, des Arméniens, des colons Allemands etc.

que le Danube ; leur conquête consiste à avoir repris position dans le vieux massif, en 1912, et recouvré possession de la plaine de Kossovo, de la Métokia, de la plaine de Prizren, et surtout de la plaine du Haut-Vardar avec Skoplje (Uskub) ainsi que de la Haute-Macédoine avec Bitolj (Monastir) et d'une partie de la Basse-Macédoine.

Les Grecs étaient les occupants de la plaine de Thessalie ; depuis longtemps ils ont peuplé tout le littoral. Ils ont été les principaux bénéficiaires de la guerre de 1912 et de 1913, précisément parce qu'ils sont aujourd'hui les maîtres de la Basse-Macédoine, les détenteurs de l'illustre cité de Salonique.

Les Bulgares occupent sans conteste toute la haute plaine de Sofia et partiellement la riche plaine de Philippopoli ; ils s'avancent peu à peu, ayant disputé aux Turcs, puis enviant maintenant aux Grecs la troisième grande dépression, celle de la Maritza moyenne et de l'Ergène, sur laquelle « règne » Andrinople.

La lutte essentielle entre Grecs, Turcs et Bulgares, c'est la lutte autour d'Andrinople, la lutte pour Andrinople. Constantinople, nous l'avons dit, est un point excentrique ; ceux qui ne posséderaient que Constantinople pourraient être déjà regardés comme chassés de la Péninsule des Balkans ; ainsi s'expliquent les événements de 1913 à 1920...

Voilà donc, réduit à sa plus simple expression, un tableau général des « races » ; mais il convient, parce que la réalité est compliquée, de compliquer à dessein ce classement trop schématique.

D'abord, constatons que tous les groupes sont plus mêlés qu'on ne l'a figuré. Au lieu de grandes taches ou de grandes bandes juxtaposées, il y a partout des groupes ethniques qui, même en restant homogènes, forment des enclaves hors de leur propre territoire.

Ces compénétrations s'observent dans les campagnes et se révèlent parfois par les cultures ; ainsi Melnik est située au delà, vers le Nord, des zones littorales occupées par les Grecs ;

c'est un point extérieur à la zone grecque, un petit point perdu d'hellénisme au milieu des Bulgares [1]; or, il apparaît grec à tel point que l'un de nos opérateurs des Archives de la Planète, Passet, nous a raconté ce fait très intéressant : les Grecs, entourés de Bulgares, représentaient les usages méditerranéens et pratiquaient la culture de la vigne. Melnik était entourée de vignes splendides ; la population, parce que méditerranéenne, excellait dans les soins à donner aux arbres et aux arbustes, et savait faire le vin. Lorsque les habitants de Melnik, effrayés par les comitadjis bulgares, se sont enfuis, les Bulgares n'ont pas détruit la ville, comme on l'a dit; ils s'y sont installés ; eux, les Bulgares, ce sont des laboureurs ou des pâtres ; ils ne savent pas travailler la vigne, il ne savent pas faire la vendange ; or, ils se sont emparés de Melnik et des campagnes environnantes au moment où les vignes étaient surchargées de magnifiques grappes de raisins... L'on n'improvise pas le savoir-faire, l'art délicat et traditionnel qu'implique la vinification : la récolte a été perdue [2].

Les villes surtout représentent des mélanges extraordinaires. A ce point de vue, donnons deux documents qui ont un certain intérêt ; ce sont deux recensements inédits, l'un de Monastir (Bitolj) et l'autre de Salonique ; il importe d'abord de les publier *in extenso* tels qu'un de nous a pu se les procurer. (Voir à la page suivante le *Tableau statistique de la population du département de Monastir*, *Bitolj.)*

En 1913, dans la ville de Monastir, le total des habitants était donc de 59 856, en gros 60 000; sur ces 60 000 habitants, on comptait 23 000 musulmans, 30 000 chrétiens et environ 6 000 juifs. Ce qui eût été particulièrement intéressant, c'eût été de savoir comment se décomposait, au point de vue des groupes ethniques, la masse des 30 000 chrétiens (hellènes, valaques, bulgares et serbes) ; les recenseurs ne l'ont pas recherché car

1. Cela est nettement et exactement figuré sur la carte d'Adrien d'Arlincourt, *Coup d'œil sur l'Ethnographie des Balkans,* dans *L'Ethnographie,* 15 janvier 1914, p. 57-67.

2. Au sujet de Melnik, voir encore plus loin, chap. xvi, § 3.

Tableau statistique de la population du département de MONASTIR (Bitolj) d'après le recensement du mois de Mars 1913 [1].

		NOMBRE des villages.	NOMBRE des communes.	NOMBRE des maisons.	NOMBRE DES HABITANTS SELON LA RELIGION								NOMBRE TOTAL des Chrétiens.	NOMBRE TOTAL des Musulmans.	NOMBRE TOTAL des Juifs.	NOMBRE TOTAL des autres religions.	NOMBRE des habit. majeurs.	TOTAL	
					Chrétiens.		Musulmans.		Juifs.		Autres religions.								
					hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.	hommes.	femmes.						dans la ville.	dans l'arrondissement.
1	Monastir (Bitolj) chef-lieu		1	10 082	15 596	14 646	12 013	11 676	3 059	2 807	34	25	30 242	23 689	5 866	59	13 716	59 856	
2	Arrondissement de Monastir	123	20	7 244	21 070	18 891	3 511	2 902	»	»	»	»	39 961	6 413	»	1	13 072	»	46 375
3	Arrondissement de Préspa.	82	10	4 855	12 298	11 831	3 668	3 335	4	»	1	»	24 129	7 003	4	»	8 084	»	35 892
	Résna (ville) . . .	»	1	887	1 464	1 299	1 042	951	»	»	»	»	2 763	1 993	»	»	1 267	4 756	
4	Arrondissement de Krouchévo.																		
	Krouchévo (ville) .	»	1	1 160	4 045	3 858	»	»	»	»	»	»	7 903	»	»	»	1 440	7 903	26 002
	Autres communes.	55	18	2 720	8 554	8 998	277	270	»	»	»	»	17 552	547	»	»	4 383	»	
5	Arrondissement de Prilep (ville) . .	»	1	4 635	7 679	7 022	3 835	3 701	»	»	»	»	14 701	7 536	»	»	6 042	22 237	51 783
	Autres communes.	94	12	4 142	13 063	12 331	2 110	2 042	»	»	»	»	25 394	4 152	»	»	8 131	»	
6	Arrondissement de Florina.	25	7	1 382	4 327	3 970	591	534	»	»	»	»	8 297	1 125	»	»	2 698	»	9 422
7	Arrondissement d'Ochrida.																		
	Ochrida (ville). . .	»	1	2 645	3 076	2 635	2 780	2 547	»	»	»	»	5 711	5 327	»	»	3 482	11 038	97 024
	Strouga (ville). . .		1	972	1 447	1 398	657	618	»	»	»	»	2 845	1 275	»	»	1 167	4 120	
	Podgradatz, petite ville.		1	337	523	546	511	493	»	»	»	»	1 070	1 004	»	»	576	2 074	
	Autres communes.	205	43	12 513	17 988	17 531	21 476	22 805	»	»	»	»	35 511	44 281	»	»	20 770	»	
		584	117	53 574	111 122	104 957	52 471	51 874	3 063	2 807	35	25	216 076	104 345	5 870	60	84 828	Pop. totale.	326 344

1. Nous devons la traduction de ce document du serbe en français à un Serbe de Monastir (Bitolj), M. Théodore N. Grouitch, professeur au Gymnase Serbe.

les Serbes, étant sans conteste en minorité, ne tenaient pas à le mettre en évidence.

De cet ensemble détachons un fait significatif : le total de la population de tout le département de Monastir comprenant les divers arrondissements indiqués dans le tableau est de 326 344 habitants; or, sur ces 326 000 habitants il y a, dans le département entier de Monastir, 5 870 juifs ; de ces 5 870 juifs, 5 866 (c'est-à-dire tous moins 4), résident dans la ville de Monastir ; on ne peut imaginer un document statistique nous montrant d'une manière plus claire à quel point les juifs sont concentrés dans les villes ; ce sont exclusivement des citadins.

Le recensement de Salonique date des 27 et 28 avril 1913.

Tableau statistique de la population de la ville de Salonique (du 27 au 28 avril 1913).

NATIONALITÉS	HOMMES	FEMMES	TOTAL
1. Hellènes (sujets grecs et ottomans)	23 540	16 416	39 956
2. Israélites (sujets ottomans)	29 753	31 687	61 439
3. Musulmans (sujets ottomans)	22 808	23 059	45 867
4. Bulgares (ou plus simplement exarchistes sujets ottomans)	3 402	2 861	6 263
5. Etrangers (presque tous israélites)	2 495	1 869	4 363
TOTAL	81 998	75 891	157 889

Le groupe le plus compact de cette ville de Salonique est le groupe de juifs : 61 000. Ces juifs sont jadis venus d'Espagne; ce sont des juifs qui, à l'époque des persécutions en Espagne, se sont réfugiés dans l'Orient de l'Europe et se sont concentrés dans les villes. Ces juifs parlent le français admirablement, avec un accent que certains paysans de nos provinces pourraient leur envier; entre eux, ils parlent le judéo-espagnol, sorte de langue qui est un espagnol judaïsé qu'ils écrivent en caractères hébraïques.

Lorsque nous lisons : étrangers, 4 364, nous devons nous dire que ces étrangers, presque tous, sont des juifs; si bien que si l'on fait la critique de ce document, il faut ajouter au moins 4 000 individus au groupe des israélites. Ajoutons enfin que parmi les musulmans, il y a encore des groupes compacts (nous l'expliquerons tout à l'heure), des groupes de plusieurs milliers qui sont d'origine juive. Nous pouvons considérer que sur les 160 000 âmes de Salonique, la moitié au moins se rattache directement ou indirectement à la race israélite.

Quelle que soit l'apparente netteté des chiffres, les groupes ne sont donc pas aussi homogènes qu'on aurait pu le supposer tout à l'heure. Nous devons aller plus loin afin de mieux comprendre la complexité du problème. La considération capitale en effet, c'est que l'homogénéité de ces groupes ethniques ne correspond pas du tout à une homogénéité anthropologique.

Les agglomérations ethniques, auxquelles nous semblons attribuer une certaine homogénéité en leur conférant d'une manière trompeuse le nom de race, sont elles-mêmes des amalgames ou des agglomérés. Peut-on imaginer un groupe qui paraisse avoir davantage une personnalité historique et ethnographique reconnue de tous que les Grecs ? Or, les Grecs ne sont qu'un composé de différents types ethniques, de différentes races dont l'ensemble a donné ce que nous appelons aujourd'hui le peuple grec. Un des derniers travaux paru sur les Grecs est dû au professeur Pittard, qui l'a publié dans le premier numéro des *Archives suisses d'anthropologie générale*. E. Pittard a mesuré 125 Grecs (et les travaux que nous connaissons jusqu'à ce jour sur les Hellènes de la Péninsule sont si peu nombreux que cela confère une réelle importance à ses renseignements). E. Pittard arrive à cette conclusion que, dans la race grecque, il faut reconnaître au moins plusieurs groupes : « La prédominance, dit-il, est manifestement en faveur des formes brachycéphales. Cependant la proportion relativement grande des formes doli-

chocéphales, et, d'autre part, la quantité également forte des mésocéphales, semblent indiquer que les Grecs sont loin de représenter un type ethnique composé d'éléments homogènes »[1]. Plus loin, il conclut : « L'étiquette de Grecs recouvre une population parfaitement hétérogène. Il n'y a pas de « race » grecque pure[2] ». Il rappelle que Deniker a distingué chez les Grecs trois groupes : un groupe moins fortement, moins nettement brachycéphale, le groupe de l'Orient, — un autre groupe brachycéphale, celui de l'Epire, celui qui est voisin des Albanais, lesquels sont les plus brachycéphales de la Péninsule — et un troisième groupe dolichocéphale très noir ibéro-insulaire, le vieux groupe de la Méditerranée et des îles de la Méditerranée. Ce qu'on dénomme couramment race, — telle la « race » grecque, — est un composé de races diverses. Qu'est-ce donc que la race et que pouvons-nous en savoir ? C'est qu'elle résulte non pas simplement des données immédiates de la nature, mais des données très médiatisées de la conscience. C'est un phénomène collectif qui s'étend, se développe, quand les idées qui dominent une race ont de la puissance et qui, au contraire, disparaît et s'éteint lorsque l'âme de la « race », dépérissant, n'arrive pas à donner leur plein effet aux réalités ethniques de la nature et du corps.

On ne saurait trop fortement confronter avec la distribution géographique les réalités anthropologiques. Rien n'est plus parlant que des cartes ; c'est pourquoi nous voulons placer après notre carton des peuples actuels (fig. 28) trois cartons d'ensemble extraits des œuvres de l'anthropologiste de Genève que nous avons déjà cité, le professeur E. Pittard (fig. 29, 30 et 31) : ces cartons représentent une situation politique des Balkans antérieure à la guerre, mais comme ils ont été reproduits tels quels dans le grand et bel ouvrage publié par l'auteur en 1920 sous le titre *Les Peuples des*

1. E. Pittard, *Ethnogénie de la Péninsule des Balkans, Contribution à l'étude anthropologique des Grecs* (*Archives suisses d'Anthropologie générale*), I, mai 1914, p. 14.

2. *Idem, ibid.*, p. 17.

Balkans, *Recherches anthropologiques dans la Péninsule des Balkans*, *spécialement dans la Dobroudja*, nous n'y changerons rien, et nous accompagnerons les trois cartes des commentaires mêmes de Pittard.

La fig. 29, qui se rapporte à la taille moyenne des populations balkaniques, est ainsi commentée :

La répartition de la stature moyenne dans la Péninsule a été établie à l'aide de mes documents personnels, mais aussi grâce aux chiffres provenant des recrutements militaires — là où ils ont été publiés ! — et aux mensurations faites par quelques auteurs cités dans le corps de l'ouvrage. L'avenir modifiera peut-être cette répartition ; cependant, je crois que les modifications possibles ne seront pas importantes. On remarquera, dans cette carte, la concentration vers l'Ouest de la Péninsule des hommes de haute taille. Les Bosniaques-Herzégoviniens, les Monténégrins, une grande partie des Albanais, des contingents importants de Serbes et de Grecs, constituent, dans cette partie des Balkans, un des foyers de la plus haute stature en Europe. La délimitation de cette race de grande taille ne peut, naturellement, dans l'état actuel de nos connaissances, être précisée, et sa limite à l'Est est absolument conventionnelle : d'ailleurs cette observation s'applique aussi aux autres catégories de statures. Mais telle qu'elle est, cette carte donne des indications précieuses. A plusieurs égards (en ce qui concerne la Turquie, par exemple), les résultats que nous inscrivons modifient complètement ce qui a été publié jusqu'à présent sur la taille des Balkaniques.

La fig. 30 concerne la forme des crânes : crânes ronds ou brachycéphales, crânes allongés ou dolichocéphales :

Cette carte de l'indice céphalique est, sur certains points, à rapprocher de la carte précédente. On constatera que, de la Save au cap Matapan, la « race » de haute stature signalée précédemment est, en même temps, la plus brachycéphale de toute la Péninsule des Balkans. Cette région occidentale est le domaine de la race Dinarique ou Adriatique qui semble représenter, dans les temps actuels, l'antique « race » Illyrienne. Les chaînes de montagnes qui du Char-Dagh, par l'arête maîtresse du Pinde, se prolongent jusqu'au Taygète, semblent avoir maintenu, à leur occident, les représentants de cette race Dinarique qu'on pourrait aussi appeler, à cause de son cantonnement méridional, race Adriatico-Ionienne. En dehors de ce groupe très fortement brachycéphale, on remarquera la sous-brachycéphalie moyenne des autres pays balkaniques,

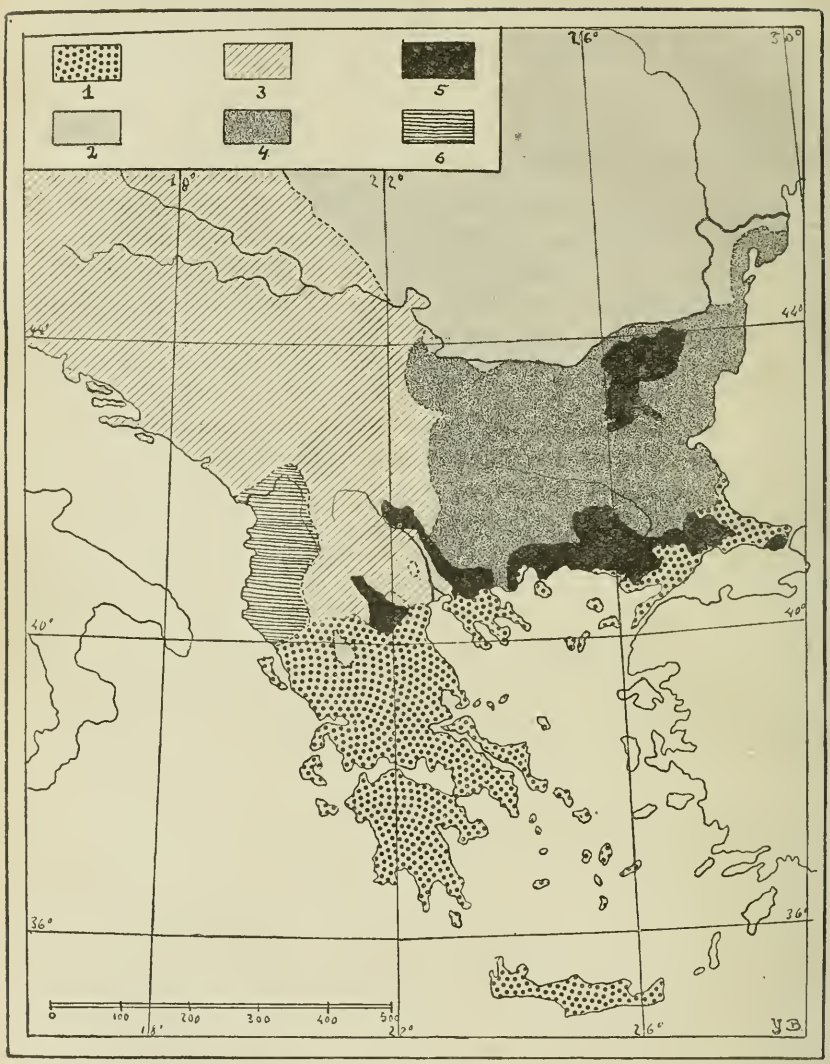


FIG. 28. — RÉPARTITION GÉNÉRALE DES PRINCIPAUX GROUPES ETHNIQUES DES BALKANS.

1 = Hellènes ; 2 = Roumains ; 3 = Serbes ; 4 = Bulgares ; 5 = Turcs ; 6 = Albanais.

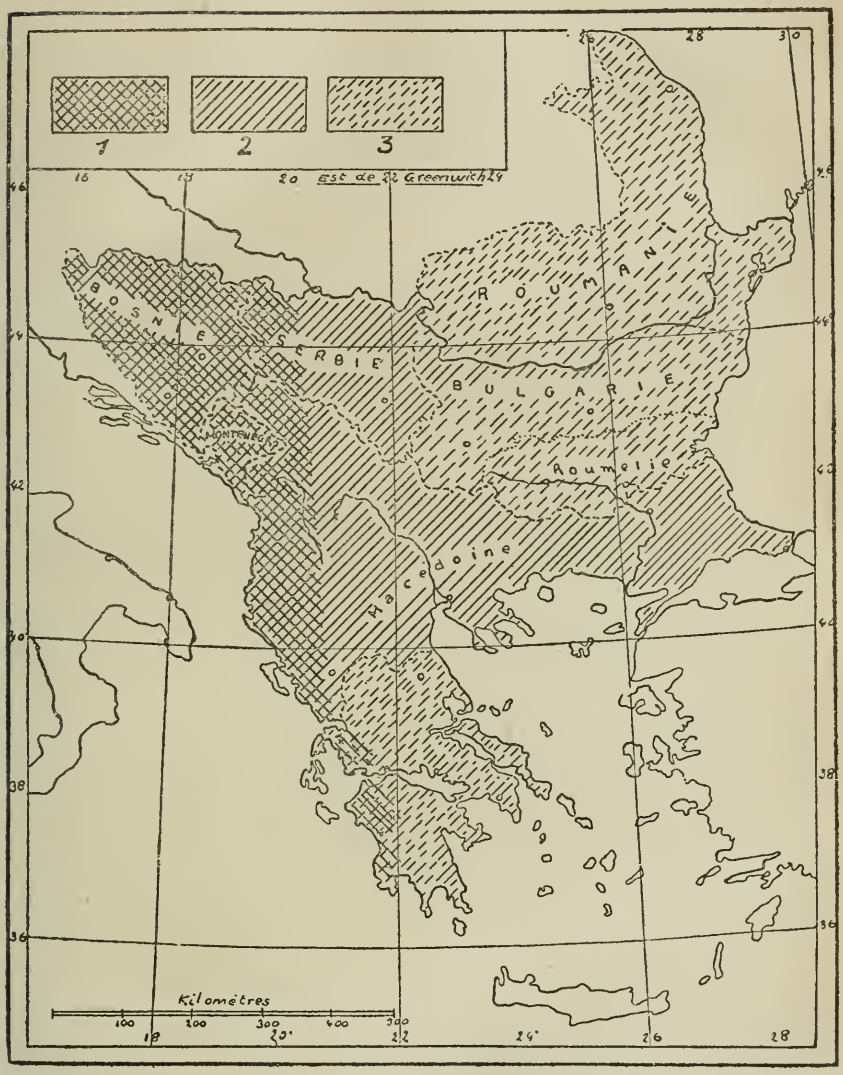


FIG. 29. — RÉPARTITION DE LA STATURE MOYENNE DANS LA PÉNINSULE DES BALKANS (D'APRÈS PITTARD).

1 = Taille dépassant $1^{m}70$; 2 = Tailles de $1^{m}678$ à $1^{m}70$; 3 = Tailles de $1^{m}65$ à $1^{m}67$.

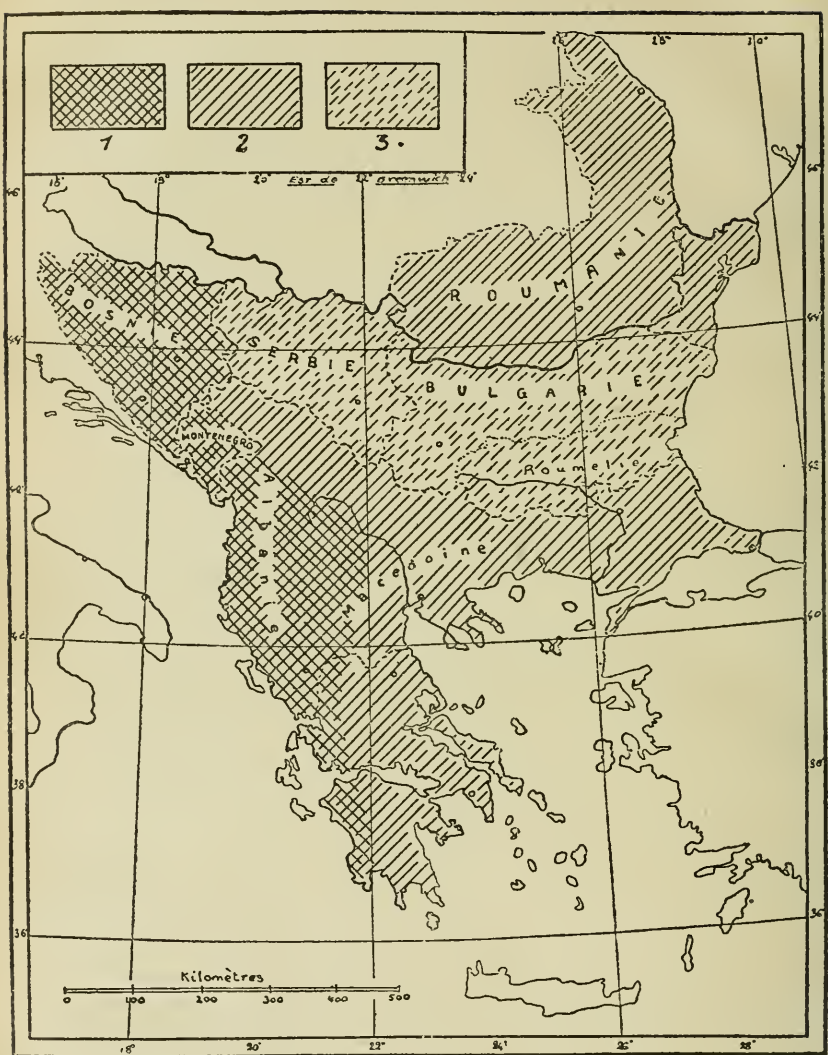


FIG. 30. — RÉPARTITION DE L'INDICE CÉPHALIQUE MOYEN DANS LA PÉNINSULE DES BALKANS (D'APRÈS PITTARD).

1 = Indices de 85 à 87 (Hyperbrachycéphales) ; 2 = Indices de 82 à 83 (Sous-Brachycéphales) ; 3 = Indices de 79 à 80 (Mésaticéphales et Sous-Dolichocéphales).

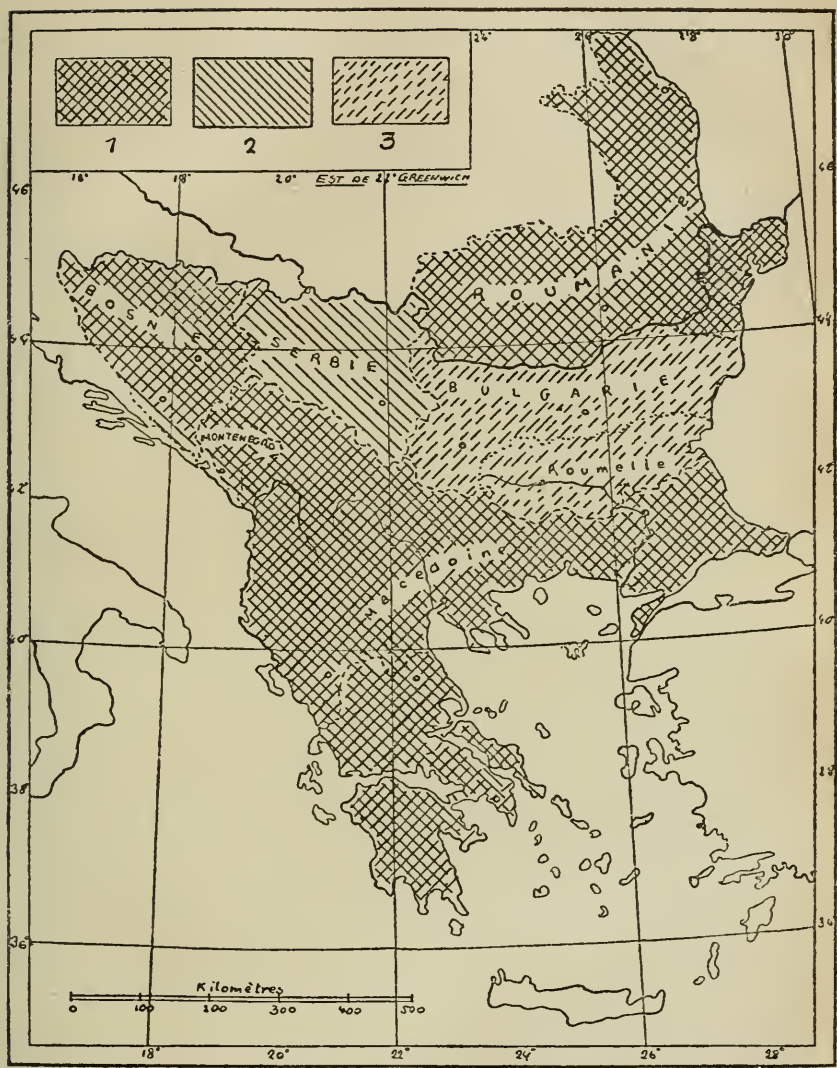


FIG. 31. — RÉPARTITION DES TYPES BLONDS DANS LA PÉNINSULE DES BALKANS (D'APRÈS PITTARD).

1 = moins de 5 p. 100 ; 2 = de 5 à 10 p. 100 ; 3 = plus de 10 p. 100.

la Serbie et la Bulgarie exceptés. Ces deux royaumes semblent constituer, par leurs caractères céphaliques moyens, une masse humaine relativement homogène et se différenciant ainsi de celle qui habite les autres Etats. Mais cette homogénéité n'est pas, pour le moment, exprimée par les caractères de la stature et de la pigmentation.

Enfin la fig. 31 se rapporte à la couleur des cheveux :

La répartition des types blonds dans la Péninsule des Balkans confirme quelques suppositions énoncées à l'aide des cartes précédentes. Elle maintient l'unité de la race Adriatico-Ionienne. Mais elle atténue la remarque faite, à propos de la Bulgarie et de la Serbie, lorsque nous examinions les caractères de l'indice céphalique. Si les Serbes et les Bulgares ont une forme cranienne très rapprochée, ils ne semblent pas posséder les mêmes caractères de pigmentation. Les Bulgares, d'après cette carte, sont beaucoup moins souvent bruns que les Serbes ou, si l'on préfère, beaucoup plus souvent blonds. Pour ce qui concerne l'indication de la couleur des cheveux chez les Bulgares, j'ai utilisé les statistiques de Wateff. J'ai préféré celles-ci à mes propres statistiques parce que l'auteur bulgare a opéré sur des nombres bien plus considérables que les miens. Wateff a trouvé une proportion de 29,36 pour cent de cheveux blonds dans son pays. Je n'ai rencontré, en examinant 200 Bulgares, que deux individus ayant des cheveux blonds !... Mais je rappelle ici, pour expliquer cette différence, une remarque faite dans le chapitre consacré aux Bulgares : les statistiques de Wateff ont porté sur une quantité considérable d'*enfants*, tandis que je n'ai examiné que des adultes. Or nous savons que, fréquemment, les enfants des populations brunes ont, dans leur jeune âge, les cheveux blonds. Ceux-ci changeront de couleur plus tard. Ces réserves étant formulées, il n'en reste pas moins que la Serbie et la Bulgarie sont les régions de la Péninsule où l'on peut noter le plus grand nombre de cheveux blonds, et la présente carte est à rapprocher de celle qui montre la répartition des diverses formes craniennes. Pour le surplus, la carte montre nettement que la Péninsule des Balkans, dans son ensemble, est loin d'appartenir au « royaume des blonds ».

Concluons par cette autre constatation d'ensemble de Pittard :

Nous pouvons nous représenter la Péninsule comme peuplée par deux races principales : une race de haute taille, brachycéphale et brune (j'attire votre attention sur le fait que de l'autre côté de la rive adria-

tique la péninsule Italique ne présente aucune ressemblance avec la rive balkanique) et une race de grande taille également à caractère brachycéphale avec une pigmentation, je ne dis pas claire, mais fréquemment claire, race dans laquelle nous pourrions faire entrer les Bulgares et les Serbes.

Concluons surtout que l'on ne doit pas borner le sens du mot « race » à sa brutale signification anthropologique ; on ne doit pas non plus étendre démesurément (selon l'usage trop courant) cette expression de « races ». Laissons-lui finalement sa signification complexe et vague de géographie politique en nous rappelant toujours qu'elle est toute relative ; et, par ailleurs, si une nationalité peut être composée d'un certain nombre d'éléments anthropologiques différents, de même une « race » peut avoir été décomposée en plusieurs nationalités et peut porter une série de noms nationaux différents.

3. — *ALTÉRATIONS VOLONTAIRES ET CONSCIENTES DE LA « RACE »*

Souvent un groupe humain s'adonne si exclusivement à une modalité de travail que le nom de ce groupe implique un genre de vie. Dans les Balkans, « Vlah » ou « Valaque » signifie berger, et, d'une manière générale « Bugar » ou « Bulgare » désigne un laboureur. Toutefois ce ne sont là que généralisations, quoique parfois abusives ; il est des déformations plus graves qui aboutissent, en ce qui regarde la « race », à être l'équivalent de véritables altérations.

On sait que de très amples mouvements de conversion ont été déterminés par la conquête turque : les Turcs ont imposé comme condition absolue à ceux qui voulaient garder leurs droits à la terre et leur autorité sur les paysans, de se convertir au mahométisme. En des pays comme la Crète, comme la Bosnie-Herzégovine, comme l'Albanie, tous les propriétaires hellènes, serbes ou albanais ont dû passer à l'islam.

Aujourd'hui, en Bosnie-Herzégovine, sur une population totale de 1 900 000 Serbes, il en est 800 000 qui se disent

Turcs[1]; ils ne sont pas des Turcs, ils ne savent pas un mot de la langue turque, ils ne savent pas non plus un seul mot d'arabe, mais se sont des Serbes islamisés; le seul fait qu'ils se disent Turcs produit un acheminement vers un changement qui, au bout de quelques siècles, pourrait apparaître comme une modification de la race. En certaines heures de crise, ils se sont dressés contre les Serbes orthodoxes, comme s'ils étaient effectivement d'une autre race que la leur.

De même, en Albanie, nous pouvons approximativement compter 800 000 Albanais musulmans, 300 000 Albanais orthodoxes, 200 000 Albanais catholiques. Les Albanais orthodoxes du Sud, qui sont aujourd'hui en lutte contre les Grecs, ont à un haut degré subi leur influence et ont durant le dernier siècle souvent lié leur cause à la leur. Aussi bien, dans toute la Péninsule des Balkans l'église grecque, par le seul fait qu'elle a été la grande dispensatrice et organisatrice de la religion chrétienne pendant de très longs siècles, a hellénisé un certain nombre de peuples qui n'étaient pas grecs. Ainsi, le seul fait que des Slaves eux-mêmes, de générations en générations, se sont dits Grecs en se rattachant à l'église grecque, en avait amené peu à peu quelques-uns à être, dans une mesure plus ou moins grande, hellénisés. Pareillement les Valaques orthodoxes ont été fortement hellénisés.

Lorsqu'en 1871, sous l'influence déterminante de la Russie, on a reconstitué pour ainsi dire de toutes pièces l'église bulgare (l'exarchat bulgare c'est-à-dire une autorité schismatique par rapport à l'église grecque du Phanar), on a fait une œuvre qui était non seulement religieuse, mais nationale; pour favoriser ceux qui détestaient l'hellénisation que représentait l'église grecque, on leur a donné le moyen de pouvoir affirmer leurs caractères et aspirations ethniques en se disant Bulgares, et en se rattachant à l'exarchat ; on a vu, depuis lors, des populations se bulgariser d'âme et de

1. Voir Jean Brunhes, *Du caractère propre et du caractère complexe des faits de géographie humaine*, dans *Annales de géographie*, 15 janvier 1914, p. 1-40, tout le paragraphe II.

cœur par cette affirmation seule; des groupes ethniques autres que les groupes bulgares, comme certains Serbes de Macédoine, dans la mesure où ils sentaient en eux du sang slave et où ils voulaient réagir contre l'hellénisation, se sont déclarés Bulgares; c'est une des questions qui ont compliqué tout à fait le problème de Macédoine et qui rendent encore plus malaisée la discussion du vrai caractère ethnique originel et spécifique des Slaves macédoniens.

Il faut en venir enfin à des complications bien plus graves en leurs conséquences, parce qu'encore plus conscientes, plus volontaires. Nous voulons ici résumer deux groupes d'observations ou de documents qui nous paraissent d'une singulière signification ethnographique, ou mieux, « anti-ethnographique ».

Un mot d'abord des Bektachis, sorte de secte, sorte de franc-maçonnerie areligieuse ou antireligieuse au sein de l'Islam; or ces Bektatchis sont très nombreux dans la partie de l'Albanie située au Sud du Skumbi ; on peut dire que presque tous les Albanais musulmans du Sud sont Bektatchis ; ainsi se crée entre les diverses races islamiques une espèce de communauté nouvelle qui contredit parfois et qui altère dans une certaine mesure les affinités ethniques naturelles.

Lorsque l'un de nous était à Salonique, il a rencontré grâce à l'obligeance d'un chirurgien français, le Dr Dreyfus, un jeune docteur en médecine albanais et bektatchi, et il lui a demandé de lui faire connaître des Albanais ; il fut alors conduit à un téké albanais (couvent, refuge-hôtellerie) situé à deux ou trois kilomètres de la ville, et présenté à un des grands chefs « albanais » qui était un grand chef bektatchi. Nous avons causé avec ce chef, nous l'avons photographié. Nous avons interrogé ce vénérable vieillard, âgé de plus de quatre-vingts ans, que tous les Abanais qui étaient là regardaient comme un des leurs et respectaient comme un saint... Or sait-on ce que nous avons découvert ? C'est que ce chef bektatchi était en fin de compte un... Turc de Sérès !

Il convient de parler beaucoup plus longuement de ce groupe si curieux des *Deunmés*, c'est-à-dire des Juifs de Salonique qui sont convertis à l'Islam[1]. Ce groupe de Juifs de Salonique est composé de 10 000 individus environ, groupe considérable par rapport au total de 160 000 habitants. Aussi bien, ce groupe de Juifs convertis à l'islam suit la tradition de Zévi Sabataï, petit-fils d'un épicier de Morée, qui avait reçu une éducation religieuse très sévère et s'était cru destiné au messianisme ; il s'était affilié à la Cabale et un jour, au service religieux du samedi, il s'était proclamé Messie ; il avait prononcé des paroles décisives et il s'en suivit qu'il fut mis à la porte de la synagogue et que les rabbins l'expulsèrent de la communauté juive.

Zévi Sabataï fait alors du prosélytisme à Smyrne ; puis il part pour Constantinople, se déclarant ouvertement le Messie ; il opère des conversions parmi les Israélites et les Musulmans et a un tel renom que même des Hongrois chrétiens se convertissent à la nouvelle secte. Il voyage en Egypte où il est jeté en prison, puis il se marie là-bas avec une prostituée hollandaise et finit par mourir misérablement au Monténégro. Il avait déterminé un tel mouvement que les Juifs du Sud de la France avaient frété des bateaux pour aller à son secours lorsqu'il s'était trouvé dans la misère en Egypte.

Zévi Sabataï a exigé de tous ses disciples une conversion formelle et, disons-le, formaliste, à l'Islam ; ce ne fut jamais qu'une conversion simulée ; il avait abandonné la communauté juive pour adhérer à la religion de Mahomet ; ses disciples firent de même ; mais l'adhésion était purement de façade. Les *Deunmés* vont à la Mosquée, mais ils ne sont point de véritables mahométans. Ils prennent les attitudes et les gestes des mahométans, mais c'est en réalité pour lutter contre l'Islam lui-même.

A la suite de Zévi Sabataï, un de ses neveux, Querido,

1. On les appelle souvent les *dolmés* ; mais cette expression est incorrecte. Les *deunmés* cela veut dire en turc les *convertis*.

veut reprendre la tradition du premier Messie; il crée une sorte de schisme, si bien que, de cette secte des Deunmés, sortent trois groupes, trois sectes encore vivantes à Salonique, et qui se développent rigoureusement séparées les unes des autres, tout aussi indépendantes des mahométans proprement dits que de la communauté juive. Ces trois groupes sont : 1° les Ismirlis, qui regardent comme seul prophète Zévi Sabataï et qu'on appelle à Salonique les *Kapandjis*, c'est-à-dire les fariniers; ils sont à peu près 2 500; 2° les Jakoubis, qui regardent comme chefs Zévi Sabataï et son neveu Querido; ils sont à peu près 4 000 et on les appelle les *Hamdi-bey;* 3° les Omosos, c'est-à-dire « nez plats » qui regardent comme prophète Zévi Sabataï et un autre prophète appelé Othman-Baba ; ils sont environ 3 500; à Salonique, ils portent le nom de *Karagatch*.

Ces Deunmés ont tous oublié l'espagnol; ils n'emploient et ne savent que le turc; leurs prêtres, qui s'appellent hodjas du nom des prêtres musulmans, savent l'hébreu et ont des livres sacrés en hébreu.

Dans chacune de ces sectes, on se marie rigoureusement sans sortir de la secte. Certains de ces groupes, à force de ne se mêler à aucun autre, ont acquis des traits physiques distinctifs. Dans cette ville de Salonique en laquelle semblent pénétrer d'une manière intense toutes les formes de la civilisation, les Deunmés ont une vie très à part, dans des maisons placées les unes à côté des autres, dans lesquelles les profanes ne peuvent pénétrer, et qui communiquent les unes avec les autres par de véritables ratières. A l'intérieur de ces pâtés de maisons, ils ont des temples; le Dr Dreyfus a pu pénétrer dans le temple des Jacoubis, il a nous déclaré qu'il avait été surpris et émerveillé de sa haute valeur artistique.

L'initiation religieuse des Deunmés ne se fait qu'au moment du mariage. Ils doivent s'abstenir de meurtre, de fornication, de faux témoignage. Il leur est rigoureusement défendu de contracter mariage avec un mahométan ou une

mahométane. On leur enjoint la charité, la lecture des psaumes, l'observance des livres de Zévi Sabataï. Il faut suivre les préceptes extérieurs musulmans, aller à la mosquée, faire les ablutions. Ils sont circoncis à sept ou huit ans comme les musulmans et non à la naissance comme les juifs. Ils célèbrent dans l'année douze principales fêtes, dont l'anniversaire de la naissance de Zévi Sabataï.

Le groupe des Jacoubis est peut-être celui qui observe le plus strictement la loi de prohibition de toute exogamie ; il a acquis une sorte d'individualité ethnique, et ces juifs se reconnaissent dans la rue à leur allure de juifs dégénérés.

Au contraire, les Kapandjis représentent sans aucun doute le groupe humain le plus intelligent de toute la cité de Salonique ; ils ont adhéré en grand nombre au Comité « Union et Progrès », et ils ont, somme toute, mené en grande partie la révolution jeune-turque. La révolution a été faite essentiellement par les Deunmés, c'est-à-dire par les Juifs convertis extérieurement à l'Islam, mais combattant en réalité l'Islam, n'ayant de l'Islam que les gestes extérieurs.

Sous les apparences voulues et fallacieuses de vrais Turcs, il est donc advenu que de prétendus Turcs, qui étaient originellement des Juifs, ont contribué, dans une très forte mesure, à mener les Turcs jusqu'à leur présent destin.

Que signifient donc de telles étiquettes de groupes ou de races ?

A coup sûr, une « race » est une grande réalité matérielle qui subsiste et qui persiste, dont les caractères apparaissent, reparaissent, transparaissent dans les individus et dans les collectivités ; mais nous nous imaginons à tort tous ces faits géographiques humains comme ayant une existence objective absolue et une fixité trop rigide... On doit dire qu'une « race » est et devient ce que la fait son histoire.

Une « race » est toujours dans le devenir ; elle est bien une chose mouvante, faite de conscience et d'âme autant que de réalité matérielle.

CHAPITRE XV

NATIONALITÉS, NATIONS, ÉTATS

1. — Les faits, les facteurs et les contradictions du problème.
2. — Les variations des nationalités dans l'espace et dans le temps.
3. — L'exemple singulier de la Belgique. Les facteurs créateurs de la Nation et de l'État, et l'État créateur de la Nation. Une politique des nationalités contre la Nation.
4. — Les faits essentiels de la solidarité économique entre les Nations.
5. — États et Nations devant les Conférences de La Haye et dans la Ligue des Nations.

1. — *LES FAITS, LES FACTEURS ET LES CONTRADICTIONS DU PROBLÈME*

Si donc la « race » n'existe pas, et si la nationalité ou nation est le facteur constitutif de ce qu'on appelle aujourd'hui la « race », il est indispensable d'examiner d'abord, selon la rigoureuse méthode d'observation, ce que représentent au vrai ces mots et ces réalités pour les hommes qui sont nos contemporains.

Il importe de considérer en premier lieu que les manières courantes de penser et d'agir sont paradoxales ; c'est-à-dire qu'il y a solution de continuité entre les principes énoncés et les attitudes prises. Signaler et souligner quelques-unes de ces contradictions, ce sera nous obliger nous-mêmes à faire effort pour échapper aux paralogismes ou aux partis pris régnants.

Certains hommes, qui rêvent d'instaurer un ordre international nouveau, ont commencé par renier toute parole, tout traité, tout contrat de leurs compatriotes et prédécesseurs ; or, un ordre international ne pourra être édifié et

sauvegardé que si la parole des chefs *d'une démocratie* non seulement engage, mais enchaîne les chefs élus qui leur succèdent.

Les internationalistes pacifistes ont été dans tous les pays du monde les tenants les plus forcenés de l'idée de nationalité. Combattant l'idée de patrie dans leur propre patrie, ils l'ont surexcitée, cette même idée de patrie — et tous les espoirs légitimes qu'elle porte, et toutes les ambitions excessives qu'elle comporte, — ils l'ont surexcitée jusqu'au paroxysme chez tous les peuples jeunes.

Pour les pacifistes d'avant-guerre, les grands dieux de la paix étaient Nicolas II, l'initiateur des conférences de La Haye, et Guillaume II auquel la fin de l'année 1914 devait apporter, si la guerre, comme par hasard, n'avait éclaté, la consécration « définitive » du prix Nobel — prix fondé d'ailleurs grâce aux bénéfices de la nitroglycérine par l'illustre industriel suédois.

Les catholiques, membres de la Société internationale qui a été la plus vivante, la plus réelle, la plus épanouie et la plus dominatrice des sociétés internationales — non pas du rêve, mais de l'histoire vraie, — ont perdu presque complètement le sens de leurs affinités internationales et se sont, dans tous les pays belligérants, affirmés comme les plus ardents patriotes.

Les vengeurs de la Belgique violée, outragée et pendant quatre ans asservie, qui se croient par excellence les défenseurs de ces réalités historiques des « petits Etats » — Belgique ou Suisse — développent parfois le droit non pas seulement des nations mais des nationalités, avec une telle fougue et un tel esprit de système que leur thèse aboutit à la condamnation de cette heureuse et harmonieuse juxtaposition des nationalités diverses en un seul tout historique que nous appelons précisément le « petit Etat ».

Les hommes d'Etat qui ont le plus préconisé le principe de l'« égalité » commerciale ont surexcité la crise des changes au point d'asservir les plus faibles aux forts et de ruiner même

les forts. Ceux qui s'apitoyaient le plus sur la misère des peuples russe ou allemand, qui s'indignaient le plus des prétendus blocus économiques, ont travaillé de tout leur pouvoir, par ce déséquilibre monétaire mondial, à affamer les peuples à change avarié en limitant de plus en plus férocement leurs pouvoirs d'achat. Le pharisaïsme humanitaire a atteint des degrés de dureté inconnus jusqu'à ce jour : quel blocus fut jamais comparable à ce régime international si cruellement et rigoureusement prohibitif pour les groupes humains les plus malheureux !

La vie politique, sociale et internationale est donc loin d'être logique ; elle ne pourrait que gagner à s'inspirer davantage d'une certaine rectitude et exactitude de la pensée.

Qui voudrait sérieusement étudier et préparer les conditions possibles d'une *Société des Nations* devrait commencer par préciser ce qu'il faut entendre par une *nation* et, auparavant même, par une *nationalité*.

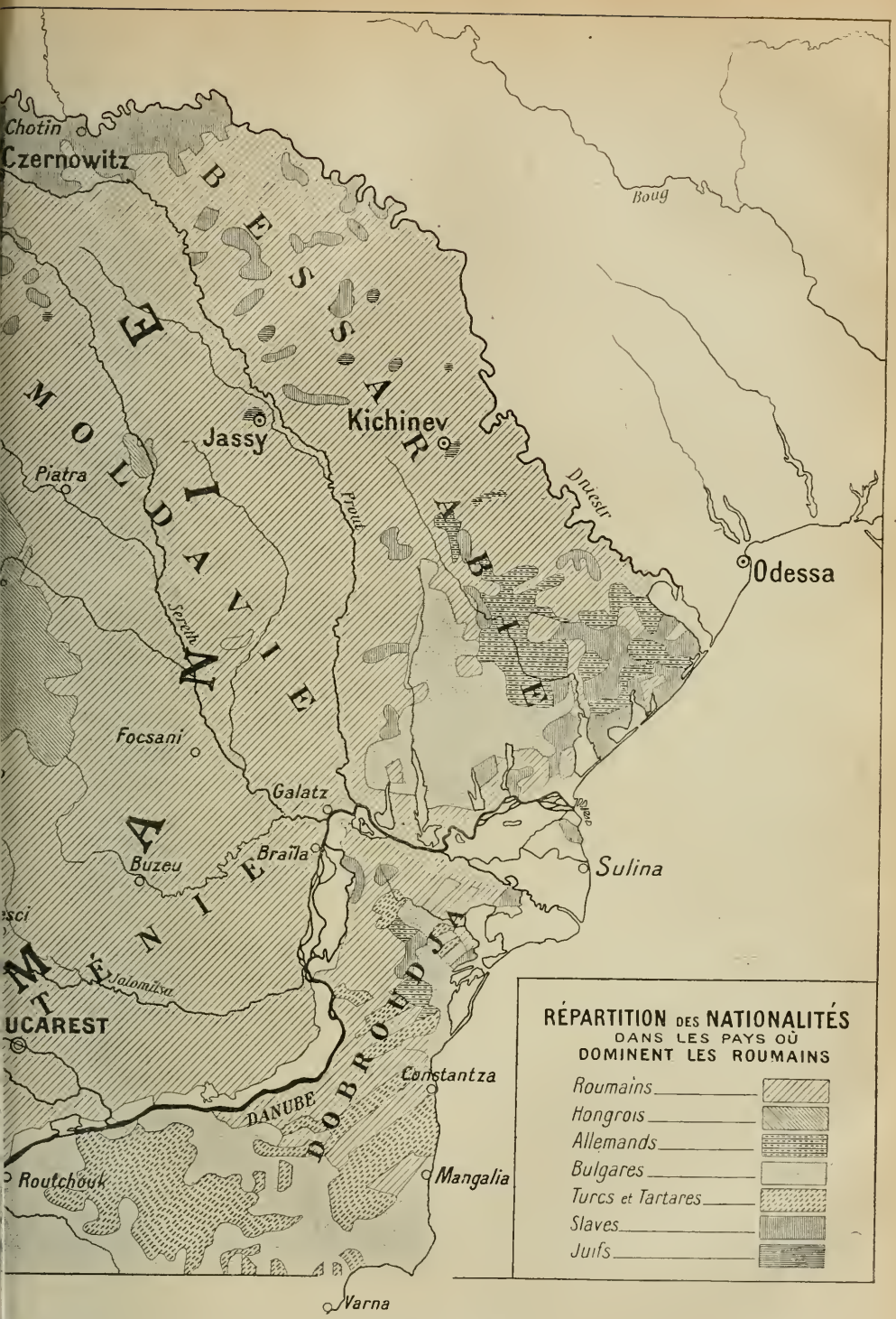
Une *nationalité* est constituée par un groupe humain dont la cohésion résulte d'une communauté de sang ou de langue, ou de religion, parfois même d'une triple communauté de sang, de langue et de religion (voir chapitre XVI). La *nationalité* tend à conquérir une conscience politique qui lui crée des droits vis-à-vis des groupes humains voisins ou hostiles et qui, par la reconnaissance de ses droits politiques ou confessionnels, l'achemine à devenir une *nation*.

La *nation* elle-même tend à s'installer sur un territoire qui lui soit propre et qui lui appartienne à titre exclusif. En second lieu, elle tend à affirmer son existence et à couronner son effort par cette consécration organique supérieure qui en fait un *État*.

Société des Nations, qu'est-ce donc? *Société des Nations?* ou *Société des États?*

Quand le Président Wilson parlait d'une Ligue des Nations, il entendait la nation comme un Etat pouvant grouper sous une même autorité politique bien des nationalités diverses ; pour lui très évidemment la nation américaine

Fig. 32. — Répartition des principaux groupes ethniqu



INGUISTIQUES DANS LES PAYS OÙ DOMINENT LES ROUMAINS.

était une de ces nations. Mais à la même heure de l'histoire où il parlait, le Syrien, l'Arménien, et même le Grec des bords de la Méditerranée ou de l'Anatolie, qui l'entendait et qui l'applaudissait, comprenait la nation comme étant avant tout une confession et une église. Et le juif de Palestine comme étant une confession et une race.

Or les Conférences de La Haye, accueillantes aux Etats, furent hostiles aux nations et ignorantes des nationalités.

La première Conférence de La Haye se résolut à exclure le Transvaal, alors même qu'il n'avait pas été définitivement vaincu par l'Angleterre. La deuxième voulut méconnaître par principe le droit de la Finlande et celui de la Corée à être représentées.

Tout le passé historique récent est une sorte de proclamation tacite des droits exclusifs des Etats et de leur prépotence. L'instauration de la Société des Nations en 1919 est la consécration universelle de cette évolution historique.

Qu'on le veuille ou non, la vérité historique reste indiscutable, et elle a été clairement notée par l'historien Emile Bourgeois et rappelée par Théodore Ruyssen : au XIXe siècle, ce ne sont pas les nationalités, mais ce sont les Etats qui ont été les triomphateurs. Il faut ajouter qu'au XXe les Etats et les grands Etats s'acheminent à être des tyrans.

De là, toute cette poussée violente des nationalités et des nations à devenir des Etats. De là cette ruée de groupes en formation à aboutir à cette installation territoriale qui est le soubassement nécessaire de l'Etat politique. Les « sans-patrie » millénaires que sont les juifs, obéissant à cette impulsion universelle vers l'Etat, veulent avoir aussi leur territoire et leur état (sionisme). Bien mieux, eux, minorité de cent mille israélites au maximum en Palestine contre cinq cent cinquante mille arabes, ils prétendent à être les régents de cette énorme majorité.

Les idées les plus généreuses doivent être maniées avec scrupule et avec précaution, comme de dangereuses matières explosibles. La « politique des nationalités » est une tradition

française, dont nous devons nous enorgueillir et dont les gouvernements alliés ont été à bon droit les ardents protagonistes[1]. Mais la formule ne suffit pas. Il faut en discerner et en montrer les conséquences que nous voulons d'abord, celles au contraire qui iraient contre nos propres fins.

Napoléon III a pu méditer sur les résultats logiques d'un système dont la seule logique était le sentiment. Les conférences successives de Brest-Litovsk nous avaient pourtant éclairés sur la manière hypocrite dont les diplomates des empires centraux savent s'emparer des « droits des peuples à disposer d'eux-mêmes » et de « l'indépendance des nationalités ».

Le vrai, c'est qu'il est des Etats oppresseurs et des nationalités opprimées. Nous voulons défendre et libérer celles-ci contre ceux-là.

Il y a des Alsaciens et des Lorrains, il y a des Danois, il y a des Polonais. Et contre eux s'était dressée trop longtemps une volonté de domination que l'historien allemand Treitschke n'avait pas craint d'exprimer sans vergogne : « Nous autres, Allemands, nous savons mieux que les Alsaciens où est leur vrai bien... Nous leur rendrons leur vraie identité malgré eux ». (*Was fordern wir von Frankreich ?*)

Il y a d'admirables nations historiques qui étaient dignes de renaître à la vie d'Etats indépendants : les Polonais, les Tchéco-Slovaques, les Serbes-Yougoslaves. Tels sont les grands faits premiers. Attachées à des faits concrets, nos aspirations libérales risqueront moins d'être truquées et déformées. Un esprit vigoureux et ingénieux, Marius Leblond, parlait un jour à propos de l'Allemagne, du « camouflage des idées libérales ». Oui, camouflage et maquillage, et partant, sabotage. Quels redoutables jouteurs ! et que nous n'abattrons qu'en alliant notre générosité native — et parfois purement verbale — à une connaissance critique, précise et complète des faits.

1. Sur les origines et l'histoire du principe des Nationalités, voir par-dessus tout le livre de René Johannet, excellent et très consciencieusement documenté : *Le Principe des Nationalités*, Paris, 1918.

Qu'est-ce qu'un « peuple » ? Et qu'est-ce pour lui que le « droit de disposer de soi » ? Les mots ne sont que des mots. Il y faut plus de clarté.

Et tandis que nous parlons tous des nationalités et de leur droit à vivre indépendantes, nous paraissons croire parfois qu'une carte des nationalités peut ressembler au plan du Jardin des Plantes : les voici comme des plates-bandes bien régulières, bien sarclées, séparées les uns des autres par de coquets grillages ou de petits arceaux de fonte, — avec, entre elles, des allées bien ratissées pour le service de la Société des Nations !

Que ceux qui aspirent vraiment comme nous à un ordre international viable aillent d'abord en plein air observer les nationalités et les nations, dans la réalité, dans la beauté et dans la puissance de leur sauvage confusion.

2. — *LES VARIATIONS DES NATIONALITÉS DANS L'ESPACE ET DANS LE TEMPS*

Dans l'espace, d'abord ! Nous les verrons ensuite mobiles, variables, flexibles, mourantes ou naissantes, *dans le temps*. *Dans l'espace* elles sont jointes ; plus que jointes, mêlées ; plus que mêlées, enchevêtrées. Elles forment d'indéchiffrables complexes dans toutes les « marches » avoisinant les vieux empires. Elles se bousculent et se superposent dans les prédominantes agglomérations urbaines. Elles comportent même dans les zones relativement homogènes des enclaves de populations différentes, soit assimilées, soit asservies.

En Macédoine, Turcs, Bulgares, Serbes, Grecs, Valaques auraient pu fraterniser — s'ils ne s'étaient d'abord entre-tués. Au point de vue du droit pur des nationalités, à qui donner ce territoire si disputé ? Ils auraient pu devenir tous des Macédoniens et s'unifier quelque peu dans cette forme naissante de nationalité ; mais était-ce une vraie solution ?

Les 157 889 habitants de Salonique dénombrés par les autorités grecques les 27 et 28 avril 1913 — (voir ci-dessus, chap. XIV, § 2) — se décomposaient alors en 39 956 Hellènes,

Fig. 33. — La répartition des masses polonaises autour de Dantzig.

Sont marquées en grisé les superficies de toutes les communes qui ont une majorité absolue polonaise : le calcul a été fait d'après les excellents travaux du géographe polonais Eugène de Romer, et la figure est interprétée d'après une carte des *Travaux du Comité d'Etudes* (français), tome II, *Questions Européennes*, Paris, 1919, p. 327.

61 439 Israélites, 45 867 Musulmans sujets ottomans, 6 283 Bulgares et 4 364 étrangers.

Voilà pourtant des chiffres précis. Voilà des faits. Doit-on constituer Salonique en République juive ? Personne n'y pense, pas même ces juifs, qui y forment incontestablement le groupe le plus nombreux et le plus homogène.

Or, partout, à toutes les limites de peuples, plus ou moins confuses, à populations plus ou moins emmêlées, il existe des Macédoines !

Les discussions de la Conférence de la Paix ont révélé cette vérité de Dantzig et du golfe de Finlande jusqu'à Trieste et à la mer de Marmara.

Une des plus graves difficultés naît de l'antinomie qui est incluse dans toute grande cité, à la fois centre de rayonnement et d'attraction. La ville devient toujours la tête au point de vue politique. C'est dans la ville que s'élabore la conscience politique qui devient le ferment de la conscience nationale. Et d'autre part la ville, par opposition avec les cités de second ordre et avec les campagnes, est à peuplement hétérogène, on pourrait presque dire à peuplement impur ; c'est du grouillement grand-urbain que sortent ces éléments révolutionnaires et parfois étrangers qui s'efforcent à mener l'attaque contre la nation et souvent même contre la nationalité.

Le conflit de Brest-Litovsk entre les deux représentations de l'Ukraine n'avait été qu'une face du conflit entre la grande ville de Kiev et les régions plus purement ukrainiennes comme celles de Poltava et de Kharkov. Kiev est la capitale, de 350 000 habitants, pleine de ce que certains occidentaux appelleraient des « métèques », envahie de tout temps plus que les petites villes de l'Ukraine, plus que Kharkov, la capitale de l'Ukraine de 1765, par les éléments Grands-Russiens (opposés à ces Petits-Russiens que nous dénommons maintenant Ukrainiens). Dès les premiers jours de la révolution ukrainienne, une singulière méfiance, quelque peu méprisante, s'était manifestée à l'égard de Kiev, précisément parce que la superbe cité du Dniepr s'était regardée comme la

« mère de toutes les villes russes », la « Jérusalem de la Russie » (elle a représenté jadis la première opposition religieuse à l'Empire byzantin), et qu'elle est encore la ville des cent monastères, la foire des incessants pèlerinages.

Cependant, comment éliminer la ville de la délimitation territoriale d'une nation ? Comment la séparer de sa banlieue ? Impossible. Impossible et absurde.

Presbourg (Bratislava), vraie capitale de 78 000 habitants du pays slovaque, était (d'après les derniers recensements autrichiens du reste discutables) une ville comptant 41,9 p. 100 d'Allemands et 40,6 p. 100 de Magyars ; mais toute la banlieue est slovaque, tout le comitat est entièrement slovaque, et la ville qui a été depuis lors heureusement et logiquement englobée dans la nouvelle Tchéco-Slovaquie redevenait à physionomie tout à fait slovaque par la langue et par les costumes, même sous le régime hongrois, les jours où la population rurale se donnait rendez-vous au centre urbain, c'est-à-dire tous les jours de marché.

D'un ordre sinon identique, du moins analogue est le problème de Salonique. Tel est aussi le problème de Trieste qui est enveloppée d'une banlieue entièrement peuplée de Slaves. C'est celui de Riga et de Viborg, et d'Odessa comme de Kiev... sans parler de Petrograd !

C'est par-dessus tout un tel problème urbain qui s'est posé à propos de Dantzig (Gdansk) et à propos de Fiume (Rieka) (fig. 33).

Il est beaucoup d'autres complications, beaucoup d'autres enchevêtrements : qu'on considère, par exemple, la bigarrure ethnique de la très roumaine Transylvanie, telle que la représente la carte si remarquable publiée naguère par Emmanuel de Martonne.

Qu'on veuille bien se reporter à notre fig. 32, p. 600-601, qui est une simplification schématisée de ce beau document. Peut-on imaginer un bloc ethnique linguistique et national plus massif que celui de la brillante race roumaine ? Or non seulement en bordure du bloc se rencontrent

des régions très mêlées : Bessarabie méridionale, Dobroudja, Banat occidental, mais encore en plein cœur de la masse se trouvent d'importantes taches hongroises et allemandes.

« Si l'on essaie, dit Emmanuel de Martonne, de résumer les traits généraux qui se dégagent de cet examen, on notera qu'il existe un bloc de populations roumaines allant du bord oriental de la plaine pannonique au Dniester, de la haute Tisza au Danube et à la Mer Noire. Ce territoire correspond à peu près à ce qui est considéré comme ayant formé l'ancienne Dacie, avec une extension un peu plus grande vers l'Est. Par une coïncidence, qui ne peut être un hasard, ce bloc est homogène et pur de tout mélange, précisément dans les régions que nous savons avoir le plus profondément subi l'empreinte de la colonisation romaine : Olténie ou Valachie occidentale, Banat oriental, Transylvanie occidentale. Il apparaît encore particulièrement homogène dans les anciennes principautés de Valachie et de Moldavie, qui ont seules formé d'une manière permanente des Etats roumains indépendants. Le mélange est au contraire la règle dans les pays dépendants d'Etats de nationalité étrangère, soit pendant des siècles, comme la Transylvanie, soit au courant du siècle dernier seulement, comme la Bukovine et la Bessarabie [1]. »

Le nouvel Etat tchéco-slovaque comprend presque deux cinquièmes de sa population qui ne sont ni tchèques, ni slovaques.

Or, est-ce une raison pour condamner un Etat qui se constitue en de pareilles conditions ? Non certes, pourvu que la nation-chef, celle qui a la majorité, ait accédé à la conception supérieure des devoirs d'un Etat, qu'elle soit décidée à respecter les droits et les privilèges des minorités, tout en les éduquant à comprendre de mieux en mieux les possibilités, les nécessités et les devoirs d'une vie politique unifiée.

Notre France est une nation, une très noble et vivace nation, parce que, par-dessus et par delà sa bigarrure ethnique, s'est développée cette mystérieuse et féconde puissance d'assimilation et s'est élaborée la plus robuste conscience nationale.

Par bonheur, les plus fortes nations ne sont pas faites d'une seule nationalité ni d'une seule race.

1. Emm. de Martonne, *Essai de carte ethnographique des Pays roumains* (*Annales de Géographie*, 15 mars 1920, p. 97). Voir aussi *La Nouvelle Roumanie* (*Ibid.*, 15 janv. 1921 p. 1-31).

Certains qui s'attribuent parmi nous des opinions ultra-avancées et un esprit ultra-éclairé, sont, ne leur en déplaise, attachés au conservatisme le plus vieillot. Ils croient toujours être parvenus sinon à la fin du monde, du moins à la fin des changements du monde : les prophètes de l'ère nouvelle, ces conservateurs endurcis qui ont souvent le pharisaïsme de s'appeler des novateurs, prétendent fixer à toujours les limites des Etats et dresser une carte des nations *ne varietur*.

Il est un juif suédois, ancien officier de dragons en Autriche, ancien élève de l'Académie de guerre de Prusse, qui est venu nous apporter en nos pires jours d'inquiétude, en 1917, la quiétude de l'évangile de la paix. Il a publié chez nous et sous son nom, August Schwan, un volume intitulé : *Les bases d'une paix durable*. Discutant un jour avec August Schwan au sujet de ses « recettes » universelles et infaillibles, nous lui faisions remarquer combien il était malaisé de savoir quels seront dans un siècle ou seulement dans un demi-siècle, les États qui, par leur faiblesse, par leur corruption ou par la barbarie brutale de leurs procédés d'oppression, auront mérité de mourir, quelles seront au contraire les nations jeunes qui par leur générosité, leur discipline et leur ferveur intellectuelle et morale, auront acquis le droit à la vie et le droit à faire respecter de tous ce droit à la vie...

Il y a un siècle, la Belgique n'était pas. Il y a un quart de siècle, le Transvaal était encore. Faut-il rappeler d'un mot tous les bouleversements politiques qui se sont produits depuis un demi-siècle dans les régions de la péninsule italique et dans celles qu'on appelait jadis les Allemagnes ?

Qu'étaient, il y a un siècle, les nations balkaniques ? Elles vivaient, mais de quelle vie amoindrie ! Et parmi nous qui donc savait leur vie ?

Il y a seulement quinze ans, comment donc apparaissaient, même aux moins ignorants d'entre nous, les nationalités roumaine, serbe, bulgare, albanaise ? Et quelles limites leur auraient respectivement assignées, s'ils avaient dû dessiner

la carte politique du monde, « ceux de qui dépendent les empires » ?

Mais, traduisant avec une brutale franchise ce qui est l'illusion d'un si grand nombre des esprits supérieurs qui ont collaboré à la Conférence de la Paix, August Schwan répondait que nous sommes arrivés à un moment de l'histoire où toute la terre nous est assez connue pour que nous puissions en faire une distribution définitive ! N'étant que géographes, nous sommes bien plutôt frappés de nos ignorances sur les « races » et sur les nations, et choqués de l'insuffisance de nos connaissances et surtout de nos prévisions.

Il y a bien des mois, en 1917, l'un de nous s'était permis de faire une démarche au ministère des Affaires étrangères pour signaler l'urgente opportunité qu'il pouvait y avoir pour la France à s'occuper de l'Ukraine. Or, il se trouvait que l'ambassadeur de France à Petrograd, M. Noulens, avait eu l'heureuse idée d'emmener avec lui Jean Pélissier, remarquable spécialiste de tous les problèmes des nationalités. Connaissant depuis longtemps les relations qui existaient entre Pélissier et les chefs du mouvement ukrainien, nous avons insinué qu'on pourrait lui donner une sorte de délégation spéciale pour nos relations françaises avec l'Ukraine.

Et l'on a utilisé la suggestion. Mais quelles oppositions ! A ce moment-là, l'Ukraine n'existait pas. On le lui avait bien montré lors de la IIIe Conférence des nationalités, à Lausanne en 1916.

En ce temps-là, de hautes autorités diplomatiques prétendaient qu'il n'existait ni des Ukrainiens, ni des Géorgiens, ni des Sibériens, ni même peut-être des Finlandais ! Tout cela, rêves de minorités, et propos de rêveurs ! On ne voulait connaître que « la Russie ». Ah ! si la Société des Nations s'était alors fondée, pauvres nations !

Les nations sont des êtres vivants qui naissent et meurent. Elles ne sont pas durant une seule année exactement pareilles à ce qu'elles étaient l'an d'auparavant. Elles sont conquérantes et assimilent. Ou bien elles sont défaillantes et s'altèrent.

A l'intérieur même de la nation la plus cohérente — telle la France — la cohésion nationale varie comme la tension artérielle d'un être vivant. Elle est progressivement affaiblie par des luttes intestines. Elle est soudain réveillée et raffermie par un événement ou par un homme (chap. XVI).

3. — L'EXEMPLE SINGULIER DE LA BELGIQUE. LES FACTEURS CRÉATEURS DE LA NATION ET DE L'ÉTAT ET L'ÉTAT CRÉATEUR DE LA NATION. UNE POLITIQUE DES NATIONALITÉS CONTRE LA NATION

« La Nation belge » : c'est le mot qui résume tout ; il est le titre d'un discours de l'illustre professeur et historien Henri Pirenne, publié en 1900, c'est-à-dire bien longtemps avant la guerre récente et les luttes actuelles de dissociation en Belgique. Un autre grand historien, Godefroy Kurth, avait lui aussi exposé et défendu les titres de la *Nationalité belge* dans une conférence de 1913. Le professeur de Gand et le professeur de Liége paraissaient être ainsi l'un pour l'autre un répondant.

Et pourtant, n'en déplaise à la mémoire de Godefroy Kurth, il faut rejeter l'expression trompeuse de « Nationalité belge ». « Nation », soit, mais pas « nationalité ».

Encore convient-il de le noter expressément et essentiellement, il n'y a eu et n'existe une « Nation belge » que parce qu'il y a eu et qu'il existe aujourd'hui comme hier un « Etat belge ». C'est la forme supérieure de l'Etat qui a contribué plus que toute autre cause à façonner une conscience nationale, commune aux deux nationalités qui composent la Belgique : Wallons et Flamands.

Rôle supérieur et suprême de l'Etat. Expression vivante de ce que l'organisation politique appliquée à un territoire délimité peut faire des êtres humains fixés à ce territoire. L'Etat les prend divisés ou du moins fortement différenciés, et il lie les « nationalités », pour faire une « nation ».

N'atténuons pas les oppositions, d'ailleurs si réelles, entre Flamands et Wallons. C'est la gloire de la Belgique que d'être

devenue une « nation », par association politique de deux « nationalités ».

Car voilà le vrai progrès réel de l'humanité : cette ascension de groupes humains vers des formes collectives de plus en plus complexes. Nous ne saurions trop célébrer en vérité — et sauvegarder — ces trop rares spécimens — tels la Suisse et la Belgique — « petits Etats » équilibrés et équilibreurs, faits de groupes humains de langues, de races et même de religions distinctes.

La Suisse, la Confédération helvétique, ajoute, en effet, au bariolage ethnique et linguistique, le bariolage confessionnel[1]. Au contraire, dans les origines de la « Belgique-nation-Etat », la confession, la religion catholique a joué par rapport au bariolage ethnique et linguistique, le rôle important d'une teinte dominatrice et unificatrice.

Que nous soyons incroyants ou croyants, nous devons considérer, en réalistes, selon leur vraie valeur humaine, les faits religieux. Que penserions-nous d'un nègre qui, mécontent de sa pigmentation, ou dédaigneux du ton blafard de ses frères blancs, déclarerait que, pour un examen analytique et scientifique des races de la terre au sens anthropologique du mot, la couleur de la peau est un élément sans importance, un facteur à négliger ? Par son orgueilleux aveuglement, supprimera-t-il d'un coup les races blanches et noires, jaunes et rouges ? Il en est de même du facteur religieux pour une étude complète des nationalités et des nations.

Il serait puéril et antiscientifique de méconnaître le rôle qui fut celui du catholicisme dans la première agglomération et dans la « définition » des provinces qui devinrent les *Provinces belges du Sud*. Les historiens les plus rationalistes l'ont tous reconnu avec une loyale netteté.

De même que l'adhésion à la Réforme avait créé, dès le XVIe siècle, l'indépendance politique internationale des pro-

1. Au sujet de la Suisse, voir les ouvrages récents de MAX TURMANN, de PIERRE CLERGET, d'HENRI MORO, et le plus récent, où se trouve nettement posé le problème de la nation, celui de C. G. PICAVET, *Une démocratie historique, La Suisse*, Paris, 1920.

vinces septentrionales des Pays-Bas (Hollande actuelle), de même le catholicisme maintint la cohésion des provinces méridionales de ces mêmes Pays-Bas (Belgique actuelle) ; il fut la cause indiscutable que ces provinces furent longtemps retenues sous l'obédience et la dépendance des rois d'Espagne, et qu'elles ne prétendirent à la véritable indépendance politique que plus de deux siècles après les provinces du Nord (République des Provinces-Unies) ; en revanche, ce fut là également le grand principe de différenciation entre la Hollande et la Belgique, qui devait aboutir à la révolution belge de 1830 et à la création politique de la Belgique nouvelle.

En réalité, comme le dit l'historien belge Edmond Poulet, « les Pays-Bas catholiques forment depuis des siècles une *masse indivisible*. Tant en vertu des principes du droit public interne, consigné dans les Pragmatiques Sanctions de Charles-Quint et de Charles VI, qu'en vertu des stipulations du droit international comprises dans la Confédération d'Augsbourg et dans les traités d'Utrecht et d'Anvers, ou des Barrières, ils n'avaient et ne devaient avoir *à jamais* qu'un seul et même souverain. Ils étaient de par le droit des gens et constitutionnellement *impartageables*. »

Première unité de cohésion qui trouva sa confirmation proprement nationale et son vrai épanouissement politique dans la constitution de l'Etat belge indépendant.

Aux *dix provinces* des Pays-Bas catholiques et au *département séparé* de la West-Flandre avaient été rattachées la minuscule principauté abbatiale de Stavelot-Malmédy et la principauté de Liége,

laquelle avait dépendu féodalement de l'empire germanique, mais qui avait toujours formé un tout politique unifié, possédant un droit public interne unique.

Fait curieux et essentiel : les différences de langues et de races entre Flamands et Wallons n'avaient en rien altéré ni même compromis la cohésion traditionnelle historique de tout

cet ensemble humain. Il faut laisser la parole au premier historien de la Belgique contemporaine, H. Pirenne :

« Dans ces bassins de la Meuse et de l'Escaut que nous habitons, je ne relève, en effet, depuis les plus hauts temps du moyen âge, aucune lutte de race entre les peuples d'origine différente qui les peuplent. Il n'y a eu, chez nous, ni fusion de races comme en Angleterre après l'invasion normande, ni lutte d'extermination ou seulement de prépondérance comme en Bohême ou en Prusse. Au contraire, les deux nationalités dont la réunion forme notre patrie, tout en conservant chacune son idiome, ont vécu paisiblement côte à côte. Elles n'ont cherché ni à s'agrandir au détriment l'une de l'autre, ni à dominer l'une sur l'autre. Elles se sont contentées, comme il arrive le long de toutes les frontières linguistiques, de se lancer des quolibets plus ou moins aimables, de se larder de railleries plus ou moins justifiées. Mais jamais, sur notre terre, le sang n'a coulé pour des causes ethnographiques...

« Si cette calamité nous a été épargnée, c'est tout d'abord parce que la frontière linguistique n'a pas coïncidé, en Belgique, avec une frontière politique ou même avec une frontière administrative. La limite des langues court chez nous de l'Est à l'Ouest. Or, depuis l'époque mérovingienne, les divisions politiques dont notre pays a été l'objet se sont effectuées du Nord au Sud, c'est-à-dire sans tenir compte, le moins du monde, de sa constitution ethnographique. »

Tout de même, la « nation belge » n'a été vraiment nation, au sens plein du mot, que lorsqu'elle est devenue État, État souverain, maître de ses destinées, après l'émeute triomphante de 1830.

C'est à la lumière de ces vérités historiques qu'il s'agit maintenant de rappeler et d'analyser la politique de désunion et de haine que l'Allemagne a menée avec persévérance dans le pays flamand durant toute l'occupation.

Si un Etat n'aboutit pas à faire de plusieurs « nationalités » une « nation », c'est une puissance tyrannique qui est fatalement conduite à persécuter, emprisonner, condamner, massacrer les meneurs des nationalités — ainsi que l'ont démontré tels et tels Etats impérialistes : à Saverne, à Colmar, à Metz, à Posen, à Prague, à Brünn, à Zagreb, à Cork, à Sarajevo.

Cependant, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie qui avaient asservi et tenté d'annihiler chez elles les nationalités, ont dû reprendre à leur compte et à leur profit la politique des nationalités par delà leurs frontières, afin de dissocier les nations voisines et de ruiner les Etats.

Car, nous l'avons précédemment indiqué, les nations sont moins que les Etats et les nationalités moins que les nations. Si les empires centraux avaient pu, au delà de leurs domaines propres, ne plus trouver que des nationalités, quelle heureuse fortune et quels triomphes d'avance assurés !

Toute la politique allemande vis-à-vis de la Russie a tendu à ruiner l'Etat et à remplacer la nation par les nationalités : quand des Etats forts ne se rencontrent plus face à face qu'avec des nationalités séparées, quels espoirs indéfinis peuvent naître !

L'Allemagne a donc profité de sa longue occupation temporaire de la Belgique pour essayer de détruire l'union et l'unité nationales.

Trois actes : le premier, ce fut la création de l'Université flamande de Gand, dès le 31 décembre 1915, avec le concours de quelques Belges flamands déconsidérés, et d'un certain nombre de Hollandais, d'Allemands et de Luxembourgeois. Protestations de tous les chefs vrais du mouvement flamand. Persécutions du général Von Bissing. Exil, ou plus exactement même, déportation des deux savants les plus connus de l'ancienne Université de Gand, le professeur Pirenne, et le professeur Frédéricq (18 mars 1916).

Deuxième acte : la *séparation administrative* de la Belgique en deux pays distincts, la Flandre et la Wallonie ; elle fut réalisée d'abord par l'arrêté du 25 octobre 1916 qui scinda en deux les services et le budget du Ministère des Sciences et des Arts (c'est le titre traditionnel du ministère belge de l'Instruction publique), et surtout par la constitution en février 1917 du fameux *Conseil des Flandres*, dont une députation de sept membres fut chargée en mars 1917 d'aller à Berlin s'aboucher avec le chancelier de l'empire, et qui, de fait, alla

chercher là-bas, comme en plein moyen âge, la plus honteuse des investitures.

Troisième acte : celui-ci ne surprit plus personne : ce fut la proclamation officielle de l'indépendance politique des Flandres. Deux des membres du prétendu « conseil des Flandres » s'arrogèrent le droit de se dénommer « ministres » et c'est même pour cela que la Cour d'appel de Bruxelles les fit arrêter le 8 février 1917[1].

On sait quelle fut l'attitude courageuse des magistrats de la Cour d'appel de Bruxelles et comment l'Allemagne s'en vengea en faisant arrêter, puis en déportant le président et deux de ses collègues.

Parmi les Flamands comme parmi les Wallons, les chefs et les masses se dressèrent contre l'œuvre de dissociation qui était, somme toute, une tentative d'assassinat de la Belgique elle-même.

Flamands et Wallons ont eu grand raison d'affirmer par tous les moyens leur vouloir de rester une seule « nation », car la prétendue indépendance de la « nationalité » flamande équivaudrait à la fin de la Belgique-Etat, et partant de la Belgique-Nation.

Nous ne voulons pas juger les faits du passé dans la politique intérieure d'un Etat et d'une nation qui nous étaient très chers, et qui nous sont devenus sacrés.

Toutefois, s'il était vrai que les Flamingants de jadis eussent rendu possible par des excès de zèle une politique de nationalité contre la nation, s'il était vrai que des Wallons eussent poussé les revendications politiques de la Wallonie jusqu'à réclamer eux-mêmes en un temps la *séparation administrative,* s'il était vrai qu'en certains cas le gouvernement eût pu sembler abandonner une politique sereinement nationale, nous pourrions, pour le moins, déclarer avec une très affectueuse modération, que ce furent là des imprudences, de graves imprudences.

1. Sur tous ces faits, un ouvrage bien documenté et informé doit être consulté : *La question flamande et l'Allemagne*, par Fernand Passelecq (Paris, Berger-Levrault, 1917).

Et comme causes de ces imprudences, nous ne craignons pas de le dire, il faut dénoncer et trop d'admiration pour l'Allemagne (qu'on a cherché plus tard à expliquer par une distinction trop subtile entre le *germanisme* et le *teutonisme*) et trop de défiance vis-à-vis de la France dite antireligieuse et attaquée comme telle. La propagande antifrançaise menée par tant de catholiques flamands a facilité, pour ne pas dire plus, la tactique à visière abaissée que la guerre avait permis à l'Allemagne d'inaugurer contre l'unité de la nation belge sur le sol même de la Belgique.

Que la leçon serve et nous serve. Il importe de ne pas abandonner notre féconde tradition très française en ce qui concerne la libération des nationalités; mais il importe tout autant de ne pas ignorer que la formule vague et générale pourrait être aussi malfaisante que bienfaisante, et être retournée par des adversaires implacables contre toute tentative d'instaurer un ordre international fondé sur la stabilité de la concorde et de la justice.

4. — *DES FAITS ESSENTIELS DE LA SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE ENTRE LES NATIONS*

Ni dupes de grands mots, ni victimes de paradoxes — acharnés à comprendre la réalité ou mieux les réalités collectives humaines telles qu'elles sont — nous voudrions que ne fussent pas retardées d'un seul jour les possibilités de rapprochement effectif, et disons mieux, efficient, entre les peuples de la terre.

Y aurait-il donc, autrement que par de simples déclarations de principes, quelques moyens de commencer cette jonction des collectivités humaines en un vaste tout, qui puisse déjà s'appeler ou qui puisse du moins annoncer et préparer une stable *Société des Nations?* Il convient de se rappeler d'abord quelles sont les conclusions fondamentales qui résultent de nos observations critiques antérieures :

1° Nationalités, Nations, Etats sont loin d'être une seule

et même chose et l'on ne saurait assembler en un tout homogène des valeurs aussi disparates, voire même hétéroclites;

2° La *Nation* est l'être collectif adulte qui donne sa forme de maturité à l'être embryonnaire de la *Nationalité*. D'autre part, elle doit demeurer le vrai substratum vivant et actif de tout *Etat* digne de ce nom;

3° Tout accord impliquant l'égalité de dignité est impossible sans des modifications profondes de la structure mentale des groupes dirigeants et des individus entre collectivités aussi disparates que des Nationalités destructives de Nations (tel que fut par exemple le *parti activiste* du *Conseil des Flandres*), des Etats oppresseurs de Nationalités et étouffeurs de Nations (ancien *Empire allemand*, ancienne *Autriche-Hongrie*, ancienne *Turquie*), des Nations s'efforçant au contraire à mériter l'indépendance d'Etats (*Nation tchèque* de la République tchéco-slovaque, *Nation polonaise* de la République polonaise, *Nation Yougoslave* du nouveau Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), et des Etats enfin dignes de l'autorité et de la gloire d'Etats parce que couronnements politiques de la Nation ou soutiens de Nationalités librement associés (*France*, *Etats-Unis*, *Belgique*, *Suisse*, *Roumanie*, etc.). Et pourtant même entre des collectivités reconnues comme disparates ou même antinomiques, entre les peuples tels qu'ils sont politiquement et présentement organisés, il serait possible et désirable de commencer à établir une forte et indéracinable union économique qui les préparerait à constituer plus tard une forte association politique.

Il est certes de puissants empires qui sont nés d'une première union douanière, d'un *Zollverein!* Réaliser les accords économiques possibles, ce ne serait pas abandonner la tâche politique, ce serait la préparer. Se perdre, au contraire, dès le début dans les nuées idéologiques, n'est-ce pas tenter de créer l'avenir par l'effet magique des rêveries verbales? et n'est-ce point, par l'acheminement des groupes humains vers les déceptions les plus douloureuses, leur barrer la voie de tous espoirs lointains?

Dans tout organisme vivant et pour le maintien de la vie de tout organisme, simple ou complexe, il est deux nécessités essentielles : l'*alimentation*, la *circulation*. Ni les hommes, ni les sociétés humaines « ne vivent de beau langage » : la dure et longue épreuve de notre guerre a contraint les plus idéalistes à concevoir la vie des nations comme liée avec vigueur à l'*alimentation* et à la *circulation*. Cette leçon devrait n'être point perdue. L'alimentation d'une société, ce ne sont pas les seuls aliments, mais toutes les matières premières. La circulation, condition *sine qua non* de la vie collective, ce sont les transports intérieurs, et, avant tout, les grands transports maritimes. Par une organisation harmonieuse et pacifique de l'alimentation, c'est-à-dire de la répartition des matières premières, et par une discipline collective de la circulation, c'est-à-dire des transports maritimes, aurait dû commencer et aurait pu seulement subsister une Société équilibrée entre les Nations et les Fédérations d'Etats, préface obligatoire de toute durable Société des Nations.

Or, la situation internationale était telle à l'heure de l'armistice du 11 novembre 1918, que les puissances de l'Entente auraient pu préluder à cette vaste organisation économique et sociale, et donc, qu'elles l'auraient dû. Elles auraient dû fonder, sans avoir même besoin de formuler aucune exclusion à venir, la Société des Nations, de ces nations productrices et propriétaires des plus indispensables matières premières. Elles possèdent, et elles possèdent seules : le coton, le cuivre, le pétrole, les graisses essentielles, le caoutchouc, etc. Voici donc que les Nations victorieuses auraient pu et dû se grouper immédiatement en une Société, laquelle eût réglé tout aussitôt l'acquisition et la répartition des précieux produits indiqués entre tous les adhérents. On peut imaginer que l'ordre de répartition eût été fixé d'après l'ordre d'acquiescement. La répartition des matières et des denrées étant ainsi faite par accord entre les Etats, selon le plan de la plus sereine justice distributive, il eût fallu pourvoir aux transports. Or, du fait de la guerre, et notamment de la guerre sous-marine, le

tonnage maritime mondial avait diminué environ d'un quart (voir chap. XII). Si donc les puissances alliées et associées avaient convenu de répartir entre elles, c'est-à-dire entre les adhérents à cette première ébauche réelle et réalisatrice de la Société des Nations, au fur et à mesure de leur adhésion à la Société, tous les moyens de transports maritimes disponibles, les Allemands et leurs alliés de guerre eussent acquis l'immédiate conviction que tout bateau neutre, allié ou allemand, coulé ou détruit, était un bateau enlevé au tonnage mondial contrôlé. Toute destruction volontaire comme celle de la flotte allemande à Scapa Flow en juin 1919, — ou même involontaire, — eût été regardée comme un dam pour la vie mondiale, et donc se fût retournée tôt ou tard contre le pays même qui en aurait été la cause[1].

Etats respectueux de leurs nations constitutives, ou groupes nationaux reconnus par les puissances déjà constituées en Société des Nations, auraient pu progressivement adhérer à la Société. Les premiers ayant droit, c'est-à-dire les puissances qui soutiennent sincèrement la cause des droits des peuples, eussent été libres d'admettre ou non tel ou tel nouveau participant.

Un Etat ou une Nation qui n'aurait pas encore été jugé digne de faire partie de la Société des Nations n'aurait pas été traité comme un pestiféré ; on lui aurait permis de participer à l'outillage des ports et aux stocks de ravitaillement de la Société des Nations dans ces ports, moyennant une seule condition : c'est qu'une fraction du tonnage de chaque navire

1. Tous les révolutionnaires qui ont une conception organisatrice du monde auraient acquiescé à cette manière de voir. Evidemment les socialistes purement destructeurs, les partisans bolchevistes ou bolchevisants du « militarisme ravageur » (Georges VALOIS) sont tels qu'ils ne peuvent comprendre, et ils ont applaudi au « Sabordage de Scapa Flow », mais ils se sont fait rappeler à la considération des réalités par un socialiste intellectuel, BRACKE, qui n'est autre que le philologue helléniste A. M. DESROUSSEAUX : « Il n'y a jamais avantage à la disparition complète de produits du travail. S'il fallait, d'un commun accord, supprimer non seulement ces instruments de guerre-là, mais bien d'autres aussi, les morceaux n'en étaient-ils pas bons à quelque chose ? Un cuirassé, un destroyer, c'est toute une installation électrique, tout un ensemble de machines, de moteurs, et enfin de matières premières que la pénurie de production et la cherté de tout rendent plus que jamais précieux » (*Humanité*, 26 juin 1919).

bénéficiaire fût mise à la disposition de la Société elle-même. Ainsi pas d'exclusion, ni même de paiement obligé, mais une simple participation forcée au travail de tous.

Double mise en commun proclamée officiellement et du stock mondial de matières premières et du matériel mondial des moyens maritimes de transport. Appel à tous, même aux vaincus. La Société des Nations est conclue sans eux, mais ils pourront y participer et selon leur ordre de demande d'adhésion, c'est-à-dire selon leur entrée dans la paix vivante et en raison de la plus ou moins sincère qualité de leurs bonnes dispositions ultérieures à l'égard de leurs peuples, à l'égard de leurs voisins, à l'égard de tous.

Tel eût été un moyen de pression économique formidable pour hâter la paix avant la fin des hostilités sans rien céder des exigences Wilson et pour régulariser la paix, une fois l'armistice signé. Et ce moyen était une fin en soi très belle et très noble, puisqu'elle tendait à assurer par excellence le bien matériel et le bien moral des sociétés humaines — le pain et la paix. La fin à poursuivre est d'une telle nécessité pour tous les peuples, que la paix signée et ratifiée en fait comprendre davantage le besoin universel et l'exigence immédiate. Faire la paix n'aurait pas dû consister seulement à chercher des solutions aux conflits pendants entre la multitude des Nations et des Etats rivaux ou hostiles, mais par-dessus tout à trouver les moyens nouveaux d'assurer la respiration économique du monde, seul gage d'un développement politique normal[1].

Par malheur, il faut bien le dire, ce sont les idéologies antérieures qui ont mené les esprits, et la conception de la Ligue des Nations est l'héritière directe des conceptions trop vagues qui avaient déterminé les réunions de la Conférence

1. L'ancien ministre Clémentel, aujourd'hui Président de la *Chambre de Commerce Internationale*, et ses collaborateurs, ont fait, durant toute la durée de la Conférence de la Paix et lors de la discussion du Traité, de grands efforts pour obtenir des délégués anglais et des autres délégués de former eux-mêmes leurs esprits, et de conformer leurs décisions à un tel ordre de conceptions. Voir notamment le discours prononcé par Clémentel, lors de la discussion des chapitres du Traité : *Clauses économiques* à la séance de la Chambre des Députés du 16 septembre 1919 (*Journal officiel*, 17 septembre 1919).

de La Haye. C'est toujours de cette « suite historique » qu'il faut partir pour juger des insuffisances ou des intolérances de la Ligue des Nations, et pour tâcher de corriger et de redresser au mieux le nouvel essai de statut international.

5. — ÉTATS ET NATIONS DEVANT LES CONFÉRENCES DE LA HAYE ET DANS LA LIGUE DES NATIONS

Durant tout le XIXe siècle, on avait donc poussé à l'extrême le principe des nationalités. On avait surexcité les ferveurs et les ambitions de toutes les nationalités ; et toutes veulent aujourd'hui devenir des nations ; elles ne rêvent que d'être autonomes, en Finlande comme en Arabie, en Albanie comme en Irlande, en Ukraine comme au Caucase et dans l'Arménie ensanglantée ; aspirations légitimes, mais qui devraient être associées à une compréhension des faits économiques impliquant la nécessité de vastes organisations fédératives.

A bon droit l'on a dressé ou redressé tous ces êtres collectifs ; on les a appelés ou rappelés à la vie ; on leur a donné l'exemple héroïque de la vaillante Serbie qui, toute seule parmi les puissances balkaniques, a secoué le joug turc il y a plus d'un siècle ; de la Bulgarie et de la Grèce, que de plus grandes puissances ont libérées ou recréées... Partout des guerres d'indépendance ; partout des révolutions pour conquérir « l'unité » ; partout notre *Marseillaise* pour accompagner de son rythme ardent les ardeurs nationales...

Puis, un jour, les puissances, solennellement invitées par le Tsar de toutes les oppressions finlandaises, polonaises, ukrainiennes, etc., s'étaient réunies à La Haye pour fixer les destins futurs et pour consolider les relations des Etats les uns avec les autres. Or, vie extérieure et vie intérieure des Etats sont étroitement liées. La politique intérieure d'un Etat dépend de sa politique extérieure, et *vice versa*...

Tels et tels grands Etats avaient accepté l'invitation du tsar, car ils savaient bien qu'affermir la paix extérieure, c'était avant tout et d'abord raffermir les situations intérieures.

Quelles armes nouvelles et quelles garanties contre les menaçantes poussées des nouvelles indépendances nationales! Les Etats oppresseurs traités sur le même pied que les Etats libérateurs, quel triomphe! Les tyrannies faisant endosser aux vraies démocraties la responsabilité collective du *statu quo*, quelle « mutualité »! Quelle « société d'assurance »! Bon gré mal gré, il n'y avait plus qu'à essayer d'étouffer toutes les revendications des nations qui risquaient de bouleverser l'ordre établi. On le vit bien, en 1908, lorsque l'Autriche-Hongrie annexa la Bosnie-Herzégovine; on le vit encore mieux, en 1912, lorsque la Confédération Balkanique se rebella contre l'oppression des nationalités et des nations en Turquie sous le régime des Jeunes-Turcs. Toute rébellion nationale n'était plus seulement « crime » contre la puissance dominatrice, mais « péché » contre l'orthodoxie du consortium pacifiste des puissances.

L'Etat est encore parfois, comme il devrait l'être toujours, l'organisme politique supérieur qui fait vivre ensemble plusieurs nationalités ou nations; — nous avons antérieurement parlé et à dessein de la Belgique et de la Suisse, — il est encore parfois fidèle à sa mission qui est d'être l'organisateur, l'équilibreur si l'on peut ainsi parler, et non pas l'écraseur. Mais trop souvent il devient organiquement tel qu'il ressemble aux anciens Etats oppresseurs, c'est-à-dire qu'il ne peut pas supporter des minorités, ni une Pologne, ni une Alsace, ni des Tchèques, ni des Serbes. Et cela pour une raison profonde: *les Nations, en effet, sont devenues « serves de la glèbe »*.

Autrefois la nation constituait avant tout un cadre spirituel. Encore aujourd'hui, dans l'Orient méditerranéen et dans le domaine de tout l'ancien empire turc, « nation » et « église » se superposent et se confondent. Par suite, on change de nation en changeant de confession. L'exarchat bulgare, créé en 1871 par la Russie pour faire échec au patriarcat grec de Constantinople, a été la condition fondamentale du développement entier de la nation et de l'Etat bulgares. Un paysan macédonien, fût-il d'origine serbe, qui, par hostilité

contre l'église grecque, adhérait à l'église bulgare, devenait bulgare, faisait partie de la nation bulgare.

Les compénétrations, les enchevêtrements des nationalités pouvaient aboutir à un certain équilibre par ce fait que chaque individu, chacun des groupes coexistants et juxtaposés, pouvait, sans conflit armé, se rattacher à une nation différente.

Cependant, la forme moderne parfaite de la nation ne peut être que l'Etat. Toute nation, nous l'avons dit, tend à devenir Etat. Elle s'associe à une partie de la surface terrestre. L'Etat est terrien par excellence.

Aussitôt l'Etat-territoire doit résoudre le problème délicat et périlleux de la frontière. Car il est matérialisé. Il est marqué sur la carte par une zone délimitée et non point uniquement par des êtres. Il aboutit tôt ou tard à l'incorporation de tous les êtres qui vivent sur le territoire tantôt par la force, tantôt par l'assimilation.

La prééminence du facteur territoire crée pour les hommes une sorte d'esclavage. Le territoire entraîne les êtres vivants. Lors des conférences de Brest-Litovsk, toutes les discussions de *nations* étaient déjà devenues des disputes de territoires. Les hommes, politiquement parlant, sont de plus en plus subordonnés au sol qui les porte.

De là le caractère de gravité douloureuse que revêt le problème de la fixation de la frontière. Trotzky, répliquant aux délégués de la Quadruplice (Empire allemand, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie) au sujet de l'Ukraine, leur avait déjà dit en substance à la fin de 1917 : « Je vous attends à la discussion de la frontière ». Et ce mot aurait pu être mis en exergue, quelque quinze mois plus tard, sur l'immense dossier des procès-verbaux, des mémoires, des notes et des discussions qui devaient aboutir au traité de Versailles.

Entre l'homogénéité et la continuité territoriales de l'Etat et, d'autre part, la bigarrure et la compénétration des nationalités dans toutes les zones en dispute, il y a une antinomie insoluble.

Raison de plus pour songer à l'avenir des nations et pour sauvegarder leurs intérêts vitaux[1]. Là doit être une des tâches essentielles, sinon même la tâche primordiale de toute Société des Nations digne de ce nom. Et c'est pourquoi la Ligue des Nations, telle qu'elle a été annoncée par le *Covenant* du Président Wilson, prétend s'occuper de la protection des minorités dans un certain nombre d'Etats. Mais cela ne va pas sans de graves inconvénients pour la vie et le développement unitaire de l'Etat. Car il importe pourtant de ne pas développer les nationalités au point de détruire les Etats, tous les Etats. Telles et telles oppressions doivent être modifiées ou supprimées — on sait auxquelles nous pensons tous — mais ce sont questions d'espèces. Les Etats dont nous devrions détester et combattre ce que nous avons appelé la prépotence exclusive, représentent néanmoins, dans tous les cas normaux, la plus perfectible et la plus résistante des sociétés humaines. Les « nationalités » sont les êtres jeunes, voire même enfants. Les « nations » sont les êtres en pleine maturité. Gardons-nous de faire des « Etats » uniquement des types figés, des types de caducité et d'autorité — adversaires de la vie. L'Etat qui n'est qu'un mécanisme et qui n'est pas incessamment réformé et vivifié par la vitalité de la nation n'est bon à rien, à rien qu'à faire du mal. Les Etats ne doivent pas être des machines à broyer les nations, ni les nations des organismes qui asservissent les nationalités.

Or, le grand reproche que l'on puisse effectivement faire aux deux Conférences de La Haye, c'est que n'ayant été et n'ayant pu être que des *Conférences d'États*, elles ont prétendu figurer la première image de la « Société des Nations ».

Léon Bourgeois est parmi nous l'homme politique généreux et l'écrivain entraînant qui a le plus contribué à faire comprendre les idées théoriques et les solutions pratiques des Conférences de la paix. Il les a présidées avec une distinc-

1. Voir Jacques Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, Paris, 1920.

tion, une compréhension, une souplesse, une finesse d'esprit et une bonne humeur auxquelles les représentants officiels de tous les États ont rendu un hommage sans réserve. En 1910, Léon Bourgeois a réuni un certain nombre de rapports et de discours relatifs aux Conférences de La Haye, dans un volume intitulé : *Pour la Société des Nations*. Il n'est pas sans intérêt de le parcourir.

« En face de la *diplomatie de la force* s'affirme et s'affirmera de plus en plus la *diplomatie du droit*. C'est là une autre méthode qui, parallèlement à la précédente, ne cesse de produire ses effets. Les principes peuvent se résumer dans une formule simple, que j'ai déjà employée ailleurs, en définissant les conditions de la paix intérieure des États, les conditions de la paix sociale. Cette formule s'applique aussi exactement à l'ordre international ; pas d'harmonie sans l'ordre, pas d'ordre sans la paix, pas de paix sans la liberté, pas de liberté sans la justice » (p. 15, 16)... « En établissant entre les personnes morales que sont les États civilisés, c'est-à-dire entre les *patries*, les rapports nécessaires du droit, en créant entre elles ce que nous avons souvent appelé la « Société des Nations », on fait pour elles ce que 1789 a fait pour les individus : on les garantit, on les ennoblit, on les exalte. En définissant entre elles les droits égaux et les devoirs réciproques, on crée pour elles la plus haute des indépendances, celle qui ne connaît qu'une loi commune, celle de la conscience commune. Et l'on fonde sur la seule justice la seule paix qui soit assurée » (*Discours prononcé le 31 mai 1909 au VIe Congrès national de la paix*, voir p. 27).

« Je répéterai, après le comte Nigra : « Il n'y a ni grandes ni petites puissances ; toutes sont égales devant l'œuvre à accomplir » (p. 124).

Est-ce bien vrai ? Les exclusions prononcées contre le Transvaal à la première Conférence, contre la Finlande et contre la Corée à la seconde, prouvent qu'il était des puissances de premier ordre qu'on traitait comme telles et qu'on suivait dans leurs exclusions. En réalité, c'était un concert d'États. Et ce fut peut-être l'illusion de cœurs trop généreux et d'esprits trop hâtifs d'imaginer que l'on avait déjà presque réalisé la Société des Nations.

Lors des conférences de Paris en 1919, le « Conseil des Dix », puis le « Conseil des Quatre » révélèrent encore davan-

tage, qu'aux yeux même des compatriotes et des amis de Léon Bourgeois devaient être établies des inégalités choquantes et injustes.

On ne saurait donc relire sans un regret douloureux :

« La Conférence de 1907 a pris complètement conscience des conditions de cette vie nouvelle. Réunissant les représentants de tous les États civilisés, elle s'est attachée à dégager et à définir les règles nécessaires, à l'existence d'une Société des Nations » (p. 202). Et plus loin : « La Société des Nations est créée. Elle est bien vivante » (Léon Bourgeois, *Discours prononcé le 5 juin 1908*, voir p. 287).

Nos prédécesseurs auraient donc bien fait de mieux éclairer la route du Conseil des Dix, ou du Conseil des Cinq, ou du Conseil des Quatre, par leurs enseignements et par l'enseignement de leur expérience.

Mais la distinction admise dès le premier jour et le départ fait entre les cinq grandes nations (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Italie et Japon) et les Nations dites à intérêts limités et que nous appellerons du vrai nom immérité qui leur a été conféré « les petites Nations » (Belgique, Serbie, etc.), l'autorité arbitrale concédée par là à certaines qui se trouvaient être dès lors juges et parties, ont forcément poussé à quelque exagération le rôle des grands États, et en général le rôle des États. Aussi bien il fallait être État pour avoir droit de représentation à la Conférence de la paix. Telles et telles nations non constituées en États ont eu audience, mais ce furent souvent politesses de pure forme. La Ligue des Nations, vraie héritière des Conférences de La Haye, a été créée comme société oligarchique des grands États et, à titre accessoire, des États secondaires ayant reçu l'investiture des grands. C'est sur d'autres bases, politiques et surtout économiques, que sera fondée la vraie Société des Nations qu'il nous faut désirer ; et c'est vers un autre type que devra évoluer celle qui a été créée, si elle veut être plus efficiente que les Conférences de La Haye.

Évidemment, il eût été criminel d'organiser une Société

des Nationalités qui fût dressée contre les Nations et qui poussât à leur destruction. Il eût été dangereux d'organiser une Société des Nations qui fût orientée contre les États et qui tendît à les dissoudre. Mais il ne faut pas non plus que les États soient organisés contre les vraies et spontanées agglomérations nationales. Est-ce trop demander que de souhaiter qu'une Société dite des Nations ne soit pas l'ennemie des Nations, et qu'elle leur permette et promette la légitimation de leur existence et de leur dignité dès que celles-ci l'auront méritée ? Or, dans l'ordre des réalités historiques d'aujourd'hui, comment la vitalité d'une nationalité et d'une nation peut-elle se manifester sinon par la révolution, par l'émeute ou par la guerre ? Aux heures les plus critiques de la lutte mondiale, en 1917, l'armée polonaise a reçu l'investiture de la France et des Alliés avant que ne fût reconnu un État polonais. L'armée tchéco-slovaque et ses hauts faits ont été le principal titre à la reconnaissance officielle de la République tchéco-slovaque. Nous qui avons été dès les premiers jours de la guerre les partisans passionnés d'une Pologne et d'une Bohême indépendantes, qui nous sommes impatientés tant de fois qu'on crût officiellement beaucoup plus à la résistance et à la survivance d'agrégats politiques mal liés (Russie ou Autriche-Hongrie) qu'à la puissance de résurrection de ces très anciennes nations, nous sommes obligés de reconnaître que c'est la force militaire et donc la force de lutte qui leur a mérité le droit à la vie et l'accès à la Conférence dite de la paix. Une Ukraine ou une Albanie ne sauraient prétendre à être proclamées indépendantes par la Société des Nations que si elles ont d'abord conquis par la révolte armée leur indépendance[1]. Or, la tâche principale d'une Société des Nations ne serait-elle pas précisément d'offrir aux nationalités en travail et aux nations futures un procédé

1. Les Albanais n'ont commencé à s'entendre avec l'Italie que depuis le jour où, rebelles armés, ils ont victorieusement attaqué les Italiens à Vallona en juin et juillet 1920. C'est en fin de compte, par là d'abord qu'ils ont mérité l'admission officielle de l'Albanie à l'unanimité par la Société des Nations réunie à Genève à la fin de cette même année 1920.

normal et une procédure pacifique pour arriver à l'indépendance officielle sans être contraintes, comme elles le sont encore sous les auspices du régime regardé comme nouveau, de préluder à leur vie autonome par l'éducation de la haine et par la méthode du carnage ?

Le plus grave problème est là. Force nous est de déclarer que non seulement il n'a pas été résolu par les « Conseils » qui ont siégé à Paris ou à Versailles ; mais qu'il n'a même pas été posé. En revanche il a été posé, mais non encore résolu, lors de la première session de la Ligue des Nations, à Genève, en novembre-décembre 1920.

CHAPITRE XVI

LES COHÉSIONS HUMAINES

1. — **Même les principes spirituels des vraies cohésions de masses entre les hommes se révèlent comme subordonnés à des cadres politiques et géographiques.**
2. — **Prééminence du facteur complexe et synthétique *nation* sur les facteurs singuliers *race*, *langue*, *religion*.**
3. — **Les complexités et les contradictions du problème géographique des cohésions humaines.**
4. — **Qui donc prétendrait créer de l'extérieur les principes de cohésion qui seuls peuvent assurer la vie et la paix des Nations et des Etats?**

1. — *MÊME LES PRINCIPES SPIRITUELS DES VRAIES COHÉSIONS DE MASSES ENTRE LES HOMMES SE RÉVÈLENT COMME SUBORDONNÉS A DES CADRES POLITIQUES ET GÉOGRAPHIQUES.*

Les hommes se sont battus les uns contre les autres et ils se battent encore. Ils se battent pour l'espace à occuper ; ils se battent pour la richesse qui est la condition du bien-être... Ils se battent aussi pour l'idée. C'est le péril de l'espèce humaine, il est vrai, mais c'est sa gloire. Les animaux se battent pour l'espace et pour la richesse, c'est-à-dire pour le champ de chasse et pour la pâture... Les hommes seuls sont capables de s'entre-tuer pour l'idée.

Les plus grandes batailles de l'histoire sont des luttes d'opinions. Pourquoi ? Parce que ce sont des pensées qui constituent entre les hommes les vrais principes de cohésion. Oui, les hommes sont unis entre eux, et plus fortement qu'ils ne le croient, par des principes spirituels ; mais d'autre part, les principes spirituels se communiquent des uns aux autres surtout par l'effet de l'ascendance et du voisinage, de la vie

en commun, de la coexistence sur une même parcelle de la surface terrestre ; et sinon les pensées pures, du moins les pensées réellement générales et actives ont comme une localisation et une vie géographiques. Les luttes de l'esprit, celles dans lesquelles se jouent non seulement telles ou telles idées, mais la manière même de penser, la manière de sentir, ces « indéfinissables » et ces « impondérables » qui sont le « tempérament », l'attitude vis-à-vis de la vie, l'intelligence intuitive, la perception spontanée de l'échelle vraie des valeurs du réel, ces luttes majeures deviennent, par leur ampleur et à leur paroxysme, ce que nous appelons inexactement des luttes de civilisations, des luttes de « cultures ». Encore un coup, toutes les formes de ces civilisations et de ces cultures sont fortement ancrées au sol et ne sont jamais dépouillées d'une marque d'origine géographique. C'est pourquoi elles amènent les hommes tôt ou tard à un de ces conflits acharnés qui se dénouent trop souvent sur les champs de bataille.

Laissons les rêveurs bâtir des mondes irréels; tant d'hommes se sont réclamés des méthodes positives, qui ont reconstruit l'histoire du passé en l'illuminant et en la faussant du reflet et des regrets de leurs propres chimères. Jusqu'à ce jour du moins, l'histoire des hommes, étudiée objectivement et scientifiquement, ne nous a encore appris que cette leçon. Qu'elle soit dure, que ceux qui l'épellent s'en chagrinent et s'en impatientent, soit ! mais ceux qui n'en sont plus à épeler, qui ont appris à lire, et qui ont eu le courage de savoir leur leçon, c'est-à-dire d'en épuiser le sens, reconnaissent que l'humanité suit les « opinions » et copie les « institutions » qui ont triomphé ou du moins qui ont vaillamment résisté sur les champs de bataille[1]. Ce sont ces « opinions » et ces « institutions » qui deviennent — non pas en théorie, mais en fait, non pas au point de vue de l'absolu mais dans l'ordre des con-

1. Debidour remarque justement au début du tome II de son *Histoire diplomatique de l'Europe :* « La diplomatie n'a joué qu'un rôle secondaire en Europe pendant les années 1848 et 1849. Tous les calculs des cabinets ont été à cette époque subordonnés aux chances de la guerre. Les événements ont été le fait des peuples bien plus que celui des politiques ».

tingences humaines, les vérités internationales, les méthodes honorées — et le droit tout court.

Depuis le 2 septembre 1870, depuis Sedan, considérons l'histoire de la civilisation non seulement de notre Europe, mais de tout l'univers, sans oublier ni les pays de latinité, ni les États-Unis de l'Amérique du Nord, ni ceux de l'Amérique du Sud : le germanisme a été partout envahissant, sinon triomphant.

La « culture » qui tendait à faire la loi était celle qui l'avait emporté par la force et par le nombre. Et les Allemands savent par excellence ce qu'est et ce que vaut le nombre. Si l'on essayait de définir — avec l'exagération que comporte toute définition — l'une des différences psychologiques les plus générales et les plus profondes qui existent entre la manière de penser française et la manière de penser allemande, on pourrait noter que le Français a plutôt l'esprit monographique et l'Allemand l'esprit statistique.

Lorsque nous voulons juger d'un ensemble de faits, aborder un ordre de connaissances que nous ignorons, et surtout apprécier une série de réalités relevant du domaine des arts, ce qui nous plaît, nous séduit ou nous convainc, c'est le trait caractéristique, c'est l'échantillon représentatif, c'est l'œuvre de goût peut-être minuscule, mais harmonieuse et parfaite. L'Allemand est surtout sensible aux dimensions, à la masse, au total, c'est-à-dire, somme toute, au nombre.

On l'a souvent noté : tout ce qui est « kolossal » le séduit, mais on ne dit pas pourquoi : parce que le « kolossal » relève de l'ordre du nombre. Pour nous autres, la belle action, la belle légende, la grandiose découverte d'un génie sont choses qui suscitent notre enthousiasme et nous satisfont pleinement. Il nous manque même parfois de nous rendre compte du coefficient de valeur de tel individu, ou de telle organisation ou de tel fait par rapport à l'ensemble (voir chap. III). Les Allemands, tout au contraire, ne sont sensibles qu'aux effets de masse[1].

1. L'organisation de leur travail scientifique dans les laboratoires des universités où tel professeur a sous sa direction 15 ou 20 assistants faisant élaborer par année 200 thèses de

En vertu de cet esprit statistique, opposé à notre esprit monographique, les Allemands avaient, bien plus que nous ne l'avions supposé, l'orgueil des 70 millions qu'ils étaient et les appétits instinctifs qui naissaient d'un tel orgueil. Avec une impatience avide que peuvent seuls imaginer ceux qui les connaissaient de près, ils regardaient comme une vérité hors de conteste que la terre devait leur être distribuée en proportion de leur fécondité, et que les peuples sans forte natalité perdaient le droit à accaparer les plus belles parcelles de la surface terrestre.

Malgré tous les principes qui paraissaient communs à eux et à nous, malgré toutes les relations intellectuelles, financières ou ouvrières très fortement développées entre Allemands et Français surtout de 1900 à 1914, ces deux peuples qui paraissaient parvenus à un même stade de civilisation étaient dans leur fond si profondément différents, qu'on a par une exagération inverse opposé leurs concepts comme s'ils relevaient de deux humanités tout à fait distinctes. Le vrai, c'est que tout l'ensemble de chacune des deux mentalités appartenaient si fortement à un cadre politique (c'est-à-dire historique) et géographique (c'est-à-dire territorial et humain) qu'il formait un tout synthétique très vigoureusement différencié d'avec l'autre.

Inversement, dans chacun de ces deux groupes les cohésions humaines subconscientes étaient beaucoup plus profondes et plus fortes qu'on ne l'avait jamais pu imaginer. Rappelons-nous les affirmations de ceux qui à la veille de la déclaration de guerre, ou même dans les premiers jours de la guerre prétendaient qu'il y avait en Allemagne deux ou trois Allemagnes : celle des *junkers*, militariste et impérialiste à outrance ; celle des hommes instruits, plus indépendante et presque libérée ; celle des socialistes, des *Sozialdemokraten*,

doctorat, ou l'organisation de leur travail industriel dans des usines, dans des filiales d'usines, où des milliers d'ouvriers travaillent sous la direction de 700 à 800 docteurs en chimie, telles sont des modalités de leur activité qui s'imposent et aussi qui se mesurent, on serait presque tenté de dire qui se jaugent par le nombre.

1. Voir dans le *Livre jaune* de 1914, l'Annexe I de la dépêche n° 1 de Jules Cameon.

décidée à tout faire pour obtenir le respect des principes les plus élémentaires du droit des gens !...

Alors que les clairvoyants et les connaisseurs comme le député Wetterlé déclaraient que les Allemands ne feraient qu'un et déjà ne faisaient qu'un contre nous, des intellectuels français, pour se défendre eux-mêmes et s'innocenter peut-être d'avoir tant pactisé avec la culture germanique, prétendaient que toute « l'intelligence » allemande souffrait de la guerre autant que nous et protestait tacitement contre la guerre ; encore au mois de septembre 1914, il en était parmi nous qui s'apitoyaient sur le sort des intellectuels et des universitaires allemands ; tous ces professeurs devaient rougir de honte d'appartenir à la nation que dominait le militarisme prussien. Brusquement le manifeste des 93 et les affirmations qui ont suivi, et les déclarations des Lasson et des Ostwald, ont mis fin à ces illusions coupables[1].

Il n'y a pas plus deux ou trois Allemagnes qu'il n'y a deux ou trois Frances. Quelque étrange que cela soit, ce que nous appelons des cultures ne résulte pas tant de faits ethniques ou religieux que de constructions politiques, et est lié beaucoup plus qu'on ne le supposait d'abord à un périmètre géographique. Il y a des oppositions profondes dans le tempérament entre les Français et les Allemands, oppositions instinctives et acquises tout à la fois, dans l'idéal à poursuivre en toutes choses : ici la passion de l'indépendance individuelle, la passion d'une certaine liberté ou pour le moins d'une adhésion libre même dans la subordination et la discipline ; là, au contraire, l'appétit de l'organisation autoritaire et toujours militarisée, comme cela se remarque déjà dans le « Corps » d'étudiants et dans les moindres « Vereine ». Le philosophe Bergson, lors de la séance publique annuelle de l'Académie des sciences morales, le 12 décembre 1914, ne s'est pas con-

1. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est qu'on ait trouvé extraordinaire l'attitude des Recteurs et des Professeurs. Comme c'était mal les connaître ! Et comme c'était, en les flattant, et en se faisant flatter par eux, les avoir mal compris ! Ni eux, ni Gerhardt Hauptmann ne pardonneront jamais à leurs avocats d'avoir plaidé leur cause à rebours du bon sens... allemand.

tenté du langage simpliste des « deux cultures », et il a su analyser avec toute sa perspicacité psychologique l'âme de mécanisme, si l'on peut accoupler ces deux mots, qu'a donné aux Allemands le goût effréné pour l'organisation à la fois générale et méticuleuse ; il pouvait alors conclure : « Telle est l'explication de ce que nous avons sous les yeux. « Barbarie scientifique », « barbarie systématique », barbarie qui s'est renforcée en captant les forces de la civilisation. A travers toute l'histoire que nous venons de raconter, il y a comme une résonance continue de militarisme et d'industrialisme, de machinisme et de mécanisme »[1].

Les méthodes critiques, le travail d'érudition ont beaucoup de bon ; mais là encore, il y a une manière française et artiste de les comprendre. L'érudition, la vraie, n'est pas née en Allemagne, mais en France au XVIIIe siècle. On ne doit jamais oublier qu'avec des fiches mises bout à bout on peut faire des volumes, mais non pas des œuvres ; que l'abus des références peut être une sorte d'abdication de toute personnalité. Lorsqu'il s'agit de juger par soi-même et de percevoir ces ensembles complexes, qui, dans tous les ordres de sciences sont du ressort de la vie, vie biologique, vie morale, vie politique, vie des collectivités et des individus, ne savoir que citer les autres, c'est appeler travail consciencieux ce qui est souvent lâcheté de conscience.

Que l'histoire de l'Allemagne nous soit donc un enseignement.

Tout ce que nous regardons aujourd'hui comme la caractéristique essentielle de l'Allemagne procède de l'esprit prussien et résulte d'un état de fait nouveau créé au XIXe siècle. Dans cette antinomie, presque tragique à certaines heures, entre l'Empire et la Prusse, entre les exigences de l'Allemagne et les traditions de la Prusse, entre le rôle obligé de l'Empereur et le personnage du Roi, c'est la Prusse qui l'a emporté, et non pas seulement, comme on le croit, par l'effet de la double guerre austro-alle-

1. Le recteur Appell a déclaré sans ambage : « L'étude des sciences, poursuivie sans un idéal constant de droit et d'humanité, dirigée dans la voie d'une étroite spécialisation, conduit à une civilisation d'égoïsme, de dureté et de matérialisme. » Il faut enfin clairement reconnaître qu'avant tout, la science allemande est germanocentrique, l'économie politique s'appelle *Nationalökonomie*, et toute leur science pareillement est plus ou moins nationale. — On doit lire avec attention le livre, très documenté sur toutes les questions chimiques et biologiques, que le Dr P. Achalme, directeur du Laboratoire colonial du Muséum, a publié chez Payot sous le titre : *La Science des civilisés et la Science allemande*. — Voir encore l'article, très pondéré, impartial, de P. Duhem, *Quelques réflexions sur la science allemande*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er février 1915, p. 657-686, et sa brochure *La Science Allemande*, Paris. 1915.

mande et franco-allemande, d'il y a un demi-siècle, mais déjà presque en vertu de la constitution unitaire qui a été donnée à la Prusse en 1848. Si nous faisions ici une étude historique, il nous faudrait remonter jusque-là pour rencontrer un de ces actes décisifs qui sont gros d'un vrai bouleversement des rapports entre les États. Henri Moysset est, à notre sens, parmi nos historiens, celui qui a le plus clairement démontré l'enchaînement de ces faits d'histoire qui devaient un jour nous mettre face à face avec l'Allemagne toute armée et casquée d'aujourd'hui[1].

Il nous convient surtout de faire ici, pour le plus grand dam de l'Allemagne, de la psychologie des peuples, ce que les Allemands ont appelé *Völkerpsycholgie*.

A la racine de toutes les observations actuelles de *Völkerpsychologie*, il conviendrait de placer la théorie sociologique qu'ont essayé d'acclimater chez nous de doctes professeurs, mais qui est par excellence d'origine, d'essence et de mentalité germaniques ; en voici le postulat essentiel : « La société n'est pas une simple somme d'individus, mais le système formé par leur association représente une réalité spécifique qui a ses caractères propres. »

Traduisons cette pensée non pas en langue allemande, mais en âme allemande. « La société qui résulte de la somme des individus de l'empire d'Allemagne n'est pas seulement une somme d'individus, mais représente une réalité spécifique qui a ses caractères propres, et donc ses privilèges propres, ses droits et ses devoirs propres... » C'est dire qu'elle a d'abord le droit de se mettre au-dessus de toutes les règles de la morale individuelle ou internationale : nul traité signé ne peut tenir devant cette nécessité de s'accroître, devant ce droit primordial qu'on a conféré à l'entité sociale indéfinissable, partant impossible à limiter. Elle est placée logiquement et naïvement au-dessus de tout : *Deutschland über Alles*[2].

On voit à quel point de telles doctrines, en étant généralisées, vulgarisées, popularisées, forgent de vrais et forts principes nouveaux de cohésion entre les hommes d'une même unité nationale, principes spirituels qui ne peuvent pas ne pas survivre au renversement même d'une dynastie et à une défaite. Le subconscient ne se corrige pas ou ne se modifie pas comme on modifie un drapeau ou une constitution.

1. Voir Henri Moysset, *L'esprit public en Allemagne, Vingt ans après Bismarck*, Félix Alcan, 1911 ; voir par exemple p. 279 et suiv.

2. V. le livre déjà cité d'A. Chéradame exposant le plan pangermanique.

L'Allemagne avait préparé consciemment un instrument formidable dont elle ne pouvait pas ne pas se servir. Elle a voulu la guerre parce qu'elle l'avait trop bien préparée. Construire un appareil aussi complexe, aussi méthodique, aussi coûteux, c'est déterminer du même coup qu'un jour on s'en servira. Des phénomènes vivants aussi monstrueux par leurs dimensions, relativement à la vie totale d'une nation, ne peuvent se résorber et s'évanouir d'eux-mêmes par le jeu de leur propre force. Bien au contraire, une fois ou l'autre, une telle armée et une telle marine doivent être fatalement déchaînées.

L'Allemagne eût accepté à côté d'elle les autres peuples, notamment les Français, mais agenouillés.

Très sincèrement, elle voulait faire notre bonheur en nous germanisant, comme elle a voulu faire le bonheur de l'Alsace, du Slesvig et de la Pologne depuis tant d'années. Puis, lorsque les asservis ne veulent pas reconnaître qu'ils sont heureux de recevoir la « Kultur » supérieure, d'être admis au banquet impérial à titre d'invités de seconde ou de cinquième catégorie, on les injurie, on les brime, on les exproprie, on les emprisonne. C'est cela qui, par-dessus tout, est intolérable[1].

D'ailleurs le cœur humain n'est pas simple et les faits ne le sont pas non plus.

Dans leur conception de la « culture » il y a je ne sais quel relent de l'état de nature. C'est une civilisation scientifique, mais se superposant à des êtres qui ont « l'innocence », toutes les vertus et aussi tous les instincts des créatures que n'ont pas encore viciées de trop longs siècles de vie policée. Parce qu'ils se sentent plus près de la barbarie originelle, ils la déifient sous le nom de pureté originelle ; parce qu'ils constatent ce qui leur manque de politesse affinée, ils considèrent que ceux-là seuls qui ont une certaine rudesse native sont dignes de remplir les fonctions du sacerdoce qui consiste à enseigner et à transmettre à toute l'humanité la vraie civili-

1. Voir encore le livre d'Henri Moysset au sujet de la Pologne, ainsi que : Etienne Fournol, *Aux marches du germanisme*, Paris, 1913.

sation. Pour tout Allemand, c'est toujours le *reine Thor*, l'Innocent, le Pur, qui doit devenir le prêtre de demain. En tout Allemand, agrarien ou socialiste, catholique ou protestant, Kaiser ou professeur, il y a je ne sais quel mystique qui se croit appelé à consommer pour le plus grand bien de l'humanité le sacrifice rédempteur, il y a un *Parsifal*.

Au cours de leur histoire, les Français ont eu souvent l'audace et la crânerie presque insolente de se contredire ; les Italiens savent parfois ne pas se souvenir ; les Allemands, eux, — ces rancuniers qui peuvent garder intactes des rancunes de plusieurs siècles — ont en vérité le pouvoir d'oublier lorsqu'il y va de leur intérêt.

Ils oublient le mal qu'ils ont fait aux autres avec une telle sincérité qu'ils sont choqués lorsque leurs victimes ont le mauvais goût de se le rappeler. Ils sont si bien persuadés qu'ils sont chargés d'apporter aux peuples qu'ils assujettissent le bonheur définitif avec la gloire d'être Allemands qu'ils voudraient qu'autrui fût aussi oublieux du passé qu'ils le sont eux-mêmes. Voilà des hommes qui s'enorgueillissaient de la falsification historique de la dépêche d'Ems, et qui, à force d'oublier eux-mêmes leur traîtrise de 1870, osaient espérer que l'univers, pour la guerre nouvelle, ne douterait pas de leur bonne foi. On connaît le quatrième acte du drame wagnérien *Götterdämmerung*, *Le Crépuscule des dieux :* c'est une des plus émouvantes compositions dramatiques et musicales ; pourquoi ? parce que Siegfried a bu le philtre et qu'il se parjure avec sincérité... Le peuple allemand tout entier sait boire le philtre de l'oubli ; il est tout entier capable de se parjurer avec sincérité.

Tout cela est ou plutôt est devenu spécifiquement allemand.

Et voilà que par suite de cette communion de tout un peuple en quelques tendances subconscientes, la vie des autres peuples étant menacée, la cohésion nationale d'autres groupes est à son tour surexcitée et renforcée. Alors, pour défendre son sol, pour sauver son droit à la vie, — *pro aris et focis*,

la vieille formule émouvante, rappelée avec justesse par Edouard Chavannes, présidant l'Académie des Inscriptions en 1915, — pour maintenir le droit à vivre selon son passé, avec toute l'âme des ancêtres, avec les intonations de leur langue et les gestes de leurs attitudes transmises, il faut que des nations entières sacrifient les forces de tous leurs hommes mûrs et s'épuisent jusqu'au sang !

Voilà à quoi aboutissent, pour elles et pour les autres, les orgueils exclusifs et les appétits déchaînés de masses humaines, en vertu de cette cause profonde que ces masses ont été savamment associées par l'effet de principes spirituels qui se sont révélés comme étant à la fois spécifiques et nettement localisés dans l'espace.

2. — *PRÉÉMINENCE DU FACTEUR COMPLEXE ET SYNTHÉTIQUE* NATION *SUR LES FACTEURS SINGULIERS* RACE, LANGUE, RELIGION

Ainsi, par toutes les avenues de l'analyse et de la pensée, nous aboutissons à des conclusions pareilles. Nous venons d'examiner, comme nous le devions, le cas le plus typique et le plus gros de conséquences.

Dans tous les pays, les grands principes modernes issus des thèses démocratiques, traduites par le suffrage universel et exprimées plus fortement encore désormais par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ainsi que par l'usage plus généralisé du plébiscite, tendent à surexciter et à resserrer les cohésions nationales au paroxysme, en tout cas plus qu'elles ne l'ont jamais été précédemment.

Nous ne voulons pas être ici des philosophes, mais simplement des observateurs. Nous ne faisons point de la psychologie ou de la morale théoriques, mais de la sociologie géographique. Essayons de décrire et d'étudier avec encore plus de précision, à la lumière des faits positifs récents, ce type contemporain (qu'on pourrait presque dire nouveau) des cohésions humaines ; essayons d'en noter certaines des manifes-

tations brutales et d'en rechercher, si possible, quelques-uns des facteurs essentiels.

Aux confins indéterminés de l'histoire politique, de l'ethnographie et de la géographie humaine, quel étrange problème, encore si mystérieux, et qui tient au sol, et qui tient à la race et aux ancêtres, et qui tient aux idées, vraies nourricières des peuples, et qui tient aussi aux événements ! Une collectivité immense, bigarrée, divisée, se ressaisit tout à coup, éclate et flambe... Oui, « flambe » ; ce mot paraît le moins impropre. Car s'il ne s'agit pas d'une création *ex nihilo,* c'est tout de même un fait vraiment nouveau qui surgit...

Sur des braises, rougeoyantes ou pâlies de ce délicat placage de cendres blanches qui exprime la combustion lente, lorsqu'on jette des bribes de bois sec ou des feuilles de papier, un travail à peine visible se produit d'abord ; puis doucement çà et là quelques feuillets se gaufrent ou se racornissent... à peine... Le feu tarde encore ; pour l'œil qui suit cette captivante préparation, les minutes, parfois plusieurs minutes, s'écoulent, lentes ; puis, du brasier rouge, tout à coup, d'un seul bond, la flamme jaillit, blanche et blonde, çà et là frangée de bleu ; dès la première seconde, elle embrasse tout, forte, large, vibrante et même sonore.

Le fait décisif est nouveau. Le fait nouveau est décisif ; la partie est gagnée pour ce qui ressemble le plus à la vie, le feu.

Par-dessus toutes les scories de notre France de 1914, préparée par de séculaires et latentes combustions lentes, soudain la flamme de nos affinités collectives — chaleur et lumière — s'est élancée, droite et haute, d'un seul jet, enveloppante et ardente, une vraie flamme neuve et vive, et qui brûle encore.

Les êtres collectifs, malgré l'apparence paradoxale de cette remarque, semblent être plus simples que les êtres individuels. A constater avec quelle unanimité les différents peuples les plus civilisés et par conséquent les plus complexes de notre Europe ont répondu à l'appel de leurs gouvernements, on demeure surpris et émerveillé de la simplicité presque automatique du « déclenchement » collectif déterminé par les ordres de mobilisation [1].

1. Qu'il nous soit permis de mentionner des faits auxquels l'un de nous a été mêlé comme engagé volontaire, au commencement du mois d'août 1914 ; en compagnie de Petitjean, le député du XIIe arrondissement et d'Hirschmann, le compositeur de musique,

Or ce n'est pas le facteur *race* (voir chap. XIV) qui suffit à expliquer pour ces peuples (et spécialement pour la France) de telles affinités actives. Lorsqu'on invoque l'argument ethnique, soit pour resserrer la cohésion des membres d'un seul tout politique, soit pour stimuler le rapprochement entre peuples frères, soit pour surexciter les passions de haine et de révolte contre d'autres groupes humains, on essaie de renforcer par une thèse en partie artificielle des faits d'ordre politique, c'est-à-dire des faits de nationalité ou de nation. Au point de vue de la géographie naturelle, les différenciations de la grande famille humaine en races distinctes et hostiles sont *peut-être* antérieures à d'autres différenciations plus complexes (encore réservons-nous sur ce point un jugement définitif) ; mais au point de vue de la géographie de l'histoire et surtout de la géographie politique contemporaine, les cohésions d'ordre politique l'emportent sur toutes les autres ; et les autres n'ont servi et ne servent que de prétextes faciles ou de raisons démonstratives ou de motifs d'exaspération affective pour soutenir des plans d'hégémonie ou des rêves d'indépendance.

Le *panslavisme*, le *pangermanisme*, le *pantouranisme*, etc., ce sont des formules nées de cerveaux intellectuels ou politiques ; ce ne sont pas du tout des réalités nées spontanément

et sous les ordres du commandant Clamont, commandant du 4e bureau de recrutement de la Seine, homme de volonté, d'initiative et de décision (nous donnons à chacun de ces mots son sens plein : ils sont loin d'être identiques), il avait été employé à « déblayer » le fort de Charenton où dans les premiers jours de la mobilisation la police parisienne avait recueilli et refoulé tous les jeunes hommes dont la situation militaire n'avait pas paru régulière ; ils étaient là un peu plus de 500 : malchanceux ou négligents qui avaient perdu leurs pièces militaires, réformés ou exemptés qui n'avaient aucun document témoignant en leur faveur, déserteurs ou insoumis du début de la mobilisation... Bref, lorsque le tri fut fait et qu'à l'aide de télégrammes lancés dans les mairies de province et dans tous les bureaux de recrutement intéressés, on put établir la vraie situation de chacun, on fut en mesure de constater et de déclarer qu'il n'en restait pas plus d'une vingtaine qui méritassent en vérité des sanctions rigoureuses pour avoir voulu résolument se soustraire à l'appel de la nation. Vingt pour l'ensemble de l'immense agglomération parisienne, n'est-ce pas une proportion prodigieusement et anormalement réduite ! Ce chiffre n'est qu'une précise et frappante illustration *a contrario* du mouvement collectif magnifique qui a fait de notre mobilisation notre première grande victoire matérielle et morale. Ajoutons enfin, pour être véridiques et justes, que toutes ces puissances morales et ces affinités n'auraient pas donné leur effet plein et parfait, si la mobilisation n'avait pas été supérieurement préparée, si tous les détails de l'encadrement des masses n'avaient pas été prévus et précisés.

de la conscience d'une communauté ethnique entre peuples différents[1].

Les *Yougoslaves* ou *Slaves du Sud*, c'était une expression qui désignait dans la dernière partie du XIXe siècle et au début du XXe les Slaves des Balkans et qui comprenait *alors* en tout premier lieu ce groupe tatarisé que sont les Bulgares : c'était bien là une prétendue affinité ethnique qui correspondait *alors* tout simplement aux conceptions politiques dominantes : celles d'une fédération des Slaves des Balkans, sous l'influence directe ou occulte de la Russie et avec le corollaire de la suprématie balkanique des Bulgares. On fait croire aux autres peuples et même aux peuples intéressés tout ce que l'on veut. Et la preuve, c'est que depuis la guerre de 1914-1918 qui a encore plus fortement marqué l'opposition violente entre Bulgares et Serbes, déjà révélée par la guerre de 1913, les mots de *Yougoslaves* et de *Yougoslavie* ont été pris comme expression de ralliement de tous les peuples de la famille serbe, non seulement Serbes, Croates et Slovènes, mais Bosniaques, Herzégoviniens, Monténégrins, Dalmates. Le même mot acquiert comme une sorte d'allure hostile et agressive vis-à-vis des Bulgares. Qu'on veuille bien le remarquer : nous ne blâmons pas, nous constatons. Nous concluons seulement : on groupe, regroupe, disjoint et parfois fabrique les « races » sur la carte de l'Europe (et sur celle des autres parties du monde) au gré des nécessités ou des opportunités politiques.

Encore un coup, au rebours de toute prévision théorique, la cohésion politique précède la cohésion ethnique, et la détermine et la commande. Et c'est pourquoi les guerres ethnographiques sont une nouveauté de l'histoire. Il n'y a pas eu jadis de guerres ethnographiques (voir ce que nous avons dit de la Belgique au chapitre XV). On crée de plus en plus les

1. Nous n'avons pas entrepris, en notre livre, une tache d'*historiens politiques*, mais de *géographes politiques*. Pour faire l'*histoire politique* de ces dix dernières années, il serait indispensable de lire et de méditer trois séries d'ouvrages remarquables, et d'ailleurs souvent discordants : ceux de CHARLES MAURRAS, de JACQUES BAINVILLE et d'AUGUSTE GAUVAIN. Voir aussi ceux de CHÉRADAME, d'ETIENNE FOURNOL et de RENÉ PINON.

UNIVERSITAS O. M. I. OTTAWIENSIS

rivalités et les haines entre races. Du siècle où l'on a le plus parlé de la fraternité universelle et de l'égalité des races datera et date l'antagonisme violent entre groupes frères de la famille humaine. Les masses humaines sont sincères. Elles acquièrent sincèrement des idées et des impulsions nouvelles. Elles ne les quittent pas aisément. A force de leur parler de races, on les a dressées à se détester de races à races ; et la haine est plus difficile à désapprendre que l'amour.

La communauté de langue constitue un facteur d'affinité qui, aux heures de crise surtout, se révèle vraiment puissante. La Suisse, qui est fière avec raison de toute son histoire, de son indépendance, de la force qui résulte de l'union de ses cantons-états, la Suisse dans laquelle il n'y a vraiment qu'une patrie et qui est même une école de très sain et très chaud patriotisme, a démontré d'une manière singulière, durant la première année de la guerre, qu'elle était une confédération de trois langues. On peut dire qu'elle était alors divisée en trois parties, l'opinion publique de la Suisse allemande étant favorable à l'Allemagne, l'opinion publique du Tessin suivant les péripéties de l'opinion publique en Italie et enfin celle de la Suisse française étant en grande majorité de la manière la plus nette en faveur de la France. A mesure que les effets de la langue se sont atténués, c'est-à-dire à mesure que les informations exactes ont pu parvenir dans toute la Suisse, des sympathies se sont manifestées, très vigoureuses, en faveur des alliés dans la Suisse allemande, où des hommes de tout premier ordre avaient d'ailleurs dès les premiers jours adopté hautement et courageusement la cause de la justice et du droit, et où les masses populaires ont fini par être bien plus favorables à la France qu'on ne l'a parfois supposé [1].

Toutefois, dans les jours où il faut conquérir fortement et

1. Lorsque la généreuse activité des autorités fédérales a permis d'organiser en Suisse des centres d'internement, on s'est trouvé en face de ce fait paradoxal : possibilité d'installer des internés français en tous cantons dans la Suisse allemande ; impossibilité d'installer des internés allemands dans la Suisse romande.

vite les esprits, c'est beaucoup, pour une nation, que d'occuper pour ainsi dire, par la langue, sur la carte du monde, de vastes étendues du globe et d'avoir comme « fidèles » de nombreux groupes d'humanité.

On a dit et répété que ces impondérables que sont les forces morales jouent un grand rôle dans les luttes contemporaines ; on a célébré la part qui revient aux puissances d'opinion ; or c'est par la langue surtout que l'opinion est saisie et convertie. La clientèle que crée la communauté de langue est une armée de moins en moins négligeable dans les conflits universels des esprits.

A ce point de vue l'alliance de l'Angleterre a été pour la France aux premières heures d'un très grand prix ; la diffusion de la langue anglaise dans le monde a pu assurer aux hommes qui luttaient pour les droits des petits peuples, Serbie ou Belgique, la possibilité d'être compris. Aux États-Unis, dans les deux premières années de la crise universelle, une bataille s'est livrée acharnée entre ceux qui ne parlaient qu'anglais et ceux qui parlaient aussi l'allemand. Les hésitations de l'opinion aux États-Unis correspondaient aux fluctuations des courants qui étaient entraînés par les deux langues. Malgré les colonies si puissantes des germanophones, c'est la langue anglaise, et de beaucoup, qui est la dominante ; c'est elle, en fin de compte (et pour de bien autres raisons que celle-là seule, cela va sans dire), qui l'a emporté. Si l'Angleterre, au lieu d'être pour nous, avait été contre nous, il faut reconnaître que, sauf les grands esprits exceptionnels qui, dans tous les pays et dans toutes les races, savent se faire par eux-mêmes une opinion et sont accessibles aux considérations les plus élevées du droit et de la justice, la grande masse des États-Unis, malgré les sympathies très mitigées qui existent là-bas pour les gens et les choses du Royaume-Uni, aurait été bien moins accessible à nos arguments et à nos revendications.

Par ailleurs — et cela est trop connu pour que nous y insistions — il va sans dire que la langue a été le lien spirituel éminent qui a maintenu vivantes un grand nombre de nationalités et de nations : nationalité albanaise, nation polonaise, nation tchèque, nation roumaine, nationalité ukrainienne ou ruthène, nation arménienne... C'est par la fraternité des dialectes slovène, dalmate, bosniaque, etc., qu'a

été conservée manifeste l'unité de la grande famille serbe. Lorsque la Finlande a conquis la conscience de sa nationalité finnoise, lorsqu'elle est ensuite devenue une nation, puis un État indépendant, elle a peu à peu tendu à éliminer non seulement la langue russe, mais encore la langue suédoise, et le finnois a été remis en honneur comme a été remis en mémoire la vieille épopée du *Kalevala*.

Les hommes politiques contemporains se sont un peu trop déshabitués d'attacher au facteur religieux, — nous entendons par là au facteur de l'affinité religieuse, — toute l'importance qu'il a encore gardée dans certaines parties de l'humanité. Nous avons tâché de ne jamais négliger ce facteur dans nos études antérieures des phénomènes humains (voir chapitres XIV et XV), et nous avons noté en plusieurs cas précis soit la correspondance, soit la contradiction existantes entre les affinités ethniques et les affinités religieuses [1].

Notre méconnaissance excessive de cette puissance de cohésion de la communauté religieuse ne s'est-elle pas révélée dans la manière dont nous avons accueilli l'entrée en guerre de la Turquie ? C'était un fait de redoutable conséquence que la guerre religieuse, le « djihad » fût décrété par le Khalife : les gouvernements engagés dans la lutte en ont-ils saisi toute la portée ? Soit l'Angleterre, soit la France ont pris cependant les moyens d'atténuer ou de contredire les contre-coups possibles d'une déclaration belliqueuse de cet ordre dans des pays où les musulmans sont aussi nombreux qu'en Algérie-Tunisie, au Maroc, en Syrie, en Egypte ou dans l'Inde.

Il y a longtemps que Guillaume II avait travaillé à déchaîner la puissance religieuse de l'Islam ; il était allé rendre visite à Abd-ul-Hamid au moment même des massacres d'Arménie et il avait forcé l'impératrice à donner publiquement son bras au sultan assassin, et encore tout sanglant.

1. Voir plus haut ce qu'il est dit de ce grand chef Bektatchi que les Albanais nous ont conduit voir comme étant un de leurs chefs, dans un téké des environs de Salonique, et qui n'était autre qu'un Turc de Sérès, ou encore ce que nous avons observé au sujet de l'Ukraine. Voir surtout ce qui a été dit de la Belgique (chap. XV, § 3).

Bien plus, à Damas, il avait fait ce que jamais prince chrétien n'avait osé : il avait porté le toast célèbre à la prospérité du mahométisme, « aux trois cents millions de musulmans » ; il avait ainsi grossi habilement les statistiques les plus favorables aux mahométans. C'est qu'il préparait déjà la politique dont nous avons vu les résultats.

Dans les années de la guerre et surtout dans les premières années, les cohésions nationales se sont surtout manifestées avec une telle ampleur et une telle intensité que les affinités religieuses ont été comme presque inexistantes. Cela restera un des faits les plus caractéristiques et les plus indiscutables [1].

C'est après l'armistice que ces affinités traditionnelles ont recouvré quelque efficience : c'est ainsi que le gouvernement anglais et notamment Lloyd George ont dû constater que les musulmans de l'Inde, quoique ayant combattu avec loyalisme pour la cause anglaise et donc contre les Turcs, restaient fidèles néanmoins au Khalife turc de Constantinople. C'est une grossière erreur de croire qu'on peut fabriquer des Khalifes et des Émirs comme on nomme des gouverneurs ou des préfets !

Après l'échec indiscutable de la politique de panarabisme qu'a faite l'Angleterre avec le roi du Hedjaz Hussein, et subsidiairement avec son fils l'émir Feïçal, il semble bien que dans tout le monde musulman asiatique et africain, — même en Egypte par exemple — une recrudescence du sentiment profond de la solidarité religieuse entre tous les mahométans se manifeste, à la fin de 1920 et au début de 1921, comme un fait général puissant, ressuscitant ou rajeunissant les forces confuses qui lient des humanités par ailleurs très disparates.

Bref, le monde se partage en grandes clientèles qui ont une plus ou moins forte valeur historique. Cependant le travail scientifique spécialisé de chacun de nous en son modeste domaine de caractère forcément international, les congrès

1. Voir par ailleurs Etienne Fournol, *Sur les Chemins qui mènent à Rome*, Paris, 1920.

internationaux qui mettaient souvent en rapport durant les années de paix des hommes de toutes langues et de tous pays, l'internationalisation croissante des capitaux, du commerce même, tout cela nous avait peu à peu entraînés à rêver d'un monde qui n'existe pas encore, et à négliger présentement les puissantes réalités de géographie humaine, on veut dire par là cette distribution des hommes en groupes dont les affinités sont faites soit par le sang, soit par la religion, soit par la langue, et à croire encore plus vaine, ou du moins secondaire, cette distribution majeure des hommes en groupes nationaux.

Le déterminisme des premières de ces affinités est atténué par le fait que, par bonheur, elles sont bien loin de se superposer toujours et qu'aux heures de crise, c'est l'une d'elles qui l'emporte sur les autres, mais en éprouvant toute la résistance de celles qui sont contredites. Tout au contraire, les crises confirment la réalité des liens politiques et géographiques existant entre les membres d'une même nation.

En réaction contre cette prééminence de plus en plus évidente des cohésions de caractère national, d'autres principes de cohésion sont enfin proposés, formulés, propagés.

La « cohésion de classes » résultant du principe de la lutte de classes qui fut préconisé par Lassalle et Karl Marx, puis adopté par la plupart des grandes écoles socialistes de tous les pays, tend à s'opposer de plus en plus aux cohésions nationales. Partout, dans toutes les patries modernes, on peut dire qu'il s'est établi un rythme qui fait alterner les périodes de surexcitation des cohésions nationales tournées contre l'étranger et les périodes de luttes intestines sociales qui tendent plus ou moins confusément à la guerre civile. Depuis l'avènement du régime bolchéviste en Russie qui représente l'avènement au pouvoir d'une classe, et qui a rétabli, comme étant presque de droit divin, l'inégalité des droits des diverses classes sociales, le mouvement ouvrier international prend une allure de plus en plus agressive. Non seulement les chefs

du bolchevisme russe et les chefs de la IIIe Internationale de Moscou, mais même les chefs de l'Internationale Syndicale professent la nécessité d'une cohésion internationale des travailleurs, se traduisant par le refus du travail, refus raisonné, méthodique et généralisé.

Le texte in extenso de l'Appel adressé d'Amsterdam en août 1920, en pleine crise polono-russe, « aux travailleurs du monde entier » par les membres du Bureau de la Fédération Syndicale Internationale constitue le document le plus récent et le plus révélateur de cet état d'esprit international très agissant[1] :

Devant la gravité de la situation mondiale, la Fédération Syndicale Internationale demande aux prolétariats organisés du monde entier de déclarer leur opposition irréductible à toute guerre.

Les travailleurs organisés du monde doivent, dès maintenant, en application des résolutions des Congrès syndicaux internationaux de Berne et d'Amsterdam, être prêts à lutter par tous les moyens en leur pouvoir contre la guerre et à agir de concert pour l'établissement définitif de la paix entre tous les peuples.

La guerre ne doit plus pouvoir se continuer.

L'Internationale Syndicale, rappelant le principe du droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, condamne toute intervention étrangère dans les affaires intérieures d'un peuple, comme toute aide militaire prêtée à des entreprises réactionnaires.

Contre cela, la Fédération Syndicale Internationale demande à tous les travailleurs de s'élever et d'agir.

Appliquant ces principes et considérant que la Révolution russe a été attaquée par la Pologne, la Fédération Syndicale Internationale réclame que cessent immédiatement contre la Russie, toutes les attaques militaires contre-révolutionnaires et demande pour le peuple russe des garanties contre toute nouvelle agression.

Prenant acte de la déclaration du gouvernement russe affirmant solennellement son désir de faire la paix avec la Pologne sur la base de l'indépendance polonaise et de la liberté pour le peuple polonais de se déterminer lui-même, la Fédération Syndicale Internationale proclame que, sur ces bases, cette tuerie fratricide doit cesser.

La paix générale et mondiale doit être immédiatement établie sur la

1. Nous donnons cet Appel, tel qu'il a été publié dans l'*Humanité* du 23 août 1920.

base du respect des conquêtes révolutionnaires et de l'indépendance des peuples.

Voulant atteindre ce résultat prolétarien et profondément humain, la Fédération Syndicale Internationale réclame de tous les travailleurs syndiqués qu'ils ne se fassent pas les complices des impérialismes capitalistes et qu'ils refusent énergiquement tout transport des troupes et des munitions.

L'action consciente des travailleurs doit, pour la sauvegarde de l'humanité, briser la Sainte-Alliance réactionnaire que l'on essaie de reconstituer.

Pas un train de munitions ne doit circuler, pas un navire chargé d'engins de guerre ne doit naviguer, pas un soldat ne doit être transporté.

La guerre ne doit plus être nourrie.

La Fédération Syndicale Internationale déclare que cette action, les prolétaires de tous les pays PEUVENT et DOIVENT la faire.

En conséquence, la Fédération Syndicale Internationale, soucieuse de sauvegarder les libertés ouvrières et d'assurer le développement des progrès sociaux, convaincue que les guerres ne cesseront que par la volonté des travailleurs, demande à toutes les Centrales nationales de se préparer à agir, si cela devenait nécessaire, par des actions de masses, par la grève générale.

L'Internationale Syndicale recommande aussi l'action pour que cessent dans tous les pays les fabrications de guerre et que soit enfin réalisé le désarmement général qui libérera les peuples du militarisme, de tous les militarismes, et augmentera les forces de production.

Camarades, en 1914, notre organisation fut trop faible pour s'opposer à la guerre. Aujourd'hui forte de 27 millions d'adhérents, soutenue surtout par un esprit plus anticapitaliste et antimilitariste, plus socialiste et plus révolutionnaire, la Fédération Syndicale doit trouver en elle, dans ses moyens d'action, la puissance d'éviter au monde le renouvellement de pareilles horreurs.

GUERRE A LA GUERRE doit être le cri de ralliement des travailleurs dans le monde entier.

LE REFUS DE TOUT TRANSPORT DE GUERRE est maintenant l'expression de la solidarité prolétarienne internationale.

Camarades, la Fédération Syndicale Internationale compte sur vous.

Pour la Fédération Syndicale Internationale :

W.-A. Appleton, président ; L. Jouhaux, premier vice-président ; C. Mertens, second vice-président ; Ed. Fimmen, J. Oudegeest, secrétaires.

L'adhésion finale de la majorité des groupements socia-

listes français à la Troisième Internationale Communiste de Moscou (Congrès de Tours) doit être expliquée par-dessus tout par le besoin et par le désir de cette cohésion non seulement internationale mais antinationale.

Et tandis qu'un élan international vise partout à dissocier ces faisceaux d'êtres que sont les nations, on tente également de corriger les exagérations des appétits ou des ambitions de chaque nation en constituant un ordre supra-national qui domine et régisse les États. Il faut convenir que nulle tendance n'est plus opportune, que nul besoin n'est plus pressant. Les nécessités pratiques les plus immédiates confirment la légitimité de ces nobles aspirations idéalistes[1]. Mais une institution d'un tel ordre ne vaut et ne vaudra que par la forme d'exécution. Elle sera néfaste, si elle n'est pas fondée sur une connaissance précise des principes et des faits qui expliquent les connexions des hommes entre eux et les connexions des groupes humains les uns vis-à-vis des autres.

Or une incroyable ignorance des réalités historiques et géographiques et une inconcevable tendance à simplifier et à classifier les faits avec une rigueur qui fausse la réalité constituent le péril actuel le plus grave pour la société humaine toute entière. Il n'est pas jusqu'aux cartes géographiques qui par l'étalage de couleurs homogènes sur de vastes espaces, couleurs indiquant des unités politiques ou des parentés ethniques, aient contribué à conférer aux problèmes à résoudre un caractère de simplicité excessif et dangereux. Rien n'est aussi simple que la carte, surtout que la carte à petite échelle ! A côté de la faute commise par ceux qui ignorent la carte et ne savent même pas la consulter, il convient de signaler la faute de ceux qui sont dupes de la figuration toujours trop

1. C'est pourquoi sont partisans du principe de la Société des Nations non seulement les pacifistes avérés, non seulement les membres de la Société Proudhon, etc., mais même des historiens très avertis tels que Gabriel Hanotaux (*Le Traité de Versailles*, Paris, Plon, 1919, voir l'Appendice, p. 347 et suivantes) et René Pinon (*La Reconstruction de l'Europe politique*, Paris, Perrin, 1920, voir le très beau chapitre premier, *La Paix des Peuples par la Société des Nations*).

schématisée et simplifiée des cartes courantes. Notre devoir est de faire la guerre à la simplification outrée des phénomènes humains et du « simplisme » d'esprit qui trop souvent en résulte. On a trop cru à la fausse homogénéité de certains ensembles politiques ou linguistiques ou ethniques, et les conceptions ont été faussées par une sorte de dogme inconscient, qu'on pourrait appeler le « dogme de l'homogène ». On veut diviser l'Europe, et l'Asie, et la terre entière en parcelles humaines homogènes. Quelle fausse doctrine, et comme elle est loin de la réalité ! Il nous reste à le démontrer une fois de plus en apercevant à l'aide de quelques observations précises combien les cohésions humaines sont encore plus complexes et hétérogènes que l'on ne pourrait l'imaginer.

3. — *LES COMPLEXITÉS ET LES CONTRADICTIONS DU PROBLÈME GÉOGRAPHIQUE DES COHÉSIONS HUMAINES*

Pour bien saisir la portée politique et sociale de ces complexités et de ces contradictions, il convient de résumer d'abord ce que nos observations nous permettent de considérer comme faits acquis.

Toute société politique qui mérite ce nom et qui aspire ou qui parvient à constituer un véritable État doit s'unir à une partie de la surface terrestre, à un département du sol de notre globe, qui devient son soutien indispensable ; sans terre, sans territoire, il peut y avoir des familles, des hordes ou même des tribus ; il ne peut pas se concevoir qu'il y ait un État.

Cette union d'une nation avec le sol qui la porte ne s'établit pas en un jour. Avant d'atteindre cette stabilité définitive qui caractérise un tout politique vraiment fort, le groupe ethnique ou le mélange de groupes ethniques qui doivent aboutir à constituer un État procèdent par fluctuations intermittentes et irrégulières qui sont peut-être la marque la plus typique, en fait de cohésion politique, de l'âge d'adolescence.

Puisque tels sont les problèmes les plus profonds et aussi les plus confus de la géographie humaine, où pouvions-nous mieux les aller étudier que dans ces régions balkaniques où des bouleversements politiques contemporains nous ont fait

assister aux élaborations progressives de nouveaux touts politiques et où nous a déjà conduits l'examen critique des questions de « races ».

Dans la péninsule des Balkans, l'équilibre définitif est loin d'être établi ; après une domination européenne de plus de cinq siècles, la puissance ottomane a reculé ; après s'être étendue jusque sur la Hongrie, en pleine Europe centrale, elle se retire peu à peu vers l'Asie.

Les Turcs ont gouverné sans assimiler ; ils ont possédé sans pétrir les races diverses qui étaient de leur obédience, et peut-être le secret de leur impuissance est venu de ce qu'ils ont été des soldats, sans prendre un assez intime contact avec le territoire sur lequel ils régnaient.

La force de l'organisation politique ne devient vraiment féconde, au point de vue même humain, que lorsque les gouvernants ont en vérité marié leur pouvoir avec la terre.

Bref, les peuples paysans, les peuples presque exclusivement paysans qui étaient subjugués, ont reconquis leur indépendance et travaillent présentement à assurer leur stabilité. C'était bien là, sur ce théâtre où les aspirations politiques sont encore en pleine ébullition, qu'il convenait de poursuivre quelques nouvelles observations décisives.

Les luttes ont été si fréquentes et si vives entre les populations de races et de langues diverses qui peuplent les Balkans, les vicissitudes politiques et religieuses ont été si nombreuses, enfin les hommes sont si pauvres, que les liens entre l'homme et la terre n'y ont pas encore acquis, semble-t-il, une force indestructible.

Au gré ou, plus exactement, sous le coup des événements qui sont survenus, les masses humaines ont obéi à des mouvements collectifs de flux ou de reflux ; l'association qui nous apparaît dans une certaine mesure comme mystique entre les hommes et le sol, n'y a pas encore engendré cette forme d'État politique qui fixe d'une façon durable l'ensemble des êtres d'une nation à la matière terrestre. Les êtres ne sont pas toujours restés sur place, en révoltés, pour reconquérir un humus

qu'ils ont pétri de leurs mains ; ils ne sont pas toujours restés avec le secret espoir d'une reconquête ou d'une revanche ; ils ont cédé devant la fatalité. Les liens trop fragiles qui les unissaient au cadre géographique se sont brisés, et, comme dans une foule ballottée, ils se sont transportés ici et là, en suivant les poussées de l'effroi ou les courants de l'affinité sympathique.

Malgré tous les efforts antérieurs, malgré la cohésion des noyaux de ces nationalités déjà si vivantes, on a en effet l'impression que les faits de peuplement ne sont pas définitivement ancrés au sol.

On sait comment les Serbes, par exemple, au cours des derniers siècles, pressés, persécutés, décimés, sont allés peupler de nouveaux territoires dans la Hongrie, puis dans la Russie du Sud. Ils passèrent en grandes masses sur la rive gauche du Danube, dès la fin du xve siècle, après que les Turcs eurent anéanti la Serbie (1459), puis la Bosnie (1463). Par groupes de 50 000 en certaines périodes, ils émigrèrent[1]. A côté de ces émigrations lointaines, combien de migrations intérieures à travers la péninsule même ! Si l'on étudie la région boisée qui est au Sud de Belgrade, et qu'on appelle la Choumadia, à la lumière des travaux de Cvijić et de ses élèves, on peut reconstituer les origines précises et diverses de la population aujourd'hui installée dans ce territoire. A la faveur de leurs triomphes récents, les Serbes sont revenus vers des territoires qu'ils avaient jadis occupés et qu'ils avaient dû partiellement délaisser.

Les Bosniaques musulmans, qui sont des Slaves, mais que l'on appelle, et qui s'appellent les « Turcs » de Bosnie, avaient, en 1908, après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, quitté leurs terres pour échapper à des maîtres chrétiens et étaient allés s'installer dans la Vieille-Serbie, alors territoire turc, ou dans la Turquie proprement dite, ou dans la Turquie d'Asie. Ceux qui étaient venus défricher des

1. Voir Lubor Niederle, *la Race slave, Statistique, Démographie, Anthropologie*, traduit du tchèque par Louis Léger, Paris, Alcan, 1911, p. 152 et suiv.

terres, dans le Kossovo ou dans la haute vallée de la Morava ou dans la haute vallée du Vardar, sont repassés depuis 1912 et 1913 sous une domination chrétienne ; pauvres hères en quête d'une petite place sous le soleil et sur la terre, les uns ont repris en sens inverse la migration d'il y a douze ans ; ils ont rejoint leurs frères de Bosnie ; les autres ont suivi le courant qui les avait déjà entraînés vers le Sud-est et ont gagné des terres asiatiques dépendant encore du khalife.

En petit comme en grand, les groupes ethniques sont encore en flottement ; la cohésion entre les hommes semble plus dépendre de leurs affinités ethniques ou politiques que de l'implantation terrestre. Ce pays des Balkans en est à ce stade où l'influence de la terre cède souvent devant de grands faits de l'ordre proprement humain. Les événements les plus récents de ces huit dernières années, ont donné de cette vérité profonde une singulière et éclatante illustration.

Nous avons vu, au mois de mai 1913, le camp des réfugiés turcs à la station même de Gumendjé, point frontière entre la Serbie et la Grèce ; dans la demi-ombre d'un crépuscule froid, les groupes bigarrés s'éparpillaient au milieu des chariots recouverts de nattes ou de tapis et faisant tentes ; des feux étaient allumés çà et là, auprès desquels les femmes voilées et accroupies réchauffaient leurs enfants. Nous avons vu les camps immenses de mohadjirs des environs de Salonique où se massaient et se mêlaient Turcs, Albanais et Tziganes. Nous avons revu ces fuyards en route pour l'Anatolie, pour l'Asie turque, entassés sur le pont des bateaux qui circulaient de Salonique à Constantinople, ou près des tentes blanches dressées pour eux dans la plaine de Brousse, et toujours les mères s'ingéniant jusqu'à l'oubli d'elles-mêmes pour épargner à leurs petits le froid et la faim...

Au mois d'octobre 1913, après la folle équipée albanaise sur territoire serbe, 32 000 Albanais étaient réfugiés à Elbassan. A Tirana (ville de 14 000 habitants), il y en avait 25 000 ; et sur ces 25 000, 11 600 étaient dans un tel état de dénuement qu'on devait leur distribuer une ration de pain deux fois par jour. C'est alors, bien avant même les atroces mêlées balkaniques de la grande guerre européenne, c'est alors que, durant des journées entières, sur les routes d'Albanie, nous avons croisé des convois de vaincus ou d'émigrants : défilés lamentables d'ânes ou de chevaux chargés de tout le mobilier familial, de vaches étiques liées deux par deux,

d'hommes au visage rude et fin, mais à la physionomie abattue, de femmes portant des enfants sur le dos ou dans les bras, de pauvres garçons ou fillettes traînant le pas et suivant à grand'peine le cortège de toute cette misère errante...

Ce furent ailleurs les groupes grecs de Macédoine ou de Thrace, s'enfuyant par épouvante devant les Bulgares ; ce furent les groupes bulgares échappant aux troupes grecques victorieuses et refluant vers Sofia...

Meurtres et pillages, atrocités de toute nature, ont marqué d'une part et déterminé de l'autre ces fluctuations humaines, en correspondance avec les péripéties diverses des grandes guerres successives. Les villages ont été incendiés et les habitants survivants ont dû trouver ailleurs des abris. Mais *dans les Balkans* — fait qui est en un sens encore plus intéressant — il y a eu beaucoup plus de villages abandonnés que de villages détruits.

Le cas de Melnik, dont les journaux ont tant parlé, et si inexactement, mérite de retenir l'attention.

Melnik (dont il a été déjà question, chap. XIV, § 2) est une coquette ville située sur un petit et violent affluent de la Strouma.

Voici comment ont été narrés les événements de Melnik. Nous citons la pittoresque et élégante correspondance de René Puaux publiée dans le *Temps* du 22 août 1913 :

« Les dépêches de Salonique et d'Athènes confirment le désastre. Les habitants de Melnik, ne pouvant dominer la terreur d'un joug bulgare que le traité de Bucarest leur imposait de façon irrévocable, ont quitté la ville et, pour ne rien laisser derrière eux, ont incendié les maisons qu'ils désertaient. Tous ceux qui ont visité Melnik, cette étrange cité byzantine, cachée dans un creux de vallon, au flanc de la Perim-Dagh, partageront ma tristesse. C'est une beauté qui disparaît. Je ne pensais pas quand, il y a un mois, je prenais plusieurs douzaines de vues de ses divers aspects, que mes films acquerraient si vite le caractère de documents et que je ferais sitôt usage des notes de mon carnet de route. [En réalité Melnik n'a pas été incendiée, voir ci-dessus, p. 580].

« Melnik n'était qu'à une heure un quart de cheval de Livonovo, le quartier général de l'armée du roi Constantin. Pendant la seconde moitié de juillet, on m'y avait conduit un jour où l'action militaire laissait des loisirs. J'y étais retourné avec Georges Scott quelques jours plus tard, tant le pittoresque du lieu m'avait séduit. Au retour de la première visite, j'avais noté dans mon carnet les détails suivants :

« En partant de Livonovo on franchit à travers champs deux ou trois coteaux,

on descend dans le lit d'un torrent que l'on remonte en franchissant sans cesse à gué le zigzag de l'eau, et soudain, dans la gorge resserrée, au pied de hautes falaises de sable aggloméré, aux crêtes en dents de scie, on découvre la ville, accrochée en gradins sur les pentes. Melnik a des titres de noblesse. C'est là que les empereurs byzantins exilaient les nobles dont la faveur décroissait. Ces seigneurs en disgrâce avaient avec eux des serviteurs arméniens, et un quartier de Melnik porte encore le nom de « Quartier des Arméniens ». Ce qui donne à Melnik son caractère le plus typique, c'est l'audace de ses constructions sur le bord du capricieux torrent. Comme en quelques heures, à la fin de l'hiver, l'eau monte d'un mètre cinquante, les maisons ont, à la hauteur d'un entresol, un large balcon de bois, sans bordure, qui sert de trottoir interrompu. Comme pour me donner une idée de ce que pouvait être Melnik dans sa pleine *season*, le ciel a fait tomber, au cours de ma visite, pendant cinq heures d'horloge, une pluie diluvienne sur tout ce massif, et bientôt la rivière, charriant des torrents d'eau jaunâtre, m'a donné un aperçu très suffisant de ce que cela doit être au mois de mars. Par les petits ponts de cette Venise rustique, j'ai pu pourtant visiter Melnik, voir l'antique église de l'empereur Andronicos, la maison byzantine des Flamboura avec sa vieille tour de bois noircie par les intempéries et admirer les sculptures de la métropole...

« J'imagine ce que dut être la révélation des clauses territoriales du traité de Bucarest. Les télégrammes ont raconté qu'une députation se présenta au roi Constantin, qui se trouvait encore au quartier général de Livonovo, pour lui demander de mettre tous les moyens de transport possibles à la disposition des gens de Melnik décidés à émigrer en territoire hellénique. Je vois les caravanes s'acheminant dans le lit du torrent, les mulets s'accrochant, surchargés de ballots, sur les pierres glissantes du sentier, qui, à la hauteur d'une bourgade à demi brûlée, remonte du torrent vers les coteaux, la seule grande route de la vallée de la Strouma. Ces pauvres gens affolés ont-ils pu tout sauver ? Ont-ils, de leurs cinquante-cinq églises, décroché les vieilles et adorables icônes byzantines ?...

« Melnik était une ville riche qui se cachait comme font les heureux. Aucune grande route n'y conduisait. Il fallait la découvrir en s'orientant tant bien que mal parmi les pistes et les sentiers des coteaux. Les habitants avaient la fierté de leur noblesse byzantine, la satisfaction de leur réelle opulence, l'agrément de leurs pittoresques et confortables demeures. Il a suffi de la certitude de la domination bulgare pour leur faire tout quitter. Existe-t-il pièce plus terrible au dossier de la terreur macédonienne ? »

D'après ce document, des populations grecques ont fui leurs demeures par crainte des comitadjis ; elles ont subi une de ces paniques résultant de l'insécurité qui caractérise des crises violentes comme celles qui viennent de se succéder dans les Balkans. Sans être immédiatement et directement menacés, les Grecs sont tous partis pour rejoindre leurs frères de race. Exemple très expressif de faits qui ont dû être fréquents dans la plus vieille histoire de notre Europe.

Dans tous ces cas, le rôle de la géographie persiste encore ;

il est quelquefois même sensible, quoique passager, mais les influences ethniques, politiques, humaines se mêlent aux influences géographiques et souvent les dissimulent ou même les paralysent.

Tout le passé revit ; les morts semblent soudain ressusciter et faire renaître parmi les vivants les passions ancestrales ; ils reconstituent les plus agressives solidarités historiques ou nationales et réveillent les inimitiés séculaires ; ils brisent les alliances toutes récentes et dues à d'ingénieux efforts politiques.

Notre tâche tend à reconnaître dans quelle mesure, même en ces occurrences de crises extrêmes, les causes géographiques exercent encore une certaine action ; l'un des objets propres de nos recherches est de faire, si possible, le départ entre l'action obscure et intermittente, non pas continue, mais continuée, du relief, des eaux, du climat, et l'action éclatante et brutale des ancêtres ; tour à tour opposition ou combinaison de la géographie et de l'histoire, c'est-à-dire des saisons et des pluies qui reviennent dans leur périodique irrégularité, et du fait politique qui ravive le sang des races, — tour à tour contradiction ou convergence des influences du sol auquel les hommes s'attachent en proportion de leur effort et des cohésions traditionnelles qui les reprennent en proportion de leurs haines à l'égard des autres ; tour à tour antinomie ou corrélation de la terre patiente qui influe et des morts... qui raniment ou qui tuent.

Il importe de suivre tous ces phénomènes de psychologie sociale dans leurs réelles manifestations géographiques, car si les hommes façonnent la terre, ils sont aussi façonnés par elle. S'ils assujettissent la terre, la terre finit en certains cas par les assimiler...

Qu'est-ce à dire ? Par tous les faits qui précèdent, les événements politiques, en s'adaptant au sol, le marquent à leur empreinte. Mais quand la terre est la plus forte, quand la géographie l'emporte sur l'histoire, quand l'amour obscur et tenace pour le champ ou le pâturage coutumier l'emporte sur

le sentiment de la solidarité ethnique, quand les hommes veulent rester coûte que coûte dans la maison qu'ils ont construite, près de la source où leurs pères se sont abreuvés, sur les sillons que leur charrue a tant de fois tracés et retracés, ce sont alors les attaches géographiques qui de leurs empreintes vont marquer l'histoire.

Après que les Turcs eurent reconquis les pays occupés par les Albanais, ou par les Serbes, ou par les Grecs, ils enlevèrent leurs terres à tous ceux qui ne se convertirent pas au mahométisme. Les begs d'Albanie ou les propriétaires de l'île de Crète préférèrent s'accommoder aux circonstances nouvelles et devinrent musulmans. Les « Turcs » de la Bosnie et de l'Herzégovine ne sont autres que des Serbes qui en firent autant (chap. XIV, § 3).

Ainsi, à travers les îles et parmi les terres continentales qui ont dépendu, de si longs siècles durant, des sultans Osmanlis, on rencontre des Albanais musulmans, des Hellènes musulmans, des Serbes musulmans, ou encore des Bulgares musulmans, comme ces bergers du Rhodope qui sont des Pomacks. L'histoire continue ; les hommes, pour rester fidèles à leur lopin de terre ou à leur troupeau de moutons, sont capables de changer jusqu'à l'étiquette de leur conscience religieuse ou nationale ; et quelques-uns de ces Pomaks musulmans ont dû, en 1912-1913, par crainte des Bulgares ou sous la pression des Bulgares, passer à l'orthodoxie, puisque les dépêches datées de Sofia, 4 janvier 1914, nous avaient appris que le gouvernement accordait aux Pomaks le droit de redevenir musulmans[1].

Le mouvement de conversion est parfois soudain et collectif ; il est d'autres fois plus long et plus sporadique. Dans la Vieille-Serbie, « on admet aujourd'hui que, affaiblis par le départ de leurs chefs religieux, suspectés par les Turcs,

1. L'ambassadeur Bompard nous a raconté, à titre de confirmation, que 150 000 Bulgares de Macédoine, réfugiés à Sofia, suppliaient alors qu'on les autorisât à regagner leurs maisons et leurs terres et se déclaraient prêts pour la plupart à devenir des sujets soumis du roi Constantin.

molestés par les Albanais renégats, les Serbes (restés en arrière de la masse émigrée au XVIIe siècle) ont dû, de proche en proche, comme les animaux dont la robe change selon les dangers, adopter d'abord le costume, puis la langue et enfin la foi des Albanais[1] ».

C'est en se rappelant tous ces faits et d'autres palinodies encore plus intéressées[2] qu'il faut porter un jugement moins simpliste et plus impartial sur les fameux Comitadjis, notamment sur les terribles Comitadjis bulgares de la Macédoine. Par leur organisation en vue du brigandage et de l'assassinat, ils méritent toutes les réprobations ; il faut pourtant reconnaître qu'avec un courage et une abnégation parfois héroïques ils ont représenté l'idée, la conviction. En face de tous ceux qui subissaient l'appel des intérêts matériels, et à l'encontre des influences pacificatrices de la terre, ils étaient les ouvriers et les témoins des belliqueuses revendications sectaires et des atroces représailles d'une cause très noble en elle-même, celle de la fidélité à une nation et à une foi politique.

Par la terreur qu'ils inspiraient, les Comitadjis ont d'ailleurs contribué pour une grande part à multiplier les conver-

1. Emile Haumant, *la Nationalité serbo-croate*, dans *Ann. de Géogr.*, XXIII, 1914, p. 49, d'après Iov. Tomitch, *les Albanais en Vieille-Serbie et dans le sandjak de Novi-Bazar* (Paris, Hachette, 1913), p. 39 et suiv. — Il faut ajouter, pour être véridique et juste, que les Serbes qui s'acharnaient à rester Serbes, surtout dans cette région où ils étaient la proie des Albanais, ne risquaient pas seulement la perte de tout ce qu'ils possédaient, mais tout simplement la perte de la vie. M. Vesnitch, l'historien-diplomate qui a représenté avec tant de distinction et d'autorité la Serbie à Paris durant de nombreuses années, et qui a été dans la suite Président du Conseil des Ministres du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, nous a raconté que son père, qui était originaire du sandjak de Novi-Bazar, avait été tué par les Albanais : c'est à la suite de ce meurtre que son grand-père eut le courage, pour sauver la vie de ses deux petits-fils, d'abandonner tout ce qu'il possédait et de partir avec eux pour la Serbie. — Avec un vrai sens de la réalité géographique, Vidal de la Blache, commentant une étude de Cvijic, avait écrit : « Dans cette zone de contact entre Serbes et Albanais, l'influence serbe prévalut au moyen âge, comme de nombreux îlots linguistiques l'attestent. Mais *la domination turque favorisa l'élément pastoral* [c'est nous qui soulignons] : ce fut le tour des Albanais du Nord, peu différents d'ailleurs par leurs usages et leur extérieur de leurs voisins serbes du Montenegro, à prendre le dessus. Une teinte albanaise se répandit de plus en plus sur la contrée qui confine à la mer et à la Vieille-Serbie ; elle progressa de plus belle sous la domination hamidienne. » (*Journal des Débats*, 4 janvier 1913.)

2. Victor Bérard, dans *la Turquie et l'Hellénisme contemporain*, a écrit : « Le paysan de Macédoine est malheureux. Il cherche la moindre misère et croit la trouver en changeant de maître. Tel Grec de Salonique qui se croyait Hellène, du temps où il ne savait pas encore, part à Sofia et s'établit à Struga, métamorphosé en Bulgare, heureux d'être Bulgare, au milieu de Bulgares. » (p. 101.) René Pinon, dans *l'Europe et l'Empire ottoman* comme dans *l'Europe et la Jeune Turquie*, cite de nombreux faits analogues. — On nous a conté un fait d'un autre ordre : l'écrivain serbe Georgevitch, qui se fait remarquer comme étant parmi les plus violents adversaires et détracteurs des Albanais, ne serait autre qu'un Georgiadès venu du Sud, venu de l'Epire, et qui aurait serbisé son nom.

sions intéressées et forcées. On change de religion, et, comme la religion est souvent liée à la nationalité et à la « race », on paraît changer ou l'on change de nationalité, et l'on paraît même changer de « race ».

Cela nous amène à considérer des faits qui sont distincts de ces faits de conversion, quoiqu'ils en soient au fond assez voisins : les faits d'assimilation. Rappelons l'exemple de ces Macédoniens bulgares qui désirent rentrer en Macédoine : ils seront peu à peu hellénisés. Ils garderont peut-être, au début, leurs églises ; ils revendiqueront leur titre de Bulgares ; après un certain temps, sans être tout à fait Grecs, ils ne seront plus tout à fait Bulgares.

Il y a quarante-deux ans, au Congrès de Berlin, une portion de pays, la région de Pirot, peuplée de Bulgares, fut cédée à la Serbie. Les habitants de cette région, au bout de quelques années, ne furent ni proprement Bulgares ni proprement Serbes ; on les appela Torlacs, ce qui signifie : ni Serbes ni Bulgares. Aujourd'hui les Torlacs sont serbisés ; tous le reconnaissent, les Bulgares eux-mêmes. Cette population appartient si bien à la Serbie que l'homme politique qui a incarné la Serbie héroïque aux heures les plus tragiques, le ministre-président Pachitch, est un Torlac.

Après le Congrès de Berlin également, ou d'une manière plus exacte en 1880, après les menaces d'action directe de la *Ligue albanaise* qui protestait contre l'annexion au Montenegro d'une région intérieure peuplée d'Albanais, ce fut la petite zone côtière de Dulcigno qui fit les frais des décisions des puissances et qui fut cédée au Montenegro [1]. Dulcigno était alors purement albanais. Aujourd'hui l'assimilation est presque achevée : c'est une localité nettement monténégrine.

Il y a donc dans les Balkans des Bulgares serbisés [2] et des Serbes bulgarisés, des Serbes albanisés et des Albanais ser-

1. Voir René Pinon, *l'Europe et la Jeune Turquie*, p. 308-312.

2. Voir encore, par exemple, le compte rendu de Gaston Gravier d'une intéressante monographie en serbe de Rista T. Nicolic, *les Pays de Krajste et de Vlasina* dans la *Vingt-Deuxième Bibliographie 1912* des *Annales de Géographie*, n° 485.

bisés, des Albanais hellénisés, des Valaques albanisés, etc. Leçon de fait que paraissent ne jamais avoir apprise ces chancelleries et ces diplomates qui s'appliquent à discerner, dans les zones où le peuplement est en réalité le plus mêlé et, ne l'oublions pas, le plus variable, des limites linguistiques ou ethniques d'une impeccable et irréelle netteté[1] !

Pour que cette question de « race » soit entendue avec le relativisme qu'elle mérite, rappelons le fait déjà signalé : les Bulgares les plus authentiques ne sont pas originairement des Slaves ; ils sont des Ouralo-Altaïques, des frères des Magyars et des Turcs ; mais ils ont été slavisés.

Le sentiment et la réalité de la solidarité ethnique ou nationale, la perception de la connexion d'intérêts et d'aspirations entre coreligionnaires, sont faits qui varient incessamment, qui se modifient au jour le jour (presque à l'instar des cours de la Bourse) ! A certaines heures du développement politique, les « Turcs » de Bosnie-Herzégovine ressentaient tout ce qui les liait aux musulmans de Turquie, aux musulmans d'Albanie, à tout le monde uni par la loi du Coran. A d'autres heures

1. « Ce sont les hommes qui les premiers passent à l'islam. D'après des renseignements datant de 1848, dans les familles serbes atteintes par l'islamisation, tous les hommes n'étaient pas encore convertis. Voici ce qu'à ce sujet nous apprend une correspondance publiée dans le *Journal du cabinet de lecture de Belgrade*, numéro du 12 mars 1848 : « Le « Pechter et le Bihor sont deux petits pays entre Scutari, Belo Poljé et Novi-Bazar : aucune « loi n'y est en vigueur, on se juge entre clans. En ces pays, il y a des maisons où l'on « trouve deux frères dont l'un croit au Christ et l'autre à Mahomet ; l'un se prosterne, et « l'autre fait le signe de la croix. Il y a aussi certaines maisons où vivent trois frères qui « tous trois se considèrent comme Turcs et dont le père est Serbe : de telle sorte que le « père se signe tandis que les fils se prosternent. Tous fêtent ensemble le Baïram ; le père « va à l'église, et ses fils à la mosquée. En ces pays on peut trouver aussi deux frères turcs, « c'est-à-dire musulmans, qui, vivant en commun dans la même maison, ont pour femme « l'un une musulmane et l'autre une chrétienne, l'une s'appelant Nazya, l'autre Anna. » Commencé tardivement, disposant d'une force assez restreinte et s'accomplissant dans des conditions relativement difficiles, le processus d'islamisation n'exerça guère son action sur les Serbes orthodoxes de ce pays que dans d'étroites limites. Aussi la seconde transformation, l'albanisation, n'a-t-elle même pas atteint les Serbes convertis : si ce fut le cas parfois, ce ne fut du moins que dans la mesure la plus faible. L'action des Klementi islamisés du Pechter ne saurait être ainsi comparée pour la puissance et les résultats à celle des Albanais musulmans en Metokia, aux environs de Prizren et au sud du Chardagh. C'est pourquoi aujourd'hui, pour autant qu'on la connaît, la population musulmane albanaise du Pechter représente plutôt une oasis qui a eu des facilités pour se maintenir ; mais elle n'a pas eu la force d'expansion de ces Albanais musulmans qui avaient, eux, pour les soutenir, la véritable Albanie. » (Iov. Tomitch, *les Albanais en Vieille-Serbie et dans le Sandjac de Novi-Bazar*, Paris, librairie Hachette et Cie, 1913, p. 78-79.)

ils se retrouvaient Serbes comme leurs frères orthodoxes ou comme les Croates catholiques. — Entre les Croates catholiques d'Herzégovine et les Albanais catholiques de la Mirditie ou de Scutari, qu'évangélise une même congrégation, les franciscains, il est des événements qui ne peuvent pas ne pas établir une certaine fraternité. — Les Albanais sont partagés entre musulmans, orthodoxes et catholiques; mais ils ont à un haut degré, surtout depuis quelques années, le sentiment de leur communauté d'origine et de leur liaison ethnique [1]...

De tels enchevêtrements de connexions ethniques et religieuses se traduisent dans les coutumes et dans les costumes.

Les Albanais orthodoxes ont la *Slava* (la fête du saint patron de la famille) ; ils l'ont comme les Serbes ; et les Bulgares de Macédoine l'ont aussi comme les Serbes, tandis que les Bulgares ne l'ont point. Chez les Albanais, comme chez les Bulgares de Macédoine et chez les Serbes, règne la coutume du *pobratim*, le frère d'adoption.

En Bosnie-Herzégovine, les chrétiens, presque autant que les musulmans, ont porté le fez rouge que les Bosniaques turcs, c'est-à-dire turquifiés ou plus exactement islamisés, portaient seuls à l'origine. En Albanie, les chefs musulmans qui avaient des raisons d'afficher leur loyalisme vis-à-vis du sultan portaient le fez rouge ; mais la plupart des musulmans du peuple portaient et portent de plus en plus la calotte ou le fez de feutre blanc, exactement comme les Albanais catholiques ou orthodoxes. La fustanelle, la jupe courte et plissée, est devenue le costume national des Hellènes, et elle est spécialement portée par ces troupes d'élite qu'on appelle les *evzones;* or elle est certainement d'origine albanaise, et l'on rencontre encore en Albanie des vieillards qui la portent.

1. L'erreur fondamentale des Jeunes-Turcs en Albanie, a dit très justement Gabriel Louis-Jaray, a été une erreur psychologique : ils n'ont pas vu et l'on ne voit pas encore assez que les Albanais sont autre chose que des musulmans et que cette race dément avec la dernière énergie l'axiome d'après lequel « en Orient les religions sont des nationalités, et les nationalités des religions. » (*L'Albanie inconnue*, p. 210.)

Non seulement les coutumes et les costumes se mêlent et indiquent par là une certaine compénétration des groupes humains eux-mêmes, mais les langues et les dialectes se mélangent eux aussi. N'ayant pas de compétence, en fait de linguistique slave ou albanaise, nous renvoyons aux travaux de Niederlé, de Cvijić, d'Haumant, etc., qui ont bien des fois signalé de tels faits, notamment en Macédoine [1].

La vérité, c'est que dans les périodes de tranquillité relative et à la faveur d'une paix au moins régionale, les hommes tendent à s'attacher à la terre par des liens qui sont de plus en plus difficiles à détruire. Il en résulte une communauté de vie qui s'établit par-dessus l'hétérogénéité des prétendues races. Il tend à se créer une sorte de mentalité nouvelle et collective qui agit, voire à leur insu, sur des hommes qui croient se détester, qui rêvent peut-être de s'entre-tuer. Nous causions un jour avec le géographe le plus connu de toute la péninsule balkanique, le professeur Cvijić, de Belgrade ; certes il en est peu qui aient autant que lui parcouru pas à pas la péninsule, surtout les régions occidentales, et son livre sur la *Péninsule balkanique* nous en fournit le témoignage ; or il nous déclarait qu'à son sens il y avait, dans les Balkans, une sorte d'âme balkanique, c'est-à-dire quelque chose de commun qui se retrouve chez tous ces peuples ennemis. Lui, Serbe, affirmait qu'il se sentait un je ne sais quoi de commun même avec les Albanais. On sait combien Jovan Cvijić compte d'amis parmi les savants de l'Europe occidentale ; avec cette franchise hardie qui procède du rigoureux esprit critique, il se déclarait être plus prêt et plus porté à comprendre des Balkaniques, à quelque groupe ethnique ou religieux qu'ils fussent rattachés, que des hommes de nos races et de nos cultures...

Une Sainte-Sophie de Constantinople ou de Salonique peut être flanquée de minarets; elle garde toujours son antique et essentielle forme

1. Signalons l'article déjà cité d'Haumant, *la Nationalité serbo-croate*, et spécialement *Ann. de Géogr.*, 15 janvier 1914, p. 50.

chrétienne. Que les Turcs aient superposé à la vieille et élégante tour octogonale de la Sainte-Sophie d'Ochrida un maladroit minaret mal construit et mal perché, qu'ils aient en tous lieux recouvert tant de mosaïques byzantines de cartouches portant les noms du Prophète ou de ses successeurs, qu'ils aient crevé les yeux du Christ, de la Vierge ou des Apôtres de tant de fresques, qu'importe tout cela ? les vieilles architectures se reconnaissent toujours, sous les badigeons anciens comme sous les altérations récentes.

Peut-être reste-t-il ainsi, malgré toutes les violences et les hideurs de l'histoire, peut-être reste-t-il une certaine unité, ou plus exactement une certaine correspondance entre tous ces êtres vivants de la péninsule des Balkans, dont les prédécesseurs, sinon les ancêtres, connurent l'unité d'un certain peuplement illyrien, puis l'unité de la pénétrante et forte culture hellénique et byzantine avec l'unité de la foi du christianisme grec, puis la presque unité des grands empires slaves, enfin l'unité de l'asservissement à cette double force dominatrice : puissance militaire des Turcs et religion de Mahomet...

Nous nous perdons ainsi dans les profondeurs subconscientes de traditions encore efficientes...

4. — *QUI DONC PRÉTENDRAIT CRÉER DE L'EXTÉRIEUR LES PRINCIPES DE COHÉSION QUI SEULS PEUVENT ASSURER LA VIE ET LA PAIX DES NATIONS ET DES ÉTATS ?*

Il ne peut y avoir de société politique vivante et viable sans des facteurs obscurs de cohésion entre les êtres qui la constituent. Il ne peut pas y avoir de paix universelle, s'il n'y a pas, très forts, des liens solides qui agglomèrent les hommes en des groupes élémentaires, lesquels doivent servir à édifier les groupes plus étendus. Malheur à ceux qui font œuvre de destruction ou de radicale dissociation des principes actuels de cohésion, sans en avoir expérimenté de nouveaux ! Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en aient conscience ou non, quels que soient les grands mots de fraternité et de paix universelles

qu'ils proclament, ils travaillent pour la haine et pour la guerre.

Créer des Nations et des États par simple décision arbitrale d'une Conférence des puissances, quelle entreprise audacieuse et par avance condamnée à l'échec ! Créer des Nations et des États en vertu de seuls principes rationnels, quelle gageure ! Ce ne sont pas les principes rationnels qui lient les hommes entre eux.

Il ne s'agit pas ici de doctrines ou de dogmes, il ne s'agit pas non plus de regretter ce qui n'est pas ; *géographiquement* et *aujourd'hui*, les faits sont tels que nous avons essayé de les découvrir, de les analyser, de les décrire.

Les hommes sont blancs, jaunes ou noirs ; latins, scandinaves ou germains ; français, russes ou grecs, sans en avoir délibéré. Les hommes sont même pour la plupart, pour le très grand nombre, d'une société politique déterminée, citoyens d'un État précis, sans en avoir délibéré. Parfois des volontés et aussi quelques hasards fabriquent des métis ; des volontés et quelques hasards nationalisent des métèques ; mais les métis à leur tour et les métèques se fondent dans des ensembles ou évoluent jusqu'à constituer de nouveaux ensembles.

L'harmonie, au sein des sociétés politiques, et l'équilibre entre les sociétés politiques ne peuvent être maintenus que moyennant des cohésions qui échappent aux décrets et aux ukases. Les âmes des Polonais, des Ruthènes ou des Slovaques, des Arméniens, des Arabes et des Persans n'ont aucune raison d'obéir aux « illuminations » subjectives ou aux conceptions juridiques d'un président des États-Unis d'Amérique assisté d'un conseil d'Anglais, de Français, d'Italiens et de Japonais. Il faut avoir le courage de le dire : jamais le monde n'a assisté au spectacle d'une aussi dangereuse et aussi universelle tyrannie [1].

1. Qu'aurait dit le même Président si un Conseil composé de Chinois, de Persans, d'Hindous et de Tibétains avaient prétendu intervenir pour fixer la politique des Etats-Unis vis-

Et s'il arrivait par hasard qu'un homme, totalement ignorant des choses d'Europe, eût à fixer la carte d'Europe ? Une telle hypothèse, sous sa simple formule hypothétique, fait trembler tout être humain sain d'esprit.

Que des arbitres ou juges résidant à La Haye ou ailleurs prononcent sur des conflits, tranchent des différends... Que

à-vis de Cuba ou du Mexique ? — Aussi bien, ceux-là même qui ont été le plus nettement partisans d'une Société des Nations se rendent compte des conséquences belliqueuses de sa constitution. Voici ce qu'écrivait dans *l'Humanité* du 24 juillet 1920, un socialiste fort intelligent, Léon Blum, qui escomptait alors la définitive victoire bolchévique : « On peut donc espérer que, sur ce point du moins, la guerre va s'éteindre, et que nous n'assisterons pas à ce scandaleux spectacle, le plus révoltant peut-être pour l'esprit de tous ceux qu'on nous impose depuis deux ans : la France et l'Angleterre entrant en campagne, au nom de quoi ? Au nom du Pacte de la Société des Nations. Car tel est l'instrument diplomatique en vertu duquel nous devions intervenir « sous toutes les formes et par tous les moyens » pour défendre la Pologne envahie : la Société des Nations devenant cause et prétexte de guerre, comme les alliances du temps passé. La Société des Nations impuissante à empêcher la guerre, ne le tentant même pas, et ne servant qu'à l'étendre ! Voilà ce qu'on osait placer sous nos yeux ! Voilà par quelle dérision on souillait une idée à laquelle s'étaient attachés de grands esprits, et que tous ses tenants auraient dû souffrir de voir ainsi dégradée. Le gouvernement de Moscou n'a pas été tendre pour la Société des Nations. Il va pourtant lui rendre, en concluant la paix polonaise, le plus imprévu et le plus précieux des services. Il lui épargnera d'inaugurer sa pauvre existence disgraciée par ce début à la fois sacrilège et ridicule. » Et voici la thèse que développait brillamment un mois plus tard, le 3 septembre 1920, après la victoire polonaise, dans le même journal, un autre écrivain socialiste, spécialiste en matière de politique étrangère, Paul Louis : « Vous rappelez-vous les grandes promesses que les gouvernements capitalistes prodiguaient vers 1916, 1917, 1918 ? La guerre serait la dernière des guerres. La libération définitive des nationalités assurerait la paix perpétuelle par le désarmement collectif et simultané. La Société des Nations établirait une juridiction souveraine, qui dirait le droit à tous, et les alliances d'Etat à Etat, les combinaisons de forces, qui s'étaient heurtées dans le passé, disparaîtraient à tout jamais. Mensonge ! affirmaient les socialistes conscients. Le régime capitaliste ne peut produire que le militarisme, l'impérialisme et la guerre. Aussi longtemps qu'il durera, la fraternité des peuples ne sera qu'un vain mot, car il ne peut s'accommoder de l'entente des groupements humains, et s'il ne vit que de rapines belliqueuses, il a besoin aussi, pour se perpétuer, des divisions sanglantes et des haines de race. La Société des Nations n'a surgi que pour s'effondrer. Ce n'est point la paix, que nous ont donnée les traités solennellement signés avec des plumes historiques trempées en des encriers qui ne serviront plus, mais ils ont préparé une série ininterrompue de chocs barbares, et de quelque côté que nous regardions, la guerre se développe autour de nous. Guerre pour aujourd'hui ! Guerre pour demain ! Jamais la maxime de Hobbes : « L'homme est un loup pour l'homme », ne fut plus véridique ; jamais la vie humaine ne compta moins pour ceux qui exercent la dictature de la force et de la corruption. Il ne devait plus y avoir d'alliances d'Etat à Etat. On proscrivait les pactes défensifs, qui deviennent si aisément offensifs, et dont nul ne sait s'ils visent à protéger un territoire ou à en menacer un autre. Et voici que les alliances pullulent, alliances secrètes comme il convient, car en aucun temps la diplomatie ne s'est faite plus occulte et plus mystérieuse que depuis le jour où elle a proclamé sa volonté de démocratique publicité. L'Europe sera-t-elle une fois de plus un champ de bataille ? Une forêt de baïonnettes va-t-elle s'élever à nouveau au-dessus des terres fécondes stérilisées par les impérialismes aux prises ? Ou bien serons-nous assez forts pour imposer la paix, notre paix, aux capitalismes qui se disputent la primauté, mais qui s'accordent à asservir, dans la guerre et par la guerre, le prolétariat universel ? »

l'on s'efforce à constituer par-dessus tout comme on l'a fait à Genève en décembre 1920, une Cour internationale de Justice, c'est bien... Que des délégués de toutes les Nations, réunis en un Conseil siégeant à Genève ou ailleurs, s'acharnent à équilibrer le monde au point de vue *économique* et *social*, c'est-à-dire à prévenir les crises de production et les conflits internationaux de la finance ou du travail, à combattre les déséquilibres des changes ou les transplantations inhumaines de main-d'œuvre bon marché, à rendre au contraire plus homogènes et de plus en plus humaines les conditions du travail, c'est encore mieux... et nous devons ajouter : quelle noble tâche et combien urgente ! Véritable programme substantiel et pacificateur d'une Société des Nations !... — C'est nous qui sommes les vrais et sincères partisans d'une Société des Nations, efficiente et viable, en la décourageant des chimères tyranniques, et en lui proposant la seule méthode, humble et positive, qui puisse préparer la paix réelle entre les peuples[1]. — Mais qu'on remette à des étrangers, souvent très étrangers, parfois hostiles, la mission de délimiter un État, de décider ce qui doit faire une nation... Comment peut-il advenir que des hommes de conscience osent, sans tourment et sans trouble, assumer de pareilles illusions et se bercer de pareilles responsabilités ?

1. Aussi ne saurions-nous soutenir avec trop de sympathie les initiatives d'ordre réel et immédiat prises par la Société des Nations, telles que la *Conférence internationale des communications et du transit* qui s'est réunie le 10 mars 1921, à Barcelone, sous la présidence de G. Hanotaux et qui a poursuivi, en mars et avril, ses remarquables efforts pour le « rééquipement » de l'Europe au point de vue du trafic et du transit.

CHAPITRE XVII

LES CONDITIONS DE LA PAIX ET LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE

1. — Statut territorial de l'Europe : principes directeurs.
2. — Les limitations de souveraineté et les voies internationalisées.
3. — Les mandats coloniaux.
4. — Le superétat : la Société des Nations.
5. — L'équilibre... ?
6. — Conclusion.

Ce dernier chapitre doit être un dernier coup d'œil et comporter un dernier jugement analytique sur les faits politiques actuels.

L'œuvre de paix commencée en 1918 tend à un règlement général de la géographie politique du monde pour toutes les questions soulevées par la grande guerre. A l'heure où nous écrivons, le règlement est loin d'être achevé.

Le traité avec l'Allemagne a été signé à Versailles, le 28 juin 1919 ; le traité avec l'Autriche à Saint-Germain, le 10 septembre 1919 ; le traité avec la Bulgarie à Neuilly, le 27 novembre 1919 ; le traité avec la Hongrie à Trianon le 4 juin 1920 ; le traité avec la Turquie à Sèvres, le 10 août 1920.

Ces traités règlent le statut territorial de l'Europe de l'Ouest, du Centre et du Sud-est, ainsi que les questions coloniales. Le destin de l'Europe orientale demeure en suspens. La guerre n'est pas finie.

Cependant, il n'est pas trop tôt pour dégager l'esprit des traités. L'Entente victorieuse a donné toute sa mesure. Elle ne pourra que confirmer ses vues, si elle demeure forte, ou se déjuger totalement, si elle s'affaiblit ou se dissout. Elle ne

peut entrer de son plein gré dans une voie politique nouvelle : elle s'est trop engagée dans celle qu'elle a prise.

Les traités signés sont une forêt hérissée de prescriptions et de décisions d'une variété extrême. Ils touchent à tout. Par là ils donnent une idée saisissante de l'interdépendance sans cesse accrue où vivent les sociétés politiques. Mais nous ne pouvons faire l'analyse et la critique, même générales, de ces instruments touffus. Nous devons, pour notre part, considérer seulement ce qui intéresse la géographie, c'est-à-dire la répartition des territoires, des populations et des ressources économiques, ainsi que le régime des voies de communication dites internationales.

1. — *STATUT TERRITORIAL DE L'EUROPE : PRINCIPES DIRECTEURS*

Ce sont les puissances maritimes et coloniales qui ont vaincu : la mer a vaincu le continent. Il y avait deux puissances de masse continentales, l'une, l'Allemagne, forte par sa population dense et par son armée, l'autre, la Russie, forte par son étendue impossible à maîtriser. Elles ont été battues toutes les deux : c'est un fait acquis, qui n'exclut ni pour l'une, ni pour l'autre, la possibilité des revanches à venir. Car l'heure de la paix éternelle n'a pas sonné.

Parmi les cinq grands États qui ont réglé d'un commun accord le nouveau statut de l'Europe, il y en a deux, les États-Unis et le Japon, qui ne sont pas européens, et l'un d'eux, les États-Unis, a joué un rôle de tout premier ordre. C'est un fait de grande conséquence. Il explique certaines méprises. Il explique aussi que la paix n'ait pas l'air uniquement faite, comme celles qui l'ont précédée, pour satisfaire les convoitises des puissances victorieuses.

Quand on met de côté l'Europe occidentale, dont le statut n'était pas en cause, sauf pour la restitution de l'Alsace et de la Lorraine à la France et pour l'amélioration de la frontière belge, on se rend compte que deux grandes poussées, en sens contraire, ont dominé depuis un siècle la vie politique

de l'Europe : il a fallu que l'Entente victorieuse choisît entre les deux.

D'une part s'était prononcée une concentration politique croissante, fruit du pouvoir et de l'outillage sans cesse accrus des États, ainsi que des communautés d'intérêts établies ou fortifiées par la grande industrie. Cette concentration triomphait sans réserve en Allemagne et en Russie. Elle se heurtait, en Autriche-Hongrie, à de rudes obstacles. Elle était encore moins avancée dans l'Empire ottoman, demeuré à un stade rudimentaire d'organisation. Toutefois il paraissait raisonnable de penser que dans les sociétés civilisées de l'Europe, l'évolution politique se faisait et devait se poursuivre vers la concentration, c'est-à-dire vers la disparition des petits États dans les grands et vers l'absorption définitive des nationalités secondaires. Ainsi raisonnaient les géographes et les politiques de l'Allemagne.

D'autre part, les nationalités secondaires, autrefois assoupies ou écrasées, prenaient conscience d'elles-mêmes, exigeaient leur place au soleil, et visaient à se réaliser et à s'affirmer sous la forme d'États indépendants. Mouvement d'ordre spirituel avant tout, fait par la langue, par la littérature, par les traditions héroïques et légendaires et parfois par la religion. Ce n'étaient ni le besoin de mieux manger, ni le besoin de s'enrichir qui poussaient les Polonais, les Tchèques, les Ukrainiens, les Roumains et les Yougoslaves à réclamer leur place sur la carte politique, ou à vouloir agrandir celle qu'ils avaient déjà. Pour manger ou pour s'enrichir, ils eussent été aussi bien, et peut-être mieux sous les dominations qu'ils voulaient abattre. Leur lutte pour la dispersion nationale, contre la concentration des empires, c'était la lutte de l'intelligence et de la sensibilité contre l'économie, de l'esprit contre la matière. A l'origine des concentrations allemande, russe et autrichienne, il y a eu des économistes et des hommes d'État. A l'origine des aspirations nationales satisfaites en 1918, il y a des poètes, des artistes et des professeurs.

Lutte de l'esprit et de la matière. Nous savons bien que

cette antithèse n'exprime pas toute la vérité, qui est si complexe. Mais elle contient tant de vérité, que nous y insistons. L'esprit a montré toute sa puissance, même et surtout par ce temps de foules armées, de canons lourds et de mitrailleuses : nous l'avons déjà indiqué (chap. xv), en parlant du champ de bataille ; la même puissance s'est montrée par le travail interne qui a ruiné les murailles de toutes les « prisons des peuples », Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie, Turquie. L'Entente lui doit une bonne part de sa victoire.

Donc, entre la concentration et la dispersion de l'Europe centrale vaincue, le choix des puissances victorieuses était fait à l'avance. Il ne serait pas honnête, au reste, de dissimuler que ce choix était conforme aux intérêts des vainqueurs.

Le principe directeur de la paix devait consister à chercher l'équilibre par la satisfaction des aspirations nationales qui s'avéraient réellement viables, c'est-à-dire capables de conduire à la constitution d'États organisés et solides.

Première difficulté. Car les nationalités serves de 1914 se trouvaient à des stades très différents de leur évolution. Il y en avait de toutes prêtes à se gouverner elles-mêmes, telle les Tchèques. Il y en avait qui sortaient à peine des limbes, telle les Ukrainiens.

Les négociateurs ont paré à cette difficulté en l'ignorant. Ils n'ont délivré de certificat politique qu'aux nations qui leur paraissaient assez fortes pour s'en servir utilement. Ils ont tenu les autres pour inexistantes.

Mais, lorsqu'il a fallu appeler à la vie les nations élues, de nouvelles difficultés ont surgi, et celles-là, il était impossible de les esquiver.

La plus grande de toutes se rapportait au tracé des frontières. Dans l'Europe surpeuplée, avec son territoire d'une si grande valeur, les démarcations linéaires précises, sans enclaves ni interpénétrations, étaient à la fois nécessaires et délicates. La carte ethnographique ne les donnait point toutes faites. Il est bien rare qu'il y ait entre les nations des démarcations nettes et continues comme celles des États : les

domaines nationaux s'enchevêtrent, se chevauchent et se compénètrent. Nous savons combien il est difficile de les définir d'après l'indice le plus communément adopté, celui de la langue, lequel, bien que commode, n'est pas toujours exactement ajusté à la réalité des choses. Les limites de langues ne peuvent devenir des limites d'États : elles sont trop imprécises et trop complexes.

Pour répartir les territoires, les grands juges de la Conférence de la Paix ont dû rendre des arrêts fondés en raison, lorsque les convenances réciproques ne suffisaient pas ou lorsqu'elles s'opposaient. Il fallait des raisons capables de s'imposer aux égoïsmes nationaux et de les forcer à s'incliner devant elles.

Les raisons tour à tour invoquées et reconnues valables peuvent être rangées sous quatre chefs : droit de libre disposition, — droit historique, — intérêts stratégiques, — intérêts économiques.

On peut regarder le *droit de libre disposition* comme un héritage direct de la Révolution française. Car il s'est exprimé sous la forme plébiscitaire, qui ne fut pas, comme on le croit souvent, une invention de Bonaparte : les premiers plébiscites sont ceux de la Convention nationale. Ce droit consiste à demander aux individus de quel État ils entendent faire partie, et à décider selon la majorité. Invoqué par les bolcheviks russes, en 1917, pour donner à leur trahison des apparences spécieuses, il fut repris et mis en pratique par la paix de Versailles.

On est surpris, cependant, de constater que le plébiscite ne fut appliqué que sur des zones bien restreintes, en comparaison de l'immense étendue des territoires où il n'y eut pas de plébiscite. Sur la nouvelle carte d'Europe, le Slesvig, la Sarre, les cercles d'Allenstein et de Marienwerder, la Silésie et Klagenfurt tiennent une bien petite place.

C'est que le plébiscite est un instrument dangereux dans les pays où les cadres des anciens États effondrés demeurent encore assez solides pour dompter les volontés individuelles,

par les intérêts personnels ou par la crainte. On l'a bien vu à Allenstein et dans le Slesvig du Sud. On le verra partout.

La conférence a donc été bien inspirée de s'en tenir, dans bien des cas, au *droit historique*, malgré le danger d'imprudentes exagérations et d'intempérances contradictoires. Il est entendu qu'on fait dire à l'histoire ce que l'on veut. Mais il n'est pas impossible de savoir exactement ce qu'elle veut.

Car le droit historique, ce n'est autre chose que le principe de continuité appliqué aux groupements nationaux. Depuis que l'Europe centrale s'est peuplée et civilisée, la répartition des principaux groupes de peuples n'a subi que peu de changements. La Pologne, la Bohême, la Roumanie et la Serbie revivent tout naturellement en rattachant leur présent à leur passé, avec les seules corrections que rend nécessaires la connaissance plus exacte des affinités nationales, telle que la science européenne l'a établie. Le droit historique est tantôt confirmé, tantôt amendé par la géographie politique et sociale.

Il est d'autant plus légitime d'invoquer, comme principe directeur, le droit historique, que les sociétés politiques de l'Europe du Centre et de l'Est, à constituer, à reconstituer ou à fortifier, sont composées, dans leur immense majorité, de paysans fixés au sol. Les sociétés paysannes ont, plus que toutes les autres, le sens et le besoin de la continuité qui s'affirme chez elles même parmi les individus et les groupes déracinés.

«Les traits qui caractérisent un peuple, dit la délégation de l'Ukraine (les coutumes, les rapports familiaux et civiques, les chants populaires, les vêtements, le type des maisons et de leurs dépendances, le mobilier) ne se sont pas seulement conservés presque en entier sur tout le territoire ukrainien, distinguant ainsi la population ukrainienne de ses voisines, mais ils ont été gardés pieusement par les Ukrainiens que des circonstances particulières ont obligé à émigrer en Sibérie, en Turkestan ou en Amérique. *Et ce fait s'explique par ceci que le peuple ukrainien, étant un peuple éminemment agricole et paysan, est, par la même, conservateur*

des formes de sa vie sociale, de sa vie publique, de ses mœurs et de sa manière de vivre[1]. »

En amalgamant, dans les proportions qui conviennent pour chacun, le droit de libre disposition et le droit historique, il semble possible de trouver la solution des difficultés. Mais cela ne suffit pas. Il ne s'agit pas seulement de constituer des États, mais des États viables, c'est-à-dire assez forts pour se défendre eux-mêmes. Problème d'autant plus épineux, que la dispersion politique européenne ne peut donner naissance qu'à des États faibles, qui n'ont ni assez de territoire, ni assez de ressources (voir les figures 34, 35 et 36).

Les grands juges du traité n'ont pas entièrement ignoré cette cause profonde de caducité de leur œuvre : ils ont cru la conjurer au moyen du pacte de la Société des Nations ; nous verrons plus loin (§ 4), qu'ils se sont trompés. Parfois ils l'ont senti eux-mêmes ; les États qu'ils appelaient à la vie le sentaient encore mieux ; tous ont réclamé qu'en traçant leurs frontières, on leur assurât les éléments nécessaires de force et de richesse. Aussi deux principes directeurs se sont ajoutés aux deux premiers : ce sont les *intérêts stratégiques* et les *intérêts économiques*. Les jeunes nationalités, dans leur intempérance et leur inexpérience, ont invoqué les unes et les autres d'une manière égoïste et irréfléchie : la polémique entre Roumains et Serbes à propos du banat de Temesvar nous donne un complet et curieux exemple de ces appétits très aiguisés quoique récents, où les convoitises élémentaires se masquent derrière les chiffres statistiques et les considérations historiques ou scientifiques[2]. Les anciens États menacés de morcellement ont argué qu'en leur ôtant des territoires, on les mettait dans l'impossibilité de vivre : la Conférence politique russe soutenait que pour se défendre et pour commercer, la Russie avait un besoin absolu de la Finlande et des provinces

1. *Mémoire sur l'indépendance de l'Ukraine présenté à la Conférence de la paix par la délégation de la République ukrainienne*, Paris, 1919, p. 21, 22.

2. Georges G. Mironesco, *Le problème du Banat*, Paris, 1919.

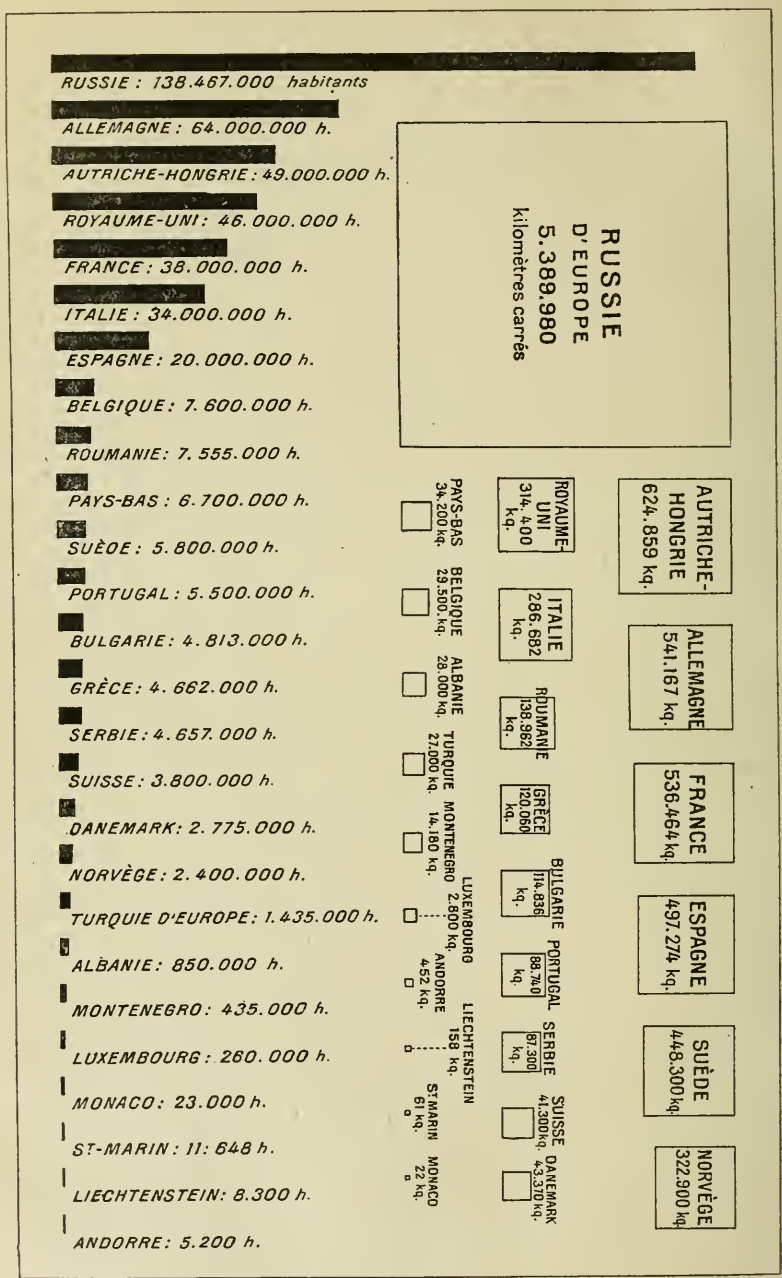


Fig. 34. — Superficies et populations comparées des 26 États Européens de 1914.

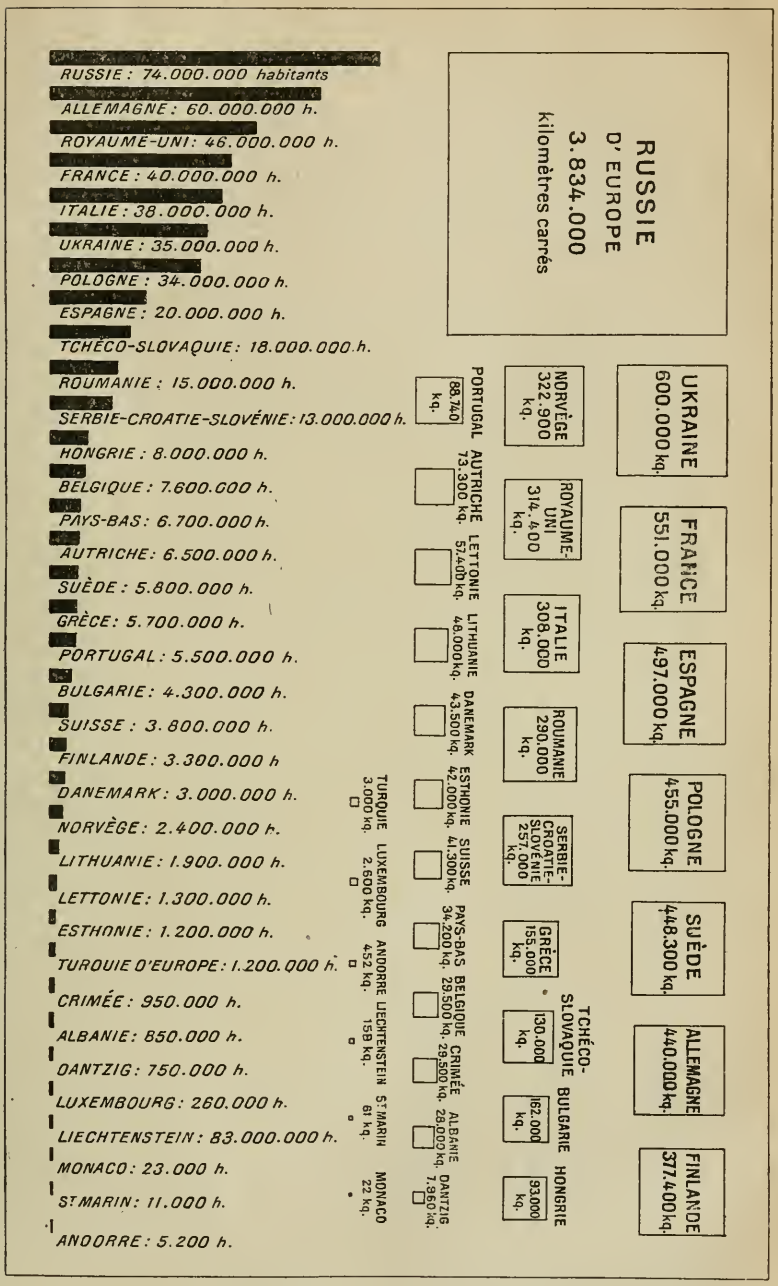


Fig. 35. — Superficies et populations comparées des 35 États Européens de 1921.

baltiques[1]. Vieux et jeunes États ont donc rivalisé de zèle pour faire adopter à leur profit les points de vue des intérêts stratégiques et des intérêts économiques. De tels intérêts se trouvent très souvent en contradiction, soit avec le droit de libre disposition, soit avec le droit historique, soit avec les deux. Ce sont ces contradictions qui ont retardé et qui retardent encore la construction définitive de la nouvelle Europe.

Tout en faisant la part des égoïsmes injustifiables, on doit reconnaître que la préoccupation des États nouveaux, qui voulaient s'assurer de bonnes frontières et vivre sans dépendre de leurs voisins, était absolument fondée. Il est inutile d'appeler des nations serves à la vie politique, si elles doivent tout de suite retomber dans le servage, en quelque sorte automatique, imposé par la proximité d'un voisin trop puissant, trop riche ou trop bien armé. Tant que la Société des Nations ne dispose pas d'une police supérieure assez forte pour faire respecter les droits reconnus, il faut que les États nouveaux puissent se faire respecter eux-mêmes et vivre par eux-mêmes. Sorte de quadrature du cercle, puisque ces États sont petits et que quelques-uns sont même privés de l'essentielle condition de vie que constitue l'accès à la mer. Il y avait un moyen d'en sortir, et un seul : il eût fallu constituer, selon les affinités historiques et sociales, de grandes Fédérations politiques et économiques (voir chap. x). On ne paraît pas y avoir songé. On y viendra certainement un jour.

2. — *LES LIMITATIONS DE SOUVERAINETÉ ET LES VOIES INTERNATIONALISÉES*

La grande antinomie de l'Europe moderne, — les nationalismes qui poussent à la dispersion, les intérêts économiques qui poussent à la concentration —, n'a pas été résolue par les traités. Elle ne pouvait l'être. Aucune volonté consciente,

1. Mémoires de la Conférence politique russe à la Conférence de la paix, 8 et 24 mai 1919. G. Gaillard, *Le mouvement panrusse et les allogènes*, Paris, 1919, p. 20-22.

si bien dirigée qu'elle fût, n'était capable de la maîtriser ou de la supprimer. La nouvelle division politique de l'Europe n'a fait que la poser d'une manière plus nette. Les anciens impérialismes vaincus placent en elle leur plus sérieux espoir de revanche. Les serviteurs des Hohenzollern, des Romanof et des Habsbourg savent qu'il y a, dans la vie des peuples, des moments où la nécessité du pain et l'appât de la richesse triomphent de la fierté nationale et de l'amour de la liberté : ils comptent que ces moments-là viendront pour les Polonais, les Tchèques, les Roumains, les Yougoslaves, les Ukrainiens, les Esthoniens et les Lettons. Toujours la lutte de la matière contre l'esprit. Les chemins de fer, le blé, la viande, la houille et le pétrole veulent la concentration des sociétés européennes, trop riches en hommes pour le sol qu'elles occupent, et d'autant plus faciles à affamer que les exigences du bien-être se sont accrues. Les nouveaux États peuvent périr sous les coups de leurs voisins ; ils peuvent périr aussi faute de vivres et de matières premières. Cela est vrai surtout pour ceux qui n'ont pas accès à la mer, devenue la grande pourvoyeuse de l'Europe moderne (chap. XIII).

L'œuvre des négociateurs de la paix est donc menacée, dès sa naissance, par les tendances de l'économie générale, même dans le cas où les vaincus ne tenteraient aucune réaction. On a cru pallier à ce danger en limitant la souveraineté des États et en leur imposant, dans l'intérêt commun, des servitudes de différentes sortes, dont les principales sont des servitudes de transit, qui, en donnant l'accès à la mer, doivent assurer à tous la libre respiration et la circulation commerciale. Par là l'ancienne conception de l'État souverain du territoire, lentement formée à travers les siècles, a reçu un coup plus rude que celui que lui portait la Société des Nations. La Société des Nations n'est qu'un fantôme. L'internationalisation des fleuves et des chemins de fer est une réalité tangible et immédiate, qui a été tout de suite codifiée en mesures pratiques. Jamais pareille tentative n'avait été faite. Les limitations imposées, dans le passé, à la souveraineté des

J. Besson del.

Fig. 36. — La carte politique de

Figure 36

VELLE EUROPE AU DÉBUT DE 1921.

États, n'étaient guère que des protectorats communs déguisés, comme la neutralité de la Belgique et de la Suisse. Jamais encore on n'avait distrait du corps politique des États un certain nombre de fleuves et de voies ferrées, pour en faire des *couloirs économiques* à l'usage d'autres puissances.

Parmi les voies navigables, l'Elbe, le Niemen, l'Oder, le Danube et le Rhin sont les principaux fleuves soumis au nouveau régime. Leur internationalisation est effective. Celle du canal de Kiel est un leurre : il est demeuré purement allemand, tandis que s'il y avait, dans le Nord de l'Europe, une voie dont l'internationalisation s'imposait, c'était bien celle-là.

Ce qui rend l'internationalisation effective, pour les fleuves de l'Europe centrale, c'est l'établissement de Commissions d'administration où figurent en nombre des États qui ne sont pas riverains.

L'Elbe, par exemple, est placée sous l'administration d'une commission qui comprend 4 représentants des États allemands riverains, 2 représentants de l'État tchéco-slovaque, 1 représentant de la Grande-Bretagne, 1 représentant de la France, 1 représentant de l'Italie, 1 représentant de la Belgique (art. 340 du traité de Versailles).

Pour le Danube, la Commission européenne reconstituée ne comprend, « provisoirement », que des représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et de la Roumanie (art. 301 du traité de Saint-Germain).

La Commission centrale du Rhin, appelée à donner une vie nouvelle à la convention de Mannheim de 1868, comprend 2 représentants des Pays-Bas, 2 représentants de la Suisse, 4 représentants des États allemands riverains, 4 représentants de la France, 2 représentants de la Grande-Bretagne, 2 représentants de l'Italie et 2 représentants de la Belgique (art. 355 du traité de Versailles).

L'internationalisation des voies navigables a entraîné nécessairement celle des ports qui leur servent de débouchés : l'Allemagne a dû accorder à l'État tchéco-slovaque des zones franches à Hambourg et à Stettin (art. 363 et 364 du traité de

Versailles) ; Dantzig a été constituée en ville libre pour servir de port à la Pologne (art. 104 du traité de Versailles).

La liberté de transit des États continentaux vers l'Adriatique, séparée de l'Europe centrale par des montagnes, a été obtenue au moyen de l'internationalisation des voies ferrées. L'Autriche, la Tchéco-Slovaquie et la Hongrie sont appelées à en profiter. Particulièrement, la Tchéco-Slovaquie se voit assurer la libre communication avec l'Adriatique par les lignes de Bratislava (Presbourg) à Fiume, et de Budejovic (Budweiss) à Trieste (art. 322 du traité de Saint-Germain).

Les limitations de souveraineté ne se bornent pas là. Au point de vue géographique, elles comprennent encore l'interdiction de constituer des frontières militaires et l'obligation de fournir des matières premières ou de l'énergie électrique aux États voisins : c'est à l'Allemagne surtout que ces obligations ont été imposées. Quelques-unes, il est vrai, sont temporaires.

D'autres limitations encore existent, qui ne peuvent être passées sous silence, d'autant plus qu'elles intéressent indirectement la géographie politique. La principale est la protection des minorités ethniques, linguistiques ou religieuses, réalisée au moyen d'un statut juridique spécial imposé aux États qui les contiennent (voir notamment la section V, art. 62 à 69, du traité de Saint-Germain).

Par ce réseau de prescriptions et de limitations, la Conférence de la paix a voulu renouer, dans l'organisme européen, quelques-uns des liens de circulation et de vie générale que la constitution des nouveaux États indépendants l'avait obligée à trancher.

L'avenir dira si la solution trouvée est heureuse. Pour nous, nous ne le pensons pas.

En étudiant de près la force croissante de tous les organismes d'État, nous avons été amenés à penser que les limitations de souveraineté seraient impatiemment supportées par toute société politique revenue à une vie normale. On peut estimer que la protection des minorités aurait eu plus de

chance de réussir, si elle avait résulté du progrès des mœurs, sans être imposée par une contrainte extérieure. On peut estimer, surtout, que le réseau de transit international superposé à la souveraineté territoriale des États ne sera jamais accepté de plein gré par des gens dont il prétend contrarier et contrecarrer, à perpétuité, les sentiments et les intérêts.

C'est une source de conflits et une cause de ruine pour l'œuvre de 1919-1920, à moins que le *super-état*, la Société des Nations, ne devienne assez fort pour maintenir, par la crainte, l'existence du *super-réseau*. A l'heure présente, la Société des Nations est loin de disposer de la force nécessaire.

3. — *LES MANDATS COLONIAUX*

Le règlement des questions soulevées par la guerre, hors du territoire de l'Europe, a été plus facile que celui de la guerre européenne. Il a été plus simple aussi. Mais il n'est pas certain qu'il soit plus heureux. L'appétit de conquêtes, que les puissances maritimes victorieuses ont su réprimer dans le règlement européen, s'est donné carrière au delà des mers, d'une manière que l'avenir jugera sans doute excessive.

On se souvient que les Allemands annonçaient comme un de leurs buts de guerre, et comme le plus avouable sans doute puisqu'ils y revenaient avec insistance, la *liberté des mers*, sans dire au juste ce qu'ils entendaient par là.

Les traités ne disent pas un mot de cette question ; le pacte de la Société des Nations n'en parle pas davantage. Cela se comprend. Par leur nature, les mers sont et demeurent libres en temps de paix ; l'effondrement de la Turquie, ancienne maîtresse des détroits, a fait tomber les barrières de la dernière mer fermée, la mer Noire. En temps de guerre, les océans deviennent tout de suite un domaine réservé des puissances pourvues des plus grandes flottes de combat. Celles-ci, qui sont les puissances victorieuses de la grande guerre,

n'entendent pas laisser mettre en question leur domination de fait. Elles ont seulement pris soin de la garantir contre tout retour offensif, en anéantissant les flottes de l'Allemagne et de l'Autriche, et en particulier leurs sous-marins.

Quant aux territoires coloniaux qui avaient appartenu aux vaincus, ceux-ci les ont perdus complètement. Il y avait deux catégories de territoires de cette nature, les colonies allemandes d'Afrique, d'Océanie et d'Extrême-Orient, et les dépendances asiatiques de l'Empire ottoman, détachées de gré ou de force de cet Empire en dissolution (Syrie, Mésopotamie, Palestine).

A tous ces territoires a été appliqué le régime des *mandats coloniaux*, défini par l'article 22 du pacte de la Société des Nations.

Ce régime repose sur le principe que l'Allemagne et la Turquie se sont montrées inhabiles à gouverner, d'une manière digne de la civilisation moderne, les populations primitives ou peu développées qui étaient soumises à leur domination. En conséquence, l'Allemagne et la Turquie sont déclarées déchues ; leur droit de tutelle est transféré aux États vainqueurs qui ont prouvé leur savoir-faire colonial. Ceux-ci sont tenus de gérer en tuteurs honnêtes les affaires des sociétés mineures ; tous les ans, ils doivent rendre compte de leur gestion au conseil de la Société des Nations. C'est en vertu de ces principes que les grands pays coloniaux, l'Empire britannique et la France, ont reçu et se sont partagé les mandats sur les colonies allemandes d'Afrique et d'Océanie, ainsi que sur la Syrie, la Mésopotamie et la Palestine. Seul, l'ancien Chan-Toung allemand a été remis au Japon sans conditions, en dépit de la mauvaise humeur très naturelle des Chinois.

Si l'on excepte l'obligation pour les puissances coloniales de rendre compte de leur gestion à un Conseil qui sera dépourvu de tous moyens pratiques d'exprimer sa satisfaction ou son mécontentement, le régime des mandats coloniaux est exactement identique, selon les cas, au régime de protectorat ou de possession directe appliqué par les puissances

bénéficiaires à leurs propres colonies. De cette manière, l'institution même des *mandats* prend une fâcheuse allure de puarisaïsme et d'hypocrisie que les puissances auraient pu éviter. Elles étaient mieux fondées à s'emparer des colonies allemandes et des possessions turques, au titre des réparations que devaient l'Allemagne et la Turquie pour la guerre de destruction déchaînée par leurs dirigeants.

L'immense accroissement de territoire colonial conféré par les *mandats* aux puissances victorieuses ne doit pas toutefois retenir uniquement ni même principalement notre attention.

La politique coloniale des *mandats* n'est pas une politique de territoires, mais avant tout, une politique de matières premières. Elle a été dirigée de manière à assurer aux puissances victorieuses, et en particulier à l'Empire britannique, un monopole de fait de certains produits d'extraction, de culture ou de cueillette qui sont nécessaires à l'Europe, et que le territoire de l'Europe ne peut fournir. Pour l'Angleterre, le Mésopotamie a perdu à peu près sa valeur, autrefois escomptée, de route terrestre vers l'Inde: la Mésopotamie est avant tout le pays des pétroles de Mossoul. Les colonies d'Afrique doivent assurer à l'Europe de l'Entente le monopole des bois précieux et de nombreuses matières grasses ; elles doivent lui permettre de lutter contre le caoutchouc américain ; elles doivent servir à combler, pour leur part, le déficit européen en denrées alimentaires ; elles serviront peut-être à fournir aux tissages et aux filatures le coton que l'Inde et les États-Unis ne donneront plus en quantités suffisantes, et que l'Égypte envoie déjà en masse à Manchester.

Cette politique économique vaudra à l'Europe une de ses chances les plus sérieuses de relèvement ; à elle seule, elle suffirait à nous faire regarder comme très exagérées les prévisions pessimistes de A. Demangeon sur l'aveniru eropéen [1], Cependant, elle n'est pas à l'abri de toute critique. La popu-

1. A. Demangeon, *Le déclin de l'Europe*, Paris, Payot, 1920.

lation ouvrière et industrielle de l'Europe centrale devait être, dans le présent et encore plus dans l'avenir, une des grandes consommatrices et utilisatrices des matières premières monopolisées. Pour les obtenir, elle devra désormais s'adresser à ses ennemis de la veille, qui pourront lui imposer des prix de monopole, et qui n'y manqueront pas. On verra ainsi se transporter, sur le terrain de la lutte entre les États, la lutte sociale séculaire du capital et du travail. Nous estimons qu'il eût été plus habile de laisser aux vaincus, avec toutes les garanties nécessaires, une part des richesses qui leur ont été enlevées en bloc. En leur facilitant ainsi le travail et les conditions d'existence, on eût atteint un double but : les peuples de l'Europe centrale auraient plus aisément accepté leurs nouvelles destinées politiques ; les indemnités à longue échéance, qu'ils doivent pour réparer les conséquences de leur agression, auraient été plus facilement obtenues.

4. — *LE SUPERÉTAT : LA SOCIÉTÉ DES NATIONS*

On conçoit qu'au bout d'une guerre meurtrière de quatre ans, il est difficile de se montrer strictement juste. On conçoit aussi que la réparation des ruines et des dommages exige un assez grand nombre de mesures transitoires, destinées à être modifiées ou supprimées plus tard. On conçoit, enfin, que la légitime horreur des peuples pour le renouvellement de massacres et de désastres pareils les détermine à se concerter pour une assurance de paix future. Pour ces trois raisons, il faut reconnaître que le pacte de la Société des Nations s'imposait ; ou, tout au moins, qu'il y avait quelque chose à tenter dans ce genre. Déjà les traités de 1815, qui fermaient une période de guerres plus longue, mais moins meurtrière, avaient eu comme couronnement cette Sainte-Alliance qui ressemble fort à la Société des Nations, car celle-ci n'est autre chose que la société des États vainqueurs. C'est donc, comme on voudra, faire trop d'honneur au président Wilson, ou le charger d'un reproche qu'il ne mérite pas, que de faire

de lui l'unique auteur responsable du pacte fameux inscrit au seuil de tous les traités.

Mais il est vrai que le pacte lui-même porte beaucoup trop l'empreinte d'un esprit juridique et purement formel, dédaigneux des contingences hostiles, et, en particulier, des forces inconscientes et irrésistibles qui modifieront sans cesse dans l'avenir, comme elles l'ont fait dans le passé, les rapports entre les sociétés politiques, soit pour la guerre, soit pour la paix. Lorsque les rédacteurs du pacte laissent entendre que les conflits, les guerres et les ruptures d'équilibre proviennent uniquement de volontés dirigeantes malintentionnées, ils se trompent. Lorsqu'ils prétendent opposer aux actions de force et aux pressions de masse la fragile barrière d'un conseil d'arbitres qui ne dispose même pas d'une gendarmerie, ils se trompent encore.

Nous ne referons pas la démonstration que nous avons tentée plus haut[1]. Nous nous arrêterons seulement à l'unique article du pacte où se trahissent des préoccupations semblables aux nôtres, c'est-à-dire à l'article où l'on envisage la nécessité de changements inévitables, qui pourraient mettre en péril l'équilibre atteint aujourd'hui. C'est l'article 19, ainsi conçu :

« L'Assemblée (le Conseil de la Société) peut, de temps à autre, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde. »

Ou cet article n'a aucun sens, ou il veut dire que des États déclinants seront invités à abandonner tout ou partie des avantages que d'anciens traités leur conféraient, et que l'on fera à de nouveaux États en voie de progrès la place au soleil et la situation de faveur qu'ils paraissent mériter.

Comme il n'y a plus de nouvelle place à prendre sur la terre aujourd'hui partagée, recensée, exploitée ou explorée,

1. Voir chapitres x, xv et xvi.

le Conseil se trouvera, s'il veut appliquer l'article 19, exactement dans la situation du tribunal appelé à départager des plaideurs pour un bien qu'ils se disputent. Il faudra qu'il enrichisse l'un des dépouilles de l'autre. Ces dépouilles pourront être des territoires, des avantages commerciaux, des concessions de mines, ou simplement une prééminence d'ordre moral. Dans tous les cas, on revêtira Pierre des habits de Paul, au nom de la justice du moment.

Que vaudra cette justice ? Qui assurera qu'elle est réellement juste ? Le Conseil, que nous sachions, ne jugera point selon des lois : la loi, il la fera lui-même pour chaque cas d'espèce ; il est douteux que, de cette manière, il puisse compter sur l'adhésion universelle. Qui assurera le respect des arrêts rendus ? Donnera-t-on à la société politique, avantagée par la décision du Conseil, le droit de se faire justice elle-même ? Il y a des chances pour qu'elle aille plus loin que l'arrêt rendu. Il y a des chances pour que l'État condamné ne se laisse pas faire sans résister. Dans les deux cas, les arrêts du Conseil ne serviront qu'à déchaîner des guerres ; nous ne savons si la Société des Nations réussira à les arrêter. Bien peu nombreux sont les peuples qui risquent la guerre pour des intérêts supérieurs à leur intérêts immédiats. Seuls dans le monde moderne, les États-Unis et la France l'ont fait : ces deux pays, malgré leur idéalisme, ne tiendraient la même conduite ni toujours, ni dans tous les cas.

5. — *L'ÉQUILIBRE ?*

On se tromperait sur la portée de nos critiques, si l'on croyait que nous considérons les traités de 1919-1920 comme une œuvre tout à fait mauvaise et manquée. Sur les points où ils ont failli, les arbitres de la paix ont subi la pression, soit de l'incertitude encore dominante en Europe orientale, soit de nécessités plus fortes que les volontés les mieux éclairées et les mieux armées. Il était possible de faire autrement qu'eux. Était-il possible ou impossible de faire beaucoup mieux ?

Les puissances de l'Entente ont voulu établir l'équilibre politique de l'Europe et du monde pour une période indéterminée : période longue si l'œuvre de paix est viable, courte si elle ne l'est pas.

L'équilibre est un vieux mot, la chose est toujours vivante et jeune. L'équilibre ne signifie point le repos, qui n'est possible que dans la mort. Il signifie les sécurités collectives assurées au moyen de l'opposition de forces équivalentes, qui se neutralisent en s'affrontant. Ces forces opposées existent, puisque les États continentaux vaincus ne sont point anéantis, à l'exception de l'Autriche. La question est de savoir si les forces, en s'affrontant, se neutraliseront. Elles le feront sans doute pendant quelque temps, à cause de la fatigue et de l'épuisement des combattants. Nous aurons provisoirement un équilibre de fatigue. Pour qu'il devînt durable, il faudrait que les sociétés politiques de l'Europe du Centre, de l'Est et du Sud-est, nées de cette paix ou fortifiées par elle, comprissent qu'elles en dépendent et fussent capables de s'unir pour affermir et perpétuer le monde nouveau. Là est le grand problème de demain.

6. — *CONCLUSION.*

Aux dernières pages de ce livre, nous devons revenir aux points de vue cardinaux indiqués dans la première partie. Ils ne prétendent pas expliquer toute la destinée, multiforme et complexe, de l'humanité moderne. Ils contiennent la part d'explication qui est proprement la nôtre, ou plutôt celle de la Géographie politique, branche importante de la Géographie humaine.

Les hommes se sont rapidement multipliés depuis un siècle; ils paraissent destinés à se multiplier encore. En s'étendant et en s'accroissant, les groupes organisés en États, ou en voie d'organisation, se sont rapprochés et se rapprochent de plus en plus les uns des autres : les zones de contact, de pression, de soudure ou de conflit se développent sans arrêt.

Ce mouvement tous les jours plus accéléré conduit-il l'espèce humaine vers l'unité cohérente, harmonieuse et pacifique où l'homme retrouverait, sur une planète exploitée pour le mieux-être de tous, le légendaire jardin d'Eden ? Nous ne le pensons pas.

Si les hommes tendent à l'unité dans leur manière de se nourrir et de voyager, ainsi que dans la coupe de leurs vêtements, ils n'y tendent ni dans leurs idées, ni dans leurs habitudes, ni dans leur travail, ni dans leurs mœurs. Et c'est, avant tout, cela qui importe. L'espèce humaine ne s'uniformise pas. Elle ne se banalise pas. Elle garde et gardera, dans ses genres de vie et dans ses tendances, quelque chose ou beaucoup des diversités imposées par les conditions naturelles. Elle garde et gardera, surtout, les ferments profonds de rivalité imposés aux groupes par leurs exigences de consommation sans cesse croissantes. Ces exigences ne peuvent pas se satisfaire toutes d'un commun accord. Elles se contrarient et se contredisent. Elles se contrarieront et se contrediront toujours plus, à mesure que croîtra la complexité de la vie civilisée.

« Vous me direz, dit H. G. Wells, que nous allons instituer une ligue mondiale des nations pour mettre fin aux guerres. Mais sur quoi allez-vous édifier votre ligue mondiale des nations ? Existe-t-il jusqu'ici dans l'esprit des êtres humains une seule idée qui leur soit commune, une possibilité quelconque d'entente ? Les hommes en sont encore à prendre le monde comme ils le trouvent, chacun d'eux est plus que jamais soi-même à outrance, et derrière le petit nombre qui se dispute les bénéfices, s'agite une multitude de plus en plus vorace qui se dispute le pain[1] ».

Les hommes vivent dans une diversité intellectuelle sans espoir d'unité future, car c'est cette diversité qui fait la grandeur et la fécondité de l'esprit humain. Les hommes vivent et vivront dans le conflit jamais apaisé des intérêts et des appétits, car ce sont ces conflits sans cesse aiguisés qui les obligent au travail et assurent le progrès de leur civilisation.

1. H. G. Wells, *la Flamme immortelle*, trad. franç., p. 166, 167. Ce texte est d'autant plus significatif, qu'il va à l'encontre des idées ordinaires de Wells, poète et utopiste de l'Unité future de l'espèce. Et c'est le « personnage sympathique » de la *Flamme immortelle*, interprète favori de la pensée de l'auteur, qui parle ainsi.

matérielle. Ces conflits, on pourra les adoucir ou donner un masque légal à leur brutalité révoltante ; on pourra supprimer quelques-unes des douleurs injustifiées qu'ils engendrent. Quant à les supprimer eux-mêmes, on ne le pourra jamais.

Ainsi la grande guerre qui vient de finir n'a pas préparé la paix universelle. Mais elle a mis au jour, d'une façon indiscutable, l'étroite liaison de la politique générale des États et de l'économie nationale. Elle n'a point décidé que l'une fût la servante de l'autre. La Politique et l'Économique sont liées. Elles ne se subordonnent pas. Elles se développent toutes deux en fonction des ressources de production et de consommation que possède chaque région du globe, de plus en plus unie par nécessaire interdépendance aux régions voisines et aux régions lointaines. La Politique et l'Économique se développent donc en fonction de la Géographie. Non en fonction de la Géographie seule : nous n'avons pas un point de vue si exclusif. Mais nous prétendons que dans toute politique nationale ou mondiale, les questions de pain, de vêtement et des questions connexes comme celles de la houille et du pétrole, auront désormais une importance prépondérante. Réciproquement, les peuples ne pourront vivre que s'ils ont un gouvernement. La Russie bolchéviste meurt de faim, parce qu'elle est mal gouvernée.

Avec toutes leurs faiblesses et leurs lacunes, le traité de Versailles et ceux qui ont suivi vérifient un des plus grands faits de l'évolution historique. Les questions économiques et sociales y tiennent une part au moins aussi grande que les questions de souveraineté et de territoires. C'est la première fois que les grands traités d'équilibre affectent un tel caractère. On ne le trouverait, ni dans la paix de Westphalie de 1648, ni dans la paix de Vienne de 1815.

Mieux encore que l'universalité de la dernière guerre, cela fait sentir que l'humanité moderne forme un *tout ;* — mais un *tout* ne veut dire ni une unité, ni une harmonie, ni une fraternité, ni une paix.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES

LES NOMS D'AUTEURS SONT IMPRIMÉS EN PETITES CAPITALES [1]

A

Aa, 34.
AARONSOHN (Dr), 18.
ABD-UL-HAMID, 646.
Ablain, 450.
Abyssinie, 291, 292, 390, 391.
ACHALME (P.), 636.
Açores, 526.
ADDIS-ABABA, 390, 391.
Aden, 252, 278, 500.
Adige, 484
Adour, 213.
Adriatique, 13. 14, 355, 386. 574, 577, 578, 683.
Afrique, 8, 29, 45, 66, 67, 70, 76, 78, 86, 109, 123, 125, 129, 141, 143, 144, 151, 163, 166, 169, 176, 188-190, 194, 199, 205, 238, 241, 244, 252, 255, 271, 282, 283, 303, 309, 313, 314, 316, 341, 346, 347, 376, 378, 381, 392, 397, 415, 418, 421, 422, 430, 494, 496, 500, 501, 515, 526, 536, 537, 685, 686.
Agrigente, 8.
AICARD (J.), 459.
Aïno, 157.
Aisne, 470, 471, 474, 477, 478.
Aix, 243.
Aix-la-Chapelle, 386.
Aix-Noulette, 450.
Akaba, 19.
Alaska, 255, 348, 558.
Albanie, 452, 578, 591, 622, 628, 659, 662, 663.
Aléoutes, 27.
Aléoutiennes, 255, 558.
Aleria, 160.
ALEXANDRE-LE-GRAND, 309, 324, 325, 392, 425, 574.
ALEXANDRE VI, 347.
Alexandrette, 555, 556.
Alexandrie, 164, 252, 392.
ALFRED (roi), 293.
Alger, 164, 546.
Algérie, 16, 43, 79, 93, 110, 277, 298, 526, 646.
ALI-BAB, 84.
Allemagne, 7, 16, 17, 66, 79, 81, 91, 94, 95, 183, 185, 186, 191, 192, 208, 219, 221-3, 274, 301, 325, 327, 357. 384, 395, 410, 455, 465, 467, 484, 487-91, 498, 500-3. 507, 510, 512-5, 517-9, 521-3, 526, 527, 533, 534, 544, 603, 609, 614-7, 624, 634-9, 644, 669, 670-2, 682-6.
Allenstein, 673.
Allobroges, 247.
Alpes, 29, 57, 63, 112, 193, 208, 222, 289, 354, 355, 358, 396, 572.
Alsace, 4, 16, 31, 104, 184, 409, 412, 415, 449, 484, 623, 638, 670.
Altaï, 299.
ALVERNY (A. d'), 221.
Amager, 541.
Amazone, 255.
Amazonie, 112, 127, 238.
AMBIORIX, 300.
Amboise, 372.
Amérique, 7, 15, 27, 28, 62, 68, 76, 80, 84, 90, 91, 100, 123, 129, 138, 141, 142, 147, 150, 151, 156, 157, 166-8, 188, 190, 194, 197-9, 204-7, 217, 218, 225, 226, 234-8, 240. 254-7, 260, 261, 263, 282, 290, 310, 313, 316, 319, 323, 334, 346, 347, 376, 377, 380, 381, 383, 387, 389, 392, 397, 399, 400, 405, 410, 415, 421, 422, 430, 446, 453, 496, 499-501, 521, 523, 530, 537, 538, 545, 546, 549, 558-63. 565-7, 633, 666, 674.
Amiens, 409, 470, 472.
Amsterdam, 200, 383, 567, 649.
Anatolie, 127, 552, 555, 602, 655.
Anatoli-Hissar, 574.
Anahuac, 290.
Andalousie, 238, 375.

1. Cet index est dû à l'obligeance d'Anatole FEUGÈRE, professeur au lycée d'Angoulême.

Andes, 76, 360, 558.
Andorre, 291.
André, 100.
Andrinople, 573, 579.
Andronicos (empereur), 457.
Ang-Kor-Wat, 389.
Angleterre, 7, 76, 80-2, 154, 156, 161, 172, 183, 185, 186, 191, 192, 207, 216, 217, 278, 293, 294, 301, 302, 335, 348, 355, 378, 384, 400, 405, 427, 437, 487, 488, 491, 494, 498, 502, 506, 508, 510, 515, 519, 522, 523, 526, 528, 530, 532, 536, 537, 545, 546, 548, 553-5, 561, 602, 614, 645-7, 667, 686.
Angmagsalik, 282.
Angola, 240.
Annibal, 358.
Antilles, 238, 255, 259, 294, 548.
Antilles (mer des), 155, 159.
Antioche, 251, 388.
Anvers, 301, 488, 534, 540, 544, 545, 613.
Anville (d'), 271.
Apennin, 572.
Appell, 636.
Appleton (W. A.), 650.
Apremont, 469, 470.
Apulie, 224.
Arabes, 4, 134, 138, 204, 252, 316.
Arabie, 296, 553, 555, 622.
Arcari (P.), 12.
Archestrate, 84.
Archipel (l'), 551, 572.
Ardant (G.), 91.
Ardenne, 300.
Argenson (marquis d'), 366.
Argentine, 76, 79, 80, 125, 166, 169, 189, 191, 238, 336.
Argonne, 444, 469, 470, 476, 478, 480.
Arkhangel, 518.
Arlincourt (vicomte d'), 551, 580.
Arménie, 551, 622, 646.
Arminius, 320.
Ar-Mor, 186.
Arno, 224.
Aromounes, 576.
Arras, 92, 449, 450, 454, 460, 472, 513.
Artois, 481.
Aryens, 303.
Asie, 4, 27-9, 35-9, 76, 78, 110, 129, 136, 137, 141, 146, 150, 156, 157, 162, 163, 166, 170, 188, 197, 199, 204, 205, 227, 228, 234, 240, 244, 248, 250-2, 255, 256, 258, 271, 278, 298, 299, 303, 309, 319, 324, 342, 346, 347, 358, 363, 381-3, 385, 389, 392, 394, 397, 415, 430, 500, 501, 535-8, 549, 550, 552, 555-61, 572, 574, 575, 652-5.
Assam, 137.
Assur, 145.
Assyrie, 271.
Asuncion, 383.
Athènes, 3, 37, 163, 164, 200, 295, 383, 537, 616.
Atlantique, 18, 29, 146, 150, 151, 153, 158, 161, 168, 182, 188, 189, 255, 256, 261, 296, 316, 335, 388, 493, 496, 499, 515, 526, 539, 540, 545, 547-9, 553, 557, 563.
Atlas, 203.
Auburtin, 74.
Auch, 213.
Auckland, 565.
Augiéras, 331.
Auguste, 355.
Aurélien, 194-6, 355.
Aurel-Stein, 142.
Aureng-Zeb, 378.
Austerlitz, 506.
Australasie, 123, 129, 313, 381, 558, 563.
Australie, 77, 79, 80, 90, 110, 112, 125, 129, 142, 143, 169, 188-91, 194, 218, 225, 231, 255, 257, 277, 283, 284, 325, 347, 349, 376, 378, 379, 392, 399, 415, 418, 421, 422, 537, 538, 549, 558, 562-5.
Austrasie, 300, 371.
Autriche, 13, 14, 79, 94, 170, 218, 271, 305, 358, 359, 378, 387, 402, 410, 438, 479, 484, 489, 490, 503, 541, 609, 615, 618, 623, 624, 628, 654, 669, 671, 672, 683, 685, 690.
Auvergne, 4, 29, 82.
Avignon, 413.
Azincourt, 340.
Azov, 251.

B

Bâber, 378.
Babingas, 282.
Babylone, 4, 145, 196, 199, 388.
Bactriane, 309.
Bagatelle, 470.
Bagdad, 4, 332, 453, 490, 491, 550, 552, 553, 555.
Bagehot (W.), 2, 283, 284.
Bainville (J.), 625, 643.
Bakou, 15.
Balboa, 548.
Bâle, 413, 542, 544.
Baléares, 61, 70, 82.
Balkach, 251.
Balkans, 343, 462, 551, 569, 570, 572, 575, 576, 578-80, 584-92, 643, 653, 655-7, 661, 664, 665.
Balondas, 341.
Baltique, 167, 303, 493, 503-5, 522, 534, 535, 539-41, 550, 551.
Bälz, 157.
Balzac (H. de), 402.

Bamako, 146.
Bañalbufar, 70.
Banat, 608.
Bapaume, 472.
Bareilles (B.), 575.
Barentz, 18, 155.
Bar-le-Duc, 475, 477.
Barcelone, 668.
Barral (J.-A.), 110.
Barricade (la), 470.
Barrières (traité des), 613.
Barrois, 473, 477.
Basilicate, 176, 224.
Bataves, 247.
Batavie, 301.
Baulig (H.), 356.
Bazancourt, 470.
Béarn, 289, 353.
Beatty (amiral), 521.
Beauce, 66.
Beaumint (E. de), 476.
Beauséjour, 444, 469.
Béchaux (A.), 74.
Bédier (J.), 445, 446.
Behring, 255, 559.
Béjar, 235.
Bektatchi, 569, 593, 646.
Belgique, 79, 80, 94, 170, 300, 302, 318, 326, 327, 396, 446, 544, 597, 598, 609, 611-18, 623, 645, 646, 682.
Belgium, 301.
Belgrade, 88, 383, 384, 386, 654, 662, 664.
Belleville, 195.
Belo-Poljé, 662.
Belt, 540, 541.
Bénarès, 250.
Bengale, 126, 133, 137, 139.
Benoist (Ch.), 212.
Bérard (V.), 34, 75, 660.
Bérenger (Henry), 16.
Bergen, 42, 206.
Bergson, 635.
Berillon (Dr), 571.
Berlin, 13, 97, 197, 200, 367, 374, 382, 385, 490, 615, 661.
Bernard (Augustin), 67, 203, 381.
Bernard (J.-F.), 85.
Berne, 33, 93, 94, 383, 390.
Bernhard, 455.
Berru, 477.
Berry-au-Bac, 444, 471.
Berthelot, 100.
Berthold de Zachringen, 33.
Bertrand (Alexandre), 243.
Besançon, 92, 409.
Beskides, 447.
Bessarabie, 608.
Besson, 10.
Bethmann-Hollweg, 501, 513.
Béthune, 451.
Beuchat (H.), 67.
Beyrout, 555.
Bidassoa, 526.
Biesboch, 507.
Bigot (A.), 215.
Bihar, 137.
Bihé, 536.
Bihor, 662.
Bilec, 13.
Birmanie, 77, 126, 131.
Birmingham, 384.
Biskra, 93.
Bismarck, 637.
Bissing (von), 615.
Bisxschoote, 449.
Bitolj (voy. Monastir).
Blaavand-Huk, 540.
Blake, 517.
Blanc (cap), 526.
Blanc (mont), 61.
Blanchard (R.), 63, 125, 370.
Blois, 372.
Bobra, 447.
Bochum, 186.
Boémiens, 249.
Boers, 244.
Bohême, 94, 170-4, 305, 443, 533, 614, 628, 674.
Bois (lac des), 348.
Bois-Belleau, 444.
Bois d'Ailly, 444.
Bois de la Grurie, 444.
Bois-le-Prêtre, 444, 473, 478.
Bokhara, 298.
Bolante, 470.
Bombay, 196.
Bompard, 659.
Bonaparte, 673.
Bonne-Espérance (cap de), 200, 244, 252, 500.
Bonnier, 194.
Bordeaux, 210, 409, 546.
Borel (E.), 546.
Bornéo, 62, 126, 294, 561.
Bornore, 278.
Bosch (van den), 159.
Bosnie-Hezégovine, 13, 95, 576, 591, 623, 654, 655, 659, 662, 663.
Bosphore, 396, 504, 505, 550, 573-5.
Boston, 367, 377, 438.
Bouchavesnes, 444.
Bougie, 162.
Bouillon, 343.
Boule (M.), 29, 570.
Bourbon (île), 497.
Bourbonnais, 119.
Bourgeois (Emile), 602.
Bourgeois (Léon), 625-7.
Bourges, 372, 385, 409, 413.
Bourgogne, 119, 300, 476.
Bourgogne (maison de), 288.
Boussingault, 98, 102.
Boutroux (Emile), 21, 22,
Boutroux (Mme Emile), 156, 190.
Bowman (I.), 23.
Brabant, 301, 487.
Bracke, 620.
Brandebourg, 325.
Brashear, 160.
Bratislava, 607, 683.
Bréal (M.), 21.
Brême, 258, 488.
Brémontier, 113.
Brésil, 238, 378, 388, 418.

Bresse, 119.
Brest, 409.
Brest-Litovsk, 447, 603, 606, 624.
Bretagne, 32, 63-5, 75, 87, 103, 114, 119, 149, 161, 170, 172, 178, 179, 180, 185, 186, 238, 243, 247, 259. 413.
Breuil (H.), 29.
Brie, 477.
Briey, 186, 318, 489.
Brimont, 477.
Bristol, 154.
Brive, 32.
Brockdorff-Rantzau, 503.
Brousse, 655.
Broussilof, 447.
Bruges, 301, 472.
Brunhes (J.), 9, 23, 32, 60, 64, 70. 75, 82, 109, 144, 166, 176, 178, 235, 236, 264, 303, 443, 498, 570, 592.
Bruniquel, 32.
Brünn, 614.
Brunnen, 34
Brunsbüttel, 504, 541.
Brunswick, 384.
Bruxelles, 97, 390, 545, 616.
Bucarest, 576, 656, 657.
Buckle, 273, 274.
Budejovic, 683.
Budweiss, 683.
Buenos-Aires, 129, 189, 197, 231, 374.
Buffalo, 12.
Bug, 447.
Buisson (E.), 400.
Bukovine, 608.
Bulgarie, 79, 446, 452, 551, 590, 622, 624, 669.
Bülow (prince de), 490.
Bundelcund, 137.
Bunle (H.), 257.
Bureau (P.), 49, 220.
Burgondie, 371.
Byzance, 200, 375, 424, 552, 574, 575.
Bzoura, 466, 474.

C

Cabaton (A.), 159.
Cadiz, 30.
Caen, 215, 409.
Cahun (L.), 156, 170, 204, 244, 248, 299, 309, 342, 389.
Caire (le), 145, 194.
Cakya-Mouni, 77.
Calabre, 176.
Calais, 293, 471, 507, 508.
Calcutta, 196, 197, 378.
Californie, 231, 242, 257, 509.
Callao, 383.
Camargue, 4, 160.
Cambodge, 141, 389.
Cambon (J.), 634.
Cambrai, 471.
Cameroun, 314.
Campanie, 176, 224.
Camulogène, 371.
Canada, 79, 167, 238, 260, 348, 378, 401, 415, 418, 421, 562.
Canberra, 379.
Candolle (A. de), 82.
Cantabres, 29.
Cantal, 86.
Canterbury, 250.
Cantyre, 153.
Cap (V. Bonne-Espérance).
Capus, 126.
Caracas, 383.
Caraïbes, 255.
Carcassonne, 451.
Carlyle, 153, 307.
Carolingiens, 10.
Carpathes, 251, 447, 576.
Carré (Commandant Henri), 466.
Carthage, 163, 200, 425, 537.
Casablanca, 331.
Casal, 343.
Caspienne, 251, 298, 309.
Cassangé, 240.
Cassini, 360.
Castelar, 225.
Castille, 238, 325.
Catalogne, 353, 376.
Catherine II, 304.
Caton, 82.
Cattaro, 508, 509, 513, 517.
Catulus, 243.
Caucase, 76, 243, 247, 251, 622.
Caucasie, 551.
Caux, 212.
Cazioi, 118.
Célèbes, 561.
Celtes, 247.
César, 229, 247, 300, 301, 341.
Cette, 526, 546.
Cévennes, 29.
Ceylan, 77, 244.
Chaffaud, 32.
Chalade, 470.
Chalcédoine, 552.
Chaldée. 145, 162, 271, 317, 341.
Challerange, 470.
Châlons sur-Marne, 471.
Chamboite, 221.
Chambrelent, 113.
Champagne, 104, 178-80, 444, 469-71, 476, 477, 481.
Chamrault (Ph.), 74.
Chan-Toung, 685.
Chantriot, 178.
Chappe, 333.
Char-Dagh, 573, 585, 662.
Charenton, 642.
Chari, 64.
Charibert, 371.
Charlemagne, 355, 386.
Charleroi, 506, 545.
Charles-Albert, 289.
Charles-Quint, 613.
Charles VI (d'Espagne), 613.
Charles VII, 372.
Charles XII (de Suède), 375.
Charles-Brun, 409.
Charles-Roux, 554, 555,
Chaudun, 193.

CHAVANNES (E.), 640.
Chebka, 70.
Chemin-des Dames, 470.
CHÉRADAME (A.), 637, 643.
Cherson, 18.
CHEVALIER (M.), 236, 334,
Chicago, 5, 7, 189, 197, 231, 438. 570.
Chiers, 545.
Chili, 238, 292, 566, 567.
Chine, 4, 76, 83, 90, 117, 122, 123. 127, 128, 130, 134-8, 140-4, 147. 151, 156, 158, 159, 161, 161, 166, 175, 191, 194, 196, 205, 207, 209, 226, 242, 250, 260, 271, 298, 309, 316, 336, 342, 424, 536, 537, 558, 560-4, 567.
Chiraz, 373.
Cholon, 242.
Choumadia, 654.
CHURCHILL (W.), 509.
Cilicie, 251.
Cimbres, 227, 243.
Civita-Vecchia, 383.
CLAMONT (Ct), 642.
CLAUDE, 84.
CLEMENCEAU (G.), 357, 405.
CLÉMENTEL, 409, 621.
CLERGET (P.), 74, 166, 194, 199, 612.
Clermont, 413.
Clermont-en-Argonne, 469.
Clermont-Ferrand, 16, 409.
CLOVIS, 229, 371.
Coblence, 357.
Cochinchine, 242.
Cod (cap), 324.
Cœuvres, 478.
COGNIET (A.), 498, 512.
COLBERT, 260.
COLIN (lieutenant-colonel), 466.
COLLINS (capitaine), 564.
Colmar, 614.
Cologne, 301, 339, 357.
COLOMB (Christophe), 135, 164, 256, 347, 421.
Colombie, 143, 150, 153, 336, 348, 421, 562, 566.
Colombo, 500.
Colon, 547, 548, 567.
Colonnes d'Hercule, 30.
Colorado, 43.
Comorin, 133.
Congo, 112, 282, 314, 336.
CONSTANTIN (de Grèce), 19, 295, 516, 526, 656, 657, 659.
Constantinople, 164, 396, 490, 551-4, 556, 573-5, 594, 623, 647, 655, 664.
COOK (agence), 206.
Copenhague, 503.
COQUIDÉ, 70.
Cordoue, 200.
Corée, 157, 298, 602, 626.
Corfou, 518.
Corinthe, 1, 343.
Cornouaille, 63, 66, 216, 243.
Coromandel, 133, 137.
Coronel, 515.
Corrèze, 87.
Corse, 11, 160, 165.
Côte d'or, 215.
Côtes de Meuse, 480.
Côtes-du-Nord, 414.
Cottage-Growe, 570.
Couey, 455.
COUPIN (H.), 113.
COURBET (amiral), 336.
Courlande, 486.
Courrières, 185.
Couture (la) 83.
Cracovie, 373, 413.
Crécy, 340.
Crête, 35, 36, 572, 591, 659.
Creuse, 87.
Crimée, 251, 575.
Cristobal, 548.
Croatie, 576.
CROISET (MAURICE), 38, 40.
CROOKES (W.), 124, 394.
Crosne, 83.
Crouelle, 16.
Ctésiphon, 4, 388, 392.
Cuba, 45, 294, 667.
CUINET (V.), 552.
Cumberland, 334.
Cure, 32.
CURZON OF KEDLESTON (lord), 348.
Cuxhaven, 504, 521.
Cuzes, 290.
CVIJIC, 14, 576, 654, 660, 664.
Cyclades, 572.
Cyrénaïque, 127.
CYRUS, 425.
Cyzique, 552.

D

Dacie, 355, 608.
Dago, 504.
Dahomey, 147.
Dakota, 82, 86, 111.
Dalmatie, 576.
Damas, 647.
Danemark, 79, 82, 219, 291, 292, 326, 396, 446. 503. 504, 540.
Danube, 7, 14, 261, 302, 342, 354, 357, 386, 574, 578, 579, 608, 654, 682.
Dantzig, 605, 606, 683.
Dardanelles, 505, 508-510, 551.
DARIUS, 552.
Dartmoor, 172, 216.
DARWIN (Ch.), 115, 281, 332, 336, 337, 419.
DAUDET (A.), 160.
Dauphiné, 289.
DAUZET (P.), 459.
Davane, 251.
DEBIDOUR, 632.
DÉCHELETTE (J.), 27, 28, 36.
DEFFONTAINES (P.), 30.
DEHÉRAIN (P.-P.), 93, 99, 101.
Dekkan, 131.
DELAIRE (A.), 74.
DELAISI (F.), 15.
Delhi, 196, 378.
Delphes, 37.

Demangeon (A.), 63, 178, 686.
Démocrite, 285, 433.
Demolins (E.), 49.
Deniker (J.), 297, 584.
Derby, 183.
Deschamps (A.), 53.
Desrousseaux (A.-M.), 620.
Détroit, 570.
Deunmès, 569, 594, 595.
Dickson (H. N.), 124, 239, 266.
Dijon, 215, 413.
Dinant, 454, 477.
Dinarides, 572.
Dioscurias, 251.
Dixmude, 357, 472.
Dixon (H.), 143, 160, 241.
Djaraboub, 278.
Djeddah, 500.
Dniepr, 607.
Dniester, 447, 474, 608.
Dobroudja, 578, 585, 608.
Dodge (R. E.), 23.
Dogger-Bank, 502, 518, 540.
Dollart, 507.
Dombes, 111, 119.
Don, 251.
Dordogne, 27
Doriens, 295.
Dortmund, 186.
Douaumont, 444.
Doubs, 86.
Douchan (E.), 386.
Douet (L.), 282.
Dournel (J.), 174.
Douvres, 55.
Drama, 573.
Dresde, 111.
Dreyfus (Dr), 593, 595.
Drina, 474.
Drodgen, 541.
Dubois (M.), 59.
Dubrovnic, 13.
Duhem (P.), 636.
Dukla, 447.
Dulcigno, 661.
Dumas (J.-B.), 106.
Dumouriez, 470.
Duna, 254, 447.
Dunajec, 506.
Dunkerque, 532, 544.
Durazzo, 30, 386, 574.
Durkheim (E.), 276.
Dzoungarie, 251.

E

Eburons, 300, 301.
Ecosse, 32, 62, 76, 153, 207, 216, 217, 243, 247, 292, 342.
Ecuador, 238.
Edimbourg, 154.
Edmonton, 559.
Egée, 35, 572.
Egypte, 28, 63, 79, 96, 109, 110, 129, 130, 143-7, 204, 209, 243, 271, 314, 341, 508, 526, 553-5, 594, 646, 647, 686.
Eider, 542.
Elam, 341.
El-Arich, 19, 508.
Elbe, 355, 504, 508, 520, 540, 541, 682.
Elbeuf, 184, 212.
Ellis, 92.
Emden, 488.
Ems, 639.
Encé, 162.
Engerand (F.), 489.
Entoto, 390.
Eparges, 473, 478.
Epire, 584, 660.
Equateur, 548, 566.
Erié, 12, 545.
Ergène, 343, 573.
Erzgebirge, 174, 210.
Escaut, 301, 396, 506, 540, 542, 544, 614.
Escluse (Ch. de l'), 92.
Espagne, 79, 111, 208, 215, 222, 224, 225, 235, 258, 283, 292, 325, 347, 353, 355, 376, 495, 508, 510, 516, 545, 582, 613.
Esquimaux, 27, 67, 77, 77, 126, 282
Essen, 186.
Estallenchs, 70.
Esternay, 468.
Esthonie, 181, 373, 375, 504.
Etats-Unis, 4, 13, 45, 68, 76, 79, 80, 90, 94, 96, 111, 129, 135, 143, 155, 161, 166, 176, 186, 188-90, 192, 217, 218, 234, 236-8, 241, 335, 348, 377, 377, 378, 388, 418, 419, 446, 484, 487, 491, 498, 517, 523, 532, 547-50, 554, 557, 558, 561-3, 566, 567, 569, 618, 627, 633, 645, 666, 670, 686, 689.
Etna, 103.
Euphrate, 37, 64, 145, 166.
Eurasie, 169, 246.
Eure, 183.
Europe, 8, 14, 15, 28, 29, 35, 37, 45, 73, 75, 76, 78, 82, 90-2, 96, 98, 101, 112, 122, 128, 131, 137-44, 150, 151, 154, 155, 157, 159, 161, 162, 164-71, 176, 177, 181, 182, 185, 187-9, 191, 193, 194, 197-9, 202, 204-7, 209, 212, 216, 217, 219, 221, 222, 224-6, 231, 233, 234, 236, 238-40, 244, 248, 250-4, 256-61, 263, 290, 292, 296, 298, 299, 304, 305, 309-11, 313, 316, 319, 324-6, 335, 343, 346, 347, 350, 354, 355, 358, 361-3, 375-7, 379-82, 385, 387, 389, 392, 394, 395, 397, 399, 400, 405, 410, 415, 416, 419, 420, 422, 424, 425, 428, 464, 489, 491, 493-6, 498, 500, 501, 503, 510, 513, 515, 519, 522, 523, 533, 553-8, 540, 545, 550-3, 559, 562, 563, 566, 570, 574,

578, 582, 585, 633, 641, 643, 651-3, 657, 660, 661, 664, 667, 669-90.
Euxin, 163.
Evans, 36.
Eyzies, 32.

F

Fabre (L.-A), 174, 213, 215, 242.
Falguet, 92.
Falkland, 500, 515.
Fang, 42, 66.
Far Oër, 526.
Far-West, 110.
Fâs, 381.
Fastnet, 499.
Fawcett, 338.
Feïçal, 647.
Félice (R. de), 178.
Fez, 381, 390.
Fighiera, 490.
Fimmen (Ed.), 650.
Finistère, 86.
Finlande, 82, 167 172, 173, 219, 254, 304, 375, 401, 540, 602, 622, 606, 626, 646, 675.
Finley (J.), 156, 190, 207, 226, 257, 334.
Finot (J.), 84.
Firth of Forth, 518.
Fiume, 489, 607, 683.
Flamboura, 657.
Flandre, 20, 125, 161, 167, 182, 184, 186, 210, 301, 444, 449, 478, 481, 486, 487, 613, 615, 616, 618.
Flessingue, 448.
Fleure (H.-J.), 129.
Flint (R.), 240, 274.
Foca, 13.
Foch (maréchal), 16, 453, 459, 468.
Foncin (Myriem), 368.
Foncin (P.), 412.
Fontainebleau, 372.
Fontaine-Madame, 469,
Forêt-de-Retz, 444.
Forez, 221.
Formose, 244.
Fort-de-Vaux, 444.
Forth, 153.
Four-de-Paris, 469, 470.
Fourier (Ch.), 85, 86, 398.
Fournol (E.), 638, 643, 647.
France, 7, 9, 10, 15-7, 29, 31, 32, 45-7, 60, 67, 75, 79, 84, 86, 89, 91, 92, 94-7, 100, 117-9, 150, 173, 174, 177, 178, 180, 183-5, 192, 193, 208, 210, 215-7, 236, 288, 293, 298, 300, 301, 325, 333, 340, 346, 352, 353, 355, 357, 358, 360, 362, 366, 370, 372, 385, 387, 400, 403, 405, 409-11, 417, 427, 428, 437, 439, 446, 450, 455, 459, 476, 480, 485, 488, 493-8, 500, 508, 512, 522, 523, 526, 528, 530, 537, 538, 542, 544-7, 549, 553, 555, 556, 561, 564, 566, 570, 594, 610, 617, 618, 627, 628, 635, 636, 642, 644-6, 667, 670, 682, 689.
France (Anatole), 270, 396, 428.
Francfort, 16, 17, 489.
Francia, 336, 422.
Franklin, 155.
Fraser (J. F.), 284, 379.
Frédéricq (prof.), 615.
Frederiksen (N. C.) 172, 173.
Fribourg (Suisse), 33, 370.
Frioul, 298.
Fuégien, 84, 281.
Fuji-Yama, 157.
Fustel de Coulanges, 341, 355.

G

Gadès, 30.
Gaillard (G.), 678.
Galapagos, 548.
Galicie, 15, 170, 248, 299, 305, 375.
Galicia, 486.
Galilée, 37.
Galles, 216, 243, 247.
Galliéni (général), 466.
Gallipoli, 510, 552.
Gallois (L.), 111.
Gallouédec, 111.
Gama, 164.
Gambetta, 387.
Gand, 301, 611, 615.
Gange, 133, 134, 137.
Garonne, 210, 214.
Gascogne, 213-5, 259.
Gaule, 4, 10, 29, 30, 229, 300, 301, 356, 371.
Gauvain (A.), 577, 643.
Gaza, 19, 508.
Gehrke (J.), 18.
Gênes, 164.
Genève, 584, 628, 629, 668.
Gengis-Khan, 299.
Georgevitch, 660.
Gerard (Auguste), 156.
Gerbéviller, 454, 475, 481.
Germanicus, 355.
Germanie, 254, 293, 299-302, 305, 341, 342, 356, 484-6, 488, 504.
Gers, 87.
Gibault (G.), 82, 92.
Gibbon, 194.
Gibraltar, 164, 165, 278, 498, 500-2, 508, 535, 539, 545-7.
Gidel (Ph.), 24.
Girard (A.), 208, 225, 241.
Girardin (P.), 370.
Giraud (V.), 459.
Gironde, 340.
Giurgevo, 357.
Glangeaud, 16.
Glasgow, 182.
Gobi, 203, 297, 309.
Gobineau, 2, 122, 273, 274.
Goltz (von der), 445.
Gondar (R.), 390.

GONNARD (R.), 217, 224, 235, 236.
GOODRICH (E. P.), 162.
Goths, 233.
Grand-Désert, 18.
Grande-Bretagne, 79, 153, 216, 218, 424, 446, 558, 627, 682.
GRAVIER (G.), 661.
Grèce, 1, 2, 8, 19, 35-7, 254, 292, 295, 317, 341, 446, 452, 494, 516, 526, 536, 551, 552, 622, 655.
Greenwich, 526, 567.
GREGORY (J. W.), 564.
Grenelle, 371.
Grenoble, 409.
Gries, 358.
Grimaldi, 29.
Groënland, 256, 282.
GROUITCH (T. N.), 581.
Grurie, 469, 470.
Guatemala, 566.
Guayra, 383.
Guernesey, 111.
GUERNIER (Ch.), 92.
GUICHARD (P.), 88.
Guignicourt, 471.
GUILLAUME II (d'Allemagne), 19, 223, 320, 363, 483, 498, 506, 512, 513, 598, 646.
Guinée, 143, 146, 147, 160, 259.
GUIRAUD (P.), 236.
Gulf-Stream, 18.
Gumendjé, 655.
GUMPLOWICZ (L.), 2, 122, 253, 273, 296.
Guyane, 160.
Guyenne, 340.
GUYOT (Yves), 44, 45.

H

Habsbourg (maison de), 288, 679.
HADDON (A.), 141, 157, 214, 229, 230, 232, 233, 235, 239, 245, 252, 255.
Haïderabad, 137.
Haïfa, 556.
Haïnan, 242.
Haïti, 294, 380.
Halifax, 559.
Hambourg, 146, 413, 487, 540, 550, 552, 553, 682.
Hammerfest, 154.
Hangard-en-Santerre, 444.
HANOTAUX (G.), 8, 9, 459, 470, 651, 668.
Hanse, 254.
HARS (Luis de), 353.
Hatteras, 155.
HAUMANT (E.), 660, 664.
Hauptmann (G.), 635.
HAUSER (H.), 409, 412, 603.
Haute-Chevauchée, 470.
Haute-Savoie, 87.
Haute-Vienne, 87, 110.
Havre (le), 118, 212.
Hawaïki, 226, 564.
Haye, 480.
Haye (la), 383, 438, 497, 597, 598, 602, 622, 625-7, 667.
Hay-Pauncefote, 548.
Hedjaz, 647.
HEGEL, 2, 239, 240, 273, 274, 285.
Heligoland, 508, 521.
Hellade, 416.
HELLRIEGEL (H.), 100, 101.
Helvètes, 247.
Hennessy (J.), 412.
HENRI III, 372.
HENRI IV, 92, 431.
Hérault, 213.
HERBETTE (V.), 227.
Hermon, 18.
HÉRODOTE, 144, 322.
HERSCH (L.), 237, 241, 244.
HÉRUBEL (M. A.), 149.
Herzégovine (V. Bosnia).
Hesbaye, 301.
HEYNE (M.), 81.
Highlands, 216.
Himalaya, 131-3, 137, 141, 361.
HINDENBOURG, 434, 455, 466, 486.
Hindou-Kouch, 251.
Hindous, 141, 142, 144.
Hindoustan, 131.
HIRSCHMANN, 631.
Hoang-Ti, 342.
HOBBES, 667.
Hoek van Holland, 488.
HOHENSTAUFEN (maison de), 491.
HOHENZOLLERN (maison de), 483, 679.
Hokkaïdo, 157.
HOLBEIN, 447.
Hollande, 111, 291, 292, 295, 326, 396, 416, 494, 497, 613.
Holstein, 541.
Holtenau, 541.
HOMÈRE, 38, 75.
Hong-Kong, 143, 242, 562.
Hongrie, 94, 170, 248, 261, 299, 653, 654, 669.
Horn (cap), 84, 565.
Hottentots, 84.
HORUWICH (I.-A.), 208.
HGUSSAYE (H.), 176.
Hova, 226.
HÜBNER (O.), 122.
HUC (Père), 138, 536.
Hudson, 12, 545.
HUE (L.), 76.
HUGHES, 515.
HUGO (VICTOR), 683.
HUMBOLDT (A. de), 205, 565.
Hunawihr, 4.
HUNTINGTON, 227.
Hurtebise, 478.
HUSSEIN, 647.
Hyksos, 204.
Hyperboréens, 27.

I

Ibérie, 30.
Ibérique (Péninsule), 28, 29, 144.

Ibéro-Armoricains, 30.
Iéna, 506.
Iénisséï, 244.
Ile-de-France, 9, 325, 468, 471, 472, 476, 477.
Iles-Britanniques, 80, 151, 219, 493.
Illinois, 51, 334.
Illyriens, 30.
Inde, 77, 79, 96, 110, 117, 123, 128-51, 159, 161, 164, 166, 175, 191, 194, 196, 206, 207, 209, 226, 244, 250, 252, 260, 271, 278, 309, 310, 316, 355, 378, 490, 537, 548, 555, 556, 646, 647.
Indes, 130, 159, 536, 558, 563.
Indiana, 334.
Indien (océan), 255, 257, 491, 497, 498, 500, 515, 535, 553, 556, 557.
Indiens, 84, 157, 158.
Indo-Chine, 113, 242, 558, 561.
Indonésie, 309.
Indre-et-Loire, 87.
Indus, 134, 137, 141.
Ingrie, 375.
Insulinde, 162, 209, 284, 294.
Iona, 162.
Ionins, 295.
Iran, 140, 309, 556,
Irlande, 7, 79, 92, 153, 207, 219, 222, 243, 247, 292 293, 496, 499, 516, 622.
Irtych, 244.
Isère, 86.
Islande, 151.
Islettes, 470.
Isonzo, 474.
Ispahan, 373, 390.
Issus, 251.
Istein, 339.
Italie, 62, 76, 79, 165, 176, 208, 222-5, 235, 261, 289, 290, 293, 325, 341, 353, 355, 378, 390, 437, 446, 490, 518, 522, 526, 528, 530, 572, 627, 628, 682.
Italique (péninsule), 29.
Ivangorod, 447.
Ivan-le-Terrible, 400.

J

Jaggernât, 139.
Janina, 462.
Japon, 113, 129, 140, 143, 150, 156, 157, 206, 260, 292, 294, 373, 391, 463, 498, 558, 560, 567, 627, 670, 685.
Jaray (G.-L.), 663.
Jarourés, 205.
Java, 62, 126, 129, 141, 143, 144, 159, 294, 295, 557, 561, 564.
Jefferson (M.), 194, 195, 264, 392.
Jellicoe (amiral), 521.
Jersey, 93, 114, 184.
Jérusalem, 250.
Joffre (maréchal), 466.
Johannet, (R.), 603.
Johnson (E.-R.), 198, 549.
Joly (H.), 74.
Jottrand (E.), 538.
Jouhaux (L.), 650.
Judée, 37.
Juifs, 186, 237, 244, 296.
Julien (empereur de Rome), 371.
Jura, 30, 247.
Jutland, 502, 512, 520, 521, 523.
Juttrand, 242.

K

Kachgar, 64.
Kalédine, 447.
Kan-Sou, 76, 142.
Karafuto, 557.
Karakirghizes, 126, 127, 243.
Karakoroum, 369, 388, 389.
Karmö, 526.
Kassaï, 283.
Katia, 19.
Kehl, 544.
Kemmel, 478.
Kerbela, 64.
Kherkov, 606.
Khoubilaï-Khan, 156.
Kiang-Si, 138.
Kiel, 488, 503, 504, 513, 517, 541, 542, 682.
Kiev, 373, 606, 607,.
Kioto, 391.
Kirghiz, 126, 278, 299.
Kitchener (lord), 510, 519.
Klagenfurt, 673.
Klondike, 231, 348.
Kluck (von), 466.
Knossos, 36.
Knudsen (M.), 18.
Koller (A.-H.), 273.
Königsberg, 551.
Kordofan, 298.
Korosec (Mgr), 576.
Korteker, 449.
Kossovo, 386, 573, 579, 655.
Kouen-Lun, 361.
Kouriles, 255, 558.
Kozlov, 142.
Krajste, 661.
Krek (Mgr), 579.
Krithia, 510.
Kropotkine, 227.
Kruchevatz, 386.
Kuro-Shivo, 150.
Kurtg (G.), 611.
Kyoto, 373.
La Bassée, 472.

L

Labiénus, 371.
Labrador, 150, 256.
Lachlan, 379.
Laclue, 546.
Lacroix (M.), 203.
Lacroix (P.), 249.
Laigue, 471.
Lambèze, 163.
Lancashire, 182.

Landes, 113, 114.
Langemark, 149.
Languedoc, 119.
Laon, 9, 16, 301, 372, 471, 479.
Lapons, 126.
LAPPARENT (A. de), 32.
Larache, 381.
LARBALETRIEB (A.), 94
LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT, 367.
LASALLE, 648.
LASAULX (E. de), 239, 240.
Lassigny-Ribécourt, 473
LASSON, 635.
Latins, 303.
Latium, 341.
LAURENT, 100.
Lausanne, 5.
Lauterbourg, 544.
LAVISSE (E.), 312, 535.
LAVOISIER, 99, 102, 106.
LAWES, 102.
LAZARD (M.), 208.
LAZARE, 386.
LEA, 250.
LEBLOND (M.), 603.
LE BON (G.), 571.
LE COMPTE (T.-C.), 23, 264.
LÉGER (L.), 654.
Legnans, 378.
Leipzig, 506.
Lemberg, 447.
LE NEPVEU DE CARFORT, 414.
Lens, 444, 445.
Léon (pays de), 63, 238.
Léopoldville, 336.
LE PAGE (L.), 15.
LE PLAY (F.), 49, 73, 74.
Le Plémont, 444.
Le Plessis de Roye, 444.
LEROY-BEAULIEU (Paul), 485.
LEROY-BEAULIEU (Pierre), 176, 237.
Les Eparges, 444.
Lettow-Vorbeck, 515.
LEVAINVILLE, 209.
Levantins, 162.
LEVASSEUR (E.), 51-3.
Lhassa, 250.
Liban, 296, 556.
Libouta, 341.
Libye, 278.
LICHTENFELD (Dr), 80, 81.
Lichtenstein, 291.
LIEBIG, 102, 106.
Liège, 451, 477, 487, 538, 611, 613.
Lille, 83, 409, 488.
Lima, 383.
Limagne, 16.
Limoges, 82, 409.
Limon, 547.
Limousin, 32, 82, 103, 110.
Lippe, 327.
Lisbonne, 292.
Lithuanie, 486.
Liverpool, 96, 384, 559.
LIVINGSTONE (D.), 240, 241, 283, 341, 536.
Livonie, 504.
Livonovo, 656, 657.
Lizard, 499, 500.
Llivia, 353.
LLOYD-GEORGE, 647.
Loanda, 536.
Lobnor, 142.
Lodz, 466.
Lofoten, 18.
Loire, 213, 372.
Lombardie, 290
Londa, 341.
Londres, 5, 97, 98, 154, 162, 186, 197, 200, 206, 315, 367, 374, 384, 385, 454, 540, 541, 553.
Longwy, 186, 489.
Lorraine, 16, 17, 31, 184, 241, 412, 415, 472, 475, 481, 484, 489, 542, 544, 545, 670.
Lot, 87.
Lot-et-Garonne, 87.
Lotharingie, 300.
Louisiane, 156.
LOUIS XI, 333.
LOUIS XII, 311-2.
LOUIS XIV, 344, 358.
LOUIS-PHILIPPE, 183.
LOUIS (Paul), 667.
Loutsk, 447.
Louvain, 454.
Lublin, 373.
LUCAS (J.-E.), 88.
Lucerne, 34.
LUCULLUS, 389.
LUDENDORFF, 532.
Lusace, 303.
Lusitanie, 238.
Luxembourg, 343, 544.
Luzon, 294.
Lydie, 341.
Lyon, 92, 371, 387, 409.
Lys, 444.

M

MABILLEAU (L.), 212.
MACARTNEY (lord), 135.
MACHAT (J.), 90.
MACDONALD, 336.
Macédoine, 573, 574, 576, 579, 593, 604, 656, 659-61, 663, 664.
MACKENSEN, 357, 434, 465.
MACKENZIE, 282.
MACKINDER, 293.
Madagascar, 226, 497.
MADELIN, 459.
Madère, 526.
Madras, 138.
Madrid, 62, 367, 375, 376, 384.
Magdebourg, 384.
MAGELLAN, 84, 421.
MAHAN (Ct), 506.
Maine, 188, 189.
Majorque, 61, 70.
Makololos, 341, 536.
Malabar, 132, 133, 137.
Malais, 157, 158, 316, 561, 562.
Malines, 454.
Malin-Head, 499.
Malmaison, 444.
Malmédy, 613.
MALPEAUX (L.), 94.
Maltais, 162.
Malte, 164, 500, 518.
MALTHUS, 139.

Mambaris, 536.
Mançanarès, 376.
Manche, 184, 213, 254, 340, 437, 496, 501, 502, 507, 512, 516, 517, 520.
Manchester, 96, 384, 686.
Mandchourie, 142, 229, 448, 462-4.
Mandchous, 244, 378.
Manhattan, 192.
Mannheim, 542, 544, 682.
Mantoue, 378.
MANTOUX (P.), 154.
Maori, 226, 277.
Marais-de-Saint-Gond, 468, 469.
Marais-Pontins, 160.
MARC-AURÈLE, 355.
MARCO-POLO, 135.
Marennes (les), 160.
Mariembourg, 343.
Marietta, 236.
MARGERIE (E. de), 227, 540.
MARGUERITTE (P.), 84.
MARGUERITTE (V.), 598.
Mariannes (îles), 84.
Marienwerder, 673.
Marignan, 288.
MARIN (L.), 446, 447.
Maritza, 343, 573, 574, 579.
MARIUS, 243.
Marle, 469.
Marmande, 213.
Marmara, 509, 551, 552, 606.
MARMONT, 510.
Marne, 357, 370, 459, 466, 468, 474, 475, 514, 522, 545.
Maroc, 79, 104, 163, 277, 331, 381, 390, 468, 508, 556, 646.
MAROUSSEM (P. du), 73.
Marquises, 549, 565.
Marrakech, 331, 381, 390.
Marseille, 163, 409, 413.
MARTHA KRUG GENTHER, 167.
MARTONNE (E. de), 607, 608.
MARX (K.), 483, 648.
Maryland, 377.
Mascareignes, 159.
Massif Central, 29, 32, 208, 222.
Massiges, 444.
Matadi, 336.
Maubeuge, 451.
Maurice (île), 141, 497, 500.
Mauritanie, 140, 163.
MAURRAS (Ch.), 119, 643.
MAUSS (M.), 67.
Mayence, 342.
MAZARIN, 353.
Mazurie, 447.
Mecklembourg-Strelitz, 327.
Mecque (la), 250.
Méditerranée, 9, 29, 35, 36, 38, 157, 161-6, 172, 175, 176, 180, 199, 205, 206, 251, 253, 254, 296, 309, 316, 323, 493, 494, 496, 509, 513, 516-8, 526, 528, 539, 545, 553, 555, 556, 575, 584, 602.
MÉHÉMET-ALI, 96, 144.
Meknès, 163, 390.
Melbourne, 129, 200, 378, 379.
MELIN (G.), 49.
Melnik, 579, 580, 656, 657.
Memphis, 145, 199.
Ménilmontant, 195.
MERCATOR, 360.
MERTENS (C.), 650.
Mesnil-les-Hurlus, 469.
Mésopotamie, 4, 16, 81, 127, 144, 145, 147, 513, 556, 685, 686.
Messine, 164, 165.
MÉTIN (A.), 336, 348, 399, 420, 514.
Metokia, 573, 579, 662.
Metz, 389, 473, 614.
Meurthe-et-Moselle, 17.
Meuse, 292, 301, 357, 444, 466, 472, 476, 477, 488, 540, 542, 544, 545, 674.
Mexique, 16, 76, 160, 166, 204, 238, 242, 565, 667.
MEYER (R.), 91.
MICHELET, 22.
Midlands, 182.
Milet, 163.
MILLIOUD, 487.
MILOUTINE, 386.
MILTIADE, 343.
Minas-Geraes, 378.
Mindanas, 294.
Ming (dynastie des), 244.
MINOS, 36.
Mirditie, 663.
MIRONESCO (G. G.), 675.
Mississipi, 168, 215, 334, 419.
Missouri, 334.
MITHRIDATE, 81.
Mogols, 141, 378.
Mohaw-Pass, 12.
MOISE, 243.
MOISSON (P.), 210.
Mokra-Gora, 13.
Moldavie, 608.
Moluques, 159, 561.
Monaco, 291.
Monastir, 373, 574, 579, 582.
Mongolia, 138, 142.
Mongols, 135, 156, 170, 204, 278, 299, 425.
MONNIER (A.), 187.
Mons, 487.
Montauban, 213.
Montenegro, 225, 291, 576, 594, 661.
MONTESQUIEU, 18, 48, 122, 210, 273, 274, 283, 302.
Montpellier, 409.
Morat, 288.
Morava, 14, 386, 490, 574, 577, 655.
MOREAU, 358.
Morée, 594.
Morgarten, 288.
Mormons, 43.

Moro (H.), 612.
Mortagne, 475.
Mort-Homme, 444.
Morvan, 32, 209.
Moscou, 325, 375, 649, 651, 667.
Moscovie, 298.
Moselle, 17, 545.
Mossi, 298.
Mossoul, 686.
Motono, 448.
Moudros, 509, 518.
Moulin-de-Laffaux, 444.
Moulin-Malon, 449.
Moynac (Ch.), 75.
Moysset (H.), 637, 638.
Mulhouse, 542.
Mull, 153.
Müller, 111.
Multien, 480.
Muntz, 100.
Muotta, 34.
Murcie, 375.
Murrat, 339.
Murrumbidgere, 379.
Mustel (chevalier), 92.
Mycènes, 36.

N

Nagasaki, 156, 206.
Nakl, 19.
Namur, 451.
Nancy, 409, 451, 475, 489.
Nankin, 140.
Nantes, 409, 413.
Napoléon Ier, 7, 25, 324, 325, 334, 363, 476, 500.
Napoléon III, 355, 483, 603.
Nara, 391.
Navarre, 289, 353.
Naumann, 491.
Nerviens, 301.
Nestor, 304.
Neuilly, 669.
Neustrie, 300, 371.
Nevers, 469.
Newski, 375.
New-York, 5, 7, 12, 48, 162, 186, 192, 195, 197, 200, 217, 237, 374, 377, 548, 567.
Nézib, 251.
Nice, 358, 409
Nicolas II (de Russie), 598.
Nicolic (R. T.), 661.
Nida, 474.
Niederlé (L.), 654, 664.
Niémen, 447, 682.
Nieuport, 357, 457, 472, 507.
Niger, 143, 146.
Nigra (comte), 626.
Nil, 37, 63, 93, 100, 109, 113, 117, 143 6, 166.
Ninive, 4, 145, 199, 369, 388, 389.
Nippon, 157, 557.
Nivernais, 119.
Nobel, 598.
Nœfels, 288.
Nogent-l'Abesse, 477.
Noire (mer), 251, 309, 503-5, 522, 534, 550, 552, 608.
Nonnenbruck, 104, 484, 542.
Nord (mer du), 167, 535, 540, 541.
Nord (département), 86.
Nord (pôle), 7.
Normandie, 60, 82, 87, 90, 170, 178-80, 183, 184, 186, 212-4, 238, 259.
Normands, 254, 293.
Norvège, 18, 79, 82, 150, 154, 155, 219, 220, 291, 401, 446, 520, 526.
Notre-Dame-de-Lorette, 444, 449, 450, 478.
Nottingham, 183.
Noulens (J.), 462, 610.
Nouvelle-Angleterre, 155, 167, 236.
Nouvelle-Ecosse, 155.
Nouvelle-Galles, 379, 422.
Nouvelle-Zélande, 79, 125, 218, 226, 500, 549, 562.
Novgorod, 304, 373.
Novi-Bazar, 660, 662.
Novo-Georgiewsk, 447.
Noyon, 372, 479

O

Ob, 244.
Oban, 153.
Océanie, 199, 226, 537, 685.
Ochrida, 574, 665.
Oder, 682.
Odessa, 607.
Œsel, 504.
Ohio, 334, 335, 419.
Oise (département), 477.
Oise (rivière), 357, 370, 466, 471.
Okakura, 156.
Olténie, 608.
Olympe, 573.
Oman, 555.
Orange, 244.
Orcades, 518.
Orléans, 371, 409, 413.
Ornain, 475, 476.
Ortélius, 360.
Ortler, 358.
Ostwald, 635.
Othman-Baba, 595.
Otomaques, 205.
Ottawa, 378.
Oudegeest (J.), 650.
Ouessant, 499, 500.

P

Pachtitch, 661.
Pacifique (océan), 136, 142, 150, 153, 161, 255, 257, 262, 335, 348, 515, 535, 547-9, 556-69.
Packard (L G.), 189.
Pahouins, 66.
Paillieux, 83.
Palenqué, 389.
Palerme, 8.
Palestine, 250, 602, 685.
Palissy (B.), 102.

Palmes (cap. des), 146, 526.
Palmyre, 388.
Pamir, 126, 131, 243.
Panama. 8, 255, 498, 535, 539, 547, 548, 553, 554, 565-7.
Paraguay, 336.
Parana, 336.
Paris, 5, 6, 9, 44, 56, 83, 86-8, 92, 93, 97, 98, 195, 196, 197, 200, 214, 217, 301, 366, 368, 370-2, 374, 382, 384, 385, 387, 389, 409, 413, 439, 452, 454, 466, 476, 477, 553, 570, 571, 626, 629, 660.
Parmentier, 91, 92.
Paroches, 472.
Parsis, 141.
Parthes, 145, 204, 309.
Partsch (J.), 491.
Pas-de-Calais, 86, 301, 340, 456, 481, 512, 540.
Pasquet (D.), 98, 162, 206.
Passelecq (F.), 616.
Passet, 580.
Pauni, 386.
Pays-Bas, 79, 94, 292, 300, 344, 437, 438, 486, 487, 562, 613.
Paz (la), 383.
Péchebronne, 16.
Prehter, 662.
Pékin, 62, 135, 374, 378, 384, 385.
Pélissier (J.), 510.
Pelliot, 142.
Péloponèse, 1.
Pennsylvanie, 189, 545.
Périgord, 29, 86.
Périm-Dagh, 656.
Péronne, 173, 174, 370.
Pérou, 28, 166, 204, 238, 263, 562, 566, 567.
Perrot (G.), 36.
Perry-Brigham (A.), 13.
Persel, 227, 373, 390.
Persique (golfe), 453, 490.
Perthes-les-Hurlus, 469.
Peschau (M.), 466.
Peschiera, 378.
Pétain (maréchal), 450.
Petitjean, 641.
Petit-Morin, 468.
Pétrograd, 22, 200, 367, 368, 374, 375, 385, 504, 607, 610.
Phaestos, 36.
Phénicie, 37, 254, 292, 296, 341, 494.
Philadelphie, 197, 367, 377, 379.
Phidias, 37.
Philippe-Auguste, 90, 370.
Philippe II (d'Espagne), 156, 292, 376.
Philippe (de Macédoine), 574.
Philippines, 294, 558, 561, 562.
Phillipopoli, 573, 579.
Philouze (H.), 47.
Piave, 474.
Picardie, 70, 83, 170, 178-80, 184, 186.
Picart (B.), 85.
Picavet (C. G.), 612.
Piémont, 289, 290, 325.
Pierre-le-Grand, 304, 375, 503.
Pijani, 402.
Pilicza, 474.
Ping-hou, 156.
Pinon (R.), 4, 225, 643, 651, 660, 661.
Pirée (le), 383
Pirenne (H.), 611, 614, 615.
Pirot, 661.
Pitcairn, 281.
Pittard (E.), 578, 583-90.
Platon, 287, 429.
Plémont, 478.
Plutarque, 389.
Pô, 223.
Poitiers, 340.
Poitou, 87, 259
Poix, 16.
Pola, 513, 517.
Pologne, 29, 222, 248, 299, 373, 380, 390, 443, 465, 486, 540, 623, 628, 638, 649, 674, 683.
Poltava, 606.
Polynésiens, 158.
Pomaks, 659.
Pomotou, 565.
Pondichéry, 138.
Pont-à-Mousson, 472.
Pontavert, 471.
Pont-Euxin, 251, 575.
Porcien, 480.
Port-Arthur, 560.
Portes-de-Fer, 14.
Port-Saïd, 164, 500, 554.
Portugal, 258, 347, 495, 510.
Posen, 614.
Potomac, 334, 377.
Poulet (E.), 613.
Prague, 614.
Presbourg, 607, 683.
Prince-Rupert, 559.
Pripet, 447.
Prizren, 386, 573, 579, 662.
Proost (A.), 102.
Proudhon (société), 651.
Provence, 11, 29, 93, 119, 409.
Provinces-Unies, 415, 416, 613.
Prusse, 25, 90, 303, 305, 426, 484, 540, 541, 551, 609, 614, 636, 637.
Przemysl, 447.
Puaux (R.), 656.
Puget-Sound, 560.
Pumpelly (R.), 227.
Puszta, 251.
Puy-de-Dôme, 86.
Pyrénées, 29, 32, 208, 222, 350, 353-5.

Q

Quennevière, 471, 472.
Querido, 594, 595.
Quiberon, 510.
Quijano, 476.

Quimper, 413.
Quimperlé, 186.

R

Rabat, 381, 390.
RABELAIS, 182.
RABOT (C.), 360.
Raguse, 13.
RALEIGH (W.), 91.
RAMBAUD, 312.
Rapa, 549.
Rarotonga, 226.
RATZEL (F.), 60, 165, 202, 239, 248, 265, 270, 272, 274-8, 280, 287, 291, 296, 302, 320, 324-6, 339, 340, 344, 384, 385, 402, 416, 424, 482, 484, 485, 491, 505, 506, 555, 565.
Rawka, 474.
Reclavel, 221.
Reims, 371, 454, 455, 471, 472, 477, 479.
Rendsburg, 504, 541, 542.
Rennes, 413.
Reuss, 34.
Revigny, 477.
RÉVILLE, 92.
Rhin, 236, 292, 300 302, 339, 342, 355, 358, 396, 487, 488, 507, 540, 541-5, 682.
Rhodope, 573, 659.
Rhône, 30, 213, 247.
RICHARD (G.), 59, 241.
RICHARDIN (E.), 84.
RICHELIEU, 355, 431.
Riga, 486, 504, 607.
Rio-de-Janeiro, 129, 200, 374, 378.
RISLER (E.), 103.
RITTER (K.), 165.
ROBERT-MULLER (C.), 17.
ROCHE (G.), 149.
Rochester, 12.
Rocheuses (montagnes) 168, 255.
Rockill, 135.
RODJESTVENSKY, 156, 560
RODNEY, 515.
ROHAN, 66.
ROMANOF, 679.
Rome, 163, 194-6, 250, 341, 342, 355, 383, 425, 436, 574, 647.
ROMER (E. de), 605.
RONDET-SAINT, 494, 547.
ROSAS, 419.
Rotterdam, 383, 487, 488, 534, 540, 544.
Roubaix, 455.
Rouen, 184, 409.
Rouge (mer), 252, 309, 496, 500, 554, 555.
Roumanie, 15, 76, 79, 446, 550, 608, 618, 674, 682.
Roumélie, 573.
Rouméli-Hissar, 574.
ROUSSEAU (A.), 516.
ROUSSEAU (J.-J.), 399.
ROUSSET (Lt-Cl), 465.
Roussillon, 119, 353.
Royat, 4.
Ruhr, 301, 544.
Russie, 49, 76, 79, 94, 103, 112, 170, 181, 244, 248, 299, 304, 325, 348, 373, 375, 387, 395, 415, 434, 446, 447, 479, 495, 499, 503-5, 518, 519, 526, 527, 540, 550, 576, 607, 610, 615, 628, 643, 648, 649, 654, 670-2, 675, 692.
Ruthènes, 303.
RUYSSEN (Th.), 431, 602.

S

SABINUS, 301.
Sagami, 157.
SAGERET (J.), 571.
Sahara, 70, 108, 278, 297, 298, 309, 331.
Saïgon, 242.
Saint-Bernard, 62.
Saint-Flour, 5.
Saint-Germain, 372, 669, 682.
Saint-Gobain, 473.
Saint-Hilaire-le-Grand, 470.
Saint-Hubert, 470.
Saint-Jacques-de-Compostelle, 250.
Saint-Laurent (fleuve), 156, 238, 255, 259, 545.
Saint-Martin, 291,
Saint-Mihiel, 472, 473.
Saint-Nazaire, 549.
Saint-Paul-hors-les-Murs, 113.
Saint-Quentin, 472, 474.
Saint-Thomas, 548, 549.
Sainte-Sophie, 664, 665.
Saintes-Maries-de-la-Mer, 4.
Saintonge, 259.
Sakhaline, 557.
Salonique, 490, 518, 575, 579, 580, 583, 593-6, 604, 606, 607, 646, 655, 660, 664.
SALVATOR (archiduc Louis), 61.
Sambre, 301, 477, 545.
Sambre-et-Meuse, 506.
Samnium, 341.
Samoa, 549.
Samoyèdes, 126.
San, 447, 474.
San-Bernardins, 288.
Sandwich, 159.
San Francisco, 143, 549, 558, 560, 565.
Santerre, 480.
Sapigneul, 444.
Sarajevo, 614.
Sardaigne, 82, 165.
Sardes, 332, 552.
SARRAIL (général), 475.
Sarre 542, 673.
Sassanides, 300.
Saulnois, 542.
Save, 7, 386, 576.
Saverne, 614.
Savoie, 82, 87, 288-90, 325, 344.
Savolaks, 173.
Saxe, 174, 182.
Saxe-Meiningen (maison de), 327.

Say, 146.
Scaër, 186.
Scandinavie, 30, 76, 219, 254, 256, 493.
Scapa-Flow, 513, 518, 620.
Scheer (von), 521.
Schweningen, 383.
Schirmer (H.), 108.
Schlaessing, 100.
Schmid (G.), 113.
Schoell (F. L.), 570.
Schott (G.), 18, 150.
Schurtz, 157.
Schwan (A.), 609, 610.
Schwartzbourg-Rudolstadt, 327.
Scott (G.), 656.
Scutari, 386, 663.
Sedan, 469, 633.
Seilhac (L. de), 149, 186.
Seine, 98, 193, 370.
Seine-et-Marne, 481.
Seine-et-Oise, 193.
Séleucie, 288, 392.
Sémites, 303
Sempach, 288.
Semple (miss E.), 139, 140, 226, 256.
Senlis, 454, 455.
Senousi, 278.
Septimer, 288.
Séquanes, 247.
Serbie, 13, 14, 386, 443, 446, 452, 490, 576, 577, 590, 622, 627, 645, 654, 655, 659, 660-2, 674.
Sérès, 593, 646.
Sermaize-les-Bains, 476.
Serruys (J.), 156.
Severn, 153.
Sèvres, 669.
Seyssel (C.), 311, 312.
Sézanne, 468.
Sforza, 290.
Shangaï, 562.
Sheerness, 512.
Shetland, 499, 520, 526.
Shimabara, 156.
Siam, 77, 242, 538.
Sibérie, 142, 168, 170, 558, 673.
Sibirtzer, 103.
Sicile, 8, 29, 165, 176.
Sidon, 296, 556.
Silésie, 170, 182, 673.
Simkhovitch (W.-G.), 48, 49, 96.
Simon (E.), 91.
Simplon, 334.
Sinaï, 508.
Singapour, 162, 498, 500.
Sion (J.), 184.
Skager-Rak, 513, 520.
Skoplje (v. Uskub).
Skye, 153.
Slaves, 304, 385, 405, 452, 593, 607, 643, 654.
Slesvig, 541, 638, 673, 674.
Slovaques, 393, 492.
Slovénie, 576, 660.
Smederevo, 386.
Snethlage, 127.
Soafas, 70.
Sobotécluse, 174.
Sofia, 573, 579, 656, 659, 660.
Soissons, 301, 371, 372, 444, 454, 455, 471, 472, 479.
Soissonnais, 480.
Soldau-Allenstein, 447.
Sologne, 111.
Somme, 173, 357, 466, 474.
Somme-Py, 469.
Sonde, 159.
Souain, 469.
Souchez, 449.
Soudan, 129, 130, 143, 146, 147, 341.
Sparte, 2, 295.
Spartel, 546.
Splugen, 288, 358.
Sredna-Gora, 573.
Staffa, 153.
Stafford, 183.
Staltholm, 541.
Stanley (P.-E.), 282, 336.
Stavanger, 520.
Stavelot, 613.
Steinbach, 449.
Stettin, 682.
Stockholm, 200, 541.
Stoke, 183.
Strabon, 81.
Strouma, 657.
Suburre, 195.
Sud (Pôle), 7.
Suède, 79, 219, 292, 504, 540.
Suess (E.), 227, 540,
Suez, 8, 19, 20, 113, 145, 164, 491, 496, 498, 500-2, 507, 535, 547-9, 553, 554, 556.
Suffren, 515.
Suger, 301.
Suippe, 469, 471.
Suisse, 79, 93, 288-90, 326, 327, 358, 396, 416, 447, 598, 612, 618, 623, 644, 682.
Sully, 333.
Sumatra, 62, 126, 294, 561.
Sumburgh-Head, 499.
Sumner-Maine, 136.
Sund, 540, 541.
Suse, 332, 552.
Suwalki, 447.
Sven-Hedin, 64.
Swatow, 242.
Sydney, 129, 379, 549, 564, 565.
Syra, 164.
Syracuse, 8, 12, 165.
Syrie, 127, 276, 555, 646, 685.

T

Tacite, 302, 342.
Tage, 376.
Tahiti, 549, 565.
Taï-Pings, 140.
Taine, 1, 2, 3, 12.
Takou, 350.
Tamerlan, 145.
Tamise, 153, 540.
Tanger, 381, 556.
Tannenberg (O.-R.), 487.
Target, 403, 412.

Tarifa, 546.
Tarim. 64.
Tartarie, 536.
Tasmanie, 500.
Tauris, 373, 390.
Taygète, 585.
Tchad, 64.
Tchataldja, 462.
Tchéco-Slovaquie, 380, 683.
Tchèques, 304, 492, 672, 679.
Tchoudes, 304.
Tchouktchis, 27, 77.
Téhéran, 373, 384, 390.
Temesvar, 675.
Tende, 358.
Térek, 251.
Terre-de-Feu, 84.
Terre-Neuve, 150, 151, 155.
TÉRY (E.), 465.
Teschen, 673.
Teutons, 227, 243, 303.
Texel, 520.
Thar, 137.
Thèbes, 199.
Theiss, 576.
Thessalie, 19, 573, 579.
Thessalonique, 574.
Thiaucourt, 473.
THIERS (A.), 397.
Thrace, 343, 656.
Tian-Chan, 208.
TIBÈRE, 355.
Tibet, 120, 277, 290.
TIGRANE, 389.
Tigranocerte, 369, 388, 389.
Tigre, 145, 166.
Timbouctou, 146.
Timor, 557.
Tingitane, 163.
Tirana, 655.
TIRPITZ, 510, 513, 530.
Tirynthe, 36.
TISSOT, 92.
Tisza, 608.
TITSINGH, 391.
Tokio, 197, 373, 383, 391.
Tolède, 200, 376.
TOMITCH (I.), 660, 662.
Tongres, 301.
Tonning, 542.
TORCY (général de), 556.
Torlacs, 661.
Torres-Vedras, 510.
Touareg, 276, 278.
Toul, 472.
Toulon, 387.
Toulouse, 210, 213, 214, 409.
Tournay, 301.
Tours, 413, 651.
TOURVILLE (H. de), 49.
Touvent, 478.
TRAJAN, 355.
Transvaal, 231, 318, 464, 602, 609, 620.
Transylvanie, 607, 608.
Trarbach, 343.
Tre-Fontane, 113.
Tréguier, 66.
TREITSCHKE, 603.
Trèves, 4, 163.
Trianon, 669.
Trieste, 225, 489, 490, 606, 683.
Trinacrie, 8.
Tripoli, 278, 526.
Tripolitaine, 278.
TROMP (amiral), 517.
TRONNIER (R.), 174.
TROTZKY, 624.
Troyon, 472.
TRUDAINE, 333
Tunisie, 43, 79, 104, 110, 526, 646.
Turin, 290.
Turkestan, 227, 267, 674.
TURMANN (M.), 612.
Turquie, 1, 88, 225, 452, 495, 551, 552, 554, 572, 575, 618, 623, 624, 646, 654, 655, 660-2, 669, 671, 672, 685, 686.
Tyr, 163, 296, 537, 556.

U

Udsigten, 154.
Ujzok, 447.
Ukraine, 299, 533, 550, 606, 610, 622, 624, 628, 646, 673, 675.
Uskub, 386, 573, 574, 579.
Utah, 43.
Utrecht, 613.
Utsire, 526.

V

Vaal, 244.
Valachie, 608
Valais, 62.
VALLAUX (C.), 2, 18, 63, 64, 65, 142, 149, 150, 155, 158, 159, 172, 184, 206, 216, 238, 269, 303, 329, 357, 365, 370, 381, 413, 431, 475, 498-501, 512, 537, 540, 546.
VALLERY-RADOT (P.), 450.
Vallona, 628.
VALOIS (G.), 620.
Valparaiso, 549.
Vancouver, 560, 564, 565.
Vandales, 10.
Vandalia, 334.
Vannetais, 63.
Var, 213.
Vardar, 573, 574, 579, 655.
Varègues, 304.
Varennes, 469, 470.
VARIGNY (H. de), 460.
Varsovie, 373, 390, 447.
Varus, 301, 355.
Vassincourt, 475.
VAUBAN, 339.
Vaucluse, 87.
Vaud, 94.
Vauquois, 449, 478.
Veldt, 378.
Velès, 573.
Vendée, 32, 111, 170, 178-80, 215, 387.
Venezuela, 205.
Venise, 164, 290, 292, 495.
VENIZELOS, 295, 552.
Verceil, 243.
Verdun, 444, 450, 466, 469, 489.
Vermand, 470.

Vérone 378.
Versailles 15, 16, 368, 372, 541, 542, 544, 624, 629, 651, 669, 673, 682, 683, 692.
Vert (cap), 526.
Vesnitch (M. R.), 577, 660.
Vésuve, 103.
Viborg, 607.
Victoria, 379, 422.
Vidal de la Blache, 62-4, 123, 125, 128, 131, 170, 178, 184, 196, 241, 356, 370, 412, 417, 472, 545, 660.
Vienne, 197, 200, 288, 358, 374, 438, 490, 492, 576, 692.
Vienne-la-Ville, 470.
Vienne-le-Château, 470.
Villeneuve, 546.
Villerupt, 17.
Villers-Cotterets, 473.
Vincey (F.). 98.
Vindhya, 137
Visigoths, 233.
Virginie, 259, 377.
Visconti, 290.
Visegrad, 13.
Vistule, 447.
Vitry-le-François, 477.
Vladivostock, 560.
Vlasina, 661.
Vogué (Marquis de), 47.
Volga, 255, 261, 577.
Vologne, 341.
Voltaire, 48, 375.
Vredenburg (E.), 227.

W

Walcheren, 510.
Walle, 597.
Wallis (B. C.), 183.
Wallonie, 182, 301, 487, 615, 616.
Washington, 334, 367, 377, 379, 383, 387, 438.
Wateff, 590.
Waterloo, 506.
Weil (command.), 476.
Weitemeyer (A.), 219.
Wellington (D.), 510.
Wells (H. G.), 691.
Wendes, 303.
Weser, 540.
West-Riding, 182.
Westphalie, 182, 185, 288, 692.
Wetterlé, 635.
Willcoks (W. F.), 4, 123, 145.
Widtsoe, 43.
Wied (W. de), 453.
Wilfarth, 100.
Wilhelmshaven, 512, 513, 517, 541, 551.
Wilson (Président), 435, 599, 621, 625, 687.
Wichnogradsky, 100.
Wisby, 206.
Woeikof (A.), 22, 75, 76, 78, 181.
Woevre, 480.
Wrath, 153.

Y

Yankee, 7, 236.
Yarkand 64.
Yass, 379, 381.
Yokohama, 283, 558, 559.
Yougoslavie, 380, 443.
Young (A.), 89.
Ypres, 301, 444, 454, 472, 507.
Yser, 357, 474, 507.
Ysselsteyn (A. van), 544.
Yannan, 298.

Z

Zaborowski, 127.
Zagreb, 614.
Zambèze, 283.
Zeebrugge, 488, 508, 509.
Zévi-Sabataï, 594-6.
Zingari, 249.
Zola (E.) 434.
Zolla (D.), 111.

TABLE DES CARTES ET DIAGRAMMES

Fig. 1. — Position et configuration de la butte isolée qui porte la ville de Laon 9

Fig. 2. — Par l'accélération des transports terrestres, la figure réelle de la France est comme transformée. 10

Fig. 3. — Par l'accélération des transports maritimes, tout se passe comme si la Corse devenait plus petite et marchait progressivement à la rencontre de la côte de Provence. . . . 11

Fig. 4. — Par l'accélération des transports maritimes, le Pas-de-Calais est peu à peu réduit de largeur 12

Fig. 5. — Par l'accélération des transports maritimes, l'Océan Atlantique est peu à peu comme rétréci. 13

Fig. 6. — Les principaux dépôts d'objets de bronze sur le territoire qui est aujourd'hui celui de la France y compris l'Alsace-Lorraine 31

Fig. 7. — Les variations de la production du froment en France de 1910 à 1920 46

Fig. 8. — La répartition des domaines congéables de Basse-Bretagne, d'après Camille Vallaux 65

Fig. 9. — Les principaux points d'alimentation et les principales voies de transport du lait, quotidiennement consommé, dans l'agglomération parisienne 87

Fig. 10. — Trois cartes presque superposables de l'Inde : chute des pluies, densité de la population, production des céréales : *A*) Pluies annuelles 132

Fig. 11. — Inde : *B*) Densité de la population 133

Fig. 12. — Inde : *C*) Production des céréales. 134

Fig. 13. — Les eaux vertes et les eaux bleues dans l'Atlantique Nord. . 151

Fig. 14. — Type de peuplement concentré en Picardie 178

Fig. 15. — Type de peuplement dispersé en Bretagne 179

Fig. 16. — L'agglomération parisienne en 1801 194

Fig. 17. — L'agglomération parisienne en 1911 195

Fig. 18. — Grandes voies des migrations historiques en Europe, d'après A.-C. Haddon 232-33
Fig. 19. — Migrations chinoises et japonaises à travers le Pacifique et ses mers secondaires 262
Fig. 20. — Densité de la population du globe. 264-65
Fig. 21. — Isochrones en 1906 au départ de Londres 315
Fig. 22. — Modifications de la frontière française du Nord et du Nord-Est aux traités de 1815. Suppression des enclaves et triomphe de la démarcation linéaire 345
Fig. 23. — Régions économiques françaises (d'après le plan du Ministère du Commerce, 1917) avec adjonction de l'Alsace et de la Lorraine 408-09
Fig. 24. — Essai de groupements régionaux de la France d'après Vidal de la Blache 417
Fig. 25. — Diagramme du tonnage coulé par les sous-marins allemands de 1914 à 1918 524-25
Fig. 26. — Flottille de la marine militaire française contre les sous-marins allemands, à la fin des hostilités. 531
Fig. 27. — L'isthme du Slesvig-Holstein et les détroits danois 543
Fig. 28. — Répartition générale des principaux groupes ethniques des Balkans 586
Fig. 29. — Répartition de la stature moyenne dans la péninsule des Balkans (d'après Pittard). 587
Fig. 30. — Répartition de l'indice céphalique moyen dans la péninsule des Balkans (d'après Pittard) 588
Fig. 31. — Répartition des types blonds dans la péninsule des Balkans (d'après Pittard) 589
Fig. 32. — Répartition des principaux groupes ethniques et linguistiques dans les pays où dominent les Roumains 600-01
Fig. 33. — La répartition des masses polonaises autour de Dantzig. . . 605
Fig. 34. — Superficies et populations comparées des 26 Etats Européens de 1914. 676
Fig. 35. — Superficies et populations comparées des 35 Etats Européens de 1921 677
Fig. 36. — La carte politique de la nouvelle Europe au début de 1921. 680-81

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 1

PREMIÈRE PARTIE

LES RELATIONS ENTRE LA GÉOGRAPHIE ET L'HISTOIRE

CHAPITRE PREMIER. — **Comment se présente à la première observation le problème des rapports généraux entre la géographie et l'histoire** 1

1. — L'histoire se traduisant dans la géographie. 3
2. — La géographie se traduisant dans l'histoire. 8
3. — Les hommes comme agents géographiques. 20

CHAPITRE II. — **Géographie et histoire des origines** 27

1. — La géographie et les études préhistoriques. 27
2. — La géographie et la première histoire ou protohistoire 33

CHAPITRE III. — **Les fondements de la géographie sociale** 41

1. — Les faits sociaux révélés ou déterminés par les faits de géographie humaine. 42
2. — Le coefficient statistique de tout fait de géographie humaine . 50
3. — Les faits psychologiques qui commandent les faits de géographie humaine. 58

CHAPITRE IV. — **La géographie des ressources alimentaires et les progrès de la culture** 73

1. — La signification et l'importance géographiques de l'alimentation 73
2. — La révolution économique des cultures nouvelles et des idées nouvelles. 88
3. — Meilleure économie des forces et des richesses naturelles. . . 107

CHAPITRE V. — **Le peuplement du globe : les faits de fixation** . . 121

1. — Les groupes humains sur la carte 121
2. — Zones de concentration passive : les terres de l'eau et du soleil. 131
3. — Zones de concentration active : archipels et lisières maritimes. 147
4. — Zones de concentration active : conquête de la forêt et du steppe ; les terres du blé et de la houille 166
5. — L'urbanisme et le déplacement des masses vers le Nord. . . . 190

CHAPITRE VI. — **Le peuplement du globe : les faits de mouvement.** 201

1. — Évolution générale des faits de mouvement. 201
2. — Causes originelles des exodes. 208
3. — Migrations de masse et migrations d'infiltration. 228
4. — Voies des migrations : le steppe, la mer bordière, l'Océan . . 245
5. — Régression des points et des zones de départ. 258
6. — Augmentation totale de la masse, inégalité croissante de la répartition 263

CHAPITRE VII. — **Les trois problèmes fondamentaux de la géographie politique**. 269

A. — *L'État et le territoire.*

1. — Les États sur la carte. 269
2. — Formation des États : conditions géographiques primaires . . 275
3. — Milieux d'éclosion et de développement des États : régions actives et régions passives 289
4. — Extension géographique des régions actives. 308
5. — Accroissement de valeur du sol occupé, pressions et contre-pressions ; agglutination des États ; mégalostatisme et microstatisme 319

CHAPITRE VIII. — **Les trois problèmes fondamentaux de la géographie politique**. 329

B. — *L'État, la route et la frontière.*

1. — Les routes comme œuvres d'État 329
2. — Nature et évolution des frontières. 337
3. — Frontières coloniales ou frontières ébauchées 346
4. — Frontières de tension et frontières mortes 349
5. — Notion surannée des frontières naturelles 354
6. — Valeur et stabilité croissantes des frontières. 361

CHAPITRE IX. — **Les trois problèmes fondamentaux de la géographie politique**. 365

C. — *L'État et la capitale.*

1. — L'organe central de l'État. 365
2. — Capitales naturelles et artificielles 369
3. — Capitales matitimes et pénémaritimes. 370
4. — Excentricité fréquente des capitales. 384
5. — Conditions de permanence des capitales ; leur congestion croissante 388

CHAPITRE X. — **Les solutions nouvelles : régionalisme, fédéralisme, fédérations d'États** 393

1. — Les faits acquis 393
2. — Les faits en puissance 398
3. — Évolution intérieure des États : le régionalisme et le fédéralisme. 406
4. — Évolution des rapports entre les États : les Fédérations d'États et la Société des Nations. 423
5. — Transformation des frontières et des capitales. 435

DEUXIÈME PARTIE

GÉOGRAPHIE DES LUTTES CONTEMPORAINES
RACES, NATIONALITÉS, NATIONS, ÉTATS, GUERRE ET PAIX

CHAPITRE XI. — **La grande guerre sur terre : constatations positives.** 441

1. — La définition géographique de la guerre et de la paix et les enseignements de la guerre de 1914-1918. 441
2. — Les luttes de masses : leurs conséquences politiques et menatles. 445
3. — La signification géographique des modalités de la guerre nouvelle. 456
4. — Comment, dans la guerre, les réalités géographiques ont manifesté leur influence : routes, forêts, rivières, « pays » 468
5. — Les réalités de l'enjeu « terrien » poursuivi par les Empires centraux 482

CHAPITRE XII. — **La lutte pour la mer et sur la mer**. 493

1. — La mer dans la géographie politique de l'Europe. 493
2. — La domination de la mer et la liberté des mers. 497
3. — Le domaine réservé de la puissance navale allemande. 503
4. — Vaines tentatives de la mer contre la terre, et de la terre contre la mer. 505
5. — La lutte maritime : première phase ou phase des tâtonnements (1914-1916) 511
6. — Deuxième phase : la guerre sous-marine (1917-1918) 521
7. — Signification et portée de la lutte sur mer 533

CHAPITRE XIII. — **Les grandes liaisons maritimes et la politique des Océans** 535

1. — Fin de l'hégémonie politique exclusive de l'Europe 535
2 — Les grandes liaisons atlantiques : Baltique et mer du Nord. Gibraltar, Panama 639
3. — Les anciens Détroits turcs 550
4. — La route de Suez et l'Océan Indien 553
5. — Le Pacifique, champ futur de la lutte pour les mers. 556

CHAPITRE XIV. — **Le relativisme de la notion de race** 569

1. — Il n'y a plus de races pures au sens rigoureux du mot. 569
2. — Contrastes entre la distribution géographique actuelle des peuples des Balkans et les réalités anthropologiques. . . . 572
5. — Altérations volontaires et conscientes de la « race ». Bektachis et Deunmés 591

CHAPITRE XV. — **Nationalités, Nations, États**. 597

1. — Les faits, les facteurs et les contradictions du problème. . . . 597
2. — Les variations des nationalités dans l'espace et dans le temps. 604
3. — L'exemple singulier de la Belgique. Les facteurs créateurs de la Nation et de l'État, et l'État créateur de la Nation. Une politique des nationalités contre la Nation 611

4. — Les faits essentiels de la solidarité économique entre les Nations 617
5. — États et Nations devant les Conférences de La Haye et dans la Ligue des Nations 622

CHAPITRE XVI. — **Les cohésions humaines** 631

1. — Même les principes spirituels des vraies cohésions de masses entre les hommes se révèlent comme subordonnés à des cadres politiques et géographiques. 631
2. — Prééminence du facteur complexe et synthétique *nation* sur les facteurs singuliers *race*, *langue*, *religion*. 640
3. — Les complexités et les contradictions du problème géographique des cohésions humaines 652
4. — Qui donc prétendrait créer de l'extérieur les principes de cohésion qui seuls peuvent assurer la vie et la paix des Nations et des États ? 665

CHAPITRE XVII. — **Les conditions de la paix et la recherche de l'équilibre**. 669

1. — Statut territorial de l'Europe : principes directeurs 670
2. — Les limitations de souveraineté et les voies internationalisées. 678
3. — Les mandats coloniaux 684
4. — Le superétat : la Société des Nations. 687
5. — L'équilibre... 689
6. — Conclusion. 690

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES 693

TABLE DES CARTES ET DIAGRAMMES. 711

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES 713

UNIVERSITAS O. M. I. OTTAWIENSIS

UNIVERSITAS O. M. I. OTTAWIENSIS

ÉVREUX. IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

AVR APR 11 2005 U025 AOU 2005		

'CE

a39003 001217487b

D 21.5 .B7 1921
BRUNHES, JEAN.
GEOGRAPHIE DE L.HISTOI